

Alain TOURAINE

Sociologue, directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales

(1965)

SOCIOLOGIE DE L'ACTION

Un document produit en version numérique par Diane Brunet, bénévole,
Diane Brunet, bénévole, guide, Musée de La Pulperie, Chicoutimi
Courriel: Brunet_diane@hotmail.com

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par [Diane Brunet](#), bénévole, guide, Musée de La Pulperie, Chicoutimi à partir de :

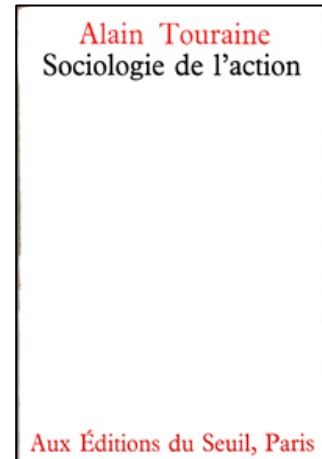
à partir de :

Alain TOURAINE

SOCIOLOGIE DE L'ACTION.

Paris : Les Éditions du Seuil, 1965, 507 pp.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 7 juillet 2011 de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : touraine@ehess.fr

Polices de caractères utilisée : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 15 novembre 2011 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



Alain TOURAINE

Sociologue, directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales

SOCIOLOGIE DE L'ACTION



Paris : Les Éditions du Seuil, 1965, 507 pp.

[503]

Table des matières

[Quatrième de couverture](#)

[INTRODUCTION](#)

[AVERTISSEMENT](#)

Première partie.

L'ANALYSE ACTIONNALISTE

CHAPITRE I. LA DÉCOUVERTE DU SUJET

- I. [L'illusion du concret](#)
 - A. [L'histoire événementielle](#)
 - B. [L'identification à l'acteur](#)
 - C. [La philosophie de l'histoire](#)

- II. [La critique wébérienne et ses limites](#)
 - A. [Limites de la connaissance historique](#)
 - B. [À la frontière de l'analyse sociologique](#)
 - C. [Le travail](#)

- III. [Naissance de la sociologie du travail](#)

- IV. [Le naturalisme sociologique](#)
 - A. [La critique de l'absolu](#)
 - B. [Le naturalisme dialectique](#)
 - C. [Retour au sujet](#)

- V. [L'action](#)

CHAPITRE II. THÈMES, DÉMARCHES ET NIVEAUX DE L'ANALYSE SOCIOLOGIQUE

- I. Du travail à l'action
- II. Les thèmes de l'analyse actionnaliste
 - A. La sociabilité et le système social
 - B. L'existence naturelle de l'homme
- III. Les démarches de l'analyse sociologique
 - A. les formes de l'action
 - B. Les décisions
 - C. les expressions symboliques et les structures de l'action
 - D. Interdépendance des éléments de l'analyse sociale
- IV. La sociologie en acte
 - A. Situation de l'analyse théorique
 - B. L'analyse historique
 - C. Phénomènes sociaux totaux
 - D. Conclusion

Deuxième partie. **LE SUJET HISTORIQUE**

CHAPITRE III. PRINCIPES D'ANALYSE

- I. L'analyse subjectale
 - A. La méthode actionnaliste
 - B. La conscience constituante
- II. Sociétés de classes et civilisation industrielle
 - A. La double dialectique des classes sociales
 - B. Sociologie historique
 - C. La civilisation industrielle et ses aliénations
 - D. Sujet historique et sujet personnel
- III. Classes, strates, groupes d'intérêts
 - A. Limites historiques de la notion de classe
 - B. La stratification sociale

C. [Identité, opposition, totalité](#)

IV. [Les mouvements historiques](#)

A. [Idéologies et utopies](#)

B. [Revendication et action](#)

C. [Les décalages historiques](#)

D. [Formation des mouvements historiques](#)

CHAPITRE IV. [LES ORGANISATIONS](#)

I. [Les modèles rationalisateurs](#)

II. [La double dialectique des organisations](#)

A. [Participation](#)

B. [Initiative](#)

C. [Intégration](#)

D. [Revendication](#)

E. [Les niveaux d'implication](#)

F. [Les niveaux de direction](#)

G. [Types d'organisations](#)

III. [Les organisations et le sujet historique](#)

A. [Organisation et classes](#)

B. [Charge subjectale interne et externe](#)

C. [Organisation et bureaucratie](#)

IV. [Équilibre et déséquilibre des organisations](#)

A. [Les niveaux d'équilibre](#)

B. [Déséquilibres entre l'implication et la direction](#)

C. [Déséquilibres à l'intérieur de l'implication ou de la direction](#)

D. [Déséquilibres à l'intérieur de l'une des quatre dimensions](#)

V. [Projets et attitudes](#)

A. [De l'organisation au système social](#)

B. [Le projet personnel](#)

C. [Projet et contre-projet](#)

D. [Du sujet personnel au sujet collectif](#)

Troisième partie.
NAISSANCE DE LA CIVILISATION INDUSTRIELLE

INTRODUCTION

CHAPITRE V. TRAVAIL INDUSTRIEL ET CONSCIENCE OUVRIÈRE

- I. L'évolution du travail ouvrier
 - A. La rationalisation
 - B. Les phases de l'évolution professionnelle
 - C. La qualification
 - D. Le système de production
 - E. Organisation et commandement
 - F. La rémunération

- II. La conscience ouvrière
 - A. Conscience et attitudes ouvrières
 - B. L'ancienne conscience ouvrière
 - C. La conscience de classe professionnelle
 - D. La conscience de classe économique
 - E. La nouvelle conscience ouvrière
 - F. Misère et révolution

CHAPITRE VI. LE SYSTÈME POLITIQUE

- I. Rationalisation et Politique
 - A. L'état sociétal
 - B. La formation de l'état sociétal
 - C. Système politique et organisation
 - D. L'aliénation politique

- II. Les éléments de l'analyse politique
 - A. la double dialectique du pouvoir
 - B. L'unité du système politique
 - C. Trois problèmes politiques

III. Les régimes politiques

A. Les types de régimes

1. Régimes à trois éléments positifs,
2. Régimes à deux éléments positifs,
3. Régimes à trois éléments négatifs,

B. Les tendances du système politique

C. Niveaux et types de pouvoir

1. Les dirigeants,
2. Les niveaux d'action politique,
3. La concentration du pouvoir,

IV. Conclusion

CHAPITRE VII. LE MOUVEMENT OUVRIER

Introduction

I. Principes d'analyse

A. Trois perspectives théoriques

1. L'analyse actionnaliste,
2. L'analyse fonctionnaliste,
3. L'insatisfaction ouvrière,

B. De la revendication à l'action

1. Le champ de l'analyse actionnaliste,
2. Du mécontentement à l'action historique,

C. Les relations historiques entre les trois perspectives d'analyse

1. Le syndicalisme d'opposition,.
2. Le syndicalisme d'intégration,
3. Le syndicalisme de négociation,
4. La crise révolutionnaire,

II. Les mouvements ouvriers

Introduction

A. Les sociétés de capitalisme industriel

1. Type I,
2. Type II,
3. Type III,
4. Type IV,
5. La situation française,
6. Le syndicalisme de contrôle,

B. Industrialisation et mouvements sociaux

1. La politisation de l'ancienne conscience ouvrière,
2. L'isolement de l'ancienne conscience ouvrière,
3. Les mouvements nationaux-populaires,
4. La révolte populaire,

C. L'industrialisation socialiste

Conclusion

CHAPITRE VIII. LA CULTURE DE MASSE

Introduction : *Le sujet personnel*

I. Culture de masse et sujet personnel

- A. Déstructuration et désocialisation de la culture
- B. Travail et culture de masse

II. Loisirs et société de masse

- A. Travail et loisirs
- B. La société de masse

III. Les aliénations culturelles

- A. La collectivisation de la culture
- B. Retrait culturel et culture sauvage
- C. L'intégration conformiste
- D. La revendication culturelle

Conclusion

CONCLUSION

- I. L'action
- II. La civilisation industrielle
- III. Nouveaux problèmes, nouveaux mouvements sociaux
- IV. La recherche sociologique

ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

INDEX

INDEX DES MATIÈRES

INDEX DES AUTEURS CITÉS

SOCIOLOGIE DE L'ACTION

QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

Ce livre est à la fois un essai théorique et un ensemble d'analyses concrètes concernant les grands problèmes des sociétés industrielles : le travail, les classes sociales, la bureaucratie, le mouvement ouvrier, la démocratie, la culture de masse.

On ne peut plus soumettre aujourd'hui, où l'industrialisation est de plus en plus volontaire, l'analyse de la société à celle de son système économique. La société tout entière apparaît comme un système d'action dans lequel la volonté de développement économique et les efforts concurrents de divers groupes pour contrôler tant les instruments que les produits du travail se combinent ou se combattent.

C'est ce système d'action qu'Alain Touraine veut analyser : aussi nomme-t-il sa méthode « actionnaliste ». Après l'avoir définie, il s'efforce de la situer par rapport à d'autres., dont il ne méconnaît pas la fécondité.

La transformation permanente de la vie sociale dans les sociétés les plus modernes ne justifie-t-elle pas cet effort pour introduire un nouveau mode d'analyse sociologique ?

Alain Touraine

Né en 1925. Ancien élève de l'École Normale Supérieure, agrégé d'Histoire, a travaillé de 1950 à 1958 au Centre d'Études sociologiques ; est depuis directeur d'Études à l'École Pratique des Hautes Études, où il a créé le laboratoire de Sociologie industrielle, qu'il dirige.

A enseigné à l'université Columbia de New York, à l'université du Chili et à l'université de São Paulo.

Il est l'un des fondateurs et des directeurs de la revue « Sociologie du Travail ».



[6]

pour A.

[7]

SOCIOLOGIE DE L'ACTION

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

La sociologie est la science de l'action sociale.

Elle ne peut prétendre englober toutes les formes de connaissance scientifique de la réalité sociale. De quel droit étendrait-elle son empire sur l'histoire et la géographie humaine, sur l'économie et la linguistique, sur la démographie et la psychologie sociale ? Autant il lui est impossible d'ignorer les progrès de ces sciences, autant il serait vain pour elle de revendiquer un territoire dont elle ne pourrait être que le roi fainéant, spécialiste des généralités, incapable d'apporter des observations, des hypothèses, des explications qui ne soient pas directement empruntées à une méthode mieux définie de connaissance.

Les progrès accomplis depuis un siècle ont été directement liés à la découverte de l'objet propre de la sociologie. Née des doctrines sociales et de la philosophie de l'histoire, elle a mis longtemps à renoncer aux grands systèmes qui visaient à interpréter directement le sens de l'histoire. Elle a dû, plus lentement que la plupart des autres sciences humaines, mais d'une manière aussi irréversible qu'elles, abandonner tout recours à des « lois » de l'histoire, intuitivement saisies. Elle s'est formée comme science et non plus comme succession et confrontation d'opinions et de doctrines à partir du moment où elle a cessé d'affirmer *a priori* l'identité d'un principe particulier de structuration avec l'ensemble du devenir historique. Chaque fois qu'elle se reprend à affirmer que les relations, les régularités qu'elle peut démontrer sont subordonnées à un mouvement d'ensemble ou à des forces

que l'analyse proprement scientifique ne peut saisir, elle rebrousse chemin et se confond avec une doctrine sociale. Peut-être cette tendance est-elle irréprouvable et est-il naturel que les membres d'une société proposent une vision d'ensemble de la réalité sociale qui corresponde à leurs intérêts, conçus au sens le plus large. Mais le désir naturel que chacun a de s'élever sur un sommet pour contempler autour de soi un vaste paysage ne peut être considéré comme créateur d'une géographie scientifique, comme s'il suffisait à tous les voyageurs de confronter [8] leurs souvenirs de voyage pour recomposer correctement le relief d'une région.

Les recherches interdisciplinaires ne se sont développées avec succès que parce qu'un certain nombre de disciplines scientifiques étaient assez assurées de leurs méthodes pour pouvoir confronter clairement leurs résultats avec ceux d'autres sciences. La sociologie ne se joindra à ces œuvres collectives que pour autant qu'elle sera d'abord assurée de son rôle spécifique. Prenons un exemple. Le travail doit être étudié dans plusieurs perspectives : le physiologiste, le psychologue et le psychiatre, comme le physicien ou le technologue, comme le démographe et l'économiste, contribuent à la connaissance de cette grande réalité sociale. Le sociologue, lui, n'est-il que celui qui réunit ces spécialistes dans l'atelier ou dans la salle de cours ; n'intervient-il qu'au moment où toutes ces disciplines, s'appliquant à un objet commun, entrent en communication les unes avec les autres, ou peut-il apporter, lui aussi, sa contribution personnelle ? Un des buts principaux de ce livre est d'aider à définir la spécificité de l'analyse sociologique, en particulier dans le domaine du travail.

Ce but doit être défini plus modestement et plus précisément.

Le développement de la sociologie a été d'autant plus tardif, mais d'autant plus rapide, que ses études portaient sur des ensembles à la fois moins immédiatement saisis et plus formalisables, en d'autres termes moins historiques. L'anthropologie sociale ou culturelle d'un côté, l'école durkheimienne et, dans son prolongement, la sociologie américaine contemporaine de l'autre ont non seulement accumulé un grand nombre d'observations méthodiques, mais surtout défini des principes et des méthodes d'analyse qui ont permis au savoir sociologique de devenir peu à peu cumulatif. Parallèlement, et en partie sous l'influence de la sociologie elle-même, les historiens ont appris à se passer de la philosophie de l'histoire et M. Weber a le plus profondément défini leur méthode.

Mais la connaissance de l'action sociale ne peut se réduire à l'analyse des systèmes sociaux et des expressions symboliques, en laissant aux historiens la charge de répondre à la question : quelle est la signification sociale de l'action historique ?

Le moment semble venu de faire pénétrer la sociologie scientifique jusqu'au cœur de ce qui fut le domaine privilégié des doctrinaires sociaux, précurseurs des sciences sociales. On risque, à le faire, de céder au prestige de leur génie et de redonner involontairement quelque vigueur à la sociologie doctrinale. Mais c'est dans un esprit contraire que cette tâche est entreprise.

Notre but, notre espoir est de montrer qu'on peut s'interroger sur [9] la signification d'une action historique et des formes sociales qui la manifestent sans recourir à une interprétation nouvelle du sens - direction en même temps que signification - de l'histoire.

Le terme *action*, que nous avons employé d'abord dans son sens général, reçoit ici un sens particulier ; ce double emploi comporte des inconvénients mais, outre qu'il semble inévitable, il se justifie aussi par quelques avantages.

Une action sociale n'existe que si en premier lieu elle est orientée vers certains buts, orientation dont on soulignera plus loin qu'elle ne doit pas être définie en termes d'intentions individuelles conscientes, si en deuxième lieu l'acteur est placé dans des systèmes de *relations sociales*, si en troisième et dernier lieu l'interaction devient communication grâce à l'emploi de *systèmes symboliques*, dont le plus manifeste est le langage. L'analyse la plus rapide permet de voir comment chacun des deux derniers points introduit à de vastes problèmes, débordant largement l'étude stricte des relations sociales et des systèmes de communication. Mais l'essentiel est de reconnaître que le sens d'une action ne se réduit ni à l'adaptation de l'acteur à un système plus ou moins institutionnalisé de normes sociales, ni aux opérations de l'esprit que manifeste toute activité sociale.

L'action n'est pas seulement une conduite sociale, mot par lequel nous aimerions avec G. Gurvitch traduire le terme parsonien d'action, ou, si l'on préfère, les valeurs culturelles et sociales qui l'orientent doivent elles-mêmes être expliquées et non pas seulement posées. Elles ne peuvent l'être d'une manière satisfaisante, c'est-à-dire en évitant tout recours à un absolu, à un principe non social, quel qu'il soit, que si on les rapporte à l'action qui les crée, non pas consciemment et volon-

tairement le plus souvent, mais pour des raisons que la sociologie de l'action a précisément pour tâche de découvrir. Cette affirmation nous semble inséparable de la définition de la sociologie comme science de l'action, car cette définition manquerait de tout fondement si on considérait l'action comme réponse à une situation donnée : il faudrait alors chercher la raison d'être de l'action dans une situation définie indépendamment d'elle et l'on se heurterait alors à l'insoluble problème de comprendre comment l'action humaine, normativement orientée, peut être la réponse à une situation naturelle : on sait assez que toute réponse à cette question ne peut être que doctrinale, recourant par décret à un principe quelconque d'unité entre la signification humaine de l'action et le devenir nécessaire de l'histoire, ce qui définit précisément la philosophie de l'histoire.

L'objet principal de cette étude est d'unir en une méthode positive de recherche les deux principes qui viennent d'être évoqués et qui [10] paraissent d'abord fort éloignés l'un de l'autre. D'un côté, l'action ne peut se définir seulement comme réponse à une situation sociale, elle est avant tout création, innovation, attribution de sens. Un mouvement social crée des conflits, des institutions, des rapports sociaux nouveaux ; nous cherchons la raison d'être de ces mouvements. De l'autre, l'action ne peut davantage être conçue comme l'expression d'un mouvement de l'histoire, car ou celui-ci est défini en termes purement naturalistes et le passage de la nature à la culture devient incompréhensible, ou les deux ordres de réalité sont supposés unis dans leur principe et celui-ci doit être posé au départ, par un coup de force doctrinal.

Ces deux principes peuvent être unis par la notion de travail. L'affirmation n'est pas neuve. Les précurseurs de la sociologie, dans leur grande majorité, ne placèrent-ils pas le travail au centre de leur réflexion ? Oui, mais celle-ci portait davantage sur le devenir social, sur les progrès et les contradictions de la production, que sur le travail lui-même.

La sociologie industrielle de son côté n'occupe-t-elle pas une place importante dans la sociologie contemporaine ? Oui, mais elle étudie de préférence les réponses individuelles ou collectives, organisées ou non, à la situation de travail.

Dans ce livre, le travail est considéré comme action sur le monde non social et, selon la pensée de Marx, comme principe de transformation de l'homme en même temps que de la nature. Mais cette action ne peut être définie indépendam-

ment de son sens pour le sujet : pas de travail sans volonté de création d'œuvres, pas de travail sans volonté du producteur de contrôler, de décider l'emploi de son produit. Il ne faut pas voir là une affirmation doctrinale ; la définition même du travail implique une double exigence de création et de contrôle.

Mais le travail n'existe aussi que par le non-travail, par la nature qu'il conquiert lentement. Plus les travailleurs sont dominés par la nature et moins ils se saisissent comme travailleurs et créateurs, moins ils se représentent la société comme le produit du travail collectif. Aucune forme d'organisation sociale ou d'activité culturelle ne peut être expliquée Par référence directe à l'état du travail ; elle n'a de sens, donc de réalité sociale, que comme expression de la conscience historique, elle-même définie comme conscience d'une société au travail. Si ce principe d'analyse semble obscur, qu'on veuille bien au moins, en lisant ce livre, se souvenir que son objet est de l'explicitier et de dépasser les contradictions du naturalisme sociologique du XIX^e siècle et d'une sociologie installée dans des systèmes sociaux et culturels, dont elle analyse le fonctionnement sans vouloir comprendre leur raison d'être.

[11]

Que la sociologie de l'action se présente d'abord comme une sociologie du travail n'implique aucune affirmation sur l'importance objective ou subjective du travail comme déterminant, comme « facteur » des conduites sociales, expression dont nous espérons montrer qu'elle n'a même aucun sens dans notre perspective. Il est inutile de se demander si l'homme est plus profondément défini par le travail, par le langage ou par ses relations sociales.

Le travail est la condition historique de l'homme, c'est-à-dire l'expérience significative, ni naturelle, ni métasociale, à partir de laquelle peuvent se comprendre les œuvres de civilisation et les formes d'organisation sociale. C'est dire aussi que le travail, dont l'étude conduit à proposer la méthode que nous nommons *actionnaliste*, n'a aucun droit à se présenter comme la notion centrale de toute sociologie. L'étude des relations sociales, celle des expressions symboliques requièrent d'autres méthodes et d'autres notions, que nous nommerons fonctionnalistes et structuralistes. La méthode actionnaliste convient d'abord à l'étude de l'action historique, c'est-à-dire définie par le travail. Elle ne représente qu'une des démarches théoriques, qu'un des moments d'une sociologie, définie dans son ensemble

comme science de l'action sociale, de ses orientations, des systèmes de relations sociales, des expressions symboliques.

Disons même qu'au moment d'aborder cet ouvrage nous considérons comme acquise l'autonomie des études portant sur ces deux derniers domaines et déjà constituées comme disciplines scientifiques. Si nous avons la préoccupation constante de définir les relations entre plusieurs méthodes sociologiques, il serait proprement insensé de prétendre, au nom de quelques idées, rejeter rapport scientifique considérable de générations d'ethnologues, de sociologues ou de psychologues sociaux, comme s'il n'était que matière d'opinion. Nous souhaitons compléter, non remplacer l'effort de la sociologie fonctionnaliste et de l'anthropologie structurale.

Il faut ajouter aussi, dès maintenant, que si c'est une réflexion sur le travail qui nous a introduit à une sociologie actionnaliste, les orientations normatives de l'action ne se laissent pas toutes comprendre à partir du rapport de l'homme et de ses œuvres. L'action est toujours de quelque manière collective, ce qui signifie que l'action suppose des orientations vers autrui, que nous nommerons la sociabilité. D'autre part, l'homme n'est pas seulement pensée créatrice de travail ; il est aussi être naturel, biologique : un troisième ordre d'orientations de l'action naît de la contradiction, vécue par l'homme en lui-même, de la nature et de la culture.

[12]

Que ces brèves indications nous évitent au moins un contresens qui serait funeste : notre intention n'est pas de rappeler que l'action est orientée vers des valeurs, définies métasocialement, mais, à l'inverse, de réduire les valeurs au mouvement de l'action elle-même. Rien ne serait donc plus faux que de parler ici de vision idéaliste, les valeurs ne sont rien d'autre que les exigences de l'action, c'est-à-dire du sujet humain engagé dans le travail, dans le rapport à autrui et dans une « nature humaine ».

La sociologie est née de la révolution industrielle. Si la philosophie politique, dont l'influence sur elle est toujours restée considérable, a une plus longue histoire, il est peu contestable que le bouleversement entraîné par l'apparition de l'in-

dustrie mécanisée, en Angleterre d'abord, puis dans la plupart des sociétés nationales, a provoqué un développement sans précédent de la pensée et des études sociales, stimulées par la conscience de pouvoir saisir presque immédiatement les causes du changement social. À mesure que celui-ci affecte de nouvelles régions du monde, on les voit s'éveiller à la réflexion sociologique, même si celle-ci ne parvient pas aisément à se transformer en recherche ou se fige dans des doctrines dont la discussion se heurte à des sanctions sociales. Cette situation explique qu'une méthode actionnaliste cherche naturellement à se former à partir de l'examen des sociétés industrielles. De même, ce sont les sociétés dont révolution est lente et les formes de vie sociale et culturelle précisément réglées qui ont été de préférence étudiées par les savants soucieux de définir les opérations de l'esprit humain. Il est vrai que la violence de la révolution industrielle et des conflits de l'économie capitaliste dans le cadre de laquelle elle s'est d'abord organisée a pendant longtemps favorisé la confusion de la sociologie et des doctrines sociales. Certains ont recherché, soit théoriquement, soit pratiquement, le moyen de redonner unité et stabilité à la société déchirée ; d'autres, sensibles soit à la puissance rationalisatrice et organisatrice de l'industrie, soit aux contradictions de l'économie capitaliste, ont au contraire cherché dans le développement naturel des sociétés le principe d'explication de l'action sociale. Cette opposition, qu'il faudrait nuancer, des sociologies de l'ordre et des sociologies du mouvement, a traversé tout le XX^e siècle et survit encore dans ce qu'il reste de doctrinal dans la sociologie d'aujourd'hui.

Mais les conditions historiques de la pensée sociologique ont été modifiées, à partir de la fin du siècle passé, par deux faits principaux :

- D'un côté, la lente réapparition d'un contrôle de la société sur [13] ses activités économiques : l'intervention de l'État, le plus souvent poussé par les nouvelles masses ouvrières et urbaines, avant d'être influencé par de nouvelles catégories sociales plus tardivement entrées dans le jeu politique, a rompu la toute-puissance des *lois du marché*. Il est devenu difficile d'expliquer l'action sociale par les exigences internes de la technique ou du système économique, du fait que les opérations techniques et économiques apparaissent de plus en plus comme le produit d'un système complexe de décision. La propriété semble moins importante que le

pouvoir et l'action sociale ne renvoie plus qu'à elle-même, à travers toute la complexité des relations sociales et des orientations culturelles.

- De l'autre, la diversification croissante des sources de conflits et de revendications dans la vie professionnelle. La rationalisation du travail, l'organisation des grandes entreprises, publiques et privées, industrielles, commerciales, administratives, militaires, universitaires, etc., l'emprise croissante de l'État dans tous les domaines de la vie sociale ont empêché de considérer que le sort de l'homme se jouait dans une unique bataille et que la liberté s'identifiait entièrement à la disparition d'un seul type de domination, que celle-ci - soit conçue en termes techniques, économiques ou psychologiques. Ni l'abondance des biens, ni l'abolition de la propriété privée, ni le remplacement de relations humaines autoritaires par d'autres plus démocratiques, ne peuvent raisonnablement, c'est-à-dire au nom des faits les moins contestables, apparaître comme une panacée. La misère, pour reprendre le grand mot du XIX^e siècle, n'apparaît plus seulement comme la pression directe du capitalisme sur le prolétaire. Le travail à la chaîne, le labyrinthe bureaucratique posent, en maintes régions du monde, des problèmes dont la généralité ne permet pas & conclure à l'unité des sociétés industrielles, mais impose au moins de délivrer l'étude de l'action sociale d'un évolutionnisme sommaire et de ridée confuse d'un sens de l'histoire. Plus des sociétés méritent d'être nommées industrielles, plus l'organisation sociale du travail et de la vie économique y apparaît comme le résultat d'un processus politique et non d'une nécessité naturelle. Dans les sociétés les plus avancées, les problèmes sociaux du travail tendent à se confondre avec l'ensemble des problèmes posés par l'organisation volontaire de la vie sociale. L'emprise de l'État et de sa police, des propagandes, de la consommation de masse, du totalitarisme surtout, opposent à la créativité et à la volonté de liberté de nouveaux obstacles.

Comment soutenir que tous proviennent de la même source ; comment éviter par conséquent le nécessaire renversement qui conduit de l'étude des problèmes sociaux à celle de l'action historique, d'une sociologie [14] de la société à une sociologie de l'action ? Plus l'industrialisation est volontaire, plus elle appelle une réflexion sur les systèmes d'action historique, sur les rapports de force qui déter-

minent les formes et les modes d'appropriation du travail collectif, des instruments et des résultats du développement.

Cette évolution, si brièvement résumée, définit la situation de la sociologie contemporaine, pour autant du moins qu'elle se définit comme étude de l'action historique. Elle explique les progrès rapides, surtout dans la société industrielle la plus avancée matériellement et la moins affrontée à d'insurmontables obstacles économiques et sociaux, les États-Unis, d'une sociologie du fonctionnement du système social. Mais elle justifie aussi surtout peut-être dans les sociétés où rentrée dans la civilisation industrielle nécessite l'intervention volontaire de forces sociales nouvelles et entraîne des conflits ouverts avec la société traditionnelle, le développement d'une sociologie attentive aux mouvements sociaux, à la création de formes nouvelles d'organisation sociale et de vie culturelle. Si ces deux orientations sont rappelées ici, c'est pour souligner combien les choix idéologiques, les préférences doctrinales peuvent encore peser sur le travail sociologique. Mais si grave que soit ce fait, il le cède en importance à l'apparition d'une sociologie scientifique, à mesure que se forment des sociétés que l'industrialisation a commencé à rendre conscientes d'elles-mêmes en brisant les traditions, et que l'organisation du travail, de l'entreprise et de l'économie délivre à son tour de l'illusion naturaliste des débuts, de l'image qui figure la société comme un train entraîné par la locomotive du progrès, créateur de richesses et dévoreur d'hommes. La sociologie n'est plus et surtout ne doit plus être l'apanage d'un petit nombre de sociétés développées. Mais ce sont celles-ci, du moins quand elles ne sont pas étouffées par le totalitarisme, qui se trouvent dans les conditions les plus favorables pour qu'apparaisse une connaissance scientifique de la vie sociale. Il est trop aisé de considérer la sociologie comme un phénomène social lié aux autres ; l'important est qu'elle y soit liée comme science et non comme idéologie.

La crise de la sociologie, dont, avec G. Gurvitch, parlent beaucoup de sociologues, est donc double : c'est d'abord le déclin des doctrines sociales et de la pensée pré-scientifique, le passage d'une discipline à l'état adulte ; c'est ensuite l'absence trop fréquemment ressentie d'une méthode positive pour traiter les problèmes qui étaient au centre de la pensée des précurseurs. Crise créatrice et qui mérite d'être proclamée, à condition de ne jamais remettre en cause les principes élémentaires de la recherche scientifique et de la considérer comme née de [15] notre

impatience à briser les derniers liens qui nous rattachent à la préhistoire de notre science et à mettre en valeur les derniers territoires, les plus riches peut-être, qui échappent encore à la sociologie positive.

Mais ce n'est pas assez de situer la sociologie ; il faut aussi situer le sociologue qu'on va lire.

La plupart de ceux qui, comme moi, ont abordé l'étude de la sociologie quelques années après la guerre, au détour d'études qui pour certains furent philosophiques et, dans mon cas, furent historiques, ont été dominés plus encore qu'orientés par une double situation : dépendance scientifique par rapport à la sociologie américaine qui nous apportait non seulement des techniques de recherche, mais des méthodes nouvelles de pensée ; participation aux espoirs, aux déceptions, aux crises de la société française, plus soucieuse, au lendemain de la Libération, de sa transformation que de son fonctionnement. Aucun sociologue de mon âge ne peut dire qu'il a dominé cette contradiction et qu'il n'a pas dans son travail subi des retards et des échecs, que cette contradiction peut contribuer à expliquer. Hommes de gauche hostiles aux doctrines, hommes de science hantés par les grandes interrogations du passé et fascinés par toutes les révoltes et toutes les révolutions, nous avons parfois préféré chercher dans l'empirisme le plus élémentaire, l'enquête à courte vue, l'érudition aveugle, un soulagement, sinon une solution. À d'autres moments, nous nous sommes écartés de la scène des recherches et, plus spectateurs qu'acteurs, nous avons manié l'esprit critique et la phrase acerbe, nous gardant des deux côtés, dans un double non-engagement agressif, plein d'ardeur et parfois d'intelligence, mais immobile.

Pour ma part, j'avais en 1951 exposé et rédigé sous une forme rudimentaire quelques-unes des idées que mes plus anciens guides et amis retrouveront dans ce livre. Dix ans après, à la suite de quelques études sur le travail industriel, les attitudes ouvrières et le mouvement ouvrier, menées sans esprit de système mais, dans la mesure du possible, en référence toujours implicite à mes préoccupations générales, j'ai résolu de leur donner une forme provisoire.

Ce retour en arrière n'a d'autre but que de souligner les faiblesses de cet ouvrage. D'autres diront ses erreurs ou ses obscurités. Mais comment ne pas dire dès ses premières pages qu'il n'est pas fidèle à son intention ? Il ne devrait être que la

suite de quelques grandes études, démontrant pratiquement l'utilité d'une méthode ; en fait, il ne prend appui que sur des travaux personnels d'importance limitée. Il est inévitable que, procédant un peu à la manière d'un ouvrage doctrinal, il [16] en ait aussi les faiblesses, sans même posséder la rigueur intellectuelle d'une pure construction de l'esprit. Mais j'ai si souvent ressenti le besoin d'une ligne directrice, de principes de choix, de définition et d'étude d'un problème et les tragiques conséquences de l'absence d'un cadre de référence intellectuel, que je préfère, en dépit de tout, présenter ce qui est plus une déclaration d'intentions qu'une conclusion de recherches, soucieux avant tout de mettre un peu d'ordre dans mes idées.

Au moins ce livre veut-il échapper à la fois à la pensée doctrinale et à la simple description des sociétés industrielles contemporaines ; il n'a d'autre ambition que de définir les éléments d'une méthode.

[17]

SOCIOLOGIE DE L'ACTION

AVERTISSEMENT

[Retour à la table des matières](#)

L'intention de l'auteur a été d'élaborer, à partir d'une analyse partielle de la civilisation industrielle, une méthode d'analyse sociologique, qu'il nomme actionnaliste et dont il a cherché à définir à la fois les principes propres et les relations avec d'autres méthodes dont il ne conteste pas la valeur scientifique.

Mais le lecteur peut ne pas s'intéresser également aux deux faces de ce livre.

S'il n'y cherche qu'une étude des sociétés industrielles, il peut se contenter de lire les quatre derniers chapitres, mais il lui est recommandé de lire auparavant la conclusion de l'ouvrage.

Si, au contraire, il souhaite acquérir rapidement une vue générale des principes d'analyse de l'auteur, qu'il aborde directement - après avoir lu l'introduction et la conclusion - le chapitre III.

S'il dispose de quelques heures de plus, il lira d'abord le chapitre II. Le chapitre IV est celui où les principes d'analyse et l'étude de la civilisation industrielle sont le plus étroitement liés.

À tous ceux qui préfèrent une libre exploration à la visite guidée par la succession des chapitres, l'index des matières apportera une aide indispensable, les empêchant d'être désorientés par l'emploi de mots et d'expressions auxquels ils ne sont pas accoutumés.

Il ne m'a pas semblé utile de multiplier les notes bibliographiques, comme il aurait été nécessaire de le faire si ce livre avait présenté les résultats d'une recherche proprement dite. Aussi ne trouvera-t-on dans le texte que quelques références ; on a indiqué à la fin du livre certains des écrits qui ont été le plus souvent utilisés et que le lecteur lui-même ne manquerait pas d'évoquer.

Je tiens à remercier ceux qui ont bien voulu lire ce texte, à me étape ou à une autre de son évolution et qui ont, par leurs remarques et leurs critiques, agi, parfois sans le savoir, sur celle-ci : MM. Raymond Aron, Georges Friedmann, Paul P. Lazarsfeld, Claude Lévi-Strauss, Jean-Daniel Reynaud.

La plupart des idées présentées ici ont été si souvent exposées dans mon séminaire de l'École pratique des hautes études (VI^e section) qu'il m'est presque impossible de savoir quelle est ma part et celle de mes auditeurs dans la formulation que j'en donne aujourd'hui.

Mme Françoise Lentin, qui a bien voulu et qui a su déchiffrer mon écriture, voudra bien recevoir ici mes excuses pour le travail dont je l'ai accablé.

[18]

SOCIOLOGIE DE L'ACTION

PLAN

[Retour à la table des matières](#)

INTRODUCTION

Première partie.

L'ANALYSE ACTIONNALISTE

CHAPITRE I. [La découverte du sujet](#)

CHAPITRE II. [Thèmes, démarches et niveaux de l'analyse sociologique](#)

Deuxième partie.

LE SUJET HISTORIQUE

CHAPITRE III. Principes d'analyse

CHAPITRE IV. Les organisations

Troisième partie.

NAISSANCE DE LA CIVILISATION INDUSTRIELLE

CHAPITRE V. Travail industriel et conscience ouvrière

CHAPITRE VI. Le système politique

CHAPITRE VII. Le mouvement ouvrier.

CHAPITRE VIII. La Culture de masse

CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE

INDEX

TABLE

[19]

SOCIOLOGIE DE L'ACTION

Première partie

L'ANALYSE
ACTIONNALISTE

[Retour à la table des matières](#)

[21]

**Première partie :
L'analyse actionnaliste**

Chapitre I

LA DÉCOUVERTE DU SUJET

1. L'ILLUSION DU CONCRET

[Retour à la table des matières](#)

Toute conduite humaine manifeste l'effet de déterminismes sociaux. Aussi la démarche la plus simple de l'analyse sociologique consiste-t-elle à situer l'acteur en un temps et en un lieu, dans un métier, une catégorie d'âge ou une classe sociale, dans une société et dans une culture. Mais ces localisations, outre qu'elles sont en nombre infini et donc d'une importance le plus souvent mal définie, n'aboutissent qu'à subordonner des actes individuels à des situations collectives et nous laissent dans l'ignorance sur la nature de celles-ci. Ce mode d'analyse n'échappe pu aisément à l'artifice et au procédé : si j'énumère en effet tous les faits connus sur la vie en France au temps de Louis XIV, en les éclairant tous à la lumière de ce temps, je m'aperçois que je ne les éclaire que du reflet de leur propre lumière, puisque la société française de la seconde moitié du XVII^e siècle n'a pas été définie autrement que par l'ensemble des faits connus, grossièrement classés, se rapportant à cette époque.

Il en est de même si je considère non plus l'ensemble d'une société, mais n'importe laquelle de ses divisions. L'inconvénient dans ce cas est même plus grand

encore, car il apparaît aisément que le rôle de ces divisions et des catégories qu'elles engendrent n'est pas semblable dans toutes les sociétés et à toutes les époques et qu'en croyant gagner en précision dans l'analyse, on ne fait que s'embarrasser dans des catégories obscures. Ces formes primitives d'analyse ne se justifient que si l'on croit à la possibilité de comprendre les faits sociaux à partir de ceux qui ne le sont pas, et qu'on emprunte en général à la biologie. Franchir ce pont aux ânes oblige à reconnaître que si la société détermine les actes de ses membres, elle n'est rien d'autre qu'un système ou un ensemble de systèmes de relations entre ces actes.

La première notion que rencontre l'analyse sociologique, celle de [22] *société*, est donc chargée de dangers pour elle. Elle crée aisément l'illusion que les ensembles concrets, donnés par la pratique sociale, constituent le cadre naturel de l'analyse, qu'une société est une construction dont tous les éléments sont interdépendants ou du moins qui possède une charpente solide, que certains aiment à appeler une structure, et qui permet de comprendre la place et la fonction de tous les faits sociaux particuliers.

Cette conception ou plutôt cette image ne peut conduire qu'à des raisonnements tautologiques et confondre toutes les démarches des sciences sociales que nous essaierons, au contraire, dans les chapitres suivants, de distinguer.

D'un côté, elle n'aide pas à comprendre les conduites sociales concrètes, car il est rare, surtout dans les sociétés très différenciées, qu'un acteur se réfère directement à la société dans son ensemble. Il se conforme à des normes particulières, subit des influences bien délimitées, compare sa situation à celle de certains groupes ou de certaines catégories, se sent engagé à l'égard de certaines collectivités.

De l'autre, elle interdit de comprendre la raison d'être de la charpente sociale elle-même et donc de ses transformations. Elle définit la société comme un « cadre » et par là même, rend absolument incompréhensible la socialisation de l'individu à des valeurs et à des normes. En séparant absolument l'étude de la situation sociale et celle des conduites, elle conduit à opposer de la manière la plus stérile des exigences objectives de la situation et des « besoins » humains définis en termes généraux.

Elle n'est pas moins contraire aux exigences de la connaissance historique, puisque cette réalité globale qu'elle pose au départ est définie hors de toute évolu-

tion. Il ne reste à l'historien qui l'accepte qu'à rechercher les moments de rupture, de changement de décor. Les actes se succèdent sur le théâtre de l'histoire sans qu'on puisse expliquer leur enchaînement

« La mystification suprême du positivisme, dit J.-P. Sartre (*Questions de méthode* dans *Critique de la raison dialectique*, Paris, N.R.F., 1960, p. 98), c'est qu'il prétend aborder l'expérience sociale sans *a priori* alors qu'il a décidé au départ de nier une de ses structures fondamentales et de la remplacer par son contraire. Il était légitime que les sciences de la nature se débarrassent de l'anthropomorphisme qui consiste à prêter aux objets inanimés des propriétés humaines. Mais il est parfaitement absurde d'introduire par analogie le mépris de l'anthropomorphisme dans l'anthropologie : que peut-on faire de plus exact, de plus rigoureux quand on étudie l'homme que de lui reconnaître des *propriétés humaines* ? La simple inspection du champ social [23] aurait dû faire découvrir que le rapport aux fins est une structure permanente des entreprises humaines et que c'est sur ce rapport que les hommes réels apprécient les actions, les institutions ou les établissements économiques. »

A. L'HISTOIRE ÉVÉNEMENTIELLE

[Retour à la table des matières](#)

Pour briser cette fausse unité des situations et des actions, l'historien cherche à isoler des *événements*, des actes particuliers et non plus des ensembles globaux.

Le progrès de la connaissance historique ne semble d'abord possible qu'au prix d'une naturalisation de l'action historique. Et cette démarche, apparemment contradictoire, est nécessaire, car le premier devoir de l'historien est de s'arracher au concret, à la compréhension intuitive, à la « psychologie » et aux intentions des acteurs. Sans cette *distanciation* préalable, aucune pensée scientifique ne peut se développer.

Les partisans de l'histoire événementielle sont à l'opposé des tenants de la *petite histoire*, avec lesquels on tend parfois, sans raison, à les confondre. Leur conception de l'histoire est naturaliste. Plus leur analyse est profonde, plus elle atteint le non-social. Seignobos, par exemple, distinguait trois niveaux d'analyse, d'abord celui des phénomènes psychologiques conscients, ensuite celui des phé-

nomènes inconscients, des impulsions et des tendances, qui explique le développement des forces de production et les grandes crises de la vie publique et privée ; enfin celui de la biologie, de l'hérédité, de la race, du milieu (Les conditions pratiques de la recherche des causes dans le travail historique, *Bulletin de la Société française de philosophie*, 1907, p. 288). Seignobos paraît proche ici de Lacombe et de Berr qui, eux aussi, entendent retrouver, au-delà du contingent, *l'homme général* selon Lacombe, la *logique* selon Berr (H. Bert, *La Synthèse en Histoire*, Paris 1911, p. 51-54 et *L'Histoire traditionnelle et la synthèse historique*, Paris 1921, en part. p. 78-81). Il est seulement plus soucieux de retourner au substrat matériel des événements, alors que Lacombe fait appel à des besoins, des conduites, des facultés d'ordre général et dont l'intervention dans l'analyse est aussi efficace que celle de la vertu dormitive de l'opium.

La forme la plus haute du naturalisme historique est celle contre laquelle s'est directement élevé Weber : la recherche de lois générales, de récurrences, recherche qui aboutit à détruire l'unité et la structure des ensembles historiques concrets. L'obscurité de l'idée de *synthèse* avancée par Berr ou par Bernheim (*Auffassung*) et, auparavant, par [24] Fustel de Coulanges (Leçon d'ouverture au cours d'histoire du Moyen Age à la Sorbonne, *Revue politique et littéraire*, 8 février 1879, p. 746) vient de ce qu'elle mêle la recherche naturaliste de lois générales et la reconstitution d'ensembles historiques particuliers, les deux démarches – absolument opposées – n'étant unies que par leur commune opposition à la réduction de l'histoire à « une multitude de petits faits » (Fustel de Coulanges), à la restitution des faits « wie es geschehen ist », selon le mot de Ranke.

La critique de l'histoire événementielle souffre donc d'un malentendu. Nul ne conteste la nécessité de se porter au-delà du récit des péripéties d'une campagne militaire ou diplomatique et il est inutile de s'attarder longtemps à ceux qui dont d'autre ambition que de raconter le « roman de l'histoire ». Mais la critique peut conduire dans deux directions ou, du moins, doit se développer en deux temps. L'événement est une action vue du dehors : on doit d'abord renforcer l'extériorité de l'acteur, ne pas identifier la signification de l'acte à l'intention de son auteur ou aux justifications qu'il en donne. L'événement, ainsi séparé de ses personnages, est rapproché d'autres, intégré à des séries, à une conjoncture. Le progrès de la connaissance s'opère par généralisations successives. Ceux dont le nom sert aujourd'hui d'enseigne à la conception événementielle de l'histoire sont aussi, bien

souvent, les moins soucieux de saisir l'événement dans sa particularité historique : ils ne visent qu'à remonter de l'événement aux lois. Plus on va dans ce sens, moins l'action devient compréhensible : on doit recourir à un nombre croissant d'affirmations implicites, pour expliquer le passage de la situation à l'action : ces affirmations se croient solides du fait qu'elles sont élémentaires et qu'elles ne font appel qu'à quelques vérités éternelles, l'homme étant conduit par ses intérêts, son ambition, son désir de pouvoir. Si l'on fait remarquer que ces *sentiments* ont une importance variable selon les époques considérées, on se contentera de répondre que ce sont les situations qui déterminent les motivations de l'action, ce qui n'éclaire pas davantage, puisque nous continuons à ignorer comment l'homme peut intérioriser une situation définie sans aucun rapport avec son action.

La critique du positivisme historique peut aussi s'orienter dans un sens inverse, non plus pour organiser les événements en situation, mais pour remonter, à partir d'eux, à l'action.

À mesure que l'observation devient plus profonde, elle ne s'écarte pas davantage des humeurs et des sentiments ; elle s'en rapproche au contraire, elle ne se satisfait pas de considérer que l'action des hommes est déclenchée et conditionnée par des situations sociales ; l'acteur n'est plus pour elle un tableau dans un cadre d'époque. Elle ne [25] quitte le personnage que pour atteindre la personnalité dans ses liens avec une société et une culture. Il existe des moments, des époques privilégiés pour l'historien : ceux où se transforme la condition humaine, où les règles traditionnelles se déforment ou se décomposent, où les acteurs ne sont plus des joueurs raisonnant devant l'échiquier, mais une foule ou des individus révolutionnaires construisant des temples ou renversant des bastilles, modifiant le savoir ou actionnant des machines nouvelles, ceux où l'histoire déborde la conjoncture, semble à chaque instant imprévisible, et pourtant s'offre le plus franchement à la compréhension. Le progrès ne conduit donc pas d'une histoire des individus à une analyse des substrats, mais d'un tableau des situations à une compréhension des mouvements.

La critique de l'histoire événementielle est en tout cas salutaire, mais le sociologue se détournerait de son chemin s'il en tirait la conclusion que sa démarche doit consister à effacer les arabesques des événements et des actions individuelles pour découvrir le dessein plus simple et plus important de l'évolution technique ou économique. Il n'existe pas de faits par nature plus importants que d'autres et

souvent l'analyse sociologique s'appuie plus solidement sur des traits apparemment mineurs d'une société que sur la connaissance des grands systèmes institutionnels.

B. L'IDENTIFICATION À L'ACTEUR

[Retour à la table des matières](#)

Si l'événement apparaît comme un mauvais guide de l'analyse, il est tentant de diriger celle-ci sur l'expérience sociale telle qu'elle est vécue par les acteurs eux-mêmes. Si la sociologie s'est intéressée de préférence aux sociétés actuelles, c'est en grande partie pour se délivrer des limites de la documentation historique et pouvoir interroger directement ceux qu'elle étudie. Mais il est à la fois aussi dangereux et plus difficile pour le sociologue que pour l'ethnographe de considérer comme but de son analyse la connaissance de la vision que les sujets ont d'eux-mêmes. Il existe rarement dans les sociétés industrielles un accord général sur certaines interprétations : qui oserait s'en remettre à des informateurs, notables ou militants, pour connaître les opinions ou les croyances d'une catégorie sociale ? Leur représentativité est d'autant plus faible que ces catégories sont moins organisées, moins intégrées, moins homogènes. Ainsi se détruit d'elle-même l'illusion selon laquelle la condition ouvrière peut être exactement définie par les ouvriers eux-mêmes ou par leurs représentants. La soumission aux réponses des personnes interrogées [26] n'est pas séparable de la croyance en un déterminisme brutal, comme si les acteurs ne pouvaient que comprendre plus ou moins clairement leur situation objective, celle-ci pesant sur eux comme les chaînes aux mains des prisonniers. Par un étrange paradoxe, la réduction de l'analyse à la reproduction de la mentalité des acteurs aboutit à ne considérer cette mentalité que comme le reflet plus ou moins fidèle des exigences d'une situation.

La signification sociale d'une action ne se confond pas avec le sens que l'acteur lui donne. À vouloir établir cette signification au niveau le plus superficiel, on se condamne à recourir à des explications mécaniques, chaque fois qu'apparaît une certaine diversité dans les opinions et dans les conduites. Il est nécessaire au contraire d'atteindre une conscience sociale collective, qui ne coïncide pas avec les consciences individuelles et se présente donc comme un inconscient.

L'identification à l'acteur est tentante parce qu'elle confère aux faits observés un sens immédiat. Mais le sens de ce sens échappe absolument si l'on s'en tient à ce niveau proto-scientifique de l'étude. « Le fait humain proto-scientifique se présente déjà comme pourvu d'une structure et comme un pseudo-objet de science. Une explication de ces significations, généralement retouchées en vue de leur donner la cohérence qui leur manque, peut bien procurer l'illusion d'une connaissance scientifique. L'organisation du *vécu* humain par une méditation sur les significations découpées selon la pratique sociale, et essentiellement par le langage, s'offre alors fallacieusement comme objet de science. » (G. Granger, *Pensée formelle et sciences de l'homme*, Paris, Aubier, 1960, p. 64.) Peut-on atteindre le sens de l'action en se contentant d'élargir le point de vue précédent, en décrivant l'esprit d'une époque, non plus en s'identifiant aux acteurs eux-mêmes, mais en reconstituant un ensemble social : l'esprit de la Renaissance italienne, le romantisme, le capitalisme libéral du XIX^e siècle, etc. ?

À partir du moment où l'on abandonne l'acteur individuel pour tenter de saisir un sujet collectif, le premier problème qui se pose est, semble-t-il, de proposer des principes d'interprétation générale d'une société. Il s'agit en somme de personnaliser la société et de la décrire comme un système rationnel de moyens au service d'une intention ou, au sens de Croce, comme une œuvre d'art. Ce souci d'une interprétation d'ensemble a suscité beaucoup des études historiques les plus réussies. Mais la richesse de celles-ci ne doit pas cacher leur imprécision. La recherche d'une interprétation d'ensemble conduit, dans les meilleurs cas, à prendre une double vision d'une société : d'un côté, l'organisation technique, économique et sociale de la production apparaît comme l'infrastructure sur laquelle s'élèvent et par rapport à laquelle se définissent [27] toutes les autres manifestations de la vie sociale ; de l'autre, la société se définit par un mouvement, une volonté, un esprit qui la poussent à créer des richesses d'un nouveau type ou à entreprendre des aventures inouïes. Entre ces deux perspectives, peu de rapports nettement établis : les auteurs accentuent l'une ou l'autre suivant le sujet traité ou la société étudiée. À mesure qu'on s'écarte de l'analyse de la vie économique, et qu'on s'approche de la connaissance des systèmes de valeurs et de représentations d'une société, on sent ceux-ci devenir de moins en moins le reflet et de plus en plus le principe des réalités économiques. L'histoire alors déifie la culture et réifie l'esprit (Geist).

Cette conception, celle de Michelet, marque un progrès sur le positivisme auquel elle s'oppose, non parce que son ambition de résurrection intégrale du passé est justifiée, mais à l'inverse parce qu'elle fait éclater la confusion primitive de la situation et de l'action et s'efforce de trouver le principe d'analyse d'un réseau de conduites au niveau de ces conduites elles-mêmes et de leurs orientations normatives. Cette réussite et cet échec mêlés permettent deux conclusions : d'abord, qu'il est raisonnable de rechercher un principe général d'analyse d'une société, c'est-à-dire que celle-ci n'est pas seulement une collection de traits sociaux et culturels empruntés au passé ou à des sociétés voisines ; ensuite qu'il est impossible de le découvrir au niveau des faits sociaux eux-mêmes, au niveau où se place l'observation historique, ethnographique ou sociographique. La recherche d'un principe d'unité au niveau des ensembles historiques concrets eux-mêmes n'aboutit qu'à une confusion métaphysique. « L'histoire d'une civilisation, écrit K. Lamprecht, n'est toujours chaque fois que l'histoire de la vie de l'âme humaine, ou, en d'autres termes, l'histoire en chacun de ses développements n'est pas autre chose que l'histoire de la Psyché à travers l'écoulement des générations d'une société donnée. » (*Revue de Synthèse historique*, t. I, 1900, p. 25).

Le succès de cette méthode s'établit au niveau des analyses particulières ; elle constitue des ensembles, qu'elle nomme, qu'elle décrit, qu'elle particularise. Son échec vient de ce qu'elle ne permet pas de communication entre les ensembles ainsi constitués : l'insistance sur un tout dont la structure n'est pas clairement définie condamne soit à opposer globalement des sociétés et à ne pouvoir rien en dire sinon qu'elles sont différentes, soit à rapprocher deux éléments apparemment analogues de ces sociétés et à se trouver démuné de tout instrument d'analyse, puisque l'élément n'a été défini que par une série de relations avec l'ensemble.

[28]

C. LA PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE

[Retour à la table des matières](#)

Il semble cependant possible de réintroduire le point de vue de révolution à ce niveau. Mais ce ne peut être qu'en sacrifiant le point de vue synchronique, en isolant une catégorie de faits sociaux et en observant sa transformation. Ce dé-

coupage ne peut être que superficiel et le plus souvent se contente de reproduire l'état des institutions. On examine donc l'évolution du droit, des institutions politiques ou religieuses, des formes de l'organisation économique, du goût littéraire, etc.

Pour s'assurer plus solidement et se justifier, ces analyses postulent souvent une nature propre, une fonction de ces institutions et se présentent comme l'histoire du sentiment de la justice, de la beauté, de l'utilité, de Dieu, ou même comme l'étude des divers cheminements humains vers des valeurs immuables. Mais plus souvent encore l'analyse se contente d'un raisonnement plus lâche : elle distingue seulement des facteurs dont l'action combinée constitue la réalité sociale. C'est cette forme primitive de la théorie des *facteurs* que Plékhanov a brillamment critiquée. Mais cette théorie, pour grossière qu'elle soit, peut faire avancer l'analyse : elle suppose en effet que tous les faits sociaux possèdent une certaine nature en commun : peut-on en effet parler du facteur économique et du facteur religieux sans reconnaître entre la vie économique et la vie religieuse un minimum de similitude qui permet de les considérer l'un et l'autre comme des *forces* ou des *moteurs*. L'unité ainsi postulée ne peut provenir que du fait que tous les faits sociaux peuvent être considérés comme des actions. Mais l'intérêt de ce principe s'évanouit dès l'instant que les types d'action sont distingués les uns des autres non à partir d'une vision générale de l'action sociale mais simplement à partir de buts ou de valeurs explicites qui se trouvent ainsi préexister à l'action et donc échapper à l'analyse sociologique. Il est tentant alors de dépasser cette contradiction entre la description d'ensembles empiriques et l'histoire de facteurs en replaçant tous les faits sociaux dans le flux d'une évolution historique dont la totalité serait porteuse de sens. Ce sens de l'histoire, direction et signification à la fois, permettrait de comprendre, au niveau du donné historique immédiat, à la fois la nature d'une société, moment de cette évolution, et la transformation progressive de tous les facteurs dans la même société.

Ainsi l'analyse sociale, quand elle ne veut pas cesser de se confondre avec l'analyse historique, est toujours prise entre une philosophie élémentaire de la nature humaine et une philosophie de l'histoire qui [29] échappe à toute vérification et suppose que l'histoire soit achevée et son sens révélé au moment où se place l'observateur.

Toute conception d'ensemble de l'histoire événementielle appelle la soumission de l'analyse historique à une philosophie qui ne peut être objet de recherche historique mais qui, si elle renonce à son orgueil, doit reconnaître sa nature et donc sa relativité historique. L'histoire universelle, dit R. Aron à propos de Dilthey (La *philosophie critique de l'histoire*, Paris, Vrin, 2^e éd. 1950, p. 87-88), est l'autobiographie de l'humanité et ne pourrait prétendre à la vérité qu'à la fin de l'histoire. Et c'est pourquoi l'histoire descriptive, *événementielle*, s'unit si naturellement à la philosophie de l'histoire comme F. Simiand l'a si vigoureusement montré (« Méthode historique et science sociale », *Revue de synthèse historique*, t. IV, 1903, p. 5-6 et 8) tout en opposant à ces conceptions un durkheimisme simple, fécond dans la pratique, mais qui se débarrasse à bon compte des problèmes de l'histoire comme ensemble d'actions signifiantes. Les débats sur la philosophie critique de l'histoire ou le *nouvel esprit historique* ne sont pas séparables des ambitions de jeunesse d'une science sociale, incapable de distinguer la description des phénomènes de leur analyse historique et qui se voit contrainte de détruire constamment sa propre rationalité par le recours à l'absolu et l'immersion dans le devenir historique de cette vision de l'absolu et donc de ses propres principes d'analyse. Le spectre de la philosophie de l'histoire n'est évoqué ici que pour achever de démontrer l'impossibilité d'une explication scientifique de la réalité sociale au niveau de l'observation empirique, *au niveau des faits sociaux*, c'est-à-dire aussi bien des situations sociales que des actes. Ni d'abord la réduction de l'histoire à l'événement non plus que l'identification de l'observateur à l'acteur, ni eu. suite les descriptions synchroniques de la Kulturgeschichte non plus que la recherche de l'évolution des facteurs n'apportent de solution acceptable. Balancée de l'une à l'autre de ces fausses solutions, la réflexion se trouve entraînée, volontairement ou non, vers la philosophie de l'histoire. Doit-elle, confrontée à cet ennemi mortel de la sociologie, s'engager sans plus attendre dans une voie toute différente et renoncer sans regrets au respect intégral de la réalité empirique ? Conclusion trop hâtive ; avant de s'engager dans une analyse théorique de la vie sociale, il est possible de définir un autre type d'analyse, plus proche de la réalité empirique, mais au prix de sacrifices dont Max Weber a indiqué l'étendue.

[30]

II. LA CRITIQUE WEBERIENNE ET SES LIMITES

A. LIMITES DE LA CONNAISSANCE HISTORIQUE

[Retour à la table des matières](#)

L'explication des événements singuliers, c'est-à-dire des actes sociaux concrets, n'est pas possible hors du sens que les acteurs leur donnent. À ce niveau il est absurde de parler de facteur dominant dans l'histoire. Non pas que tous les facteurs puissent être tour à tour dominants, mais parce qu'un raisonnement reposant sur cette idée des facteurs détruit le caractère humain des faits sociaux, c'est-à-dire l'indissoluble association d'un objet de l'action et d'une disposition de l'acteur, celle-ci n'étant pas un sentiment ou l'entraînement vers une valeur en soi, mais une signification donnée à l'objet de l'action. On peut s'accorder sur l'importance exceptionnelle, au cours de l'histoire, de la lutte contre la rareté. En conclura-t-on au primat du facteur économique ? Assurément non, car on ne peut passer de l'importance de la situation économique à l'orientation économique des conduites. S'il existe des cas limites où une conduite d'ordre économique apparaît entièrement déterminée par une orientation économique - dans le cas d'un agent de change ou de tout autre financier - on observe plus généralement que les conduites économiques sont influencées par des orientations non économiques, de même bien entendu que des conduites non économiques, politiques ou religieuses ou artistiques peuvent être influencées par des orientations économiques. Il est donc impossible de classer les faits sociaux en catégories *objectives*, qui ne rendraient pas compte de la nature réelle des conduites dont ils ne sont que la manifestation.

L'analyse ne peut prétendre à la connaissance directe ou totale du donné historique. Elle n'atteint celui-ci qu'à travers un système de significations ou plutôt à

travers le double filtre des orientations de l'acteur lui-même et de celles de l'observateur.

Sans ces limitations, la réalité empirique est en vérité impossible à connaître. À partir de chaque événement particulier, aussi minime soit-il, il est toujours nécessaire de remonter à une infinité d'antécédents et de conditions, de telle sorte que l'histoire universelle est présente à chacun de ses instants, ce qui revient à dire que tout est dans tout et à renoncer à toute explication. Celle-ci suppose un choix, un découpage artificiel et cependant scientifiquement fondé. Les ensembles ainsi constitués ne sont pas des catégories de phénomènes et pas davantage [31] des types généraux d'action sociale, mais des systèmes de signification donnés à une situation concrète, singulière, des modèles de conduites. Le type idéal n'est, selon les propres termes de Weber, ni une hypothèse, ni une description, ni encore moins une norme morale, mais une construction intellectuelle - *Gedankenbild* - une *utopie*. La rupture est nette avec toutes les formes de l'objectivisme historique. La réalité sociale n'est jamais atteinte en elle-même ; l'analyse ne peut que découper des ensembles significatifs, doués d'un sens et d'une logique interne, à l'intérieur d'un flux d'événements, qui non seulement déborde toute analyse possible mais surtout n'a pas d'existence réelle indépendante de la praxis humaine, c'est-à-dire de l'orientation normative - *wertbeziehung* - des acteurs. Chaque donnée historique concrète peut être replacée dans une pluralité de types idéaux sans que leur combinaison puisse avoir l'illusion de saisir la *réalité*. Weber ne définit-il pas ainsi les limites et aussi le champ d'action de l'historiographie - ou de la sociographie et de l'ethnographie ? Tant que l'analyse persiste à se placer au niveau des acteurs et des actes concrets, des décisions et des conduites, de quel droit prétend-elle atteindre la réalité de l'histoire ; au nom de quoi décide-t-elle de parler de vraie et de fausse conscience ? Il n'est possible que d'étudier les hommes à travers leurs actes, c'est-à-dire à travers les systèmes de valeurs qui orientent leur action. la dislocation weberienne d'un réalisme sociologique élémentaire écarte ainsi toute intervention de la philosophie de l'histoire.

La pratique des meilleurs historiens correspond à la pensée weberienne. L'œuvre de Weber lui-même n'est qu'en faible partie théorique ; sa pensée ne justifie qu'une permanente réflexion méthodologique sur la création et l'analyse de types idéaux.

Faut-il donc conclure au rejet de toute théorie générale de la vie sociale ? Oui, sans aucun doute, si l'on entend par là une explication d'ensemble des phénomènes sociaux, des actes et des événements historiques, si l'on persiste à se placer au même niveau que les acteurs eux-mêmes. Weber nous contraint à reconnaître que les faits ne peuvent être atteints qu'à travers les acteurs, mais les acteurs ne peuvent-ils pas, ne doivent-ils pas être atteints à travers autre chose qu'eux-mêmes ? N'est-il pas possible de définir un niveau d'observation qui ne soit pas celui des actes et des acteurs concrets ; ne faut-il pas tenter de rompre l'attachement de l'analyse sociologique à la description historique ?

Ce n'est pas en rupture avec Weber, mais d'abord dans le prolongement de sa pensée qu'un tel changement de point de vue doit être tenté.

L'orientation de l'acteur, placée par Weber au centre de son analyse, [32] reste une notion ambiguë. Si l'on considère l'acteur concret, il n'est pas acceptable d'isoler son rapport aux valeurs du système de relations sociales dans lequel il est placé. T. Parsons (*The structure of social action*, New York Mc. Graw-Hill, 1937, cité dans la 2^e édition, Free Press, 1949, p. 695-701), en reprochant à Weber de privilégier les conduites rationnelles, c'est-à-dire orientées d'une manière claire et cohérente vers des fins définies et choisissant des moyens bien adaptés au but visé, lui reproche d'isoler l'acteur du « système social généralisé d'action » et d'oublier les dimensions non instrumentales, non *rationnelles*, mais expressives et intégratrices de l'action sociale. Cette critique vise à considérer Weber comme un précurseur d'un fonctionnalisme dégagé de toute implication organiciste. Si l'on suit cette voie, l'analyse de l'acteur devient plus *psychologique*, en même temps que plus théorique : elle recherche les catégories générales permettant de définir un type d'action, ce type étant défini par les caractères des relations entre l'acteur et les autres acteurs ou les valeurs culturelles présentes dans le système social. Ainsi se consomme, d'une certaine manière, la rupture annoncée entre l'observation empirique et l'analyse scientifique. Mais une grande partie de l'inspiration proprement wébérienne semble abandonnée par cette interprétation critique.

Il existe en effet deux tendances différentes dans la pensée de Weber. L'opposition qu'il établit entre les actions orientées vers des fins ultimes - *Wertrational* - et orientées vers des buts concrets - *Zweckrational* - recouvre en réalité la différence entre deux plans d'analyse. Si l'on considère l'action rationnelle, définie par référence à une situation et à un système social particulier, la critique

de T. Parsons est décisive et conduit à l'étude de l'acteur social dont les orientations se définissent par rapport non à l'objet de l'action, mais à l'ensemble des conditions sociales de l'action. L'orientation normative de l'acteur conduit Weber lui-même - surtout dans ses études de sociologie religieuse - à considérer l'évolution des systèmes culturels en des termes qui ne sont pas ceux qu'utilise la sociologie des systèmes sociaux. Mais la méthodologie weberienne s'accommode mieux du premier type de problèmes, ce qui donne toute son importance à la critique de T. Parsons.

Le caractère *historique* de l'action, c'est-à-dire sa signification singulière est, contrairement aux apparences, ce qui échappe à l'étude descriptive, ce qui ne peut être isolé que par une démarche inverse de celle qui constitue ou isole des ensembles concrets de phénomènes sociaux. La praxis n'est pas une donnée empirique, mais une hypothèse théorique.

En d'autres termes, l'interprétation fonctionnaliste de Parsons ne rend pas compte de l'inspiration *macrosociologique* de Weber, de son souci [33] de comprendre l'originalité des sociétés rationalisées et les étapes du *désenchantement* - *Entzauberung* - du monde moderne. Le fonctionnement d'une organisation ou d'une société bureaucratique n'est pour Weber qu'une préoccupation seconde ; il s'interroge d'abord sur les raisons et les processus d'apparition d'un type d'autorité et d'organisation. Ses types idéaux ne sont pas de même nature que les notions de Parsons (ce sont des types quasi génériques : *gattungsmässig*, opposés aux types abstraits : *Gattungsbegriff*). Mais celui-ci nous contraint à justifier et à dépasser la tentative de Weber en définissant sur un autre plan que celui de l'acteur social l'analyse de ce que nous nommerons le *sujet historique*.

B. À LA FRONTIÈRE DE L'ANALYSE SOCIOLOGIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Ce changement de plan apparaît plus brutalement dans notre perspective que dans celle de Parsons, c'est-à-dire si l'on considère les travaux socio-historiques de Weber plus que ses écrits théoriques. Les définitions célèbres données au début de *Wirtschaft und Gesellschaft* justifient en effet davantage l'interprétation parsonnienne : « la sociologie (au sens où ce mot extrêmement ambigu est employé ici)

est une science qui recherche une compréhension interprétative de l'action sociale pour arriver par là à une explication causale de son sens et de ses effets. Dans l'*action* on inclut tout le comportement humain quand et dans la mesure où l'individu agissant leur attache une signification subjective... L'action est sociale dans la mesure où, du fait de la signification subjective que l'individu ou les individus qui agissent lui attachent, elle tient compte du comportement des autres et en, est affectée dans son cours. » (*Wirtschaft und Gesellschaft*, cité dans la trad. angl. de T. Parsons, p. 88.)

La compréhension n'est pas une analyse des motifs psychologiques de l'action, car ceux-ci peuvent n'être que des rationalisations et l'action être commandée par des motivations largement inconscientes. Mais elle ne permet pas de saisir tous les aspects de l'action sociale. Elle n'a pas de prise sur les orientations normatives car « beaucoup des fins dernières ou des valeurs vers lesquelles l'expérience montre que l'action humaine peut être orientée ne peuvent souvent pas être comprises complètement » (*Wirtschaft und Gesellschaft*, même édition, p. 91). Seule l'action orientée vers des fins instrumentales et consistant à choisir les moyens les plus appropriés pour atteindre ces fins est pleinement compréhensible. L'analyse n'implique pas l'apparition de certaines valeurs, [34] mais, celles-ci posées, prévoit les modèles de conduite normative de l'individu, ce qui constitue une démarche indispensable, parallèle à la recherche de la causalité spécifique d'un acte particulier.

Il ne peut donc exister de classification systématique des types idéaux. Ceux-ci sont un instrument au service de l'explication historique, sans être cependant définis historiquement. Ils engagent en même temps sur la voie d'une analyse générale et systématique de l'action historique, sans cependant permettre une telle construction, puisqu'ils restent situés au niveau des conduites et non pas des orientations sociales et culturelles elles-mêmes. Parsons considère à juste titre qu'ils ne saisissent que très partiellement et imparfaitement la nature des conduites. On peut considérer à l'inverse qu'ils définissent souvent une situation historique, mais sans parvenir non plus à l'expliquer, puisque cette explication ne peut être donnée au niveau concret de l'acteur social. Les analyses de Weber sont souvent au-delà de ses affirmations méthodologiques générales, mais elles appellent une théorie des situations historiques plus qu'elles ne la fondent.

Lorsqu'il analyse révolution de l'État, dans *Politik als Beruf* par exemple, ou lorsqu'il introduit les orientations normatives sans lesquelles ne se comprend pas la naissance du capitalisme, Weber n'est-il pas déjà fort éloigné d'une étude des conduites sociales particulières ; ne recherche-t-il pas la raison d'être sociologique des formes d'organisation sociale et de la culture dans son ensemble ? Mais il s'interdit toujours l'analyse structurelle des totalités, des sociétés ou des cultures, car il ne manipule que des séries de faits définis par les orientations et les conduites concrètes des acteurs : faits économiques, politiques ou religieux.

La construction de types idéaux et la méthode compréhensive ne sont pas séparables pour lui de la recherche des causalités singulières, ce qui le conduit à séparer totalement la cause et l'effet pour étudier leur lien. Le protestantisme est mis en rapport avec le capitalisme comme la bataille de Marathon avec le développement de la civilisation athénienne. Le protestantisme est donc un événement, ce qui interdit de considérer le rapport plus profond qui peut exister entre une situation matérielle et l'interprétation symbolique que les acteurs s'en forment. Si Weber ne croit pas possible d'isoler un facteur prépondérant dans l'histoire, son analyse porte sur l'interdépendance de ces facteurs, donc accepte encore un découpage de la réalité historique en types d'action, c'est-à-dire en catégories d'événements.

Le type idéal procède par « accentuation analytique de certains éléments de la réalité » : il montre « des phénomènes culturels concrets dans leur interdépendance, leurs conditions causales et leur signification » : [35] il ne peut donc construire une configuration historique dans laquelle il s'enferme, non pas en acceptant l'image qu'une société se fait d'elle-même, ce qui n'est qu'un cas particulier de type idéal, mais en reliant les éléments de la vie sociale qui résultent de ce découpage imposé par le fonctionnement de la société, en se posant les problèmes que la société étudiée se pose. Cette analyse *horizontale* reste au niveau de la vie sociale manifeste. Elle montre admirablement que la réalité sociale n'est analysable que comme un ensemble de systèmes d'actes. Mais l'interdépendance des types de phénomènes sociaux, l'impossibilité donc d'isoler des *facteurs* historiques, ne fait que manifester la nature humaine de la réalité sociale ; elle ne peut l'atteindre, ce qui exigerait la découverte de principes latents qui permettent d'ordonner cette réalité que l'on n'atteint que fractionnée, découpée par le jeu des acteurs et les exigences d'une observation limitée.

Notre critique rejoint ici, par un détour, celle de Parsons : aucune analyse théorique n'est possible si les valeurs qui orientent les conduites sociales ne sont pas replacées à l'intérieur du schéma conceptuel qui sert à expliquer les conduites elles-mêmes. Or Weber maintient « une séparation assez nette entre la position des valeurs et la compréhension des conduites » et sa méthode ne s'applique qu'à celle-ci, comme le dit nettement R. Aron (*La sociologie allemande contemporaine*, Paris, P.U.F., 2^e édition, 1950, p. 145) : « Le type *Zweckrational*, dans la méthode, jouit d'une sorte de priorité pour l'interprétation de la conduite. Les autres types d'action ajoutent à chaque étape une complication : d'abord les valeurs sont posées par un acte irrationnel, puis l'acte lui-même, dans son déroulement, dérive d'un sentiment, enfin s'ajoute l'irrationalité d'une tradition acceptée. »

Weber oppose charisme et bureaucratie, inspiration (*Gesinnung*) et responsabilité (*Verantwortung*) comme on a pu opposer culture et civilisation. L'histoire procède par bonds, animés par les messies, les prophètes, les leaders charismatiques. Mais la science ne peut comprendre ces mouvements historiques, elle ne s'établit sur des fondements solides que lorsque ces valeurs sont refroidies et que les acteurs, au lieu de les poser, s'orientent vers elles et choisissent entre elles. Si Weber révère Moïse, il ne comprend bien que Machiavel. S'il veut rendre dans les partis politiques son vrai rôle au Führer, contre les dangers de la bureaucratie, il formule rationnellement pour lui-même une politique libérale, réaliste, critique. Sa volonté de comprendre les actes concrets et d'en rechercher les causes particulières est, non pas refus de reconnaître les grands mouvements créateurs de l'histoire, mais renoncement à les saisir scientifiquement. Il est conduit jusqu'au point où des types de vie religieuse paraissent pouvoir être construits en fonction d'une logique [36]propre (*Eigengesetzlichkeit*) de la réflexion religieuse sur la signification du monde, les conditions sociales d'intervenant dans l'analyse que pour expliquer l'apparition ou le développement d'un mouvement religieux et non sa nature interne. À ce point, l'analyse sociologique ne renonce-t-elle pas à elle-même au profit d'une interprétation idéaliste de l'histoire ?

Cette analyse critique peut se résumer en recourant à la distinction établie par von Schelting (cité par T. Parsons) entre trois catégories de types idéaux utilisés par Weber. D'un côté, des concepts généralisateurs, ceux par exemple du premier chapitre de *Wirtschaft and Gesellschaft*, qui sont ceux où Parsons voit se préfigurer l'analyse structuro-fonctionnaliste qu'il a lui-même développée ; de l'autre, les

concepts individualisants qui se divisent eux-mêmes en deux groupes : ceux qui désignent des individus historiques concrets (capitalisme ou bureaucratie) et ceux qui nomment des idées, le plus souvent religieuses (protestantisme, prophétie morale ou prophétie exemplaire) qui ne sont pas historiques, qui ne peuvent être identifiées à la réalité sociale, à moins d'un recours à une vision philosophique de l'histoire.

Notre analyse s'appuie sur Weber dans la mesure où il propose des types idéaux historiques, dont la diversité même protège contre une réification des *facteurs* historiques, et s'oppose à lui dans la mesure où ce type de concepts est séparé des autres et contraint, en séparant le monde des valeurs, celui des situations historiques et celui des relations sociales, à renoncer à toute théorie générale de l'action sociale.

Weber ne raisonne pas seulement sur des conduites concrètes : soucieux de faire apparaître les traits caractéristiques de l'Occident moderne, celui de la rationalisation, du capitalisme et de l'État appuyé sur une administration fonctionnelle, il considère avant tout les conduites économiques et le marché (une de ses premières études fut consacrée à la Bourse). Il voit se former des catégories définies par une situation économique commune, qu'il nomme des classes, et constate que ces catégories ne peuvent être des acteurs collectifs, car la défense en commun d'intérêts matériels n'est possible que s'il existe une référence commune à un principe de légitimité de l'ordre économique et social et un sentiment d'appartenance à un groupe social, sentiment qui repose sur la possession de traits culturels distinctifs. L'opposition ainsi établie entre classe et statut n'est qu'un exemple particulièrement clair de la séparation toujours établie par Weber entre ce qu'on pourrait nommer une infrastructure et une suprastructure, en précisant que pour lui l'action d'un groupe ou d'un individu ne peut être comprise que par la conjonction des deux éléments, unis par ce qu'il nomme, après Goethe, des affinités électives, expression qui indique [37] à la fois le lien qui les unit et l'impossibilité de définir ce lien par un strict déterminisme.

Cette position, qui domine l'essai célèbre sur [*l'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*](#), est la seule à laquelle on puisse logiquement s'arrêter dans la mesure où l'on considère directement les actes sociaux concrets, ce qui est la tâche de l'historien.

Le sociologue ne peut espérer aller plus avant que s'il renonce à la tentation d'interpréter l'histoire, s'il décompose la réalité historique en divers systèmes de relations abstraites. C'est ce progrès que réalise, au moins dans une certaine perspective, la critique de Parsons. On peut reprendre de ce point de vue le problème des rapports du protestantisme et du capitalisme, en éliminant le contenu culturel de l'un et de l'autre et en observant que la tension créée par l'incertitude du salut, la justification de la consommation différée, l'isolement des membres des nouvelles sectes ou églises par rapport au monde qui les entoure jouent en faveur d'une conduite d'innovation et d'investissement économique. Ainsi se constitue une analyse non pas des idées et des conduites économiques, mais du fonctionnement des systèmes socio-économiques.

Cette méthode, nous l'avons dit, d'une extrême importance dans son principe, n'épuise pas le donné dont parle Weber. Celui-ci tient à considérer une action historique, c'est-à-dire la formation d'une certaine civilisation, celle de l'autorité rationnelle, fonctionnelle, légale. Comment traiter un tel problème sinon en recherchant un système d'analyse qui ne porte pas sur les relations sociales, mais sur l'action historique elle-même, qui considère les orientations de l'acteur, non pas à l'égard des autres acteurs, mais à l'égard des valeurs elles-mêmes, et comment le traiter positivement sans réduire ces valeurs à la logique de l'action, de la praxis elle-même ? C'est ici qu'intervient nécessairement la notion de travail.

C. LE TRAVAIL.

[Retour à la table des matières](#)

Il est impossible après Weber de considérer l'action sociale - ainsi que l'ont fait certains partisans d'un déterminisme économique - comme réponse à une situation, à des déterminants supposés extérieurs à l'action, à des facteurs. Mais il est impossible aussi d'accepter une analyse de l'action qui resterait située au niveau des phénomènes eux-mêmes. La critique de Parsons opère le passage de la pensée wébérienne à une théorie générale des relations sociales ; en rompant ainsi l'unité de cette pensée, elle exige la recherche d'une théorie générale de la [38] praxis historique, qui reprenne en charge ce qui, dans la pensée de Weber, ne se réduit pas à une théorie des systèmes sociaux.

Une telle théorie ne peut reposer que sur la notion de travail. Non pas que celui-ci soit un phénomène social plus important que les autres, ce qui n'a pas de sens précis et n'est acceptable, peut-être, que si l'analyste s'identifie aux sociétés *prométhéennes* du monde moderne.

Mais le travail est par excellence une action historique. Il n'est ni une situation ni une intention, mais une activité naturelle de l'homme, par laquelle non seulement l'environnement matériel d'un groupe ou d'une société est transformé, mais surtout ce groupe ou cette société définissent leur situation, prennent conscience d'eux-mêmes comme acteurs historiques, c'est-à-dire comme créateurs d'un certain changement. En partant du travail, nous voulons rompre absolument avec une sociologie des valeurs, nous débarrasser du choix impossible entre la reconnaissance des principes qui orientent l'action sociale et la détermination des conditions matérielles dans lesquelles apparaissent ces principes à la fois donc absolus et relatifs. L'étude positive des orientations normatives de l'action sociale n'est possible que si ces orientations ne renvoient à rien qui soit étranger à l'action sociale elle-même, ne subordonne celle-ci ni à la « nature » ni aux « idées ». L'analyse fonctionnaliste, de Durkheim à Parsons, répond à cette exigence en partant des conditions de la vie collective.

Nous verrons au chapitre suivant qu'un autre principe d'analyse, tout aussi acceptable, est celui qui cherche à saisir les expressions de l'activité humaine comme des systèmes de signes, manifestant des opérations mentales, l'action structurante de l'esprit. Puisque nous avons choisi de partir d'une réflexion sur la connaissance des conduites historiques, il faut affirmer que le travail se définit d'abord comme une relation de l'homme à ses œuvres et comme un principe d'orientation des conduites, du simple fait que le travailleur valorise la création d'œuvres et revendique en même temps que celles-ci soient considérées comme des produits de son activité et non comme des choses. On peut nommer dialectique la sociologie qui part d'un tel principe d'analyse. Elle refuse aussi bien de s'enfermer dans des valeurs, qu'il est impossible de séparer des idéologies et des systèmes de rationalisation, que de tirer les orientations normatives de l'action d'une situation de fait, d'un état des forces de production. C'est pourquoi plutôt que le travail, c'est le *sujet historique* qui doit être considéré comme la notion centrale dans ce système d'analyse.

Le sujet historique n'est pas plus un acteur concret que ne l'est la conscience collective ou Dieu. Il définit un certain rapport de la société, travailleur collectif, à elle-même, rapport défini par la capacité de [39] cette société de saisir son environnement comme son produit, comme son œuvre. Cette capacité dépend du degré de développement du « milieu technique » et des formes d'appropriation des instruments et des résultats du travail.

La sociologie du travail, ainsi comprise, n'est qu'un élément d'une sociologie de l'action. On aurait pu atteindre celle-ci par d'autres voies, ce qui doit être rappelé pour éviter tout contresens : il ne s'agit pas ici de définir l'*homo* comme *faber* plutôt que comme *socius* ou *loquens*. Le travail est un fait et dont on ne peut reconnaître l'existence autrement que comme un rapport entre le travailleur et ses œuvres. Tout ce qui renforce ce rapport est objet d'évaluation positive.

Le lien du travailleur à son produit n'est ni individuel ni direct. Le travail est une activité collective et d'autre part il est limité, c'est-à-dire qu'il se situe dans un monde « naturel » de non-travail.

Ces observations élémentaires n'ont d'autre but que de rappeler que le sujet historique, loin d'être une réflexion de l'individu sur lui-même et une prise de conscience de sa situation personnelle, est une interprétation de l'ensemble de la situation historique, la signification d'une expérience collective et, plus encore, un mode de définition et d'organisation d'un champ défini par le travail.

Cette analyse n'est ni matérialiste ni idéaliste : elle veut considérer les rapports sociaux de travail et leurs transcriptions institutionnelles comme la mise en forme de la relation fondamentale du travailleur à ses œuvres.

Il importe peu qu'une société ou une catégorie sociale valorise ou non le travail, mais c'est à partir d'une réflexion sur le travail que se constitue, que s'est constituée la connaissance de la dimension historique de la réalité sociale. Qu'on se garde de tirer dès maintenant des conclusions trop rapides de ce principe. Il n'est introduit ici que pour expliciter le sens d'une rupture avec une sociologie qui serait science du concret, d'abord sous sa forme la plus superficielle, les faits sociaux, ensuite sous sa forme la plus élaborée, les conduites vécues. Il ne peut y avoir de théorie sociologique que si les conduites peuvent être étudiées du dehors mais en tant que conduites humaines. Il est possible de choisir à ce problème d'autres voies d'accès que celle qui est suivie ici ; on verra plus loin qu'elles ne sont

pas, qu'elles ne peuvent pas être contradictoires. Mais il semble préférable d'aborder de front la difficulté et, au lieu d'insister d'abord sur les raisons qui permettent de considérer la sociologie comme une *Naturwissenschaft*, de la considérer en premier lieu dans sa réalité de *Kulturwissenschaft*, dans sa dimension historique.

La notion de travail semble capable de diriger une telle analyse [40] sans s'enfermer dans les difficultés de la méthode compréhensive - *Verstehen* - qui ne permet la construction de types idéaux qu'au prix du renoncement à une saisie objective et totale des sociétés.

La notion de travail, principe d'une sociologie de l'action, doit permettre de lier les valeurs, créées par la praxis humaine, aux conduites sociales, contrôlées par ces valeurs institutionnalisées, de considérer l'action *Wertrational* et l'action *Zweckrational* comme deux moments d'un même processus.

Il faut en contrepartie accepter ici - au moins provisoirement - de renoncer à atteindre le but que se proposaient les historiens et Max Weber, la compréhension des conduites singulières, la lecture des événements. Ce qui ne signifie pas que l'analyse doive rechercher les lois de la société. Une telle intention, contradictoire avec les conceptions de Weber, ne s'oppose pas moins nettement aux principes et aux exigences de toute sociologie de l'action historique.

Il n'existe pas de nature de la société ou de l'histoire, pas d'histoire naturelle des sociétés. Le but de cette analyse est, à l'opposé, de définir la nature historique de l'homme. La pensée de Weber, qui se refuse à accepter cette tâche, incite aussi à l'entreprendre en conjurant la dégradation de l'analyse sociologique en reconnaissance des déterminants sociaux : elle est un permanent rappel au caractère signifiant des faits sociaux et donc à une sociologie de l'action.

III. NAISSANCE DE LA SOCIOLOGIE DU TRAVAIL

[Retour à la table des matières](#)

La sociologie est un produit culturel, qui doit donc être examiné comme élément d'une société. Mais cette remarque élémentaire ne conduit pas à un relativisme éclectique. L'histoire des sciences physiques ou mathématiques n'a pas l'illusion de supprimer la validité des lois et des théories. L'objet de la sociologie est donc de rechercher dans quelles conditions apparaît et se développe un mode d'analyse scientifique de la société.

La première condition d'une analyse sociologique est la reconnaissance de la nature sociale des faits sociaux. On peut considérer que ce principe est erroné, que les faits sociaux manifestent l'action d'un Prométhée ou le développement de l'Esprit, qu'ils sont dominés par le caractère biologique des individus ou par l'inéluctable développement des techniques. Dans chacun de ces cas, l'idée même d'une analyse sociologique [41] est aberrante et doit être écartée. La sociologie scientifique n'est pas universellement répandue. Elle a pris naissance lorsque les hommes ont pris conscience non d'être placés dans l'histoire, mais de faire leur histoire. Cette prise de conscience s'est opérée dans et par une contradiction qu'il faut mettre à jour : l'histoire n'est apparue humaine qu'au moment où la société semblait se déshumaniser, soumettre ses membres à l'inéluctable contrainte des forces matérielles. Toute la préhistoire de la sociologie est dominée par les conditions de son apparition.

La sociologie est née d'abord de l'affaiblissement des garants métasociaux de l'ordre social. Elle est libre-pensée, rejet du caractère absolu des règles et des principes qui ordonnent la vie sociale à un moment particulier. La Révolution française, l'essor du capitalisme industriel lui ont appris à lire la société, non plus des valeurs aux événements, mais de l'action aux institutions et aux règles de la vie collective. Elle a été liée, pendant toute sa préhistoire, aux classes montantes qui à la fois mènent la critique de l'ordre établi et proposent des principes géné-

raux d'interprétation de l'histoire. Mais ces liens n'expliquent pas l'apparition d'une pensée sociale plus positive et plus critique ; ils n'expliquent pas la naissance d'une science sociale.

Celle-ci s'est formée au moment où éclatait la société traditionnelle, où se formait un prolétariat définissable, au moins en première analyse, par la privation, l'aliénation, l'exploitation et non par la création de valeurs culturelles ou de principes d'organisation sociale. La sociologie est née de la misère, de l'appréhension directe de la condition ouvrière, pure dépendance, tragique empreinte de la toute-puissance des forces sociales. L'homme ne s'est défini par son travail que lorsque celui-ci a pris la forme de l'oppression sociale la plus directe et la plus complète, lorsque l'ensemble de la vie d'un homme, chacune de ses heures et chacun de ses gestes, a été déterminé par l'action manifeste de forces sociales.

Il importe peu que la dépendance de l'esclave ait été juridiquement plus complète que celle du prolétaire ; la naissance de la grande industrie a accentué la dépendance du travailleur, la discipline du travail est devenue plus stricte, l'exploitation de la force de travail plus systématique, la marge d'autonomie de l'individu plus réduite. Jamais les liens sociaux et les expressions culturelles d'une collectivité n'avaient été aussi radicalement refoulés loin de la surface officielle de l'histoire.

Cette misère et la conscience de l'exploitation économique n'auraient pas non plus suffi à elles seules à faire naître la sociologie. Elles pouvaient ne donner naissance, comme l'essor industriel, qu'à une idéologie nouvelle ou plutôt à des utopies cherchant dans un passé ou [42] dans un avenir indéfiniment éloigné la contrepartie des souffrances du présent.

La sociologie est née de l'union de ces deux aspects dans les sociétés en voie d'industrialisation au milieu du XX^e siècle. La misère prolétarienne a empêché l'analyse de renoncer à elle-même en reconnaissant au développement technique et économique le pouvoir d'expliquer l'ensemble de la vie sociale. L'essor industriel a contraint le conflit des classes à se penser en termes matériels, historiques et non plus éternels.

Mais l'essor industriel comme la misère ouvrière ont aussi contraint la société nouvelle à se définir avant tout comme industrielle et capitaliste. S'il était impossible de définir l'infrastructure de la société en termes non sociaux, en termes de

forces purement matérielles de production, si les rapports sociaux de production apparaissaient comme indissolublement liés à l'état de ces forces de production, les deux termes possédaient au cœur de la société une telle force dynamique et révolutionnaire qu'aucune analyse de la vie sociale ne semblait possible, qui ne fût celle des effets de l'industrialisation et du capitalisme.

Le mouvement par lequel la société prit conscience d'elle-même comme sa propre œuvre fut celui par lequel elle se pensa comme le résultat de ses produits. La désagrégation des anciens contrôles sociaux permit d'apercevoir le principe qui commandait leur existence, mais contraignit aussi pour un temps la société à ne plus pouvoir se saisir elle-même et à se reconnaître l'esclave des forces qui se développaient en son sein, la victime de la machine infernale qu'elle avait mise elle-même en mouvement.

C'est seulement la lente réapparition d'un contrôle de la société sur ses activités économiques, l'élimination du libéralisme et de la croyance aux lois naturelles de l'économie et de l'ordre social, qui a permis à la connaissance scientifique de se développer et de dégager le sens révélé et caché à la fois de la révolution industrielle.

La sociologie a pu cesser alors de considérer l'industrie, les forces techniques et économiques comme un *primum movens* ou comme un facteur prépondérant et découvrir le rôle du travail, ni situation subie, ni pure intention créatrice, mais rapport de l'homme et de ses œuvres, aliénation et désaliénation permanentes.

La sociologie du travail ne naît qu'à partir du moment où celui-ci n'apparaît plus comme un facteur dominant, c'est-à-dire à partir du moment où les conduites de travail n'apparaissent plus comme une réponse commandée par les exigences implacables d'une situation subie.

Si la sociologie du travail est née avec la révolution industrielle, elle ne pouvait devenir scientifique avant que le travail fût redevenu social, avant que la notion de société reprit un sens, avant l'apparition [43] de sociétés industrielles, c'est-à-dire organisant le contrôle de la collectivité sur ses activités technico-économiques.

La sociologie s'est constituée dans le cours du mouvement qui portait la société à se considérer comme une totalité en acte. Non pas comme un système concret, empirique, dont chaque élément serait relié à tous les autres par des exi-

gences fonctionnelles qui ne sont, pour l'analyse, qu'une notion vide ou tautologique, mais comme un ensemble structuré de modèles de conduites dont la raison d'être est à rechercher au niveau le plus profond, le plus éloigné des conduites individuelles concrètes, au niveau d'une expérience sociale significative, celle du travail, situation et action, par laquelle l'homme se pose des problèmes à lui-même en transformant la nature de la société.

Le mouvement par lequel est rendue possible une sociologie scientifique donne aussi à celle-ci un rôle politique. Non pas que la sociologie de l'action historique prenne parti dans la lutte politique, mais elle ne peut exister qu'en détruisant toutes les formes de réification de la vie sociale, donc toute dépossession du rôle créateur de l'homme - qui fonde ses possibilités d'explication - au profit des forces matérielles ou spirituelles, agissant au nom de leur logique interne ou de leur dessein souverain et plaçant l'acteur humain devant un donné qui peut être accepté ou rejeté, adoré ou haï, mais non compris.

On peut accepter qu'il soit impossible de prendre une vue purement scientifique de la société. Tous les systèmes d'analyse, qui ne sont pas une simple nomenclature de concepts, retenus ensemble par le seul lien d'une idéologie qui ne s'avoue pas à elle-même, sont menacés par deux dangers opposés : d'un côté, la pure appréhension d'un principe explicatif - le travail par exemple - risque toujours de se transformer en privilège accordé à une catégorie de faits, dégradant la théorie en recherche des facteurs prédominants ; de l'autre, la réaction contre ces erreurs conduit à ne considérer l'homme qu'immergé dans un monde donné : pour ne pas réifier une partie de la société, on réifie la société tout entière, champ clos où se déroule un jeu social qui ne peut être compris que comme système de rapports entre les acteurs eux-mêmes. D'un côté, le risque est de lier l'analyse à une affirmation métasociale ; de l'autre, celui de renoncer à comprendre la société comme création humaine.

Mais ces dangers qui menacent l'analyse et en limitent la valeur ne sont eux-mêmes définis que par rapport à ses conditions de validité. Si chaque société, chaque auteur sélectionne les faits qu'il interprète au nom de ses valeurs, ce n'est là que le résidu idéologique de l'analyse scientifique. La succession et la contradiction des systèmes de valeurs des écoles sociologiques ne détruisent pas la continuité du [44] mouvement par lequel, depuis un siècle, se constitue la théorie sociologique, à travers des démarches opposées, mais aussi et surtout en s'appro-

chant de plus en plus des exigences d'une connaissance cumulative. L'analyse critique ne peut avoir pour but d'opposer un système à d'autres, mais d'intégrer dans une perspective d'ensemble le plus grand nombre possible des recherches concrètes qui existent et des principes d'analyse qu'elles impliquent.

IV. LE NATURALISME SOCIOLOGIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Les progrès de la sociologie ont consisté à définir et à étudier des problèmes étrangers aux préoccupations des grands doctrinaires du siècle passé, à rompre avec les sujets qui étaient ceux de la philosophie de l'histoire. Ce déplacement n'a pas eu des raisons techniques, mais théoriques : refus de l'historicisme, des interprétations grandioses qu'on ne peut ni confirmer ni infirmer positivement, rejet d'un naturalisme sociologique dont l'apparent positivisme cache plus ou moins mai les présupposés philosophiques ou simplement doctrinaux. Aujourd'hui encore une malédiction pèse sur l'étude de l'action historique ; elle semble incapable de susciter des notions nouvelles, qui puissent se transcrire en hypothèses vérifiables, et ceux qui se sont engagés depuis longtemps dans la connaissance des systèmes sociaux ou des symbolismes marquent la distance qui sépare leur science des *idées* que les descendants des grands doctrinaires, ou ceux qui se laissent inspirer par leur pensée, proposent pour comprendre et interpréter de nouvelles réalités sociales. Faut-il accepter cette séparation et admettre que les plus anciens problèmes de la sociologie sont aussi ceux qu'elle ne peut résoudre ; doit-on reconnaître qu'il n'est pas possible de définir la signification historique d'une action ou d'un mouvement social sans avoir à choisir aussitôt entre les limitations de l'analyse wébérienne et les ambitions incontrôlables des grands systèmes ?

La raison principale de ces difficultés est d'ordre historique. Les sociétés modernes n'ont pris conscience d'elles-mêmes comme produit de leur travail qu'à travers l'expérience exceptionnelle de l'industrialisation européenne, au moment de la plus grande prolétarianisation de la classe ouvrière. La pensée sociale a d'abord été dominée par l'éclatement d'un système d'action historique. Certains ont été emportés par le mouvement de l'industrialisation, d'autres se sont repliés sur la

défense du métier et de la personnalité ouvrière, d'autres enfin ont [45] été surtout sensibles aux contradictions de la société industrielle naissante.

Lorsqu'un demi-siècle plus tard les sociétés industrielles européennes ont commencé à régler sérieusement les rapports sociaux de travail, sous la pression de l'action ouvrière, leur réflexion s'est concentrée sur les conditions d'existence de la solidarité et de l'ordre social. C'est seulement bien après les premiers succès remportés par ces politiques sociales, lorsque l'industrialisation est apparue comme un objectif volontaire, comme un principe d'orientation du système politique, que la réflexion sur la praxis historique a pu reparaître, sous des formes nouvelles, compatibles avec les exigences de la sociologie positive.

À défaut de pouvoir retracer ici l'ensemble de cette évolution, on doit au moins s'arrêter un instant sur un de ses points de départ, sur la pensée marxiste, non pas pour l'étudier en elle-même, mais pour la définir comme une étape dans la formation d'une sociologie de l'action historique.

A. LA CRITIQUE DE L'ABSOLU

[Retour à la table des matières](#)

Aucune réflexion sociologique ne peut reposer sur un principe métasocial d'explication, et le mouvement général de la critique marxiste contre la pensée religieuse, philosophique, politique et économique de son temps et en partie encore du nôtre, reste une grandiose et nécessaire introduction à toute sociologie. Peu importe ici la réponse que chacun entend donner à des problèmes métaphysiques ; la connaissance scientifique n'est possible qu'au prix de renoncements, qui se révèlent à l'expérience de grandes conquêtes. Le matérialisme marxiste, si nourri qu'il fût à ses débuts de préoccupations philosophiques, demeure exemplaire comme rappel violent à la réalité, à la pratique sociale. Les sciences sociales doivent prendre le contrepied des interprétations, naïves ou élaborées, intéressées ou désintéressées, qu'une société ou certains de ses groupes sociaux donnent d'eux-mêmes. Celles-ci dégagent des principes, les abstraient des conditions sociales où ils se manifestent et interprètent le particulier du haut de leur universalité, qui ne peut par définition être validée.

La seule critique pertinente de ces idéologies consiste à les interpréter à partir de la réalité qu'elles prétendent interpréter. L'analyse marxiste écarte aussi bien la philosophie hégélienne que le matérialisme de Feuerbach et de ses précurseurs du XVIII^e siècle ou que les doctrines économiques libérales, sinon du domaine des idées, du moins de celui, plus limité mais qui doit être mieux gardé, des sciences sociales. [46] Mais elle ne se contente pas de cette destruction : elle cherche dans les contradictions de la vie sociale l'origine de la contradiction entre la pratique et la théorie, l'action et les idéologies. Ce n'est pas une limitation mais une exigence fondamentale de retrouver, avant toute étude positive, l'homme total. Peut-être n'existe-t-il pas de sociétés sans dieux ; il n'en existe pas sans quelque référence à un absolu ; on ne peut supprimer celui-ci comme principe d'analyse qu'en en faisant un objet d'analyse. Tel est le problème auquel se heurte toute sociologie complète de l'action sociale. La troisième thèse sur Feuerbach écarte toute solution abstraite. « La doctrine matérialiste de l'influence modificatrice des circonstances et de l'éducation oublie que les circonstances sont modifiées par les hommes et que l'éducateur lui-même doit être éduqué. Elle est donc forcément amenée à diviser la société en deux parties dont l'une s'élève au-dessus de la société.

La coïncidence du changement du milieu et de l'activité humaine ou du changement de soi de l'homme - ne peut être conçue et saisie rationnellement qu'en tant que *pratique révolutionnaire* (tr. de M. Rubel dans *Pages choisies. Pour une éthique socialiste*, Paris, Rivière, 1948, p. 32). Les éducateurs, les philosophes n'ont pas le privilège de la connaissance du sens de l'histoire. Celui-ci ne peut être saisi que dans la totalité de la pratique sociale. La signification de l'action n'est pas à chercher ailleurs que dans l'action elle-même ; la source des idéologies abstraites est dans la séparation de la vie privée et de la vie publique. Les médiations sociales du besoin, ou Hegel voyait surtout un enrichissement progressif, apparaissent plutôt à Marx comme risque d'appauvrissement : l'homme, aliéné dans son travail, s'aliène, s'appauvrit dans les absolus qu'il projette hors du monde social.

Ce rappel critique à la totalité n'est pas la base des analyses marxistes ; il en est la condition préliminaire. Marx s'interdit tout recours à une explication du social par des principes qui sont trompeurs ou mystificateurs, car ils masquent leur origine sociale ; mais il ne peut en rester une notion immédiate, globale de la praxis sociale. S'il le faisait, il y gagnerait peut-être en souplesse ; il serait plus

attentif aux relations de tous ordres qui existent entre diverses séries de faits sociaux ; mais ces avantages ne pourraient être acquis qu'au prix d'un renoncement inacceptable : l'aisance de ces descriptions systématiques suppose en effet l'absence de tout principe d'explication.

Marx n'est jamais passé par cette forme de naturalisme sociologique. Même lorsqu'il oppose l'idéologie, image retournée de la réalité, à la pratique sociale, s'il ne réduit assurément pas celle-ci aux forces de production, s'il affirme au contraire l'unité réelle, naturelle-sociale, du besoin, du travail, de la famille - la plus naturelle des relations [47] sociales - des rapports de production et de la conscience réelle, et s'il sait reconnaître dans l'histoire les interactions entre tous ces faits sociaux, ce n'est pas parce qu'il pose une totalité dont il veut décrire les mouvements divers, mais parce qu'il part, non des forces de production, mais, comme Hegel, de l'homme du besoin. Le naturalisme du jeune Marx n'est pas un objectivisme social. Il échappe, nous semble-t-il, à la critique wébérienne en ce qu'il ne se préoccupe pas du problème de la causalité, des relations entre catégories de faits sociaux. Prendre ce point de départ condamne à la critique wébérienne. Marx part de l'action sociale, mais il la considère dans son mouvement naturel, dans le besoin qui pousse l'homme hors de lui-même. « Produire la vie, aussi bien la sienne propre par le travail que la vie d'autrui en procréant, nous apparaît donc dès maintenant comme un rapport double : d'une part comme un rapport naturel, d'autre part comme un rapport social, *social en ce sens que l'on entend par là l'action conjuguée de plusieurs individus, peu importe dans quelles conditions, de quelle façon et dans quel but.* Il s'ensuit qu'un mode de production ou un stade industriel déterminés sont constamment liés à un mode de coopération ou à un stade social déterminés, et que ce mode de coopération est lui-même une « force productive ». (Idéologie allemande, MEGA IV 19, cité par J.-Y. Calvez, *La pensée de Karl Marx*, Paris, Éditions du Seuil, 1956, p. 422).

B. LE NATURALISME DIALECTIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Ainsi se trouve fondé un déterminisme historique qui se définit de plus en plus précisément à mesure que se développe l'œuvre de Marx et surtout à partir du moment où, les grands espoirs révolutionnaires déçus, il se consacre à l'analyse du système capitaliste.. L'évolution sociale est commandée à la fois par les contradictions économiques et par les contradictions sociales entre forces productives et rapports sociaux de production, entre production sociale et propriété privée. Mais la pensée de Marx ne s'est jamais réduite à ce déterminisme. De même qu'à l'origine de la praxis sociale elle place le besoin, de même à l'origine du changement elle place l'action. Au centre de la sociologie marxiste, il faut situer sa conception du prolétariat, non pas à cause de l'importance du rôle historique qui lui est attribué, mais parce qu'elle est le moment théorique où déterminismes naturels et action sociale s'unifient. Rappelons le texte le plus célèbre : « Il faut former une classe avec des chaînes radicales, une classe de la société bourgeoise qui ne soit pas une classe de la société bourgeoise, [48] une classe qui soit la dissolution de toutes les classes, une sphère qui ait un caractère universel par ses souffrances universelles et ne revendique pas de droit particulier, parce qu'on ne lui a pas fait de tort particulier, mais un tort en soi, une sphère qui ne puisse plus s'en rapporter à un titre historique, mais simplement au titre humain, une sphère qui ne soit pas en une opposition particulière avec les conséquences mais en opposition générale avec tous les présupposés du système politique allemand, une sphère enfin qui ne puisse s'émanciper sans s'émanciper de toutes les autres sphères de la société et sans par conséquent les émanciper toutes, qui soit, en un mot, la perte complète de l'homme et ne puisse donc se reconquérir elle-même que par le regain complet de l'homme. La décomposition de la société en tant que classe particulière, c'est le prolétariat. » (*Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, tr. Molitor, p. 16).

L'action du prolétariat n'est pas positivement orientée vers des fins ; elle est négation de négation, et donc déterminée par le capitalisme dont l'évolution né-

cessaire engendre, bien plus qu'une crise, ceux qui la résoudront, les « fossoyeurs » de la bourgeoisie.

Ce mode d'analyse a-t-il un sens sociologique direct ou ne repose-t-il pas sur des présupposés doctrinaux ? À moins de réduire le raisonnement marxiste à un mécanisme élémentaire, la négation de la négation ne peut se comprendre sans un appel à un principe de désaliénation, à une volonté humaine de totalité, car rien ne contraint matériellement l'esclave à se révolter ou le prolétaire à faire la révolution. Mais, ou il s'agit d'une affirmation générale touchant à la nature humaine et l'on réintroduit un principe qui échappe à l'analyse sociologique, ou cette volonté est liée à l'action humaine, au travail, c'est-à-dire qu'elle n'est pas seulement négation de négation, mais d'abord affirmation simple. Les faits ont répondu très clairement à cette interrogation : ce n'est pas de la misère qu'est sortie l'action ouvrière, mais du métier ; ce ne sont pas les plus déshérités, mais ceux qui possédaient un principe de résistance et de revendication qui ont constamment animé le mouvement ouvrier. Le travailleur engagé dans des organisations sociales, qui deviennent autant de contraintes, se révolte contre elles, en appelle au principe de la praxis, le travail. Mais le rappel au sujet est difficilement compatible avec le naturalisme, que ce soit celui de révolution interne du capitalisme ou celui des besoins ou de la formation naturelle des systèmes sociaux. Dira-t-on que c'est introduire dans l'action des orientations normatives ? Assurément oui, mais nous revenons ici au problème posé en commençant : la référence à l'absolu, c'est-à-dire l'orientation normative de l'action, ne fournit pas le principe d'explication de celle-ci, mais elle le détermine, dans la mesure où cette [49] orientation doit elle-même être comprise. Le naturalisme sociologique n'explique ni pourquoi une contradiction particulière donne naissance à un absolu idéologique - comme l'a souligné en particulier J.-Y. Calvez -, pourquoi il y a plus dans l'idéologie que dans sa source, ni pourquoi les contradictions de la praxis peuvent disparaître à un moment de l'histoire et faire entrer la société dans un état de liberté où l'humanisme se confond avec un naturalisme achevé. Toute méthode dialectique qui vise à l'explication doit poser un principe à partir duquel se développe la dialectique ; sinon, elle se condamne à un empirisme pur sans puissance explicative. À supposer que l'objectivisme économique démontre l'issue nécessairement catastrophique du capitalisme, d'une crise générale doit naître le socialisme et non la barbarie. Marx ne l'explique que par une affirmation, sociologiquement incontrôlable : l'action

humaine tend naturellement à recomposer la totalité concrète elle n'y tend pas inconsciemment et psychologiquement, mais naturellement, notion parfaitement arbitraire. Il n'est donc pas suffisant d'opposer, comme le fait R. Aron (*Les grandes doctrines de sociologie historique*, Paris, C.D.U., 1960, p. 134-142), une interprétation objectiviste du marxisme à une interprétation dialectique : il est impossible de comprendre le mouvement de l'histoire, sans faire appel à un principe d'orientation normative de l'action. Mais ce principe peut être recherché soit dans une dialectique de la nature sociale qui, ou bien se transforme rapidement, surtout sous l'influence de Darwin, en mécanisme, ou bien retourne à des affirmations philosophiques, soit au contraire dans une dialectique de l'homme au travail choix que J.-Y. Calvez définit précisément en opposant dans la pensée de Marx le thème de l'aliénation à celui de l'objectivation. J. Hyppolite a rappelé les critiques de Marx contre Hegel, accusé de confondre objectivation et aliénation et incapable par là même de supprimer les aliénations réelles. Mais si l'on isole complètement les deux termes, on se heurte à des contradictions : le mouvement de désaliénation ne peut être compris comme action humaine. « Cette objectivation est toujours plus ou moins une aliénation, une perte de soi en même temps qu'une découverte de soi. Ainsi objectivation et aliénation sont inséparables et leur unité ne peut être que l'expression d'une tension dialectique qu'on aperçoit dans le mouvement même de l'histoire. » (*Études sur Marx et Hegel*, Paris, Rivière, 1955, p. 102).

C. RETOUR AU SUJET

[Retour à la table des matières](#)

Le retour à la dialectique de l'objectivation impose d'abord, comme l'a souligné R. Aron, un renoncement à la prévision historique précise, [50] une séparation de l'analyse historique et de l'analyse sociologique, principe que nous expliciterons au chapitre suivant. Mais il risque aussi de compromettre toute analyse sociologique, en se réduisant soit au moralisme révolutionnaire, défendu par J.-P. Sartre dans : *Matérialisme et Révolution* (1946, reproduit dans *Situation III*, Paris, Gallimard, 1949, p. 135-225) soit au subjectivisme de classe de *Histoire et conscience de classe* de Lukacs (Berlin, 1923, tr. fr. Paris, Ed. de Minuit, 1960), qui s'ajoute à un déterminisme historique sans se relier réellement à lui et dont L.

Goldmann dans *Sciences humaines et philosophie* (Paris, P.U.F. 1952) a justement tiré comme conséquence l'impossibilité d'une sociologie scientifique. Le plus vigoureux effort pour maintenir le lien de la dialectique de l'objectivation avec le naturalisme sociologique est celui de C. Lefort (« L'aliénation comme concept sociologique », dans *Cahiers internationaux de Sociologie XVIII*, 1955, p. 35-54) : « La contradiction n'est pas entre l'universalisation et la particularisation, mais réside en ceci que l'expérience du particulier se critique elle-même parce qu'elle se donne comme privation de l'universel et que l'expérience de l'universel dégénère en particularisation. » Le travail est donc en lutte sans fin contre les tâches parcellaires ou contre la concentration du pouvoir aussi bien que contre la propriété privée. Mais qu'est-ce, concrètement, que cet universel au nom duquel est menée cette lutte ? Ce n'est pas une réalité sociale, mais une valeur qui, si elle ne nous renvoie pas à une affirmation philosophique, ne peut être définie que par le travail lui-même, c'est-à-dire par la définition même du produit comme œuvre et de l'activité comme production humaine.

Il s'ensuit que l'action historique n'est pas déterminée par le mouvement propre de l'aliénation, mais par la condition de la revendication, c'est-à-dire par l'aspect créateur du travail. C. Lefort en tire la conclusion logique qu'on ne doit pas opposer à la réalité sociale l'irréalité des constructions idéologiques, opposition qui entraînerait nécessairement sur la voie du naturalisme sociologique. L'ensemble d'une société, y compris ses systèmes religieux, politique et économique, doit être considéré comme un monde d'existence défini par le travail, non pas seulement comme situation, mais comme *sens*, Ce qui veut dire nécessairement que toutes les réalités sociales, la famille comme les rapports sociaux de production, ne sont pas naturellement liées à un état du travail, mais signifient un certain mode de conscience de soi dans et par le travail, ce qui éloigne absolument de la pensée marxiste.

C'est l'appel au travail comme exigence absolue de création et de contrôle qui permet de comprendre le caractère absolu des interprétations idéologiques de la société, projections de cette exigence absolue [51] hors du monde social, par une société incapable, au nom de la faiblesse de ses œuvres, de se saisir comme sa propre création. Il est possible d'enraciner ce raisonnement dans l'œuvre critique du jeune Marx, mais on ne saurait en le développant se réclamer sans contresens de sa pensée. Marx à son tour doit être replacé dans l'histoire, dans cette crise de

l'industrialisation qu'il a vécue, négation des sociétés et de cadres sociaux traditionnels et figure encore purement négative d'une civilisation industrielle qui ne se constitue positivement que lorsque la société et les travailleurs au premier chef reprennent un certain contrôle sur leurs activités économiques et s'engagent dans une action, qui se diversifie à mesure que les travailleurs peuvent lutter contre toutes les dépendances auxquelles le travail est soumis.

Si l'on n'établit pas la double réalité du travail, situation et action, nature et sens, dès le départ de l'analyse, on ne peut réunir le déterminisme positiviste et la compréhension de l'action sociale qu'en introduisant hors du champ de la sociologie un principe d'unité, ou proprement philosophique ou historico-philosophique, comme chez Comte ou chez Marx lui-même.

La notion de totalité, dit H. Lefebvre (« La notion de totalité dans les sciences sociales », *Cahiers internationaux de Sociologie*, XVIII, 1955, p. 55), est philosophique. La sociologie sort de son domaine lorsqu'elle fait référence à l'homme total, au sens de l'histoire ou à d'autres expressions qui font coïncider la réalité concrète avec une totalité. L'appel à celle-ci n'est qu'une forme non scientifique, aliénée du point de vue de la connaissance positive, de la reconnaissance de l'orientation normative de toute action sociale. Le dépassement du naturalisme sociologique et de ses implications philosophiques n'est possible que par une définition purement sociale des valeurs de l'action : la problématique de l'action n'est plus alors identifiable au mouvement de l'histoire.

V. L'ACTION

[Retour à la table des matières](#)

La sociologie de l'action historique est indifférente à la distinction d'une infra et d'une superstructure. Il n'existe aucun moyen de passer de la situation matérielle du travail à l'organisation sociale et à l'ensemble des formes de la vie sociale si on ne définit pas déjà le travail comme le rapport, chargé de sens, du travailleur et de ses œuvres. À l'image réaliste des « étages » de la société, il est préférable [52] de substituer celle, plus méthodologique, des démarches successives de l'analyse sociologique, étudiant les orientations de l'action, les systèmes d'interaction et les

expressions symboliques. On verra, au chapitre suivant, que, dans cette perspective, on peut, si on le désire, parler d'infra et de super-structure. L'important ici est de reconnaître qu'à la « base » de la société se trouve non pas ses moyens de subsistance mais le travail et donc une certaine prise de conscience de la société par elle-même, qui se traduit, s'institutionnalise en formes sociales dans lesquelles sont employés des systèmes d'expression symbolique.

Ce principe conduit en particulier à repousser l'opposition de l'individu et de la société, dont G. Gurvitch a dénoncé les méfaits. Il ne s'agit pas de discuter des relations entre la culture et la société d'un côté et la personnalité de l'autre, mais de reconnaître que l'individu ne peut être compris dans ses intentions et ses projets personnels si on le situe par rapport à une situation sociale définie en termes étrangers à ceux de l'action sociale. Ici encore, l'analyse fonctionnaliste a montré la voie à suivre.

La notion de rôle, à laquelle elle a donné à juste titre une si grande importance, peut être indifféremment considérée comme informant sur le système social ou sur la personnalité. De la même manière, si on ne considère plus la socialisation de l'individu, mais ses projets personnels, c'est-à-dire la position qu'il prend en face de sa propre existence, c'est dans le même langage, celui des orientations de l'action, qu'on parle de la société et de l'individu. Démarche qui semble par moments celle de J.-P. Sartre : « La praxis, en effet, est un passage de l'objectif à l'objectif par l'intériorisation : le projet comme dépassement subjectal de l'objectivité vers l'objectivité, tendu entre les conditions objectives du milieu et les structures objectives du champ des possibles représente en lui-même l'unité mouvante de la subjectivité et de l'objectivité, ces déterminations cardinales de l'activité. » (*Questions de Méthode, op. cit.*, p. 66.)

Mais le « va-et-vient » entre l'individu et la société, que recherche cet auteur (*id.* p. 86-87 par exemple) ne peut satisfaire, puisqu'il se place au niveau de la réalité historique, globale, donnée, ce qui suppose que déjà cette réalité sociale a été définie en des termes « objectifs » et non d'orientations de l'action, tandis que l'individu est de son côté saisi comme une totalité concrète. Une telle démarche peut être d'une grande richesse littéraire ou philosophique, elle s'oppose en fait à toute analyse sociologique puisque celle-ci ne commence que lorsque le donné historique, individuel ou collectif, est décomposé. À suivre le chemin tracé par J.-P. Sartre on se trouve conduit à choisir [53] soit une définition arbitraire de la

situation sociale servant de principe d'explication des conduites individuelles, l'individu n'étant qu'un cas particulier de l'histoire sociale, soit une image de la société telle qu'elle est vécue par ceux qui la composent, ce qui revient à s'enfermer dans une expérience subjective, individuelle et collective. L'opposition de l'objectif et du subjectif est étrangère à la pensée sociologique.

Cependant, si la démarche du sociologue ne peut être celle que propose J.-P. Sartre, elle doit être sensible à cet effort pour unir la situation sociale et l'existence individuelle. L'individu doit être considéré soit comme un acteur social, défini par ses statuts et ses rôles, soit comme un opérateur combinant des éléments suivant certaines lois, soit comme un sujet individuel, défini en particulier par son expérience de travail. Il n'existe aucune rupture entre l'étude des institutions, des formes d'organisation sociale ou des rapports de travail et l'analyse de l'action personnelle, telle qu'elle est saisie d'abord à travers les enquêtes des sociologues. Mais cette continuité n'est retrouvée qu'au prix d'une série d'abstractions : si on considère l'action historique, il faut remonter, d'un côté, au-delà des normes institutionnalisées, jusqu'aux mouvements sociaux et à l'activité constitutive des rapports sociaux ; de l'autre, au-delà de l'existence vécue et jusqu'aux modèles sociaux et culturels visés par l'individu. C'est alors que la sociologie atteint les hommes en train de faire l'histoire.

La notion qui gêne le plus aujourd'hui le développement de la sociologie est probablement celle de *société*. Ou bien elle ne désigne que l'ensemble des faits sociaux observables à l'intérieur d'un cadre institutionnel défini en général en termes administratifs et ceci encourage toutes les confusions possibles entre l'analyse sociologique et l'analyse historique ; ou bien elle identifie un principe d'orientation des conduites et elle aboutit à une interprétation idéaliste et surtout à un extrême appauvrissement de la recherche.

La sociologie ne peut échapper à la règle commune : elle doit se délivrer de l'effort antiscientifique pour atteindre des essences. S'interroger sur la nature des villes ou des classes sociales ne lui fait accomplir aucun progrès. À l'inverse, elle fait œuvre utile chaque fois qu'elle définit des rapports entre des variables, quand elle classe, compare, ordonne et surtout quand elle cherche directement à saisir des systèmes d'action, un réseau de communications, une relation d'échanges, un rapport d'autorité, etc.

Rien n'est donc plus éloigné d'une sociologie de l'action que l'organisation de l'analyse autour d'essences comme l'esprit d'une époque, le grand dessein d'un personnage, le thème central d'une œuvre. Il [54] n'y a pas de sociologie de la vie intérieure, il n'y en a que de l'action, de la communication et de l'expression.

Notre intention est de montrer que les orientations de l'action, la création des « valeurs », loin d'imposer une sociologie de l'intériorité, peuvent et doivent être étudiées « en acte ». De même que les conduites d'interaction ne doivent pas être considérées par le sociologue comme le dialogue de deux consciences, mais d'abord comme une relation sociale, de même la « Wertbeziehung » de l'action n'est pas l'affirmation irrationnelle de certaines fins et un mode arbitraire de définition d'un champ social ; elle est le sens d'un rapport entre le sujet et l'objet de son action, le signe de la position du sujet.

Une sociologie de l'action n'est pas une sociologie des valeurs, mais une étude de la création des valeurs, considérées comme des orientations normatives de l'action et dont la raison d'être ne doit pas être cherchée ailleurs que dans l'action elle-même, c'est-à-dire dans le double mouvement par lequel le sujet pose hors de lui un objet et affirme son autorité sur cet objet, manifestant ainsi sa capacité d'action.

La sociologie de l'action historique est la démarche sociologique à la fois la plus proche et la plus éloignée de l'analyse historique. La plus proche, parce que l'histoire étudie d'abord le devenir, c'est-à-dire l'invention d'objectifs, de normes, d'œuvres, la création de situations matérielles et de rapports sociaux nouveaux, plutôt que l'adaptation des individus et des groupes à des normes institutionnalisées. La plus lointaine, parce qu'elle ne considère pas l'acteur concret, personnage ou nation, mais la relation du sujet à lui-même à travers ses œuvres. On reconnaîtra à chaque page de ce livre ce double rapport de proximité et d'éloignement, la volonté de formaliser et de théoriser en s'arrachant au flux de l'expérience vécue en même temps que le désir de réintroduire dans une analyse proprement sociologique la sensibilité des historiens à l'invention, à la création, au mouvement.

[55]

Première partie :
L'analyse actionnaliste

Chapitre II

THÈMES, DÉMARCHES ET NIVEAUX DE L'ANALYSE SOCIOLOGIQUE

1. DU TRAVAIL À L'ACTION

[Retour à la table des matières](#)

En rejetant toute possibilité de construire la sociologie scientifique au niveau des phénomènes eux-mêmes, notre analyse s'est repliée à l'intérieur d'une seule notion, celle d'action. Avant de la considérer en elle-même et donc de redescendre à l'analyse des phénomènes sociaux, il est nécessaire d'examiner comment de ce principe d'analyse peuvent être dérivées des notions, c'est-à-dire des méthodes d'analyse. À vouloir trop rapidement expliquer les faits observables, alors que l'on ne dispose encore que d'un principe général et très abstrait d'analyse, on courrait le risque de tomber dans le plus dangereux des pièges : la notion d'action ne peut nous apparaître, au moment actuel du raisonnement, que comme un principe de localisation historique. Comme, en même temps, il est clair qu'en parlant d'action nous n'évoquons pas une situation sociale concrète, décrite sous toutes ses formes et à tous ses niveaux, notre hâte nous condamnerait à un évolutionnisme simple, doublement condamnable : d'un côté, parce qu'il se heurte à des objections de fait

et à l'impossibilité de situer toutes les sociétés et tous les faits sociaux connus sur une seule ligne d'évolution ; de l'autre, parce que cette évolution ne pourrait être comprise que comme un progrès ou une régression continue, ce qui réduit l'explication sociologique à son contraire, c'est-à-dire à l'interprétation d'un fait particulier à la lumière d'une conception d'ensemble, qui ne peut relever que d'une philosophie vieillie du donné historique. Une telle sociologie ne serait qu'une sémantique naïve ou un historicisme primitif.

En reliant directement un fait particulier à la totalité de l'histoire, on réduit au minimum les possibilités de vérification ; on les supprime même, puisque cette totalité doit être posée d'abord et donc que la réponse doit précéder, au moins implicitement, la question.

On comprend aisément la méfiance des recherches sociologiques à [56] l'égard d'une entreprise qui risque si facilement de réintroduire l'arbitraire des grands systèmes et la nécessité des philosophies de l'histoire. Il est naturel que ces recherches cherchent à multiplier les possibilités de vérification de leurs hypothèses en restreignant la portée de celles-ci : si nous reproduisions ici le mouvement de notre pratique, nous analyserions d'abord l'évolution professionnelle du travail ouvrier, les conduites dans les organisations - ou, sous une forme plus limitée, ce qu'on nomme souvent les attitudes au travail -, les orientations du mouvement ouvrier ou les formes du pouvoir politique dans les sociétés industrielles avant de présenter des principes généraux d'analyse. Mais notre but est ici de définir une méthode, d'apprendre à poser des questions avant d'apporter des réponses et d'analyser des problèmes particuliers. C'est pourquoi il est nécessaire de définir les liens entre le principe général qui a été introduit et divers types de concepts, avant même de pouvoir préciser la nature des implications de ce principe général.

Le point de départ de notre analyse n'a été jusqu'ici défini qu'indirectement. Mais, bien que ce mode d'exposition comporte des inconvénients évidents, il est préférable, avant de le présenter directement - ce qui est l'objet du chapitre suivant -, de le situer dans l'ensemble de l'analyse sociologique. En introduisant dès le début la notion de travail, nous n'entendons ni reconnaître à celui-ci le rôle de facteur prédominant dans l'explication, ni l'utiliser comme un cadre de référence historique, les formes de la production étant choisies comme point de départ à partir duquel seraient dégagées les correspondances qui unissent entre elles les diverses catégories de faits sociaux. La notion de travail est au centre de notre

analyse, parce que le travail est à la fois action et situation ; ni idée, ni donnée naturelle de la vie sociale, mais Praxis Portant en soi ses propres orientations normatives.

On ne peut concevoir le travail sans œuvres – l'anglais est ici plus explicite que le français, puisqu'il emploie le même mot pour les deux - *work* et *works* - ; on ne peut davantage le concevoir si l'œuvre n'est pas reconnue comme création, comme produit du travail. La notion de travail cesserait d'être sociologiquement utile si les œuvres apparaissaient comme des choses, œuvres de la nature ou de robots. Le travail définit non seulement un fait, mais des orientations normatives de l'action. Son existence n'est pas concevable si Fon ne pose pas aussitôt que les conduites des travailleurs peuvent être analysées comme la manifestation d'une double exigence : création d'œuvres, et contrôle de ces œuvres, c'est-à-dire de lutte contre les aliénations du travail. Ceci n'est pas l'expression d'une philosophie sociale particulière, mais une définition sociologique du travail. On verra [57] au chapitre suivant comment ce principe d'analyse peut être développé, en particulier pour tenir compte de son complément nécessaire : le non-travail ou plus exactement la soumission de l'homme à la nature.

Ainsi défini, le travail apparaît comme une forme d'action, comme une relation entre l'esprit et l'objet auquel il applique son activité. On doit donc chercher à définir d'autres types d'action, afin surtout d'éviter une confusion entre l'étude du travail, dont beaucoup d'aspects ne relèvent pas de ce que nous nommons la démarche actionnaliste, et celle-ci.

Il est impossible d'établir *a priori* une liste des thèmes de l'analyse actionnaliste. Néanmoins, deux d'entre eux s'imposent avec autant de netteté que celui du travail. L'homme n'agit pas seulement sur la nature, il agit aussi sur d'autres hommes. Il n'est pas suffisant de dire qu'ainsi se trouvent formés des groupes et des systèmes sociaux dont l'étude relève d'une autre démarche que l'actionnaliste ; la sociabilité, la relation à autrui, individu, groupe ou collectivité définissent une relation analogue à celle du travail, de reconnaissance et de position de l'autre en même temps que de rappel à soi à travers le lien social. En second lieu, la nature à laquelle s'arrache la culture n'est pas seulement présente dans les choses et l'homme n'est pas un pur démiurge créant et transformant un monde extérieur à lui. La nature est aussi dans l'homme, être biologique, soumis à la naissance, à la reproduction et à la mort, vivant donc dans son existence même la contradiction

sans issue de la nature et de la culture et l'angoisse d'être contraint et incapable à la fois de penser son au-delà, avant la naissance et après la mort.

Ces trois thèmes fondamentaux - auxquels, répétons-le, il n'est pas exclu que la réflexion sociologique puisse ajouter d'autres - constituent, dans leur unité fondamentale, dans leur séparation et dans leurs interrelations, le contenu d'une analyse actionnaliste. On les nommera : *conscience historique, sociabilité* et *conscience existentielle ou anthropologique*, mais ces termes ne doivent pas tromper. Si nous parlons de conscience ou de sujet - historique, collectif, existentiel ou anthropologique -, ce n'est pas pour introduire une interprétation idéaliste, mais pour indiquer que l'analyse ne peut saisir une situation indépendamment du sens qui lui est donné, pour rappeler qu'elle étudie non des faits mais des conduites.

L'étude de ces thèmes, objet de la méthode actionnaliste, ne constitue à son tour que la première démarche de l'analyse sociale, celle qui définit les orientations normatives du sujet de l'action. Celle-ci s'organise ensuite -logiquement - en des systèmes d'action, en des *formes sociales d'action*, dans lesquels les acteurs, individuels ou collectifs, [58] prennent des décisions. Cette deuxième démarche de l'analyse impose le recours à une autre méthode, à d'autres notions que nous nommerons *fonctionnalistes*. Enfin, l'action n'est pas concevable sans emploi d'*expressions symboliques* dont l'étude appartient à la méthode *structuraliste*.

Ce schéma, que va développer la plus grande partie du présent chapitre, montre à quel point la notion de travail, c'est-à-dire de l'action historique, est loin de constituer un principe immédiat d'interprétation des faits sociaux observables.

Elle n'est qu'un des thèmes d'une analyse sociale qui ne peut être saisie globalement, qui n'est pratiquement que l'ensemble des relations existant entre des unités d'analyse structurées, relevant de l'actionnalisme, du fonctionnalisme ou du structuralisme. Il est donc hors de question de considérer le travail ou tout autre thème comme le fondement de la réalité sociale et donc le principe unique de son analyse, comme si la réalité sociale, saisie dans sa totalité concrète, portait en elle-même sa propre signification.

Ceci contraint - mais n'est-ce pas l'exigence de toute analyse scientifique ? - à ne jamais raisonner sur les notions élaborées par la pratique sociale elle-même, à ne jamais accepter le découpage de la vie sociale que nous proposent nos institutions, nos représentations collectives et nos mœurs. Nous sommes ainsi protégés

contre toute philosophie de l'histoire et l'explication scientifique peut progresser en s'appuyant sur des notions théoriques à partir desquelles se formulent des hypothèses qui, traduites en propositions concrètes, peuvent être soumises à vérification. Tous les concepts qui seront utilisés seront donc à la fois de nature à être empiriquement étudiés et directement reliés à l'ensemble de la problématique de l'action sociale. Le but final de l'analyse sociologique est de construire un système d'explication, qui ne serait ni une doctrine interprétative ni une simple description formelle des phénomènes observés.

Sa méthode est donc bien différente de celle de l'histoire, qui s'efforce de constituer des *ensembles concrets*, bien qu'elle s'appuie souvent sur elle. Elle ne peut davantage être confondue avec la construction typologique à laquelle recourt si souvent la sociologie, dans la mesure au moins où les typologies proposées ne se réfèrent pas directement à la problématique de l'action et définissent des types à partir de certains attributs de la réalité sociale. La distance qui sépare les deux méthodes est la plus grande quand la typologie est *formée*, quand les catégories proposées prétendent saisir dans leur ensemble, sous toutes leurs faces à la fois, les faits sociaux. Ceci ne signifie nullement que ces notions n'aient pas de valeur heuristique, mais seulement [59] qu'elles ne pourraient être introduites qu'à la périphérie d'une analyse menée en termes d'action.

Les typologies *ouvertes*, comme celle de G. Gurvitch, sont plus utilisables à tout moment de notre analyse. Mais leur inspiration est bien différente. Elles manifestent le déclin de l'objectivisme sociologique et l'hésitation à passer à une sociologie de l'action dont elles entendent pourtant rappeler. Partant d'une critique du sociologisme durkheimien, G. Gurvitch est plus sensible que la plupart des sociologues à l'impossibilité de définir une nature des faits sociaux. La société est, pour lui, volcanisme, innovation et refroidissement stratifié de l'élan central. Mais son analyse veut rester au niveau des phénomènes sociaux eux-mêmes ; aussi le principe du dynamisme et donc de l'explication reste-t-il pour lui la totalité sociale en mouvement. En quoi donc peut consister l'explication sociologique, sinon à éclairer l'élément par le tout, ce qui pourrait conduire à un vitalisme sociologique rejeté par cet auteur lui-même, ou à se contenter de décomposer le tout en ses éléments particuliers et généraux sans définir d'aucune manière les liens qui existent entre les notions examinées, laissant à l'historiographe le soin de saisir directement, de décrire le mouvement lui-même ? La pensée de G. Gurvitch se situe au

moment du renoncement au naturalisme sociologique, sans cependant accepter le changement de perspective qui permettrait de proposer un système de relations entre les éléments isolés. La crise de l'explication sociologique est poussée à son point le plus aigu par une pensée qui soumet toutes les relations fonctionnelles ou structurelles au mouvement du flux social, lui-même imprévisible et incompréhensible (cf. G. Granger, *Cahiers de l'I.S.E.A.*, M 6, 1959, p. 168-185).

II. LES THÈMES DE L'ANALYSE ACTIONNALISTE

[Retour à la table des matières](#)

L'action sociale, considérée dans ses orientations normatives, ne peut manifester la société, puisqu'elle la constitue, non pas, répétons-le, arbitrairement ou à partir d'« idées », mais d'abord comme travail, c'est-à-dire comme rapport de l'homme et de ses œuvres. Mais le sujet historique n'est saisissable qu'à travers des collectivités concrètes. Cette remarque élémentaire peut et doit orienter l'analyse dans deux directions qui seront suivies successivement. D'une part, l'analyse sociale, partant de la conscience historique, de la praxis humaine, doit se rapprocher de la réalité observable à travers l'étude des systèmes [60] sociaux, c'est-à-dire des réseaux de relations sociales, celle des conduites ou des décisions prises par un acteur -individuel ou collectif - dans un système social déterminé, celle des expressions symboliques utilisées par les acteurs. D'autre part, peut-on considérer que le travail est la source générale et unique des orientations normatives de l'action sociale ? Et si on ne l'admet pas, ne se trouve-t-on pas amené de proche en proche à un démantèlement de nos premiers principes d'analyse, en particulier à un retour à l'objectivisme sociologique auquel nous nous sommes opposé, les valeurs semblant alors naître du fait social, c'est-à-dire de son emprise sur la conscience individuelle et non plus, comme nous le soutenons, de l'action, c'est-à-dire du sujet ?

Il faut considérer d'abord ce second type de problèmes, c'est-à-dire, avant d'aborder d'autres démarches de l'analyse sociologique, faire l'inventaire de ce que nous nommons sa thématique, c'est-à-dire des fondements de l'orientation normative de l'action.

Nous maintiendrons l'origine subjectale des valeurs en généralisant seulement le mode de raisonnement introduit avec la notion de travail. L'action sociale est création par le travail humain d'un univers d'œuvres culturelles ; cette création ne peut être que collective ; elle n'est pas concevable si l'on ne considère pas l'homme comme un être à la fois naturel et antinaturel, créateur de culture, pensant cette contradiction fondamentale de son existence. Ces brèves formules, qui seront développées dans les pages qui suivent, n'ont d'autre but que de souligner à la fois l'unité et la diversité de la thématique sociologique. Unité, car l'orientation normative de l'action n'a pas d'autre source que l'action elle-même, la création culturelle. Diversité, car les relations de l'acteur à ses œuvres, aux autres acteurs et à la « nature humaine » ne peuvent être exprimées à l'aide des mêmes concepts et constituent des principes autonomes d'orientation de l'action.

A. LA SOCIABILITÉ ET LE SYSTÈME SOCIAL

[Retour à la table des matières](#)

L'action n'est sociale, selon la définition classique de Weber, que « dans la mesure où, du fait de la signification subjective que lui attache l'individu ou les individus qui agissent, elle tient compte du comportement d'autres acteurs et en est affectée dans son cours ». Ceci ne définit pas à nos yeux l'ensemble de la thématique sociologique, mais seulement l'un de ses moments, celui qu'il faut considérer d'abord. Ce n'est pas l'interaction sociale qui est source d'orientations normatives de l'action ; les relations sociales sont dominées par des [61] valeurs, s'expriment dans des notions comme : autorité, légitimité, sanctions, etc., dans la mesure seulement où les collectivités se définissent comme sujet collectif. Cette définition n'est évidemment pas toujours apparente à la conscience des acteurs individuels, qui peuvent confondre à des degrés divers la conscience collective avec ses manifestations institutionnelles, en particulier avec le droit.

Ceci signifie que l'acteur n'est pas orienté par les intérêts ou les exigences de l'ordre social, mais par ceux de l'action collective. Cette affirmation doit être aussitôt complétée par cette autre qui en découle : la sociabilité constitue un thème fondamental de l'étude de l'action sociale, alors que la notion de système social

relève d'une autre démarche de l'analyse sociale, l'étude des formes - et non plus des thèmes - de l'action sociale.

La sociabilité est orientation du sujet vers autrui et non emprise de la collectivité sur l'acteur. La notion de conscience collective, dont G. Gurvitch a montré révolution dans la pensée de Durkheim, n'est qu'une formulation critiquable de celle de système social et c'est par une nette distinction de l'étude actionnaliste de la sociabilité et d'une étude fonctionnaliste des systèmes de relations sociales qu'on peut se garder du « sociologisme » durkheimien. Le rapport à autrui est double et sa dualité est analogue à celle qui définit le rapport du producteur et de ses oeuvres. D'un côté l'individu s'identifie à un groupe, à un sujet collectif, dépasse ainsi son individualité en partageant des sentiments, des normes, des intentions. De l'autre, il enrichit sa personnalité en s'affirmant, dans sa relation à autrui, comme un sujet personnel. Les discours sur l'amour insistent à la fois sur la fusion de deux personnes dans la relation amoureuse, sur l'apparition du couple et sur l'appropriation par chacun des partenaires du sentiment partagé.

Ce qui est vrai au niveau des relations interpersonnelles l'est de la même manière, au niveau des relations collectives. La formation des Nous, étudiée en détail par G. Gurvitch dans *La vocation actuelle de la sociologie* (Paris, P.U.F. 1950, chap. III), n'est pas un problème du même ordre que le fonctionnement d'un système d'interactions, thème qui appartient à l'analyse fonctionnaliste.

Ceci peut s'exprimer dans le langage classique d'une « déclaration des droits de l'homme et du citoyen », expression admirable en ce qu'elle unit deux principes nécessairement liés et nécessairement opposés. Cette dialectique de la démocratie peut être formulée en termes analogues pour toutes les collectivités, depuis le groupe restreint jusqu'à la société globale. Participation sociale et revendication subjectale définissent l'orientation du sujet vers l'action collective. Si ces deux [62] composantes de la relation à autrui se séparent, celle-ci prend des formes pathologiques. Que la conscience d'appartenance domine exclusivement et, la référence au sujet disparaissant, le monde apparaît divisé en membres du groupe et en étrangers, division qui entraîne l'apparition des préjugés. Que le rappel à l'individu-sujet l'emporte, et celui-ci tend à ne considérer les autres que comme des instruments de son progrès personnel, cherche à les manipuler, adopte une attitude autoritaire ou égoïste. Ce double mouvement de la relation à autrui permet aussi de définir les conditions de la légitimité d'une collectivité pour ses

membres. Est illégitime à la fois la collectivité qui n'est pas un sujet collectif et celle qui n'est pas au service des sujets individuels. Le concept de légitimité conduit à celui d'autorité : à côté de l'autorité démocratique, qui satisfait à la fois la volonté de participation et celle de revendication, il faut distinguer l'autorité représentative qui se définit seulement par son accord avec la seconde, l'autorité intégratrice qui ne s'appuie que sur la première et l'autorité répressive qui les méprise l'une et l'autre. Que la limitation regrettable du vocabulaire sociologique ne conduise pas ici à accorder à ces notions un champ d'application excessif. L'étude du travail, et du sujet historique qu'il définit, conduit naturellement à proposer d'autres catégories pour définir les formes de commandement social, mais il semble préférable de parler alors de pouvoir et non d'autorité. En revanche, on doit aussi parler d'autorité lorsqu'on adopte une démarche fonctionnaliste, c'est-à-dire quand on considère le fonctionnement des systèmes sociaux. Si l'on parle alors encore de démocratie, c'est en un autre sens, en opposant ce terme à celui d'autocratie, en considérant donc la concentration ou la diffusion de l'autorité dans un système social. Ces difficultés de vocabulaire doivent être acceptées : nous redisons souvent qu'aucune réalité sociale, religion, technique, droit, art, etc., ne peut être introduite directement dans l'analyse sociale ; elle doit toujours être décomposée en fonction des thèmes, démarches et niveaux de cette analyse ; il en va de même pour les notions semi-descriptives, semi-analytiques dont la sociologie fait naturellement le plus grand usage, comme la médecine et la biologie dans un stade encore primitif de leur développement. Que toute société, c'est-à-dire tout macro-ensemble concret possède un système ou des systèmes d'autorité ne justifie nullement que la notion d'autorité puisse pénétrer directement dans l'analyse sociologique.

La séparation de la sociabilité et du système social protège contre l'arbitraire d'un fonctionnalisme élémentaire.

De même que l'analyse actionnaliste s'est dégagée avec beaucoup de [63] difficulté de la philosophie de l'histoire, de même le fonctionnalisme a dû lutter contre un finalisme élémentaire, réaliste, dont certains écrits de Malinowski (par ex. son article « Anthropology » dans l'*Encyclopaedia Britannica*, 1^{er} volume de supplément, Londres, 1926) portent trace et dont la persistance explique les réserves que ce terme suscite encore. Sous sa forme la plus élémentaire, la pensée pré-fonctionnaliste est organiciste, considérant la société comme un organisme dont

chaque organe assure une fonction spécifique. Raisonement qui ne serait utile que s'il dépassait le niveau de l'analogie et s'il démontrait un isomorphisme entre une société et un organisme biologique. En fait, il aboutit rapidement à des tautologies définissant l'organe par la fonction et la fonction par l'organe, posant l'existence d'un besoin nouveau chaque fois qu'il rencontre un type particulier d'action sociale.

Un progrès important est accompli lorsque les fonctions ne sont plus rapportées à des besoins *naturels*, mais considérées comme des éléments d'un système de fonctionnement dont les parties sont interdépendantes. Ce progrès ne s'est pas accompli sans difficulté, comme en témoigne encore la distinction embarrassée et embarrassante établie par Radcliffe-Brown entre fonctions et conditions fonctionnelles (*functional prerequisites*). R. Merton en a fait une critique décisive (*Social theory and social structure*, nouvelle édition, Glencoe, Free Press, 1957, p. 27-38) : les postulats de l'unité fonctionnelle de la société, du fonctionnalisme universel, de l'indispensabilité de chaque élément pour le tout, ne font que détourner l'analyse de l'étude des relations entre les éléments de l'action, en supposant l'existence d'une unité globale supérieure, ce qui rend impossible l'analyse du conflit et du changement. C. G. Hempel (« The logic of functional analysis », in *Symposium on sociological Theory*, sous la direction de L. Gross, New York, Row Patterson, 1959, p. 271-307) pousse plus loin encore la critique, en attaquant la notion même d'exigence fonctionnelle (*functional requirement*) et celle de bilan général des conséquences d'une action sociale, notion utilisée par Merton lui-même (*op. cit.*, p. 50-53).

La lutte contre le réalisme sociologique ne doit cependant pas être poussée trop loin. La recherche des liaisons entre éléments d'un système d'action (au sens où ils varient en fonction les uns des autres) n'est concevable que si l'on admet l'existence de mécanismes, sociaux assurant l'unité et le fonctionnement de ces systèmes d'action. L'étude des variations et des changements n'est pas séparable de celle de l'équilibre, de l'unification des rôles dans la personnalité, de la formation du consensus dans les collectivités, et de l'organisation de systèmes de patterns culturels. C'est chercher une mauvaise querelle à l'école fonctionnaliste que de lui reprocher de privilégier la stabilité, l'intégration, [64] l'équilibre. Ce reproche n'est fondé que lorsque cette perspective d'analyse sort de son domaine propre et prétend saisir dans sa totalité la réalité sociale. la longue querelle entretenue par

la sociologie industrielle autour de l'oeuvre d'E. Mayo est dominée par cette ambiguïté, car les observations de Mayo et de ses collaborateurs ont considérablement enrichi notre connaissance des groupes de travail et des entreprises, mais ont été indûment associées, par ces auteurs eux-mêmes, à une conception de l'entreprise comme système social global, conception dont G. Friedmann (cf. Biblio.), H. Sheppard (« Approaches to conflict in American industrial sociology », in *Brit. Jour. of Sociol.*, octobre 1954, p. 324-341) ou C. Kerr (avec C. M. Fischer : *Plant Sociology : the elite and the aborigines in Common frontiers of the social sciences* dirigé par M. Komarovsky, Glencoe, Free Press, 1957, p. 281-309) ont montré le caractère arbitraire et le biais idéologique.

L'étude de la sociabilité peut être menée hors de celle du système social, et l'analyse interne, proprement fonctionnaliste, de celui-ci représente un domaine autonome de recherches. Elle l'est dans la mesure où les éléments collectifs sont interdépendants, où un changement intervenu dans l'un d'entre eux affecte non seulement les autres, mais les relations qui les unissent.

La séparation de ces deux démarches permet d'éclairer l'emploi de certaines notions, en particulier celle d'*équilibre*. Il est nécessaire en effet de distinguer l'emploi de ce concept dans l'analyse d'une forme sociale et dans celle d'un système d'action.

Un système social n'est pas en équilibre parce qu'il possède un attribut particulier, mais parce qu'il est un système : son équilibre n'est pas autre chose que l'interdépendance de ses éléments, qui ne se définissent eux-mêmes - pas autrement que par référence à cet équilibre-intégration. En revanche, il faut recourir à une définition externe et non interne de l'équilibre pour analyser un système collectif d'action. Cet équilibre se définit comme un rapport non pas entre un milieu environnant et un système social, mais entre celui-ci et des orientations d'action. Ceci souligne que les orientations ne peuvent être décrites en termes intérieurs au système social et manifestent la présence du sujet social - conscience historique, conscience d'autrui ou conscience anthropologique - au sein d'une forme sociale. Il ne s'agit donc pas ici d'un équilibre intérieur, mais d'un équilibre de tensions entre la diversité des orientations des acteurs et l'unité du système d'interactions.

Les orientations normatives de l'action collective dont on vient de souligner qu'elles ne peuvent être analysées seulement comme des normes commandant les

relations sociales et donc définies par référence à un fonctionnement du système social, ne doivent pas non plus être [65] considérées comme un aspect particulier de l'orientation du sujet historique, lui-même défini par sa praxis, par son travail. La collectivité n'est pas seulement un moyen au service de l'action historique, un instrument social de travail ; elle est valorisée en elle-même. Ceci s'aperçoit plus immédiatement au niveau des groupes les plus restreints. L'autre, dans la relation amoureuse, n'est pas seulement un compagnon, avec qui facteur réalise un travail ou participe à des activités collectives ; il n'est pas, à l'inverse, seulement une individualité, définissable seulement dans ses rapports avec la personne de l'acteur, selon le jugement de Montaigne, analysant son amitié avec La Boétie : « Parce que c'était lui, parce que c'était moi » (*Essais*, I, XXVIII.) Le lien qui s'établit entre deux personnes n'est pas seulement une relation interpersonnelle ; il est communication à travers le sujet. On meurt d'amour, car l'amour transcende l'individu et le constitue comme sujet.

Si l'on considère des groupes secondaires, en particulier des groupes de travail, la relation à autrui n'est pas moins indépendante de la conscience historique. Il n'est pas suffisant d'opposer, comme le fait le bon sens, la sympathie que peut inspirer l'individu et le conflit social qui peut conduire à le combattre : une entreprise est aussi une *communauté*. L'extraordinaire abus qui a été fait de ce thème ne doit pas empêcher de reconnaître son rôle et de le délimiter. À des degrés divers chaque groupe de travail crée une certaine identification collective, qui peut entrer ou non en conflit avec les formes de la conscience historique, avec les mouvements sociaux qui se définissent en termes de lutte pour le pouvoir. Confondre les deux thèmes, dans la pratique ou dans l'analyse sociale, crée une rigidité génératrice de troubles, un centralisme excessif, comme si l'individu ne pouvait participer au sujet qu'à travers le travail et les mouvements sociaux qui l'accompagnent. Centralisme qui porte toujours en lui le risque de confusion du sujet avec des institutions.

Ce risque est combattu plus directement encore si l'on considère le troisième thème de l'analyse actionnaliste, l'existence naturelle de l'homme, qui peut apparaître comme directement opposé à celui de l'action historique.

B. L'EXISTENCE NATURELLE DE L'HOMME

[Retour à la table des matières](#)

C'est très rapidement qu'on doit évoquer ici le troisième mode d'orientation de l'action sociale. Plus on s'écarte de l'action historique, plus il est difficile d'analyser directement le sens de l'action. L'action historique, [66] on le verra mieux au chapitre suivant, ne se présente pas comme un système d'exigences affirmées en elles-mêmes, doctrinalement, mais comme le sens des rapports sociaux, en particulier comme la logique du conflit entre dominants et dominés. La sociabilité, on vient de le dire, ne s'atteint pratiquement qu'à travers des systèmes de relations sociales qui, en tant que tels, relèvent d'une analyse fonctionnaliste, si bien qu'une analyse directe de la sociabilité est beaucoup moins riche que celle de l'action historique : les formes de l'action sociale sont, dans le cas de la relation à autrui, plus autonomes par rapport à ses orientations que dans le cas du travail. Cette tendance est plus accusée encore dans le cas de la conscience anthropologique, c'est-à-dire des expressions fondamentales de l'existence naturelle de l'homme.

L'analyse de l'action historique porte sur la « culture », c'est-à-dire sur les relations entre l'homme et ses oeuvres ; L'analyse de la sociabilité a pour objet la « société », c'est-à-dire l'action sociale en tant qu'elle est collective. L'analyse anthropologique saisit, elle, la nature humaine ou, si l'on préfère, l'existence humaine. Il ne s'agit pas ici d'atteindre de grandes constantes historiques ou des généralités psychologiques, dont on ne voit pas comment on pourrait les isoler et les définir comme des constantes, alors qu'on les dégage d'une expérience historique limitée et pas davantage comment on pourrait en faire des instruments d'analyse puisque leur généralité même permettrait de les négliger dans l'analyse de toute situation particulière. Il s'agit, au contraire, en employant la dangereuse expression « la nature humaine », de rappeler que la nature, contre laquelle s'organisent les oeuvres culturelles, est aussi par définition présente en l'homme, du simple fait que celui-ci est un être naturel, biologique, qui naît, se reproduit et meurt. Mais ce ne sont pas les traits biologiques de l'espèce humaine qui importent ici ; c'est davantage la contradiction vécue de manière permanente par une espèce à la fois analogue à d'autres et radicalement différente d'elles, en ce qu'elle est créatrice

d'une culture historique. La pensée humaine ne se saisit jamais plus intensément que dans la tragédie que lui impose son rôle d'anti-nature soumise à la nature.

On serait ici tenté de dire que l'objet de l'analyse anthropologique est la personnalité. Mais on doit redire que la distinction présentée ici entre trois modes d'orientation de la conscience sociale ne coïncide absolument pas avec la séparation descriptive de la société, de la culture et de la personnalité. L'analyse fonctionnaliste considère comme son problème le plus général celui de la transformation de normes culturelles en motivations qui orientent les acteurs dans leurs relations sociales, et T. Parsons en particulier a insisté sur les liens qui unissent culture, société et personnalité à l'intérieur de ce qu'il nomme « Théorie générale [67] de l'action ». On verra dans les chapitres suivants que l'analyse actionnaliste entend traiter des organisations et des groupes autant que des mouvements historiques et il est clair qu'elle ne peut renoncer à contribuer à une analyse de la personnalité. De même l'analyse anthropologique ne se limite pas à l'étude de l'individu et c'est même au niveau de la société globale qu'elle a remporté ses succès les plus éclatants.

Il peut sembler aussi que cette saisie de l'existence n'est que l'inverse de la conscience historique, comme si la faiblesse des constructions du travail laissait l'homme dominé par la conscience de ses seules virtualités, se saisissant comme pensée et non comme travail, tandis que dans un « milieu technique » dense, l'homme, installé au milieu de ses œuvres, rejeterait hors de sa conscience le sentiment de l'absurde nature humaine, réduite par lui à des contraintes biologiques, reconnues et explorées, voire modifiées scientifiquement, mais en tout cas dépourvues de toute puissance d'orientation de ses conduites.

La liaison ainsi établie n'est pas sans importance, mais elle montre l'interdépendance concrète des orientations de l'action et non leur identité. La naissance et la mort ne sont pas saisies de la même manière dans les diverses sociétés, mais on serait tenté de dire que la situation existentielle de l'homme est saisie plus directement par lui dans les sociétés modernes que dans les sociétés les plus traditionnelles, affirmation beaucoup trop grave pour être présentée catégoriquement, mais qui suffit à écarter une interprétation évolutionniste au nom de laquelle l'homme passerait d'une conscience de l'existence à une conscience de l'action. La première n'est pas plus le propre des sociétés « primitives » que la seconde ne définit de manière suffisante les sociétés industrielles.

La conscience des contradictions entre la nature et la culture ne détermine pas directement des modes d'action ou de relations sociales ; elle est fondamentalement non historique. Elle ne devient principe d'orientation des conduites sociales que pour autant qu'un groupe social ou une société construisent des systèmes d'interprétation par lesquels ils essaient de surmonter les contradictions de l'existence humaine. « La pensée mythique, dit C. Lévi-Strauss (*Anthropologie structurale*, Paris, Plon, 1958, p. 248), procède de la prise de conscience de certaines oppositions et tend à leur médiation progressive. » (Cf. aussi p. 265.) L'analyse proposée par cet auteur du mythe d'Œdipe (*ibid.*, p. 227-255) n'est pas riche seulement de la reconnaissance du fondement existentiel des mythes, mais montre le lien privilégié qui existe entre la conscience anthropologique et la pensée symbolique, lien analogue à celui qui unit la sociabilité et le système social.

Mais avant de définir ce lien, fort et non exclusif, on doit rappeler que [68] la conscience existentielle ou anthropologique ne se manifeste pas seulement au niveau le plus macro-social, celui où se constituent les mythes. Elle pénètre directement les collectivités particulières, dans la mesure où ces unités sont définies comme des groupes de parenté, celle-ci, lien biologique et culturel à la fois, manifestant la contradiction de la nature humaine. Au niveau individuel, de même, elle est constamment présente et peut-être faut-il considérer comme une de ses expressions possibles le conflit que Freud fut amené à décrire comme celui d'Eros et de Thanatos. (*Das Unbehagen der Kaitur*, 1929. Cf. les justes critiques de R. Bastide dans *Sociologie et Psychanalyse*, Paris, P.U.F., 1950, p. 43-44 ; contre les implications de ces dernières formulations de la pensée freudienne.)

La contradiction de la nature et de la culture n'est pas seulement pensée ; elle est vécue comme contradiction entre l'accord de l'homme et de la nature et la conscience, faille qui les sépare. Ici encore l'orientation de l'action ne peut être définie comme une visée de valeurs indépendantes de l'action elle-même. L'action n'est orientée par rien d'autre qu'elle-même, par sa manière d'être, par son existence à la fois comme situation et comme conscience. Elle ne vise pas des fins ultimes, elle se saisit elle-même comme création d'œuvres, comme fondement de la vie collective, comme insérée dans la vie biologique. La conscience existentielle est toujours présente, du simple fait qu'aucune action n'est possible qui ne mette en jeu l'angoisse humaine ou qui n'éveille dans l'homme créateur le double

sens de sa conscience et de son opposition avec les choses ou les êtres qu'il manipule.

L'amour physique est plaisir et mort, comme l'art est harmonie de l'objet et artificiel. Ceci ne définit pas, la signification sociologique de l'art ou de l'amour, mais seulement un des modes d'existence de ces types d'action, chargés aussi de conscience historique et de conscience d'autrui. De même le travail, si étroitement lié à la définition du sujet historique, n'est nullement étranger à la conscience existentielle. Activité naturelle, plutôt manuelle ou plutôt intellectuelle, peu importe, il impose à la fois la recherche d'un accord entre le travailleur et son œuvre et la conscience de la contradiction qui les sépare.

Selon les situations concrètes que l'on considère, les divers thèmes de l'action se combinent de manière différente ; ils ne se confondent ni ne s'excluent jamais. La conscience existentielle ne surmonte pas ses contradictions au sein des relations dynamiques de l'homme et de ses œuvres. Elle ne détache jamais l'acteur de lui-même ; elle construit des systèmes plus ou moins formalisés rendant compte de toute expérience de la nature humaine.

Il est aussi contestable de recourir à une analyse purement formelle [69] des mythes, comme l'a fait valoir C. Lévi-Strauss critiquant le formalisme de Propp (*Cahiers de l'IS.EA*, série M, n° 7, 1960, p. 3-36), que de se confier à une analyse « idéologique » selon laquelle l'organisation des éléments du mythe représenterait celle de la conscience historique. L'analyse historique ne joue dans la pensée de C. Lévi-Strauss qu'un rôle critique : elle lui permet de rompre avec le « réalisme » structuraliste de savants comme Radcliffe-Brown et oriente la recherche vers l'activité structurante de l'esprit et non vers l'expérience sociale historique, concrète. « N'est structuré que l'arrangement répondant à deux conditions : c'est un système, régi par une cohésion interne ; et cette cohésion, inaccessible à l'observation d'un système isolé, se révèle dans l'étude des transformations, grâce auxquelles on retrouve des propriétés similaires, dans des systèmes en apparence différents. » (*Leçon inaugurale*, Collège de France, 1960, p. 27).

Plus on s'éloigne des sociétés industrielles, moins le travail se manifeste comme un système d'œuvres et de rapports de production, plus il se présente comme activité mentale, classification, recherche de cohérence, logique. Dans les sociétés industrielles, le travail est changement, création, et les expressions sym-

boliques, qu'on les examine au niveau de la société ou à celui de la personnalité, sont d'abord des cristallisations, manifestant indirectement des échecs de l'action historique, l'incapacité pour l'acteur personnel ou collectif de répondre parfaitement aux exigences du sujet historique. Plus brutalement, disons que l'activité structurante de l'esprit ne s'offre directement à l'analyse que dans le monde de la pathologie et de l'aliénation.

À l'inverse, dans les sociétés à faible historicité, l'homme ne peut que mettre de l'ordre dans une expérience que sa raison ne domine pas, et les systèmes symboliques peuvent se multiplier du fait que le signifié auquel ils renvoient est « pauvre », interrogation sans cesse reprise sur la naissance, la reproduction et la mort de l'homme.

Mais il serait dangereux d'en conclure que, selon le type de société considéré, l'un des thèmes de l'action sociale l'emporte sur les autres. On dirait plus justement que le progrès de l'historicité entraîne une différenciation croissante de ces thèmes. S'il est permis d'anticiper largement sur l'objet du chapitre V, on dira que le fait le plus marquant de l'évolution du travail industriel est qu'elle renforce de plus en plus l'autonomie relative des mouvements sociaux, des problèmes des organisations et des « problèmes humains » du travail.

La volonté de développement et de démocratie d'un côté, les problèmes de la participation et de l'intégration d'un autre, ceux enfin de la satisfaction du travailleur entretiennent entre eux des relations de plus en plus complexes, ce qui écarte de plus en plus toute interprétation [70] unitaire des problèmes du travail et des conduites des travailleurs. Plus généralement, la signification historique des systèmes d'expressions symboliques devient de moins en moins immédiate. La condition et l'espoir des hommes se saisissent de plus en plus au cœur de l'action historique et d'abord dans la désorganisation et le mouvement révolutionnaire, tandis que l'art devient de plus en plus « pur », de plus en plus soucieux de sa propre méthodologie.

Il n'existe pas de correspondance directe et complète entre un type de société et un mode d'analyse. Il est plus aisé de le montrer par l'étude des sociétés modernes, plus différenciées et moins intégrées, mais le principe, une fois admis, doit s'appliquer dans tous les cas. Il est en fait extrêmement difficile de mener parallèlement l'étude des trois modes fondamentaux d'orientation des conduites sociales,

car chacune requiert, de la part du sociologue, une attitude différente ; en ce sens la distinction de ces modes n'est jamais absolument séparée de l'opposition qui s'établit entre des « écoles ». « Pour l'anthropologie, qui est une conversation de l'homme avec l'homme, tout est symbole et signe, qui se pose comme intermédiaire entre deux sujets », dit C. Lévi-Strauss (*Leçon inaugurale*, p. 17). La sociologie fonctionnaliste ne saisit pas, mathématiquement et pratiquement à la fois, des structures mentales, mais des systèmes de rapports sociaux qui ne se traduisent jamais en systèmes cohérents d'expression, préjugés et rationalisations n'étant jamais que des expressions parcellaires et dérivées de situations collectives. La sociologie actionnaliste est plus éloignée encore d'une attitude philosophique, plus proche d'une démarche historique, plus sensible aux contradictions des sociétés « chaudes ». Ces différences intellectuelles entre ceux qui suivent des voies différentes d'analyse des mêmes réalités sociales sont probablement la meilleure protection qui soit contre la tentation, naissant de tous côtés, de poser le principe d'une théorie générale unifiée, qui nous semble toujours dangereuse en même temps que toujours féconde, puisque les grands thèmes fondamentaux de l'analyse sociologique, loin d'être séparés les uns des autres par des différences constantes, se mêlent, tantôt dominants, tantôt dominés, selon le type de société que l'on considère.

Mais il faut aussi insister sur les caractères communs à toute analyse que nous nommerons « thématique » de l'action sociale. Et surtout sur le plus important : qu'elle traite de l'action historique, de rapport à autrui ou des interrogations sur l'existence naturelle de l'homme, elle se soumet aux règles de la compréhension. Que ce moment soit pratiquement secondaire pour l'analyse anthropologique et capital pour l'analyse du sujet historique, importe peu. Dans tous les cas, le sociologue est contraint à retrouver, à recréer les orientations de l'action, [71] non dans leur expression consciente ou rationalisée, mais dans leur charge émotive et dans leur force dramatique.

Les sciences sociales, quel que soit le thème qu'elles étudient parmi ceux qui viennent d'être indiqués, n'ont d'autre but que de rendre compte de l'existence de valeurs qui orientent l'action et dont les impératifs sont nécessairement reconnus - ce qui ne veut pas dire analysés de manière satisfaisante - par les acteurs eux-mêmes.

III. LES DÉMARCHES DE L'ANALYSE SOCIOLOGIQUE

[Retour à la table des matières](#)

L'objet principal de notre travail est de décrire, dans un type de sociétés, l'un des trois thèmes dont l'étude constitue la démarche actionnaliste de l'analyse sociale.

Nous avons brièvement indiqué les deux autres, sans pouvoir suivre en détail les problèmes difficiles de leurs relations. Déjà, cet effort dépassait nos forces et cependant il faut - plus brièvement encore, et seulement pour éviter quelques malentendus - pousser plus loin l'exploration et rappeler que nous n'avons défini jusqu'ici qu'une thématique sociologique, fort éloignée de représenter à elle seule tout le mouvement des sciences sociales. Il serait dangereux de chercher à expliquer le donné historique directement en le réduisant à cette thématique. Le danger serait double, D'une part, en ramenant la diversité organisée des faits sociaux à des catégories générales d'analyse, on courrait le risque de ne pas rendre compte de la réalité propre de faits toujours particuliers, c'est-à-dire toujours liés à des groupes, à des ensembles concrets ; d'autre part, on pourrait laisser croire que cette thématique présente des « orientations » agissant par elles-mêmes, des idées ou des volontés organisant une matière brute, comme ridée de vase imposée par le potier à l'argile. Il doit être déjà clair à la fois que les « orientations » de l'action ne sont que des hypothèses construites par l'analyse et non des réalités psychologiques concrètement observables, et qu'elles ne constituent nullement des systèmes idéologiques « super structurels ». La triple thématique indiquée définit des domaines d'action sociale, non des mentalités. Avant même de s'interroger sur les relations de l'analyse sociologique et de l'étude historique des faits sociaux, on doit donc rappeler les démarches par lesquelles l'étude des thèmes de l'action sociale se relie à l'analyse de ses signes.

Il s'agirait en somme, si cette tâche pouvait être menée à bien, ce qui dépasse, et de loin, nos possibilités actuelles, de donner une vision complète [72] des dé-

marches de la science sociale. L'immensité de la tâche ne doit pas nous interdire d'indiquer, beaucoup plus modestement, les limites de la démarche thématique qui vient d'être indiquée et les compléments qu'elle requiert.

A. LES FORMES DE L'ACTION

[Retour à la table des matières](#)

Les trois thèmes de la sociologie de l'action définissent et analysent des expériences significatives, le travail, la sociabilité et l'existence humaine. Ces expériences étant par définition sociales - individuelles aussi bien que collectives - ne se manifestent que dans ce que nous pourrions nommer des *formes* sociales concrètes. Il est même évident qu'on ne peut concevoir les relations entre ces trois thèmes sans supposer l'existence de telles formes ou, plus exactement, d'ensembles concrets, en prenant garde toutefois que l'individu doit être ici considéré lui aussi comme un ensemble.

Encore faut-il se garder de considérer une forme sociale comme un ensemble concret, comme si les trois perspectives de l'analyse thématique se confondaient ici. Un système de relations économiques constitue une mise en forme du sujet historique, lui-même, nous le verrons au chapitre suivant, déchiré par des aliénations. Il peut également être analysé comme système social ; il ne se confond pas avec lui. François Perroux a maintes fois rappelé la priorité du « projet humain » dans l'analyse économique (cf. sa *Leçon inaugurale* au Collège de France, 1955). Une grande partie des obscurités et des faiblesses d'une certaine pensée fonctionnaliste provient d'un « réalisme » sans fondement, confondant le fonctionnement d'un système de relations sociales et les exigences internes d'une forme sociale, ce qui conduit à des formules dont la simplicité dissimule mal la faiblesse tautologique. Le terme même de système social pourrait induire en erreur, mais il doit être maintenu dans les limites de l'analyse fonctionnaliste. Que les rapports entre étude des thèmes et analyse des formes soient en fait complexes, il suffit pour s'en convaincre d'évoquer les efforts des sociologues et des économistes pour se définir les uns par rapport aux autres. Encore faut-il préciser que ces discussions doivent être séparées de celles qui unissent et opposent les économistes et les historiens économiques. Si nous les rappelons, c'est pour souligner que les formes dont

nous parlons en ce moment ne sont pas des réalités historiques concrètes, mais constituent des instruments d'analyse. Les discussions nées autour des notions d'Eucken - *Wirtschaftsordnung, Wirtschaftssystem* (cf. J. L'homme, « Sociologie des systèmes, régimes et structures économiques », [73]in *Traité de sociologie* dirigé par G- Gurvitch, Paris, P.U.F., t. 1, 1958, p. 383-418) - montrent au moins le nécessaire effort de formalisation qui sépare l'analyse économique de l'analyse historique.

Ces formes se rencontrent aux trois principaux niveaux de la réalité sociale : celui de la société globale, celui des ensembles sociaux particuliers ou collectivités, celui de l'individu. À ce dernier niveau, la théorie de la libido, transformée au cours de sa vie par Freud lui-même, en particulier par le recours croissant à une perspective anthropologique, modifiée par l'intervention d'une analyse fonctionnaliste des relations inter-personnelles et des processus de socialisation et de formation des motivations, ouverte, à condition de renoncer à son biologisme primitif, à une analyse de type actionnaliste, représente le domaine où peut s'épanouir une thématique sociologique de la personnalité. Mais ce moment de l'analyse ne se confond évidemment pas avec l'étude de la personnalité comme forme, dont l'image « topique » de Freud pour présenter les rapports du préconscient et de l'inconscient et les mécanismes du refoulement offre l'élément le plus connu.

Cette évocation montre que l'analyse des formes n'est pas la pure description des institutions sociales. Elle correspond à l'intervention des sciences humaines, analyse économique, psychologie de la personnalité et, au niveau des ensembles particuliers, psychologie sociale, qui sont en interaction constante avec la sociologie et qui ne lui sont nullement subordonnées.

Chaque forme constitue une unité, c'est-à-dire possède des exigences de cohérence, des mécanismes de fonctionnement, des forces d'intégration. La notion léwinienne de champ, parce qu'elle se rattache directement à la Gestalttheorie en est l'exemple le plus clair et c'est d'abord en songeant à elle que nous avons adopté le vocable : formes.

En théorie, des formes particulières ne correspondent pas seulement à chacun des trois niveaux - sociétal, collectif et individuel - de l'analyse sociologique, mais aussi bien à chacune de ses perspectives - travail, vie collective, existence humaine. Cependant divers types d'orientation de Faction sociale peuvent s'incarner

dans des formes qui, pratiquement, se recouvrent. La sociologie industrielle aide à comprendre ce problème. Plus une entreprise est rationalisée, plus son système de relations sociales devient autonome par rapport à sa fonction économique, plus ses problèmes d'administration se séparent de ses problèmes de direction, moins la nature du pouvoir laisse prévoir le type d'autorité, toutes expressions qui sont équivalentes. On peut donc dire qu'il existe dans de telles entreprises une forme des relations sociales qui doit être distinguée de la forme du travail et des rapports sociaux de production. En termes plus difficiles à manier, [74] disons encore que le système de relations humaines se différencie du système de relations industrielles. Dans la première perspective on parle de système social, dans la seconde d'entreprise. Ils ne sont pas matériellement séparés ; c'est pourquoi s'impose le besoin d'une notion qui rappelle leur interrelation : celle d'organisation (au sens où l'on parle de théorie des organisations).

De l'analyse des thèmes à celle des formes de l'action sociale, il n'existe pas de continuité conceptuelle. Cette rupture provient d'un retournement de perspective. L'analyse thématique définit les orientations de l'action, donc les fondements de la vie sociale. L'analyse des formes considère des « faits sociaux » au sens durkheimien, des systèmes de fonctionnement ou, si l'on préfère, des normes sociales de conduite.

La sociabilité est si étroitement liée au système social que l'isoler est plus nécessaire que décrire en lui-même le système social, thème central de la sociologie fonctionnaliste des relations sociales, dont le développement est si grand qu'elle tend parfois à identifier à l'ensemble de l'analyse sociologique. Il n'en va pas de même pour les formes sociales liées au sujet historique ; non qu'elles n'aient pas été l'objet de nombreuses études, mais elles dépendent assez directement du sujet historique pour qu'il soit nécessaire d'insister dans ce cas sur le passage du thème à la forme de l'action sociale et, plus précisément, sur la nécessité d'analyser toujours une forme d'action dans ses rapports avec le thème qui définit sa signification subjectale.

Si l'on se place, pour la commodité de l'exposé, au niveau des ensembles particuliers, on peut penser que leur fonctionnement est toujours dominé par le double mouvement de *différenciation*, qui prend son origine au niveau de l'analyse du sujet historique, et *d'intégration*, mouvement inverse qui définit l'autonomie de la forme. L'étude de la production des valeurs conduit à insister sur la particularité

non seulement des acteurs collectifs, mais de leurs éléments ; celle de leur consommation souligne la réalité sociologique de la forme, sans laquelle ceux-ci ne peuvent entrer en interaction.

Ces dimensions qui viennent d'être introduites dans une vision synchronique, doivent l'être aussi dans une vision diachronique ; on parlera alors de *continuité* et de *changement*. Ces notions générales sont susceptibles de beaucoup de spécifications. Un exemple suffira ici : la différenciation n'est pas seulement horizontale, elle est aussi verticale et se nomme alors *hiérarchisation* ; parallèlement, l'intégration de fonctions hiérarchisées suppose un système de contrôle de l'autorité.

Ce double mouvement ne définit pas seulement le fonctionnement interne d'un ensemble particulier, mais aussi ses relations avec d'autres. [75] Un système social en particulier est lié à un système de normes culturelles par le double mouvement de l'*institutionnalisation*, contrôle exercé par les normes sur l'organisation sociale, et de la *légitimation* par laquelle le système social reconnaît les normes et les rend actives.

De même, le système social contrôle la personnalité par la socialisation tandis que les règles sociales ne sont intériorisées que si leur acceptation devient une source de *gratification* pour l'individu. Le but de ces notions est de décrire le fonctionnement des ensembles particuliers sans pour autant oublier leur dépendance à l'égard des thèmes de l'analyse subjectale.

Il est dans certains cas possible de décrire des mécanismes institutionnels concrets correspondant à chacune des dimensions d'un ensemble particulier. Une entreprise industrielle, par exemple, possède un système de changement, c'est-à-dire de *décision politique*, de continuité, c'est-à-dire de *gestion*, de différenciation, c'est-à-dire d'organisation *technico-économique* et d'intégration, c'est-à-dire d'*administration* des personnes et des biens. Les conflits qui apparaissent dans une entreprise sont en partie analysables en termes de déséquilibre entre ces systèmes primaires, en partie aussi réductibles aux rapports entre socialisation et gratification d'une part, institutionnalisation et légitimation de l'autre.

Les termes employés ici sont voisins de ceux qu'a utilisés R. Bales pour l'étude des groupes restreints (*Interaction process analysis*, Cambridge, Addison, Wesley Press, 1950) et dont remploi a été généralisé par T. Parsons dans divers

ouvrages ; mais l'esprit de notre analyse est, nous semble-t-il, différent de celui de ces auteurs. Pour eux, il s'agit de définir les conditions de fonctionnement d'un ensemble particulier engagé dans certaines relations avec son environnement. Pour nous, cette idée doit être remplacée par celle de dépendance de l'ensemble particulier à l'égard non d'une extériorité de fait, mais des orientations de l'action sociale.

Au lieu de parler d'adaptation, nous parlons de différenciation ; au lieu de poursuite de buts, de changement. La différence entre ces termes est plus sensible qu'entre continuité et maintien des patterns (pattern-maintenance), le terme intégration étant commun aux deux formulations. Différenciation et changement ne sont pas des activités du système, mais des processus dans le système. Leur analyse se trouve donc immédiatement renvoyée à une autre perspective méthodologique et brise la clôture d'un ensemble particulier.

Une entreprise industrielle - pour reprendre le même exemple que précédemment - se gère et s'administre en fonction de transformations dont elle n'est pas, comme organisation, maîtresse et qui manifestent [76] en son sein des évolutions sociales générales, comme le développement du milieu technique, de la rationalisation, de la professionnalisation, etc. T. Parsons a lui-même souligné que l'intégration et le maintien des patterns sont les deux fonctions centrales d'un système social, les deux autres, la poursuite des buts, qu'il identifie au système politique et l'adaptation, que représente le système économique, c'est-à-dire la répartition des ressources, possédant une autonomie assez grande pour justifier celle des sciences politiques et économiques dans le cadre d'une théorie générale de l'action. Mais ce privilège n'est acceptable que s'il s'accompagne de la soumission de l'analyse fonctionnaliste à l'analyse du sujet historique, soumission que reconnaît, dans sa perspective personnelle, T. Parsons, en plaçant au centre de son système d'analyse la notion de hiérarchie de contrôle : les systèmes culturels contrôlent le système social qui contrôle la personnalité, elle-même système de contrôle de l'organisme.

Dans un écrit récent (« General theory in sociology », in *Sociology to-day* New York, Basic Books, 1959, en part. p. 4-7), T. Parsons a repris l'analyse des quatre fonctions du système social, présentées comme le résultat du croisement de deux axes : interne-externe et instrumental-consommatoire, notions largement utilisées aussi dans l'introduction de *Theories of Society* (Glencoe, Free Press, 2

vol., 1961). À poursuite des buts se définit alors comme fonction externe-consommatoire, l'adaptation comme externe-instrumentale, l'intégration comme interne-consommatoire et le maintien des patterns (appelé aussi gestion des conflits) comme interne-instrumental.

Mais la première de ces deux dimensions, interne-externe, apparaît plus clairement définie que la seconde et s'accorde avec notre propre analyse. La distinction de l'instrumental et du consommatoire, des moyens et des fins, ne peut avoir le même sens selon qu'on considère l'orientation externe ou l'orientation interne du système social. Dans le premier cas, on n'est pas éloigné de la distinction que nous avons faite entre la différenciation et le changement, la première indiquant davantage des problèmes organisationnels et la seconde des problèmes politiques ; dans l'autre, on est davantage tenté de considérer l'intégration comme un moyen au service du maintien des patterns.

Au lieu donc de définir les quatre fonctions par le croisement de deux axes, il apparaît plus logique de les replacer dans l'unité d'un processus dominé par le jeu de l'action et de l'interaction, de la création d'œuvres et du rappel à l'unité et à la cohésion du système, à la fois condition du lancement de l'action et réponse aux déséquilibres nécessairement créés par celle-ci. Ainsi se lient étroitement thèmes et formes de l'action sociale, l'autonomie de l'analyse fonctionnaliste provenant [77] de l'unité nécessaire entre une action créatrice, qui n'est définie ni analysable directement par référence à un système institutionnel et ce système qui possède une unité réelle, des mécanismes de contrôle social, des forces propres d'intégration et de conflit.

L'important est ici de ne privilégier aucune des deux démarches, production ou consommation de valeurs. La première justifie l'idée de hiérarchie des contrôles et entraîne la définition que nous avons donnée du changement et de la différenciation. La seconde rend naturelle la démarche de T. Parsons, dans ses écrits de la période précédente (*The Social System*, Glencoe, Free Press, 1951, et, avec E. Shils, *Values, motives and systems of action*, in *Toward a general Theory of action*, Harvard University Press, 1952, p. 47-243), partant des rôles sociaux plus que du système social et réanalysant les fonctions du système social en termes de *pattern-variables*. Celles-ci (qui, rappelons-le, se présentent comme des alternatives, au nombre de cinq : charge affective-neutralité affective ; orientation vers fego-orientation vers la collectivité ; particularisme-universalisme ; qualité-

accomplissement ; diffusion-spécificité) ne font que définir dans un vocabulaire moins immédiatement sociologique le *ton* de l'action, le premier terme de chaque alternative renvoyant à l'unité de l'acteur et le second à son insertion dans un système d'objets sociaux eux-mêmes dépendants de valeurs sociales. Ce double mouvement est celui de la création de l'œuvre et du rappel à l'acteur. Il s'ensuit que le premier mouvement entraîne la soumission des conduites non pas aux objets, mais à leur signification culturelle, qui ne peut être atteinte au niveau d'une analyse des conduites elles-mêmes. L'analyse fonctionnaliste au contraire n'a pas à sortir de son domaine propre pour expliquer la seconde, la constitution d'un acteur réel, qui n'est pas seulement un terme d'une action spécifique, mais une capacité générale d'agir.

L'action historique et l'interaction sociale, considérée à tous ses niveaux, sont comme le flux et le reflux de la vie sociale. Si l'action est principe théorique du mouvement, le système d'interaction est principe de continuité, d'inertie. Aucune action sociale n'est possible sans que jouent des mécanismes d'auto-régulation et d'équilibre, car l'acteur, ne pouvant plus prévoir les comportements des autres, serait désorienté et donc incapable de lire, à travers le système de relations sociales, les orientations normatives du sujet historique. Mais l'objet de l'analyse fonctionnaliste n'est pas l'étude de l'inertie et de l'équilibre ; on ne doit pas opposer une sociologie de l'ordre à une sociologie du mouvement.

L'analyse fonctionnaliste ne devient conservatrice que si les buts culturels ne sont définis qu'en termes d'exigences fonctionnelles du système [78] social lui-même, sont identifiés à la société elle-même, conçue comme source de valeurs. Le plus important progrès réalisé par les sociologues fonctionnalistes après Durkheim a consisté à séparer - souvent, nous allons le voir, d'une manière encore insuffisante - valeurs culturelles et organisation sociale, ce qui permet d'analyser celle-ci non comme système de contraintes mais comme mise en oeuvre organisée d'orientations du sujet historique.

Il faut éviter de confondre deux critiques qui peuvent être présentées contre la sociologie fonctionnaliste. R. Dahrendorf reproche dans *Class and class conflict in an industrial society*¹ à la sociologie de T. Parsons de négliger l'importance du

¹ Version anglaise revue et complétée par l'auteur de *SozWe Klassen und Klassenkonflikt in der industriellen Gesellschaft*, Stuttgart, F. Enke, 1957.

conflit et, reprenant la pensée de Weber, insiste sur la généralité des conflits d'autorité au sein de toutes les organisations hiérarchisées - *Herrschaftsverbände*. Mais l'insistance sur l'équilibre et le consensus ne sont que des démarches méthodologiques permettant de comprendre les conflits qui ne, peuvent être saisis qu'à l'intérieur d'un système de relations sociales. Cette critique, au contraire, devient fondamentale à partir du moment où le conflit n'est plus conçu en termes de fonctionnement du système social mais d'orientation de l'action. L'important n'est pas de réformer l'analyse fonctionnaliste, mais de combattre sa tendance à nier l'existence d'autres perspectives d'analyse.

Ces observations soulignent à la fois l'autonomie de l'analyse fonctionnaliste et l'impossibilité pour l'ensemble de l'analyse sociologique de s'identifier à elle. Cette conclusion que suggère l'étude du système social lui-même est encore renforcée par les résultats d'une analyse proprement fonctionnaliste des normes et des valeurs. Deux types de remarques doivent être présentés.

a) Les orientations culturelles de l'action sont toujours à la fois instrumentales et normatives, *Zweckrational et Wertrational* pour reprendre les termes de Weber (les deux autres types d'action distingués par Weber étant résiduels), ou instrumentales et consommatoires pour employer ceux de Parsons (*Theories of Society*, p. 964-971). Cette double dimension décrit en termes généraux le double mouvement que nous nommons institutionnalisation et légitimation dans la rencontre du système social et du système des normes culturelles. Plus généralement encore, comment ne pas suivre F. Bourricaud quand il place au centre du système parsonien l'opposition du rationnel et du non-rationnel (introd. à T. Parsons - *Éléments pour une sociologie de [79] l'action*, Paris, Plon, 1955) en prenant ce dernier terme au sens où Pareto emploie celui de non-logique ? Cette double orientation distingue la signification et l'organisation des conduites sociales et culturelles, la production et la consommation des valeurs. L'évolution des systèmes de valeurs qu'on peut résumer, en prenant les termes de Linton, comme le passage de l'*ascription* à l'*achievement*, du transmis à l'acquis, n'est pas le passage d'un type d'action à un autre, mais le renversement de leurs rapports, l'action rationnelle étant de plus en plus chargée de valeurs.

b) Les relations sociales ne peuvent être analysées sans tenir compte du système culturel de la société considérée. Les rapports d'autorité en particulier en portent la marque. M. Crozier (*Le phénomène bureaucratique*, Paris, Ed. du Seuil, 1964), en accord avec certains élèves de T. Parsons comme J. Pitts (cf. en particulier sa contribution à *In search of France*, 1963, tr. fr. 1963), a justement insisté sur ce principe qui étend utilement le champ traditionnel des études sur les organisations. L'existence d'un système culturel est manifestée par celle des institutions dont le but est la socialisation des individus : famille, école, groupe de camarades. On peut donc parler d'un type américain ou allemand d'autorité, à condition, bien entendu, de ne pas identifier un tel type avec un ensemble historique concret

Mais cet élargissement normal de l'analyse fonctionnaliste ne dispense nullement d'une analyse du sujet historique. Les formes de socialisation des individus à un système de normes institutionnalisées ne se confondent pas avec les orientations des travailleurs telles qu'elles peuvent être définies à partir de la connaissance de l'état du travail. Cette distinction est celle même qu'il faut établir entre les notions de classe et de stratification. Celle-ci définit l'état d'un système social (cf. par exemple T. Parsons « A Revised analytical approach to the theory of social stratification », in *Class status and power*, dir. par. R. Bendix et S.M. Lipset, Glencoe, Free Press, 1953, tr. fr. in *Éléments pour une sociologie de l'action*, 1955, p. 256-325) ; c'est un système de différenciation hiérarchisée des attributs, comme le pouvoir, la richesse ou l'éducation, dont on n'est nullement forcé d'admettre qu'ils se composent en une échelle unique (on peut ajouter à l'idée de stratification celle de situs, de secteur). La notion de classe, au contraire, fonde un principe de structuration sociale qui, note G. Gurvitch, résiste à la pénétration de la société globale et par conséquent impose un type différent d'analyse. Nous verrons au chapitre suivant que cette notion se place au centre d'une analyse actionnaliste et constitue, à l'opposé de la notion de stratification, un instrument d'analyse de l'action [80] historique. C'est ici que l'on peut à bon droit s'insurger contre le conservatisme d'une analyse fonctionnaliste qui déborde ses limites. Il apparaît le mieux dans son traitement du changement social.

Autant l'évolution sociale est un problème central pour une analyse actionnaliste, autant le changement n'occupe qu'une place marginale dans l'analyse fonc-

tionnaliste. Il n'est considéré que comme déviance, ce qui a donné lieu à quelques-unes des plus brillantes analyses sociologiques, celles que Durkheim et Merton ont consacrées à l'anomie. Le changement lui-même apparaît comme extérieur, comme un fait en fonction duquel se réorganisent ou se désorganisent les systèmes de conduites, alors que l'analyse actionnaliste, organisée autour de la notion de sujet historique, considère l'action comme orientation du changement et non comme réponse au changement.

Ces limites ne sont pas les seules que doit reconnaître l'analyse fonctionnaliste. Normes culturelles et systèmes sociaux orientent la personnalité, mais celle-ci échappe en même temps à cette méthode d'étude. D'abord, la socialisation, intériorisation des normes et des rôles sociaux, ne doit pas être confondue avec *l'acquisition dan rôle historique*, c'est-à-dire l'introduction de l'individu dans l'action historique. Un exemple le montre aisément : H. Hyman, T. Parsons, S.M Lipset et d'autres (dont les travaux ont été présentés et discutés par S. Keller et M. Zavallo-ni : « Classe sociale, ambition et réussite » dans *Sociologie du travail*, janvier-mars 1962, p. 1-14) ont montré que le désir de mobilité sociale ascendante n'est pas un donné de nature qui serait plus ou moins contrecarré par des barrières sociales, mais que ces obstacles sont intériorisés par les acteurs qui ont d'autant moins *d'ambition qu'ils* se heurtent à des difficultés plus considérables. Mais cette absence d'ambition n'indique une acceptation de l'ordre social existant que dans des situations historiques particulières. Les obstacles à la mobilité, lorsqu'ils sont interprétés en termes collectifs, provoquent un ressentiment et des revendications sociales qui peuvent ne pas s'exprimer d'une manière spécifique mais dont les effets sont absolument opposés à ceux des mécanismes d'adaptation sociale. La personnalité peut et doit être analysée dans une perspective actionnaliste, ce qui ne doit pas ramener aux formules simplistes et arbitraires de beaucoup d'études *culturalistes* consacrées au caractère national ou au *Zeitgeist*.

Mais l'étude de la personnalité exige aussi le recours à une autre perspective d'analyse.

La socialisation n'est pas seulement apprentissage des rôles, mais aussi formation des motivations : il est donc impossible d'opposer à l'individu la société, soit source de contraintes, soit principe de rationalité. [81] La correspondance établie par la sociologie parsonienne et présentée par J. Pitts (*Theories of society*, p. 695-701) entre les fonctions du système social et les dispositions (*need-dispositions*)

des acteurs par l'intermédiaire de pattern-variables apparaît comme une méthode féconde, dans la mesure où la formation de la personnalité s'opère, dans la tradition freudienne, élargie surtout depuis Sullivan, à travers des relations sociales. Mais on doit reprendre ici l'interprétation déjà présentée des pattern-variables et opposer à l'éducation qui correspond à l'adaptation et à la poursuite des buts, la formation qui correspond au maintien des patterns et à l'intégration, c'est-à-dire aux dispositions que Parsons nomme conformité et sécurité.

C'est sur la fécondité et les limites de l'analyse fonctionnaliste qu'il faut conclure. Non seulement, elle ne se limite pas à un niveau particulier de la réalité sociale, mais elle a, plus solidement que toute autre, établi des liens solides entre la culture, la société et la personnalité.

La notion de système social est au centre de l'analyse fonctionnaliste parce qu'elle assure l'unité des trois systèmes particuliers d'action : « Un système social consiste en une pluralité d'acteurs individuels en interaction les uns avec les autres dans une situation qui a au moins un aspect matériel d'environnement, acteurs dont la motivation repose sur la tendance à « l'optimisation de la satisfaction » et dont les relations à la situation, qui incluent les relations entre acteurs, sont définies et assurées par un système de symboles culturellement structurés et collectifs » (T. Parsons, *The Social system*, 1951, p. 5-6. Parsons et Shils emploient des termes voisins dans : *Toward a general theory of action*, 1952, p. 54-55). Ceci définit l'unité d'une perspective d'analyse qui rassemble les études sur les rôles, les collectivités et les normes, tout en sauvegardant leur spécificité, et doit éviter aussi que ces trois termes ne soient identifiés à ceux plus réalistes employés plus haut : personnalité, société et culture.

L'analyse fonctionnaliste n'est ni réductible à l'étude de la sociabilité ni séparable d'elle. Son autonomie provient du fait que les éléments d'un système de relations sociales se définissent par les liaisons qui les unissent autant que par les orientations qu'ils manifestent. Comment ne pas reconnaître l'extrême importance des analyses économiques et plus généralement de l'étude des systèmes de communication, renouvelées par les mathématiques modernes ? Comment aussi ne pas être sensible à l'ouverture croissante des études économiques à l'analyse sociologique et à la critique des implications psychologiques et sociologiques de la théorie classique ?

C'est pourquoi l'analyse fonctionnaliste peut être définie comme celle [82] des formes de l'action sociale. Elle ne sort de son champ propre que lorsqu'elle veut analyser les orientations de l'action en termes d'exigences intérieures du système social lui-même. Tel est le sens, nous semble-t-il, qu'il faut donner aux critiques de R. Merton, dirigées contre l'idée d'une théorie générale fonctionnaliste et favorables à l'élaboration de théories de moyenne portée (*middle-range*). Au-delà d'un rappel à la nécessaire liaison des formulations théoriques et des propositions vérifiables, il faut y voir une définition exacte du champ de l'analyse fonctionnaliste, démarche par excellence intermédiaire de l'analyse sociologique. C'est pourquoi nous avons osé nommer sociologie de l'action un ordre de recherches, qui ne s'oppose nullement à l'analyse fonctionnaliste, mais qui se sépare d'elle. L'objet de celle-ci, selon l'observation déjà citée de G. Gurvitch, n'est pas l'étude de l'action, mais celle des conduites. On doit étudier des systèmes de conduites dans leurs relations avec l'environnement et dans leurs mécanismes internes, donc dans leur double dimension fonctionnelle et structurelle ; mais si l'on se refuse à considérer par ailleurs directement la raison d'être des orientations normatives de l'action historique, on est contraint d'expliquer l'état de ces orientations par une évolution de cet environnement lui-même, par un évolutionnisme qui, de Spencer à Parsons en passant par Durkheim et Tönnies, n'a cessé de resurgir, toujours chargé des risques que comporte une philosophie naturaliste de l'histoire.

Ce point de vue peut être très fécond quand on se place dans une société libérale, où le développement économique place les individus et les groupes devant de rapides changements auxquels ils doivent s'adapter et que pour diverses raisons ils ne peuvent ou ne veulent pas dominer. Mais il conduit à des conclusions très contestables lorsqu'on lui reconnaît une valeur générale, lorsqu'on affirme, comme K Davis ou E. Shils, que l'analyse fonctionnaliste est la sociologie.

Une forme sociale, une organisation par exemple, agit en fonction, non d'une rationalité des fins, mais d'une rationalité des moyens. Elle ne cherche pas à atteindre des valeurs, mais à s'adapter à un environnement : elle ne fait pas appel à la « foi » de ses membres, mais à leur participation à ses normes et à ses buts.

B. LES DÉCISIONS

[Retour à la table des matières](#)

De même qu'à l'étude du sujet historique correspond celle *du* sujet personnel, qui sera évoquée dans les chapitres suivants, de même [83] l'étude des formes sociales doit être complétée par celle des acteurs et de leurs *décisions*.

Celles-ci répondent toujours à des exigences fondamentales : d'une part, elles visent à maximiser des avantages individuels ; de l'autre, elles recherchent la plus grande satisfaction possible. Alors qu'on semble tenté d'identifier les avantages reçus et la satisfaction, c'est de leur séparation qu'il faut partir. La satisfaction est un rapport entre une attente et une expérience, et ce rapport ne peut être établi que socialement. J'estime mon salaire suffisant dans la mesure où je constate que ceux qui ont reçu la même formation ou accomplissent le même travail que moi ont un salaire égal ou inférieur au mien ou encore parce que je constate que mon salaire actuel me donne un pouvoir d'achat plus élevé que celui que je possédais l'année dernière. La satisfaction se définit donc toujours par rapport à un groupe ou à une situation de référence, et la comparaison ne serait pas possible si elle ne s'appuyait pas sur des évaluations sociales.

La satisfaction est généralement accrue par une intégration plus grande à une organisation, puisqu'il est plus aisé à une collectivité limitée qu'à une société nationale d'évaluer de manière claire et cohérente le niveau de ses membres. Un groupe cohésif est celui qui est à la fois un groupe d'appartenance et un groupe de référence. De son côté, la recherche des meilleurs avantages possibles ne se limite pas à la poursuite d'une rémunération monétaire élevée ; elle indique la volonté d'accroître la contribution apportée en même temps que la rétribution reçue.

Mais ces deux principes de choix ne doivent pas être trop isolés l'un de l'autre. Les informations dont dispose chaque acteur sont très limitées, la visibilité des facteurs de décision (selon l'expression de March et Simon dans *Organizations*, New York, Wiley, 1958, tr. fr. Paris, Dunod, 1964) très variable.

La recherche rationnelle d'avantages valorisés par la société est encadrée et limitée par le souci de la participation et la recherche des satisfactions liées à de

bonnes relations humaines. Mais on ne peut se contenter de voir dans la première l'intérêt de l'individu et dans la seconde le souci de l'acteur social. La rationalité limitée à laquelle se conforme un joueur doit plutôt être considérée comme la traduction, au niveau de l'individu, des exigences du sujet historique, comme le rattachement à celui-ci de l'acteur individuel au-delà des exigences du système de relations sociales où il est placé et souvent contre elles. La recherche de la rationalité et celle de la satisfaction, loin de traduire deux types de motivations, définissables sur le même plan, se rattachent à deux démarches différentes de l'analyse sociologique. Qu'est-ce [84] en effet que l'idée de rationalité économique sinon une forme élémentaire de l'idée de sujet historique et l'affirmation naïve d'une parfaite concordance des divers niveaux de la réalité sociale, l'individu, l'entreprise et la société. À partir du moment où la rationalité n'apparaît plus comme Faction d'une main invisible, comme le voulait A. Smith, mais comme un objectif valorisé par une société, la rationalité des choix individuels prend un double sens, au-delà et en deçà des exigences d'une organisation, reconnaissance des orientations du sujet historique d'une part et pratique individuelle de l'autre.

L'étude des décisions n'est pas seulement la contrepartie de celle des formes de l'action, pas plus que l'étude de celles-ci n'est isolable de celle des systèmes d'action. C'est pourquoi elle ne relève pas entièrement de la sociologie ou de la psychologie sociale, mais tout autant des mathématiques sociales. Les décisions individuelles sont des choix, des jeux et donc de même nature que les décisions économiques et politiques les plus générales, ce qui justifie la continuité de l'analyse de March et Simon qui, partant de l'étude de décisions purement personnelles : participer ou non à une entreprise, produire ou freiner, aboutit à celle de la planification et de la décentralisation des grandes entreprises.

La tâche de la sociologie ne se confond pas, dans ce domaine, avec celle des mathématiques sociales. Au-dessus des choix orientés par une rationalité limitée, elle étudie les combinaisons de la recherche de la satisfaction et de la poursuite d'avantages personnels.

On peut donc définir deux situations extrêmes entre lesquelles se placent toutes les décisions.

a) Si les valeurs de l'action constituent un système unifié, dont l'emprise sur l'action est directe et forte, il n'existe pas d'analyse autonome des décisions. Jeanne d'Arc entend des voix et part ; il est suffisant de s'interroger sur le sens historique de son action et l'on ne voit pas ce qu'une reconstitution de son choix et des délibérations qui l'ont précédé pourrait ajouter à notre compréhension de sa décision.

Il en va de même si l'on se place du point de vue des formes sociales de l'action. Les décisions d'un acteur défini par son appartenance à un seul groupe ne sont que des conduites, prévisibles à la limite d'une manière précise. Il n'existe de décision que si l'individu doit choisir entre le respect de plusieurs valeurs ou de plusieurs normes, ou entre des valeurs et des normes.

b) Si l'on imagine une situation libre de toute valeur et de toute norme, tous les éléments de la décision peuvent se ramener à un langage connu, celui de l'intérêt individuel, exprimé en termes purement [85] rationnels, monétaires. Ainsi, on peut supposer, pour reprendre un exemple de Weber, que ragent de change, qui décide de vendre certaines actions pour en acheter d'autres, répond à un calcul purement économique. Ici encore, il est difficile de parler de décision, puisque l'acteur n'a pas de choix à faire, tout au moins dans les limites de son information et de l'exactitude de ses calculs.

Il n'existe donc de décision que si l'acteur est soumis à la pression de valeurs et de normes qui ne peuvent se ramener à une échelle commune et entre lesquelles il doit choisir. -

On peut exprimer d'une autre manière encore le double enracinement des décisions, dans un système d'orientations de l'action et dans une forme sociale. Les éléments qui constituent un champ de décision peuvent être caractérisés de deux manières, par leur charge et par leur attraction. Leur charge représente leur signification subjectale ; leur attraction dépend de leur insertion dans une forme sociale. Un élément de décision inséré dans un groupe primaire avec lequel l'acteur est en interaction constante exerce sur lui une attraction plus forte qu'un élément situé hors de tout groupe de référence important pour l'acteur. Le concept de privation relative désigne le résultat de ces deux caractéristiques combinées et rappelle utilement que les éléments de la décision ne peuvent être définis que par rapport à

deux axes. L'étude des décisions n'est donc pas séparable de celle des thèmes et des formes de l'action et sa complexité vient de ce qu'elle impose un principe d'analyse autonome en même temps qu'elle empêche de le définir isolément des démarches précédentes de l'analyse.

Historiquement, une telle séparation a été liée au capitalisme libéral et à son interprétation utilitariste. Il apparaît alors que les décisions individuelles se combinent naturellement sur le marché de manière à constituer un système cohérent qui peut être défini sans aucun recours aux orientations normatives de Faction. Par voie de conséquence, les institutions, en particulier politiques, sont alors définies soit comme des systèmes de règles destinées à garantir, dans une situation de rareté, le libre jeu des lois naturelles du marché, soit comme porteuses d'un Esprit universel. Le remplacement du marché libéral par des rapports de négociation entre forces sociales plus ou moins organisées a détruit l'illusion d'une séparation des décisions individuelles et du mouvement de l'histoire. Mais cette évolution ne doit pas empêcher de considérer l'importance d'une vision utilitariste ou, plus profondément, l'existence de décisions et de conduites qui, à la limite, ne font intervenir aucune orientation normative de Faction et qui relèveraient alors d'une histoire naturelle des sociétés plus que de l'analyse sociologique. L'étude des décisions économiques ne peut procéder par [86] simple réduction des conduites individuelles à des thèmes et à des formes de l'action sociale ; elle rappelle fortement l'autonomie de la démarche de l'analyse sociale dont l'objet est d'expliquer les décisions des acteurs individuels ou collectifs.

C. LES EXPRESSIONS SYMBOLIQUES ET LES STRUCTURES DE L'ACTION

[Retour à la table des matières](#)

Dans une société dont l'historicité est fortement affirmée, on peut admettre qu'à la limite toute l'action sociale est dominée par une double orientation, technique et politique. D'un côté, une collectivité agit scientifiquement sur la nature par la connaissance de ses lois ; de l'autre, elle élabore un certain type de gestion qu'on peut définir dans les termes de François Perroux : « L'expérience économique d'un groupe est celle de la lutte qu'il livre à d'autres groupes pour acquérir et

utiliser les choses comptabilisables à une époque donnée et dans un lieu donné. L'expérience de l'économicité pour la totalité des hommes est celle de la maximisation du rendement apprécié par chaque homme de l'emploi collectif des choses comptabilisables, (in *Sens et usages du mot structure*, sous la direction de R. Bastide, La Haye, Mouton, 1962, p. 55). Cet ensemble technico-politique est ce que nous nommerons un *système d'action historique*. On doit considérer qu'un mouvement social n'est qu'un élément d'un système de rapports politiques et ne peut donc être compris isolément. Il est sans intérêt scientifique par exemple de dire que le mouvement ouvrier lutte pour la justice et pour la liberté. Ceci exprime les intentions manifestes de ceux ou de certains de ceux qui participent à ce mouvement, mais n'en constitue pas un instrument d'analyse. Tout l'effort doit porter vers la construction, à partir d'éléments simples que nous essaierons de définir dans la troisième partie, de systèmes d'action tels qu'on puisse les considérer comme des modalités d'un type plus général. L'analyse commence naturellement par une classification non pas d'ensembles mais d'éléments et de leurs modes de combinaison et tend à rechercher les principes de transformation permettant de passer d'un système d'action historique à un autre, d'un type de rapports sociopolitiques à un autre.

Cette analyse structurale de l'action doit être distinguée de l'analyse des objets sur lesquels s'exerce le travail humain ou qu'il constitue. Bien souvent, ceci se manifeste par l'isolement d'une démarche méthodologique, utilisant d'abord, en économie ou en psychologie sociale, des instruments statistiques.

[87]

Le système d'action historique se transforme par l'institutionnalisation en formes sociales, en systèmes sociaux et en champs de décision. Il n'existe, on l'a dit, aucune raison d'affirmer une correspondance directe et complète entre un système d'action historique et un système de relations sociales, ce qui fonde l'autonomie de la démarche fonctionnaliste. De la même manière, une action historique emploie ou forme des expressions symboliques qui ne sont nullement la traduction « idéologique » d'un système d'action historique. Bien au contraire, l'étude des idéologies ou des « mythes » des sociétés industrielles part constamment de l'idée que ces constructions sont des rationalisations, des justifications avancées par des acteurs historiques et par lesquelles ceux-ci se détachent volontairement du système dont ils font partie. Cette tendance se trouve aussi bien chez les privilégiés, qui

tendent à justifier en termes absolus leur domination, que chez les sous-privilegiés qui s'efforcent de sauvegarder leurs intérêts menacés en recourant à une interprétation utopique de leur situation.

Aussi l'unité d'un système d'action historique a-t-il dans ce type de société pour corollaire la pluralité des mythologies, en prenant ce mot au sens où l'emploie R. Barthes (*Mythologies*, Paris, Ed. du Seuil, 1953) ou J.-P. Faye, analysant l'un la bourgeoisie française, l'autre le fascisme. La richesse des constructions idéologiques et utopiques est liée à la non-concordance d'une société concrète et des orientations du sujet historique. Chaque acteur historique, individuel ou collectif, participe au sujet historique mais celui-ci n'est jamais empiriquement donné, il est nécessairement brisé et seule la pensée utopique peut rêver d'une société parfaite, symphonique. La manière dont sont construits ces mythes ne peut donc être analysée par une démarche actionnaliste. Ici comme partout les systèmes d'expressions symboliques relèvent d'abord d'une méthode structuraliste, attentive à retrouver les opérations de l'esprit humain.

Il serait dangereux de laisser croire que ce qui vient d'être dit caractérise généralement un type de sociétés. En réalité, la distinction fondamentale entre structures de l'esprit et structures de l'action historique n'a de sens, par définition, qu'à propos du sujet historique, c'est-à-dire d'un seulement des thèmes de l'analyse sociale, le travail, principe d'historicité. La conscience anthropologique est bien différente ; il semble difficile de parler de système d'action dans ce cas ; on doit seulement maintenir que l'analyse des mythes, dans ce cas aussi, est celle d'un sens et renvoie nécessairement au thème de la « condition humaine ».

[88]

Lorsque l'activité de la pensée ne s'exerce pas sur un monde technique, sur des objets constitués par la science, la pensée sauvage triomphe, exercice de l'esprit, opérations qui peuvent être directement saisies, puisque ne s'opère pas la distinction d'un système d'action historique et des lois de la nature. La pensée sauvage ne confond pas le monde social et le monde naturel, mais elle les met en relations et ne se définit que par cette activité. Mais il ne s'agit pas plus que dans tout autre cas d'un pur jeu de l'esprit et les mythes ont un sens, manifestent la conscience anthropologique, la conscience d'autrui et la conscience historique,

peut-être seulement de manière d'autant moins différenciée qu'on s'éloigne davantage des sociétés « chaudes ».

La conscience historique définit la civilisation. Celle-ci ne peut être réduite ni à l'activité technique, ni à un « message » ou, pour parler comme P. Ricœur (« Structure et herméneutique », in *Esprit*, novembre 1963, p. 596-627), à un *ke-rygma* constamment repris en charge par une tradition herméneutique.

On ne peut opposer directement une pensée civilisée à une pensée sauvage : car à l'unité de celle-ci s'oppose le couple de la pensée scientifique et de l'action historique. La démarche structuraliste triomphe sans partage dans les sociétés où l'action historique se réduit à un exercice mental, où le travail n'est que le travail de l'esprit. À l'inverse, dans la civilisation industrielle, se séparent deux sens du terme structure : l'étude des opérations de l'esprit reste toujours fondamentale pour comprendre les systèmes d'expressions symboliques ; mais on peut parler aussi de structure d'action, sans pour autant revenir à une conception « réaliste » de la structure, sans identifier un système d'action historique à un ensemble concret, à une société globale. Là réside la justification d'une sociologie de l'action, qui ne conteste jamais la validité d'autres démarches sociologiques et qui s'appuie même sur leur existence pour se délivrer de tout risque de confusion avec une philosophie de l'histoire, avec une identification du sujet historique et de l'histoire.

L'analyse actionnaliste n'a pas pour objet l'étude des orientations conscientes et volontaires de l'action collective, tandis que le fonctionnalisme et plus encore le structuralisme plongeront plus profondément dans l'inconscient social et personnel. Idéologies ou doctrines politiques ou sociales peuvent être considérées comme des superstructures, ce qui n'implique aucune conception simpliste de l'agencement des diverses catégories de phénomènes sociaux, mais rappelle simplement qu'elles ne peuvent être analysées que comme des messages codés. L'action n'est pas un discours mais un rapport de l'acteur à l'objet [89] de son action. La signification d'une action doit être définie par référence aux exigences du sujet, comme elle doit l'être par référence à celles du système d'interactions ou à celles de la pensée symbolique. Il est indiscutable que la sociologie a fait des progrès moins rapides que d'autres sciences humaines, en particulier parce que l'étude de l'action historique a eu plus de peine à se dégager du « réalisme » que celle des systèmes d'expressions symboliques. Trop longtemps se sont opposées sociologie empirique et sociologie formelle ; trop longtemps le vide est resté

béant entre l'étude des mécanismes élémentaires d'interaction et la description d'ensembles massifs, sociétés, cultures, visions du monde ou esprit d'une époque ; mais il n'existe aucune raison de renoncer à l'existence même de la sociologie et de la confondre définitivement avec un mélange confus de sociographie et de philosophie de l'histoire. Les succès et les progrès de l'analyse fonctionnaliste d'un côté, la reconnaissance de la démarche actionnaliste de l'autre doivent à la fois éliminer les derniers restes du « sociologisme » et faire apparaître en toute clarté les objectifs et les méthodes de l'analyse sociologique.

D. INTERDÉPENDANCE DES ÉLÉMENTS DE L'ANALYSE SOCIALE

[Retour à la table des matières](#)

C'est sur l'unité de l'analyse sociale ou sur l'interdépendance de ses démarches qu'il faut en conclusion insister. Chacune des démarches de l'analyse sociale tend à s'isoler des autres, à la fois pour des raisons pratiques, qui tiennent à la spécialisation des recherches et du fait de l'absence d'une vision claire et détaillée de l'ensemble de l'analyse sociale. C'est d'abord aux dangers qui menacent les analyses actionnalistes qu'il faut songer ici. Ils sont de deux ordres.

En premier lieu, la démarche actionnaliste, si elle ignorait l'étude des formes, des décisions et des structures, tendrait à la fois à devenir « idéaliste » et à confondre les orientations de l'action et les actes ou les systèmes d'action concrets. Les deux erreurs sont voisines ; elles proviennent d'un contresens fondamental sur les orientations de l'action. Celles-ci ne sont en aucune manière des systèmes de représentation et encore moins des idéologies. Quel que soit le type de société considéré, les systèmes doctrinaux ne peuvent devenir des objets d'analyse sociale que pour autant qu'on s'éloigne au maximum d'une perspective actionnaliste. Non point que des idéologies ou des utopies - nous le verrons bientôt - n'aient pas leurs racines dans les orientations qu'étudie l'analyse actionnaliste, mais parce qu'un système de [90] pensée représente une superstructure et comme tel relève d'abord d'une analyse structuraliste.

En second lieu, chacun des thèmes tend à privilégier une des démarches de l'analyse sociale, aux dépens des autres. Une perspective anthropologique en

appelle d'abord à une démarche structuraliste ; l'étude de la sociabilité se lie plus naturellement à l'analyse des formes et des décisions ; celle du sujet historique risque surtout de s'isoler complètement.

Ces liens sont si forts et si aisément observables qu'on ne peut les considérer comme entièrement illégitimes. On doit reconnaître l'importance d'un modèle utopique de la société dans lequel le fonctionnement social et donc parallèlement les démarches de l'analyse sociale seraient entièrement absorbés par la problématique actionnaliste : société post-historique, transparente à ses orientations, entièrement unifiée et contrôlée. À l'inverse, on l'a vu, une société sans historicité, dont l'orientation viserait la seule contradiction de la culture et de la nature, serait entièrement et directement symbolique et, à ce titre, relèverait tout entière d'une analyse poétique, c'est-à-dire structuraliste.

En d'autres termes, l'analyse des formes exprime l'autonomie de l'étude des relations sociales et d'abord de la conscience d'autrui par rapport à celle du travail et du sujet historique, et l'analyse structurale manifeste celle de la perspective anthropologique ou existentielle.

Ainsi se manifeste l'unité de l'analyse sociale, qui conduit de l'étude de la praxis à celle du *logos*. Cette unité, qui interdit à l'analyse actionnaliste de s'isoler des autres démarches de l'analyse sociale, indique les dangers qui menacent celles-ci, lorsque le fonctionnalisme refuse de reconnaître les problèmes de l'action historique et lorsque le structuralisme se débarrasse, au nom d'un matérialisme simple, des orientations normatives de l'action.

En introduisant en premier lieu plusieurs sources d'orientation normative de l'action, que nous avons nommées des « consciences » : conscience historique, conscience d'autrui, conscience anthropologique ; en deuxième lieu, les démarches successives de l'analyse sociale : étude des thèmes, des formes, des décisions et des expressions symboliques ; en troisième lieu enfin les divers niveaux de la réalité sociale : la société globale, les ensembles particuliers, l'individu - auxquels il est possible de placer à la fois les modes d'existence du sujet, les « consciences », et les diverses démarches de l'analyse sociale -, nous avons esquissé un tableau relativement complexe des sciences sociales particulières. Ce faisant, notre but n'était pas de traiter les problèmes les plus généraux de la sociologie - ce qui nécessiterait pour le moins un livre entier - mais seulement de définir mieux,

en les [91] situant, les analyses auxquelles est consacré l'essentiel de cet ouvrage. Deux conclusions se dégagent des pages qu'on vient de lire : d'abord, l'analyse que nous nommons actionnaliste et surtout l'étude de l'action historique ou plus simplement, la sociologie du travail, ne prétend nullement s'identifier à l'ensemble de la sociologie et constituer par soi une théorie générale. Elle ne représente qu'une théorie doublement particulière puisqu'elle ne porte que sur un mode d'orientation normative de l'action et sur une démarche de l'analyse sociale. On pourrait ajouter que, pour l'essentiel, elle est même plus limitée encore ne se situant qu'au niveau de la société globale et des organisations. Il ne faudrait cependant pas tracer trop étroitement les limites de notre effort. Nous considérons aussi - surtout dans les chapitres IV et VI - des formes et non plus seulement des thèmes d'action sociale : nous réintroduirons - surtout dans le chapitre VIII - le thème de la relation à autrui et celui de la « nature humaine » ; nous ne nous limiterons pas constamment à l'étude de la société globale. Mais il est préférable de délimiter trop étroitement notre champ d'analyse, ne serait-ce que pour donner plus de force à la seconde conclusion que suggèrent les pages précédentes. Il est évident que nous accordons un certain privilège à l'analyse actionnaliste et en particulier à l'étude de son thème central : le sujet historique. En quoi ce privilège consiste-t-il ?

Ses raisons d'être sont d'abord *pratiques* et ont été déjà indiquées : le mouvement par lequel s'est constituée la sociologie, par lequel elle s'est séparée des doctrines socio-historiques du siècle passé, ra conduit naturellement à se développer plus rapidement dans les domaines les moins contaminés par ces doctrines. La célèbre formule durkheimienne, considérant les faits sociaux comme des choses, tout autant que l'influence exercée par les sciences sociales les plus avancées, comme l'économie et la linguistique, ont utilement orienté les recherches vers les formes sociales et les expressions symboliques, domaine où le privilège relatif des études synchroniques protégeait efficacement contre la philosophie de l'histoire. Nous voudrions porter ici l'analyse sociologique au centre même des problèmes qu'elle hésite le plus à aborder, parce qu'ils sont le domaine d'élection de la pensée pré-sociologique, ceux qui concernent les orientations normatives de l'action.

Mais, au-delà de ces raisons pratiques, ou, si l'on préfère, historiques, on doit faire valoir des arguments *théoriques*. Dans la mesure où l'on accepte de définir la sociologie comme l'étude de l'action sociale, la connaissance des signes de l'ac-

tion est en droit subordonnée à celle des signifiés, c'est-à-dire des orientations du sujet social. Dans la mesure où l'action est créatrice de culture, ce n'est pas l'existence naturelle [92] et contradictoire de l'homme, ni même des conditions de l'action collective que doit partir l'analyse, mais bien de l'action créatrice d'histoire, du travail.

L'analyse actionnaliste ne définit pas l'ensemble de la sociologie, mais sa raison d'être comme science sociale autonome.

Ce privilège théorique lui sera plus aisément reconnu si l'on précise qu'il accompagne non seulement d'un retard mais, plus encore, d'une intériorité pratique. Si toute science est étude du caché, ce ne peut être qu'en partant du manifeste. Plus on s'éloigne donc des orientations du sujet, principes d'analyse et non réalité observable, plus on se rapproche des « objets » naturels de la connaissance scientifique. Mais ce privilège méthodologique ne doit à aucun prix être confondu avec un privilège théorique. L'étude des attitudes et des opinions, partant de documents d'enquête, tend naturellement, en recourant à des méthodes plus élaborées, dont les techniques de simulation constituent un bon exemple, à retrouver les processus de la décision, à replacer celle-ci dans la situation concrète où elle est prise. Le succès de cette démarche démontre le privilège pratique des études sur la décision, comparées à celles qui portent sur les orientations de l'action ; elle ne porte pas atteinte à la possibilité, à l'autonomie, ou même au privilège de ces dernières. On se contentera ici d'évoquer un débat traditionnel, familier à tous ceux qui s'intéressent à la sociologie de la classe ouvrière. Les opinions exprimées par des individus au cours d'une enquête « à froid » permettent mal de prévoir des conduites collectives « à chaud ». Une enquête menée en 1913 ou même en 1916 n'aurait pas permis de prévoir le soulèvement rapide et massif de la population de Petrograd en février 1917. Entre ces deux ordres de documents s'interpose d'abord l'organisation sociale de la société nationale, des collectivités ou des groupes, ce qui contraint l'analyse à remonter des décisions aux formes de la vie sociale. Mais les événements les plus spectaculaires, ceux qu'on nomme volontiers historiques, ne se laissent que très imparfaitement pénétrer par ce type d'analyse. Il faut, pour les comprendre, employer le langage qui est celui de l'analyse actionnaliste. Que cet exemple n'égare pas. L'analyse ne remonte pas à l'étude du sujet historique seulement lorsqu'elle rencontre des faits « historiques » ; mais si c'est ceux-ci que nous venons spontanément d'évoquer, c'est parce qu'en effet le cœur de l'analyse

actionnaliste est bien l'étude du sujet historique au niveau de la société globale et cet objet d'étude est le plus éloigné des possibilités d'observation contrôlée et d'expérimentation des sciences sociales. L'analyse actionnaliste souffre donc d'être davantage une démarche qu'une méthode, mais la tension qui existe toujours entre ces deux termes provient de la nature même de la sociologie [93] et ne peut pas plus être éliminée qu'être invoquée par ceux qui voudraient se dispenser de recherches méthodologiques. Le mouvement qui remonte de l'observation à la théorie, c'est-à-dire la démarche méthodologique, est de même nature, quoique en sens inverse, que celui qui permet de passer de la praxis au logos, tel que nous l'avons schématiquement décrit

La complexité de ces deux démarches complémentaires doit garder la sociologie contre les tentations auxquelles elle a cédé à ses débuts. Elle ne peut utiliser directement dans ses analyses des éléments de la réalité sociale. Que toute société particulière utilise des mécanismes institutionnels et des représentations collectives ne justifie pas que l'on considère ceux-ci comme des instruments de l'analyse sociale ; ils n'en sont que les objets. G. Gurvitch a justement montré les insuffisances du concept d'*institution* (*Traité de Sociologie*, t. II, p. 10-12). On rêve d'une propédeutique sociologique qui serait entièrement consacrée à la destruction de ces faux cadres de pensée, qui ne sont que la transcription de la pratique sociale. Ce qu'on nomme encore sociologie industrielle est un excellent exemple de ces termes descriptifs qui retardent le développement de l'analyse sociologique en la divisant en des domaines concrets, juridiques, techniques ou économiques, qui ont pour la sociologie aussi peu de sens que les départements français ou les États américains pour le géographe, ou les siècles et les règnes pour l'historien.

Il est plus difficile et aussi nécessaire de se libérer de notions qui introduisent des confusions plus subtiles, en confondant sous le même vocable général des faits ou des mécanismes sociaux de nature différente. Rien n'illustre mieux la nécessaire séparation des diverses démarches de l'analyse sociale que la confusion de notions comme celle de contrôle social, qui ne la respectent pas. Cette notion a été introduite par Ross. Retenons-en la définition donnée par G. Gurvitch (*La sociologie au XX^e siècle*, sous la direction de l'auteur et de W. E. Moore, vol. II, Paris, P.U.F., 1947, p. 297) : « ... L'ensemble des modèles culturels, des symboles sociaux, des significations collectives, des valeurs, des idées et des idéaux, aussi bien que des actes et des processus qui les saisissent et les appliquent, et par les-

quels chaque société globale, chaque groupe particulier, chaque forme de sociabilité et chaque membre (individu) participent, surmontent des antinomies, des tensions et des conflits qui leur sont propres, par des équilibres temporaires et instables, en trouvant ainsi des points de repère pour des efforts nouveaux de création collective. »

Cette définition s'écarte heureusement de la conception trop simple qui présente le contrôle social comme l'établissement et le maintien [94] de normes culturelles et sociales, en considérant celles-ci comme le bien commun de la société. Elle doit conduire à séparer nettement divers sens de cette notion, correspondant chacun à une des démarches de l'analyse sociologique.

On peut parler d'un contrôle social des systèmes d'expressions symboliques, c'est-à-dire du maintien par une société, de manière volontaire, de la pureté du discours et des rites. Le contrôle et le maintien des normes institutionnalisées de conduites sociales peut être moins unifié et surtout peut déjà davantage procéder, selon la définition de G. Gurvitch, par arbitrages ; encore doit-on concevoir ceux-ci non exactement comme les résultats de pressions adverses et de négociations, mais plutôt comme un processus d'institutionnalisation des influences et des changements. Cette conception plus strictement fonctionnaliste a comme complément normal le retour à un troisième sens du contrôle social, celui auquel nous recourons souvent. Les acteurs historiques cherchent à contrôler non pas la consommation des normes mais la création des valeurs. Ici le mot contrôle doit être pris plus nettement dans son sens dérivé de l'anglais, qui se rapproche de celui de pouvoir.

Mais ce serait privilégier un cas exceptionnel que d'identifier ce sens à sa modalité révolutionnaire ou guerrière. Si deux adversaires n'appartiennent pas à un même système d'action historique, s'ils se nient mutuellement, comme dans la conception classique de la lutte des classes, il n'y a pas lieu de parler de contrôle social et la notion de pouvoir - au sens de *Macht* - doit seule être employée. À l'inverse, une société sans historicité ne connaît pas, à la limite, de système de contrôle social au sens que nous indiquons ici, bien qu'évidemment elle possède un système de maintien des normes institutionnalisées. Le contrôle social dont nous parlons est un effort d'appropriation privé de valeurs communes, l'effort par exemple pour disposer de la plus grande partie possible des bénéfices du développement économique, dans le cas d'une société industrielle. Telle est la nature de la

grande majorité des conflits industriels : les ouvriers se sentent d'autant plus impliqués dans les conflits qu'ils participent davantage aux valeurs de production de l'entreprise. Il découle de cette définition qu'il n'existe pas en règle générale un système de contrôle social - de l'action historique - dans une société et qu'on doit en particulier se méfier des images trop simples qui montrent un groupe restreint, conscient et cohésif, « tirer les ficelles » de la vie économique et sociale ou conspirer contre le peuple. Remarques qui annoncent l'analyse, présentée au chapitre suivant, de la notion de classe sociale et notre effort pour la délivrer d'une conception trop « réaliste ».

[95]

L'exemple qui vient d'être choisi veut rappeler la grande méfiance que doit inspirer la sociologie générale, au moins quand celle-ci ne se contente pas d'être une réflexion critique sur la pensée sociologique. Il n'existe pas de notion qui puisse être employée dans des recherches positives et qui ne s'intègre pas à l'une des démarches et souvent aussi à un seul des thèmes de l'analyse. De la même manière, il n'existe peut-être pas de phénomène social important qui ne doive pas être décomposé par l'analyse sociologique. On ose presque dire qu'il s'agit là de la règle de méthode la plus élémentaire. Jamais les catégories de la pratique ne doivent être utilisées sans examen préalable dans l'analyse et la praxis ne se confond jamais avec les pratiques.

C'est contre la tentation toujours présente d'identifier l'existence historique et le sens sociologique que la distinction des thèmes, démarches et niveaux de l'analyse doit être sans cesse rappelée à l'attention des sociologues.

IV. LA SOCIOLOGIE EN ACTE

A. SITUATION DE L'ANALYSE THÉORIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Thèmes et démarches de l'analyse sociologique ne correspondent pas chacun à un type particulier de phénomènes sociaux ; au contraire, il faut les extraire d'une réalité sociale où ils se mêlent. Néanmoins, non seulement certains faits relèvent par priorité d'un thème ou d'une démarche, mais encore certaines sociétés sont plus disposées à un type d'analyse sociologique qu'à un autre. Il ne faut pas voir là une liaison trop simple, car la sociologie est l'œuvre des sociologues et il serait grossier de mettre directement en rapport un mode d'analyse sociologique et une société considérée globalement. Il faudrait se placer à la fois au niveau de l'individu, des groupes et de la société ; il faudrait faire appel à l'analyse fonctionnaliste autant qu'à une démarche actionnaliste pour élaborer une sociologie de la sociologie. L'objet des présentes remarques est beaucoup plus limité : s'interroger sur les conditions, non plus théoriques mais historiques, de la formation d'une sociologie actionnaliste.

La sociologie de l'action historique se développe plus aisément dans les sociétés prométhéennes et surtout dans celles dont les institutions et les modes d'organisation sociale comme les valeurs culturelles sont ébranlés, déchirés par la transformation ou la volonté de transformation des forces de production. L'analyse fonctionnaliste, au contraire, [96] accompagne plus naturellement la vie des sociétés industrialisées qui possèdent ou qui cherchent à retrouver l'équilibre de leur système de relations sociales, l'intégration et l'équilibre. Le développement du contrôle de la société sur ses activités économiques, en Occident, à partir de la fin du XIX^e siècle explique l'essor d'une sociologie que préoccupe la recherche des conditions d'une solidarité sociale de type nouveau, l'équilibre de la *Gesellschaft*. Le fonctionnalisme américain, soit sous sa forme théorique soit sous sa forme appliquée, dans la sociologie industrielle née de Mayo en particulier, caractérise

une société plus attentive à son équilibre qu'à sa croissance, au *Welfare* qu'aux réformes de structure.

Le changement et le développement techniques et économiques peuvent être vécus de manières très diverses par les sociétés industrielles. Les sociétés libérales sont celles où l'expansion économique est, si on peut ainsi parier, en avance sur l'organisation des forces sociales revendiquant son contrôle. Stratification et mobilité sociales sont, dans ce type de sociétés, des notions plus importantes que celles de classe ou de mouvement. L'analyse fonctionnaliste aide ces sociétés à se comprendre. Lorsqu'au contraire le développement économique apparaît comme une volonté de changement et de dépassement d'obstacles sociaux et culturels dont on peut attendre qu'ils se décomposent peu à peu, il est naturel que la pensée sociale se rapproche d'une sociologie actionnaliste. Lorsque enfin une société se trouve dans le changement et le développement, sans être entraînée ni par une conscience de mobilité collective, ni par une volonté de création d'un type nouveau de société, elle est plus sensible au monde des signes qu'aux orientations de l'action. De même que l'artiste, dans un tel cas, se dégage des mouvements sociaux et se veut plus attentif à son langage qu'à son message, de même le sociologue aime à considérer ce qui lui est le plus étranger et se méfie des illusions de la « compréhension ».

Ce livre s'est élaboré pendant une période encore dominée par les espoirs et les mouvements de la Libération, dominée par l'influence de J.-P. Sartre. Il paraît à un moment où dans son ensemble la société française ne se saisit plus comme un sujet de l'histoire et où, par conséquent, sa sensibilité aux analyses structuralistes est particulièrement vive en même temps que son « américanisation » donne une nouvelle vigueur à l'analyse fonctionnaliste. Ce livre est donc inactuel et ce n'est peut-être pas aux lecteurs français d'aujourd'hui qu'il s'adresse, mais plutôt à ceux des sociétés qui construisent ou tentent de construire, dans diverses parties du monde, des modèles nouveaux de sociétés industrielles.

Mais il ne se croit étranger à aucune société moderne, car il serait [97] très excessif d'affirmer un lien exclusif entre un type de sociétés et un type d'analyse.

Peut-être, à mesure que se développe l'emprise du travail humain sur la nature, la séparation des trois types d'orientation de l'action sociale se manifeste-t-elle plus clairement. La grande crise de l'industrialisation a pu donner pendant quel-

ques décennies l'illusion de l'unité de la dynamique sociale et de l'analyse sociologique. À mesure que les sociétés industrielles se stabilisent, la notion de système social s'y introduit avec une force toujours croissante, entraînant avec elle l'essor de l'analyse fonctionnaliste et parallèlement une perspective anthropologique est imposée à la fois par la résurgence de l'individualisme et par le caractère planétaire de l'action rendue possible par les progrès accélérés de l'emprise de l'homme sur la nature. Menace atomique et privatisation de la culture (cf, chapitre VIII) concourent à réintroduire, au-delà des « problèmes sociaux », le souci tragique du destin personnel et collectif. On parle de décadence chaque fois que ce type d'orientation semble remporter sur les autres, mais chaque décadence est aussi libération et progrès. Les sociétés industrielles, à mesure qu'elles se dégagent de la rareté, tendent à devenir multi-dimensionnelles ; les divers types d'orientation de l'action tendent à former des sous-systèmes autonomes, possédant des formes, des types de décision et des systèmes symboliques particuliers.

Nous devons reconnaître que cette situation est celle dans laquelle se situe notre réflexion ; il est nécessaire d'en prendre conscience pour réduire autant que possible ses limites et sa relativité historique.

Plus on s'éloigne d'une perspective actionnaliste, moins on est sensible à l'action historique de l'homme. La société apparaît d'autant plus comme un ensemble de systèmes symboliques qu'elle se saisit moins comme un mouvement créateur, qu'elle est plus étrangère à elle-même et moins capable de lier l'existence individuelle à ses objectifs de transformation sociale. À ce type d'attitudes historiques s'oppose l'instrumentalité des organisateurs, des travailleurs sociaux soucieux de maintenir l'équilibre d'un système social en mouvement. Pour eux, les problèmes sociaux sont des problèmes de minorités : il s'agit surtout d'élargir le cercle et d'inclure ceux qui étaient laissés à l'écart ou rejetés, sous-privilegiés de tous ordres : prolétaires, groupes ethniques ou religieux, bandes d'adolescents, vieillards. Leurs réformes ont toujours un but conformiste, d'intégration. La sensibilité à l'analyse actionnaliste est liée, au contraire, à une orientation plus inquiète, rappel au travail créateur, à la solidarité dans l'action ou au tragique humain contre la stabilité des systèmes sociaux et culturels, volonté non de changement mais de transformation.

Mais cet humanisme actif ne peut se réaliser que par des voies inhumaines : la destruction des normes et des systèmes de signification traditionnels fait surgir le travail comme *violence*, soumet l'homme et la société à la nécessité par où s'introduit la volonté de liberté et qui se retourne contre elle. Contre ce risque, la volonté fonctionnaliste d'organisation et d'équilibre revendique un retour à l'acteur social, à l'intériorisation des valeurs sociales, à l'autonomie des milieux de socialisation, à la cohérence des normes sociales. Une orientation structuraliste rappelle plus profondément encore aux exigences de la communication et à la faiblesse des systèmes non cohérents d'expression. Les expressions symboliques deviennent des langages d'autant plus individuels - et donc d'autant plus incommunicables - que l'action historique apparaît davantage entraînée par des besoins ou des exigences impersonnels.

Les démarches de l'analyse sociologique s'appellent les unes les autres en même temps qu'elles se combattent, comme s'appellent et se combattent, dans la pratique, les composantes des mouvements sociaux. Le fonctionnement de la connaissance sociologique n'est qu'un cas particulier du fonctionnement général des sociétés.

B. L'ANALYSE HISTORIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Peut-être l'emploi constant du terme *historique* a-t-il égaré le lecteur, lui laissant croire que seule une sociologie du travail permet d'expliquer le changement, l'analyse fonctionnaliste ou structuraliste se consacrant exclusivement à l'étude des formes et des expressions cristallisées de l'action historique. Une telle opinion est irrecevable. L'étude de l'évolution sociale n'appartient en propre à aucune démarche de l'analyse sociologique. On doit plutôt séparer des notions en apparence voisines et qui, pourtant, renvoient à des champs conceptuels distincts.

L'analyse structuraliste privilégie les études synchroniques contre l'historicisme. Elle n'est nullement incapable d'études *diachroniques*, dont elle a au contraire constamment, depuis Saussure, affirmé la nécessité. La diachronie n'est pas l'histoire, mais le champ temporel où se réalisent certaines transformations conformes aux lois structurelles d'un système. D'autre part, les divers sous-systèmes d'une

culture ne constituent pas une « société globale » qu'on pourrait définir comme « structure des structures » selon l'expression de C. Lévi-Strauss. Celle-ci étant une loi et non un ensemble concret, les systèmes symboliques particuliers agissent les uns sur les autres comme des événements. [99] Le concept de diachronie manifeste le refus d'une conception réaliste, architecturale, de la structure.

L'analyse fonctionnaliste recourt plus habituellement à la notion de *change-ment*, dont la justification est double. D'un côté les sous-systèmes sociaux sont autonomes les uns par rapport aux autres et l'étude de leurs rapports à un moment donné définit les conditions et les formes du changement social. On peut parler de décalage entre le système économique et les institutions politiques ou juridiques. Ceci conduit à l'autre face de l'analyse fonctionnaliste des changements. Un système social n'est pas une société mais un système de relations sociales, placé dans un environnement, construit sur une base morphologique. Le système social doit donc s'adapter à des changements intervenant dans l'environnement, dans les conditions géographiques, démographiques, et techniques de l'activité sociale. Ces deux modes de raisonnement sont étroitement liés. Ici encore, on ne pourrait comprendre l'évolution sociale si on définissait la société comme un édifice, si on identifiait le système social à un ensemble historique concret.

Enfin, l'analyse actionnaliste est, par certains de ses aspects, étude de l'*histori-cité* et celle-ci, pas davantage que la diachronie et le changement, ne peut être confondue avec l'histoire. Un système d'action historique n'est pas une société, encore moins une société nationale, un système institutionnel concret. Mais lorsque des mouvements sociaux semblent dominer de leur toute-puissance la scène historique, comme c'est le cas dans une crise révolutionnaire, il est impossible d'identifier le fonctionnement d'une société à la structure d'un système d'action historique.

Rien ne doit être affirmé avec plus de force que la séparation de l'analyse sociologique, quelles que soient ses démarches, et de l'analyse historique.

L'événement n'est pas le dernier maillon d'une chaîne explicative, n'est pas relié à un principe d'explication par certaines médiations. L'analyse sociologique décompose la réalité sociale et ne la recompose que sur un plan théorique : l'analyse historiographique construit des ensembles concrets, définis dans le temps et dans l'espace. Non seulement elle rencontre des problèmes qui ne sont pas ceux

de la sociologie, mais encore elle intervient dans l'analyse sociologique, pour permettre le passage d'un de ses thèmes à un autre, d'une de ses démarches à une autre. La recherche sociologique serait pratiquement impossible si par exemple le passage des thèmes de l'action historique à ses formes institutionnalisées ne s'opérerait pas dans un champ historique que seul l'historien peut constituer. De même, la conscience historique, la conscience d'autrui et la conscience anthropologique sont unies par [100] des relations qu'on peut en principe analyser en général, mais qu'en pratique on ne peut préciser que si l'on admet les cadres de référence concrets de l'analyse historiographique.

L'étude actionnaliste du sujet historique - du travail - n'a donc pas droit de commandement sur celle de la diachronie. Rien ne serait plus dangereux que de vouloir passer directement d'une démarche actionnaliste au travail de l'historien. Cette hâte ne pourrait que détruire l'analyse sociologique en même temps que l'analyse historiographique, en les confondant dans un historicisme chargé de pré-supposés doctrinaux.

Beaucoup d'obscurités proviennent du simple fait que pratiquement histoire, sociologie et ethnologie considèrent des sociétés différentes : l'ethnologie, ces sociétés que l'on nomme primitives ou sans écriture ou sans historicité ; la sociologie, les sociétés évoluées contemporaines ; les historiens, les sociétés dont les documents écrits et les monuments permettent de reconstituer l'évolution. Division des tâches que beaucoup de raisons justifient mais qui a l'inconvénient, en ce qui concerne les historiens, de paraître les limiter à l'étude de l'évolution. Eux-mêmes, tout en utilisant de plus en plus les notions élaborées par la science économique ou par la sociologie, restent désireux de garder en même temps leur rôle descriptif. Or l'ethnologue et le sociologue ont un accès aussi direct, quoique souvent moins spectaculaire, à l'évolution. Inversement, celui que l'on nomme historien peut être et est souvent un sociologue des sociétés « historiques ».

On doit donc séparer radicalement deux ordres d'étude : les sciences sociales et la connaissance historique. Celle-ci fait appel à toutes les formes de théorisation. L'acteur historique concret agit dans des systèmes de relations sociales et emploie des expressions symboliques. Il n'est jamais directement identifiable au sujet historique. Il faut donc renoncer à donner *une* explication d'un fait historique, d'un moment de l'évolution, qu'il soit l'acte d'un individu ou une vaste période historique.

Un acte religieux manifeste une foi, c'est-à-dire une expression du sujet historique, suppose l'appartenance à une secte ou à une église, c'est-à-dire à un système de relations sociales, utilise des rites et des mythes, c'est-à-dire des expressions culturelles.

Il est tentant et presque toujours inutile de rechercher l'explication d'un fait particulier dans une seule perspective théorique. C'est alors que l'explication devient idéologique, diverses catégories sociales, comme nous l'avons indiqué, privilégiant tel ou tel moment de l'analyse théorique.

Ce qui définit le point de vue de l'historien, c'est la référence à l'événement. [101] L'expression peut choquer les historiens qui ont justement réagi contre l'histoire « événementielle » ; mais cette réaction, qui fut la leur, doit être à son tour analysée. L'idée première d'une historiographie épousant le déroulement des faits a été rejetée par les historiens dans la mesure où ils ont voulu être à juste titre, des sociologues du passé, s'interrogeant sur des mouvements sociaux, des systèmes de fonctionnement institutionnel ou des mythes. Mais à côté de cette critique sociologique s'est développée une réflexion proprement historique, dont l'objet est indiqué par C. Lévi-Strauss en quelques mots : « ... la façon particulière dont la temporalité est vécue par un sujet. Ce qui revient à dire, d'une part, qu'il n'existe de procès que pour un sujet engagé dans son propre devenir historique, ou plus exactement dans celui du groupe dont il est membre, et d'autre part que, dans un groupe donné, les procès sont aussi nombreux - et différents les uns des autres - qu'il existe de sous-groupes d'identification : pour un aristocrate et pour un sans-culotte, la Révolution de 1789 n'est pas le même procès ; et il n'existe de « méta-procès », intégrant ces expériences irréductibles que pour une pensée historiquement postérieure et correspondant à l'action d'un groupe qui lui-même fait une place à la Révolution dans sa propre perspective historique. » (« Les limites de la notion de structure en ethnologie », in *Sens et usages du terme structure*, La Haye, Mouton, 1962, pp. 44-45.)

L'historien étudie les procès sociaux et ceux-ci ne sont que le sens de l'événement tel qu'il est vécu par l'acteur considéré dans sa situation sociale concrète. En d'autres termes, l'historien étudie la vie sociale « du dedans ». Encore faut-il rappeler que la sociologie étudiant, à l'inverse de l'histoire, les « arrangements structuraux » auxquels obéissent les phénomènes sociaux n'est nullement incapable de considérer le « sens, des événements, car il existe des structures de l'action au

même titre que des structures de l'esprit. Les premières lignes du texte de C. Lévi-Strauss ne peuvent satisfaire : la sociologie, maniée aussi bien par ceux qu'on nomme les historiens, atteint les « méta-procès » quand elle les considère comme des systèmes d'action historique. Elle ne choisit pas entre la vision de la Révolution française du sans-culotte et celle de l'aristocrate : elle pose au départ le rapport de ces catégories sociales, une structure de classe, mais elle reconnaît que, ce faisant, elle ne détient pas un principe d'explication suffisant de l'ensemble des événements du procès qu'on nomme Révolution française. Dans son article déjà cité, P. Ricœur concède trop à l'anthropologie structurale en réservant seulement les droits d'une analyse herméneutique des mythes sans cesse repris dans la tradition historique des peuples indo-européens.

[102]

La sociologie ne peut renoncer à son objet propre, l'étude des actions socialement significatives. Plus elle considère directement des acteurs et des rapports sociaux définis par référence au travail, plus elle est proche de l'histoire, mais sans jamais que les deux méthodes se confondent. En employant les expressions de sujet et de système d'action historiques, nous avons voulu marquer à la fois cette proximité et cette distance infranchissable.

Celle-ci apparaît mieux encore si on considère directement la manière dont l'historien, dans sa perspective propre, dispose les différentes catégories de faits sociaux qu'il observe et qui définissent le champ dans lequel se déroulent procès et événements.

Peu d'ouvrages historiques ont eu en France au cours des dernières années l'influence de *La Méditerranée et le Monde méditerranéen à l'époque de Philippe II* (Paris, Colin, 1949), de P. Braudel. L'importance de l'ouvrage vient de ce qu'il n'est pas un effort de résurrection globale du passé, mais qu'il offre une conception théorique, étageant les faits observés en trois niveaux : celui de la géo-histoire, celui de l'organisation socio-économique, celui des événements politiques, qui se distinguent les uns des autres par le type de temps social qui les caractérise. Longue durée, temps quasi immobile d'un côté, temps cyclique de la conjoncture d'un autre, temps haletant, succession presque discontinue d'instantanés au dernier niveau. Cette conceptualisation ne peut être celle du sociologue, mais elle peut apparaître comme une image renversée de la sienne.

Si l'on se place en effet, comme doit le faire l'historien, du point de vue de la réalité sociale concrète, c'est-à-dire des événements vécus, plus on s'écarte du jeu immédiatement visible des actes, plus on atteint des conditions générales, impersonnelles et, peut-on dire, naturelles de ses actes et des réseaux qu'ils forment. L'historien sait, en particulier depuis l'enseignement de P. Vidal de la Blache et de L. Febvre, que cette nature à laquelle fait parvenir l'étude des fondements géographiques de l'histoire, est une nature modelée par l'homme, par son travail et ses formes d'organisation sociale. C'est pour cette raison que la démarche de l'historien n'est en rien contradictoire avec celle du sociologue : elle est seulement, répétons-le, son inverse, parce que le sociologue ne considère pas d'abord les marques de l'action humaine sur les éléments, sur le sol, les communications, le climat lui-même, mais l'orientation de cette action, sa raison d'être, sa signification subjectale pour l'acteur.

Aussi ce qui semble le plus proche à l'historien, l'action volontaire d'un individu ou d'un groupe, telle qu'elle apparaît à travers les documents les premiers utilisés par lui, évoque-t-il pour le sociologue l'ultime démarche de son analyse, la connaissance des systèmes symboliques, [103] qu'ils apparaissent dans une personnalité individuelle ou dans un système doctrinal. En revanche, le substrat géo-historique des événements n'est rien d'autre pour le sociologue que la situation de l'action, situation de travail, normes de relations sociales, « condition humaine ».

L'ordonnement des faits, opéré par F. Braudel, est donc utile au sociologue en ce qu'il l'aide à apercevoir, sinon l'objet de son étude, du moins l'image renversée que lui en offre le miroir de l'histoire.

Cette analyse des rapports de l'histoire et de la sociologie reste cependant incomplète. Elle ne considère en effet que l'analyse interne d'une société. Or l'événement n'est pas seulement l'acte concret à travers lequel se manifestent les thèmes, les formes, les mécanismes de décision et les expressions symboliques d'une société particulière ; il est aussi ce qui échappe aux cadres habituels de l'analyse sociologique : il est *violence* et guerre, c'est-à-dire action sans thèmes normatifs et sans unité institutionnelle et organisationnelle.

On peut contourner cette difficulté de deux manières : d'abord par un retour au naturalisme sociologique, en invoquant les raisons géopolitiques, démographiques

ou économiques des événements violents ; ensuite en les ramenant à un cas particulier des décisions prises à l'intérieur d'un système social.

R. Aron (*Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962) a montré que ces deux interprétations étaient inacceptables. Aucune théorie naturaliste de la guerre n'apporte de démonstration même approximative de ses affirmations ; et d'autre part une guerre, une conquête, n'est pas une partie d'échecs, possédant des règles et indifférente aux orientations sociales et culturelles des joueurs. Les acteurs d'un conflit ne sont pas dirigés par des forces naturelles et ils sont des acteurs sociaux, c'est-à-dire que leur stratégie et toute leur action manifeste leurs caractéristiques sociales.

On peut en conclure que plus le champ des relations intersociales (dont les relations internationales ne sont qu'un cas particulier) est homogène, au sens où R. Aron prend ce terme - c'est-à-dire possède une unité, des principes, des règles, certains mécanismes d'équilibre et donc de sanction contre les déséquilibres - plus l'événement est un acte qui relève de la démarche générale que nous avons nommée étude des décisions. Au contraire lorsque le champ est hétérogène, c'est-à-dire lorsqu'il n'est que le lieu de rencontre de deux systèmes étrangers l'un à l'autre, l'action violente tend à manifester plus directement les thèmes d'orientation de chaque société plutôt que les processus de décision qui s'y développent.

Si l'on considère des relations industrielles dominées par l'absence de valeurs communes entre les parties en présence, ce n'est pas de tactique [104] ou de stratégie qu'il faut parler, ce qui supposerait une prise en considération de l'adversaire et donc la définition d'un champ réel à l'intérieur duquel se développent les relations, mais, comme le montre l'analyse de F. Sellier (*Stratégie de la lutte sociale*, Paris, Ed. Ouvrières, 1961), de politiques propres à chacun des adversaires et qui peuvent être analysées entièrement en termes d'intérêts particuliers, de classe ou de nation.

Cette situation est d'autant plus réelle que les adversaires sont plus inégaux et que l'un d'eux fait régner sa loi. On atteint alors l'état de guerre violente, celui que Marx plaçait au centre à la fois des sociétés qu'il nommait asiatiques et du capitalisme, dont la première phase est l'accumulation primitive, acte de pure violence.

Encore ne faut-il pas enlever trop vite l'étude de la violence à la sociologie pour la confier à l'histoire politique. R. Aron a rappelé lui-même (pp. 260-261)

que dans les sociétés pré-industrielles la violence et la conquête étaient un fondement essentiel des systèmes d'action historique et il n'existe aucune raison pour penser que notre type de société échappe seul à une analyse actionnaliste de la guerre et du conflit inter-social. « Durant les millénaires de technique stationnaire ou faiblement progressive, la force était une méthode de distribution des biens autrement efficace que l'échange. La quantité de richesses dont les conquérants étaient capables de s'emparer par les armes était énorme, comparée à la quantité qu'ils créaient par leur travail. Esclaves, métaux précieux, tributs ou impôts, prélevés sur les populations allogènes, les profits de la victoire étaient évidents, superbes. Or les auteurs classiques, sans jamais omettre ou nier la productivité économique de l'empire, ont presque tous affirmé que celui-ci était voulu pour lui-même.

En revanche, à l'époque moderne, les profits économiques de la victoire, si substantiels soient-ils parfois, sont devenus médiocres et dérisoires auprès du supplément de biens que fournit chaque année aux peuples industrialisés le progrès de la technique ou de l'organisation. Or c'est à notre époque que les auteurs qui font autorité croient que l'impérialisme demeure mystérieux aussi longtemps que la pression des « trusts » et l'appétit d'argent n'ont pas été mis au jour derrière l'action des diplomates et des soldats. »

À mesure qu'on s'éloigne du jeu pour se rapprocher de la violence, l'événement apparaît à la fois comme plus imprévisible et comme plus chargé d'un sens qui appelle l'analyse sociologique tout autant que l'explication historique.

Dans la mesure où l'événement échappe au social et se situe seulement dans l'inter-social, dans la mesure donc où il est violence, guerre [105] et conquête, il offre une image déformée du travail, de la transformation de la nature. C'est l'homme réifié, esclave ou prolétaire, qui figure ici la nature et ceci n'est pas, on le verra, séparable d'une scission du sujet historique, qu'on appelle conflit de classes. Mais l'important ici est de reconnaître que ceci nous place, à ce point où semble triompher l'histoire la plus traditionnelle, celle des batailles et des conquérants, au cœur même de la thématique sociologique.

La complexité des relations inter-sociales vient de ce que, dans toutes les sociétés, elles relèvent à la fois de l'analyse des thèmes, et de celle des décisions - et

donc aussi des formes - de l'action sociale. On peut donc concevoir une limite extrême où se confondraient la sociologie et l'histoire, situation où une société serait pure violence, le développement économique pure accumulation primitive, le pouvoir une pression directe et sans compromis de la force économique dominante. C'est en fonction de cette situation-limite dont semblaient à certains contemporains se rapprocher les sociétés d'Europe occidentale aux débuts de leur industrialisation, que se sont développées certaines doctrines sociales ou du moins certaines de leurs tendances. Mais on ne peut fonder l'analyse sociologique sur une situation extrême et dont en fait les sociétés les plus brutales ont toujours été extrêmement éloignées.

C. PHÉNOMÈNES SOCIAUX TOTAUX

[Retour à la table des matières](#)

L'historien décrit et analyse des ensembles concrets, des processus, des événements. À partir du moment où il cesse de les considérer tels qu'ils ont été ou sont vécus, il entre dans le domaine de l'analyse sociologique. Il n'existe aucune systématisation directe de ces ensembles ils ne s'emboîtent pas les uns dans les autres, pour constituer des macro-unités historiques qu'on nommerait sociétés, cultures ou civilisations dans l'esprit d'A. Toynbee ou de Spengler, ce qui amènerait, à travers ce nouvel effort pour fonder l'explication au niveau diachronique, à réintroduire une philosophie de l'histoire dont le discontinuisme n'est pas moins arbitraire que le postulat inverse de l'évolutionnisme. On peut même se demander avec R. Aron (*Dimensions de la conscience historique*, Paris, Plon, 1961, p. 22) « si une véritable philosophie de l'histoire n'est pas à la fois plus honnête et plus instructive que ces philosophies camouflées sous une apparence empirique ».

Les ensembles historiques ne sont décelables que parce que l'analyse sociologique cherche toujours à dégager des structures : dans les systèmes d'expressions symboliques, le plus directement, mais aussi dans les relations sociales et dans les systèmes d'action historique. Le travail, [106] le sujet historique ne se présentent jamais comme un pur mouvement, principe simple et linéaire d'évolution. Nous le verrons en détail en introduisant des notions comme celles de classe sociale et d'organisation. L'historien rencontre ces systèmes structurés : pour lui, ce sont des

modèles culturels, des ensembles de normes de relations collectives, etc., que l'ethnographe ou le sociographe observent au même titre que l'historien. On ne voit pas pourquoi celui-ci échapperait à la dépendance de l'analyse théorique, ethnologique ou sociologique, qui caractérise ceux-là.

Les rapports entre ces ensembles varient suivant les sociétés considérées. On doit en tout cas se garder de donner un privilège constant aux ensembles territoriaux. Si l'isolement relatif des cultures primitives oriente naturellement l'étude vers des unités territoriales identifiées à des cultures, la réaction de C. Lévi-Strauss, son effort pour comprendre la structure d'un mythe, en saisissant celui-ci dans toutes ses expressions géographiques et historiques, montre que cette orientation est plus aisément explicable que justifiable. À l'inverse, le développement de la civilisation industrielle, la formation d'une économie et de conflits politiques ou militaires planétaires ne diminuent pas nécessairement l'importance des ensembles nationaux pour l'analyse. L'intervention de l'État dans la vie économique et sociale, son contrôle fréquent sur beaucoup de mass-media, incitent à la prudence en ce domaine.

L'important est de renoncer à l'identification constante et naïve des structures sociales ou culturelles avec des formes d'organisation territoriales. Les progrès de l'écologie ont grandement aidé à soumettre l'étude de l'espace social à la sociologie générale et donc à rompre avec des images trop matérielles de la société globale ou des formes d'organisation sociale.

Si on veut conserver la notion de phénomènes sociaux totaux, ce ne peut être pour désigner des ensembles historiques, mais seulement pour nommer des faits sociaux qui relèvent à la fois de plusieurs thèmes ou de plusieurs démarches de l'analyse sociologique, c'est-à-dire des systèmes d'action. Ces phénomènes ne constituent pas le cadre de l'analyse mais sont construits par elle. Ceux qui sont définis par référence à un thème doivent montrer à l'observateur des orientations normatives, un certain état du sujet historique, du rapport à autrui ou de l'expérience anthropologique et des formes d'organisation, des champs de décision et des systèmes d'expressions symboliques qui lui correspondent. Ceux qui se définissent par rapport à une autre démarche que l'actionnaliste sont des formes sociales ou des systèmes d'expressions symboliques qui renvoient à plusieurs des thèmes de l'analyse subjectale, qui ont plusieurs « sens ».

[107]

L'unité de l'analyse sociologique n'étant que la transcription du lien qui unit les sens au signe, un système d'orientations de l'action, une forme d'action ou un système d'expressions symboliques doivent normalement s'insérer dans un phénomène social total, ou, plus simplement, dans un système d'action complet. Mais il existe toujours des tendances à la rupture de ces systèmes, qui définissent leur pathologie.

Lorsqu'une action ne se réfère pas à son signifié subjectal et le remplace par des rationalisations qui présentent une forme, un acte ou un signe social comme sa propre fin, on la nomme *idéologique* ; lorsque, au contraire, fortement consciente de ses orientations normatives, elle ne s'incarne pas en formes, en décisions ou en signes, elle est *utopique*.

Un aliéné peut agir en employant des systèmes de signes qui ne renvoient plus à aucune orientation signifiée de l'action ; une décision peut se présenter comme pure réponse à un environnement individuel et se réduire elle-même ainsi à une complète hétéronomie, qui se justifie à ses propres yeux de manière plus ou moins complexe ; enfin une forme sociale, une organisation par exemple, peut agir en fonction de ses propres exigences internes, sans référence aux orientations de l'acteur, ce qui est la définition même de l'idéologie bureaucratique.

À l'inverse, un thème d'action devient utopique, s'il résiste à sa « mise en forme » sociale, l'exemple des sectes religieuses ou révolutionnaires étant le plus connu de ce type d'utopies.

Ces remarques pourraient et devraient être longuement et systématiquement développées, puisqu'il existe une grande variété de systèmes d'action à tendance utopique ou idéologique, selon la ou les démarches qui lui manquent ; un système d'action peut aussi être à la fois utopique et idéologique. Une bureaucratie par exemple est idéologique par oubli des orientations de l'action et utopique par oubli des mécanismes de décision et dissolution des expressions symboliques, ce que manifeste, vu du point de vue des membres individuels de l'organisation, l'appel à la fusion et à l'intégration, bref à la « mystique » de l'organisation.

Il existe un autre type de pathologie des systèmes d'action. Il est difficile pour un individu ou une collectivité d'isoler complètement chacune de ses fonctions, c'est-à-dire son rapport à chacun des thèmes de l'action, à la conscience histori-

que, à la sociabilité, à l'expérience anthropologique. L'acteur individuel ou collectif se trouve engagé plus ou moins complètement dans un système d'action. Ceci peut entraîner la domination pathologique d'un des thèmes de l'action sur les autres.

Certains systèmes peuvent être nommés *pragmatiques* ; c'est le cas de tous ceux qui confondent l'action sociale et l'intervention « historique » [108] d'une force sociale. Un mouvement révolutionnaire est souvent tenté de réduire ses membres à leur rôle au service des orientations de l'action historique. Au niveau de l'action individuelle, une pure « personnalisation » de l'amour est pathologique d'une manière analogue, en ce qu'elle n'assume pas la « nature humaine », c'est-à-dire la réalité contradictoire de l'amour physique. À l'inverse, on peut appeler *spéculative* l'action dont l'orientation se réduit à la conscience des contradictions de l'existence naturelle de l'homme. À l'amour uniquement personnel s'oppose la recherche exclusive du tragique de l'amour, vécu dans son satanisme baudelairien. De même le rapport à autrui peut se développer aux dépens de l'action historique ou de la conscience de la « nature humaine ».

Ici encore, les deux formes de l'action pathologique peuvent se combiner. Pour reprendre l'exemple qui vient d'être utilisé, l'amour compagnonnage (*companionship*), présenté par beaucoup de sociologues comme caractéristique des sociétés occidentales contemporaines, n'est qu'une doctrine pragmatique, par oubli du plaisir et du tragique sexuel, et spéculative par son incapacité de reconnaître l'autre comme personne, au-delà de son appartenance au couple.

Sans vouloir aborder ici la construction de typologies détaillées des formes pathologiques des systèmes d'action, on en donnera, pour éclairer les remarques précédentes, deux exemples qui doivent être compris comme de simples illustrations hypothétiques. Ces exemples présentent certains aspects de la dimension utopique-idéologique, c'est-à-dire d'actions sociales auxquelles manquent certains éléments de la chaîne qui unit la praxis au logos. L'un traite des collectivités ou ensembles particuliers, l'autre des individus ; ils se situent à l'intérieur du thème de l'action historique.

Ils se contentent de considérer l'état d'organisation ou de désorganisation de ces totalités que constituent thèmes, formes et expressions symboliques.

		FORME			
		+		—	
		SIGNES		SIGNES	
		+	—	+	—
ORIENTATION	+	collectivité créatrice	collectivité autoritaire	collectivité révolutionnaire	collectivité en mutation
	—	collectivité traditionaliste	collectivité bureaucratique	collectivité formaliste	collectivité désorganisée

[109]

De telles typologies peuvent être construites pour la vie politique, religieuse, etc., et sont utiles à condition de ne pas oublier qu'elles ne sont qu'un instrument de recherche et non une méthode d'explication, instrument qui aide à relier la connaissance des formes sociales et des expressions symboliques à celle des thèmes de l'action. Leur construction peut aider aussi à reconnaître l'existence de phénomènes sociaux totaux ; en particulier dans le domaine des institutions économiques : une entreprise industrielle peut constituer ou non un phénomène social total ; ce n'est pas la construction d'une typologie qui donne la réponse à ce problème, mais elle peut être un moyen commode d'en aborder l'étude.

Ce qui vient d'être dit peut laisser penser qu'un système d'action est nécessairement une réalité collective. Or, il n'en est rien. La nature du principe central d'analyse, celui d'action, contraint à considérer l'individu, à la fois sujet, acteur et personne, comme un système d'action. Mais pas plus qu'un phénomène social total collectif ne se confond avec la réalité empirique d'une société ou d'un groupement, le phénomène social total individuel ne se confond avec l'existence individuelle. L'intérêt de cette notion est de considérer d'un seul mouvement les rapports de trois moments d'analyse de la personnalité et donc d'exprimer dans le même vocabulaire des notions qui relèvent généralement de domaines différents de connaissance. C'est à ce titre purement et prudemment indicatif qu'un exemple de typologie de cet ordre est présenté ici.

		FORME			
		+		—	
		SIGNES		SIGNES	
		+	—	+	—
ORIENTATION	+	personnalité créatrice	Personnalité « activiste »	personnalité autoritaire	personnalité utopique
	—	personnalité traditionaliste	personnalité conformiste	personnalité ritualiste	personnalité désorganisée

De telles typologies pourraient être utiles si, après avoir été établies sur des bases positives, elles pouvaient être superposées, c'est-à-dire si le type d'une personne pouvait être confronté aux types de phénomènes sociaux collectifs dans lesquels il agit. Ceci permettrait une étude approfondie des phénomènes d'anomie, considérés dans leur nature profonde. Le paradigme de Merton ne considère en effet que les conduites à l'égard des valeurs culturelles et des normes institutionnelles, [110] plaçant l'individu en face de la société, alors que le système typologique proposé ici considère la personne et la société à la fois, non pas face à face mais comme deux niveaux de totalisation des mêmes éléments

La déviance serait donc étudiée par rapport à la correspondance possible d'un type de situation et d'un type de personne, correspondance qui peut être étudiée positivement. Bien des conduites, comme l'émigration, le repli, l'opposition ouverte, le double jeu, l'hyperconformisme, pourraient être définies par simple superposition de deux grilles. Mais il serait dangereux de pousser ici plus avant une telle recherche, qui ne peut être menée qu'après un plus grand développement parallèle de chacune des perspectives de l'analyse théorique.

Un phénomène social total n'est donc pas un fait social, une unité descriptive, un ensemble concret, mais une construction sociologique, isolant dans le flot des événements une action complète, c'est-à-dire orientée normativement, constituée en formes sociales où se prennent des décisions, possédant des systèmes structurés d'expressions symboliques.

Les phénomènes sociaux totaux, objets privilégiés de l'analyse sociologique, ne sont pas des « événements » historiques. Il fut un temps où la science sociale

accomplissait de grands progrès en replaçant chaque fait particulier qu'elle étudiait dans un ensemble concret, société ou époque. L'important n'est pas qu'on ne se satisfasse plus d'une méthode aussi complaisante, mais qu'on cherche à retrouver en chaque phénomène social total une succession de significations.

Une œuvre d'art n'appartient pas seulement à son siècle ; la preuve en est que nous l'aimons encore, alors qu'ont disparu depuis longtemps les témoins de sa création, et il est vain de vouloir élargir sans cesse les périodes de référence pour nous inclure dans la même réalité concrète qu'elle. Elle est toujours à la fois familière et étrangère, qu'elle soit proche ou lointaine, parce qu'elle manifeste à la fois la situation historique de la praxis humaine, la conscience collective et l'inquiétude humaine devant les conditions et les limites naturelles de son œuvre, liées les unes aux autres. Le chef-d'œuvre est un phénomène social total, expression de l'homme en tant qu'il crée l'histoire et non en tant qu'il est dans la chronologie. Dans chaque phénomène social total, dans chaque chef-d'œuvre, l'action humaine est présente tout entière, à l'œuvre.

L'explication sociologique ne se définit pas par un champ temporel ou spatial qui lui serait particulier, mais par un principe d'analyse spécifique : l'action, dont nous avons indiqué les trois thèmes constitutifs en même temps que l'unité. Le privilège accordé par la plupart [111] des recherches présentes aux thèmes de la sociabilité et de l'existence naturelle de l'homme rend nécessaire un rappel au sujet historique qui n'est nullement rappel à l'histoire, à l'enchaînement concret des faits et aux antécédents de ceux qu'on observe. Inversement le privilège que nous accordons à ce thème nous contraint à nous souvenir qu'isolé celui-ci risque de ne conduire qu'à une histoire sociale fort inférieure à celle des historiens, car chargée de notions que ceux-ci n'ont pas à utiliser. L'effort du sociologue consiste toujours à arracher un fait social à son cadre concret, non pas pour l'isoler, mais pour l'abstraire et le lier à d'autres, et constituer ainsi des systèmes dont, dans les meilleurs cas, il découvre la structure.

D. CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Toute sociologie est étude de l'action sociale, dans ses orientations ses formes et ses expressions. Il peut donc sembler inutile de parler d'une sociologie actionnaliste. N'est-il pas suffisant d'opposer la sociologie à la pensée sociale et de reconnaître que celle-ci, dont l'intérêt et l'importance ne sont pas mis en cause, est pour la recherche sociologique un objet, non un instrument de travail ? Si ce mot nouveau est cependant proposé, c'est pour insister sur la pluralité des démarches de l'analyse sociologique et surtout sur la nécessité de maintenir à celle-ci sa nature traditionnelle de connaissance de l'action sociale, c'est-à-dire des conduites normativement orientées.

On s'étonnera peut-être que les trois démarches que nous avons distinguées - actionnaliste, fonctionnaliste et structuraliste - ne soient pas définies de la même manière. Il serait plus correct de parler d'une étude des orientations, des formes et des expressions de l'action sociale, du fait que les orientations ne sont pas des « idées » mais des systèmes structurés d'action historique et que le système social, de son côté, comme le souligne T. Parsons, peut être analysé par les méthodes de la cybernétique.

Si ces termes ont été employés, c'est pour des raisons pratiques, parce que les expressions symboliques ne deviennent objet de connaissance scientifique que par l'emploi d'une méthode structuraliste, qui saisit directement en elles des opérations de l'esprit, tandis que les orientations et les systèmes d'action historique peuvent être d'abord saisis historiquement, à travers le sens que leur donnent les acteurs et les témoins. Toute analyse sociologique veut atteindre les structures, de même qu'elle se refuse à être formaliste et qu'elle cherche à déchiffrer [112] des messages, mais la sociologie actionnaliste, étude du signifié, ne peut procéder à l'image des sciences les plus naturelles de l'homme ; elle se définit le plus concrètement comme étude des mouvements sociaux, donc par son contenu plus que par sa méthode, ce qui justifie la dissymétrie des termes que nous employons pour désigner les démarches principales de l'analyse sociologique.

Si différentes qu'elles soient l'une de l'autre, ces démarches ne sont jamais contradictoires et rien ne justifierait qu'on les considérât comme des écoles de pensée, comme des partis intellectuels. C'est pour cette raison qu'il a semblé nécessaire de les situer les unes par rapport aux autres, avant d'arrêter son attention sur l'une d'entre elles et sur un seul de ses thèmes.

L'unité des démarches théoriques de la sociologie provient à la fois de leur commune volonté de ne pas penser dans les termes de la pratique sociale, de se comporter scientifiquement en construisant des concepts, des classifications, des expériences ou des théories, et de la nature particulière des sciences sociales, sciences de l'action sociale. Formes sociales ou systèmes symboliques appellent une analyse autonome, mais non pas indépendante de celle du sujet. L'analyse *subjectale* - c'est-à-dire du sujet, des thèmes d'orientation de l'action -, parce qu'elle est au cœur de la théorie, est très éloignée de la compréhension intuitive de la subjectivité. Le sujet n'est pas l'existant individuel, mais une action, création et œuvre indissolublement et dialectiquement liées. L'analyse du sujet historique, thème privilégié de l'analyse actionnaliste, ne se réduit donc pas à l'étude de l'évolution du travail. Elle cherche à atteindre des structures, mais qui ne peuvent pas être retrouvées directement à partir des données d'observation, comme dans un système d'expressions symboliques, dont les éléments n'ont pas de sens, détachés de leurs rapports structurels.

Cette différence dans la nature des structures analysables aux divers moments de l'analyse théorique se traduit par la variété des méthodes à utiliser. Si l'analyse *subjectale* possède un certain privilège théorique, l'analyse structuraliste possède, nous l'avons dit, un privilège méthodologique. Mais de même qu'il n'existe pas de rupture de continuité dans l'analyse théorique, de même la mathématisation des structures symboliques ne peut pas constituer une exception. Il est plus exact de dire qu'en remontant du symbolisme aux formes sociales, puis aux orientations de l'action, la mathématisation se heurte de plus en plus au contenu thématique des éléments des structures. Au niveau de la stricte analyse structuraliste le contenu peut être réduit au maximum et une analyse formelle des ensembles de transformations se développe. À l'inverse l'analyse du sujet historique ou de la sociabilité s'offre d'abord [113] à des méthodes différentes qui visent seulement à guider la recherche des structures de l'action, méthodes avant tout statistiques et qui ont la

lourde charge de décrocher l'analyse théorique de l'observation empirique dont elle part.

Cette constatation va contre la réaction spontanée du sens commun plus celui-ci s'approche du sujet historique et de son action, moins la mesure lui semble possible, alors que la quantification doit être plus aisée quand il s'agit d'étudier des structures symboliques ou des systèmes sociaux. Or c'est l'inverse qui est vrai : plus on s'approche du sujet historique et plus croit l'utilité des modèles statistiques, tandis que l'étude des structures symboliques fait de moins en moins appel à la mesure et recourt directement à des méthodes mathématiques, logique symbolique ou théorie des ensembles, qui traitent directement des données qualitatives. C. Lévi-Strauss souligne ce changement méthodologique en opposant aux modèles statistiques de l'historien et de la sociologie les modèles mécaniques de l'ethnologie. G. Granger (*Cahiers de P.I.S.E.A., M, op. cit.*, pp. 168-185) préfère opposer équilibres de fusion, dans lesquels les lois statistiques sont sur un autre plan que les phénomènes dont elles rendent compte, et équilibres d'opposition dans lesquels éléments et structure construite sont sur le même plan. Il faut souligner le rôle - dans l'étude du sujet historique - de l'analyse statistique, qui peut se contenter d'étudier des régularités au niveau des phénomènes eux-mêmes, et conduire ainsi à une accumulation de liaisons, mais qui, au-delà des procédés trop peu exigeants des constats d'enquête, doit imposer le passage de la description des phénomènes à l'analyse théorique, dont les principes ne sont pas donnés dans l'observation elle-même. C'est dire que l'analyse statistique doit se garder de cette dégradation d'elle-même qui consiste, en interprétant à tort la liaison des variables indépendantes et des variables dépendantes, à réintroduire l'image de la causalité conçue comme l'action d'un phénomène sur un autre, qui en est indépendant. La distinction des variables de traitement et des variables traitées n'est qu'un moyen d'atteindre un système de relations, non pas de dissocier mais d'associer et par conséquent de construire une structure qui n'est pas une image épurée de la réalité, mais un système d'analyse, tandis que la réalité elle-même n'est atteinte que pré-sociologiquement, par une compréhension intuitive de l'action observée et vécue.

Nous venons de plaider, beaucoup moins pour un mode d'analyse particulier que pour une soumission aussi totale que possible des faits observés à des systèmes conceptuels et méthodologiques, afin de rompre les derniers liens qui ratta-

chent encore la sociologie à son rôle pré-scientifique de description, nécessairement doctrinale, de la société. [114] Les sociologues ne devraient pas être des témoins de leur temps, mais des constructeurs des sciences sociales. Il faut cependant, pour terminer, apporter quelques atténuations, purement pratiques, à ces ambitions contraignantes.

Il serait absurde de condamner, au nom d'exigences théoriques en soi justifiées, le travail sociologique auquel se consacrent la majorité des sociologues. Qu'auraient été les progrès de l'anthropologie sans ceux de l'ethnographie ; que serait la sociologie du travail, si l'on ne décrivait pas d'abord les formes et l'évolution du travail ouvrier, de l'organisation des entreprises, du pouvoir économique ? Cette évidence ne doit pas être acceptée du bout des lèvres. Les faits sociaux ne sont pas naturellement visibles. Le sociologue est dans la même situation que l'historien : il ne connaît pas les acteurs, mais seulement les documents et les témoins, même s'il est sur place. La sociographie, l'érudition sociologique, est d'abord l'acte critique par lequel l'analyste prend ses distances par rapport à la réalité qu'il veut étudier.

Il s'ensuit que la plupart des travaux sociologiques ne sont pas élaborés suivant une conception théorique clairement définie. Situation provisoire, certes, et dont l'importance diminuera à mesure que s'imposera plus solidement l'analyse sociologique, mais situation réelle aussi. Il faut donc admettre la contamination doctrinale de la majorité des études publiées et ne pas en conclure hâtivement que les résultats présentés ne sont qu'une illustration d'une doctrine, d'une idéologie, d'une conception du monde. La critique idéologique est indispensable ; elle a presque toujours des fondements réels, mais elle est toujours secondaire.

Cette acceptation des insuffisances actuelles de la recherche sociologique entraîne des conséquences graves et qui doivent être elles aussi acceptées : la sociologie ne constitue pas encore un univers intellectuel fortement intégré ; ceux qui s'y meuvent ne peuvent communiquer que malaisément entre eux, comme si chacun ne possédait qu'une partie d'un code et l'avait complétée de manière toujours inexacte et chaque fois de manière différente. Il faut donc que chacun essaie de réinterpréter le travail des autres à l'aide du sien propre ; c'est seulement ainsi qu'apparaîtront et se surmonteront les contradictions existantes.

La sociologie actionnaliste, parce qu'elle considère surtout les problèmes auxquels se sont attachés les grands penseurs sociaux du passé, pourrait s'enfermer dans un orgueil aristocratique ; le fait que la recherche sociologique ait fait de plus rapides progrès dans d'autres perspectives que la sienne doit au contraire l'inciter à la modestie, [115] et surtout l'amener à définir, au-delà d'elle-même, l'ensemble de l'analyse sociologique dans laquelle elle réclame une place.

On est en même temps en droit de demander aux branches les plus avancées de la sociologie de ne pas écarter trop vite une tentative, qui n'a d'autre but que de réincorporer dans l'analyse sociologique les problèmes auxquels se consacrèrent ses précurseurs, et d'abord les problèmes de l'action historique.

[117]

SOCIOLOGIE DE L'ACTION

Deuxième partie

LE SUJET HISTORIQUE

[Retour à la table des matières](#)

[119]

**Deuxième partie :
Le sujet historique**

Chapitre III

PRINCIPES D'ANALYSE

I. L'ANALYSE SUBJECTALE

[Retour à la table des matières](#)

Il était nécessaire de définir thèmes, démarches et niveaux de l'analyse sociologique avant d'aborder l'objet particulier de notre étude, à savoir l'analyse actionnaliste du sujet historique. Il est assurément impossible d'isoler complètement ce domaine de ceux qui l'entourent ; il est également clair que l'analyse actionnaliste n'est pas pure étude des orientations de l'action, mais pénètre celle des formes, des champs de décision et des systèmes d'expression de l'action sociale. Mais il est nécessaire de définir plus précisément qu'on ne l'a fait jusqu'ici les principes centraux de notre analyse et d'accorder une attention particulière aux problèmes du travail, au sens où nous prenons ce terme. Qu'on veuille donc bien se souvenir que, dans les pages suivantes, on se place dans la perspective du sujet historique et que l'analyse actionnaliste n'est considérée que dans un de ses thèmes, celui de la conscience historique.

A. LA MÉTHODE ACTIONNALISTE

[Retour à la table des matières](#)

L'objet de l'analyse actionnaliste est de comprendre la raison d'être des modèles sociaux de conduites construits par un sujet historique à partir de sa situation de travail. Au lieu de considérer les comportements individuels et collectifs comme des réponses à une situation sociale donnée, constituée, elle recherche la constitution de cette situation sociale à partir d'une expérience créatrice.

Cette expérience, le travail, est non sociale en ce qu'elle constitue la société, mais aussi sociale en ce qu'elle n'est pas réductible à la prise de conscience de lois naturelles qui lui seraient imposées par la situation de travail elle-même. Le travail est une activité humaine dont le sens ne renvoie à rien d'autre qu'elle-même : sa simple existence [120] définit un système particulier d'orientations normatives de l'action. Par le travail l'homme constitue, à partir de la nature et contre elle, un monde social, un univers d'œuvres humaines et prend conscience de lui-même dans son rapport avec ses œuvres, rapport toujours double de création et de soumission. Le travail apparaît donc comme déterminé par les conditions sociales et comme leur déterminant. Bien des études sociologiques ont suivi avec beaucoup de profit la première voie. Elles montrent, par exemple, que l'invention et son utilisation sociale sont commandées par des situations économiques, des rapports de classes et des mentalités. L'analyse actionnaliste, s'écartant de ce mouvement naturel de la description des phénomènes historiques, se pose la question inverse de la raison d'être de ces situations économiques, de ces rapports de classes ou de ces mentalités et ne peut la trouver que si elle les considère comme des œuvres du travail, dont l'explication renvoie non pas seulement à l'état des forces de production, mais à la situation du sujet historique, au sens subjectal de la relation entre l'homme et ses œuvres.

L'étude du travail est donc ici plus organisatrice de l'histoire que située dans l'évolution historique.

Cette méthode d'analyse ne peut donc à aucun titre être identifiée à une conception *technologiste* de l'histoire, qui affirmerait, au niveau des phénomènes eux-mêmes, que l'étude des forces de production détermine tous les autres aspects

de la vie sociale. Cette conception élimine en effet le principe actionnaliste lui-même, puisqu'elle établit un rapport mécanique entre les divers éléments qui composent une société et aboutit à des conséquences empiriquement inacceptables, ne pouvant expliquer ni les contradictions qui apparaissent entre les forces de production et par exemple les rapports sociaux de production, ni les différences fondamentales qui séparent diverses sociétés, situées à un niveau comparable de développement technologique.

Cette méthode s'oppose tout aussi nettement à une interprétation *idéaliste* de l'histoire, selon laquelle les institutions et les modes de vie manifesteraient l'action causale d'une orientation idéologique ou spirituelle d'une société, l'*esprit* d'une culture, car cet esprit ne serait qu'une abstraction, principe de tautologie, à moins que l'on ne recoure pour éviter cet inconvénient, et au prix d'un désastre plus grand encore, à une vision entièrement antiscientifique du mouvement de l'esprit humain, commandé par la révélation progressive de la Vérité ou déterminé par la préparation et les conséquences d'une Révolution.

Enfin si le sujet historique se définit à partir de son travail, il ne peut être identifié ni à l'individu ni à la société.

La sociologie subjectale rompt absolument avec une tradition *objectiviste*, [121] c'est-à-dire recherchant dans le fait social, dans la vie collective, dans le lien institutionnel, la raison d'être des valeurs qui orientent les conduites individuelles. Non que ce point de vue soit sans fondement, mais on a vu qu'il ne correspond qu'à un moment de l'analyse sociologique, celui de la théorie des relations sociales. Au lieu de considérer l'action de normes sociales intériorisées sur les conduites individuelles ou collectives, la sociologie actionnaliste recherche dans le sujet historique, défini par son degré de domination sur la nature et de contrôle sur ses œuvres, la source d'orientations normatives qui, s'institutionnalisant, deviennent des normes de fonctionnement des systèmes sociaux.

Si l'on place au départ de l'analyse la société elle-même, on doit recourir, pour expliquer les différences qui s'observent d'une société à l'autre, à une conception de révolution sociale qui ne peut s'appuyer que sur un évolutionnisme qui réintroduit des considérations non sociologiques au cœur de l'analyse ou sur une typologie qui renonce en fait à rendre compte, autrement que formellement, des transformations historiques.

Si la totalité joue un rôle essentiel dans l'analyse sociologique, ce ne peut être une totalité donnée, mais seulement la structure naissant d'une activité totalisante, l'unité des mouvements dialectiques de l'action historique.

Le sujet historique n'est pas un objet d'études empiriques, une catégorie de faits sociaux, mais un instrument d'analyse, au même titre que la notion de système social. Aussi ne peut-on jamais établir une correspondance directe entre une situation du sujet historique et une unité historique, époque, régime social ou société nationale.

Il n'existe probablement pas un seul phénomène social qui puisse être compris exclusivement dans une perspective actionnaliste, de même qu'il n'en existe probablement aucun auquel cette méthode d'analyse ne puisse pas s'appliquer. Cette conclusion du chapitre précédent doit être considérée comme le premier pas d'une démarche scientifique, c'est-à-dire de la constitution d'un système d'analyse possédant ses propres critères de démonstration ou du moins d'acceptabilité.

La sociologie du travail, telle qu'elle est introduite ici, ne porte aucun jugement sur l'importance concrète du travail dans la vie sociale. Elle définit un mode d'analyse dont l'extension ne peut être définie à l'avance et qui, en tout cas, débordé très largement les problèmes de la vie professionnelle.

Le sujet historique ne coïncide pas non plus avec l'individu. Celui-ci, au même titre qu'une société, doit être analysé à la fois dans toutes les perspectives thématiques et par toutes les démarches de l'analyse [122] sociologique. L'expérience individuelle n'est donc pas l'expression du sujet historique. Celui-ci ne peut être construit qu'à partir de la connaissance des représentations et des actions collectives. Si l'on met en regard directement deux totalités données, l'individu et l'histoire ou la société, on revient nécessairement, en s'interdisant de dégager l'action du sujet historique, à une dialectique de la nature, c'est-à-dire à la position d'un système de déterminismes sociaux, définissables indépendamment des orientations de la personne, comme nous l'avons rappelé à propos des *Questions de méthode* de J.-P. Sartre.

Tout ceci permet de distinguer clairement la sociologie de l'étude des problèmes sociaux. Il serait tentant d'opposer à une sociologie des relations sociales, aux frontières de la psychologie sociale, une sociologie des problèmes sociaux, plus sensible aux situations globales et à l'interprétation historique. N'est-ce pas ainsi

que s'est constituée souvent la sociologie concrète, appuyée sur des enquêtes, abordant de front les traits les plus marquants ou les plus choquants des sociétés industrielles modernes : la misère, la désorganisation familiale, l'alcoolisme, la prostitution, le crime ? Mais leur étude était conçue comme celle des effets de l'aliénation et de la désorganisation sociale engendrée par une industrialisation socialement non contrôlée, laissée au jeu sauvage du profit capitaliste. Le peuple apparaissait situé dans une société complètement inhumaine, ce qui conduisait à relier directement des déterminismes économiques et des conduites individuelles, à considérer l'homme dans une société complètement réifiée et qui n'avait donc d'autre signification pour lui que d'être un système de contraintes. Dans cette situation de misère s'opérait une confusion, pratiquement importante et génératrice de revendications sociales, mais théoriquement ruineuse, entre l'analyse du sujet historique et celle des relations sociales.

La sociologie de l'action historique ne se réduit à l'étude des problèmes sociaux que dans la situation-limite où le sujet historique ne s'affirme d'aucune manière positive, n'est que refus d'une aliénation écrasante. À l'inverse, si les valeurs d'une société apparaissent comme un ensemble de principes reconnus par tous, de telle sorte que la marginalité semble remplacer l'aliénation comme principe d'analyse, les problèmes sociaux constituent la pathologie du système social et la notion d'anomie introduit, mieux que tout autre, à leur étude.

La sociologie de l'action historique ne peut jamais se définir comme étude des problèmes sociaux, mais elle s'intéresse à ceux-ci dans la mesure où ils apparaissent comme la manifestation de politiques sociales, donc comme un objet de décisions qui impliquent elles-mêmes certains modèles, conscients ou non, d'action et d'organisation sociale.

Les problèmes sociaux ne sont donc, dans une perspective actionnaliste, [123] que des processus d'institutionnalisation, c'est-à-dire de passage d'un système d'action historique à un corps de normes sociales reconnues et sanctionnées et leur étude est d'autant plus importante qu'existent des mécanismes plus élaborés et moins autoritaires à la fois de planification sociale. C'est dire qu'on ne peut pas plus définir la sociologie actionnaliste que l'analyse fonctionnaliste par un type particulier de pratiques sociales.

Toute sociologie de l'action s'efforce de construire des systèmes d'interprétation des conduites sociales. Elle ne peut jamais s'enfermer dans les institutions, c'est-à-dire dans des cadres d'analyse directement fournis par la pratique sociale. L'étude du sujet historique est, avant toute chose, une sociologie de la *liberté*, elle est toujours recherche du mouvement par lequel sont à la fois constituées et contestées, organisées et dépassées les formes de la vie sociale.

L'interdépendance des divers aspects de la vie sociale à l'intérieur d'ensembles historiques concrets aide à poser les problèmes sociologiques ; elle ne les résout pas, puisque la critique wébérienne a écarté l'idée trop simple de l'objectivité d'ensembles, construits par l'analyse plutôt qu'observés par elle.

La sociologie s'est tout entière définie comme une recherche de systématisations moins immédiates et moins arbitraires à la fois. Ne pouvant plus les rechercher dans un facteur dominant, dans une catégorie de faits sociaux ou dans « l'esprit » d'une société ou d'une époque, elle doit les trouver dans certains principes d'organisation des systèmes d'action historique.

L'analyse actionnaliste, appliquée en particulier à l'étude du sujet historique, a choisi comme point de départ la double exigence de création et de contrôle, qui traduit les relations du travailleur à ses œuvres. Ce faisant, elle ne s'écarte pas de l'expérience en revenant à des idées sur la nature humaine ou sur les besoins des travailleurs. Elle ne dit d'aucune manière que les hommes sont conduits par la recherche du progrès et de la liberté, du développement économique et de la démocratie sociale. Accepter de telles propositions serait ignorer à la fois que les conduites sociales réelles peuvent être plus ou moins impliquées dans les exigences du sujet historique et d'autre part qu'historiquement des exigences de l'action peuvent se manifester sous les formes les plus diverses et surtout à travers une épaisseur variable de médiations et d'obstacles, la visée directe de ces valeurs d'une part, la pure opposition aux difficultés qui empêchent de les atteindre et même de les viser d'autre part, ne constituant que des cas limites. Ce serait surtout confondre les « projets » du sujet historique et les intentions psychologiques des acteurs concrets.

[124]

Le problème qu'on se propose de résoudre est le dépassement d'une opposition entre deux points de vue également inacceptables. Pour le premier, l'action sociale

est réponse à une situation, mais alors d'où vient qu'elle ait une orientation normative ? Il semble facile d'expliquer à la fois la détresse et la colère de ceux qui ont faim, mais ceci n'aide pas à comprendre leur action historique concrète. On peut accepter comme programme pratique le slogan de Brecht, que Sartre aime à rappeler : bifteck d'abord, morale après, mais, en fait, les intéressés n'établissent jamais une telle priorité : une revendication matérielle n'est jamais séparée d'une définition des acteurs et du champ de leur action, dans laquelle interviennent des orientations sociales ou culturelles de l'action.

Si l'on devait accepter ce pseudo-réalisme, il faudrait reconnaître que la plupart des peuples qui ont lutté pour leur indépendance ont commis une tragique erreur, car leur niveau de vie a souvent été abaissé par la crise d'indépendance. De même, et quelle que soit l'issue des controverses sur les effets économiques du mouvement ouvrier, il est clair que ces effets sont assez indistincts pour être incapables d'expliquer la force du mouvement ouvrier lui-même.

Il est toujours impossible de comprendre comment le sens naît du non-sens, à moins d'admettre qu'il existe une dialectique de la nature et donc que le sens de l'action sociale est à chercher dans la nature sociale.

Inversement, comment ne pas suivre les critiques portées par les marxistes contre les interprétations idéalistes de l'histoire ? Nul n'est tenté aujourd'hui de penser que l'histoire de la société française est la biographie de la personne France ou que l'histoire du mouvement ouvrier est celle de la lutte entre les principes de Justice et de Liberté et les obstacles que leur opposent l'égoïsme, la méchanceté et la bêtise.

Il faut donc définir les orientations de l'action historique non pas comme des valeurs philosophiques ou des principes moraux, mais comme le sens d'une pratique, le travail, et ce sens doit être défini indépendamment de toute doctrine comme de toute situation historique ou sociale particulière. Les considérer comme des principes d'une sociologie « humaniste » serait aussi faux que d'y voir la transcription des exigences naturelles d'une civilisation industrielle.

C'est à cette condition seulement qu'on peut entreprendre l'étude de ce qui semble le plus rebelle à une analyse positive, la raison d'être des orientations normatives de l'action historique et plus concrètement des mouvements par lesquels se manifestent ces orientations et dont on n'explique rien en disant qu'ils

sont des réponses à des situations, [125] dont généralement l'observateur se charge de définir le sens, quitte à blâmer les acteurs de s'être perdus dans une fausse conscience.

Pour comprendre que les hommes font leur histoire, il faut admettre qu'ils disposent à tout moment de moyens de définir, d'évaluer et de choisir. Il est impossible de considérer qu'à travers leurs actions se poursuit le combat de la lumière contre les ténèbres, affirmation qui n'a aucun sens positif pour le sociologue, mais il n'est pas suffisant de poser d'abord l'existence d'à peu près tout, pouvoir, propriété, situation économique, institutions, pour rechercher comment les comportements individuels ou collectifs animent une scène où le décor a déjà été planté, les acteurs définis, les thèmes et les règles du jeu acceptés.

On découvrira peu à peu comment des orientations normatives définies ici seulement dans leur principe se manifestent concrètement, à travers des rapports de classes, des relations d'autorité, des institutions politiques, etc. Non pas qu'il s'agisse des obstacles sociaux à travers lesquels le flot des grands principes cherche sa voie ; bien au contraire, tous ces rapports sociaux, qu'on nomme parfois des structures sociales, sont le sujet historique, de telle sorte que celui-ci ne peut être défini utilement d'une autre manière que comme le principe d'explication, la loi de ces rapports sociaux et de ces formes d'organisation sociale. La sociologie de l'action historique a donc pour objet privilégié les mouvements sociaux qu'il serait plus exact d'appeler mouvements historiques, car les psychologues sociaux ont assez souvent analysé en termes fonctionnalistes ces mouvements pour qu'il soit nécessaire de souligner une fois de plus qu'un courant d'opinion aussi bien qu'une action collective organisée relèvent, comme tout phénomène social, de plusieurs modes d'analyse et non d'un seul.

Les orientations normatives de l'action historique ne se confondent jamais avec des lois ou avec des doctrines, mais il est impossible -qu'elles ne soient pas de quelque manière institutionnalisées. Si elles ne l'étaient pas, on serait enfermé dans la « vie intérieure » des collectivités et donc forcé de réintroduire des principes non sociologiques d'analyse. Mais alors que l'analyse fonctionnaliste prend les institutions pour point de départ, définissant à travers elles les règles du jeu social, l'analyse actionnaliste remonte des règles à leur raison d'être, découvre, derrière leur logique, la dynamique d'un système d'action historique.

La sociologie structuraliste, suivant une troisième démarche, s'attache, elle, à rechercher les correspondances entre divers systèmes institutionnels, considérés par exemple comme divers systèmes d'échanges. Il n'existe aucun conflit entre ces diverses manières d'aborder les mêmes phénomènes : chacun s'organise autour d'un principe de systématisation différent.

[126]

Dans la perspective actionnaliste, on emploiera constamment le mot : *conscience*. Il doit être clair qu'il ne s'agit pas de définir par là la « psychologie » des acteurs sociaux ; pas davantage leur reconnaissance d'une situation objectivement définie. La conscience historique est celle du sujet historique, qui n'est pas un être empirique. Elle ne s'atteint pas en sondant la subjectivité des acteurs et c'est pour éviter un possible contresens que nous parlons d'analyse subjectale. La conscience historique est l'instrument d'analyse par lequel on remonte des valeurs sociales aux exigences générales du sujet historique, par lequel le sociologue du présent ou du passé comprend les croyances ou les principes d'une société sans avoir ni à les accepter tels qu'ils se présentent, ni à les mesurer à l'aune de ses principes et de ses croyances personnels.

Le privilège des mouvements sociaux liés à une société industrielle vient seulement de ce que leur orientation manifeste les principes qui sont ceux de l'analyse actionnaliste, c'est-à-dire se veulent rationalisateurs, organisateurs, fondés sur le développement matériel et la liberté humaine ; ils ne se présentent plus comme serviteurs des dieux, de principes philosophiques ou de lois économiques, mais comme étant leur propre fin : travail au service du travail, libération de la liberté.

Il est vain de rechercher la *vraie* nature d'une société passée comme si en écartant les voiles de la fausse conscience on atteignait une vraie conscience. C. Lefort l'a rappelé (dans l'article déjà cité) et ses conclusions ne font que rejoindre la pratique des historiens ou des sociologues : la religion ou les idéologies philosophiques ou économiques ne se superposent pas à une société dont elles donneraient une image inversée ; elles sont partie intégrante de cette société, au même titre que sa culture matérielle. Il faut donc les considérer sociologiquement comme unies, c'est-à-dire comme rationnellement liées à une expérience sociale. Ceci ne signifie pas qu'on doive les considérer comme scientifiquement vraies,

puisqu'elles ne répondent pas aux critères habituels d'une démonstration positive. Mais ceci n'entraîne pas non plus un relativisme sans limites ; au contraire, en écartant l'idée d'une histoire naturelle des sociétés, ce raisonnement porte à fonder la théorie de l'action historique sur la problématique du sujet historique et non sur le devenir de la réalité historique.

On ne peut croire au « sens » de l'histoire que si l'on accepte l'idée d'une humanité entièrement réglée par la logique interne et catastrophique des œuvres aliénées, réifiées.

Or une telle conception, en détruisant en fait tout recours au sujet historique, nous renvoie à une dialectique de la nature, du point de [127] vue de laquelle l'action humaine, avec ses intentions et ses valeurs, devient, comme l'a fortement déclaré Sartre, incompréhensible.

Tel est le dernier principe posé par l'analyse actionnaliste avant de se définir elle-même avec précision ; le sujet historique *n'a pas de sens s'il n'est pas objectivement présent en chaque acteur*. L'histoire n'oppose pas ceux qui vont consciemment dans le sens de l'histoire et ceux qui s'y opposent. L'analyse sociologique n'a de sens que si elle rend compte de l'ensemble des mouvements sociaux, si elle relie chacun d'eux, par des voies dialectiques, à un moment, à une situation du sujet historique. C'est en ce sens qu'elle fait usage de la notion de *société*, qui traduit une réalité concrète : tout acteur historique reconnaît à ses actes et revendique pour eux une certaine légitimité. Tout acteur agit au nom de la totalité et non d'intérêts particuliers ; ce qui n'exclut pas qu'il défende des intérêts particuliers, mais il les défend au nom de la totalité, de l'intérêt général, de Dieu, de l'Histoire. Telle est la marque la plus visible du sujet historique dans les actes humains. Là où cette marque n'existe pas, l'analyse du sujet historique ne saurait intervenir, au moins directement : c'est à l'analyse de la conscience collective et des rôles sociaux qu'il faut faire d'abord appel. Parlerions-nous d'une société si les divers groupes d'une société se rejetaient les uns les autres absolument ? Ce n'est pas revenir ici au niveau des relations sociales et du système social, mais insister sur le fait que le sujet historique est appelé à la totalité, parce que fondement d'une situation sociale et culturelle, considérée dans son ensemble, y compris ses conflits et ses contradictions.

Il est aussi impossible d'accepter l'idée globale d'une société, système de conduites adaptées les unes aux autres, fondées sur un code accepté par tous ses membres, que de se représenter la société comme coupée par un conflit total. Que l'histoire soit largement orientée par la lutte des classes est un fait d'observation d'une extrême importance à condition qu'on ne le sépare pas de son corollaire : il n'existe pas de société où cette domination ne soit pas reconnue par ceux mêmes qui en sont les victimes ou bien où ceux-ci ne se réfèrent pas à un modèle de société délivrée du conflit des classes. Et que l'on ne dise pas ici que les maîtres trompent, endorment ou pervertissent les esclaves. Qu'apprenons-nous, en parlant ainsi, sur les attitudes réelles des esclaves et au nom de quoi définissons-nous les sentiments qu'ils auraient dû avoir, l'action qu'ils auraient dû mener ? L'histoire est souvent lutte des classes, elle est en même temps organisation, institution et culture et c'est d'abord cette apparente contradiction qu'il faut expliquer.

[128]

B. LA CONSCIENCE CONSTITUANTE

[Retour à la table des matières](#)

Comment ne pas se heurter d'abord au fait le plus élémentaire, celui que rencontrent d'abord Marx, Weber, Sartre, comme les économistes : la *rareté*, Le travail humain est production, mais l'humanité a vécu dans la misère et lutte toujours contre la pénurie. Comment donc comprendre une société par le travail, sans placer aussitôt, face au travail, la rareté, contre qui lutte le travail sans jamais en triompher complètement ?

Mais la rareté n'est pas seulement l'obstacle contre lequel lutte le travail, elle est situation vécue, vie humaine. Plus la rareté est grande, plus la misère est profonde et moins l'homme se saisit lui-même comme travailleur ; parce qu'il ne se saisit comme actif que par ses œuvres, tant que celles-ci sont faibles et dispersées, l'homme ne se définit pas comme créateur en face du *milieu naturel* et ne comprend pas celui-ci comme tel. Non pas qu'il renonce à penser la création et l'histoire, mais son impuissance personnelle le contraint à inverser les termes de son problème : s'il est impuissant lui-même en face de la nature, c'est que la puissance créatrice est dans la nature, qui devient ainsi métaphysique.

Si la *conscience fière* du producteur est toujours présente, même si elle est détournée, sa représentation du monde est fortement marquée par sa *conscience soumise*, par la soumission de l'homme, non pas à la nature, mais à l'ordre voulu du monde, à la création. Le travail, au lieu d'être conçu comme principe révolutionnaire, affirmation de l'homme par l'homme, est conçu comme soumission à cet ordre et comme exécution d'un devoir prescrit. Tant que les résultats du travail ne peuvent pas être attribués à l'intervention humaine, la société ne peut être pensée comme un produit du travail humain. Si la tempête engloutit les navires marchands, si la grêle ruine les moissons, si l'ignorance empêche de compter l'espace, le temps et la production, comment les rapports sociaux et les institutions pourraient-ils reposer sur des principes rationnels d'organisation et surtout comment pourraient-ils être conçus comme produits par l'existence sociale des hommes ?

La raison humaine est toujours à l'œuvre, s'efforçant de classer, d'ordonner, de comparer. Les formes d'organisation des échanges sociaux comme les conditions de fonctionnement d'un système social sont l'objet de réflexions collectives et personnelles. Mais l'action historique, le travail créateur sont difficilement saisis comme principes d'analyse et de décision. C'est la difficulté de fermer le cercle qui relie l'homme à [129] ses œuvres qui explique l'absence d'une revendication fondée sur les droits du travail.

Le pouvoir de l'homme sur l'homme n'est pas imposé par la rareté, il est permis par l'absence de revendication. La *conscience constituante* est l'application à la vie sociale de cette conscience soumise qui s'oppose à la conscience fière comme la rareté au travail. Par elle, la vie sociale est replacée sous l'autorité, sous la légitimité d'un ordre supra-naturel, non pas ordre des choses, mais ordre d'un sujet, qui n'est ni humain ni inhumain, mais suprahumain, avec lequel les hommes communiquent, qu'ils peuvent utiliser ou fléchir, mais parce qu'ils se soumettent à lui et qu'ils ne se saisissent comme hommes qu'en renonçant à leur orgueil de créateurs.

Ce n'est pas cette conscience constituante qui suscite les maîtres qui dominent la masse des travailleurs ; c'est elle qui permet leur pouvoir en arrêtant le soulèvement révolutionnaire de l'esclave contre le maître, du travailleur contre l'oisif.

La conscience constituante ne *reconnaît* donc pas les maîtres en tant que tels. Elle s'oppose seulement à ce que la société soit considérée comme un ordre pure-

ment social, l'organisation sociale comme l'organisation de la production. Le pouvoir des maîtres est considéré comme leur participation à un ordre suprahumain. C'est pourquoi la domination est fondée sur des caractéristiques non sociales mais personnelles, non pas acquises (*achieved*) mais transmises (*ascribed*) : C'est la naissance, le peuple d'origine, le caractère, la force physique qui manifestent la supériorité du maître.

Mais le travailleur ne pourrait pas reconnaître le maître si celui-ci ne manifestait pas l'ordre suprahumain dans la vie sociale, si le maître n'était pas celui qui conquiert, qui organise, qui protège. Inversement, le rôle instrumental des maîtres ne suffit pas à faire reconnaître leur domination, puisque la dysfonctionnalité économique des maîtres est patente et qu'eux-mêmes se donnent pour hommes de guerre, de prière ou de loisir et non pour hommes de travail.

Leur rôle social est reconnu comme éminent parce qu'il est créateur d'ordre et cet ordre est valorisé non comme instrument au service du travail mais comme manifestation du sujet suprahumain. Ce n'est donc ni la conscience fière qui reconnaît les maîtres pour leur rôle matériel, ni la conscience constituante qui les reconnaît comme représentants d'un ordre suprasocial. Dans le premier cas, ce sont des chefs et non des maîtres qui seraient reconnus ; dans le second, des prêtres, non des maîtres. Le maître, la classe dominante n'est reconnue que parce que l'ordre suprahumain révérend n'est qu'une projection du sujet humain et parce que le maître, instaurateur d'ordre, représente, à travers [130] le monde sacré, le sujet humain. Le maître participe à un ordre constitué par l'homme et donc celui-ci, en retour, participe à travers le maître au sujet historique, projeté dans le sacré. Ainsi s'établit la domination du maître, à la fois sociale et suprasociale, parce que le monde suprahumain n'est pas un monde étranger à l'homme, mais constitué par lui.

Rien ne serait plus faux que d'interpréter cette analyse en termes de raisonnement conscient. Si l'homme avait conscience de constituer le sacré, les dieux redeviendraient des hommes. Nous n'entendons nous placer ici qu'au niveau du sujet historique, qui n'est pas conscience réflexive des individus, mais système d'orientation des acteurs historiques.

Ces orientations ne sont pas choisies, elles sont indissolublement liées à la situation du travail. Mais celle-ci n'est pas seulement un ensemble de détermina-

tions concrètes, un métier, un revenu, un type d'insécurité ; elle est l'action, elle détermine la conscience que l'homme prend de lui-même et donc toute l'organisation de la vie sociale.

L'esclavage, dit A. Aymard (« L'idée de travail dans la Grèce archaïque », in *Journal de Psychologie*, 1948, n° 1, p. 29-45), ne peut s'expliquer par l'absence de machines, comme s'il devait disparaître quand les navettes tisseront toutes seules et que la coupe se remplira sans qu'aucune main verse le liquide, selon les images d'Aristote et de Cratès ; l'absence de machines s'explique à son tour par l'esclavage. Mais, au lieu de s'en tenir à ces interactions, ne peut-on évoquer, non seulement, comme le fait cet historien, une culture aristocratique, hostile au travail manuel, méprisant les applications utilitaires de la science, mais plus largement une situation de la conscience dont ce mépris n'est qu'un des termes, qui s'accommoderait mal d'être associée à une vision positive et rationaliste chez les esclaves eux-mêmes. Le peuple du Moyen Age n'a-t-il vu dans les cathédrales qu'un gâchis économique ? Même les paysans brésiliens d'aujourd'hui ne parlent pas ainsi de Brasilia : ni les uns ni les autres ne subissent les fantaisies des maîtres ; il les reconnaissent parce que la domination des maîtres se fonde sur un ordre sacré ou traditionnel, et que c'est dans cet ordre que le sujet s'atteint en s'aliénant, faute de pouvoir s'atteindre dans un monde créé par lui et qui n'a pas encore été construit.

Si l'on dit que la conscience constitue la classe supérieure, cela ne veut pas dire que les travailleurs choisissent leurs maîtres, mais seulement qu'ils ne les considèrent pas en termes purement sociaux, car alors les travailleurs rejetteraient ces défenseurs trop coûteux. Un tel calcul rationnel est précisément ce qui n'est pas pensable dans les civilisations pré-industrielles, alors que l'homme ne se saisit pas encore [131] entièrement à travers ses œuvres et projette le sujet historique hors du monde social.

La conscience constitue le rapport du maître et du travailleur et non pas les formes concrètes d'organisation du travail. P. Bastide (*Brésil, Terre des contrastes*, Paris, Hachette, 1958) résume l'histoire du Brésil comme la succession ou la coexistence de civilisations du cuir, de la canne, du cacao et du café. Il serait ridicule de chercher à rendre compte des caractères concrets de ces civilisations à partir de la conscience constituante. Les formes de la propriété, de l'organisation technique du travail et des modes de subsistance requièrent avant tout des explica-

tions historiques et géographiques concrètes. Mais que l'on veuille comprendre l'organisation sociale et son évolution, le type de pouvoir des maîtres ou les croyances religieuses, et nécessairement il faut faire appel à la conscience constituante et à ses rapports avec la conscience fière, non pas directement, certes, mais, nous l'avons dit à travers les constructions structuralistes, les explications fonctionnalistes ou les analyses actionnalistes.

Plus les sociétés considérées sont *historiques*, c'est-à-dire plus il est possible de suivre les progrès de leur travail, plus l'appel à l'analyse actionnaliste est direct et devient une composante importante de l'étude historique.

Si la domination des maîtres n'est constituée que par la double nature de la conscience des travailleurs, conscience fière et conscience constituante, il s'ensuit qu'elle n'est pu un fait universel.

Tant que l'action créatrice de l'homme est faible, tant que ses résultats n'augmentent pas ou augmentent trop lentement pour être perçus, la contradiction des classes n'apparaît pas ; elle ne se manifeste que quand s'étend le monde des produits du travail et quand l'homme, créateur et dépendant à la fois, prend conscience du sujet créateur, mais ne le conçoit que comme projeté hors du monde humain, force surnaturelle. C'est le développement de cette contradiction qui marque l'*échauffement* des sociétés, pourrait-on dire en utilisant l'image de C. Lévi-Strauss opposant les sociétés primitives, *froides*, aux sociétés industrialisées, *chaudes*.

Dans ces sociétés du travail et de la rareté, l'ordre social ne repose que sur des *garants métasociaux*, religieux surtout. Ce sont des sociétés symboliques, où tout témoigne d'un autre monde, plus humain que l'humain et dont les mythes témoignent d'un excès du signifiant par rapport au signifié connu et donc de la nécessité de rendre compte du *signifiant flottant*, selon l'expression de C. Lévi-Strauss, c'est-à-dire [132] de l'effort pour saisir l'homme, non dans ses créations, mais dans un créateur créé par lui.

À l'inverse, nous le verrons, à partir du moment où l'homme vit et travaille dans un environnement dense de créations humaines, dans un *milieu technique*, sa

conscience constituante disparaît et il ne reconnaît plus la domination des maîtres, ou du moins des classes supérieures, c'est-à-dire une domination transmise et personnelle.

Il est tentant d'aller plus loin dans cette voie et de définir un ensemble cohérent d'orientations sociales et culturelles correspondant à un certain état de développement du travail. C'est ainsi que l'on parle aussi couramment d'une mentalité primitive que de « l'homme industriel ». Ces notions peuvent, au premier abord, apparaître en accord avec les principes d'une sociologie du travail ; elles sont pourtant en contradiction totale avec eux. Non seulement elles révèlent vite leur inconsistance si on essaie de les utiliser dans des analyses concrètes, mais surtout elles introduisent une forme particulièrement dangereuse de naturalisme sociologique : si l'on oppose globalement des mentalités, il faut reconnaître que l'unité du donné historique ne repose que dans le travail comme situation matérielle, et celui-ci, ne pouvant plus être considéré comme orientation du sujet historique, doit être conçu comme fait naturel, ce qui exclut toute possibilité de communication entre la situation et l'action historique.

Au-delà de sa valeur propre, la vigoureuse critique de Lévi-Strauss contre les notions de mentalité primitive et de totémisme a une portée générale. Il s'agit de retrouver l'unité du donné historique et donc la possibilité d'une sociologie de l'action en se plaçant résolument dans l'ordre culturel. On ne peut évidemment expliquer le passage de la nature à la culture autrement qu'en admettant comme donné premier de l'histoire humaine l'existence d'un principe culturel. Nous le nommons travail, mais il faut reconnaître que le mot peut tromper. Ce n'est pas l'activité matérielle ou les résultats tangibles du travail qui doivent être considérés d'abord, mais bien la pensée, l'intelligence organisatrice qui place toujours l'homme en face de la nature en même temps qu'en elle.

Pour revenir aux termes que nous avons employés, il faut reconnaître une priorité dans l'analyse à ce que nous avons nommé conscience fière et qui est d'abord l'action créatrice. Dans les situations historiques matériellement les plus primitives, cette conscience fière se trouve dépourvue de presque tout contenu propre. Elle n'est pas fierté des créations réalisées, elle n'est pas dirigée vers des objets directement sociaux, produits du travail ; elle est pure forme imposée à un contenu façonné par la conscience constituante. En ce sens, les situations [133] les plus primitives sont celles où l'exigence logique de l'esprit humain se marque avec

le plus de force, car elle apparaît comme exercice de l'intelligence, volonté de classification de mise en rapport, d'organisation d'un champ concret plus que pensée technique ou principe de revendication sociale, comme c'est le cas dans les sociétés industrielles. À mesure que progresse l'emprise du travail humain sur la nature, la conscience fière acquiert un contenu propre, devient revendication sociale et principe d'évolution. L'opposition de la conscience fière et de la conscience constituante se manifeste d'autant plus clairement qu'elle approche davantage de son terme historique et de la naissance de la civilisation industrielle.

II. SOCIÉTÉS DE CLASSES ET CIVILISATION INDUSTRIELLE

A. LA DOUBLE DIALECTIQUE DES CLASSES SOCIALES

[Retour à la table des matières](#)

La conscience des travailleurs est donc dominée par le jeu dialectique la conscience fière et de la conscience constituante. La conscience constituante *fonde* l'ordre social en sacralisant les maîtres, mais elle est aussi un rappel détourné au sujet humain et l'appel à Dieu contre les maîtres donne à la religion sa puissance d'animation des soulèvements sociaux.

La conscience fière est aussi rappel au sujet humain, mais qui ne peut devenir conscient, qui anime des révoltes et non des révolutions ; elle renvoie ainsi au sujet extra-humain et suscite des mouvements autoritaires. Aussi les travailleurs sont-ils à travers toute l'histoire à la fois progressistes et autoritaires. Progressistes, parce que leur travail est un rappel au sujet humain, autoritaires - et culturellement conservateurs - parce qu'ils ne peuvent l'atteindre que projeté hors de lui-même dans le monde du sacré et parce qu'ils sont plus directement enfoncés dans l'aliénation naturelle. Tel est le sens, à l'époque contemporaine, des observations de psychologues et de sociologues comme Eysenck (*The psychology of Politics*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1954), Stouffer (*Communism, conformity and civil liberties*, New York, Doubleday 1955), Lipset (*Political man*, New

York, Doubleday, 1960, chap. IV) ou Kornhauser (*The Politics of mass society*, Glencoe, Free Press, 1959). Car il n'est pas suffisant de distinguer, comme le fait Eysenck grâce à l'analyse factorielle, deux dimensions dans les attitudes sociales : une dimension politique, qui va du conservatisme [134] au *radicalisme*, et une dimension psychologique, qui varie du libéralisme à l'autoritarisme. Les deux dimensions, une fois isolées, doivent être mises en rapport l'une avec l'autre. L'autoritarisme ouvrier, son goût pour la punition physique ou sa défiance des minorités, traduit une croyance au caractère sacré du donné, de la tradition, et une impuissance, à se saisir à travers un monde d'œuvres, retourné contre son créateur.

À l'inverse, les maîtres sont *réactionnaires* en ce qu'ils développent une idéologie qui les identifie au sacré et qui oublie que les maîtres sont créés par le travail et que les formes de domination changent avec les formes de travail.

Mais ils possèdent, avec cette conscience *idéologique*, une conscience *conquérante*. Parce qu'ils ne sont pas travailleurs, parce qu'ils ne *produisent* pas le sacré, et aussi parce qu'ils sont des éléments moteurs de l'organisation et du développement du travail, ils sont plus progressistes que les travailleurs. C'est dans la classe supérieure que la critique se développe, et lorsque de nouveaux maîtres remplacent les anciens, cette conscience libérale l'emporte le plus nettement sur la conscience idéologique, qui triomphe au contraire presque sans partage dans les classes dominantes en déclin.

Cette *double dialectique des classes sociales* permet d'abord de rendre compte - en des termes qui ne peuvent être précisés que par l'analyse concrète de situations particulières - des conduites sociales qui ne peuvent être réduites à l'opposition des intérêts de classe. Eue rappelle surtout à l'unité d'une société.

L'analyse ne peut faire abstraction de l'étude de la société globale ou la réduire à la connaissance des conflits de classes, comme si tous les faits sociaux ou culturels pouvaient être rapportés à un système de défense d'intérêts particuliers. Il est également insuffisant de se contenter d'affirmer que les classes montantes se placent sous le signe de la totalité, parce qu'elles sont alors porteuses du progrès historique. Toutes les classes, tous les groupes sociaux sont à tout moment porteurs du sujet historique, ce qui conduirait à opposer des visions du monde qui pourtant possèdent, de toute évidence, beaucoup d'éléments communs, si l'on ne recourait pas à une vision des classes sociales organisée autour de la notion de

sujet historique. Non seulement le bien et le mal le progrès et la réaction ne sont pas séparés par la barrière des classes sociales, mais toujours une conduite *progressiste* est nécessairement liée à une conduite *réactionnaire* : plus le sujet se pose et plus il se nie. Ce n'est pas là la vision grinçante d'une société qui engendre le progrès par ses contradictions mêmes et dont l'écroulement catastrophique libère une société plus avancée, mais l'image plus [135] dramatique d'une histoire dont tous les acteurs sont conservateurs dans la mesure où ils sont progressistes et conquérants dans la mesure où ils sont réactionnaires.

Si la conscience constituante *fonde* la structure de classe, elle ne la crée pas matériellement : notion théorique, elle n'est pas directement utilisable dans une analyse historique. Mais celle-ci n'y est pas non plus indifférente.

Non seulement une classe dirigeante ne se définit pas comme telle, est rattachée à des garants métasociaux de l'ordre social, mais l'action concrète de cette classe est dirigée vers des buts qui ne peuvent être exprimés en termes de classe. La conquête est un progrès, quand celui-ci ne peut se définir directement comme travail. C'est parce que la classe supérieure est constituée par la conscience constituante qu'elle apparaît antisociale, c'est-à-dire qu'elle considère l'organisation sociale comme soumise à l'action individuelle ou collective justifiée par l'intérêt personnel ou des valeurs personnelles.

On pourrait opposer à notre analyse fondée sur le travail l'importance historique de la *guerre*, opposition parfaitement justifiée si l'on considère le travail comme un *facteur* de l'évolution historique, mais qui doit laisser la place à une vision plus unifiée, dès que l'on considère le travail comme principe d'analyse théorique. Parce que la classe dominante est fondée sur des garants métasociaux, son action est aussi métasociale, c'est-à-dire que l'histoire réelle des sociétés suggère une analyse exactement opposée à celle qu'inspire leur étude théorique. Plus les garants métasociaux sont forts et plus les événements sont commandés par l'action de l'individu, par des préoccupations politiques ou militaires, très éloignées le plus souvent de la vie et de l'organisation économiques. Ce primat du politique, du militaire, du religieux sur l'économique manifeste la conscience constituante. C'est à mesure que celle-ci décline que l'analyse sociale des événements s'impose, que l'étude des forces et des rapports sociaux de production devient un principe d'explication qui rend compte des autres.

L'existence de la conscience constituante ne subordonne donc pas seulement le social au politique et le politique au religieux, mais le social au non-social, qui est aussi l'individuel. C'est pourquoi l'historien vivant dans une telle société recherche surtout l'effet des passions humaines et le rôle des personnalités.

Le conquérant est à la fois un individu et le porteur des valeurs d'une culture, double nature que traduit la notion wébérienne de charisme et qui éclaire l'orgueil et la dévotion, l'égoïsme et la foi de ceux qui, dans ces sociétés, commandent aux événements.

La violence et la conquête, non pas comme moments particuliers [136] d'une politique économique, mais comme faits premiers, comme rapt d'hommes et de richesses plutôt que comme instrument de développement et d'organisation des forces de production, manifestent une situation où, la nature échappant à l'homme et lui apparaissant comme suprahumaine, est sur l'homme lui-même que peut seulement s'exercer la puissance dominatrice de l'homme. Parce qu'il a projeté hors de lui le sujet historique, l'homme devient nature, nombre, source d'énergie, force combattante. L'histoire apparaît d'autant plus dominée par l'événement, le *réalisme* des princes est d'autant plus grand que l'aliénation naturelle et donc la conscience constituante sont plus fortes : la domination de l'homme sur l'homme est à la fois soumission de l'homme au sacré et la seule forme possible de sa domination sur la nature. Le progrès ne s'accomplit qu'en utilisant l'homme comme chose. Si l'on observe l'histoire du point de vue du présent, le développement du travail collectif s'accompagne d'un affaiblissement progressif des dépendances personnelles, de l'esclave au serf puis au salarié ; mais si l'on se place avant les débuts historiques du développement rapide des forces de production, celui-ci apparaît lié à un éclatement des communautés, à l'opposition des classes, à la domination de l'homme sur l'homme.

Il faut y insister. Ce n'est pas la conscience constituante qui crée matériellement les maîtres : les peuples ne se choisissent pas comme esclaves, affirmation qui peut avoir un sens philosophique et qui n'en a historiquement aucun. Mais la domination des maîtres comme la soumission des esclaves ne peuvent se comprendre que rapportées à la situation du sujet historique. Situation définie par le travail, situation matérielle donc, mais en même temps fondement d'une conscience sociale. Sans recours à celle-ci, on ne peut comprendre comment des rapports sociaux *correspondent* à une situation de travail. Cette correspondance n'est pas

naturelle, immédiate ; elle doit être comprise, c'est-à-dire reconstruite. Les attitudes collectives, les représentations sociales qui ne peuvent être prises pour la vérité d'une société permettent au sociologue et à l'historien d'en découvrir la nature. Si l'on préfère choisir une voie plus courte et plus brutale pour l'analyse, on est conduit à considérer ces représentations comme une fausse conscience, à interpréter une société au nom d'une doctrine sociale, ce qui interdit de la comprendre dans sa vérité.

C'est seulement la naissance du milieu technique et le déclin, qui lui est lié, de la conscience constituante, qui à la fois affaiblissent les garants métasociaux de la domination des maîtres et diminuent leur rôle individuel de conquérants, ceci jusqu'au moment théorique, qui sera étudié plus loin, où l'histoire semble se réduire au conflit direct [137] et total des travailleurs et des dominateurs. Moment théorique, disons-le dès maintenant, qui ne correspond à aucune situation réelle et dont la naissance de la civilisation industrielle écarte les sociétés modernes, en donnant de nouvelles formes aux valeurs globales et au contrôle de la société sur le travail et ses conflits.

B. SOCIOLOGIE HISTORIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Les remarques précédentes ne visent en aucune manière à présenter des généralités historiques ; elles veulent, en restant au niveau des principes d'analyse, lier fortement la notion de classe sociale à celle de sujet historique et souligner ainsi l'importance exceptionnelle et aussi les limites de cette notion. Son importance vient de ce que le sujet historique ne se présente que réfracté dans diverses classes sociales et d'abord dans l'opposition fondamentale des travailleurs et des maîtres, ce qui interdit aussi bien de réduire la dynamique sociale au conflit des classes que de définir, à l'époque historique, une culture ou un esprit isolables d'oppositions de classes considérées comme secondaires.

Si l'on essaie de trouver la raison d'être d'orientations normatives et plus particulièrement d'institutions, le principal problème est de reconstituer, à travers leur signification de classe, la *charge subjectale* de ces normes de conduite. Cette remontée au sujet peut être nommée sociologie historique, si on la considère d'un

point de vue -purement théorique, puisqu'elle vise à reconstituer, à partir du sujet historique et de la structure des classes, le sens des conduites sociales qu'on étudie.

Le principe de ce type d'analyse est que toute conduite socialement réglée peut être considérée d'un côté comme manifestation du sujet historique, lui-même déterminé par le travail, donc comme élément d'explication des rapports de classes et de l'autre comme expression d'intérêts de classes et, dans le cas le plus fréquent, de la conscience idéologique de la classe dominante. Les institutions les plus complexes peuvent même être analysées à l'aide des quatre orientations du sujet historique visibles dans le système des classes : conscience fière et conscience constituante, conscience idéologique et conscience conquérante. Il ne s'agit donc ici ni de suivre les conséquences sur les institutions et la culture d'une aliénation économique fondamentale, ni même de suivre l'action réciproque (*Wechselwirkung*) de divers niveaux de la réalité sociale.

Si l'on veut conserver l'image d'une société étagée, on dira qu'elle doit se lire dans les deux sens, que ce qui est le plus superstructurel, comme la vie religieuse ou intellectuelle, est en même temps le plus [138] fondamental et, si l'on peut dire, le plus infrastructurel, en ce sens qu'on doit logiquement le faire intervenir dans l'analyse avant la définition du système des classes. Il est donc plus raisonnable de renoncer à ces termes d'infra et de superstructure qui ne peuvent qu'entraîner des images mécanistes, d'autant que la place dans l'analyse d'un type de conduites n'est nullement constante et que l'élaboration théorique a pour principale tâche de définir concrètement les principes de variation de la signification de chaque catégorie de faits sociaux.

Ne donnons qu'une indication - hypothétique - sur ce que peuvent être ces principes de variation.

On peut penser que le progrès du travail, des forces de production, du *milieu technique* entraîne un affaiblissement progressif des garants métasociaux de l'ordre social. On dira par exemple qu'à un garant religieux succède un garant politique, peut-être à partir de la Renaissance pour l'essentiel, puis un garant économique, à partir du développement de l'industrie moderne. Le monarque de droit divin est remplacé par le prince, à son tour remplacé par le marché et les lois économiques. À travers cette histoire, la désacralisation indique une prise de cons-

science grandissante du sujet historique par lui-même comme créateur et donc un dépassement de la conscience constituante.

Le résultat doit être que les garants métasociaux périmés n'apparaissent de plus en plus que comme des produits de la conscience idéologique de la classe supérieure : le retournement de la bourgeoisie française, d'un libéralisme voltairien à un conservatisme bien pensant, à mesure que se développe la civilisation industrielle et que grandit la force du prolétariat urbain, en serait un exemple. Ainsi les garants métasociaux deviendraient-ils, en s'affaiblissant, de plus en plus étroitement institutionnels, ce qui serait lié à un déclin des fondements du pouvoir des classes dominantes et surtout à une dépersonnalisation des rapports de domination, à mesure que l'on passe de l'esclavage au servage puis au prolétariat. En même temps, ces rapports de classes apparaissent sous une lumière de plus en plus crue, les travailleurs les découvrent de plus en plus pour ce qu'ils sont socialement, ce qui entraîne l'apparition de conflits de classes de plus en plus purs et aussi le renforcement de l'appareil idéologique de la classe dominante.

Mais ce mouvement n'est qu'un aspect de la décomposition des garants métasociaux ; l'autre est le rappel du sujet à soi. Si le sacré n'est que la projection du sujet historique hors de l'homme par la conscience constituante, la désacralisation entraîne aussi, en même temps qu'une idéologisation de certaines institutions religieuses, un rôle peut-être croissant de la conscience religieuse comme inquiétude du sujet ; [139] le métasocial dans son déclin devient à la fois plus social et plus métaphysique.

Le déclin de la conscience constituante entraîne donc une séparation de plus en plus organisée entre l'action économique de la classe dominante et l'action des garants métasociaux de son existence. Pratiquement un conflit croissant apparaît entre forces économiques et forces politiques, elles-mêmes plus ou moins fondées sur des valeurs religieuses. Il n'est pas suffisant de parler du retard des superstructures sociales, politiques et idéologiques par rapport à une infrastructure économique. Jusqu'à l'apparition de la civilisation industrielle, la laïcisation de la classe dominante n'est que partielle et le pouvoir repose encore sur la conscience constituante. Aussi, à côté de la logique du développement économique et social d'une bourgeoisie commerçante ou industrielle, se développe-t-il une logique du pouvoir politique ou de l'absolutisme. L'histoire dite moderne, celle de la période pré-industrielle, des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles en particulier, est dominée par le

jeu complexe des forces économiques et du pouvoir politique, celui-ci s'appuyant à la fois sur la conscience constituante d'un peuple encore engagé dans une vie économique traditionnelle et sur les forces modernisatrices dont elle appuie le développement ; celles-là s'opposent au pouvoir politique au nom de la liberté d'entreprise, et recherchent aussi des formes nouvelles de garants métasociaux capables de fonder leur pouvoir. La révolution politique n'accompagne pas toujours la modernisation de l'économie et les débuts de la révolution industrielle. Elle se produit à la fin du XVIII^e siècle en France, mais non en Angleterre. De telles différences ne peuvent être comprises qu'en recherchant les conditions historiques d'un développement direct -non animé par un État éclairé - de l'activité économique et d'une séparation concomitante des valeurs économiques et des valeurs politiques, séparation beaucoup plus faible en Angleterre qu'en France. De telles études historiques peuvent être menées à l'aide de notions économiques positives, mais elles impliquent aussi le recours à une explication des conditions du décalage entre la vie économique et la vie politique, ce qui conduit à considérer les fondements historiques d'un pouvoir politique à la fois lié à la vie économique et en opposition avec eue, double relation traduisant le processus de décomposition d'une conscience constituante, qui se détruit et se reconstruit à la fois et qui entre donc en lutte contre elle-même.

L'idée que toutes les catégories de faits sociaux peuvent être analysées de deux manières, dans les sociétés de classes, prolonge et réinterprète l'idée de Weber qu'il n'existe qu'à la limite des conduites strictement économiques, de même d'ailleurs que strictement politiques ou [140] religieuses. Elle conduit à s'écarter d'une démarche courante - et qui n'est pas sans valeur, dans une phase préliminaire, descriptive de l'analyse - celle qui consiste à rechercher l'*esprit* d'une institution ou d'un système culturel, sa logique interne. Cette recherche risque en effet ou de privilégier des rationalisations idéologiques ou d'introduire des notions anachroniques. On doit au contraire rechercher la contradiction qui oppose le sens subjectal et le sens de classe dans une institution ou des mœurs, non pas en les distinguant, mais en établissant leurs rapports. On peut penser - mais une hypothèse aussi générale n'est indiquée ici que pour illustrer le raisonnement - que la signification de classe est d'autant plus dominante que l'aspect institutionnel, c'est-à-dire les obligations et les sanctions sont plus clairement définies. Mais même dans ce cas, dans celui du droit en particulier, une telle analyse reste unilatérale.

Inversement, l'aspect volontaire de certaines conduites réglées invite à rechercher d'abord leur signification subjectale, mais dans ce cas aussi, dans celui de la vie religieuse en particulier, une analyse aussi limitée négligerait la signification de classes des institutions religieuses. Cette double signification n'existe que pour autant que les rapports de classes sont institutionnalisés. Ainsi s'établit la nécessaire continuité entre l'analyse actionnaliste et les notions fonctionnalistes. Le conflit de classes est un mode d'existence du sujet historique, mais chaque classe, et surtout celle qui détient le pouvoir économique et politique, impose au système social des normes qui ne sont l'expression directe ni du sujet historique, dans son principe, ni des intérêts d'une classe. La démarche nommée ici sociologie historique doit pénétrer à tous les niveaux de la réalité sociale, mais plus elle s'éloigne de la situation historique globale du sujet historique, plus elle se lie directement à l'analyse fonctionnaliste du système social. Mais cette continuité, sans laquelle il n'y aurait pas d'analyse concrète possible, ne doit pas masquer la complète autonomie de chacune des démarches de l'analyse.

La confusion des deux significations, subjectale et de classe, semble d'autant plus grande qu'on considère des activités plus créatrices, plus libres. C'est ce qui donne son importance à l'étude des intellectuels. Dans beaucoup de cas, on peut les considérer à la fois comme des créateurs, porteurs d'une conscience fière et qui augmentent par la science ou par la réflexion l'emprise de l'homme sur la nature et comme les porte-parole de la conscience constituante, liant, comme les clercs du Moyen Age, la science et le sacré. Mais ils sont aussi, souvent matériellement, liés à la classe dominante dont ils expriment la conscience libérale et dont ils forgent les idéologies. Clercs et légistes, c'est-à-dire à la fois savants et religieux, libéraux et idéologues, ils portent [141] en eux la double dialectique des classes sociales et la complexité de leur action s'accroît encore du fait que leur pensée dépasse le cadre de leur vie, joue un rôle à la fois d'unification et d'innovation. Comment ces divers rôles se combinent-ils, selon les moments de l'évolution historique, selon le progrès, lent ou rapide, du travail humain, selon que la classe dominante à laquelle ils sont liés est en ascension, à son apogée ou à son déclin ? Ces questions ne peuvent recevoir de réponse générale, mais elles permettent d'orienter les recherches historiques, non seulement pour comprendre les divers courants de vie intellectuelle d'une époque, mais surtout pour analyser les plus grandes oeuvres. Si celles-ci étaient celles qui expriment le mieux une époque,

considérée comme une réalité définissable globalement, elles devraient être les plus incompréhensibles pour les générations futures. Le problème est bien, comme le soulignait Marx, de comprendre pourquoi nous sentons et nous aimons les grandes œuvres du passé. N'est-ce pas dans la mesure où elles ont le mieux unifié des orientations contradictoires ? Si nous nous sentons proches d'elles, ce n'est pas parce qu'elles ont atteint le tout de la condition humaine invariante, mais parce qu'elles témoignent, dans leur organisation plus que dans leurs thèmes, de la totalité, de ce sujet historique qui ne peut être ni identifié à une situation sociale, ni défini hors d'elle.

Cette analyse ne suggère que l'un des modes d'étude des œuvres intellectuelles. Elle écarte déjà l'idée trop simple du créateur témoin de son temps, comme si celui-ci formait un ensemble simple que l'artiste ou l'intellectuel transcrit. Mais ce n'est que le point de départ d'une étude qu'à mesure qu'elle se rapproche d'une perspective structuraliste, en particulier par l'étude des styles, accentue la rupture entre le créateur et son milieu. Celle-ci ne serait pas possible si, déjà dans l'analyse actionnaliste, l'idée d'une correspondance simple ne devait pas être écartée.

C. LA CIVILISATION INDUSTRIELLE ET SES ALIÉNATIONS

[Retour à la table des matières](#)

La dialectique de la conscience constituante et de la conscience fière et par conséquent la double dialectique des classes sociales ne définissent pas le sujet historique en général, mais seulement l'une de ses situations. Ces notions ne sont pas directement applicables dans les sociétés dites primitives, celles où l'emprise du travail humain sur la nature est trop faible et surtout progresse trop lentement pour que se manifeste la contradiction apportée par l'action transformatrice de [142] l'homme entre la nature et la culture. Ceci signifie non pas que dans cette situation la dialectique fondamentale du sujet historique n'apparaît pas, mais peut-être qu'elle n'est pas isolable des autres thèmes de l'action : l'existence humaine et le rapport à autrui.

À l'inverse, on ne peut plus parler de conscience constituante dans la civilisation industrielle. Celle-ci se définit par la formation d'un *milieu technique* de plus en plus cohérent ; la plus grande partie des travaux s'y exercent dans des conditions et sur des données non plus naturelles ; mais déterminées ou façonnées par l'homme. Tel est bien le sens de la distinction introduite par C. Clark dans *The conditions of Economic Progress* (Cambridge University Press, 1940) entre travaux primaires, secondaires et tertiaires. Des premiers aux derniers, le caractère technique et social de la production s'accroît : le travail s'exerce moins sur des matières premières ou sur des produits naturels et davantage sur des machines ou sur des informations. Le travail n'est plus la rencontre de l'homme et de la nature, mais de l'homme et des ouvrages humains.

Ce n'est donc plus hors de l'homme, mais dans son action qu'est saisi le sujet historique et la dialectique de celui-ci est celle de la création et du contrôle. C'est dans la *création*, dans la production, que l'homme se saisit comme sujet historique et ce qu'il exige est le contrôle de ses œuvres, à tous les degrés.

La notion de *contrôle* souffre d'une certaine obscurité. En son sens traditionnel, elle indique une activité qui suit la décision, ne l'oriente pas et vérifie seulement sa conformité avec des principes ou des règles établies à l'avance. Puisque le droit de contrôle repose sur certains principes, il est naturel que, dans la pratique, le contrôleur intervienne, directement ou indirectement, sur la décision qu'il aura à examiner. Celui qui prend la décision peut, certes, s'isoler, et remettre à plus tard sa confrontation avec le contrôleur mais, en règle générale, il s'efforce de prévoir le jugement de celui-ci et donc lui reconnaît une certaine influence dans les décisions qu'il prend. Dans le domaine du travail, l'existence de lois sociales, dont le contrôle est assuré par des administrateurs ou par des tribunaux, aide les syndicats à intervenir dans l'élaboration des mesures qui intéressent les travailleurs. Ce glissement de la vérification à l'influence peut être important ou faible ; il explique au moins qu'en fait le mot contrôle soit de plus en plus employé dans un sens nouveau, probablement venu de l'anglais et qui fait dire qu'une armée contrôle les faubourgs d'une ville ou que les syndicats allemands contrôlent la politique sociale des entreprises.

Si nous avons nous-même parlé de syndicalisme de contrôle (cf. *Cahiers internationaux de Sociologie*, janvier-juin 1960, p. 57-58), c'est [143] pour définir la situation où le syndicalisme intervient dans la politique économique et sociale à

divers niveaux sans pour autant mettre en cause l'indépendance réciproque des organes de décision - État ou entreprise - et du syndicalisme. Ce type d'action syndicale s'oppose aussi bien à l'idée du « pouvoir ouvrier » qu'à un syndicalisme d'affaires, cherchant seulement à renforcer au maximum la position des travailleurs dans des négociations collectives.

Le contrôle dont nous parlons ici doit être entendu au sens le plus large : il est l'effort par lequel les travailleurs cherchent à éliminer ce qu'ils estiment être des dangers de rupture entre eux-mêmes et leurs œuvres, aussi bien au niveau du poste de travail qu'à celui de la société nationale. Plus se développe la civilisation industrielle, plus les médiations entre le producteur et le résultat de son travail sont nombreuses et complexes. Plus, en même temps, la conscience de création devient collective, du simple fait qu'il est plus aisé de déterminer le progrès de la productivité nationale que la production d'un individu.

Considérés au niveau le plus global de la réalité sociale, les termes de création et de contrôle peuvent être remplacés par ceux de *développement* et de *démocratie*. Le développement est plus que la croissance et *a fortiori* que l'expansion. Il est la transformation de la société par le travail. La démocratie n'est pas un mécanisme institutionnel un ensemble de garanties pour les minorités ou de soumission des dirigeants à un libre verdict populaire, définitions importantes mais partielles ; elle est d'abord la conscience, librement formée et exprimée, de la légitimité des modes d'utilisation du produit du travail individuel et collectif.

La diversité des problèmes sociaux du travail et donc, nous le verrons dans un instant, la pluralité des sources d'aliénation est inséparable de l'unité de la *civilisation industrielle*. Celle-ci correspond à une situation nouvelle du sujet historique parvenu à la fin de sa préhistoire, pour parler comme Marx ou, comme Cournot, à la fin de l'époque historique. Dans cette situation, la société s'organise en fonction de son développement et non plus de modèles ou de garants métasociaux. Aussi le principe d'unité de la civilisation industrielle entraîne-t-il la pluralité des sociétés industrielles. La diversité de celles-ci est peut-être aussi grande que celle des sociétés pré-industrielles, mais elle repose sur une problématique commune. Ceci ne signifie pas que cette diversité tienne seulement aux conditions et au degré d'industrialisation, soit donc la conséquence de la persistance plus ou moins grande d'éléments traditionnels dans les sociétés industrielles. Elle repose sur le caractère dirigé des sociétés industrielles, sur des différences de fonction-

nement qui tiennent aux multiples causes d'accentuation [144] ou d'affaiblissement de tel ou tel type d'aliénation, différences partielles mais qui retentissent sur l'ensemble d'une société dont le volontarisme accuse la structuration, l'interdépendance des parties. Telle est la raison pour laquelle il est préférable de parler de *la* civilisation et *des* sociétés industrielles. Si nous évitons l'expression, employée par G. Friedmann, de civilisation technicienne, sans pour autant nous y opposer, c'est afin de ne pas isoler le rôle des techniques, dont on pourrait croire qu'elles jouent directement un rôle de *primum movens* ; en parlant de *civilisation industrielle*, nous définissons un ensemble technique, économique et social, l'industrie, et, plus encore, une action historique, l'industrialisation.

Quel que soit le terme que l'on choisisse, l'important est de souligner que les sociétés industrielles (c'est-à-dire non pas des réalités concrètes comme un État national, mais les sociétés modernes en tant qu'elles sont industrielles) se définissent toutes à partir des mêmes principes. On ne peut nommer industrielle une société que si : 1) elle considère le développement rationnel de la production comme l'orientation normale de ses forces de travail et sa tâche principale, 2) elle considère ses institutions publiques comme une forme de contrôle social de ses activités économiques. On retrouve aisément dans cette définition la dialectique de la création et du contrôle, par quoi se définit le sujet historique. Il s'agit donc d'une définition sociologique et non technologique ou même économique. Elle ne porte pas sur des caractéristiques considérées comme étant d'une importance ou d'une généralité particulièrement grandes, mais sur les principes de légitimité d'un type de société.

C'est sa double face et nulle autre raison qui nous conduit à employer parallèlement deux expressions : la civilisation industrielle et les sociétés industrielles. La première se réfère à la généralité de l'orientation rationnelle-légale des sociétés ; la seconde souligne que l'organisation sociale peut être entièrement différente d'une société à l'autre, car la rationalisation n'entraîne « naturellement » aucune forme de contrôle ou d'aliénation particulière. Les sociétés industrielles peuvent viser les mêmes objectifs en suivant des modes d'action différents.

À parler de société industrielle, on risque, de plus, d'introduire une confusion entre ce terme et la société de masse, notion qui relève d'une autre perspective de l'analyse sociologique. C'est surtout dans la mesure où la charge subjectale de l'organisation du travail sociétal s'affaiblit que les diverses sociétés industrielles

semblent se rejoindre en se réduisant à leur caractère commun de sociétés de masse. L'importante distinction entre ces deux plans d'analyse sera plus longuement évoquée dans le dernier chapitre de cet ouvrage.

[145]

Le concept de civilisation industrielle et celui, qui lui est lié, d'organisation, ne doivent pas conduire l'analyse à s'installer d'emblée dans une méthode fonctionnaliste, mais au contraire à retrouver au niveau des systèmes de rapports sociaux et donc des rapports entre dirigeants et dirigés une double dialectique analogue à celle qui vient d'être esquissée à propos des classes sociales. Plus s'étend le *milieu technique* et plus s'accroît l'importance des rapports entre l'homme créateur et les moyens sociaux de sa création. Moins l'homme est dépendant, de la nature et plus il est dépendant des autres hommes, de l'organisation technique et sociale du travail collectif.

La dépendance du travailleur à l'égard des organisations de travail n'existe pas seulement dans les sociétés industrielles. Mais c'est seulement dans celles-ci qu'elle constitue une source particulière d'aliénation. L'administrateur ou le cadre n'est plus seulement le représentant du maître ; son autorité repose aussi sur la rationalisation et peut s'approprier cette fin sociale au service de laquelle elle est placée, la transformant ainsi en moyen d'exploitation des exécutants par les organisateurs. Le plus souvent, ce type nouveau d'aliénation apparaît en même temps qu'une autre forme d'appropriation particulière des valeurs sociales liées à la rationalisation : l'aliénation *techniciste*.

Le rappel du sujet historique à lui-même par le progrès du travail est inséparable d'un conflit de plus en plus aigu entre l'homme et son travail. Plus s'épaissit le milieu technique, plus l'homme vit au milieu de ses œuvres collectives et plus l'individu a peine à saisir son travail individuel dans le produit social. Nouvelle source d'aliénation, dont on analysera plus loin la nature, mais dont il faut dire dès maintenant qu'elle ne peut pas être une nouvelle forme d'aliénation naturelle, de dépendance à l'égard des choses, car le monde des machines et des usines est construit, organisé, dirigé par l'homme. Aliénation sociale donc, comme l'aliénation que nous appellerons *bureaucratique* et qui croît avec le développement d'organisations rationalisées. Mais la nature sociale de ces aliénations ne signifie en rien qu'elles soient réductibles à l'aliénation de classe. Celle-ci prend ses racines

dans la conscience constituante et dans l'aliénation naturelle. L'*aliénation bureaucratique* et l'*aliénation techniciste* sont au contraire des obstacles dressés devant le travailleur par le milieu humain de travail, par les œuvres de l'homme et non par la rareté et l'impuissance.

La nouveauté des sources d'aliénation propres aux sociétés industrielles est plus évidente encore, si après avoir signalé celles qui apparaissent dans l'exécution et dans l'organisation du travail, on considère celle qui peut apparaître au niveau du pouvoir et des décisions. Cette *aliénation proprement politique* n'est pas l'œuvre d'une classe particulière [146] défendant des intérêts privés, mais au contraire de dirigeants qui s'identifient à la collectivité et à ses tâches de développement économique. Elle fait peser d'autant plus lourdement l'intérêt général sur les citoyens que les dirigeants se dévouent plus complètement au premier et ne détiennent leur pouvoir que de leur rôle politique, au lieu que celui-ci soit un instrument au service d'intérêts particuliers.

Ces trois grandes types d'aliénation - techniciste, bureaucratique, et politique - peuvent se développer séparément ; ils peuvent aussi se combiner. Plus l'organisation du travail porte sur des ensembles et non plus sur des postes - évolution que symbolise commodément le passage de Taylor à Ford - plus a de chances de se développer une aliénation techno-bureaucratique. Plus l'économie dans son ensemble est orientée par un plan de développement, plus les détenteurs du pouvoir deviennent les dirigeants d'un appareil bureaucratico-politique. Une société où se combinent et s'unifient les trois grands types d'aliénation sociale doit être nommée *totalitaire*.

À mesure que le sujet historique se saisit plus directement - à travers ses œuvres - comme créateur, il devient une menace pour lui-même. Ce n'est plus le non-travail, la résistance de la nature qui l'emprisonne, mais le travail lui-même, dans ses exigences collectives.

Cette situation ne peut être comprise que si elle est exprimée non pas en termes de pressions ou de menaces pesant de l'extérieur sur des hommes, mais en termes d'action. Les aliénations qui viennent d'être évoquées pèsent d'autant plus lourdement sur une société que celle-ci est plus volontairement industrielle, qu'elle recherche plus explicitement son développement économique. Le règne des technicistes, des bureaucrates ou des dirigeants politiques n'est pas plus solide

lorsque les travailleurs ou les citoyens sont indifférents aux problèmes de la collectivité, mais au contraire lorsque la conscience créatrice s'exprime puissamment. Car celle-ci ne peut apparaître comme une revendication individuelle, le travail étant de plus en plus collectif, les tâches individuelles de plus en plus interdépendantes.

La relation qui unit la conscience créatrice et les aliénations n'est donc pas, dans la civilisation industrielle, de même nature que dans les sociétés pré-industrielles. C'est le non-travail, la soumission à la nature qui *constituait* l'aliénation de classe ; c'est au contraire la participation au travail collectif qui accroît les risques nouveaux d'aliénation. Comme l'ont montré depuis longtemps Weber et l'école italienne de science politique, depuis Michels et Mosca, les risques d'un pouvoir oligarchique sont d'autant plus grands que les valeurs d'une organisation sont plus démocratiques. Les grands conflits des sociétés industrielles [147] ne peuvent être exprimés en termes de classes sociales ; on les appellerait plus justement politiques, en ce sens qu'ils naissent dans l'appropriation des fins sociales par ceux, individus, organisations ou mouvements sociaux, qui se définissent comme des moyens à leur service.

Est-il besoin d'ajouter que ces principes sont insuffisants pour analyser une société ? Aucune société ne se définit uniquement comme industrielle. Dans les sociétés occidentales en particulier, les nouveaux problèmes sociaux se mêlent intimement à des problèmes traditionnels, non seulement liés au système capitaliste industriel mais souvent aussi à des situations économiques plus primitives, comme la spéculation foncière et immobilière. L'analyse sociologique, dont certains éléments sont présentés ici, ne peut être confondue avec l'analyse historique de tel ou tel ensemble concret.

L'aliénation la plus profonde de l'homme industriel est la privation de la conscience de création collective et cette privation ne peut avoir que des causes sociales. On peut en accuser les classes dominantes, mais ce n'est pas l'opposition à cette classe qui est ici l'élément moteur, c'est l'absence d'une conscience de progrès. Que la classe dominante se montre capable d'assurer le progrès, le développement technique et économique et - sur ce plan au moins - l'hostilité dont elle était l'objet disparaît.

Le premier principe de légitimité d'un régime industriel est sa capacité de développement économique. Qu'elle n'existe pas et tous les autres problèmes disparaissent, la liberté devient fade et l'individu cesse de rappeler ses droits en face de la collectivité. La stagnation de l'économie française pendant une partie de la première moitié du XX^e siècle a gravement atteint la légitimité de tous les gouvernements, diminué les effets des réformes menées dans cet esprit social-démocrate dont A. Sturmfels (*The Tragedy of European Labor*, Columbia University Press, New York, 1943) a bien montré la dramatique impuissance à traiter les problèmes du développement économique. Inversement, la légitimité du régime soviétique apparaît, dans cette perspective, solide : les contraintes dictatoriales et sanglantes imposées à la société soviétique par Staline n'ont pas atteint profondément la légitimité d'un régime qui réalisait les plans quinquennaux. Enfin, l'acceptation du régime nazi en Allemagne serait-elle compréhensible si l'on oubliait la perte absolue de légitimité de la République de Weimar emportée par la grande crise et la résorption spectaculaire du chômage pendant les premières années du régime hitlérien ? Il ne suffit pas d'en appeler à un prosaïque : *primum vivere*. L'individu, le travailleur d'une société industrielle n'en appelle à lui-même et à ses droits qu'à partir du [148] moment où il prend conscience de son intégration dans une société en développement.

C'est dans les pays économiquement arriérés que l'exigence de développement apparaît la plus pressante ; mais c'est dans les pays industriellement avancés qu'elle est le principe central d'orientation des conduites sociales. L'aliénation la plus profonde que puisse subir une société industrielle est de ne pouvoir se saisir comme telle, d'être en contradiction avec elle-même : ne pouvant tourner sa révolte contre une nature solidement tenue sous contrôle, de devoir la tourner contre elle-même. Si les aliénations techniciste, bureaucratique et politique représentent diverses formes de privation des travailleurs du contrôle de leur travail, le non-développement économique est une aliénation qui frappe la conscience créatrice elle-même.

D. SUJET HISTORIQUE ET SUJET PERSONNEL

[Retour à la table des matières](#)

Le sujet historique, c'est-à-dire le principe d'unité et de signification d'un système d'action historique, ne peut jamais être identifié à un acteur concret, individuel ou collectif, qu'il soit le chef d'une nation, le porte-parole d'une classe ou le guide intellectuel d'une génération. Inversement, nous l'avons dit, tout acteur particulier, au moins en principe, participe au sujet historique, en ce sens que son action a une certaine charge subjectale. L'analyse actionnaliste se porte le plus volontiers vers l'étude des mouvements sociaux, car c'est aux conduites collectives qui portent consciemment en elles une certaine « image de l'homme » qu'il est le plus aisé d'appliquer ses principes. On risque cependant soit de limiter son champ d'application, soit de céder à une interprétation trop épique de l'histoire, si on oublie que le sens subjectal de l'action se manifeste par bien d'autres voies, qu'il subsiste même lorsque aucun mouvement social ne se manifeste clairement

L'analyse actionnaliste veut considérer toutes les formes d'organisation sociale comme des « *politiques* » de fait, sinon d'intention. Ce faisant, elle n'a jamais la prétention de remplacer tout autre mode d'analyse ; elle recherche seulement le sens des conduites des acteurs historiques à travers des formes institutionnelles. Au lieu de partir des orientations normatives de l'action pour descendre aux normes institutionnelles et aux comportements qu'elles commandent, elle suit un mouvement inverse à celui qui lui est le plus naturel et s'efforce de retrouver derrière la pression des institutions le « projet » des acteurs. Un exemple s'offre aussitôt : celui de l'organisation urbaine. Alors que la sociologie aime à s'intéresser surtout aux effets de l'organisation [149] urbaine sur les comportements sociaux des individus, des familles et des groupes, il faut souligner l'importance de ce qu'on peut nommer l'*urbanistique*, c'est-à-dire l'étude, non historique mais sociologique, de la constitution de l'organisation urbaine. Un cas limite est celui où celle-ci serait entièrement déterminée par la volonté absolue d'un planificateur soit, à l'inverse, par la pression de l'argent, par le prix des terrains, comme dans le cas parisien étudié par Halbwachs. Mais les raisonnements qu'on peut établir à

partir de ces cas limites ne permettent pas de comprendre les choix de localisation des habitations privées ou des établissements industriels et commerciaux, non plus que la nature des groupements et des catégories qui se définissent par leur situation dans l'espace urbain.

Ces formes plus complexes de manifestations de l'action historique doivent mettre en garde contre une interprétation trop « psychologique » de la méthode actionnaliste et, plus pratiquement, aident à reconnaître la nécessaire distinction du sujet historique et du sujet personnel. De même que dans l'analyse fonctionnaliste l'étude des caractères et attributs du système social est en réciprocity de perspectives avec l'étude des comportements et des décisions sociales, de même l'étude actionnaliste de ce qu'on nomme parfois les structures sociales - terme fort impropre - est en réciprocity de perspectives avec celle des « projets », c'est-à-dire du niveau d'implication des acteurs dans le système d'orientations qui définit le sujet historique.

Le principe d'analyse du sujet personnel est très simple : toutes ses formes sont des niveaux de dégradation d'un état du sujet historique. On ne peut définir ces niveaux par le simple degré d'élaboration des objectifs de l'action ; bien au contraire le sujet personnel se situe à un niveau d'autant plus élevé qu'il assume plus complètement la situation sociale où il est engagé. La conscience historique n'est pas conçue par le sociologue sur le modèle de la réflexion philosophique, ou du moins celle-ci ne constitue qu'un mode très particulier de saisie d'une situation. On décrira longuement, dans le prochain chapitre, les niveaux du sujet personnel dans une organisation ; une analyse de même nature peut être tentée à propos de tous les systèmes d'organisation sociale et de tous les mouvements sociaux. Le rôle de cette notion est de s'opposer à toute dissociation entre les valeurs et les conduites, comme si, les valeurs une fois posées et institutionnalisées, les conduites pouvaient être conçues comme des degrés de conformité à ces valeurs. Au plus haut niveau, le sujet personnel est non pas adhésion aux normes, mais position des valeurs et donc remise en cause des institutions, en ce sens qu'il se place en amont de l'institutionnalisation.

La différence entre les perspectives fonctionnaliste et actionnaliste [150] apparaît ici avec une netteté particulière, non seulement dans la nature des notions employées mais aussi, et plus encore, dans le « ton » des analyses.

Ceci n'implique aucun jugement de valeur, aucun privilège attribué à la conformité d'un côté, à la revendication de l'autre, mais, dans la pratique, chacun est libre, au gré de ses penchants, d'insister davantage sur une face ou sur l'autre des conduites sociales. Et on ne saurait nier que notre propre intérêt pour l'analyse actionnaliste est associé à une sensibilité plus grande aux mouvements de transformation sociale qu'aux mécanismes d'intégration de la société.

Cette conscience des connotations non scientifiques de l'analyse sociologique est la meilleure protection contre le mélange de la sociologie et de la « pensée sociale ». Une telle confusion s'introduirait si l'on refusait d'analyser le sujet personnel autrement que par référence immédiate au sujet historique. En réalité plus on s'éloigne du niveau le plus élevé, plus on se rapproche de l'acteur concret et plus aussi les conduites considérées ont des chances de répondre à une intention de l'acteur.

Ce privilège pratique reconnu aux niveaux les plus bas, parce qu'ils sont plus proches de l'expérience vécue, parce que la distance entre la contribution apportée par l'acteur et la rétribution qu'il attend est plus courte, apparaît avec évidence dans les mouvements sociaux. Il est difficile qu'une action syndicale soit menée avec la participation active des salariés si ceux-ci ne pensent pas obtenir par elle des avantages immédiats, matériels, une augmentation de salaire ou une diminution du temps de travail. Les conduites de niveau le plus élevé sont aussi celles qui risquent le plus de creuser un fossé entre la masse et les militants. Inversement, elles peuvent mobiliser des énergies plus grandes et surtout ont une plus grande importance historique, en ce sens qu'elles modifient l'ensemble d'un système d'action au lieu de se couler, comme des conduites de niveau plus bas, dans le jeu préexistant des institutions.

Il serait donc arbitraire d'affirmer qu'un mouvement revendiquant une forte charge subjectale est toujours vécu comme une action de niveau élevé. Plus un mouvement est ambitieux, plus il court le risque de ne pas être authentique et rien ne permet d'affirmer *a priori* qu'un mouvement doit toujours tendre à se placer au plus haut niveau possible. Le succès limité, dans beaucoup de cas, des tendances les plus révolutionnaires du syndicalisme est un fait aussi important que l'impuissance, dans beaucoup d'autres, d'un syndicalisme étroitement réformiste.

Les notions de sujet historique et de sujet personnel ne sont donc liées à aucune prise de position doctrinale.

[151]

III. CLASSES, STRATES, GROUPES D'INTÉRÊTS

A. LIMITES HISTORIQUES DE LA NOTION DE CLASSE

[Retour à la table des matières](#)

Les rapports entre les notions de classe et d'aliénation sont en principe simples : l'aliénation de classe n'est qu'une des modalités d'une situation qui peut prendre d'autres formes : aliénation politique, bureaucratique ou techniciste, sous-développement relatif. L'aliénation ne s'identifie pas à une structure fondamentale de l'histoire et ne peut être considérée que comme une situation d'un sujet qui est à la fois aliéné et créateur. Si les individus aliénés reconnaissent une certaine légitimité aux forces sociales qui les oppriment, ce n'est pas l'effet direct de cette domination elle-même, à laquelle ils se résignent passivement ou parce qu'ils sont endormis par l'opium que leur donnent leurs maîtres, mais parce que cette aliénation s'inscrit dans la dialectique de leur conscience.

Cependant l'aliénation de classe n'est pas de même nature que les autres. Elle seule est fondée sur la conscience constituante, elle seule définit un éclatement du sujet historique et donc des rapports d'homme à homme. Les autres aliénations naissent d'un rapport du travailleur avec les moyens de son travail, et sont d'autant plus dangereuses que le milieu technique est plus fortement constitué, opposant son opacité à la liberté des travailleurs : l'aliénation de classe repose sur l'aliénation naturelle, sur la soumission du travail au non-travail, sur la projection du sujet historique hors du travailleur, qui pourtant le manifeste dans son principe ; elle n'est pas rapport de l'homme à ses œuvres, mais rapport de l'homme à l'homme et

le caractère personnel de la domination de classe est d'autant plus accentué que l'homme est plus étroitement enserré dans le milieu naturel. C'est pourquoi tant d'auteurs, de Schumpeter à Parsons, ont justement insisté sur le fait que la situation de classe ne s'applique pas à l'individu mais à la famille. On naît dans une classe, non parce que l'on possède au départ des chances de vie meilleures (Weber), mais parce que l'appartenance à une classe n'est pas le résultat d'une activité personnelle.

Les rapports de classes ne sont donc pas fondamentalement économiques. Parce qu'ils sont *constitués* - ce qui ne signifie pas créés - par la conscience constituante ils n'existent pas indépendamment des garants métasociaux que cette conscience donne à l'ordre social. Point de classe dominante sans un fondement religieux, politique ou idéologique. Le [152] pouvoir de classe s'exerce sur l'homme plus encore que sur son activité et le produit de son travail. Mais la notion de classe n'est entrée réellement dans la pensée sociale qu'avec les débuts de la révolution industrielle, c'est-à-dire au moment où la classe dominante, privée de ses garants métasociaux, est apparue dans sa pure réalité sociale. Théoriquement, le moment où apparaît la lutte des classes est donc celui où la réalité des classes, en même temps qu'elle surgit dans sa nudité, commence à disparaître. Que Saint-Simon et Comte d'un côté, Marx de l'autre, soient presque des contemporains n'est pas un fait sans importance et l'on ne peut s'arrêter à l'idée que l'utopisme des premiers ne serait qu'un moment historique antérieur au réalisme scientifique du second. L'industrialisation capitaliste de l'Occident ne constitue pas un processus unique ; on l'analyse mieux en y voyant la coexistence historique de deux tendances opposées : d'un côté l'apparition d'une organisation industrielle, orientée vers la production et le développement ; de l'autre le maintien d'un pouvoir de classe, parfois nourri de traditions aristocratiques mais aussi d'un réalisme cynique, plus spéculateur que producteur. L'étude du capitalisme ne doit-elle pas être avant tout celle des relations entre ces mouvements et ces groupes sociaux opposés, de leur conflit et aussi des conditions, éphémères ou durables, qui les unissent contre d'autres groupes sociaux ? En particulier l'impérialisme que l'on tend parfois à identifier entièrement avec l'expansion du capitalisme parvenu à un certain stade de développement et de contradiction, ne pourrait-il être mieux compris dans la perspective qui vient d'être indiquée et qui a au moins le mérite de tenir compte

des variations et de la complexité des positions du grand capitalisme à l'égard des conquêtes coloniales, en Algérie, en Indochine ou à Cuba ?

J. S. Schumpeter (en particulier dans *The Sociology of imperialism*, réédité par Meridian Books, 1951, mais aussi dans *Capitalism, Socialism and Democracy* *, New York, Harper, 1942, tr. fr. 1951) a non seulement montré les conflits de l'impérialisme - défini par lui comme volonté d'hégémonie du capitalisme ou de certaines formes de celui-ci - et de l'esprit *entrepreneur*, mais ouvert la voie à une réforme profonde de l'histoire économique, trop prompt à considérer un régime économique comme un acteur social. Contre l'école viennoise dont il était issu et en partie sous l'influence de Marx, il a été surtout sensible à la dynamique et aux transformations du capitalisme, dans un esprit profondément sociologique. Encore son analyse de l'impérialisme serait-elle plus claire s'il y distinguait plus nettement les effets des structures sociales et mentales pré-industrielles et certains aspects du fonctionnement - non proprement économique - des sociétés industrielles, qui relèvent, eux, d'une analyse fonctionnaliste, comme l'indiquent ses remarques, [153] trop rapides, sur le rôle de l'opinion et des intellectuels dans les entreprises de conquête.

Cette double nature du capitalisme industriel signifie aussi que le développement d'une société industrielle n'est pas compatible en principe avec le maintien du capitalisme. L'analyse historique et les notions semi-historiques qui seront introduites à la fin de ce chapitre peuvent expliquer l'existence de sociétés où coexistent développement industriel et capitalisme. Mais le sociologue a moins de raisons que l'économiste d'opposer par leur régime économique des sociétés industrielles. Les relations entre groupes sociaux, les mécanismes de décision, le contenu réel des conflits dans les sociétés industrielles occidentales montrent au moins que s'établit une séparation de plus en plus nette entre économie capitaliste et société de classes. La France est plus nettement une société de classes qu'une économie capitaliste et l'inverse peut être dit des États-Unis. Jamais n'existe une société proprement capitaliste et hautement industrialisée. La complexité des pro-

* [Version française de l'ouvrage disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#), sous le titre : Joseph Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*. La doctrine marxiste. Le capitalisme peut-il survivre ? Le socialisme peut-il fonctionner ? Socialisme et démocratie. (1942) Traduction française de Gaël Fain, 1942. Paris: Petite bibliothèque Payot, no 55, texte de la 2e édition, 1946. Paris: 1965, 433 pages. JMT.]

cessus d'évolution ne doit pas masquer le mouvement d'ensemble, le passage des sociétés traditionnelles, de classes, à une civilisation industrielle.

Dans la mesure où celle-ci est pleinement formée, il est impossible de parler de classes ; tout au plus pourrait-on parler de *situation de classe*, à condition de préciser qu'un individu peut se trouver dans une pluralité de situations de classes. N'est-ce pas là le sens de cette expression, condamnée et employée par tous - les classes moyennes ? L'employé, le fonctionnaire, le technicien peuvent se trouver - dans les pays capitalistes en particulier - membres d'une classe, celle des prolétaires, privés de la possession et du contrôle de leurs instruments de production, mais ils se définissent aussi par rapport à d'autres types d'aliénation : parce qu'ils exercent souvent une autorité, ils sont des dirigeants et donc virtuellement des bureaucrates ou des techniciens qui font peser sur d'autres des aliénations qui n'ont rien à voir avec les rapports de classes. C'est en ce sens aussi, fort éloigné d'un point de vue sociographique, qu'il devient impossible de parler de la classe ouvrière : au-delà des discussions - d'un grand intérêt - sur les tendances à l'homogénéité croissante ou décroissante de la classe ouvrière, un fait s'impose : la *diversification des types d'aliénation* et donc, si l'on veut, des situations de classe. Il serait plus juste de parler ici de groupes d'intérêts et nous verrons plus loin que ce point de vue seul permet une analyse exacte du mouvement ouvrier et tout autant des types de domination observables dans une société industrielle.

On peut objecter que si, en effet, les dirigeants ne constituent plus une classe, du moins ils tendent à reconstituer un système de classe, en se réservant pour eux et pour leurs descendants des privilèges. Mais [154] ce fait, outre qu'il est d'une importance limitée et que la stabilité, d'une génération à l'autre, des élites de type nouveau est faible, et d'autant plus faible peut-être qu'elles possèdent un pouvoir plus grand, ne suffit pas à reconstituer des classes sociales, à moins que ne réapparaisse dans la société un système d'orientations normatives qui peut être identifié à la conscience constituante, ce qui n'intervient que dans des situations qui seront évoquées dans un instant, celles où les élites de type nouveau se sont installées au pouvoir dans une société largement pré-industrielle et par conséquent d'où la conscience constituante n'avait jamais disparu.

Ces quatre grands types d'aliénation : économique (privation de la conscience de développement), politique, bureaucratique et techniciste, se combinent de la manière la plus variable. L'étude de la situation concrète dans laquelle se trouve

placé un groupe de travailleurs repose sur deux notions principales : la visibilité de chaque aliénation et leur degré de concordance. La visibilité d'une aliénation dépend en grande partie de sa force même, mais si le concept a été retenu, c'est parce qu'il est indispensable de se placer ici du point de vue du sujet historique. Une aliénation peut être très forte sans que la victime l'aperçoive clairement. Cette obscurité tient à une raison théorique. Un individu ou un groupe concret ne prend pas aisément et constamment conscience de lui-même comme sujet historique ; il perçoit plus aisément sa situation relative immédiate : la nature de son travail, les caractéristiques de ses chefs. Le sujet se confond en grande partie avec l'acteur social. Plus immédiatement encore, l'individu juge une situation par rapport à sa personnalité, à ses désirs et à ses besoins.

Cette dégradation du point de vue actionnaliste tend donc à rendre plus visibles les aliénations les plus individuellement ressenties et dont la cause semble la plus proche. Mais les conflits et les dépendances, ainsi plus facilement ressentis, sont moins clairement conçus comme des aliénations, plus aisément attribués à l'action de certains individus ou à des caractéristiques des systèmes de relations sociales. La visibilité d'une aliénation résulte donc de deux mouvements inverses : l'aliénation économique est plus aisément reconnue comme telle que l'aliénation techniciste, mais celle-ci est plus aisément perçue comme problème par l'individu. Seule une analyse concrète des situations permet de définir la visibilité d'un type d'aliénation.

On peut penser qu'une vive conscience d'un type d'aliénation masque aussi la conscience des autres aliénations. C'est ainsi que l'opposition à une domination politique, surtout si elle est totalitaire, peut empêcher d'apercevoir l'importance des problèmes de la bureaucratie, du technicisme ou du sous-développement. Ce mécanisme ne se confond pas [155] avec la concordance ou la discordance des aliénations. Ces notions impliquent en effet un retour à une analyse objective, elle-même complexe et qui pourrait être préparée par une typologie des situations d'aliénation, comportant, dans l'hypothèse la plus simple, seize cas, définis par le croisement de quatre variables, pouvant chacune prendre deux valeurs.

Il est inutile de présenter ici une telle typologie, qui peut cependant constituer un point de départ commode pour l'étude des conflits de travail, car une étude concrète devrait, dans la plupart des cas, tenir compte d'un autre élément, le maintien ou la disparition d'une structure de classe, au sens précis de ce terme qui, on

le verra à la fin de ce chapitre, se décompose en fait en deux variables, l'étude du sujet historique (et plus précisément de la conscience constituante) et le type de régime social, les deux variables ne coïncidant pas, du fait des « décalages » historiques dont on esquissera l'analyse.

On se contentera donc de dire que lorsque les quatre types fondamentaux d'aliénations concordent, sont tous quatre importants et visibles, dans une société rationnellement et socialement industrialisée, c'est-à-dire ayant éliminé - au moins comme structure fondamentale - les rapports de classes, se forme une situation révolutionnaire, c'est-à-dire que les individus soumis à ce maximum d'aliénation ne reconnaissent plus aucune légitimité à leur situation sociale. Mais alors qu'une conscience de classe active ne pouvait signifier, au début de la civilisation industrielle, qu'une action de renversement de la classe dominante et même l'instauration d'un régime totalitaire reposant sur la conscience de l'unité fondamentale de tous les problèmes sociaux, un maximum d'aliénation dans une société industrielle avancée a les plus fortes chances d'entraîner la disparition totale de tout principe positif d'action et donc, plutôt qu'un mouvement collectif, un retrait généralisé, une désocialisation se traduisant par des conduites anomiques ou criminelles. On devrait donc rechercher les conditions d'une action collective organisée dans les sociétés industrielles et, plus utilement encore, considérer le jeu des aliénations subies et des aliénations créées : dans chaque situation les travailleurs, pour lutter contre un type d'aliénation, appuient un pouvoir capable de le supprimer, pouvoir qui à son tour suscite une nouvelle aliénation contre laquelle on cherche un nouveau recours. On pourrait définir une situation comme conflictuellement dynamique lorsque les divers types d'aliénation sont reliés les uns aux autres, non par un mécanisme de fusion ou de superposition, mais par un système de recours, mobilisant l'ensemble des sentiments d'aliénation et évitant l'anomie de celui qui est écrasé par la simultanéité des aliénations.

Cette souplesse de l'analyse des groupes d'intérêts dans les sociétés [156] industrielles semble s'opposer à l'opposition rigide de la classe dominante et des travailleurs dans les sociétés traditionnelles. Celle-ci ne rend-elle pas impossible ou au moins difficile une étude concrète ? Cette critique a déjà été portée contre Marx dont les ouvrages historiques distinguent un nombre variable de classes alors que sa théorie repose sur l'opposition brutale des maîtres et des esclaves, des capitalistes et des prolétaires. Mais elle n'est dangereuse que si l'on identifie im-

médiatement l'analyse sociologique à la connaissance historique, ce à quoi nous sommes fermement opposés. Les remarques qui viennent d'être faites sur la double nature du capitalisme industriel ne peuvent pas elles-mêmes combler la distance qui sépare ces deux types d'analyse. Il faut d'abord reconnaître qu'une société nationale ou tout autre type de collectivité territoriale ne constitue pas une unité sociologique. Des formes de travail et d'organisation sociale très diverses y coexistent. Mais il est nécessaire, suivant l'exemple de Marx, d'aller au-delà de cette diversité et de rechercher le principe de fonctionnement d'un système politique ou de conflits sociaux. C'est alors que les catégories socioprofessionnelles s'organisent en classes sociales - dans la mesure où elles deviennent des acteurs, des promoteurs de mouvements sociaux - en se souvenant aussi que la situation sociale ne se laisse pas entièrement comprendre, dans sa réalité diachronique, par cette analyse actionnaliste et qu'il faut lui ajouter, comme Marx lui-même l'a fait en étudiant l'arrivée au pouvoir de Louis-Napoléon Bonaparte, une analyse proprement fonctionnaliste et même une étude des personnalités qui renvoie aussi à une analyse des décisions et des expressions symboliques.

En aucun cas l'analyse historique ne peut se satisfaire d'une étude menée au niveau des classes sociales ou des groupes d'intérêts, elle doit respecter l'importance de la conjoncture et de l'événement.

B. LA STRATIFICATION SOCIALE

[Retour à la table des matières](#)

Il est impossible de confondre l'étude des conflits de l'action historique et celle de la stratification sociale. L'obscurité qui accompagne presque toujours la notion de classe vient de ce qu'on s'efforce d'exprimer à l'aide des mêmes mots deux types de faits sociaux absolument différents. Or, ni les problèmes de l'action historique ni ceux de la stratification sociale ne peuvent être convenablement saisis si on considère les classes comme des entités collectives, comme les données économique-sociales dont il faut d'abord constater l'existence avant d'en rechercher les raisons d'apparition ou les conséquences sur les conduites individuelles ou collectives.

Ce réalisme, qui peut être acceptable pour l'histoire, ne l'est pas plus pour la sociologie actionnaliste que pour la sociologie fonctionnaliste. Toute analyse sociologique se réfère à un principe d'orientation des conduites sociales. Dans un cas on en appelle à la relation du sujet et de l'objet de son activité ou de sa réflexion ; dans l'autre aux relations des acteurs entre eux et aux exigences de fonctionnement d'un système social. Dans le premier cas l'analyse considère des rapports sociaux et en particulier les obstacles rencontrés par la volonté du travailleur d'être socialement reconnu comme tel, c'est-à-dire de contrôler emploi de son travail ; dans le second, elle observe la répartition inégalitaire de certains biens sociaux ; aussi l'idée de stratification est-elle inséparable de celles d'échelle et de continuum. On peut parler de hiérarchie des revenus ou des compétences sans avoir à reconnaître que les niveaux distingués par l'analyse forment des groupes réels.

On pourrait en principe distinguer un grand nombre de principes de stratification, la profession, le revenu, l'éducation, le type de logement, etc., mais il est difficilement concevable que ces principes ne soient pas reliés les uns aux autres, car ceci supposerait que les valeurs institutionnalisées d'une société ne sont pas cohérentes entre elles, ce qui ne peut jamais être vrai que dans certaines limites.

L'étude de la stratification se place donc dans la société telle qu'elle est, possédant une cohérence assez grande pour permettre la formation de certaines attitudes et de certaines conduites sociales. Chacun de nous apprend à reconnaître qu'il y a des riches et des pauvres, s'étonne d'apprendre qu'un petit employé habite dans un immeuble neuf du XVI^e arrondissement ou roule en Mercedes 220. Chacun de nous s'adapte à une certaine hiérarchie sociale, suffisamment au moins pour reconnaître quand il s'élève ou quand il descend socialement. D'une société à l'autre la définition des positions supérieures et inférieures change, mais on ne connaît pas de société qui ne possède pas un système, simple ou complexe, de stratification.

Chacun par conséquent est obligé de se définir par son appartenance à certaines catégories, sans être pour autant contraint à penser que toutes ses catégories d'appartenance coïncident. Des conflits naissent d'une très faible concordance des divers niveaux auxquels nous nous plaçons, mais des discordances limitées donnent une grande souplesse à la société. Le professeur, qui doit reconnaître qu'il

appartient à une catégorie moyenne de revenu, s'affirme en même temps comme un membre de la strate d'éducation la plus élevée.

On peut construire une échelle de prestige, mais ce n'est qu'un artefact statistique, dans la mesure où elle n'est pas unidimensionnelle.

Une fois rappelée l'opposition de structure entre deux types d'analyse, [158] il faut considérer leurs liaisons de fait. Celles-ci dépendent avant tout des conditions dans lesquelles s'opère le passage d'un système d'action historique à un système social, passage qui s'opère par l'institutionnalisation des orientations normatives de l'action.

À quelles conditions un système unifié d'évaluation des situations sociales se forme-t-il ?

Une première condition, qui semble presque évidente dans les sociétés en développement économique, est que les problèmes de l'action historique comme ceux de la stratification sociale soient définis en termes professionnels. Dans la mesure où la race ou la langue constituent des principes majeurs de différenciation sociale, il est très difficile de trouver une correspondance directe entre les rapports de classe et la stratification. C'est pourquoi ceux qui s'attachent à l'étude des classes s'efforcent souvent de ramener les relations ethniques à des rapports socio-professionnels ou tout au moins de les relier étroitement à un système de production. Supposons donc que les catégories considérées sont définies professionnellement.

Une deuxième condition de concordance entre rapports de classes et stratification tient à la nature du système d'action historique. Plus on s'éloigne des sociétés industrielles avancées, plus, nous l'avons dit, les travailleurs reconnaissent, par le mouvement de la conscience constituante, l'existence de garants métasociaux de l'ordre social. Les rapports de classe n'apparaissent alors jamais à nu, mais seulement intégrés dans cet ordre social. Ils sont directement institutionnalisés dans la mesure où la situation de classe est une situation transmise, où l'unité considérée est moins l'individu que la famille.

Les « états » ou les castes constituent ainsi directement un système de stratification sociale rigide. L'unité de ce système ne tient pas à la concordance des diverses échelles de hiérarchie sociale, mais au contraire au fait que cette hiérarchie classe des fonctions sociales et non des activités personnelles.

Une troisième condition s'applique aux sociétés industrielles où l'ordre social ne repose plus sur des garants métasociaux. Dans ces sociétés, la distance entre les situations de classe et la stratification devient logiquement de plus en plus grande. D'abord parce que les situations de classe sont de plus en plus indépendantes les unes des autres, pour autant que les sources d'aliénation sont de plus en plus séparées ; ensuite parce que la participation sociale se manifeste de manière de plus en plus visible dans l'ordre de la consommation. Il ne peut donc y avoir de concordance entre les deux ordres de réalités que dans la mesure où l'un l'emporte très nettement sur l'autre, c'est-à-dire dans les cas extrêmes où la société, soit s'oriente de manière volontaire [159] et organisée vers le développement et se donne une organisation quasi militaire, soit au contraire se définit par la consommation de masse et par conséquent reconnaît le pouvoir d'achat comme le principe central de la stratification. La société française contemporaine étant également éloignée de ces deux modèles extrêmes, la distance entre la structure de classe et la stratification sociale y est très grande, ce qui veut dire aussi que son système de stratification est faiblement unifié, de même que son système de rapports de classes.

La discordance entre les deux modes de différenciation sociale est d'autant plus grande en général qu'on considère des unités sociales plus vastes. Dans la mesure où une ville ou une région constituent une communauté, il en va différemment. Sans que l'on revienne à la coïncidence de l'ordre social et de la stratification sociale, une hiérarchie s'établit, qui va de la création de conduites symboliques à la non-consommation des normes qu'elles manifestent

La classe supérieure non seulement est riche mais elle est formée de notables, c'est-à-dire d'individus et de familles qui possèdent le plus grand nombre de signes symboliques de la participation à des valeurs sociales, qui jouent un rôle dominant dans les manifestations par lesquelles la communauté prend conscience d'elle-même, etc. Ce type d'analyse, présenté en particulier par Warner, n'est pas différent en son principe de celui auquel recourait déjà Halbwachs, insistant sur la marginalité du groupe ouvrier, tenu à l'écart des centres de relations sociales, délégué par la communauté aux relations avec les objets matériels et donc plus soucieux de satisfaire des besoins de consommation immédiats que de se définir en termes de niveau et de participation. Ceci conduit à poser une quatrième condition à la correspondance entre les rapports de classes et la stratification : elle est d'au-

tant plus grande que l'on considère une communauté plus concrète. En ce sens la société de masse s'oppose à cette concordance, tandis qu'une certaine décentralisation de l'émission des valeurs sociales et culturelles la renforce en multipliant les communautés concrètes.

L'énoncé de ces conditions montre que dans des sociétés industrielles nationales la discordance entre les deux ordres de réalités a beaucoup de chances d'être considérable. Les identifications à un groupe d'intérêts et à un niveau social tendent donc à se distinguer, ce qui entraîne concrètement une séparation des problèmes sociaux individuels et des problèmes collectifs, et donc une implication moins globale des individus dans l'action collective.

C'est en ce sens que la notion de classe perd progressivement de son importance pratique, car celle-ci est liée à la concordance d'un groupe concret et d'un acteur historique. Les mineurs se sentent à la fois exploités [160] et différents ; ils forment à la fois une unité de classe et un milieu socio-culturel, et leur action historique mobilise aisément leur conscience d'identité collective.

Au contraire, l'ouvrier ou remployé, placé dans une société à la fois très différenciée et pénétrée par la consommation de masse, sépare presque nécessairement les intérêts de sa classe, eux-mêmes de plus en plus divers, des intérêts de sa catégorie professionnelle et de sa strate économique. On peut même se demander si la complexité de l'organisation sociale n'impose pas presque nécessairement le développement d'un nouveau principe de hiérarchie sociale, d'ordre politique. Les mécanismes politiques dans une société industrielle avancée constituent de moins en moins un domaine institutionnel particulier. Les responsables d'organisations professionnelles, de groupements d'action régionale, les membres actifs de partis politiques associés au pouvoir ou le possédant, détiennent une certaine influence, souvent indirecte et diffuse, mais grâce à laquelle l'État parvient à concilier sa nécessaire unité et le respect - voulu ou forcé - de la diversité des problèmes sociaux qu'il rencontre.

Il semble donc que l'institutionnalisation des valeurs sociales, passage nécessaire de l'action historique au système social, devienne si importante qu'elle amène la formation d'une véritable société politique possédant sa hiérarchie propre, ne se confondant ni avec les rapports de classe ni avec une stratification professionnelle et économique.

Les trois domaines de la vie sociale ainsi distingués ne correspondent pas exactement à ce que Weber nommait classe, statut et parti, mais le pluralisme des différenciations verticales affirmé par lui semble devoir constituer aujourd'hui un principe important d'analyse.

C. IDENTITÉ, OPPOSITION, TOTALITÉ

[Retour à la table des matières](#)

Il n'existe de liaison entre les rapports de classes et la stratification sociale que dans la mesure où des groupes sociaux définis en général par leur activité professionnelle estiment remplir une certaine fonction dans la société. Si cette référence à la société est refusée, ne demeurent plus face à face que des groupes se définissant par l'opposition de leurs intérêts, et combattant pour l'appropriation d'une certaine masse de biens matériels.

Cette conception n'est pas absente de l'histoire des sociétés industrielles mais elle n'y occupe qu'une place très limitée et elle s'exprime moins rarement dans des opinions individuelles que dans des attitudes collectives. [161] Le mouvement ouvrier en particulier a très rarement récusé, même et surtout quand il est révolutionnaire, la référence à la société globale. Il s'affirme presque constamment comme l'expression des intérêts de la grande majorité, du peuple et de la société tout entière, contre une minorité soucieuse seulement d'un profit privé. Parallèlement, les industrialisateurs ont rarement renoncé à lier leur action au développement de la production et à la transformation de la société. Ce serait appauvrir arbitrairement l'action patronale ou l'action ouvrière que d'appeler rationalisation et idéologie cet appel à l'intérêt général et de croire qu'il n'affecte pas réellement un système de conduites uniquement dicté par la défense d'intérêts privés.

C'est pourquoi nous avons parlé de la double dialectique des classes sociales, refusant ainsi d'opposer les bons et les méchants et rappelant au contraire que l'opposition des classes est inséparable de leur commune appartenance au sujet historique.

Il en va de même dans les sociétés industrielles. Tout groupe d'intérêts se définit par sa situation dans les rapports sociaux de production, c'est-à-dire qu'il si-

tue ses revendications et son opposition à un groupe adverse à l'intérieur des problèmes d'une société industrielle. Il n'existe pas en règle générale d'opposition totale entre les adversaires ; il existe entre eux un minimum de « langage commun » qui est celui de la civilisation industrielle.

On peut commodément dire que l'action de tout groupe d'intérêts repose sur un principe d'identité, un principe d'opposition et un principe de totalité, mais il serait désastreux de les considérer comme entièrement isolables les uns des autres. Les valeurs du sujet historique, qui constituent le principe de totalité, se manifestent à travers le conflit des groupes d'intérêts.

On ne peut parler d'action historique, de mouvements sociaux plus concrètement, que si ces trois principes coexistent et sont liés les uns aux autres.

Si un acteur, individuel ou collectif, ne met en avant qu'un principe d'identité, c'est-à-dire la défense de ses intérêts propres, sans se situer par rapport à un adversaire et sans poser la légitimité sociale de son action, il ne constitue qu'un groupe de *pression* et son action est limitée. De même, s'il ne se définit que par son opposition à d'autres, sans même définir sa propre identité, il constitue une force de *protestation*, dont l'action se trouve également limitée, mais pour d'autres raisons. Dans le premier cas, celui du groupe de pression, la faiblesse vient d'une tactique sans fondement politique suffisant, ce qui rend de tels groupes manipulables et dépendants. Dans le second cas, l'unité du groupe est plus directement menacée, car un mouvement de pure [162] protestation risque fort d'être une coalition hétéroclite, faite et dé faite au gré des événements.

Enfin, si un mouvement se définit par une référence exclusive aux valeurs générales de la civilisation industrielle, le développement ou la démocratie, il risque de n'être qu'un *mouvement d'idées* sociales, incapable de définir des objectifs précis car à propos de chacun d'eux le conflit de l'identité et de l'opposition réapparaît nécessairement.

Groupes de pression, mouvements de protestation et mouvements d'idées sociales constituent les formes les plus élémentaires, les plus faibles des mouvements sociaux. On atteint des mouvements d'une importance historique plus grande quand on considère la conjonction de deux des trois principes constitutifs des mouvements sociaux.

Les mouvements *revendicatifs* savent ce qu'ils défendent et contre qui ils luttent, mais ils ne définissent pas la légitimité globale de leur action, ce qui leur interdit en particulier d'entreprendre une action systématique, à long terme, reposant sur une conception cohérente de la société.

Tel n'est pas le cas des mouvements qui se réfèrent aux principes d'orientation des sociétés industrielles tout en négligeant de définir soit leur action défensive soit leur action offensive. Les premiers sont des forces de *critique* sociale, les seconds des forces de *réforme* sociale ; on verra plus loin pourquoi les premiers peuvent être nommés idéologiques, les seconds utopiques.

Assurément, ce ne sont pas les déclarations des partisans ou des animateurs d'un mouvement qui suffisent à caractériser celui-ci. On voit presque toujours apparaître des systèmes doctrinaux de rationalisation de l'action entreprise, mais une analyse positive des conduites réelles de ces mouvements montre rapidement leur incohérence pratique, même si de grands principes - abstraits, au sens péjoratif de ce terme - sont mobilisés, de bonne ou de mauvaise foi. On peut même considérer qu'une doctrine close, ignorant ou niant l'adversaire au lieu de le situer dans sa relation avec le groupe dont on défend les intérêts et avec la société où s'inscrit ce conflit, est un des signes les plus clairs de l'absence d'un véritable mouvement historique. Mais surtout on doit observer les contradictions, les reniements, les incohérences auxquels s'exposent ces mouvements imparfaits.

Le mouvement ouvrier, le plus important peut-être des mouvements sociaux qui se sont formés dans les pays industrialisés pendant leur période de développement et de pénétration dans la civilisation industrielle, a toujours été entouré de mouvements partiels, dont l'action peut apparaître importante mais qui n'en sont pas moins compréhensibles uniquement par référence à l'action du mouvement ouvrier lui-même. [163] Il en va de même pour le monde des dirigeants de l'industrie.

Ces distinctions permettent d'écarter des définitions trop générales des rapports de classes dans les sociétés industrielles. R. Dahrendorf a voulu définir comme rapports de classes tous les rapports d'autorité, quel que soit le type d'organisation gérée par une autorité - *Herrschaftsverband* - qu'on considère. Cette conception a le mérite de replacer sur un plan proprement sociologique la notion de classe, trop directement liée chez Marx à un type de rapports de pouvoir, ceux

qui découlent de la propriété. Elle a aussi l'avantage de protéger contre certaines déformations de l'analyse fonctionnaliste ou contre des affirmations trop simples comme celles de Davis et Moore dans un article qui eut une grande influence (Some principles of stratification, in *American Sociological Review*, août 1945, pp. 242-249) en rappelant que si la stratification est « normale » les conflits d'autorité ne le sont pas moins et que par conséquent un groupe se définit non seulement par son degré de participation à certains biens ou à certaines valeurs mais aussi par son opposition à ceux qui occupent dans les rapports d'autorité une place inverse de la sienne. Mais cette conception reste très insuffisante en ce qu'elle isole le rapport d'autorité du système d'action historique dans lequel il se place. Les rapports de classes ne sont pas des rapports d'autorité mais des rapports de pouvoir et l'opposition des groupes subordonnés n'est pas dirigée contre les détenteurs de l'autorité en tant que tels mais contre le rôle antidémocratique des dirigeants qui privent les travailleurs du contrôle de leur travail et qui, par là même, s'approprient pour des fins privées un bien social.

On doit reconnaître avec Dahrendorf que la propriété privée est loin d'être la seule forme d'appropriation privée des biens sociaux ; mais à condition de maintenir dans tous les cas le type de raisonnement qui fut, à propos de la propriété, celui de Marx : le conflit n'est pas seulement entre l'usage et l'échange, mais aussi entre la société et l'intérêt privé, et c'est le lien de ce principe de défense et d'identité qu'est l'usage et de ce principe de totalité qu'est la référence à la société, qui transforme l'opposition aux dirigeants, d'un élément normal de fonctionnement des organisations en conflit de classes. Le terme d'aliénation doit être employé quand la relation de l'acteur à ses œuvres est mise en cause d'une manière qui atteint le travailleur non pas seulement comme individu mais comme être social, comme acteur historique. La critique de Dahrendorf se situe par rapport au fonctionnalisme simple de Davis et Moore à l'inverse de la nôtre. Elle est d'inspiration libérale et retrouve les conflits d'intérêts alors que nous nous efforçons de saisir le champ [164] du conflit non pas comme un système constitué et reconnu de normes institutionnalisées, mais comme un système d'action historique, qui ne peut être défini indépendamment de l'opposition des intérêts de classe.

Selon son orientation constante, notre analyse se tient également éloignée d'une conception qui réduirait l'ordre social à l'affrontement de positions de classe antagonistes et de celle qui pose au départ l'ordre social comme un système de

normes à l'intérieur duquel s'organisent des systèmes de relations sociales reposant sur la nécessaire différenciation des statuts.

IV. LES MOUVEMENTS HISTORIQUES

A. IDÉOLOGIES ET UTOPIES

[Retour à la table des matières](#)

L'opposition des sociétés traditionnelles et de la civilisation industrielle ne doit pas ramener à une philosophie évolutionniste. Il existe une dialectique du sujet historique qui commande à la fois la double dialectique des classes sociales, le rapport de la création et du contrôle et ce que nous nommerons au chapitre suivant la double dialectique des organisations dans la civilisation industrielle. Il est donc possible d'utiliser des notions qui soient applicables à toutes les situations historiques, à condition seulement de ne pas tomber dans l'excès contraire, c'est-à-dire de ne pas oublier que la signification de ces notions est inséparable de la situation concrète du sujet historique. La diversité de contenu est inséparable de l'unité de sens de ces notions. Elles se présentent en règle générale sous forme de couples, manifestant directement la dialectique du sujet historique. Tel est le cas des concepts souvent employés, et en partie déjà évoqués ici, d'idéologie et d'utopie. Nous nommons utopie tout effort d'un acteur historique pour s'identifier directement au sujet historique, au-delà des médiations institutionnelles et organisationnelles, et *idéologie* toute identification de ces médiations au sujet historique, qui se trouve ainsi *désobjectalisé*, réifié. Ces notions ne planent pas au-dessus de la double dialectique des classes sociales ou des organisations. Elles la manifestent au contraire à propos de mouvements historiques concrets qu'elles aident ainsi à circonscrire.

Le sens que nous donnons à ces notions apparaît à la fois très proche et très différent de celui que leur donne Mannheim (*Ideologie and Utopie* *, Bonn, 1929,

* [La traduction française de l'ouvrage est disponibles dans [Les Classiques des sciences sociales](#), sous le titre : *Idéologie et utopie Une introduction à la sociologie de la connaissance*. Paris:

cité dans la trad. angl., Londres, Roudedge and [165] Kegan Paul, 1952). L'utopie est bien remise en cause de l'ordre établi, tandis que l'idéologie est moins dynamique et rationalise ou fétichise les valeurs dominantes. Mannheim a raison de ne pas considérer idéologie et utopie comme des idées, mais comme des mouvements historiques, qui ne peuvent être compris que si l'on considère la situation des groupes sociaux qui les expriment. Mais il nous semble dangereux de ne distinguer l'idéologie de l'utopie que par rapport à l'ordre social existant : notre opposition à Mannheim reprend ici directement notre critique de Weber. Pour Mannheim, en effet, les mouvements historiques sont des types idéaux, définissables comme modèles de conduites sociales, c'est-à-dire en fonction de la réalité sociale. Dans la perspective actionnaliste, idéologie et utopie ne peuvent être que des orientations des acteurs historiques, considérés dans l'ambivalence de leurs rapports avec le sujet historique. Si l'utopie est appel à ce qui n'est pas encore contre ce qui est, elle est aussi retrait, tourné vers le passé. Le socialisme utopique par exemple s'oppose au capitalisme libéral et cherche à fonder la société de l'avenir en des termes pré-industriels.

C'est cette contradiction, celle de la conscience fière et de la conscience constituante, par exemple, qui donne son sens à l'orientation extatique et orgiaque, pour reprendre les termes de Mannheim (p. 190-197), de l'utopie.

L'idéologie de son côté est rationalisation, interprétation d'une situation historique en termes d'absolu, ce qui recouvre à la fois une orientation libérale, rationnelle, et une orientation réactionnaire, idéologique au sens marxiste. Le libéralisme humanitaire, considéré par Mannheim (pp. 197-206) comme l'utopie des classes moyennes, nous semble - non pas au contraire, mais davantage - une idéologie de la bourgeoisie, classe dominante, ce qui montre bien le lien indissoluble des deux faces de la conscience des classes dominantes et l'insuffisance d'une conception manichéenne de l'histoire, opposant le mal et le bien. Le développement progressif - et irrégulier - du milieu technique n'a pas pour conséquence le déclin des utopies, comme le pense Mannheim très logiquement, si l'on se place dans sa perspective. Ce qui souligne l'inconvénient de ce point de vue, comme de celui de Weber, est qu'il passe nécessairement d'une approche idéal-typique à une philosophie évolutionniste de l'histoire, *objectiviste* dans la mesure où le d senchante-

ment, la bureaucratisation, la rationalisation sont conçus par Weber et par Mannheim comme des états de la société, à partir desquels se définissent des conduites sociales, et non comme des situations du sujet. L'industrialisation entraîne seulement, avec la transformation de cette situation, un changement de nature des idéologies et des utopies. Ce ne sont pas, comme le pense Mannheim [166] (pp. 222-236), les seuls intellectuels qui remettent en cause ce qui est au nom de ce qui pourrait être, mais les acteurs historiques menacés par les nouveaux types d'aliénation : techniciste, bureaucratique ou politique.

La pluralité des sources d'aliénation, leur autonomie, entraînent une pluralité des types d'idéologies et d'utopies. Considérons d'abord les idéologies.

Trois niveaux peuvent être aisément distingués :

- D'abord les *idéologies techniciennes*, par lesquelles le développement technique ou le progrès de la productivité sont considérés comme le moteur de la vie sociale. Idéologies très réifiantes qui soumettent les conduites sociales à une variable en elle-même non sociale, matérielle, qui réduit la diversité des sociétés et la complexité de leur fonctionnement à une situation sur une échelle d'efficience et à la soumission aux exigences internes de celles-ci. G. Friedmann a parfaitement défini, à propos de Taylor et de ses successeurs, ce type d'idéologies et son recours illégitime à une pseudo-science du travail.

- Ensuite, les *idéologies bureaucratiques*, qui sont partiellement encore réifiantes, c'est-à-dire qui soumettent le sujet historique aux règles internes, considérées comme scientifiques, de l'organisation rationnelle et opposent la logique de celle-ci à l'irrationalité des sentiments individuels. Mais déjà ce type d'idéologie, dont Mayo est un des représentants les plus caractéristiques, requiert une adhésion active de l'individu à des valeurs collectives qu'il doit intérioriser. Une organisation rationnelle n'est pas un ensemble de lois impersonnelles, mais un système d'intégration des individus à une valeur collective à laquelle ils doivent participer. Intégration qui ne respecte pas la tension toujours présente entre les individus porteurs du sujet historique et les moyens nécessaires à la réalisation de son travail collectif. Nous reviendrons sur ce thème dans le prochain chapitre.

- Enfin, *l'idéologie politique*, qui ne peut plus être considérée comme réification. Aucun fétichisme de la politique ici, mais l'identification, par la stimulation et la persuasion autant que par la contrainte et la répression, de l'individu à la collectivité. Cette idéologie, quand elle s'incorpore les deux précédentes, devient totalitaire. Le totalitarisme est donc inséparable du développement ; il ne peut être confondu avec la dictature, forme de pouvoir politique qui peut prendre les significations sociales les plus diverses. La dictature du général Franco n'est pas totalitaire du fait qu'elle ne s'appuie pas sur la conscience du [167] développement ; elle ne constitue qu'une domination réactionnaire sur la société espagnole et qui ne peut être analysée que dans les termes qui conviennent aux sociétés traditionnelles, en termes de cluses et de conscience constituante. Inversement, à l'époque du mc-carthysme, se sont développées des tendances totalitaires dans la société américaine, sans que le régime politique de ce pays soit le moins du monde dictatorial. Il ne convient pas ici d'examiner les conditions dans lesquelles se développe une idéologie totalitaire ; on se contentera de rappeler l'idée simple que toute menace, extérieure ou interne, ressentie par une collectivité comme attaque contre son développement, entraîne une poussée totalitaire. On peut donc aisément distinguer des causes internes et des causes externes de développement du totalitarisme. Les premières sont surtout importantes dans une société jeune, sous-développée ou engagée dans un grand effort de développement et qui soumet les individus d'une génération sacrifiée aux exigences de la construction d'une société en développement et au bonheur des citoyens futurs. Les secondes apparaissent fréquemment dans des sociétés prospères mais menacées par le développement de sociétés plus jeunes qui s'efforcent de détruire les avantages conquis par une société plus avancée. C'est alors que le totalitarisme est plus *culturel* que politique, plus intégrateur qu'oppresser, plus moral que policier. Mais ces deux types conjuguent souvent leurs effets, dans le cas de l'Union soviétique à l'époque stalinienne par exemple, à la fois engagée dans un bouleversement intérieur et consciente de la menace que représentent pour son développement l'agressivité de l'Allemagne nazie et l'hostilité des puissances capitalistes de l'Occident.

À ces trois niveaux d'aliénation et d'idéologie correspondent trois types d'utopies.

- D'abord les *utopies professionnelles*, celles qui veulent donner à l'individu une conscience directe de son rôle de producteur, comme si celui-ci pouvait être atteint hors de l'organisation d'un travail collectif, utopies qui nourrissent un anarchisme ouvrier aussi bien que l'attachement du médecin à une relation purement individuelle entre lui-même et le malade ou le rêve du chercheur la seule de découvrir, par puissance de son intelligence personnelle, une vérité qui ne pourrait se découvrir que partiellement, à la sortie d'un labyrinthe de méthodes et de techniques qui exigent un travail collectif.

- Ensuite, les *utopies communautaires* qui rejettent l'organisation bureaucratique et les hiérarchies de commandement, au nom de la participation aussi directe que possible de tous aux décisions et aux [168] valeurs de la collectivité. H. Desroche et A. Meister (en particulier dans leur livre : *Une communauté de travail de la banlieue parisienne*, Paris, Ed. de Minuit, 1955 ; ce thème a été traité plus directement par Meister dans *Sociologie du Travail*, 1961, no 3, p. 236-252) ont montré très lucidement les effets de cette utopie dans les coopératives ouvrières de production et dans les communautés de travail.

- Enfin les *utopies libertaires*, rappel puissant au caractère personnel du sujet historique, opposition à la société globale, à ses contraintes et à ses idéologies, menée au nom des droits et de la spontanéité des individus. Utopies qui prennent des formes d'autant plus explosives ou illégales, c'est-à-dire en contradiction avec les règles institutionnalisées de conduite, que les tendances totalitaires de la société sont plus fortes.

Enfin comment nommer la volonté, dans la civilisation industrielle, de saisir le sujet historique au-delà de son rôle créateur, au-delà de la production ? Si, dans les sociétés de classes, l'utopie est surtout le fait des travailleurs et l'idéologie le fait des classes dominantes, dans une société industrielle, le refus de l'industrialisation est en deçà de toute dialectique des dirigeants et des dirigés, en deçà des idéologies et des utopies. Il ne peut exprimer que la permanence de certains aspects des sociétés pré-industrielles, au point que l'on pourrait presque dire commodément que les sociétés industrielles sont celles dont le but fondamental est

l'industrialisation. Les réactions anti-industrielles peuvent être une idéologie au service des classes dominantes, menacées par la naissance de la civilisation industrielle, et c'est dans cet esprit que G. Friedmann analysait *La crise du progrès* (Paris, Gallimard, 1936) et l'irrationalisme d'une bourgeoisie décadente ; elles peuvent être aussi, mais plus rarement, défendues par des travailleurs proches de la vie rurale ou révoltés comme Navel (*Travaux*, Paris, Stock, 1945), par les contraintes du travail en usine.

Il serait faux de considérer idéologies et utopies comme des déviations d'un modèle *normal* d'organisation sociale, de n'en voir que les aspects négatifs. L'idéologie et l'utopie ne se constituent que lune par rapport à l'autre, et l'une et l'autre sont orientées par la conscience du développement collectif. Les idéologues ne défendent pas des intérêts particuliers, ceux des dirigeants, pas plus que les utopistes ne rejettent la société au nom des droits de l'individu. Le rapport des idéologies et des utopies est donc analogue à celui des travailleurs et de la classe dominante dans les sociétés traditionnelles.

Les idéologues, techniciens, bureaucrates ou dirigeants totalitaires, ne défendent pas pour eux-mêmes leur position dominante ; ils réclament [169] une légitimité fondée sur le service qu'ils rendent à la collectivité, sur leur rôle d'orientation et de réalisation du développement social. Ils ne constituent jamais des classes dominantes du fait que leur légitimité ne repose que sur un rôle instrumental au service de la conscience du développement et non sur la conscience constituante comme les classes dominantes des sociétés traditionnelles. C'est leur fonction, non leur personne qui est valorisée et leur domination est d'autant plus forte que leur comportement *démocratique* est plus accentué, ce qui confère une grande importance aux justifications techniques et sociales de leur autorité : d'où l'insistance des techniciens sur le fondement technique de leur commandement, celle des bureaucrates et des dirigeants d'organisation sur leur *professionnalisation*, celle des dirigeants totalitaires sur leur origine populaire, les élections symboliques qui les ont portés au pouvoir et les cérémonies de masse.

L'utopie de son côté justifie au nom de l'efficacité et du développement économique l'opposition du professionnel à la lourdeur administrative et à l'irréalisme des bureaux, surtout lorsque son travail s'exerce directement sur l'homme. Une discussion comme celle qui continue en France sur la réforme de l'organisation hospitalière ne peut être réduite au conflit de l'innovation et de la tradition ; elle

n'est lente et difficile que parce que les parties en présence, l'administration et le corps hospitalier, partagent les mêmes valeurs, l'amélioration des soins donnés aux malades, mais les envisagent dans des perspectives différentes. Entre la fonctionnarisation des médecins et la médecine libérale le décalage et l'opposition peuvent continuer sans fin, l'une et l'autre solution étant à la fois utile et dangereuse. Ce n'est que par la liaison toujours conflictuelle des deux positions que le problème peut être résolu d'une manière satisfaisante, en unissant d'un côté la liberté du médecin et son rapport direct avec le malade et de l'autre l'organisation collective et rationalisée du travail hospitalier.

L'esprit communautaire n'est pas davantage une pure illusion désorganisatrice. Cette utopie est constructive dans la mesure où les valeurs collectives sont fortement intériorisées et où la réalisation du projet individuel apparaît étroitement liée à la construction d'une organisation collective, ce qui est le cas des kibboutzim israéliens.

Enfin, la révolte libertaire n'est négative que si elle est rejet de la vie collective ou du travail organisé. Mais les grands mouvements antitotalitaires sont importants dans la mesure où ils veulent servir des fins collectives, lutter contre les conséquences aliénantes de la rigidité totalitaire - comme l'autogestion yougoslave dont un des buts fondamentaux fut de lutter contre le gaspillage d'une économie étroitement centralisée - ou dénoncer les conséquences dysfonctionnelles pour la [170] société elle-même des contraintes imposées à l'individu - comme le fait en Occident le mouvement pour le contrôle des naissances qui veut lutter contre l'avortement et les troubles psychiques et sociaux entraînés par des naissances trop nombreuses ou non planifiées.

Idéologies et utopies ne s'opposent donc pas comme deux déviations en sens opposé de la réalité, car il n'existe pas de réalité, de vérité de l'histoire hors de leur opposition, qui traduit seulement la dialectique du sujet historique. La vérité n'est ni intérieure ni extérieure aux mouvements historiques. Il est aussi impossible de présenter ceux-ci comme des reflets de la réalité - ce qui n'explique pas pourquoi les hommes forment des projets, mènent une action intentionnelle - que comme des modes d'action, représentant chacun une approche partielle d'une réalité qui ne peut être saisie scientifiquement dans sa totalité, ou comme des expressions dégradées d'une raison absolue, toujours empêtrée dans le réel, mais définissable par son lien avec une vérité transcendante. Si les hommes font leur

histoire, elle ne peut être comprise que comme action et ceci ne signifie en aucune manière que le sens de l'histoire soit celui que les acteurs lui donnent, ce qui ne pourrait que ramener au relativisme wébérien. Le sens de l'histoire ne se saisit qu'au niveau d'un sujet historique, qui n'est ni une réalité empirique ni une réalité transcendante, mais une notion sociologique dont la nature dialectique est telle que les acteurs historiques ne peuvent ni être jamais identifiés à lui ni compris hors de leur relation à lui. Idéologies et utopies constituent des mouvements historiques et l'histoire est un jeu dialectique de mouvements, c'est-à-dire de projets historiques. L'analyse sociologique comprend ces projets à la fois du dedans et du dehors, puisqu'ils ne sont pas des désirs ou des intentions psychologiquement définis, mais des termes d'une dialectique subjectale. Il s'ensuit que l'histoire n'est ni guerre entre les dieux, entre des systèmes incommunicables de valeurs, ni lutte du bien et du mal et naissance douloureuse de la vérité. Les projets ne se combattent que parce qu'ils sont toujours particuliers et leur lutte a un sens parce qu'ils sont contradictoires et non pas seulement différents ou opposés.

Tout acteur historique vise à travers son projet particulier la totalité, c'est-à-dire le sujet historique, mais ces visées convergentes ne sont pas claires les unes pour les autres. La tâche de la sociologie n'est pas de répartir la vérité et l'erreur, les torts et les avantages, mais d'organiser l'ensemble des projets dans l'unité de l'analyse subjectale. Aucun mouvement historique, même le plus réactionnaire ou le plus totalitaire, n'est privé de signification, de charge subjectale ; aucun non plus n'est dépositaire intégral d'un moment donné du sujet historique.

[171]

Un mouvement historique s'oppose toujours à un adversaire, mais celui-ci ne peut jamais être défini simplement comme frein ou comme obstacle à la liberté, c'est-à-dire au projet historique. De là naît le malentendu, historiquement toujours nécessaire, et toujours scandaleux

Le mouvement de libération sociale et nationale de Cuba ou de l'Algérie doit d'abord être saisi comme projet de liberté, et nul mieux que J.-P. Sartre (cf. par exemple *Furacão sobre Cuba*, Rio de Janeiro, Editorial do autor, 1960, édition brésilienne des articles parus précédemment dans *France-Soir*) n'a saisi le mouvement historique fondamental, celui de la Révolution, de l'acte de liberté. Mais si pour Cuba ou l'Algérie, les États-Unis ou la France ne sont que des obstacles à

leur projet historique, ces pays sont aussi porteurs d'un projet historique, aussi défenseurs, sous d'autres formes, de la liberté. Le *Gott mit uns*, qui est toujours proclamé simultanément par les deux adversaires, n'est pas la simple expression d'une conscience nationale. L'un et l'autre en appellent effectivement au sujet historique et leur lutte est humaine, et non pas économique ou militaire ou géopolitique, à cause de cette signification à la fois commune et opposée. Rien n'atteint plus profondément une collectivité que la contradiction entre son projet interne et son rôle de négateur du projet d'un autre. Qu'il suffise d'évoquer le cas de la France, de la création, dans l'isolement de la guerre et de la Résistance, du programme socialiste et humaniste du C.N.R., et du choc brutal, une fois la paix revenue et la France rendue à son rôle international, entre cette politique intérieure et le rôle capitaliste et colonisateur qui dominait alors la politique extérieure de ce pays. Certains de ceux qui parlaient d'une révolution par la loi au service de la liberté devinrent les gestionnaires de la guerre d'Indochine ; certains de ceux qui défendaient un socialisme humaniste prirent la direction de la guerre d'Algérie et acceptèrent les formes les plus barbares de la répression colonialiste.

Aucune analyse des rapports entre Cuba et les États-Unis, entre l'Algérie et la France ne peut être acceptable si elle s'identifie à l'un des deux adversaires, même à celui dont le projet est le plus fort, l'aliénation la plus grande, la lutte la plus enthousiaste, les sacrifices les plus lourds. En fait, chacun des adversaires, dans sa volonté de totalité, fait appel aux valeurs de l'autre, les reconnaît en prétendant les atteindre. Le combat est aussi concurrence et imitation.

Mais la révolution n'est-elle pas le moment où cessent de s'opposer les termes de la dialectique, où un mouvement historique occupe la totalité de la scène ? Hors du mouvement révolutionnaire n'existe que la contre-révolution et l'exil. Certes, et ce doit être un des points de départ d'une sociologie des révolutions : mouvement total, unique, une [172] révolution est aussi toujours déchirée par des crises internes. S'élevant souvent jusqu'à un paroxysme avant de verser soit dans la confusion, soit dans le totalitarisme, soit dans une nouvelle reconnaissance des conflits internes de la société. C'est-à-dire qu'en un seul mouvement s'accumulent toutes les tensions liées aux dialectiques du sujet, des classes, des organisations. La totalité du sujet, parce qu'elle n'est pas empirique, lorsqu'elle est transformée en force concrète, s'oppose aux éléments qui la constituent et devient terreur, négatrice de soi, retournant toutes les dialectiques : l'utopie devient idéologie et

l'idéologie utopie ; rappel utopique au sujet devient justification de la contrainte et l'instrument de la révolution se prend pour son accomplissement

Dans une société de classes, la classe montante, qui s'empare du pouvoir par la révolution, devient à la fois classe de travailleurs et classe dominante ; sa conscience révolutionnaire est à la fois conscience soumise et conscience fière, conscience libérale et conscience idéologique. Un nouveau jeu de contradictions apparaît entre membres et dirigeants, les uns unissant conscience fière et conscience idéologique, les autres conscience soumise et conscience libérale : le pouvoir révolutionnaire se lie au pouvoir absolu et la volonté de participation directe des masses doit s'appuyer sur la résistance de la conscience constituante, Si bien que la démocratie éclate dans la contradiction du gouvernement par le peuple et du gouvernement pour le peuple. Si les dirigeants sont encore une classe, comme dans le cas des révolutions bourgeoises, cet éclatement conduit à un nouveau retournement : les dirigeants politiques s'appuient sur la passivité de la conscience constituante, tandis que la conscience fière retrouve son alliance avec la conscience libérale.

Si la révolution s'opère au seuil ou au cœur de la civilisation industrielle, la séparation des dirigeants et des membres se consolide et peut mener à un régime totalitaire.

La révolution n'est pas le moment où la totalité devient concrète, où le sujet devient mouvement historique, mais celui où les dialectiques du sujet deviennent dialectique d'une organisation et où s'opère, à travers des contradictions instables, le passage d'une situation historique à une autre..

Lorsque l'évolution du travail ne supporte plus les formes traditionnelles de domination, ou lorsque celles-ci sont combattues pour permettre cette évolution et le développement économique, le passage d'un type de société à un autre, d'une situation du sujet à une autre, d'un type d'aliénation à une autre modalité de ce type ou à d'autres types, s'opère par une crise révolutionnaire, moment de l'histoire, mais surtout action volontaire qui ne peut être menée qu'au nom de la suppression [173] des contradictions et des aliénations anciennes et qui pousse d'emblée à leur paroxysme les risques nouveaux d'aliénation. Ceux qui dénoncent ceux-ci se trouvent nécessairement liés aux forces contre-révolutionnaires et ceux qui dirigent l'effort de libération sont aussi ceux qui imposent les formes nouvelles de

domination. Tous font appel à la totalité et la trahissent ; tous, même s'ils succombent, font naître une société nouvelle. Et ce sont ceux qui ont exercé la violence la plus grande, la terreur la plus absolue qui apparaissent, aux yeux de l'avenir, comme ceux qui se sont approchés le plus près de la liberté, ceux qui ont le mieux incarné le sujet historique. C'est dans le déchirement que se saisit la totalité.

B. REVENDICATION ET ACTION

[Retour à la table des matières](#)

L'opposition dialectique des idéologies et des utopies se situe au niveau des mouvements historiques. Mais elle peut servir de modèle à l'étude de l'action historique personnelle.

Si l'individu est porteur du sujet historique, c'est en tant que travailleur et donc en tant qu'il est situé dans des rapports de classes ou de groupes d'intérêts. On peut donc penser que c'est l'expérience d'une situation collective qui permet à l'individu de se saisir, au-delà de sa personnalité et de ses rôles sociaux, comme sujet historique. C'est l'expérience du travail et plus encore celle des conflits du travail et donc de la solidarité ouvrière qui permet au travailleur de se reconnaître pour tel à travers son opposition à la classe dominante, aux dirigeants ou aux bureaucrates. C'est l'action organisée qui permet le passage de la classe en soi à la classe pour soi, selon les termes de Marx, du *quasi-groap* à l'*interest group* selon ceux de Ginsberg (*Sociology*, Londres, 1953), des intérêts latents aux intérêts manifestes selon ceux de Dahrendorf (cf. biblio).

Mais ce raisonnement n'est suffisant que si on identifie, avec Marx, le sujet historique à la situation objective d'une histoire, où il ne se manifeste que négativement, à travers la logique de son aliénation. Si l'on remonte, au-delà du conflit des classes, à la dialectique propre du sujet historique, un autre raisonnement, inverse, doit s'ajouter au premier. Cette conscience de soi, stimulée par l'action organisée, se dégrade à mesure que se renforce cette organisation ; plus l'action est concrète et plus elle est un phénomène social total, c'est-à-dire plus elle se manifeste aussi comme système de relations sociales et comme système symboli-

que et plus l'action du sujet historique se noie dans la fidélité à une organisation, dans la croyance à des mythes.

[174]

Tel est le problème que pose, sous une forme particulièrement nette, l'étude du mouvement ouvrier, l'étude des rapports entre la revendication spontanée et l'action organisée. Il doit donc consister à dépasser l'opposition entre des conceptions qui privilégieraient l'un ou l'autre des aspects fondamentaux de l'action ouvrière. Pour Perlman (*A Theory of the Labor Movement*, New York, Kelley, 1928) la revendication ouvrière ne porte que sur un contrôle direct des conditions immédiates de travail et doit rejeter les constructions politiques et idéologiques dangereusement introduites par des intellectuels étrangers à la classe ouvrière ; pour Lénine au contraire (en particulier dans *Que faire ?*, Stuttgart, 1902) seuls les intellectuels et l'appareil du Parti sont capables d'élever à la hauteur des problèmes fondamentaux une conscience ouvrière qui, laissée à sa spontanéité, ne dépasse pas un réformisme qui trahit le poids qu'exerce sur elle la classe dominante.

Il est aisé de reconnaître en quoi chacun a raison contre l'autre. Il est exact que l'individu aliéné tend à se conformer aux exigences d'une aliénation qui est pour lui situation donnée, champ constitué de son activité personnelle. Il est exact aussi que les ouvriers - et ceci serait aussi vrai d'autres catégories sociales - participent d'autant plus activement à un mouvement qu'il est plus spontané, à la fois plus limité dans ses perspectives et plus absolu dans ses principes et qu'ils résistent à l'action, à la fois trop négociatrice et trop idéologique à leur goût, de leurs représentants. Au-delà des préférences idéologiques, l'analyse doit s'astreindre à suivre le double mouvement d'émergence et de dégradation du sujet historique. L'attrait exercé par les révolutions est que l'histoire y devient vie quotidienne, que le sujet et l'individu semblent y coïncider. Si l'on crie : la liberté ou la mort, c'est que la liberté est ma vie et que ma mort signifie l'ensevelissement du monde. Mais c'est aussi dans ces spasmes de l'histoire que le sujet historique peut se perdre le plus complètement, quand la révolution devient terreur et qu'en rejetant ses ennemis de l'histoire elle s'en retire elle-même et impose, au nom de la liberté, le règne de la nécessité, substituant le groupe au sujet et bientôt le mythe au groupe.

La vie quotidienne du syndicalisme est dominée par cette double relation entre l'action et la revendication. Pour ses membres et ses sympathisants, le syndicat est

d'abord un instrument de lutte pour l'augmentation ou le maintien des salaires. L'individu ici juge à court terme et par rapport à lui-même. Une action de grande envergure ne peut être entreprise et menée à bien que si ce niveau de projet est dépassé, si le syndicat analyse à la fois ses possibilités d'action et les causes de la situation à laquelle il s'attaque. Cette réflexion plus profonde, menée par les militants et surtout par les dirigeants, fait progresser [175] la conscience ouvrière dont la revendication immédiate n'apparaît ainsi que comme une forme d'expression superficielle. Contre ceux qui trop rapidement parlent à tout propos de retrouver la vraie conscience ouvrière, dans sa spontanéité délivrée des abstractions et des compromissions que lui imposent des dirigeants bureaucratisés, il faut rappeler que cette spontanéité n'est aussi que la défense d'intérêts particuliers et immédiats et peut conduire à l'engourdissement ou à la destruction d'une action revendicatrice d'ensemble.

Mais, isolée, cette réponse est aussi fausse que la position utopique qu'elle critique, car il est vrai aussi que la revendication ouvrière n'est pas simple pression sur les salaires, qu'elle s'appuie sur ces sentiments que les observateurs-participants comme D. Mothé (*Journal d'un ouvrier*, Paris, éd. de Minuit, 1959), Andrieux et Lignon (*L'ouvrier d'aujourd'hui*, Paris, Rivière, 1960), S. Weil (*La condition ouvrière* *, Paris, Gallimard, 1951) ou Navel (*op. cit*) ont éclairés : révolte contre la dépendance, contre l'autocratie, contre les pseudo-sciences et les prétendues rationalisations, volonté d'autonomie et d'indépendance, *ennui* naissant de l'impossibilité de se saisir comme acteur libre. L'action syndicale est d'autant plus en deçà de ces objectifs spontanés qu'elle est plus organisée, politique toujours infidèle à la mystique qui ranime. Et plus précisément, nous le verrons plus loin, l'organisation syndicale tend à devenir directement ou indirectement l'un des éléments d'un système de décision qui apparaît aux travailleurs ou à certains d'entre eux comme un système de contraintes, si bien que c'est dans la révolte contre le monde à la fois présent et lointain des dirigeants que se forme ou se reforme parfois le plus vigoureusement une conscience ouvrière revendicative et active.

* [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

C. LES DÉCALAGES HISTORIQUES

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse d'une société ne peut prétendre réduire celle-ci à son schéma théorique. Non seulement une société concrète, considérée dans son histoire, est un phénomène social total qui requiert une analyse théorique totale, c'est-à-dire comportant les trois démarches actionnaliste, fonctionnaliste et structuraliste, mais, même si on se limite, comme nous le faisons ici, à l'analyse actionnaliste, il est évident que des problèmes différents se posent à différents secteurs d'une société. La complexité de la situation française, par exemple, ne vient-elle pas de ce qu'il s'agit d'une société industrialisée dont bien des secteurs sont encore pré-industriels et pré-capitalistes ? Or ces secteurs ne vivent pas isolés les uns des autres ; tous sont soumis à des règles institutionnelles [176] communes et surtout la vie rurale traditionnelle ne peut être comprise indépendamment de son rapport avec l'économie industrielle qui exerce sur elle des effets de domination. À l'intérieur même de l'économie industrielle existent des situations d'âge différent et qui sont interdépendantes.

Cette complexité des situations contemporaines prend même la forme d'un paradoxe auquel tous les observateurs sont sensibles et qui doit être analysé.

Si l'on admet que le développement du milieu technique entraîne un affaiblissement des garants métasociaux de l'ordre social et donc le possible renversement de la domination de classe, il semble étrange que le régime capitaliste se soit le mieux maintenu dans les pays industriels les plus avancés : inversement, comment comprendre que dans des pays dont l'économie était surtout agraire et pré-capitaliste se soit instauré un régime communiste qui détruit les oppositions de classes, au sens précis et traditionnel de ce terme ?

Une telle question ne peut trouver une réponse dans le fait que les avantages de la domination capitaliste sont répartis sur toutes les catégories de la population dans les pays avancés, tandis que dans les pays sous-développés le capitalisme est haï comme le pouvoir colonial qui n'en est qu'une manifestation.

Non point que ces observations soient fausses. On peut leur reconnaître une vérité limitée, mais elles ont le tort d'accepter une classification simpliste et de croire que l'Occident est définissable entièrement par le régime capitaliste et que l'U.R.S.S. et la Chine sont les patries du socialisme des manuels et des discours.

C'est parce que l'on remplace la réalité sociale par de telles abstractions que l'on recourt à des explications aussi mécanistes.

Les États-Unis, considérés comme centre du monde capitaliste, ont effectivement vu se développer, à mesure que progresse l'industrialisation du pays, et grâce aussi à la jeunesse d'un pays qui n'avait pas de traditions aristocratiques, un mouvement démocratique luttant pour l'égalité des chances et la diminution des distances sociales. Ce mouvement a effectivement en partie détruit le système social des classes, limitant le pouvoir patronal, réduisant considérablement les symboles du commandement et du pouvoir, défendant des idées de liberté et d'égalité. Et ceci sans détruite l'économie capitaliste, ce qui renforce l'idée que les classes sociales constituent un phénomène différent des régimes économiques de la production. Tant que les progrès de l'économie américaine ont satisfait la nouvelle conscience de développement des travailleurs américains, ceux-ci n'ont pas attaqué un régime économique qui ne connaissait plus - au moins massivement et brutalement - [177] le pouvoir personnel de l'homme sur l'homme en quoi consiste la domination de classe et que la disparition de la conscience constituante rendait déjà, dans leur société, insupportable. Si on se place du point de vue de la transformation du régime économique, ceci explique le *retard institutionnel* de la société américaine.

À l'inverse, dans un pays comme l'Union soviétique, les chocs brutaux imposés à la société en voie d'industrialisation ont pu faire écrouler à la fois le régime traditionnel et le capitalisme naissant, mais ce n'est pas la masse des travailleurs agricoles qui a provoqué ou organisé ce renversement, c'est une minorité ouvrière elle-même dirigée par un parti bolchevik fort méfiant de la spontanéité ouvrière qu'il jugeait prompt à s'enliser dans le réformisme social-démocrate. Ici le changement de régime est en avance sur révolution du sujet historique et beaucoup des aspects du régime soviétique s'expliquent par cette *avance institutionnelle* et par le maintien d'une forte conscience constituante qui tend à recréer, au sein d'un régime dont la logique est autre, des dirigeants qui soient aussi des maîtres.

L'une et l'autre société sont dominées par le décalage qui existe entre la conscience historique et l'organisation économique. Les travailleurs américains, adversaires de la classe capitaliste, n'acceptent une économie capitaliste que dans la mesure où elle est génératrice de progrès économique ; les travailleurs soviétiques, au moins avant l'installation d'une économie massivement industrialisée, cherchent à retrouver dans le régime économique nouveau les clivages et les symboles de l'ancienne société de classes à laquelle ils sont encore psychologiquement liés.

Ce ne sont là que des exemples, rapidement évoqués, d'une analyse générale des décalages historiques, non pas décalages entre forces et rapports sociaux de production entraînant un alignement des seconds sur les premières, à travers une crise révolutionnaire, mais décalage entre un régime économique et un système de classes sociales, lui-même lié, dans sa force ou sa faiblesse, au degré de déclin de la conscience constituante.

C'est à partir de telles remarques que peut s'effectuer le passage d'une analyse actionnaliste théorique à une compréhension concrète des mouvements sociaux et de l'évolution historique.

D. FORMATION DES MOUVEMENTS HISTORIQUES

[Retour à la table des matières](#)

Un mouvement historique ne se définit en effet pas uniquement par les revendications de ses membres. Il ne peut exister, nous l'avons dit, sans s'appuyer sur un principe d'identité qui fonde ses revendications, [178] mais aussi sans un principe d'opposition qui désigne l'adversaire et la nature du conflit et enfin sans un principe de totalité, sans une référence au sujet historique qui prend souvent la forme de la solution « juste » ou « humaine » proposée au problème qui se pose.

On peut imaginer qu'un mouvement se développe progressivement à partir d'une revendication, sans rien perdre au cours de cette maturation de sa simplicité et de sa pureté. Mais cette image est le plus souvent utopique. La désignation de l'adversaire commande une stratégie, des alliances, des compromis et par consé-

quent l'éloignement au moins relatif du thème de revendication primitif. De la même manière, la référence au sujet historique tend naturellement à se concrétiser en un programme d'action d'autant plus éloigné de son inspiration originelle que l'acteur collectif forme davantage un groupe réel et donc est un élément de la dynamique sociale par quoi se définit le sujet historique.

Si l'on se place donc d'emblée à l'intérieur du mouvement organisé, on risque de ne pas pouvoir en mener l'analyse, car sa définition, ses buts, ses formes d'organisation ne sont pas l'expression directe, mais fortement médiatisée et transformée, des orientations d'un sujet collectif.

Ce passage de la conscience à l'action organisée n'est important et compréhensible que si la conscience a été définie, comme nous l'avons fait, par rapport au sujet historique et plus concrètement par rapport à la société globale. Si on considère un mouvement historique comme l'expression directe d'une société qui n'est rien d'autre que ses contradictions - économiques ou politiques - le problème principal n'est que de savoir dans quelles conditions ces contradictions deviennent visibles. Le passage à l'action organisée n'est plus, à partir du moment où s'est formée la classe pour soi, qu'une question d'alliances ou de compromis dans lesquels entre le mouvement comme tel. On dira par exemple que le mouvement ouvrier, mouvement de classe, se forme sous l'effet des contradictions croissantes du capitalisme, et grâce à l'action d'élites politiques ou intellectuelles qui aident les travailleurs à prendre conscience de leur situation objective. Le mouvement, une fois constitué, mène une politique, qui peut être complexe et pleine de détours, mais qui n'est considérée que dans une perspective militaire, en fonction des exigences et des possibilités de la lutte pour le renversement de la société capitaliste.

L'analyse actionnaliste considère ce raisonnement comme gravement insuffisant, puisqu'il soumet l'analyse des mouvements historiques à celle d'une contradiction objective et centrale de la société, notion que nous avons depuis le début rejetée et remplacée par celles de situation du sujet historique, de dialectique de la conscience et de type d'aliénations. [179] Il ne s'agit nullement de sous-estimer l'extrême importance des mouvements de classes, définissables par la lutte contre un mode d'organisation économique de la société, mais, dans la mesure surtout où nous considérons la civilisation industrielle, ce cas particulier lui-même ne peut être compris que s'il est replacé dans une perspective plus large, rompant l'appa-

rente soumission de l'analyse sociologique à l'analyse économique et considérant l'action revendicative d'une catégorie sociale contre les risques d'aliénation qui pèsent sur elle et dans un cadre qui est toujours celui du sujet historique, c'est-à-dire, en fait, de la société globale.

Un mouvement historique est toujours menacé par la dissociation des principes qui le constituent. On peut commodément définir des types de mouvements très incomplets, de pure revendication, de simple opposition ou de référence trop désintéressée au sujet historique. Mais les problèmes les plus intéressants se posent lorsque se forment des mouvements moins élémentaires, capables de combiner deux de leurs principes d'existence mais incapables de leur ajouter le troisième.

La conception de la société, à laquelle nous avons fait allusion et qui réduit celle-ci à un affrontement global de deux groupes ou de deux classes ennemis refuse le recours à un principe de totalité, c'est-à-dire en fait identifie celui-ci au système de revendication lui-même. Comme ceux qui revendiquent ne peuvent se détacher spontanément de leurs intérêts particuliers, il faut reconnaître avec Lénine et avec Lukacs que seul un parti fortement organisé et centralisé peut représenter la conscience de totalité. Si un mouvement parvient à supprimer son adversaire, il ne repose plus que sur un principe unique et on aperçoit difficilement comment la revendication populaire se dégage des impératifs du parti devenu pouvoir.

Bien différents sont les problèmes d'un mouvement qui combat pour des principes et contre un ennemi sans définir précisément ceux au nom de qui il combat. Le principe d'identité, absent, ne peut être réintroduit que par l'appel à une communauté concrète en laquelle tend à se réifier le principe de l'action. L'autoritarisme qui en résulte n'émane pas du sommet mais de la base, puisque celle-ci ne se constitue qu'en s'affirmant totalité et en rejetant hors d'elle-même tous les éléments qui ne partagent pas les mêmes principes ou la même vision. Cette tendance « intégriste » apparaît plus fréquemment quand les participants du mouvement se recrutent dans des catégories mal définies, en particulier dans ce qu'il faut bien nommer, suivant l'usage, les classes moyennes. La nouvelle droite américaine étudiée avec beaucoup de perspicacité par D. Bell et ses collaborateurs (*The new American Right*, New York, Criterium Books, 1955) semble appartenir à ce type.

[180]

Enfin l'attention se porte de plus en plus sur des mouvements portés par une catégorie sociale et orientés par une image générale de la société, mais qui définissent en termes relativement vagues l'ennemi qu'ils doivent combattre. Pour eux, l'important est le mouvement de mobilité collective qui les porte à réclamer une transformation du pouvoir et des institutions. Le lien très lâche qui unit dans ce cas la base en mouvement et ses objectifs favorise le détournement du mouvement par des dirigeants capables de créer ou de développer des mouvements de masse et de les capter au nom d'une conception politique autoritaire. La remarquable analyse du mouvement péroniste élaborée par G. Germani (en particulier dans son recueil d'articles publiés en portugais, *Politica e Massa*, Belo Horizonte, R.B.E.P., 1960) présente un exemple important de ce type de mouvements sociaux et politiques.

Ces remarques semblent montrer que les mouvements sociaux mutilés, privés d'une de leurs composantes, tendent à devenir autoritaires et que ce caractère peut être analysé comme le résultat de l'absorption d'une des composantes par une autre, ce qui provoque un déséquilibre interne et la disparition de divers mécanismes d'équilibre, comme la double tendance à l'utopie et à l'idéologie que nous avons mentionnée. Elles montrent surtout que l'esquisse de typologie présentée ici n'est nullement une classification descriptive, mais la première étape d'une mise en forme de la problématique générale des mouvements sociaux. Il doit être possible, en prolongeant ces observations trop rapides, de parvenir à des propositions vérifiables concernant les processus de déviation autoritaire, la nature des contre-mouvements qui tendent à s'organiser autour de la composante absente, les rapports qui se créent ainsi entre une minorité et une majorité, également déséquilibrées, etc.

Plus simplement encore, une étude des mouvements sociaux doit considérer les formes concrètes que prennent chacun de leurs principes constitutifs, car il ne faut pas céder trop rapidement à la fascination qu'exercent le mouvement ouvrier ou les mouvements nationalistes dans les pays en voie de développement. Rien n'oblige à ne considérer comme mouvements sociaux que des actions collectives fortement organisées, dont les buts sont explicites, dont la base est définie par une appartenance officielle, dont l'adversaire est un groupe social lui-même nettement circonscrit. L'immensité du champ d'études qui s'ouvre montre par elle seule que

l'analyse actionnaliste n'est nullement une réflexion générale sur les phénomènes sociaux, une re-analyse des observations de la sociologie classique, mais une méthode pour définir et réaliser des recherches concrètes.

[181]

**Deuxième partie :
Le sujet historique**

Chapitre IV

LES ORGANISATIONS

I. LES MODÈLES RATIONALISATEURS

[Retour à la table des matières](#)

Dans les sociétés traditionnelles, l'analyse subjectale - c'est-à-dire la démarche actionnaliste de la théorie sociologique - s'applique avant tout au conflit des classes replacé dans l'unité du sujet historique. Il en va autrement dans la civilisation industrielle. Le sujet historique ne s'atteint plus indirectement, en se projetant hors de lui-même par Faction de la conscience constituante, mais directement dans l'action, dans le travail collectif. Du même coup, l'individu, qui pouvait avoir, dans les sociétés traditionnelles, une expérience personnelle du sujet, dans la mesure à la fois où celui-ci était projeté hors de la société, sous forme d'un principe sacré et où le travail transformateur de la nature était une activité personnelle, ne peut se saisir comme porteur du sujet, dans la civilisation industrielle, qu'à travers les moyens de réalisation de l'action collective. Ni le travailleur ni le dirigeant ne peuvent à la limite participer au sujet historique hors d'une organisation. La dépersonnalisation de l'aliénation, en même temps qu'elle délivre de la soumission de l'homme à l'homme, peut soumettre chacun à la pression exercée sur son travail par les conditions collectives de réalisation de celui-ci.

De là naît un type nouveau de problèmes : une organisation, une entreprise par exemple, peut être considérée comme système social et donc analysée dans une perspective fonctionnaliste, mais elle est aussi manifestation indispensable du sujet historique et, à ce titre, relève de l'analyse actionnaliste.

L'organisation est toujours un système de moyens disposés en vue de certaines fins et la rationalité de l'organisation se juge à son adaptation à ces fins. L'Église catholique ne peut être considérée comme irrationnellement organisée du fait qu'elle reconnaît l'infailibilité pontificale en matière de dogmes - ce qui constitue un système de décision [182] qui pourrait paraître irrationnel dans une Université par exemple, si on reconnaissait les mêmes droits au recteur et au doyen - ou du fait qu'un nombre important de ses membres les plus éminents se consacrent à la vie contemplative, ce qui diminue sa présence dans le monde. On ne peut parler en pareil cas de rationalité et d'efficacité que si les modes d'organisation sont fidèles aux principes qui commandent la foi catholique et la révélation sur laquelle elle se fonde.

Dans la civilisation industrielle, au contraire, le sujet historique et donc le travail n'en appellent pas à d'autres valeurs qu'eux-mêmes. La rationalité ne peut donc se définir que par rapport à elle-même, comme expression d'une conscience fière délivrée de la conscience constituante. Tel est le sens du mouvement de *rationalisation*. M. Weber, plus que tout autre, a saisi ce grand mouvement historique de *désenchantement* (*Entzauberung*) du monde, de remplacement des fondements charismatiques et traditionnels de l'autorité par ce qu'il nomme l'autorité rationnelle-légale et la bureaucratie. Celle-ci marque le terme, de la dépersonnalisation des rapports d'autorité et leur fonctionnalisation : droits et devoirs, prestige, conditions d'embauche et de promotion, sanctions ne définissent plus la situation d'un homme, mais d'une fonction, et Weber a montré que ces formes nouvelles d'organisation et d'autorité s'étendent à un nombre toujours croissant de secteurs de la vie sociale : à l'administration d'État, aux grandes entreprises, aux organisations volontaires, partis et syndicats en particulier. Partout, amateurs et dilettantes sont remplacés par des experts ; partout surtout l'organisation s'identifie à la rationalité et celle-ci devient la valeur suprême, l'expression directe du sujet historique. Il faut insister sur ces derniers mots. La rationalisation ne triomphe pas au nom de l'efficacité matérielle, mais parce qu'elle s'identifie au sujet historique.

Il est assez aisé de montrer - Merton, Gouldner, Blau et beaucoup d'autres l'ont fait (cf. Orientation bibliographique) - que la rationalisation et la fonctionnalisation sont souvent dysfonctionnelles, encourageant d'un côté la routine et se développant de l'autre pour des raisons qui n'ont rien à voir avec l'efficacité et qui tiennent à la volonté des dirigeants d'imposer leur autorité à des subordonnés qui leur résistent ou qui se replient dans un retrait méfiant.

Mais ces constatations peuvent conduire dans deux directions opposées.

Certains considèrent que le terme de rationalisation a souffert d'une définition trop étroitement technique, marquée par les erreurs et les prétentions du taylorisme. Pour eux l'organisation rationalisée s'identifie à l'idée d'un système de relations sociales intégré. Ainsi surgit la possibilité de réduire, dans la civilisation industrielle au moins, l'analyse [183] actionnaliste à l'analyse fonctionnaliste. Point de vue qui n'est ni théoriquement ni pratiquement acceptable. Il suppose en effet une correspondance constante entre l'efficacité et le caractère satisfaisant des relations sociales, comme si une entreprise où tout le monde est content était une entreprise qui marche bien et vice versa. Principe dont les recherches du groupe Katz, Kahn, Morse, Maccoby (cf. Orientation bibliographique), permettent d'affirmer catégoriquement qu'il est faux. La direction d'une entreprise serait chose aisée - et matière de bons sentiments - si cette affirmation était juste. Son erreur rappelle à l'attention le conflit permanent de l'équilibre et du changement. Merton a raison de dire que la bureaucratisation engendre la routine, mais il faut ajouter que de bonnes relations humaines peuvent l'engendrer aussi et s'opposent donc à l'efficacité et à la rationalisation de l'organisation.

Un modèle rationalisateur n'est pas un système concret d'organisation. Il ne peut être défini comme une *one best way* opposée à l'irrationalité des conduites sociales, comme le voulait Taylor. Une organisation appartenant à la civilisation industrielle est toujours commandée par un double mouvement, de création rationalisée et de contrôle démocratique. Les séparer l'un de l'autre reviendrait à les détourner de leur sens d'orientation normative de l'action, à opposer vainement les exigences de la production à celles des travailleurs, ce qui n'a de sens qu'au niveau le plus bas des réalités observables.

Ainsi l'organisation, loin d'être considérée comme un système de relations sociales organisé autour de certaines normes de communication et d'autorité, appa-

raît, dans la perspective actionnaliste, comme une médiation, qui peut aussi être un obstacle, entre les acteurs historiques, dirigeants aussi bien que salariés, et les valeurs de développement et de démocratie.

Ce principe commande tout le chapitre qu'on va lire. Il indique en particulier que le plus haut niveau de fonctionnement d'une organisation ne correspond pas à la plus grande intégration de celle-ci, à la plus forte participation de ses membres à son fonctionnement, mais à l'orientation des membres vers les principes de légitimité de l'organisation. Ce principe s'applique à toutes les organisations, qu'elles appartiennent ou non à la civilisation industrielle, et qu'elles soient des entreprises de production ou des associations volontaires.

On s'écarte donc ici de Weber et d'une définition interne de la bureaucratie. C'est pourquoi nous avons parlé au chapitre précédent d'aliénation bureaucratique.

On doit se garder aussi d'une autre confusion ; de même qu'il faut séparer rationalisation et bureaucratization, de même il faut séparer [184] ce dernier terme du totalitarisme ou du règne de l'appareil politique. Cette séparation établie entre l'aliénation bureaucratique et l'aliénation politique laisse ouverte la possibilité de leur conjonction, la naissance d'un totalitarisme bureaucratique, mais il est aisé de voir que des organisations peuvent se bureaucratiser dans un système politique libéral ou d'un autoritarisme non totalitaire. On entend donc ici par *bureaucratization* l'ensemble des processus par lesquels un système de moyens, mis au service de la rationalité, s'identifie à celle-ci et, cessant d'être une médiation, devient un obstacle entre le producteur et les fins de production rationnelle qu'il poursuit.

Cette définition peut prendre une forme plus concrète, mais plus limitée.

Toute organisation peut être considérée comme la *mise en œuvre* d'une décision, c'est-à-dire comme le passage de la décision à l'exécution. Agissent dans le sens d'une *bureaucratization* toutes les forces qui accroissent la distance entre la source de décision et le système d'organisation - la concentration du pouvoir économique en particulier, mais aussi l'intervention syndicale visant à limiter le pouvoir patronal de décision - ou entre l'organisation et le domaine de l'exécution - la production en série et son corollaire, le développement des bureaux d'études et de *planning* en particulier, pour ne considérer que l'exemple bien connu des entreprises industrielles -. Agissent dans le même sens les forces qui développent l'im-

perméabilité du système d'organisation lui-même, qu'il s'agisse de la routine, qui peut, on l'a dit, s'appuyer sur la volonté de sauvegarder un système de relations humaines bien intégré, ou de déséquilibres internes de l'organisation, la non-concordance des indices de niveau hiérarchique, la mauvaise définition des fonctions, etc.

Dans le sens de la *débureaucratisation* jouent un nombre important de forces : la complexité croissante de l'appareillage de fabrication qui impose un contact plus étroit qu'avant entre ateliers et bureaux, le développement des techniques de direction, liant la décision à la connaissance des possibilités et des exigences du système technique et humain d'organisation, l'action syndicale défendant les salaires contre les décisions arbitraires des bureaucrates ou des techniciens, la professionnalisation qui conduit les cadres à se définir par leur compétence plutôt que par leur commandement, par leur profession plus que par leur place dans l'organisation, etc. (Tous ces points ont été développés dans notre article : « Entreprise et Bureaucratie », dans *Sociologie du Travail*, 1959, 1, p. 58-71).

Le *modèle rationalisateur* n'est donc pas un type d'organisation ou d'autorité. Le définir ainsi n'aboutit qu'à le réifier et par conséquent [185] à le rendre dysfonctionnel. Tel est le sens des critiques que depuis ses débuts la sociologie industrielle a accumulées contre l'organisation scientifique du travail. Ces critiques doivent être poursuivies jusqu'à leur terme logique : elles doivent être un constant rappel au sujet historique contre toutes les aliénations qui le menacent, techniciste d'abord, et c'est ici que Mayo et son école ont remporté leurs plus grands succès, bureaucratique ensuite, et ceci suppose le dépassement d'une certaine psychosociologie de l'entreprise, politique enfin.

La bureaucratiation naît, comme les autres formes d'aliénation propres à la civilisation industrielle, d'une transformation de la volonté de développement rationnel en système de règles rationalisatrices qui s'impose du dehors à l'individu et par conséquent se retourne contre sa volonté de contrôle, perdant ainsi sa charge subjectale.

Le modèle rationalisateur est, au contraire, un principe d'orientation de conduites qui ne pourraient le saisir directement que si l'individu coïncidait avec le sujet historique, ce qui est justement exclu par l'organisation du travail collectif. Les différents acteurs sont donc placés dans des situations où leur appel au

sujet historique et au modèle rationalisateur qui l'exprime est pris dans le jeu dialectique de l'utopie et de l'idéologie. L'ouvrier ou l'employé en appelle à la rationalité contre le technicisme et la bureaucratisation, mais sans pouvoir détruire - sinon dans une perspective utopique - les médiations techniques et organisationnelles indispensables à la réalisation du travail collectif. Techniciens et bureaucrates, de leur côté, s'identifient à la rationalité, en objectivant celle-ci, en renfermant dans leurs organigrammes et dans leurs catalogues de normes. Si cette position est idéologique et conduit à une pseudo-rationalisation, ce n'est pas seulement parce qu'elle ne tient pas compte du facteur humain et des relations humaines - l'expérience montre qu'il existe des systèmes de rationalisation psychosociologiques et non plus étroitement techniques, - mais surtout parce qu'elle ne reconnaît pas que la rationalisation n'a d'autre sens que la volonté de création et de contrôle des forces de production : l'ouvrier ou l'employé peut être l'objet des soins les plus attentifs, évitant le commandement autoritaire ou les conflits de fonctions ou les discordances dans le niveau relatif des salaires et organisant la carrière professionnelle, l'information ou la cohésion des groupes primaires de travail ; ceci n'équivaut le plus souvent pas à leur redonner la conscience d'être des créateurs et des initiateurs. La critique de l'organisation techniciste du travail ne peut pas être menée uniquement au nom de la psychologie individuelle et sociale du travail ; elle doit reposer sur la reconnaissance des individus comme sujets ou plutôt comme porteurs du sujet, de telle sorte qu'un modèle rationalisateur qui n'est pas reconnu [186] comme tel par les membres de l'organisation cesse d'exister, l'organisation perdant alors aux yeux des travailleurs sa légitimité, cessant d'être considérée comme un système de moyens au service de fins rationnelles, étant jugée comme un pouvoir *irrationnel* s'imposant à la volonté de production et de rationalisation de la collectivité.

Il est donc utile de distinguer trois niveaux dans le fonctionnement d'une entreprise, mais au lieu de les hiérarchiser du point de vue de l'entreprise, c'est-à-dire en partant de la décision pour aboutir à l'exécution, il faut suivre le chemin inverse et penser l'organisation comme un intermédiaire entre le travailleur et des décisions qui doivent être légitimes pour lui, c'est-à-dire lui apparaître soumises à la rationalité. À leur tour les organisateurs ne peuvent être considérés uniquement du point de vue des travailleurs. Eux aussi, dans leur travail, sont orientés par un

modèle rationalisateur ; comme les classes dominantes dans les sociétés traditionnelles, ils sont à la fois idéologues - ici bureaucrates ou technocrates - et créateurs.

Ainsi se dégage la problématique d'une analyse actionnaliste des organisations, analyse analogue à celle des classes sociales, reposant comme elle sur le principe de la double dialectique des dominants et des dominés. Mais cette double dialectique mérite d'être décrite plus précisément, étant donnée la relative nouveauté de ce type de problèmes.

Précisons d'emblée que le modèle d'analyse qui va être présenté se place dans une situation théorique, celle d'une organisation orientée par des modèles rationalisateurs et non par des intérêts de classes. Cette abstraction a été suffisamment justifiée précédemment pour pouvoir être acceptée ici ; c'est pour rappeler son caractère théorique qu'on envisagera ensuite la situation de coexistence des intérêts de classes et d'un modèle rationalisateur.

II. LA DOUBLE DIALECTIQUE DES ORGANISATIONS

[Retour à la table des matières](#)

Une organisation constitue au même titre qu'une *communauté* (au sens anglo-saxon du terme) un *ensemble particulier*. Elle est un ensemble du fait qu'elle a un sens par rapport au sujet historique. Elle n'est pas une simple collection d'individus ou de groupes : elle a un but, une fonction, définis par le projet collectif de développement du travail et de contrôle de ses produits. Mais cet ensemble est particulier, parce qu'il ne s'identifie pas au sujet historique : une entreprise n'est pas la [187] société, sa rationalisation ne s'insère pas comme une pièce de puzzle dans une rationalisation générale, *objective*.

Une organisation défend, non pas au nom de l'égoïsme de ses membres, mais au nom de sa rationalité propre, des intérêts particuliers. Le modèle rationalisateur n'exclut pas la concurrence et par conséquent les membres d'une organisation ne s'identifient pas à travers elle au sujet historique, ne communient pas avec une *histoire* mythique, pas plus qu'ils ne défendent purement des intérêts particuliers sans rapport avec l'intérêt général. Il n'en irait différemment, répétons-le, que si le

sujet historique pouvait être défini autrement que comme orientation normative, s'il était une loi de la société, un corps objectif de principes rationnels, auquel cas il ne serait plus sujet, mais nature.

C'est de cette particularité des ensembles que naît une double dialectique, qui est donc bien différente de celles des classes sociales. Son principe doit être d'abord résumé.

Plus un individu - ou un groupe - *participe* fortement à une organisation, plus il la constitue comme sujet collectif, comme ensemble particulier. Cette organisation, et donc ceux qui la dirigent, se trouvent ainsi posséder une *charge subjectale* considérable, légitimée par les membres de l'organisation et qui leur confère un rôle progressif, que nous nommerons *initiative*. Mais puisqu'une organisation n'est qu'un ensemble particulier, plus elle est progressive et plus aussi elle tend à s'identifier directement au sujet historique, plus sa direction devient idéologique, ne considérant plus l'organisation comme médiation vers les valeurs, mais comme créatrice elle-même des valeurs. Cette idéologie sera nommée *l'intégration*.

Celle-ci à son tour provoque l'opposition des membres de l'organisation qui en appellent au sujet historique contre la médiation devenue obstacle : c'est la *revendication*. Ce dernier terme nous ramène donc au niveau de la participation, c'est-à-dire à celui des membres et non plus des dirigeants. On peut donc dire que le maximum de participation s'allie au maximum de revendication, comme l'initiative la plus évoluée s'allie au maximum de revendication. Les associations volontaires le montrent plus clairement : ce sont, comme l'a souligné Michels, les organisations les plus démocratiques dans leurs buts, les organisations de masse, qui développent les systèmes de pouvoir les plus autocratiques ; il est impossible de définir les dirigeants soviétiques, par exemple, comme des tyrans, c'est-à-dire des chefs intégrateurs sans base démocratique. Ils sont au contraire plus étroitement liés que d'autres à un mouvement populaire et au Parti qui le suscite et l'encadre, en même temps qu'ils identifient au plus haut point le Parti aux valeurs, l'organisation au sujet historique.

[188]

De l'autre côté, le maximum de participation des membres à un parti ou à un syndicat s'accompagne de la volonté la plus nette de dépassement d'une organisation : le plus militant des syndicalistes est animé par l'espoir d'une société nouvel-

le où l'exploitation de l'homme par l'homme aura disparu et où la lutte syndicale sera devenue inutile, de même que le chrétien le plus fervent est attiré par la vie mystique, c'est-à-dire par la saisie directe des valeurs au-delà des organisations. L'Université fournit un exemple analogue : la participation la plus grande à la vie universitaire suppose une activité créatrice de recherche, qui a une valeur universelle et dont les résultats n'appartiennent pas à un groupe particulier. C'est pourquoi les professeurs ont lutté pour leur professionnalisation, c'est-à-dire pour que leur position soit fondée sur leurs connaissances et non sur leur rendement dans une organisation particulière. Les plus hautes institutions universitaires sont aussi celles qui imposent aux savants qu'elles emploient les obligations les plus légères.

Les quatre notions fondamentales à partir desquelles s'analyse la vie d'une organisation : participation, initiative, intégration, revendication manifestent donc toutes la nature des ensembles particuliers, manifestations limitées du sujet historique, de l'action collective. Elles sont liées entre elles de telle sorte que l'analyse, partant de n'importe laquelle d'entre elles, est amenée à poser les trois autres. Elles montrent que le double rapport de l'individu et de son organisation se manifeste par le jeu des relations entre membres et dirigeants. C'est pourquoi il est plus aisé de grouper ces notions deux par deux, selon qu'elles décrivent l'action des membres ou celle des dirigeants.

A. PARTICIPATION

[Retour à la table des matières](#)

Chacune de ces dimensions de l'analyse peut se situer à un niveau plus ou moins élevé. Mais il est par définition impossible théoriquement - ce qui n'exclut pas l'utilité pratique d'une telle opération considérée comme préliminaire - de constituer une échelle linéaire de participation ou d'intégration. Les niveaux de chacune des dimensions ne peuvent être définis que par rapport à la nature de la relation qui s'établit entre l'acteur et les valeurs incarnées dans l'organisation. Ceci n'impose aucune classification, mais on peut présenter un schéma général que, dans chaque cas particulier, l'observation peut simplifier ou compliquer. C'est à partir de la participation que ces niveaux peuvent être le plus clairement définis. Ils sont au nombre de quatre.

[189]

1. *L'absence de projet personnel.* L'organisation à laquelle l'individu appartient par nécessité matérielle ou par tradition n'a aucune signification, sinon strictement individuelle, pour lui. L'O.S. entré dans telle usine parce qu'on y embauchait et pour qui le travail n'est qu'un gagne-pain peut ne pas se sentir personnellement impliqué dans cette usine. Une variante importante de cette situation est l'existence chez des membres d'une organisation d'un projet personnel qui ne peut s'y satisfaire. Cas qui est celui de certains ouvriers d'origine agricole, soit qu'ils songent à retourner dans leur région d'origine, soit qu'ils souhaitent obtenir dans l'usine un autre type de travail, plus qualifié ou plus stable.

Cette absence de projet entraîne une attitude de retrait, qui se traduit par une instabilité professionnelle (absentéisme, *turnover*) par une rêverie éveillée ou par le repli sur le groupe primaire. Ce dernier point est le plus important : à ce niveau minimum de participation correspond une vision peu charpentée de l'organisation ; l'individu est mieux perçu que sa fonction, le chef que son commandement. Ceci a souvent été constaté chez des femmes non qualifiées, opposées au principe même du travail féminin (cf. R. Bassoul, P. Bernard et A. Touraine : « Retrait, participation, conflit », dans *Sociologie du Travail*, octobre-décembre 1960, pp. 314-329, article qui apporte les premiers résultats d'une enquête qui sera plusieurs fois évoquée dans ce chapitre) et qui isolent complètement leurs relations primaires de leur situation professionnelle ou économique.

2. *Projet individuel.* Le premier niveau de participation réelle est celui où le membre d'une organisation lui est attaché, parce qu'elle lui permet la réalisation d'un projet personnel, mais sans que ce projet lie celui qui le forme à une collectivité. Cette situation peut naître de la force du projet personnel et de sa nature, qui ne lui fait utiliser l'organisation que comme instrument, ce qui est souvent le cas des individus en mobilité ; elle peut naître aussi, et plus fréquemment, d'un conflit entre le projet personnel et les normes de l'organisation, comme dans le cas d'un ouvrier qualifié ou d'un technicien isolé dans un atelier de grande série et qui préférerait être employé dans un autre type d'usine. Ce cas est particulièrement fréquent dans les organisations dites culturelles, dans un ciné-club par exemple où

des cinéphiles vont voir des films, ne s'intéressent qu'à eux et ne participent pas activement à l'organisation du club, ou bien dans un orchestre où le soliste vient jouer, sans pourtant se sentir lié aux autres instrumentistes.

[190]

3. *Projet collectif*. Ici l'individu se sent lié non pas à l'organisation elle-même, mais à un groupe concret, groupe professionnel par exemple, qui ne doit pas être considéré ici comme un groupe d'opposition, ce qui évoquerait la revendication, mais comme un groupe d'identité. Ce groupe possède une certaine conscience collective, mais ne se définit pas comme élément d'une organisation. Telle est la situation des ouvriers qualifiés, décrite par D. Mothé, celle aussi de tous ceux qui dans une organisation volontaire voient d'abord un groupe de camarades ou d'amis, partageant les mêmes valeurs.

4. *Projet organisationnel*. Ce niveau doit être clairement distingué du précédent. La conscience collective n'est plus conscience d'appartenance à un groupe mais à l'organisation, conçue elle-même comme une médiation entre l'individu et le sujet historique, possédant donc une forte charge subjectale. L'apparition de ce niveau élevé de participation dépend avant tout des caractères de l'organisation, de la visibilité de sa charge subjectale. Pour reprendre un exemple de Max Weber, on peut dire que les organisations à buts strictement financiers, comme la Bourse ou une charge d'agent de change possèdent une charge très faible. De même l'armée en période de paix.

Plus le modèle rationalisateur se développe dans la vie économique et plus augmente la charge subjectale des entreprises industrielles, sous réserve que les salariés de ces entreprises - et non pas seulement les dirigeants politiques ou industriels - soient conscients de cette transformation. La charge subjectale est traditionnellement plus élevée dans les *services publics*, ce qui rappelle l'opposition de principe qui existe entre sociétés de classes et civilisation industrielle.

À l'inverse de ce qui était indiqué pour le niveau le plus bas de participation, l'organisation est ici considérée comme telle et non comme une situation individuelle ou comme un réseau de relations humaines.

Ses membres ont conscience de leur fonction sociale collective, de l'utilité économique de leur entreprise. Il faut donc souligner que le niveau de participation le plus élevé n'est pas une conscience d'appartenance à une organisation, considérée comme un système de relations sociales, mais l'attachement à la fonction créatrice de cette organisation. Il en résulte qu'il entraîne un dépassement constant des niveaux subalternes, celui de l'exécution et celui de l'administration. Ceci s'oppose à l'idée superficielle selon laquelle la participation la plus forte à une organisation entraînerait une conformité plus grande avec l'ensemble de ses modes de fonctionnement.

Comme dans toutes nos analyses, nous ne considérons pas ici des [191] caractéristiques ou des attributs d'un système social, mais des modes et des niveaux d'action. La participation la plus élevée est donc celle qui manifeste le plus directement le sujet personnel dans l'acteur social, c'est-à-dire qui mobilise le mieux sa volonté de création sociale.

B. INITIATIVE

[Retour à la table des matières](#)

Les dirigeants, c'est-à-dire tous ceux qui, à quelque niveau que ce soit, prennent des décisions, ne sont considérés ici que dans leur action intérieure à l'organisation. Leur niveau d'initiative se définit par la référence plus ou moins directe de leur action aux valeurs d'une société industrielle. En d'autres termes, il se définit par les fondements que ces dirigeants donnent à leur autorité.

1. *Autoritarisme technicien*. Ce type de commandement met le moins en cause l'organisation elle-même et ne se légitime qu'au nom des exigences de la technique. Le commandement opère par ordres ou sanctions directs. Dans une organisation administrative, rappel à la technique est remplacé par le rappel au règlement

Ce commandement autoritaire se trouve justifié à ses yeux par l'apathie, la non-participation des membres de l'organisation et à son tour la renforce.

2. *Commandement utilitariste*, qui repose sur l'idée de la convergence des intérêts individuels. On pourrait l'appeler libéral pour souligner à quel point il s'appuie peu sur l'idée d'organisation. La conception de l'*homo æconomicus* lui sert souvent de justification théorique.

3. *Politique de relations humaines*. Elle ne considère plus l'organisation comme un ensemble d'individus, mais comme un système de relations sociales. Elle se place dans une perspective fonctionnaliste, comme l'ont fait tous les théoriciens des relations humaines, depuis Mayo, insistant sur le rôle des bonnes relations pour le fonctionnement efficace de l'entreprise et sur le rôle du dirigeant comme coordinateur.

4. *Politique de développement*. C'est ici seulement que l'organisation est conçue directement et dans son ensemble comme un moyen de réalisation des valeurs sociales. Les dirigeants parlent alors du service rendu par l'organisation à la collectivité, et donnent donc à leur autorité une légitimité sociale et non plus étroitement technique. Plus on s'approche de ce niveau et plus l'autorité se fonctionnalise et se dépersonnalise, car [192] l'autoritarisme technicien fait davantage appel au commandement personnel qu'à l'autorité abstraite : les prétendues exigences de la technique sont imposées aux hommes par des individus qui s'estiment les interprètes qualifiés. L'appel à des principes démocratiques place au contraire celui qui donne l'ordre et celui qui le reçoit sur le même terrain, celui du service.

Il est clair aussi qu'en montant cette échelle l'autorité devient plus globale en même temps que plus indirecte. Elle s'intéresse moins aux détails qu'à l'ensemble, aux individus qu'à l'organisation générale (les sociologues industriels opposent ainsi, à propos de la maîtrise, encadrement étroit et général), à la réglementation qu'à la coordination.

À la limite, les dirigeants refusent ce terme et se considèrent plutôt comme des animateurs, non pas au sens des idées de Ch. Barnard (*The functions of the executive*, Cambridge, Harvard University Press, 1938), directement issues des conceptions de Mayo et qui attestent donc le troisième type d'autorité, mais en ce qu'ils définissent leur entreprise par la participation qu'elle apporte au progrès de la technique, de la vie économique et de l'évolution sociale.

C. INTÉGRATION

[Retour à la table des matières](#)

Plus une organisation est conçue comme un ensemble, comme un sujet collectif, et plus aussi s'accroît le risque que cet ensemble particulier s'identifie à la totalité du sujet historique. La politique d'intégration menée par les dirigeants est la contrepartie de leur initiative ; celle-ci est mise en rapport plus ou moins direct avec les valeurs sociales ; celle-là est conception de l'organisation comme totalité, ce qui la rend opaque aux valeurs qu'elle doit servir.

1. *L'encadrement personnel* est la forme la plus élémentaire d'intégration. L'organisation est conçue non comme un ensemble social, mais comme un cadre chargé de contenir, le plus souvent par la force - les ouvriers nomment souvent l'usine : la taule, la boîte - des individus dont on ne constate ni ne souhaite aucune participation à la vie de l'entreprise. La vie de caserne est le modèle classique d'une telle absence d'intégration. Cet encadrement n'est qu'une organisation formelle, s'opposant à une organisation *informelle* conçue en termes individualistes et irrationnels. Le recours à ces expressions classiques est utile et montre en même temps les conditions de leur emploi : le formel et l'informel ne sont pas deux domaines définissables en eux-mêmes, d'une manière constante. Plus l'intégration s'élève, en même temps que la participation [193] et le niveau d'initiative, plus on assiste à une formalisation de l'informel, inséparable d'une plus grande manipulation psychologique, aboutissant à des formes de commandement *politique*, c'est-à-dire recourant formellement à la valorisation subjectale de l'organisation.

Au niveau de l'encadrement personnel, le domaine de l'informel apparaît donc comme un mélange à peu près inanalysable de particularités individuelles, de relations primaires, de solidarités collectives, etc. À mesure que s'élève le niveau d'intégration, on voit s'opérer ce qu'on pourrait nommer une distillation fractionnée de l'informel, révélant ainsi la diversité des faits confondus sous ce vocable général.

Cet encadrement peut être dit ritualiste. L'organisation ne requiert de ses membres que le respect rituel de règles et de cérémonies : salut militaire, formules de politesse, insignes, uniformes officiels ou officieux, etc.

2. *Stimulation individuelle*. Correspondant au projet individuel dans l'ordre de la participation, elle apparaît très proche du commandement utilitariste déjà décrit. C'est qu'à ce niveau, où l'organisation comme telle se trouve faiblement engagée, à ce niveau de l'isolement individuel, autorité et intégration se confondent presque. Mais non pas entièrement. Car dans l'idée de stimulation apparaît déjà un rapport entre l'individu et son organisation : celle-ci s'efforce de créer une loyauté de ses membres. Taylor qui représente classiquement ce deuxième niveau, unit sans cesse les deux termes d'intérêt personnel et d'intégration des entreprises. Dans une organisation volontaire, ce niveau se marque par l'insistance sur les *œuvres* ou sur les *actions*.

3. *Création d'un esprit de corps*. Ici commence vraiment l'intégration psychologique à l'organisation. Les relations informelles ne sont plus opposées à un sec organigramme, sont directement prises en considération par les dirigeants. Une politique de relations humaines s'efforçant de saisir l'organisation comme un système de statuts et de rôles, l'esprit de corps recherche l'identification à l'organisation, la création, dit-on dans l'industrie, d'un esprit maison. Les critiques contre la sociologie de Mayo, accusée d'être au service de la direction, visent cette politique qui identifie l'organisation à son système social, les valeurs sociales aux relations humaines.

4. *L'intégration idéologique*. L'organisation ne se définit plus seulement comme communauté, mais comme porteuse de valeurs sociales. Elle s'identifie à

elle comme, en des phrases célèbres, E. Denis identifiait la France à la liberté et Ch. Wilson la General Motors aux États-Unis et donc dans son esprit à la démocratie.

[194]

À ce niveau s'opère ou veut s'opérer une reprise en charge complète de l'informel par le formel. Dès le deuxième niveau l'organisation prend en considération les différences individuelles et les notions élémentaires de la sociométrie, c'est-à-dire l'*informel* au sens strict, ce qui est étranger à l'organisation ; au troisième niveau elle cherche à intégrer les réalités collectives, les systèmes réels de communication et de relations humaines, tout ce qu'on pourrait nommer le *para-formel*. Au niveau de l'intégration idéologique, l'organisation ne tolère plus rappel des individus ou des groupes au sujet historique par-dessus sa tête. Elle ne tolère plus l'opposition, l'*antiformel*. Le syndicat doit devenir un élément de réalisation des buts de production ; l'opposition à la direction est jugée comme trahison de la société, de l'idéal ou de Dieu.

L'organisation devient un système totalitaire, d'intégration totale, puisque l'individu ne peut plus avoir aucun recours contre la manifestation directe et infaillible des valeurs.

D. REVENDICATION

[Retour à la table des matières](#)

Cette intégration, cette confusion croissante de l'ensemble particulier avec le sujet historique et ses valeurs engendre une action revendicative. Mais celle-ci n'est pas seulement réponse à des excès ; elle est inscrite dans la notion même d'ensemble particulier ; elle est appel à la totalité à travers la particularité.

1. *Utopie anti-organisationnelle*. Plus la participation est faible, plus les fondements de l'autorité sont réifiés, plus l'encadrement est brutal et plus l'individu isole sa revendication de ses conduites pratiques dans l'organisation. le niveau le plus bas de participation n'entraîne pas un pur retrait apathique. Les attitudes à ce niveau comme aux autres sont commandées par le lien de la participation et de la

revendication. En même temps que l'individu en retrait décompose l'organisation en individualités et en relations primaires, il lui oppose un refus absolu, un rejet total, qui prend souvent la forme de l'appel à l'âge d'or où les hommes, encore éloignés des contraintes des organisations, étaient libres et heureux. Effort utopique pour saisir directement le sujet historique, nostalgie du « cousu main » et du travail indépendant, qui ne se soucie pas des exigences collectives de la production industrielle. Rêve émouvant et absurde d'une société où chacun posséderait une auto qu'il aurait fabriquée lui-même, oubliant seulement qu'une production artisanale réserverait des produits aussi complexes à un groupe restreint de riches.

[195]

Ce rejet des organisations est aussi refus des lents processus de socialisation et des satisfactions différées (*deferred gratification pattern*). Il rejoint à la limite, négativement, la conscience constituante ; la volonté de saisie directe du sujet ne peut que projeter celui-ci hors de la société concrète, dans un monde idéal et sacré. L'utopie peut ne pas être directement revendicative : elle peut se situer dans l'avenir, non dans le passé et s'individualiser, par exemple chez les ouvriers d'origine agricole qui se sentent étrangers dans l'usine où ils travaillent, mais qui croient, plus que les autres ouvriers, à leur possibilité d'accéder aux emplois qu'ils désirent et de réaliser leur ascension sociale.

Dans tous les cas, cette utopie et ces revendications rétractées ne peuvent animer que des mouvements brefs et explosifs, des poussées de révolte. Ceux qui les adoptent ne sont pas des militants, participant jour après jour à une lutte continue et méthodique. Ils n'entrent dans l'action que par, vagues hautes et courtes, comme les ouvriers français qui ne rejoignent le syndicalisme massivement que dans de brèves périodes, au moment où se déchire l'ordre social régnant et où le bouleversement de la société promet des lendemains qu'on chante, qu'on n'a pas préparés et qu'on ne défendra pas.

2. *Défense des droits individuels*. Contrepartie directe d'un projet individuel, cette revendication apparaît complètement opposée à l'utopie et, pourtant, elle reste largement utopique elle-même. Utopie du technicien individuel qui poursuit sa carrière personnelle sans se préoccuper de l'efficacité collective de son groupe de travail, utopie de l'activiste qui, dans une organisation volontaire, croit à sa

vocation individuelle de bouleversement de l'ordre établi. Cette défense des droits individuels s'oppose aux stimulants utilisés par les dirigeants. Elle est, selon l'expression de Riesman, purement *inner-directed* (*The lonely crowd*, New Haven, Yale University Press, 1950, tr. fr. 1964), oubliant que le problème posé n'est pas de choisir entre une orientation interne et une orientation externe, commandée par les autres, mais de donner un sens personnel à une situation collective, à une activité sociale.

3. *Solidarité*. Ce terme est, à vrai dire, ambigu et pourrait évoquer aussi le niveau suivant de revendication. Mais il est utile de l'en séparer, car la solidarité est conscience d'une communauté ou d'un groupe et pas encore ou pas nécessairement appui de cette conscience sur la charge subjectale de l'organisation elle-même. Roethlisberger, décrivant le freinage dans l'atelier de câblage et de soudage de la Western Electric (*Management and the Worker*, Cambridge, Harvard University Press, 1939, 4^e partie), définit exactement cette attitude d'opposition à l'organisation, [196] de création de normes de groupe indépendantes de celles que fixe la direction, volonté d'autonomie dont le freinage est une des manifestations et qui s'appuie donc plus sur l'organisation para-formelle que sur l'organisation antiformelle, qui renvoie plus directement à l'action syndicale.

4. *Mouvement social*. À l'opposé de la révolte utopique, cette forme de revendication en appelle au sujet historique, non pas contre l'organisation mais à travers elle. Elle combat les rationalisateurs au nom de l'efficacité, les dirigeants au nom des buts de l'organisation. Le conflit ne peut être que total entre une organisation affirmant sa légitimité, visant une intégration idéologique de ses membres, et un tel mouvement social. La revendication ne cherche plus à dégager l'individu ou le groupe de l'emprise de l'organisation collective ; elle est gestionnaire en même temps qu'idéologique. Et si elle triomphe, elle a de grandes chances de donner naissance à une initiative et à une intégration de niveau élevé, mais qui se dégradent aussi sous l'effet de cette contradiction, en autoritarisme technicien et ritualiste et en encadrement direct, entraînant à leur tour le retrait et la non-participation des membres de l'organisation. Il ne faudrait pas voir là l'évocation

d'un mouvement concret nécessairement cyclique, mais seulement une preuve supplémentaire de l'interdépendance des quatre dimensions de l'organisation.

E. LES NIVEAUX D'IMPLICATION

[Retour à la table des matières](#)

Participation et revendication s'inscrivent dans un concept plus général, celui d'implication dans l'organisation ; il est utile de définir les quatre niveaux de ces conduites afin de préciser les différences qualitatives qui les séparent et surtout de marquer la différence qui sépare une telle analyse de l'étude plus traditionnelle des conduites sociales, considérées par référence au système de relations sociales que constitue aussi toute organisation. Si l'on pose en effet l'existence d'un tel système, il est possible de mesurer soit l'intégration des individus qui y participent, soit l'intégration du système lui-même. Au contraire, l'analyse actionnaliste des organisations, reposant sur les rapports de l'individu et du sujet historique à travers des organisations, insiste sur les différences qualitatives entre les niveaux d'implication dans les organisations, ce qui, bien entendu, ne s'oppose en aucune façon à des études rigoureuses et à l'établissement de relations formalisables entre les termes considérés.

L'absence de projet personnel associée à la revendication utopique [197] définit une position de *retrait* à l'égard de l'organisation. Retrait qui n'est pas pure passivité, qui est rejet aussi.

Le niveau immédiatement supérieur de l'implication est l'*individualisme*, mais seulement pour autant qu'il concerne un individu placé dans une organisation et l'acceptant parce qu'elle est un moyen d'exercer une activité personnelle, de satisfaire un projet social. L'*identification* à l'organisation constitue le troisième niveau : et c'est ici que l'analyse actionnaliste est le plus proche d'une étude fonctionnaliste et s'oppose aussi le plus concrètement à elle, car l'identification n'est pas séparable de la solidarité, c'est-à-dire qu'elle est ambiguë ; car elle est intégration et opposition à la fois, du fait que l'organisation n'est considérée ici que comme collectivité et non comme ensemble particulier. Pour reprendre des termes déjà employés, on dira que cette identification ne porte pas sur le sens institutionnel de l'organisation, c'est-à-dire n'implique pas la reconnaissance de sa charge

subjectale. C'est pourquoi il faut en distinguer la valorisation ou la légitimation qui, au niveau le plus élevé d'implication, suppose cette reconnaissance et porte donc en elle une vive tension entre une forte participation et prie forte revendication, qui n'est pas un simple conflit entre deux tendances opposées, mais bien davantage l'effort de prise en charge de la réalité organisationnelle par un mouvement social. L'implication la plus forte est aussi toujours dépassement de l'ensemble social pratique où le sujet se trouve engagé et donc critique de l'organisation au nom de ce qui la légitime. Le mouvement de l'action transcende ses déterminations particulières, comme la foi dépasse l'église et l'élan révolutionnaire le parti.

Si ce dépassement disparaît, l'action se confond avec ses formes institutionnelles et organisationnelles et devient d'autant plus dangereuse qu'elle est plus vigoureuse, l'esprit totalitaire étant la forme extrême d'une déviation dont le corporatisme d'entreprise est une manifestation plus atténuée.

L'analyse actionnaliste appliquée à l'étude des systèmes de relations sociales, s'affirme toujours par ce qui, chez les participants à ce système, vise à dépasser celui-ci, ce qui introduit à nouveau le vivant et constant balancement de l'idéologie à l'utopie.

F. LES NIVEAUX DE DIRECTION

[Retour à la table des matières](#)

Face à l'individu qui en est membre, l'organisation n'est pas un donné social impersonnel. Les dirigeants de l'entreprise ne résistent pas simplement aux projets de ceux qu'ils dirigent. Ils participent eux [198] aussi au sujet historique comme, dans une autre situation, la cluse dominante, dont la conscience progressive s'allie à sa conscience idéologique.

Les types de direction sont à la fois des types d'initiative et des types d'intégration ; ils ne peuvent être définis que par le rapport de l'organisation et du sujet historique, de l'ensemble particulier et de la totalité.

Le *formalisme* représente la forme la plus élémentaire de direction, à la fois autoritaire et intégratrice. Les règles apparaissent ici comme complètement ré-

ifiées et détachées du modèle rationalisateur qui n'a de sens que replacé dans une perspective actionnaliste. On peut le rapprocher du traditionalisme dont parle Weber. Le formalisme est à chaque instant traditionaliste parce qu'il se réfère, plus rituellement que rationnellement, à des principes et à des lois qui ne sont pas justifiables scientifiquement. Ce niveau très bas de rationalisation appelle le recours à un fondement non rationnel de l'autorité, à une source de pouvoir qui peut être la tradition mais qui, à travers elle, s'identifie souvent à la domination de classe. Rien ne souligne mieux l'opposition de la société de classe et du modèle rationalisateur que le fait que le niveau le plus élémentaire de direction, celui qui ne fait pas appel au modèle rationalisateur, ne peut se maintenir qu'en prenant appui sur le pouvoir de la classe dominante, pouvoir personnel et donc traditionnel, dans la mesure au moins où il ne s'appuie pas sur la rationalité.

L'*utilitarisme* est une conception individualiste de la direction ; elle use de stimulants financiers ou psychologiques, elle croit à l'identité des intérêts individuels et de l'intérêt général, libéralisme étroit qui marque parfois une transition entre le pouvoir de classe et le modèle rationalisateur, car c'est déjà en termes de fonctions plus que de personnes qu'il raisonne, sans cependant accepter de définir la fonction par rapport à des valeurs sociales. L'*homo æconomicus* en appelle à des lois économiques qui sont probablement le dernier stade de décomposition des produits de la conscience constituante.

La *coordination* est un type de direction qui se définit par référence au fonctionnement de l'ensemble dont un dirigeant a la responsabilité et auquel il donne des impulsions. C'est à ce niveau que se développe le mieux la bureaucratie. Car le sens wébérien de ce terme - que nous avons donné aux mots rationalisation et fonctionnalisation - et le sens que nous lui avons donné nous-même représentent la face positive et la face négative d'une rationalité purement interne, qui peut se détacher de ses fins, comme si l'organisation n'était pas un ensemble particulier, donc porteur seulement partiel du modèle rationalisateur.

Le *charisme démocratique* nous semble enfin définir le niveau le plus [199] élevé de direction, notion très proche de celle de Führer employée par Weber et qui a été trop pervertie pour pouvoir être conservée. Pour Weber, très conscient des dysfonctions de la bureaucratie, le rôle du chef est, dans les organisations rationalisées, de rappeler et de définir des orientations normatives. Ces orientations ne peuvent être définies dans les sociétés industrielles que par le modèle rationali-

sateur et l'intention démocratique. la rationalisation n'est pas un système de moyens, c'est une valeur, l'expression directe du sujet historique dans la civilisation industrielle. Aussi ce que nous nommons charisme démocratique, c'est-à-dire la définition du dirigeant comme dépositaire de ces valeurs, est-il non un contre-poids à la fonctionnalisation mais l'expression la plus poussée de celle-ci.

G. TYPES D'ORGANISATIONS

[Retour à la table des matières](#)

Il reste à caractériser les organisations elles-mêmes. Non pas pour dégager des types plus généraux que ceux qui viennent d'être évoqués, mais pour dessiner le cadre dans lequel joue à chaque niveau la double dialectique des organisations.

L'organisation coercitive est celle qui est étrangère au projet des individus qui en sont membres, qui n'est donc pas placée sur le chemin qui relie l'individu au sujet historique. Elle n'est pas conçue comme un ensemble particulier, et on pourrait même se refuser à employer ici le terme d'organisation ; ce serait justifié si on se plaçait dans la perspective soit des membres, soit des dirigeants ; mais ce ne l'est plus si on considère leurs rapports, dominés par la réification de l'intérêt général et des valeurs sociales.

L'organisation instrumentale reste extérieure aux individus ; du moins ceux-ci s'y sentent-ils situés et donc liés. Déjà l'organisation a une *politique*, mais qui consiste encore à se nier soi-même au nom d'un libéralisme qui réduit l'initiative et l'intégration à la manipulation des individus.

L'organisation intégratrice est celle qui ne se saisit elle-même que comme un système de relations sociales. L'individu n'est plus saisi dans son isolement, et pas encore dans son lien avec le sujet historique ; il ne l'est que dans son appartenance à une collectivité concrète.

L'organisation représentative se définit elle-même comme un ensemble particulier, c'est-à-dire par son lien avec le sujet historique qu'elle [200] manifeste, qu'elle représente. Elle n'est donc ni un but en soi, ni un pur système de moyens, définissable par des caractères spécifiques. Sa rationalité interne représente, dans un ensemble particulier, le modèle rationalisateur, l'intention de développement

rationnel d'un système de travail et d'une société. Le nom de ce type évoque les institutions politiques, ce qui n'impose pas d'analogie profonde, mais ce qui insiste sur la nature double et conflictuelle de ces organisations très évoluées : comme des représentants du peuple dont l'autorité ne vient que de leur mandat et qui pourtant doivent exercer directement le pouvoir, ces organisations peuvent être à la fois les médiations les meilleures entre l'individu et le sujet historique dont il est porteur, et les obstacles les plus opaques entre l'un et l'autre, dans la mesure où elles oublient leur particularité, pour ne plus se considérer que comme le tabernacle des valeurs ou pour s'identifier complètement à ces valeurs.

III. LES ORGANISATIONS ET LE SUJET HISTORIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Avant de poursuivre l'analyse interne des organisations, il faut préciser ce qu'est leur charge subjectale. Ceci ne peut être fait si l'on feint de croire que l'organisation, ensemble particulier, manifeste directement des valeurs, le sujet historique, sans que cette manifestation soit définie par le caractère de la société globale. Ce qui ne renvoie pas à une description d'ensembles historiques concrets, mais conduit à considérer deux problèmes : d'abord le rapport des organisations et de la structure de classes d'une société ; ensuite la situation du sujet historique dans la civilisation industrielle.

A. ORGANISATION ET CLASSES

Ce premier problème est théoriquement simple dans une société industrielle, puisqu'il a été clairement indiqué que les deux notions étaient contradictoires : les classes sont liées à la conscience constituante, les organisations à la conscience créatrice. Mais on a déjà dit qu'historiquement les deux moments de l'histoire du sujet ne se succédaient pas d'une manière simple. Qu'on parle de décalage ou plus simplement d'évolution progressive et non brutale, il existe des organisations qui sont dominées par le pouvoir d'une classe et qui pourtant sont orientées [201] par

un modèle rationalisateur ; il faut donc définir ici les caractéristiques d'une organisation placée dans cette situation.

Plus le modèle rationalisateur se développe aux dépens du modèle de classes, plus on s'élève dans les niveaux d'organisation. Laissant de côté le premier niveau, qui exclut toute perspective proprement organisationnelle, on peut partir du deuxième, celui des organisations instrumentales. Le grand magasin décrit par Zola dans *Au bonheur des dames* (1883) en est un exemple. D'un côté le patron est conscient de son rôle économiquement créateur et en même temps multiplie les stimulations individuelles (la majeure partie du salaire étant constituée par la guelte, le salaire de base lui-même variant au gré du patron) ; de l'autre les employés sont emportés par la fringale de gain et de plaisir qui fascinait déjà Balzac (cf. le début de *La fille aux yeux d'or* (1835) et bien d'autres textes plus connus). Les rapports de classes dominant ici nettement le fonctionnement des organisations.

On a déjà évoqué des exemples, surtout industriels, d'organisations intégratrices auxquelles correspond et auxquelles s'oppose la solidarité des salariés. Mais cette description ne rend pas compte de phénomènes bien connus. Le développement du syndicalisme en particulier crée une solidarité qui ne se moule pas dans le cadre de l'organisation, qui en appelle, au-delà d'elle et contre elle, à l'unité d'une classe, à l'union des travailleurs, mais non plus dans la perspective traditionnelle de la double dialectique des classes sociales. Cette unité se met au service du modèle rationalisateur. L'entreprise en tant qu'organisation apparaît comme une médiation, en tant qu'institution de classe comme un obstacle. Ainsi se constitue un niveau particulier, intermédiaire entre le troisième et le quatrième. Ses quatre dimensions peuvent être ainsi décrites :

- Les membres de l'organisation ont un projet collectif qui vise directement le sujet historique au-delà de l'organisation et qui veut transformer l'entreprise en organisation en la mettant au service de la collectivité et sous son contrôle.

- La direction, parallèlement, dépasse l'idéologie des relations humaines, en appelle elle aussi au sujet historique, qu'elle conçoit comme le progrès, forme réifiée de la conscience créatrice. Elle fonde donc son autorité sur la *productivité*.

- Son rôle intégrateur ne peut lui non plus se limiter à isoler l'organisation de la société globale, il doit se situer au niveau de celle-ci, considérée comme indépendante de la structure de classe. Idéologie *fonctionnaliste* et qui parfois est technocratique.

- Enfin la revendication s'appuie sur la solidarité de classe, mais liée à un modèle rationalisateur, *conscience de classe ouverte* qu'on peut [202] opposer à la conscience de classe fermée des sociétés traditionnelles, qui renvoie à la dialectique des classes et à leurs conflits plutôt qu'à un modèle rationalisateur. Il est impossible de développer ce point important avant le prochain chapitre ; on voudra bien se souvenir en le lisant de cette analyse du moment théorique où se situe la plus grande conscience de classe, moment où se rencontrent le plus directement la structure de classe et le modèle rationalisateur.

B. CHARGE SUBJECTALE INTERNE ET EXTERNE

[Retour à la table des matières](#)

Dans la civilisation industrielle, l'action du sujet historique ne se moule plus dans le cadre des classes. Que d'autres types d'aliénation se développent ne change pas ce fait simple : le sujet historique s'atteint directement dans son rapport avec ses œuvres et non plus indirectement à travers l'opposition des classes, elle-même fondée sur la conscience constituante. Mais cette conscience créatrice du sujet historique n'est pas définissable simplement. L'étude des organisations est liée, on l'a dit, à celle de l'aliénation bureaucratique ; or, celle-ci ne définit pas l'ensemble de la situation des membres d'une organisation qui exercent une activité technique et qui ont aussi une situation politique, c'est-à-dire une relation au pouvoir. Ces deux faits réagissent sur le rapport de l'homme et de l'organisation à laquelle il appartient, puisque le risque d'aliénation technique ou politique définit un rapport de l'individu au sujet, du même ordre que le risque d'aliénation bureaucratique.

Si l'aliénation politique est grande, elle tend à se lier d'autant plus étroitement à l'aliénation bureaucratique que la société est plus clairement dirigée par un modèle rationalisateur. La notion d'appareil définit cette liaison étroite du politique et

de l'organisationnel. Il est donc naturel que la vie de l'organisation puisse être décrite comme dégradation du niveau le plus élevé. Mais ce qui se forme alors n'est pas une conscience de classe ouverte, c'est une conscience repliée de la totalité, qui, au lieu de s'élever vers le niveau le plus élevé, en provient et, trouvant celui-ci suspendu dans le vide créé par l'aliénation politique, s'efforce de retrouver le contact avec les niveaux inférieurs : conscience réaliste et pratique, pour laquelle l'intérêt général passe par la défense du groupe et de l'individu. On peut même concevoir des cas où la force de l'aliénation politique détruit toute autonomie de la situation organisationnelle et entraîne donc un retour des membres de l'organisation au niveau le plus bas de participation et de revendication, au retrait apathique ou agressif et à la révolte utopique. L'autonomie des problèmes concernant les organisations ne signifie pas leur indépendance par rapport [203] aux autres. Au contraire, plus se développe le modèle rationalisateur et plus se manifeste une double tendance : la montée des organisations vers le niveau le plus élevé et le refoulement vers les niveaux les plus bas sous la pression d'une aliénation politique. Ce double mouvement constitue l'un des principes les plus importants de l'étude des attitudes au travail dans les sociétés où rationalisation et planification étatiques occupent une place centrale.

L'intervention de l'aliénation politique peut être considérée comme un cas particulier d'un problème plus général. La charge subjectale d'une activité manifeste un jugement porté par une société sur elle-même. Mais ce jugement peut être très différent selon qu'on considère tel ou tel juge, la société n'étant ici qu'une abstraction dangereuse. Pour nous en tenir au cas le plus simple, disons qu'il faut au moins distinguer le jugement porté par l'acteur lui-même et celui qui est porté par l'ensemble de la société et plus particulièrement par ceux qui détiennent le pouvoir.

Si la charge subjectale attribuée à une organisation par ses membres et par la société globale est forte, celle-ci se trouve placée au niveau le plus élevé, elle est une organisation représentative. Mais il arrive que la charge subjectale interne - donnée par les membres de l'organisation - et la charge subjectale externe - donnée par ceux qui n'y appartiennent pas - se séparent.

- *Si la charge interne est plus forte*, l'organisation se valorise elle-même, se lie au sujet historique, mais sans se sentir placée au service d'une société qui sous-estime le service rendu. Cas analogue à celui que nous avons décrit à propos des organisations placées dans une société de classes, mais qui en diffère car il n'y a pas ici rencontre entre deux modèles contradictoires.

Ce niveau est celui de la *secte*. Les membres d'une organisation s'identifient collectivement aux valeurs, ce qui crée entre eux une solidarité très forte, une *communion* ; terme qui n'est pas définissable ici comme une forme de sociabilité, mais comme un type de participation à une organisation (ce qui respecte l'utilité d'une analyse du type de celle de G. Gurvitch, distinguant masse, communauté et communion). Les dirigeants insistent sur la nécessité de replacer la société globale sur le chemin qui unit l'organisation et le sujet historique, ce qui explique leur insistance sur le prosélytisme. Mais la revendication en appelle aussi à la société globale contre l'insuffisance et les excès à la fois de la secte. Les dirigeants sont rendus responsables de son isolement. La revendication tend à l'hérésie : elle en appelle plus directement encore aux valeurs contre les dirigeants. Certains des termes employés ici sont empruntés au vocabulaire religieux ; c'est qu'en effet cette situation est plus fréquente [204] dans les associations volontaires que dans les organisations économiques. Mais elle se rencontre aussi dans ce domaine ; dans les organisations qui s'estiment sous-évaluées, non reconnues et qui réinterprètent à partir d'elles-mêmes et non de la société globale le sujet historique.

- *À l'inverse, si la charge externe est plus forte*, c'est-à-dire si la société valorise fortement une activité que valorisent faiblement ceux qui l'exercent, l'analyse ne doit pas partir de l'action des membres de l'organisation, mais de celle de la société et surtout de ses élites de pouvoir. C'est ici qu'intervient en particulier le rôle de l'aliénation technique. L'individu soumis à un travail monotone, non qualifié, qui se trouve donc soumis à des contraintes exercées, non par les techniques elles-mêmes, mais par l'organisation du travail technique, accueille avec scepticisme les déclarations enthousiastes des dirigeants politiques qui lui parlent du rôle éminent qu'il occupe dans la société. Ce scepticisme peut naître aussi d'autres causes, du sentiment d'être défavorisé par rapport à d'autres catégories et donc du désir de changer d'emploi.

Une telle organisation apparaît à ses membres dirigée par des impératifs externes. Les dirigeants, qui ne sont plus que les représentants du pouvoir central, justifient leur autorité en recourant à une idéologie sur-démocratique. Autorité et intégration se fondent sur le nécessaire sacrifice au profit de la société et de son avenir.

La revendication est, contre ces pressions, rappel concret aux intérêts de ceux qui sont individuellement et collectivement porteurs du sujet historique : lutte pour la défense d'intérêts immédiats, mais qui repose aussi sur les valeurs officielles de la société. Lutte dirigée donc contre l'appareil du pouvoir, action *schismatique* associée à un repli sur une solidarité limitée et défense, qui peut avoir des tendances utopiques, du modèle rationalisateur et du sujet historique.

Il serait fastidieux de décrire systématiquement toutes les combinaisons qui sont rendues possibles par la combinaison de ces deux principes complémentaires d'analyse avec le schéma central, plus longuement présenté. Il est préférable de n'entreprendre ce travail qu'à l'occasion d'études concrètes. Mais celles-ci seraient grandement facilitées par la possession d'un système relativement complexe d'hypothèses, qui les garderait au moins contre la tentation de la description monographique ou contre les risques d'une conceptualisation désordonnée, prisonnière des conditions particulières de l'observation. Le but des recherches n'est pas d'appliquer ce schéma d'hypothèses, mais de le transformer, dans chaque cas, en système de relations démontrables par l'analyse statistique ou par d'autres méthodes poussant plus loin la formalisation.

[205]

C. ORGANISATION ET BUREAUCRATIE

[Retour à la table des matières](#)

La rationalisation pénètre de plus en plus profondément dans le fonctionnement des organisations, accroissant du même coup l'importance de la « démocratie industrielle ». On peut considérer comme archaïque une situation où les objectifs de production comme les luttes sociales se situent seulement au niveau le plus global, à celui de l'État, L'organisation dite scientifique du travail, puis le long

développement de la psycho-sociologie industrielle et de la théorie des organisations manifestent clairement que l'idée de rationalisation, après s'être introduite au niveau de l'exécution du travail, s'est répandue dans les domaines de l'administration et de la direction du travail. L'expression concrète de cette évolution est le rôle croissant des grandes entreprises et plus généralement des grandes organisations comme foyers de développement rationnel de la production. La bureaucratisation, au sens wébérien, n'est que le point de départ de cette intériorisation dans l'entreprise des modèles rationalisateurs.

Il est donc tentant de conclure que cette évolution conduit normalement à un niveau de fonctionnement des organisations de plus en plus élevé, de telle sorte que l'idée même de modèle rationalisateur devient dangereuse, abstraitement isolée du système social et technique de l'entreprise. Celle-ci a toujours une fonction instrumentale et une fonction intégratrice, mais il n'est, semble-t-il, plus nécessaire d'analyser les conduites des membres et des dirigeants par rapport à des valeurs de développement et de démocratie, situées par définition au-delà de tout ensemble particulier. Ne faut-il pas reconnaître que nos concepts sont liés à une expérience historique déjà périmée, celle d'un développement volontariste de l'économie, dans une situation d'industrialisation naissante et luttant avec difficulté contre les résistances de la société traditionnelle ?

On admettra sans doute qu'une organisation ne se réfère qu'à une rationalité limitée, mais les arbitrages et les, harmonisations nécessaires entre ces systèmes limités peuvent être aisément conçus sur un mode libéral. Il s'agit ici de problèmes « politiques », c'est-à-dire relevant des faits inter-sociaux et non sociaux.

Le bon fonctionnement d'une société dépend, dans cette perspective, d'une bonne coordination pratique, empirique, des efforts accomplis par des unités rationnellement organisées de production. À l'intérieur des organisations, suivant M Crozier (*Le phénomène bureaucratique*, Paris, Ed. du Seuil, 1963), le pouvoir peut être défini comme le contrôle des zones d'incertitude, c'est-à-dire des éléments les plus faiblement [206] intégrés à un système de rationalité limitée. Cette conception doctrinale ne se définit pas seulement par une certaine image de rationalisation ; elle propose parallèlement une image de la démocratie.

Plus la rationalisation sociale de l'entreprise est avancée, moins l'autorité s'exerce sur des personnes, plus elle s'applique à des rôles bien délimités. La com-

plexité des organisations fait que les limites imposées à l'initiative de chacun sont plus nombreuses, mais aussi plus faibles. En même temps, de même qu'une politique de développement résulte de compromis négociés entre unités rationalisées, la démocratie sociale dans l'entreprise est assurée par des négociations pratiques, directes.

Ce modèle d'analyse a le mérite de résister aux tentations d'une technocratie autoritaire, identifiant la rationalisation à l'expansion de l'entreprise et la démocratie à son intégration, idéologie par laquelle le sujet historique est identifié arbitrairement à un système de moyens qui le manifeste. Mais au lieu d'analyser les rapports qui relient une organisation particulière aux objectifs de développement et de démocratie, il se contente, pour limiter l'autoritarisme des organisateurs, de faire appel au relativisme libéral, à l'idée du compromis, du *bargaining*, par lequel des rationalités limitées s'organisent en un ensemble raisonnable. Point de vue parfaitement fondé et qui ouvre la voie à beaucoup d'analyses fécondes, mais qui ne peut se substituer à l'étude actionnaliste des organisations.

Le pouvoir n'est pas seulement l'influence, la capacité de peser sur les décisions d'autrui, il est la capacité de poser et d'imposer certains objectifs et certains moyens d'action.

Plus une organisation est rationalisée et plus aussi, par conséquent elle doit être directement soumise à un système d'orientations de la société. De là naissent les problèmes fondamentaux des grandes entreprises, à la fois unités très autonomes d'action et instruments d'une certaine « politique ». Si la dépendance des organisations est très accentuée, le risque est grand d'enfreindre leur rationalité interne et de multiplier les sources d'irrationalité et de désordre. À l'inverse, si elle est faible, le pouvoir sera probablement détenu par ceux qui se réfèrent le moins nettement au sujet historique, soit qu'ils défendent des intérêts privés, soit qu'ils fassent passer le thème de la stabilité avant celui du développement et celui du conservatisme social avant celui de la démocratie.

Il ne peut exister de solution simple au problème ainsi posé, mais ce fait seul apporte une réponse précise aussi bien à la technocratie autoritaire qu'à la technocratie libérale.

L'image populaire de la bureaucratie est celle d'une organisation routinière indifférente à sa fonction sociale. Il est aisé de montrer à quel [207] point elle est

superficielle, les faits à partir desquels elle se forme n'étant que des indices d'une maladie plus profonde des organisations. Encore faut-il respecter la gradation naturelle des problèmes. Les plus simples sont ceux qui naissent d'un fonctionnement rigide, mais, à partir du moment où se développe une rationalisation sociale, de nouveaux problèmes apparaissent, fondés sur l'autonomie d'une rationalisation interne par rapport à un modèle rationalisateur plus général. Les plus complexes et les plus graves sont ceux qui découlent d'une forte intériorisation dans l'entreprise des modèles rationalisateurs, situés non seulement au niveau de l'exécution ou de l'administration, mais aussi à celui de la direction. C'est alors que le thème de la bureaucratie rejoint celui de la technocratie pour donner naissance à une idéologie dont la séduction peut paraître grande lorsque les grandes entreprises agissent dans un système politique mal défini ou manifestement archaïque.

Nos analyses dans ce chapitre sont plus attentives aux problèmes des membres des organisations qu'à ceux de leurs dirigeants. Les remarques qui précèdent doivent au moins rappeler que si les membres risquent souvent de rester en retrait de l'organisation, les dirigeants, eux, sont souvent en retrait du sujet historique, prompts à l'identifier au système de rationalité limitée qu'ils dirigent

IV. ÉQUILIBRE ET DÉSÉQUILIBRE DES ORGANISATIONS

A. LES NIVEAUX D'ÉQUILIBRE

[Retour à la table des matières](#)

Une recherche concrète ne peut pas s'appuyer uniquement sur une analyse des dimensions des organisations. Il existe probablement peu de cas simples où participation, initiative, intégration et revendication sont situées au même niveau, se correspondent directement.

Cette situation d'équilibre est moins spontanée que créée par des mécanismes qui luttent contre les déséquilibres. Après avoir rapidement rappelé quels sont les niveaux d'équilibre des organisations, il faut donc considérer leurs déséquilibres, qui sont logiquement de trois types : déséquilibres entre implication et direction,

c'est-à-dire entre l'orientation des membres et celle des dirigeants ; déséquilibres soit entre participation et revendication, si l'on considère les membres, soit entre initiative et intégration, si l'on considère les dirigeants ; enfin déséquilibres nés de la juxtaposition de plusieurs niveaux de participation, de revendication, [208] d'initiative ou d'intégration. La notion d'équilibre ne doit pas tromper. Elle n'indique pas une harmonie exempte de conflits, mais la correspondance de termes toujours unis par les conflits qui définissent la double dialectique des organisations. Qu'une organisation soit en équilibre ne signifie pas qu'elle soit dans une situation satisfaisante : l'équilibre peut être obtenu au niveau le plus bas, celui où la participation est la plus faible.

Ce qui distingue les niveaux d'équilibre les uns des autres, c'est la *distance* entre les éléments qui se combinent. Elle est d'autant plus grande qu'on s'éloigne des organisations représentatives pour se rapprocher de celles qui ont été définies comme coercitives. Entendons par là que celles-ci sont caractérisées par une participation et une revendication très éloignées l'une de l'autre, comme le sont le retrait et l'utopie. Les membres d'une telle organisation visent très court et très long, en deçà et au-delà de l'organisation. Plus on s'élève dans la hiérarchie de l'organisation et plus les deux visées se rapprochent, plus elles se superposent, mais sans se confondre. Elles ne se confondraient que si une organisation pouvait être réduite à un système social, ce qui contredirait tous les principes de l'analyse actionnaliste. On ne passe pas d'un conflit violent à une absence de conflit, mais d'un conflit à distance à un corps à corps : base et dirigeants s'affrontent sur chaque problème, sur chaque aspect de la vie de l'organisation, dont la double nature d'obstacle et de médiation est toujours présente.

Parallèlement, les éléments de fonctionnement des organisations sont de plus en plus abstraits à mesure qu'on s'élève vers le type représentatif. Au niveau le plus bas, l'action se déroule entre des acteurs, individuels ou collectifs, nommés ou imprécis ; au niveau le plus haut, elle oppose ou unit des fonctions. Il en résulte que plus un système de rapports sociaux est de niveau élevé, plus ses participants ont de peine à définir concrètement leur propre nature, celle de leurs adversaires et l'enjeu de leurs rapports.

Les déséquilibres des organisations sont donc d'autant moins clairement ressentis qu'ils sont socialement plus importants. Le corps à corps, dont nous venons de parler, n'est pas l'affrontement de deux personnes, ni même de deux rôles, mais

de forces et de fonctions. Il requiert donc, pour apparaître en pleine lumière, une mise en scène aussi élaborée que celle d'une tragédie classique, utilisant en particulier les ressources et la médiation des institutions et surtout des relations industrielles.

Chaque acteur vit plus intensément ses propres contradictions, en même temps qu'il se heurte à la fois plus directement et plus impersonnellement à son adversaire.

[209]

Les dirigeants, de même, dans les organisations de bas niveau, exercent une action à la fois très impersonnelle, techniciste, et très personnelle, d'encadrement et de commandement directs, ce que les études sur la maîtrise ont bien montré, en unissant dans leurs critiques le commandement proche (*close supervision*) et le privilège accordé à la production (*production-centered*) sur les problèmes humains. Dans une organisation de niveau élevé, la direction n'est pas plus *humaine*, elle unit plus étroitement une orientation rationalisée, donc dépersonnalisante, et la considération des relations humaines ou des projets des individus et des groupes membres de l'organisation.

Membres et dirigeants assument donc de plus en plus personnellement les deux faces de leur situation et l'ambiguïté de l'organisation, qui devient ambiguïté des rôles organisationnels de chacun. Le dirigeant est à la fois davantage un leader et davantage un rationalisateur et il est plus sensible que dans une organisation de niveau plus bas aux exigences contradictoires de sa situation. L'équilibre de l'organisation peut alors être plus directement saisi comme équilibre des personnalités, comme leur capacité de répondre à des devoirs et à des fonctions contradictoires. Plus on s'approche des modèles rationalisateurs et plus aussi le rôle personnel des dirigeants devient considérable.

Si la notion d'équilibre est subordonnée, dans cette analyse, à l'idée de la double dialectique des organisations, son importance vient de ce qu'elle permet la communication avec l'analyse fonctionnaliste, ce qui permet d'illustrer concrètement les idées déjà présentées sur les rapports du moment actionnaliste et du moment fonctionnaliste de l'analyse théorique.

Si l'on admet en effet qu'il existe une interdépendance des quatre dimensions élémentaires du fonctionnement des organisations, on doit privilégier les situa-

tions d'équilibre dans la mesure simplement où elles sont plus *pures*. Ces situations peuvent être considérées comme un système de rôles et d'attentes de rôles interdépendants et surtout codifiés. Ce code est d'autant plus explicite que l'organisation est plus fortement constituée, c'est-à-dire qu'elle est plus intégralement orientée par un modèle rationalisateur. Définissant le type d'autorité qu'il appelait bureaucratique, Weber ne le nommait-il pas rationnel-légal, ce dernier mot insistant sur l'importance de la codification des droits et des devoirs des titulaires des fonctions ? Nous sommes donc en droit de parler d'institutionnalisation. L'organisation n'est pas seulement un modèle sociologique, elle est aussi une administration concrète possédant son règlement et son organigramme. Ici s'opère le retournement de perspective sur lequel nous avons souvent insisté. Si les sujets constituent les organisations, les *acteurs* se trouvent placés en elles, ce qui [210] impose une nouvelle perspective : il ne faut plus ici parler de sujet historique et de charge subjectale, mais de comportement fonctionnel, de stratégies d'acteurs cherchant rationnellement soit à maximiser leur rétribution, soit à minimiser leurs pertes, soit à s'assurer en chaque cas d'une issue satisfaisante ou acceptable. Suivons M. Crozier dont l'analyse est la plus précise (*op. cit.*, p. 247-256), définissant les six aspects principaux du système bureaucratique français, aspects qui non seulement découlent l'un de l'autre, mais constituent un cercle vicieux ou un ensemble de cercles vicieux : impersonnalité, centralisation, ritualisme, autorité informelle, renforcement de la réglementation, changements provoqués de l'extérieur.

Une telle analyse peut et doit procéder sans référence directe aux notions qui sont au centre de la nôtre, mais celle-ci doit aller jusqu'au moment précis où l'analyse fonctionnaliste reprend ses droits, c'est-à-dire qu'elle doit définir la nature du système d'organisation dans lequel se développent des processus fonctionnels. Il lui suffit d'utiliser la typologie des organisations à laquelle elle a abouti, mais en la transformant, c'est-à-dire en transcrivant un niveau d'organisation en termes de contrôle social, c'est-à-dire de méthodes employées pour assurer la conformité des conduites individuelles ou collectives avec les buts de l'organisation. Ainsi ce qui était construction d'un champ d'action devient situation donnée, cadre imposé aux acteurs sociaux. Au niveau le plus bas des organisations correspond le commandement par contrainte ; au niveau le plus élevé, le commandement par propagande, c'est-à-dire par intériorisation provoquée - ce qui ne veut pas dire non acceptée

par les acteurs - des normes de l'organisation. Il nous semble qu'aux deux niveaux intermédiaires correspond un commandement bureaucratique ; mais au deuxième niveau nous parlerons de bureaucratie autoritaire, au troisième de bureaucratie libérale. On peut considérer le système industriel traditionnel comme un bon exemple de contrainte, l'administration française comme une bureaucratie autoritaire, les grandes entreprises américaines comme des bureaucraties libérales et les entreprises soviétiques comme conduites par la propagande (ce qui n'exclut pas le retour à d'autres types de commandement).

En effet, l'organisation instrumentale s'identifie de plus près au modèle wébérien de la bureaucratie, dont M. Crozier a très justement rappelé la correspondance intellectuelle avec les premières formes de l'organisation du travail, celles auxquelles Taylor et Fayol ont attaché leur nom. L'homme est dans une organisation qui cependant lui reste extérieure et qui fonctionne selon des règles *objectives*, situation qui entraîne les conséquences analysées par M. Crozier. L'organisation intégratrice [211] au contraire correspond à une approche psycho-sociologique mais qui continue à définir l'autorité à partir des exigences internes de l'organisation et donc qui crée un autre type de bureaucratie que l'on appelle libérale par son insistance sur le facteur humain et les relations humaines. C'est dire qu'une analyse fonctionnaliste dépend à son point de départ de l'analyse actionnaliste, mais dispose ensuite, une fois accompli le passage du sujet à l'acteur par l'institutionnalisation, d'une parfaite autonomie conceptuelle.

Cette dépendance au départ peut être justifiée plus concrètement encore. Nous avons indiqué qu'une analyse fonctionnaliste, quand elle est oublieuse du sujet historique, le remplace par un appel à l'histoire, qui n'est plus qu'événement, causalité externe, séparée des processus fonctionnels internes. Si l'on veut échapper à cette solution qui n'est qu'un aveu d'impuissance, il faut donc définir en termes historiques plus exigeants, moins événementiels les conditions qui commandent l'apparition de tel ou tel niveau d'organisation ou type de commandement. Ici, l'analyse actionnaliste intervient et utilise son principe le plus fondamental : le sujet historique, dans la civilisation industrielle, est dominé par la dialectique de la création et du contrôle. Si la conscience de création n'existe pas, l'organisation ne peut être qu'au niveau le plus bas, son équilibre ne peut être obtenu que par la contrainte. Une fois présente cette conscience de création, le niveau de l'organisation s'élève à mesure que s'élève le contrôle du producteur sur son travail et sur

ses produits, à mesure donc que ce contrôle est plus collectif, puisque la production est collective.

Le niveau de l'organisation et par conséquent le type de commandement dépendent donc de la collectivisation de la production. Plus celle-ci est développée, plus le sujet est impliqué dans l'organisation, et plus le contrôle exercé par l'organisation sur ses membres est intériorisé, plus il fait appel à la propagande et en particulier à l'éducation. Moins la collectivisation est poussée, plus s'installe aisément une bureaucratie autoritaire qui naturellement a beaucoup de chances de se mêler à une structure de classes qui elle aussi, par essence, se maintient d'autant mieux que la collectivisation est moins poussée.

En résumé, l'étude du fonctionnement d'une organisation fait nécessairement intervenir des notions fonctionnalistes ; celle d'équilibre, à laquelle nous allons revenir, est de celles-là. Mais cette description des mécanismes du système social est distincte de la définition des termes et des conditions de l'interaction et ceux-ci ne peuvent être définis que par référence à la charge subjectale de l'organisation, à son rôle historique. L'analyse actionnaliste ne peut ignorer les problèmes internes d'un système social, de même qu'une analyse fonctionnaliste [212] serait dans l'erreur si elle affirmait que les conduites sociales sont orientées avant tout par les exigences fonctionnelles du système d'interaction.

B. DÉSÉQUILIBRES ENTRE L'IMPLICATION ET LA DIRECTION

[Retour à la table des matières](#)

(Pour la clarté de l'exposé, on désignera par des chiffres arabes les niveaux d'implication, c'est-à-dire d'orientation des membres et par des chiffres romains les niveaux de direction, c'est-à-dire d'initiative et d'intégration.) Il est logique d'étudier ces déséquilibres par rapport à un certain niveau de direction, non pas que la méthode inverse puisse donner des résultats différents, mais parce que l'initiative appartient plus souvent aux dirigeants qu'aux membres, ceux-ci ne pouvant en général que répondre à des situations définies par l'action volontaire des dirigeants. Comme nous l'avons fait déjà, nous nous bornerons à considérer un certain nombre de cas de déséquilibres possibles, n'ayant d'autre but que d'en

dégager une méthode, tout en nous gardant d'une présentation trop systématique qui gênerait la liberté d'initiative des recherches concrètes.

- *Déséquilibre 1-IV*. Ici la direction est *en avance* sur les membres. Elle vise à une forte intégration d'une organisation dont elle affirme l'étroite liaison avec le sujet historique, tandis que les membres s'enferment dans une attitude de retrait et d'utopie. Les initiatives prises par la direction apparaissent aux membres comme autant de pressions et de manipulations. Ce cas est fréquemment celui de l'armée en période de paix. Tandis que les hommes du contingent n'intériorisent nullement les valeurs de l'organisation, les officiers, s'ils se placent au niveau IV de direction, cherchent à jouer le rôle d'orienteurs et exigent donc une forte participation de leurs subordonnés. Ceux-ci répondent en s'enfermant dans un retrait plus méfiant encore ; le déséquilibre tend donc à se renforcer lui-même jusqu'à conduire à un éclatement de l'organisation.

Mais ce danger suscite des mécanismes de *rééquilibrage*. La pression exercée par la direction donne aux membres une unité *négative*, oppositionnelle, qui peut les élever rapidement à un niveau plus élevé d'implication et d'abord de solidarité. Cette évolution s'accompagne d'une tension croissante parmi les membres : il se forme parmi ceux-ci des dirigeants oppositionnels qui entrent en conflit non seulement avec la direction mais aussi avec les membres restés attachés à leur retrait. Lorsqu'un des termes du rapport social est en retard sur l'autre, il se développe donc en son sein des conflits de type nouveau qui traduisent [213] la double tendance du déséquilibre à s'aggraver naturellement et à être compensé par un rééquilibrage.

- *Déséquilibre 4-I*. C'est aussi ce que l'on constate dans le cas inverse, celui où la direction est *en retard* sur les membres, lorsqu'une direction reste techniciste et ritualiste en présence de membres dont le niveau de participation et de revendication est élevé, cas qui peut être celui de l'armée en temps de guerre, lorsque les soldats se sentent profondément impliqués dans l'action militaire tandis que certains officiers de carrière restent attachés à l'autoritarisme rigide qui caractérise le niveau le plus bas de la direction. Ici encore s'observent les trois processus qui ont été indiqués : tendance à l'accentuation du déséquilibre, mécanisme de rééquilibrage.

brage élevant l'élément en retard au niveau de celui qui est plus avancé, conflit à l'intérieur de l'élément en retard. Contre les initiatives des membres, la direction se défend en renforçant ses méthodes autoritaires, en imposant une obéissance étroite aux ordres et règlements, en sanctionnant la *spontanéité* des membres. Mais elle tend aussi à contre-attaquer, à se donner une idéologie plus élevée, à faire appel aux intérêts de l'organisation et de la société. Ces deux tendances opposées engendrent un conflit à l'intérieur de la direction : dans l'industrie, comme dans l'armée, le conflit peut se situer à tous les niveaux de la hiérarchie, mais il tend souvent à opposer cadres subalternes et cadres supérieurs : ceux-ci contre-attaquent indirectement, tandis que ceux-là restent chargés d'une répression directe, non idéologique, ne faisant appel qu'aux méthodes traditionnelles de l'encadrement techniciste et ritualiste.

Déséquilibres par rapport à II. Parmi les autres cas, les plus intéressants, parce que les plus différents de ceux qui viennent d'être évoqués, sont ceux qui opposent membres et direction placés à des niveaux proches, en particulier les cas I-II et 3-II. Les exemples les plus clairs se rencontrent dans les entreprises, c'est-à-dire dans les organisations à buts économiques. Les membres réagissent à une politique de stimulations individuelles menée par une direction utilitariste : des ouvriers par exemple réagissent à des systèmes de rémunération à la tâche ou aux primes.

Ces réactions sont différentes selon que le niveau d'implication des membres est bas ou élevé. Dans le premier cas, c'est au nom du retrait qu'est menée la résistance aux stimulants, que s'exprime l'hostilité à ceux qui répondent à ces stimulants, à ceux que beaucoup de langues désignent à l'aide d'un grand nombre d'expressions imagées et péjoratives.

[214]

Nous nommerons cette résistance *freinage-plancher*. Elle s'oppose au *freinage-plafond* qui indique la résistance d'une implication de niveau III. Ce freinage West pas pure résistance, il est effort pour créer des normes propres au groupe et s'opposant à celles de la direction (cf. outre *Management and The Worker*, le recueil d'études dirigé par W.F. Whyte, *Money and Motivation*, New York, Harper, 1955). On peut même penser que ce freinage est souvent un effort positif d'orga-

nisation et de rationalisation car il serait très difficile de gérer une production importante si le rendement des divers postes de travail était très variable. Ce freinage plafond est donc une forme de solidarité. Il est inutile de préciser qu'ici aussi on peut décrire les processus habituels : renforcement du déséquilibre, mécanismes de rééquilibrage, tensions à l'intérieur de l'élément *en retard* (dans le cas de l'industrie, ces tensions affectent surtout le rôle de la maîtrise, puisque celle-ci doit à la fois faire fonctionner des stimulants financiers et développer la cohésion des équipes de travail).

Déséquilibres par rapport à III. Le heurt du projet individuel et d'une politique *maison* insistant sur l'intégration des membres est un des événements les plus fréquents de la vie des organisations. L'exemple le plus clair est probablement celui des jeunes techniciens, désireux d'utiliser leurs compétences, ambitieux, désireux de bouleverser les routines et qui se heurtent à toute une orientation qui vise à faire d'eux des *hommes de l'organisation*. Les entreprises industrielles sont sensibles à ce problème, surtout quand il se traduit par la démission d'un nombre important de jeunes cadres parmi les plus brillants, mais il est plus aisé à résoudre quand le choc est celui de l'innovation et de la tradition que quand il est celui de l'innovation et d'une intégration qui se présente souvent sous les dehors les plus *modernes*. On pourrait aisément déceler dans toutes les organisations, militaires, universitaires, politiques ou religieuses, cette opposition des « jeunes turcs » et de l'idéologie d'intégration.

Si l'opposition à une politique d'intégration est menée au niveau d'implication le plus élevé, le conflit est un des plus organisés et violents qui soient puisque de part et d'autre le degré d'insertion dans l'organisation est très élevé et qu'une direction se sent plus directement menacée par ceux qui en appellent aux normes de l'organisation, au sujet historique, que par ceux qui sont en retrait ou confinés dans un projet individuel.

Les membres dirigent leur opposition contre une bureaucratie ou un appareil qu'ils accusent de technocratie ou de trahison de leurs devoirs à l'égard de la société. Les dirigeants répliquent en accusant [215] l'opposition de vouloir détruire l'organisation. C'est en ces termes que se présentent aux yeux de l'opinion pu-

blique les conflits les plus visibles qui déchirent les organisations économiques ou les associations volontaires.

Les cadres. On a jusqu'ici décrit ces déséquilibres, dans le fonctionnement des organisations, en opposant membres et dirigeants, ce qui était utile pour la clarté de l'analyse, mais ce qui s'éloigne beaucoup des situations concrètes. Celles-ci montrent presque toujours une hiérarchie presque continue menant des exécutants aux dirigeants. On appelle cadres - dans toutes les organisations - ceux qui participent des deux situations, qui sont détenteurs d'une certaine autorité et sont en même temps des exécutants d'ordres qui émanent d'un pouvoir auquel ils ne participent pas. Les cadres sont, selon l'expression classique employée d'abord à propos des agents de maîtrise, des hommes du milieu (*men in the middle*). La complexité du problème vient de ce qu'il comporte trois variables, le cadre n'étant pas un simple intermédiaire, mais un individu formant certains projets. Il est impossible d'entrer ici dans une telle analyse, moins complexe que longue. Qu'il suffise d'en indiquer -les éléments les plus caractéristiques : le cadre cherche à la fois à défendre ses intérêts personnels, par exemple à réussir sa carrière, ce qui représente une implication du deuxième niveau et à intégrer son groupe, l'équipe ou l'atelier dont il est responsable. La manière la plus simple d'y parvenir, si les dirigeants se situent au moins au niveau III, semble être d'élever son prestige personnel en obtenant une bonne intégration et un bon fonctionnement de son équipe. Solution qui est presque toujours celle que les dirigeants lui indiquent et qui semble profondément irréaliste dès que l'on accepte les principes de notre analyse, puisqu'elle suppose le problème résolu, c'est-à-dire les intérêts des membres en accord avec ceux de l'organisation. La connaissance la plus élémentaire d'une organisation démontre au contraire qu'un accord entre ces deux exigences opposées ne peut être obtenu que par le compromis et la négociation. Le cadre, pour aider à l'intégration de son groupe, doit « fermer les yeux » sur bien des pratiques en marge des règlements, moyennant quoi il obtient certains résultats, parfois plus spectaculaires que réels, qui renforcent sa position personnelle auprès de la direction. Le résultat, tout à fait opposé à une aimable synthèse d'intérêts adverses est la décomposition *féodale* de l'organisation qui se marque par l'importance des conflits horizontaux, entre groupes, entre services, entre cadres linéaires et cadres fonctionnels. C'est de ce prix que se paie une certaine conciliation entre les inté-

rêts des membres et ceux de la direction au niveau [216] des cadres, qui appartiennent aux deux catégories. Ces conflits horizontaux sont d'autant plus forts que les barrières qui limitent les conflits verticaux sont plus solides. Ce domaine d'élection des études fonctionnalistes peut donc être considéré aussi par l'étude actionnaliste des organisations et, on le voit, dans une perspective et avec des résultats tout autres. Ici comme ailleurs, le conflit est au centre de l'analyse et l'intégration des membres à l'organisation est l'un des termes du conflit et non sa solution.

C. DÉSÉQUILIBRES À L'INTÉRIEUR DE L'IMPLICATION OU DE LA DIRECTION

[Retour à la table des matières](#)

Participation et revendication ou initiative et intégration peuvent se trouver à des niveaux différents, ce qui crée un déséquilibre soit chez les membres soit chez les dirigeants. Ceci conduit à une grande variété de situations dont l'étude peut éclairer beaucoup de problèmes concrets et ne doit aboutir qu'à proposer des recherches particulières.

On doit cependant s'interroger sur la raison d'être de ces déséquilibres et sur leur sens général.

On pourrait dire que ces déséquilibres résultent de ceux qui ont été déjà décrits : s'il existe un déséquilibre entre implication et direction par exemple, il doit exister un déséquilibre entre participation et revendication, celle-ci étant autant une réponse à la politique des dirigeants que la contrepartie directe de la participation. De même qu'un changement intervenu dans un élément d'un système affecte tous les éléments de ce système, de même on ne peut isoler les dimensions d'une organisation les unes des autres.

Mais notre but ici n'est pas de rappeler ce principe élémentaire ; il est de nous rapprocher de l'observation concrète en remplaçant progressivement des notions schématiques, comme membres et dirigeants, par la complexité des situations réelles. Ceci suppose un double élargissement de l'analyse, qui souligne aussi la différence entre notre analyse et l'étude des systèmes de relations sociales.

D'un côté les membres de l'organisation ne forment pas un ensemble homogène ; ils se divisent en catégories définies par le niveau professionnel, par ce que les uns et les autres attendent de l'organisation, par la présence ou l'absence de conflits d'appartenance (car on ne peut considérer comme identiques deux individus possédant le même niveau de participation dans une organisation si l'un d'entre eux possède un niveau plus élevé de participation dans une ou plusieurs autres collectivités).

[217]

De l'autre, la notion de décalage, qui a déjà été utilisée au niveau des sociétés nationales, peut s'appliquer également ici. Les caractères d'une organisation dépendent de sa situation dans une société (industrie en expansion ou en déclin par exemple, ce qui ne coïncide pas toujours avec des types différents de travail) et de sa position stratégique dans un conflit organisé.

Une analyse trop schématique risquerait fort, en s'enfermant dans l'organisation, de perdre de vue ses principes et de devenir ainsi inadéquate, puisqu'elle serait en porte-à-faux, infidèle à l'analyse actionnaliste et suivant malgré elle et donc maladroitement les voies du fonctionnalisme.

Les déséquilibres entre participation et revendication ou entre initiative et intégration ne peuvent être compris que comme les effets dans l'organisation de variations intervenant dans les deux éléments dont le rapport définit l'organisation : l'individu lui-même, comme porteur du sujet et la société comme totalité. Ces déséquilibres peuvent se classer immédiatement ici en quatre grands types. Si la participation est en avance sur la revendication, l'implication est *conformiste* ; dans le cas contraire, elle est *oppositionnelle*. Si l'initiative est en avance sur l'intégration, la direction est *technicienne* ; dans le cas contraire, elle est *manipulatrice*.

Ce dernier cas est le plus aisé à concevoir, celui que l'observateur rencontre le plus souvent, chaque fois que l'autoritarisme le plus étroit est associé à une volonté prononcée d'intégration, chaque fois par exemple qu'un dirigeant fait appel à la fois au fondement personnel de son autorité et à sa volonté de faire de son entreprise une équipe (cf. par exemple l'analyse de F. Bourricaud, « Malaise patronal », *Sociologie du Travail*, 1961, no 3, p. 221-235). Contradiction qui peut n'être que

celle des pensées et des actes mais qui peut plus profondément engendrer une politique incohérente.

Le cas contraire a moins d'unité, mais toutes ses variantes indiquent que la direction, pour des raisons qui peuvent être diverses, privilégie le rôle instrumental des organisations ; au niveau le plus élevé l'organisation lui apparaît moins comme une médiation vers les valeurs que comme un moyen de créer les conditions matérielles de satisfaction de la conscience créatrice du sujet historique. Conception que l'on attribue souvent à ceux que l'on nomme technocrates - terme très vague qui sera analysé plus loin -. L'intégration ne peut être réalisée, selon ces dirigeants, qu'une fois terminée la marche forcée vers l'abondance, le développement ou l'indépendance.

Alors que le type précédent de déséquilibre est surtout caractéristique d'une conception *patrimoniale* de l'organisation qui se rattache au [218] pouvoir de classe traditionnel, celui-ci est plus important dans des sociétés industrielles en développement ; il est un des aspects d'une crise de croissance.

Du côté des membres des organisations, l'implication conformiste accorde un privilège à l'individu et à son groupe sur les valeurs sociales et donc sur le sujet historique. Une de ses conséquences les plus visibles est que l'individu juge sa participation en termes d'adaptation ou d'équilibre, c'est-à-dire en réifiant l'organisation et son propre projet.

Le cas inverse est, comme celui d'une direction activiste, caractéristique d'une situation de crise. La participation est faible et la revendication élevée ; celle-ci est donc moins une réponse au présent qu'un appel au futur. Mouvement révolutionnaire fondé sur le retrait, qui se contredit lui-même mais en suscitant des actions puissantes et fragiles à la fois, puisqu'elles se portent, parfois avec une grande rapidité, d'un extrême à l'autre. Le heurt est très visible lorsque des catégories d'ouvriers non qualifiés, hostiles même au travail industriel, apportent la force de leur masse à des mouvements orientés par des conceptions socialistes ou communistes, liés à l'image d'une société communautaire, intégrée, rationalisée. La misère est la forme la plus aiguë de non-participation à une société et donc aux organisations. Mais si elle conduit, dans une société traditionnelle, à une révolte que la conscience constituante empêche de devenir révolutionnaire, dans la civilisation industrielle elle ne peut donner naissance à des mouvements autonomes.

C'est normalement une participation élevée qui est associée à une forte revendication, mais le mouvement révolutionnaire qui seconde sur la misère est la grande force qui s'oppose à ce schéma central d'autant plus efficacement que la conscience créatrice est moins forte, que le développement économique est ou plus bloqué ou plus brutal.

D. DÉSÉQUILIBRES À L'INTÉRIEUR DE L'UNE DES QUATRE DIMENSIONS

[Retour à la table des matières](#)

Le nombre de ces déséquilibres et de leurs combinaisons est tel qu'il serait vain de vouloir les énumérer. On se limitera donc ici à quelques remarques très générales. Plus encore qu'à propos du type précédent, il apparaît ici qu'ils obligent à considérer les caractéristiques concrètes des acteurs et la situation historique des organisations. Tous ces déséquilibres montrent en effet, directement ou indirectement, un conflit entre les orientations individuelles et l'action collective : cela est [219] évident dans le cas des membres d'une organisation qui sont à la fois en retrait et orientés par un projet organisationnel ou qui sont à la fois utopistes et solidaires ; cela est plus difficile à apercevoir lorsqu'on considère les dirigeants, attachés à la fois à un encadrement strict et à la création d'un esprit de corps, ou à la fois utilitaristes et fondant la rationalisation sur des valeurs démocratiques.

Mais comment expliquer ces situations, proprement incompréhensibles, si on se place dans la stricte logique interne des organisations ? Il est vrai qu'une réponse simple est que les échelles que nous avons proposées sont inexactes ou incomplètes. Objection parfaitement fondée si l'on considère ces échelles comme des moyens de description directe, mais que nous croyons sans valeur si l'on se souvient que ces échelles sont des instruments d'analyse théorique. Elles ne visent pas à décrire la réalité, mais à définir les tensions et les contradictions qu'elle renferme.

Cette méthode n'affirme nullement qu'il ne peut pas y avoir simultanément de certains aspects de retrait et de certains aspects de projet collectif, mais elle conduit, au lieu de créer dans ce cas un type descriptif nouveau, à rechercher la contradiction que manifeste cette simultanément et à définir les conflits qu'elle en-

traîne dans l'organisation où elle s'observe. Le mélange d'un niveau bas et d'un niveau élevé de l'une quelconque des quatre échelles simples suppose la coexistence d'attitudes orientées vers l'individu et d'attitudes orientées vers l'organisation ou même, à travers elle, vers les valeurs sociales. Ceci indique un conflit entre la personnalité de l'acteur et son rôle organisationnel. Le deuxième type de déséquilibre conduit à faire intervenir les problèmes de l'acteur social, c'est-à-dire l'analyse fonctionnaliste des relations sociales, dans l'étude des conduites organisationnelles. Le troisième type de déséquilibre conduit au niveau de l'action historique. Le modèle rationalisateur ne permet qu'un contrôle indirect et collectif du créateur sur ses œuvres. Alors que la conscience constituante est une expérience vécue, un ensemble de croyances personnelles, la conscience créatrice est un appel de l'homme vers des œuvres qui sont éloignées de lui par bien des médiations. De là provient un individualisme qui peut être replié, abandonnant toute référence au sujet historique, enfoncé dans la platitude des intérêts individuels immédiats mais qui, plus profondément observé, apparaît comme la contrepartie de la conscience créatrice. Nous définirons plus loin - au chapitre VII - cette relation fondamentale de la culture de masse et de la privatisation. Il suffit ici de rappeler son principe, celui qui commande la double recherche de la conscience collective de création et de la volonté de consommation individuelle, celui surtout qui empêche d'identifier l'individu à son [220] rôle organisationnel ou même à l'ensemble de ses rôles dans des ensembles particuliers.

Du point de vue des organisations, le résultat de cette tension est de créer un clivage parmi les membres : c'est alors que prend tout son sens l'opposition de la masse et des militants, qui suppose chez tous, masse et militants, une double orientation, sans quoi les militants seraient étrangers à la masse qui ne leur donnerait pas le soutien indispensable à leur action.

Si l'on considère maintenant la direction, on voit que la coexistence d'un niveau bas et d'un niveau élevé d'initiative ou d'intégration conduit à rappeler, plus fortement encore que dans le type précédent de déséquilibres, l'impact de la société globale sur l'organisation. Non seulement celle-ci n'est qu'un ensemble particulier, mais elle n'est en contact avec le sujet historique qu'à travers une société globale.

Plus la société globale représente une médiation puissante entre les individus et le sujet, plus l'organisation tend à se trouver privée de charge subjectale et donc

à devenir un obstacle entre ces deux termes ; moins au contraire la société globale est valorisée et plus l'organisation devient la médiation principale entre l'individu et le sujet, ces propositions abstraites recouvrant des problèmes historiques d'une grande importance.

Si la société nationale, pour prendre l'exemple le plus visible, est orientée clairement par la conscience créatrice, elle tend à s'organiser fortement, à devenir à la limite une super-organisation, et la centralisation qui en résulte tend à faire régresser les organisations particulières à des niveaux bas d'autorité ou d'intégration ou plutôt tend à juxtaposer niveaux bas et niveaux élevés, car l'organisation est à la fois partie de la société nationale et ensemble autonome.

Bien des sociologues américains, et S. M. Lipset en particulier (cf. *Political man, op. cit.*, 1^{re} partie), ont comparé l'Europe, la France en particulier, et les États-Unis, en insistant sur le poids des traditions aristocratiques et féodales en Europe, alors que les États-Unis en ont été délivrés grâce à l'expansion rapide de leur territoire et de leur population. Nous dirions, dans notre perspective, que la structure des classes et le pouvoir personnel de la classe dominante sur les travailleurs se sont plus solidement maintenus en Europe qu'aux États-Unis. Remarque dont on doit reconnaître la grande importance, mais qu'on aurait tort de placer seule au centre de l'explication. Car le centralisme français n'est pas seulement d'origine monarchique, les relations hiérarchiques autoritaires ne traduisent pas seulement la permanence de relations de classes ; ce sont aussi des modèles révolutionnaires, jacobins. De même l'autoritarisme militaire n'est pas seulement la transposition [221] d'un système féodal ; il peut manifester aussi l'engagement d'une société dans une lutte où ses valeurs sont en jeu, la force de la légitimité des dirigeants. Le modèle américain, qui privilégie les organisations par rapport à la société globale et même les groupes par rapport aux organisations, suppose que la société nationale est soumise à un faible défi (*challenge*).

La tension entre l'individu et le sujet historique est plus faible lors. que celui-ci se manifeste à travers le groupe ou l'organisation que lorsqu'il s'incarne dans une société nationale en lutte, mais aussi la force de l'orientation de l'individu vers le sujet peut être dans ce cas plus faible.

N'est-ce pas là la traditionnelle querelle de la démocratie ? Entre l'individu et le sujet historique s'interposent des médiations. Plus l'accent est mis sur une mé-

diation proche de l'individu, plus celui-ci se sent libre à ce niveau et plus aussi son rapport avec le sujet historique s'affaiblit ; plus au contraire l'accent est mis sur une médiation proche du sujet, c'est-à-dire plus macro-sociale, plus l'individu se sent à la fois prisonnier de contraintes collectives et fortement relié au sujet historique.

Le point de vue de Lipset accorde un privilège excessif aux valeurs de la société dans laquelle il est né, de même qu'existe un jacobinisme naïf qui ne veut pas voir la dégradation des organisations qu'entraîne le privilège accordé à la société nationale.

Il reste le loisir de rêver à une société idéale où tous les niveaux d'organisation seraient transparents, pures médiations et nullement obstacles entre l'individu et le sujet historique. Mais le rêve devient propagande dès lors qu'on affirme qu'un type de société est plus démocratique qu'un autre, parce qu'il assure des relations moins autoritaires et plus directes dans les organisations ou, au contraire, parce qu'il légitime plus fortement le pouvoir central et l'État.

Il demeure qu'il existe des cas où ni les organisations ni la société nationale ou les ensembles particuliers les plus vastes n'ont une forte charge subjectale, où un jacobinisme dégénéré, devenu étroite fonctionnarisation n'est plus qu'un frein pour les organisations. Telle est la conception critique et pénétrante que se forme M Crozier de la « France, terre de commandement » (in *Esprit*, déc. 1957). L'importance d'une telle analyse vient de la diversité des perspectives qu'elle ouvre. En se plaçant au niveau zéro de valorisation des ensembles particuliers, dans le vide où résonnent emphatiquement les professions de foi contradictoires en faveur du centralisme démocratique et de la décentralisation, de l'intégration aux organisations et des grandes tâches nationales, elle saisit tous les éléments dont la coordination et le conflit [222] modèlent le fonctionnement concret des organisations et des ensembles particuliers plus vastes. Mais cet état de désorganisation n'existe que parce qu'une société hésite à décider de son histoire, à se nommer elle-même, à apprécier la nature et la gravité des défis auxquels elle doit répondre. Société en crise et société en évolution, la société française hésite à choisir entre l'esprit communautaire et l'esprit collectiviste, entre la croissance révolutionnaire et l'aménagement des organisations.

Ce n'est qu'au nom de ses préférences idéologiques ou d'une analyse d'une conjoncture historique que le sociologue peut accuser le refus du face à face, la concentration et l'impersonnalité du pouvoir, le goût des grands systèmes, d'entraîner l'immobilisme, la routine et le retrait. Il est préférable de se placer du point de vue des acteurs eux-mêmes et de considérer tous les obstacles qui peuvent s'opposer à leur volonté de création et de contrôle. Ces obstacles ne sont pas interdépendants, ils se combinent en bien des situations différentes. Seule une analyse aussi complète que possible des types de situations peut permettre de proposer des remèdes à la non-participation, remèdes qui supposent nécessairement la référence à un certain modèle social et politique, donc une option que le sociologue en tant que tel n'a pas à faire, puisqu'elle implique un choix entre diverses voies qui toutes détruisent, mais créent aussi, des risques d'aliénation, choix qui ne peut être que politique et dont on ne saurait discuter ici.

Les déséquilibres qui apparaissent dans le système d'autorité ou dans la politique d'intégration d'une organisation expriment une telle hésitation et plus généralement le double lien, d'appartenance et d'autonomie, qui relie une organisation à une société globale, considérée comme l'ensemble particulier le plus vaste. Les entreprises nationalisées y sont, plus que d'autres, exposées : elles se considèrent comme des services publics, mais aussi comme chargées de réaliser une forte intégration des salariés ; il s'ensuit un mélange d'autoritarisme techniciste et de principes démocratiques, d'encadrement étroit et d'intégration idéologique, qui accroît les sources de conflit et avive ceux-ci en obscurcissant le type de médiation qu'il propose aux individus dans leurs rapports avec le sujet historique.

De tels problèmes ne se posent pas seulement aux entreprises industrielles ou administratives ; les associations volontaires les connaissent de la même manière. Ici aussi existent des déséquilibres entre membres et dirigeants, entre participation et revendication, ou entre autorité et intégration, à l'intérieur de chacune des quatre dimensions élémentaires.

Si les situations semblent différentes, c'est pour deux raisons, également fausses. En premier lieu, les organisations à buts économiques [223] ne se confondent pas avec les entreprises. Elles ne représentent qu'un type d'entreprises, il faut le rappeler, celles qui sont dirigées par le modèle rationalisateur et qui donc se situent au-delà du pouvoir de classe, comme peut-être toutes les entreprises situées dans la civilisation industrielle, mais dans la mesure seulement où elles participent

de celle-ci et non d'une société traditionnelle. Une organisation est, dans son essence, volontaire, c'est-à-dire qu'elle apparaît légitime à ses membres, parce qu'elle leur apparaît remplir la fonction sociale qu'ils valorisent au nom de la conscience créatrice.

En second lieu, il peut sembler que la dimension revendicative ne peut exister dans une organisation volontaire. Ce qui est exact dans un modèle utopique, où le parti, le syndicat, l'église, l'organisation de loisirs coïncident avec les valeurs qui les fondent, mais ce qui ne saurait être sérieusement affirmé dans la vie sociale réelle. Les associations volontaires sont des ensembles particuliers, du simple fait qu'il existe toujours des sans-parti, des non-syndiqués, des athées, des réfractaires.

Une fois ces deux obstacles éliminés, et à condition de toujours se souvenir que le concept d'organisation n'a pas cours, dans la production, en dehors de la civilisation industrielle, le même type d'analyse peut être appliqué aux organisations économiques et aux associations volontaires.

V. PROJETS ET ATTITUDES

A. DE L'ORGANISATION AU SYSTÈME SOCIAL

[Retour à la table des matières](#)

Dans la mesure où une organisation est un système collectif d'action, elle comporte aussi nécessairement un système d'interaction, en même temps qu'elle constitue pour chaque individu une situation qui prend sa place et son sens par référence à sa personnalité.

Une organisation est donc aussi un système social, un réseau de relations sociales et, tandis que l'étude des organisations doit être menée dans la perspective actionnaliste, celle des systèmes sociaux relève de la méthode fonctionnaliste. On résumerait assez exactement l'histoire de la psycho-sociologie industrielle en disant qu'elle a progressivement séparé les deux notions qu'elle confondait à ses débuts. Seule l'incertitude du vocabulaire sociologique peut masquer l'importance [224] de cette évolution qui n'est qu'un aspect particulièrement net de la trans-

formation du fonctionnalisme qui a déjà été évoquée au chapitre II. Les rapports de l'organisation et du système social ne peuvent cependant être simples, comme si les deux notions s'appliquaient à des catégories de faits différents. C'est pourquoi nous avons décrit les équilibres et déséquilibres des organisations, notions qui se situent à la frontière de l'étude du sujet historique et de celle des systèmes de relations sociales, ce qui est conforme au principe, plusieurs fois avancé, que l'analyse actionnaliste ne se limite pas à un domaine particulier, mais pénètre de plein droit dans le domaine des relations sociales comme dans celui de la personnalité. Cette pénétration ne peut signifier une réduction de ces domaines à l'étude du sujet historique ; ils possèdent une autonomie, un mouvement interne dont l'analyse est précisément l'objet d'autres démarches de l'analyse sociologique. En quoi consiste donc cette autonomie du domaine des relations sociales dans le cas particulier et important de la civilisation industrielle, où le sujet historique se manifeste par l'apparition du modèle rationalisateur et donc des organisations rationalisées ?

Son étude, on l'a dit, porte sur l'*acteur social* et non sur le *sujet historique*. Non pas seulement sur les formes d'interaction ou sur la configuration sociométrique des groupes, mais sur le fonctionnement des systèmes de relations sociales. Comment donc analyser ce fonctionnement sans entrer dans le domaine des organisations ?

La continuité nécessaire entre les deux moments de l'analyse théorique vient du fait que l'acteur se définit par rapport au système social en fonction du rapport qui s'établit entre les contributions qu'il apporte et les rétributions qu'il reçoit, rapport qui est enregistré sous forme de satisfaction ou d'insatisfaction selon qu'il est favorable ou défavorable à l'acteur. Il ne peut s'agir ici d'une comparaison entre deux éléments indépendants ou complètement différents. Pour que la comparaison soit possible, il faut qu'existe une unité de mesure commune ; il faut donc que les rétributions soient évaluées par rapport à certaines attentes, dont la nature est déterminée par celle des contributions de l'acteur. Ce qui suppose aussi que ces contributions sont évaluées non en termes individuels - effort, compétence, dévouement, durée de l'activité, etc. - mais en termes fonctionnels, c'est-à-dire comme satisfaction des besoins d'un ensemble social. Cet ensemble est concret, ce n'est ni le sujet historique ni ses valeurs, mais un système de relations sociales. Lorsque celui-ci est fortement institutionnalisé, les droits et devoirs de chacun

sont rigoureusement définis. À chaque rôle correspondent clairement des attentes de rôles.

Mais la civilisation industrielle désinstitutionnalise et déséquilibre en [225] même temps qu'elle organise. Il s'ensuit que les systèmes de relations sociales ne possèdent plus de corps officiels de normes de fonctionnement définissant les droits et les devoirs de chacun. Ce qu'exprime la notion d'informalité, prise en son sens général. L'intégration d'un système social dépend, dans cette situation, du jugement porté par les acteurs sur leur situation relative. Non plus sur leur rapport aux normes sociales, mais sur leur rapport aux autres acteurs.

L'acteur collectif, le système social, ne peuvent jamais être définis indépendamment du sujet historique. Mais dans une société traditionnelle les règles du système social reposent sur des valeurs objectivées, officielles. Dans la civilisation industrielle, le sujet historique ne définit plus, ce qui était le rôle de la conscience constituante, le rapport de l'homme à l'homme, mais le rapport de l'homme à ses oeuvres. Le rapport de l'homme à l'homme constitue alors un domaine directement et clairement séparé de celui du sujet historique. Les relations sociales en acquièrent une autonomie d'autant plus grande qu'elles se situent dans un secteur de la vie sociale plus éloigné du travail, porteur de la conscience créatrice. Il en va à l'inverse dans les sociétés traditionnelles où la dépendance des relations sociales à l'égard des orientations du sujet historique est d'autant plus grande que le secteur considéré est plus proche de la *superstructure*, c'est-à-dire en fait de la conscience constituante.

Ceci est très clair dans le domaine du travail : on a montré précédemment comment l'organisation, à mesure qu'elle se renforçait, agissait comme formalisation de l'informel, comme intégration des relations sociales à l'organisation. Mais, parallèlement, le progrès des organisations multiplie les problèmes qui se posent au système de relations où se placent les acteurs sociaux.

L'évolution conduit donc à subordonner de plus en plus étroitement les problèmes du système social à ceux de l'organisation et en même temps à étendre leur domaine, qui s'étend progressivement jusqu'aux ensembles particuliers les plus vastes, jusqu'à cet ensemble concret que constitue une société industrielle.

Il est donc clair que le fonctionnement d'une organisation ne dépend pas seulement de sa charge subjectale et des rapports entre membres et dirigeants, mais

des rapports qui s'établissent entre les membres ou entre les dirigeants à l'intérieur de systèmes concrets de relations sociales. Nous étions parvenus au bord de cette constatation en étudiant les déséquilibres les plus élémentaires (à l'intérieur d'une seule dimension) qui affectent une organisation. Il faut reconnaître maintenant l'autonomie du type de problèmes qui se pose à ce niveau.

Donnons-lui une expression concrète - nous avons distingué cadres et [226] dirigeants dans tous les types d'organisations. Mais il est aussi classique de séparer cadres et agents de maîtrise, même si l'on considère en même temps - comme le fait à juste titre l'industrie américaine - les agents de maîtrise comme des cadres subalternes.

Si les agents de maîtrise ont des problèmes particuliers, c'est parce qu'on leur reconnaît - grâce en grande partie aux efforts des sociologues américains - un rôle dans les relations interpersonnelles. À partir de là, il est facile d'étendre le champ de l'étude des relations sociales au sein des organisations, déjà étudié par bien des psychosociologues, en particulier par les disciples de Lewin et les spécialistes de la dynamique des groupes. Mais cette évocation ne doit pas laisser croire que l'analyse fonctionnaliste est limitée aux groupes restreints. Il est plus exact de dire qu'à mesure que s'étend le domaine des organisations, l'analyse fonctionnaliste, dont la méthode reste la même, quel que soit le type de système social et de société considéré, se trouve de plus en plus coextensive à l'analyse actionnaliste des organisations.

Poursuivons. Si le développement des organisations liées au modèle rationalisateur de la civilisation industrielle étend le champ de l'autonomie visible de l'étude fonctionnaliste des systèmes sociaux, il accroît de même l'importance manifeste d'une étude de la personnalité individuelle placée dans une organisation. S'il est vrai que l'étude des organisations ne se satisfait plus de l'opposition établie par Mayo entre la rationalisation et les *sentiments (feelings)*, son effort critique n'aboutit pas à rejeter l'importance des réactions individuelles mais à délivrer l'analyse d'une confusion ruineuse entre deux ordres d'analyse, isolant par son progrès même un nouveau type de recherche, portant sur les motivations au travail. Si beaucoup d'auteurs, comme C. Argyris (*Personality and Organization*, New York, Harper, 1957), définissent encore celles-ci en termes généraux, où se mêlent traits culturels, conduites psycho-sociales et structure de la personnalité, leur analyse a le grand mérite de rappeler que l'individu ne se définit pas seule-

ment par ses appartenances et ses relations sociales, mais aussi par sa personnalité. Des études, que nous évoquerons plus loin et que le public français connaît grâce à G. Friedmann, ont montré à la fois les effets du travail sur la personnalité et l'importance de celle-ci dans les réactions au travail.

Aussi une organisation apparaît-elle à la fois comme un élément d'un système d'action historique, comme un système de relations sociales et comme un ensemble de situations personnelles.

Une organisation tend, en règle générale, à s'affirmer comme un acteur collectif, et une utilisation rapide et intéressée de certaines tendances de la psychosociologie a contribué à renforcer cette tendance qui s'appuie [227] sur des faits économiques et sociaux importants, mais dont on a déjà indiqué la déviation possible, tendance à l'intégration proprement idéologique, puisqu'elle tend à identifier un ensemble particulier au sujet historique ou à un sujet collectif. On voit ici qu'elle n'aboutit pas seulement à fausser une des perspectives de l'analyse sociologique, mais encore qu'elle la confond avec les deux autres. Une entreprise est à la fois le siège de conflits entre exécutants et techniciens, administrés et administrateurs, dirigés et dirigeants et une réalité concrète dont les trois dimensions, organisation, système social et situation personnelle de chacun de ses membres, entrent en conflit dans la mesure simplement où elles sont autonomes les unes par rapport aux autres. Ce second fait est de la plus grande importance pour définir les problèmes humains d'une entreprise ou pour élaborer une politique du personnel. S'il est permis de considérer qu'une situation technique atteint de proche en proche l'homme tout entier dans sa psychologie individuelle, dans ses relations sociales et dans ses orientations socio-culturelles, encore ce nécessaire élargissement de perspective ne doit-il pas masquer que ces réalités, qu'un exposé peut faire apparaître comme des cercles concentriques, sont en fait des dimensions sociologiques différentes et, par conséquent, peuvent entrer en conflit les unes avec les autres.

L'erreur de la plupart des idéologies produites par les organisations est d'identifier celles-ci à une seule de leurs dimensions, et ainsi d'oublier ou de déformer ce qui, en elles, est en deçà d'elles - les problèmes de la personnalité - et au-delà d'elles - la fonction sociale de l'organisation. S'il est excellent d'apprendre aux agents de maîtrise à comprendre leur équipe, leur atelier, leur entreprise comme un système de communications et de relations sociales, la faiblesse des program-

mes de formation est de ne considérer que cette seule dimension de la réalité sociale sur laquelle ils agissent, de supposer implicitement que les individus ne sont rien d'autre que leur rôle de travail et que l'entreprise n'a d'autre fonction et raison d'être que de fonctionner harmonieusement. La sagesse consisterait pour une organisation à reconnaître sa triple nature et à s'organiser en conséquence, à considérer que sa gestion est d'une part direction, c'est-à-dire initiative et intégration, d'autre part administration, c'est-à-dire traitement d'un système de relations sociales, d'autre part enfin service du personnel, au sens le plus strict du mot, c'est-à-dire étude des problèmes de la personnalité de l'homme au travail. Ces trois perspectives ne s'accordent pas plus naturellement qu'elles ne s'opposent inéluctablement ; elles sont seulement distinctes.

[228]

B. LE PROJET PERSONNEL

[Retour à la table des matières](#)

L'individu n'est pas seulement défini, avons-nous rappelé, par ses relations sociales, par sa situation dans les groupes auxquels il appartient ; mais, de même que l'organisation ne se confond pas avec son système social, l'individu ne se confond pas avec l'union de son individualité biologique et de ses rôles sociaux. Il participe au sujet historique et porte en lui ses exigences fondamentales de création et de contrôle ; il n'est pas seulement personnalité et acteur, il est sujet. Très concrètement, il se présente au travail avec des exigences qui sont celles par lesquelles a été défini le sujet historique.

L'analyse qui a été faite des organisations a déjà amené à considérer plusieurs niveaux de conduites sociales, définis par leur orientation plus ou moins directe vers le sujet historique, c'est-à-dire vers le double mouvement de création et de contrôle qui le forme. Par là a été ébauché le mouvement par lequel les principes de l'analyse actionnaliste peuvent conduire à une analyse des conduites sociales concrètes. On pourrait, on devrait aborder de la même manière divers types de situations sociales, mais le plus important est d'indiquer tout de suite le point d'arrivée de ce mouvement général de l'analyse. De même que la notion de rôle se situe à une extrémité d'une analyse dont le concept de système social représente le

pôle opposé, de même la notion de projet personnel est complémentaire de celle de sujet historique. On aurait pu être tenté de commencer par elle et de décrire les formes que prennent, au niveau de l'individu, les mouvements qui valorisent la création d'œuvres et leur contrôle. C'est pour éviter les malentendus que pourrait faire naître une telle formulation « psychologique » que nous avons procédé en sens inverse.

Le sujet personnel est l'orientation de l'acteur concret vers l'action historique. Il ne s'agit donc pas ici d'aborder dans leur ensemble les problèmes de la personnalité, c'est-à-dire un certain niveau de la réalité sociale. Ceci ne pourrait être entrepris qu'en recourant directement aux méthodes et aux notions de la psychologie de la personnalité. Notre objet n'est pas de saisir le rapport du sujet à un type particulier d'objets de son action : le donné biologique et psychologique à partir duquel se construit la personnalité par une action de transformation créatrice. Il est, très différemment, de considérer comment l'individu « vit » le sujet historique.

Dans une organisation, l'analyse rencontre des catégories ou des groupes définis par une position sociale, celle de membre ou de dirigeant [229] en particulier. Ces catégories, qui manifestent le sujet historique en situation particulière, ne proclament pas simplement ni toujours les exigences du sujet historique. L'imperfection de leur action fait apparaître les problèmes du sujet personnel. *A fortiori* les acteurs, considérés dans leur existence individuelle, doivent être reliés, grâce à cette notion, à la problématique générale du sujet historique.

L'étude du sujet personnel est celle des objectifs de l'acteur. Ce terme indique à la fois que cette étude se place du point de vue de l'acteur concret et qu'elle vise à atteindre ce qui dans son action est *constitutif d'un champ d'action* et non adaptation à un champ donné. Pour recourir à des exemples commodes, disons que dans la vie religieuse ou dans la vie politique, l'étude du sujet personnel est celle du sentiment religieux et des idées politiques. Il s'agit toujours d'une manière d'organiser, d'élaborer une expérience vécue. Mais il ne s'agit que très rarement et même qu'à la limite de se référer consciemment et volontairement à des principes généraux d'orientation normative de l'action personnelle.

Appliquée aux réalités du travail, la notion de sujet personnel a pour fonction d'assurer le passage des principes du sujet historique aux réalités observables des attitudes ouvrières. Il n'est nullement question, nous l'avons maintes fois rappelé,

de réduire la connaissance des attitudes à leur analyse actionnaliste. Mais il est également exclu d'admettre que celle-ci ne puisse pas pénétrer dans des domaines où s'emploient très naturellement des notions très éloignées des siennes, celle de satisfaction en particulier.

La satisfaction est toujours définie comme un rapport entre une attente et une expérience vécue. Ce rapport peut être défini en termes de situation individuelle, d'équilibre entre une contribution et une rétribution. Il peut l'être aussi en termes de rôles sociaux, de correspondance entre les rôles et les attentes de rôles. Il peut l'être enfin en termes d'action historique, d'accord entre l'effort de création et la conscience du contrôle exercé sur les produits du travail. Les études descriptives sur la satisfaction au travail ne sont pas conçues directement dans ces derniers termes, mais il est impossible qu'elles ne permettent pas d'y recourir.

Reprenant certaines des très nombreuses études (plus de 1500 aux États-Unis seulement) consacrées à la satisfaction au travail, R. Blauner (« Work Satisfaction and Industrial Trends in Modern Society », in *Labor and Trade Unionism*, sous la direction de W. Galenson et S. M. Lipset, New York, Wiley, 1960, p. 339-360) dégage quatre facteurs principaux de satisfaction : le prestige de la profession, le contrôle exercé par le travailleur sur ses conditions de travail, l'intégration du groupe de [230] travail et la nature de la communauté dans laquelle il vit. Comment ne pas voir, ici comme dans les documents présentés par Ch. Walker (avec R. Guest, *The man on the assembly line*, Cambridge, Harvard University Press, 1952), E. Chinoy (*Automobile workers and the american dream*, New York, Doubleday, 1955), W. F. Whyte et F. Roethlisberger (*op. cit.*), pour ne citer que quelques-uns des auteurs les plus connus, que les deux premiers facteurs, liés ensemble - et Blauner montre qu'ils sont inséparables -, correspondent directement à la double exigence de création et de contrôle du sujet historique, saisi ici au niveau du travailleur individuel. L'insatisfaction des ouvriers à la chaîne est plus grande que celle des mineurs ou des sidérurgistes traditionnels, - car ceux-ci perçoivent plus directement les résultats d'un travail, dont ils sont en mesure de faire varier les gestes et la cadence.

Les deux derniers facteurs satisfont moins, car ils ne saisissent qu'une partie d'une réalité plus vaste : le travailleur n'est pas en règle générale isolé. Il ne peut donc se saisir comme travailleur créant et contrôlant son activité et ses produits que collectivement. L'individu ne participe au sujet historique que comme membre

de collectivités et de groupes, comme faisant partie de sujets collectifs, ce qui ne peut être confondu avec le fait d'être situé dans un système de relations sociales. Si un commandement autoritaire le prive de la conscience d'appartenir à un groupe autonome de travailleurs, si ses conditions d'habitation l'empêchent d'appartenir à une communauté réelle, si la nature de la propriété et du pouvoir l'opposent à ce qu'il se sente appartenir à une société à laquelle il apporte son travail et qui lui donne en échange une juste participation aux valeurs sociales et culturelles créées par le travail collectif, il se sent aliéné, comme le travailleur souffrant d'un travail parcellaire et mécanique, auquel il ne peut imposer sa marque personnelle. L'analyse du sujet historique ne impose pas d'en haut à l'étude des réactions ouvrières. Si l'opinion que les travailleurs se forment de leur situation ne livre pas les principes de connaissance du sujet historique, elle manifeste celui-ci, et l'analyse statistique la plus simple des réponses recueillies fait intervenir les notions fondamentales de l'analyse actionnaliste et découvre la puissance dramatique de celle-ci.

Mais cette découverte directe du sujet personnel, de la revendication individuelle en même temps que subjectale, de création et de contrôle, ne suffit pas à nous orienter dans L'étude des attitudes au travail. De même que la notion d'organisation ne se manifeste pleinement qu'au niveau de fonctionnement le plus élevé, de même tous les acteurs sociaux ne sont pas orientés par un projet de niveau si élevé qu'ils se manifestent directement comme des sujets personnels.

L'intérêt des enquêtes sociologiques est d'obliger à considérer non [231] pas seulement des mouvements sociaux, organisés ou non, mais des systèmes d'attitudes, individuels ou collectifs, incomplets, c'est-à-dire ne se référant explicitement qu'à l'une des perspectives de l'analyse théorique. Quel sociologue de la classe ouvrière n'a pas été frappé, en dépouillant les résultats d'une enquête d'opinions ou d'attitudes, de la place généralement faible que le souci des problèmes sociaux et politiques, que la volonté et les perspectives de lutte collective organisée occupent dans les réponses des ouvriers ? Il serait absurde d'en conclure que le mouvement ouvrier n'est qu'une construction artificielle, élaborée par des intellectuels dogmatiques et sans rapport avec les désirs réels des individus qu'il prétend représenter. Il serait tout aussi superficiel de rejeter ces résultats, en décrétant que ces réponses à froid n'ont pas de valeur et que c'est dans la lutte même, c'est-à-dire au moment où apparaissent en pleine lumière les conflits sociaux, que l'on doit

saisir les attitudes ouvrières, à ce moment débarrassées d'une nécessaire accoutumance à des aliénations qu'on ne peut remettre en cause à chaque instant et des efforts de la propagande et de l'influence du patronat et de ses porte-parole.

Il est plus sage de reconnaître que tous les individus ne participent pas, à un moment donné, à un mouvement social, que les termes, si souvent rencontrés dans les entretiens et dans les questionnaires : apathie, indifférence, passivité, jalousie, égoïsme, ambition, ont un sens sociologique.

Il faut donc distinguer divers niveaux d'orientation vers le sujet historique. Nous les nommerons *projets*, en distinguant, d'une manière simple et que les études concrètes ne peuvent que préciser et compliquer, divers niveaux : le *retrait*, c'est-à-dire le repli sur l'individualité, le projet *individuel* qui situe déjà l'acteur par rapport à d'autres, dans des systèmes de relations sociales, le projet collectif porté par un groupe se définissant par des rapports collectifs, la vocation, possédant seule une charge subjectale directe, c'est-à-dire se référant au sujet historique, à ses orientations fondamentales, à ses contradictions internes et aux aliénations qu'elles entraînent.

La notion de projet n'est nullement semblable à celle d'attente, dont le rôle est important dans l'analyse psycho-sociologique. La satisfaction peut être déterminée par un rapport entre des attentes et une expérience vécue, et l'on parle alors de conflit ou d'accord entre deux systèmes de buts et de valeurs, celui de l'individu et celui, par exemple, de l'entreprise. Le type de projet qui caractérise un individu le situe *par rapport à l'action historique et à sa signification et non par rapport à une situation sociale*.

En effet, c'est seulement dans le cas du retrait que la nature du projet [232] peut sembler déterminée par les conditions de travail. Un travail non qualifié, un commandement autoritaire, une entreprise qui n'apparaît servir qu'à l'enrichissement inconsidéré de ses propriétaires représentent des situations qui enlèvent à l'individu à la fois tout sens de création et tout espoir de contrôle et le forcent à se retirer dans un retrait sans débouchés. Encore faut-il ajouter que ce type de projet n'est nullement une réponse nécessaire à une telle situation et que l'origine professionnelle ou l'espoir et l'effort de mobilité d'un individu peuvent expliquer qu'il ait dans des conditions aussi adverses un projet de niveau plus élevé.

La *vocation*, à l'inverse, apparaît en principe indépendante des conditions dans lesquelles elle cherche à se réaliser. Ce n'est pas l'atelier ou le laboratoire qui déterminent la vocation de l'outilleur ou du savant, dans la mesure même où de tels emplois supposent une longue formation et préparation professionnelles. De même une vocation reposant sur un espoir de mobilité n'est pas déterminée par les conditions de travail présentes.

La notion de projet ne peut se concevoir que si l'on admet la présence au moins virtuelle en l'individu du sujet historique, c'est-à-dire simplement si l'on admet que le travailleur ne se réduit pas à sa situation de travail.

Mais il serait faux de définir le projet en termes psychologiques. Il n'est ni une situation ni une intention. Il définit un rapport de l'individu au sujet historique, c'est-à-dire au travail considéré dans sa signification fondamentale. Aussi peut-on dire qu'un projet élevé est un niveau élevé de participation, mais ce terme, pour commode qu'il soit, risque ici d'être dangereux. L'analyse des organisations repose sur la dialectique de la participation et de la revendication. Le projet, notion actionnaliste jouant au niveau de l'individu le rôle que le concept d'organisation joue à celui des ensembles particuliers, se définit donc par une double exigence de création et de contrôle.

À le nommer participation, on risquerait de réintroduire un mode de raisonnement évoquant Halbwachs ou Durkheim et donc s'engageant nettement dans une perspective fonctionnaliste. Il reste qu'un travail fortement engagé dans le modèle rationalisateur, un travail technicien, tend à créer chez ceux qui l'exercent un projet de niveau élevé.

Bien que nous nous limitions ici en fait à l'étude des exécutants, il faut au moins rappeler que les dirigeants d'une organisation ou d'une société industrielle ont plus aisément un projet personnel de niveau élevé. Rationalisateurs, responsables techniques, planificateurs possèdent le plus souvent une vocation nette, sont fortement impliqués dans un travail dont ils exaltent la valeur créatrice pour la société. Que ces dirigeants [233] de tous ordres soient aussi ceux qui exercent une action aliénante, au niveau de la direction, de l'administration ou de l'exécution du travail n'enlève rien à l'importance de ce fait : dans la civilisation industrielle, ces dirigeants sont aussi souvent fortement identifiés à l'intérêt général. La déviation technocratique - séparation du modèle rationalisateur et de la politique sociale -

s'associe souvent, au moins dans les pays capitalistes, à un projet élevé et à une conscience du modèle rationalisateur qui représente une force de progrès face au jeu traditionnel des intérêts privés.

Ce cas extrême souligne que le projet s'élève avec l'implication dans le milieu technique. Cette idée s'oppose en fait à celle qui lie le projet le plus élevé, en particulier d'orientation révolutionnaire, à la situation de dépendance et d'aliénation la plus grande. Autant il est aisé d'affirmer que cette situation est révolutionnaire, autant il est impossible de confondre cette affirmation avec cette autre : ceux qui sont en situation révolutionnaire sont révolutionnaires eux-mêmes. Cette affirmation n'est vraie que si l'aliénation subie est à la fois très forte et très limitée, absence de contrôle du pouvoir, associée à une participation active à l'exécution et à l'administration du travail, ce qui est le cas de certains ouvriers qualifiés ou techniciens. Si l'aliénation porte sur tous les aspects du travail, si donc les individus sont réduits au retrait, il n'y a pas de logique des choses qui fasse qu'ils deviennent spontanément révolutionnaires.

La notion de projet ne se contente donc pas de transcrire en termes psychologiques une situation, de telle sorte que la logique des conduites serait à rechercher dans la logique de la situation elle-même. La logique de l'action peut être et est souvent en opposition avec celle de la situation, ce qui manifeste la nécessité concrète de l'analyse actionnaliste.

Il existe deux types principaux de recherches concernant les attitudes à l'égard du travail et de la vie professionnelle. D'un côté, celles que nous connaissons déjà et qui se situent à l'intérieur d'une organisation ; de l'autre, celles qui considèrent non plus l'unité collective de travail, mais la vie de travail personnelle, la carrière et la réalité professionnelle.

Il est aisé de voir le parallélisme de ces deux types d'études. Si on considère les attitudes au travail dans une entreprise, c'est seulement lorsque celle-ci peut être pleinement considérée comme une organisation, située au niveau le plus élevé de fonctionnement, que les attitudes ouvrières constituent un mouvement social. Plus le niveau de fonctionnement d'une entreprise est bas, plus les conduites ouvrières apparaissent dominées par le retrait, l'absence de participation, les niveaux intermédiaires étant ceux de la participation individuelle ou collective.

Si on considère maintenant la vie de travail et la mobilité professionnelle, on voit au moins aussi nettement la séparation de trois types fondamentaux de *projets de mobilité* (cf. A. Touraine et O. Ragazzi, *Ouvriers d'origine agricole*, Paris, Éditions du Seuil, 1961).

D'une part le pur *déplacement*, correspondant à une conduite entièrement hétéronome, celle du migrant chassé de sa terre ou de sa ville par l'absence de travail ou de subsistance et entraîné par le flot qui se dirige vers les métropoles ou les zones industrielles ; d'autre part, le *départ*, conduite volontaire, mobilité individuelle, conscience des buts de promotion ou d'ascension sociale individuelle qui la commandent ; enfin, la *mobilité collective*, conscience que l'initiative et les chances de l'individu s'inscrivent dans un mouvement collectif, c'est-à-dire le rapprochent de valeurs sociales qu'il reconnaît comme telles : l'industrialisation, la consommation de masse, etc.

Le rapprochement de ces deux types d'études doit surtout souligner que la nature du projet individuel n'est pas déterminée uniquement par les conditions de travail qu'il rencontre. Comme l'ont déjà fort bien souligné les études classiques de l'école de Mayo, les expériences professionnelles antérieures, la situation familiale, la vie hors travail en général contribuent, parmi bien d'autres facteurs, à déterminer le projet. Celui-ci une fois défini - et il n'y a aucune raison de penser qu'il doive être simple, cohérent et stable - il devient possible de comprendre les attitudes et les conduites.

Le parallélisme des études qui portent sur les conduites dans les organisations et sur la mobilité et la carrière professionnelles a cependant des limites. Dans les secondes, le projet personnel d'un individu vise un autre niveau de la vie sociale, le niveau de la société et non celui de l'entreprise. Celui qui est consciemment entraîné dans un mouvement de mobilité collective, qui se sent participer au développement économique et technique de sa société, se sent souvent plus lié aux valeurs de celle-ci qu'à l'organisation particulière dans laquelle il se trouve placé et qui peut ne lui apparaître que comme une étape de sa propre ascension et comme un secteur relativement périphérique de la société. Ainsi celui qui vient de la campagne et qui entre d'abord dans une usine pour subsister songe fréquemment à participer plus directement aux valeurs de la technique en devenant ouvrier qualifié, technicien ou artisan de type moderne (réparateur ou installateur de machines ou d'équipement).

Il s'ensuit un partage, un éclatement de son projet. Du point de vue de l'organisation où il travaille provisoirement, son projet risque d'apparaître dégradé : la mobilité collective devient projet individuel et la mobilité individuelle devient retrait. Par contrecoup, se développe une [235] conscience de participation à la civilisation industrielle, qui s'applique surtout aux aspects hors travail de celle-ci : d'où la sous-estimation des barrières sociales, la sur-consommation urbaine, un grand intérêt pour l'éducation. Cet éclatement est probablement d'autant plus fort que la conduite de mobilité est d'un niveau plus bas, car, lorsque son niveau est élevé, son porteur s'intègre davantage aux moyens sociaux qui se mettent au service des valeurs auxquelles il adhère.

La comparaison de ces deux types d'études met donc en évidence le fait que le sujet personnel ne se définit pas seulement par rapport à un niveau de la réalité sociale mais par rapport à tous et qu'il existe donc des conflits entre les projets. La volonté de création et de contrôle peut se manifester en dehors de tout ensemble particulier, de toute organisation ou communauté : le cas est fréquent dans la vie scientifique et n'est nullement absent de la vie technique. À l'intérieur même d'une organisation un projet de création personnelle entre fréquemment en conflit avec la participation à l'organisation ; dans la société, ces deux types de projets peuvent entrer en conflit, on vient de le voir, avec la participation aux valeurs sociales, telles qu'elles ; se manifestent en particulier dans la consommation de masse.

Si la présente analyse se limite à l'étude des organisations, on ne doit pas oublier que la notion de projet personnel trouve d'autres champs d'application.

Qu'on définisse le projet personnel par rapport à une organisation ou dans tout autre cadre, il présente certains caractères psychologiques. Moins il est de niveau élevé et plus ces caractères sont visibles, plus ils constituent un aspect important de l'analyse des conduites sociales. Au contraire, une vocation de niveau très élevé permet d'identifier l'acteur à son rôle historique et donc de négliger ses « réactions » à des situations, puisqu'il est tout entier engagé dans une activité constitutive d'un champ d'action. Seuls les tenants de la petite histoire s'y trompent, puisqu'ils cherchent à saisir les personnages du passé ou du présent comme des individus détachés de leur rôle historique.

Trois traits semblent caractériser les acteurs à projet incomplet.

- D'abord la *généralisation d'un mode particulier d'analyse*. L'individu en retrait, dominé par les problèmes de sa personnalité, juge la société et la culture par rapport à lui-même. Il personnalise les rapports sociaux, opposant les bons et les méchants. Un projet individuel situe l'individu par rapport à d'autres, dans un système de stratégie individuelle et collective ; c'est donc en de tels termes qu'il analyse la société. Sa sensibilité aux chances que lui offre l'entreprise, au niveau relatif de son salaire, à la nature du groupe de travail et du commandement [236] est particulièrement grande, et d'autant plus que ce projet individuel se rapproche de ce que nous nommons, à propos des organisations, la participation collective.

- En second lieu, le *ressentiment* à l'égard des réalités sociales qu'il n'atteint pas et qu'il cherche à s'approprier en les niant. L'individu en retrait témoigne d'un pessimisme général sur la nature humaine, sur l'éternelle domination des gros sur les petits, il *naturalise* les conflits sociaux, de même qu'il supprime l'histoire et par là le sujet historique : « Rien de nouveau sous le soleil, il en sera toujours ainsi, il y a ceux qui ont de la chance et ceux qui n'en ont pas. » Ceux qui sont dirigés par un projet individuel analysent les relations sociales, mais non le sujet historique, les conflits de classes ou les divers types d'aliénation. Ils croient aux chances de l'individu et, s'ils échouent, ils incriminent la mauvaise volonté, l'injustice personnelle, les conditions hostiles.

- Enfin, l'absence de référence à certaines perspectives d'analyse fait que ces individus agissent d'une manière *hétéronome* dans tous les cas où leur action porte sur des situations et des problèmes qui possèdent une signification historique. Les individus en retrait forment une *masse de manœuvre* pour des mouvements sociaux, démagogiques ou non. Les individus possédant un projet individuel, sans être aussi malléables, se coalisent souvent avec des groupes dirigeants, orientés par un projet collectif, et servent d'instrument dans une lutte où les premiers espèrent trouver leur avantage.

On voit ainsi que plus est bas le niveau du projet personnel, plus est grande l'importance pratique des notions les plus éloignées de l'analyse actionnaliste, celle de *satisfaction* en premier lieu.

Très concrètement, un conflit social de niveau élevé s'organise autour d'objectifs et de principes ; un conflit de niveau moins élevé ne met en jeu que le mécontentement. Seule une histoire entièrement épique pourrait être décrite exclusivement à l'aide des seules notions actionnalistes ; plus on se rapproche de la vie quotidienne et plus l'action historique se dissout dans un climat de satisfaction ou d'insatisfaction. Une des plus grandes difficultés que rencontre l'analyse sociologique attentive à la quotidienneté est donc d'assumer le passage du langage explicite des opinions et des comportements aux implications, souvent lointaines et confuses, de conduites toujours à quelque degré chargées de signification historique.

Plus la sociologie saisit les acteurs hors des grandes crises et des grands mouvements collectifs où ils sont de loin en loin, et souvent malgré [237] eux, engagés et plus il lui devient difficile de ne pas être prisonnière de ceux qu'elle étudie et de leurs intentions ou jugements manifestes.

La nature de la satisfaction dépend de la nature du projet des individus considérés. Qu'attend l'individu en retrait ? La non-intervention de forces extérieures dans son équilibre psychologique personnel, difficilement atteint. Il veut « qu'on le laisse tranquille », c'est-à-dire que les conditions de sa satisfaction sont entièrement formulées en termes individuels, d'organisation de sa personnalité. La satisfaction est accoutumance, évasion, anxiété et hostilité supportables.

À l'extrême inverse, la satisfaction de celui qui se trouve fortement impliqué, soit dans son milieu de travail soit dans son effort de mobilité ascendante, dépend d'abord des conditions sociales générales dans lesquelles il se trouve placé, par exemple s'il se trouve dans une organisation de la politique générale de la direction.

Plus concrètement encore, plus un projet est de niveau élevé et plus la satisfaction individuelle dépend de la réalisation dans la vie de l'individu des exigences du sujet historique, plus elle dépend du système de pouvoir et de décision ; la satisfaction d'un travailleur ne possédant qu'un projet individuel dépend surtout de l'état de l'administration des entreprises ; celle d'un individu en retrait dépend surtout des conditions d'exécution du travail. Ici apparaît un thème qui sera plus largement traité au chapitre VII ; plus le projet est de niveau élevé, plus l'aliénation politique - ou l'aliénation de classe - détermine l'insatisfaction. Le projet indivi-

duel est plus directement sensible à l'aliénation bureaucratique. L'homme en retrait est sensible plus immédiatement à l'aliénation techniciste. C'est-à-dire que plus le projet est de niveau élevé, plus les conditions de la satisfaction individuelle sont collectives et peuvent donc se formuler en des termes qui sont ceux qui permettent d'analyser le fonctionnement des organisations.

Ces observations doivent être utiles à des recherches dont le but est de comprendre des systèmes d'attitudes au travail. Il est tout à fait insuffisant de juxtaposer un certain nombre de résultats, même bien quantifiés, et de constater qu'un certain pourcentage des ouvriers d'une usine est satisfait du salaire, qu'une autre proportion se plaint de son travail, etc. Mais nous ne pouvons pas davantage nous satisfaire d'une étude des décisions individuelles ou collectives. Ce point de vue, qui a le grand mérite de saisir déjà l'action sociale, peut mettre en regard la contribution que l'individu estime apporter à l'entreprise et les rétributions qu'il estime en recevoir ; mais quel est l'étalon qui permet de mesurer les unes et les autres et de déterminer si le bilan est positif ou négatif ? Cet étalon ne peut être que le sujet historique, et sa double [238] exigence de création et de contrôle. Mais le problème se pose : comment déterminer le poids relatif du contrôle ou de l'absence de contrôle au niveau de l'exécution, de l'administration et de la direction du travail ? La notion de projet permet de répondre à cette question. Selon le type de projet de l'individu, s'opère entre ces trois aspects de sa volonté de contrôle une hiérarchie différente.

Mais ce n'est là qu'un point de départ. On peut par exemple s'interroger sur les conditions qui peuvent transformer le projet d'un individu. Sans doute peut-on formuler l'hypothèse suivante : une vocation peut se dégrader dans la mesure où l'insatisfaction est si vive au niveau de l'exécution et de l'administration que celles-ci n'apparaissent plus déterminées par la direction. Le projet s'affaiblit alors, se détériore : le professeur ou le médecin ne s'intéresse plus qu'à sa carrière ou même se réfugie dans une simple routine professionnelle, lorsque ses conditions de travail ou de vie personnelle lui apparaissent en contradiction avec les décisions générales qui reconnaissent la valeur sociale de sa profession. Au contraire, un conflit entre lui et le pouvoir auquel il est soumis entraîne une lutte qui n'affaiblit pas et peut-être renforce encore sa vocation. À l'inverse, le retrait peut s'ouvrir vers un projet plus élevé dans la mesure où le système de pouvoir et de décision fait irruption dans ce monde clos. Le retrait peut se dépasser le plus aisément alors

par une revendication brutale contre le système de pouvoir lui-même qui donne à l'individu, jusqu'alors en retrait, conscience de la charge subjectale de sa fonction. D'une manière plus limitée, l'intervention du système administratif, des chefs, peut amener le retrait à se transformer en projet individuel, soit d'une manière agressive, soit au contraire en intégrant l'individu à un système social, en lui ouvrant des possibilités de promotion, etc.

Le projet individuel peut à la fois se dégrader sous la pression des problèmes personnels dans le travail et hors du travail et s'élever pour devenir vocation comme résultat de l'action du pouvoir.

Ainsi définie, la notion de projet doit aider à l'analyse des opinions et des conduites ouvrières. Son rôle ne peut être celui d'un facteur d'explication, puisque le projet est un principe d'organisation et de compréhension des comportements observables. Il est cependant tentant de dire que les réponses ouvrières à une situation s'expliquent par la rencontre d'un projet et de cette situation. Concrètement, ceci signifie qu'on enregistre la satisfaction ou l'insatisfaction des répondants à propos d'un certain nombre d'aspects de leur situation de travail et qu'on emploie la notion de projet pour organiser et hiérarchiser en un système d'attitudes ces différentes réponses. Mais l'intérêt de la notion de projet risque, dans ces conditions, d'être très mince, puisqu'elle se superpose [239] seulement à une étude classique de la satisfaction, sans même qu'il soit démontré que ce niveau général de représentation ait une existence concrète.

C. PROJET ET CONTRE-PROJET

[Retour à la table des matières](#)

Ces remarques ne laissent-elles pas subsister une certaine séparation du projet et de la situation ? En remplaçant l'idée d'attente par celle de projet, nous avons voulu éviter de placer l'individu en face de l'entreprise, donc hors d'elle, lui posant des problèmes, lui présentant des exigences qui tiennent à sa personnalité individuelle ; il serait regrettable de définir maintenant la situation rencontrée, c'est-à-dire l'action des partenaires de cet individu, en des termes qui ne correspondent pas à ceux qui ont été employés pour définir le projet individuel. Ce serait abandonner la méthode qui vient d'être définie pour l'étude des organisations,

présenter les détenteurs de l'autorité dans l'entreprise comme bons ou mauvais, comme favorisant ou non l'intégration sociale des salariés, bref recourir à des termes relevant de l'étude de la personnalité ou de celle des systèmes sociaux, ce qui créerait une rupture désastreuse avec l'analyse actionnaliste du projet individuel.

La notion de double dialectique des organisations a permis de définir des niveaux de fonctionnement et les types de déséquilibre entre ceux-ci. Notre tâche est maintenant de la reformuler du point de vue des conduites individuelles, c'est-à-dire de définir le passage du projet aux attitudes à travers la rencontre de l'action d'autrui.

Ceci n'est possible que si l'on traduit les orientations à l'égard de l'organisation et le projet individuel en une langue commune, ce qui est aisé. Les niveaux de participation et de revendication, en un mot d'implication, sont identiques aux niveaux de projet.

L'unification des deux hiérarchies fait apparaître le projet comme un mode d'expression du sujet personnel dans le cadre d'une organisation. Les niveaux d'implication définissent la situation de l'individu dans une organisation considérée comme expression du sujet historique ; les types de projet définissent le niveau de l'action individuelle et donc conduisent naturellement à revenir à la double exigence de création et de contrôle du sujet. Un niveau élevé d'implication indique donc une volonté de contrôle s'élevant jusqu'au sommet de l'organisation, c'est-à-dire jusqu'à son système de pouvoir ; un bas niveau d'implication, un projet de retrait signifie que la volonté de contrôle se limite au niveau de l'expérience individuelle de travail, au niveau de l'exécution.

En même temps et inversement, la vocation indique une forte présence [240] du sujet historique dans l'individu, la formation élaborée d'un sujet personnel qui revendique pour l'individu la conscience d'être créateur. Au contraire, le retrait n'est que la non-existence du sujet personnel et par conséquent la projection de la volonté de création dans un monde impersonnel, plus ou moins réifié. Plus le projet est élevé, plus la volonté de contrôle est générale et plus la volonté de création est personnelle, ce qui n'est qu'une manière nouvelle de dire que la revendication porte d'abord sur le système de pouvoir et que la volonté de participation se veut active et personnelle. Mais ce changement d'expression n'était pas possible avant

d'avoir fait intervenir la notion de projet, c'est-à-dire avant d'avoir remplacé le rapport au sujet historique par la formation du sujet personnel. C'est la notion de projet qui fait apparaître une notion que sous des formes diverses nous retrouvons, maintes fois dans la troisième partie de ce livre : celle de *double hiérarchie des niveaux de participation*. Dans la civilisation industrielle, le sujet historique n'est pas présent sous la forme d'un système de projections culturelles dont l'individu s'approche plus ou moins ; c'est l'individu qui s'affirme, plus ou moins, comme porteur et responsable du sujet historique, du simple fait qu'il est délivré de la conscience constituante. C'est pourquoi la vocation est à la fois volonté de contrôle collectif et exigence de création personnelle.

Si l'on se place du point de vue de l'organisation elle-même, il n'est pas nécessaire de tenir compte de cette personnalisation du sujet historique, mais si l'on veut comprendre les conduites individuelles, il faut introduire, avec l'idée de projet, celle sur laquelle elle repose, de sujet personnel. Il est plus aisé maintenant de définir les attitudes ouvrières.

Le projet d'un individu rencontre le *contre-projet* de la direction de l'organisation dont il est membre. Cette formulation n'est pas différente de celle qui a été utilisée dans l'étude des organisations ; cependant il s'agit ici de conclure non à un mode de fonctionnement d'un ensemble particulier, mais aux attitudes, aux dispositions à agir d'un individu. Pour éviter de présenter un système d'hypothèses trop lourd, nous nous bornerons à présenter les plus simples, c'est-à-dire celles qui correspondent à une direction dont les deux aspects, initiative et intégration, sont de même niveau, mais il n'existe aucune difficulté à développer ce schéma d'analyse selon les besoins des recherches à mener.

a) Lorsque le projet individuel est élevé - vocation - deux cas principaux se rencontrent :

- Le contre-projet de la direction est lui-même élevé. L'organisation est créatrice en même temps qu'intégratrice. Le travailleur manifeste [241] dans cette situation une satisfaction qui tient à son sentiment de l'accord entre sa volonté de création personnelle et la créativité de l'organisation, mais en même temps il dirige son hostilité, son agressivité contre une direction qui se situe au niveau de l'organisation auquel il est le plus sensible, celui du pouvoir.

- Le contre-projet de la direction est d'un niveau bas. L'organisation est traditionnelle, techniciste, ritualiste. L'insatisfaction du travailleur provient des obstacles apportés à sa volonté de création personnelle ; en revanche, sa disposition à engager une action hostile contre cette direction est faible, puisque celle-ci ne s'élève pas au-dessus du niveau de l'exécution du travail, qui est subordonné pour ce travailleur. Le parallélisme de la participation et de la revendication dans une organisation se traduit donc ici par la variation en sens inverse de l'insatisfaction et de la disposition à mener une action hostile.

b) Lorsque le projet individuel est bas, les résultats sont opposés. Lorsque le projet de la direction est élevé, le travailleur est insatisfait puisque son retrait se trouve menacé par un appel de la direction à la participation active de tous, mais il ne s'oriente vers aucun acte hostile, puisqu'il n'est prêt à intervenir qu'au niveau de l'exécution du travail, alors que la direction se situe à un niveau plus élevé de la vie de l'organisation.

- Si le contre-projet de la direction est bas, le travailleur est satisfait d'une routine qui ne menace pas son retrait, mais il s'oppose volontiers à une direction qui se trouve au même niveau que lui et qui représente donc pour lui un système de contraintes directement perçues.

On retrouve aisément dans cette situation de retrait les caractères généraux de celui-ci. Si la direction est de niveau élevé, l'insatisfaction passive peut être décrite comme ressentiment et ne peut conduire qu'à une action hétéronome.

Beaucoup de recherches se situent dans le cadre d'une seule entre. prise, ce qui rend difficile la construction d'un système d'hypothèses. Mais on peut penser qu'il est possible de remplacer la comparaison de plusieurs directions par celle de plusieurs niveaux de commandement. Il est logique en effet de distinguer les échelons subalternes, moyens et supérieurs de la direction. Le chef d'équipe ou parfois le contremaître se situent dans les premiers ; le chef d'atelier et, en règle générale, le contremaître se placent dans les deuxièmes ; ceux qu'on nomme cadres sont le plus souvent pour l'ouvrier des membres de la direction, personnages lointains dont on ne voit pas l'action quotidienne sur l'exécution et l'organisation du travail et qui sont donc considérés comme détenteurs du pouvoir de décision. Aussi peut-on faire l'hypothèse que [242] les attitudes à l'égard des cadres se rapprochent en

général de celles qui correspondent à une direction dont le niveau de contre-projet est élevé, tandis que les attitudes à l'égard de la petite maîtrise sont analogues à celles dont fait l'objet une direction dont le contre-projet est bas.

Encore faut-il rappeler qu'il ne s'agit pas ici de considérer directement les cadres ou les agents de maîtrise dans toutes leurs fonctions. Ils jouent un rôle dans le système social de l'organisation, rôle qui doit être étudié à l'aide des notions élaborées par les successeurs de Mayo et de Lewin ; ils exercent aussi une influence individuelle sur la personnalité de chaque travailleur. Sympathiques ou antipathiques - pour s'en tenir à des expressions simples -, autocratiques, démocratiques ou laisser-faire, les chefs sont aussi actifs ou passifs, c'est-à-dire placés haut ou bas sur l'échelle de l'initiative et de l'intégration.

Nous n'avons pas encore évoqué le cas des membres d'une organisation dont le projet est individualiste, donc de niveau intermédiaire. Leur satisfaction et leur disposition à l'action hostile doivent être d'autant plus grandes qu'ils rencontrent une direction qui se situe plus nettement au même niveau qu'eux ; c'est donc aussi aux niveaux intermédiaires du commandement qu'ils sont le plus sensibles. Si le contreprojet de la direction est plus élevé que leur propre projet, ils sont à la fois insatisfaits et peu hostiles ; si ce contre-projet est plus bas que leur projet personnel, le résultat est le même, comme l'indique l'analyse des autres catégories. Cette catégorie est donc celle qui a le plus de chances d'être insatisfaite et de ne pas s'engager dans une action revendicative, ce qu'indiquait déjà vaguement l'individualisme de leur projet.

D. DU SUJET PERSONNEL AU SUJET COLLECTIF

[Retour à la table des matières](#)

L'individu est désormais situé par rapport à la direction de son entreprise : il reste à le *situer par rapport aux autres membres*. Ici encore on se gardera d'introduire directement des notions appartenant à un autre type d'analyse sociologique. La nature du projet commande le type de relations collectives qui s'établit entre les membres d'une organisation. Si l'on considère les individus possédant une vocation, on doit rechercher les conditions de formation d'un sujet collectif ; ceux qui possèdent un projet purement individuel peuvent former un groupe ; ceux qui

sont en retrait ne peuvent établir entre eux que des relations inter-personnelles, réseau sociométrique qui ne constitue pas un groupe véritable. Ces individus se définissant très fortement par une appartenance externe, comme catégorie, ne sont pas reliés les uns aux autres par la conscience de former un groupe, de remplir certains rôles et d'attendre [243] que les autres aient à leur égard certaines conduites spécifiques. Ceux qui possèdent au contraire une vocation, non seulement peuvent former un groupe véritable mais se définissent par une fonction sociale, débordant le cadre du groupe et même de l'organisation. Ils connaissent donc de nombreux conflits dans leurs relations sociales, car le sujet collectif s'appuie sur le groupe mais aussi peut entrer en conflit avec lui. Dans le cas le plus simple, celui dont le projet est le plus élevé est reconnu comme personnalité marquante, est le leader informel du groupe et l'animateur d'une action collective, à titre de délégué par exemple. Mais il n'existe aucune raison de penser que cette coïncidence des trois types de relations collectives soit générale. Les principes dégagés par C. Homans (dans *Human Group*, New York, Harcourt Brace, 1950) à partir de l'observation de cinq groupes ou collectivités peuvent être admis par l'analyse fonctionnaliste du groupe, mais ils ne s'appliquent pas à l'étude des sujets collectifs. Ils définissent les conditions de cohésion d'un groupe, les caractéristiques de l'appartenance à un ensemble qui ne se définit par rien d'autre que par ses valeurs et ses systèmes de rôles internes. Homans a fortement indiqué que lorsqu'il se constitue des relations de commandement dans un groupe, l'interaction entre le chef et les subordonnés tend à s'abaisser jusqu'au minimum requis par ce qu'il nomme le système externe du groupe, c'est-à-dire par ses relations formelles avec l'environnement. Cette remarque peut au moins rappeler que la logique de l'appartenance et de la cohésion ne s'étend qu'à certains aspects de la vie du groupe. Si celui-ci devient un sujet collectif, il se définit moins par ses besoins internes que par les exigences de son action collective, exigences qui peuvent entrer en conflit avec celles de la cohésion, de même que la simple organisation hiérarchique entre en conflit avec le développement des interactions. Aussi existe-t-il une plus grande diversité dans les relations collectives qui s'établissent entre ceux qui possèdent un projet élevé que dans celles qui unissent les individus en retrait. Plus on considère une réalité qui s'approche d'un mouvement social, plus il est naturel que les trois perspectives de l'analyse sociologique viennent s'articuler les unes aux autres.

La formation d'un sujet collectif à partir d'individus possédant un projet individuel élevé - une vocation - est donc soumise à un grand nombre de conditions dont l'absence entraîne autant de formes de dégradation du sujet collectif. Plus les obstacles à cette formation sont externes, par exemple plus la direction de l'organisation s'oppose à elle par une pression directe ou par une politique de division, ce qui indique qu'elle est de niveau relativement bas, plus l'affaiblissement de l'action collective entraîne un accroissement de l'insatisfaction individuelle [244] et donc un mauvais climat. Lorsque au contraire la formation du sujet collectif se heurte à des obstacles internes, il est logique que celui-ci se dégrade en groupe et que la cohésion de ce groupe entraîne une satisfaction plus grande et une hostilité plus forte appuyée sur la solidité d'un groupe dont les buts sont cependant de niveau plus bas que ceux du sujet collectif. Situation de satisfaction querelleuse, selon l'expression de R. Aron (*La lutte de classes*, Paris NRF, 1964, ch. XII), et qui s'oppose à l'*agressivité passive* du cas précédent.

Ces observations ne peuvent être considérées que comme le point de départ d'analyses beaucoup plus complexes, visant en particulier à comprendre la formation d'une action collective unissant des individus possédant des projets de niveaux différents. Une seule remarque suffira à indiquer la nature de ces nouveaux problèmes. Une action a d'autant plus de chances de mobiliser l'ensemble des travailleurs qu'elle porte sur le seul niveau de leur expérience auquel ils sont tous sensibles, celui de l'exécution du travail et de la vie personnelle. Ce qui signifie que les conditions qui permettent la formation d'une action générale sont aussi celles qui s'opposent le plus à la formation d'un sujet collectif.

Cette reconstruction des conduites à partir des projets a l'avantage de ne pas établir de barrières difficiles à franchir entre l'opinion et l'action. Souvent en effet les opinions individuelles apparaissent déterminées par une situation, tandis que l'action est orientée par des objectifs, une stratégie, une tactique, que l'on définit plus aisément au niveau des forces sociales organisées, mais dont on discerne mal les relations avec les opinions. La nature du projet permet de définir d'emblée, à travers les réponses à un questionnaire, des dispositions à agir. Ceci ne signifie pas qu'on doive identifier celles-ci à l'action elle-même, mais il devient plus aisé d'indiquer le cheminement de la revendication à l'action, dont, il est vrai, seule la première étape nous intéresse ici, puisque l'étude des politiques, stratégies et tac-

tiques syndicales relève d'une analyse du mouvement ouvrier, qui impose un autre mode de raisonnement.

En d'autres termes, plus une action est *populaire*, plus elle a de chances d'être hétéronome, contradiction qui n'est autre que celle où se trouvent les militants syndicaux d'entreprise, le plus souvent individus possédant un projet de niveau élevé et qui se constituent plus aisément en sujet collectif en donnant la priorité aux buts de l'action les plus profonds, à la lutte pour le pouvoir, buts qui mobilisent le plus malaisément les individus en retrait, qui se laissent en revanche plus aisément, parce que d'une manière plus clairement hétéronome, entraîner par des dirigeants se plaçant d'un point de vue purement stratégique.

La notion de projet est donc bien loin de désigner seulement un certain système d'attentes ; il est *a fortiori* clair qu'elle ne désigne pas un [245] type ou un ensemble d'attitudes concrètes, mais constitue un principe d'analyse à partir duquel il est possible de recomposer cet événement que constitue une attitude.

Ce long chemin ne peut être parcouru que si relations d'autorité et relations d'égalité, loin d'être définies à l'aide de notions étrangères à celle de projet, sont analysées avec son aide.

L'étude générale des organisations a permis de définir des niveaux de fonctionnement et de décrire leur double dialectique. L'idée de sujet historique a ainsi reçu une application concrète, puisque l'organisation n'est pas un groupement, une association ou une entreprise, mais un système collectif d'action, un ensemble particulier défini par sa relation avec des valeurs, qui manifestent le sujet historique.

L'idée de projet permet de descendre du niveau des réalités collectives à celui de l'individu. Il existe donc entre les deux concepts, entre les deux réalités, un parallélisme qui est aussi autonomie. Dans les deux cas, la problématique est actionnaliste ; dans les deux cas, elle n'apparaît qu'à un niveau supérieur, surmontant des conduites individuelles ou collectives limitées à leur sens par rapport à la personnalité individuelle ou par rapport au système de relations sociales où elles s'inscrivent.

L'étude des organisations et des projets dans la civilisation industrielle n'a donc pas seulement permis d'étendre l'analyse actionnaliste à deux de ses domaines naturels, c'est-à-dire de descendre de la société à l'individu, elle a aussi et sur-

tout introduit aux problèmes que pose la rencontre de l'individu et du sujet historique, la formation du sujet personnel, le passage au sujet collectif, qu'on aurait pu définir avec plus de précision aux niveaux du groupe, de l'organisation, de la société nationale, et enfin la formation de la conscience ouvrière, mouvement analogue à celui que connaît l'analyse fonctionnaliste suivant à travers la socialisation, les formes de relations sociales, les types de groupements et de sociétés, la formation des conduites collectives.

[247]

SOCIOLOGIE DE L'ACTION

Troisième partie

**NAISSANCE DE
LA CIVILISATION
INDUSTRIELLE**

[Retour à la table des matières](#)

[249]

**Troisième partie :
Naissance de la civilisation industrielle**

**INTRODUCTION
À LA TROISIÈME PARTIE**

[Retour à la table des matières](#)

Pourquoi considérer, après une analyse de quelques problèmes généraux, la civilisation industrielle dans certains de ses aspects particuliers : l'évolution du travail, la nature du pouvoir, l'action du mouvement ouvrier, la culture de masse ? D'abord pour montrer sur des exemples, qui sont ceux que considèrent le plus souvent dans leurs recherches les sociologues, le caractère concret de l'analyse actionnaliste, que la rapidité des changements, l'accélération du progrès rend plus aisé à percevoir dans notre type de société que dans tout autre. Il s'agit moins en effet, au moment présent, de décrire une civilisation industrielle pleinement constituée que d'assister à sa naissance et donc au déclin des sociétés traditionnelles. La complexité de l'analyse vient de ce qu'elle porte sur des transformations plus que sur des systèmes fortement intégrés, soit qu'il s'agisse de régions anciennement industrialisées, se modifiant sans crise brutale et s'interrogeant anxieusement sur les chances du maintien de leurs valeurs et de leur genre de vie, soit qu'il s'agisse de sociétés plus jeunes, entraînées par une action volontaire de développement accéléré, mais traînant le poids d'un passé à la fois très proche et très ancien.

Cet argument ne suffit pas à justifier le passage, d'une partie à l'autre d'un même livre, d'une réflexion générale à une observation particulière, qui ne peut être présentée que rapidement et sans l'abondance de faits et d'analyses que celle-ci devrait logiquement imposer.

Nous n'évoquons ici la naissance de la civilisation industrielle que pour continuer l'étude théorique qui a été entreprise et la préciser sur un point important.

L'objet des quatre chapitres que nous abordons est de réfléchir sur un paradoxe : l'essor industriel, suivi d'une extraordinaire prolifération de techniques dans tous les domaines de la vie sociale, dans les transports, l'information, le divertissement, la guerre, l'exploration scientifique autant que dans la production de biens d'équipement ou de consommation, au moment où il privilégie une sociologie du travail, [250] semble en détruire les fondements. Le travail a été considéré par nous comme action et l'analyse sociale du travail a d'abord été définie comme analyse subjectale. Or, voici que se forme une civilisation industrielle qui est production et culture de masse, soumission du travail individuel à des plans généraux d'organisation, séparation de l'expérience vécue et des activités culturelles orientées par des *mass-media*, concentration du pouvoir politique, qui ne peut plus passer pour un simple agent d'exécution de certains intérêts sociaux particuliers. Les notions que nous avons introduites ou analysées n'évoquent-elles pas, plutôt que la civilisation industrielle et sa culture de masse, une phase primitive du développement industriel, qui correspondrait surtout à cette situation historique très particulière, qui fut celle des pays occidentaux ou de l'Union soviétique pendant leur effort d'industrialisation de base : situation dans laquelle l'évolution du travail et de la production est en avance sur la transformation des autres aspects de la vie sociale, sur la consommation, permettant ainsi un taux élevé d'investissement et s'accompagnant d'une idéologie puritaine et prométhéenne qui, sous des formes très diverses, se retrouve aussi bien dans l'Angleterre du XIX^e siècle que dans les États-Unis de Rockefeller et de Carnegie ou dans l'Union soviétique stalinienne ? Notre sociologie du travail n'est-elle pas marquée par les valeurs de responsabilité personnelle, d'action *inner-directed*, selon l'expression de Riesman, par l'importance des satisfactions différées (*deterred gratification pattern*) et donc en retard sur un monde où la consommation de masse et la volonté de jouissance *other-directed* sont les traits les plus marquants ? Cette interrogation doit prendre aussi une forme personnelle.

Formé moi-même, comme beaucoup d'universitaires de ma génération, dans une classe moyenne travailleuse et individualiste, dans une famille dominée par le moralisme de l'effort intellectuel, dans un lycée et une grande école attachés aux mêmes valeurs, ne suis-je pas prisonnier, dans mes réflexions, de modèles de

conduites sociales qui appartiennent déjà au passé, de telle sorte que mon plus grand effort d'abstraction n'est peut-être que l'expression d'une résistance culturelle à une société de masse, où la coordination est plus efficace que la création personnelle, le dialogue plus important que la révolte, la logique des choses plus rigoureuse que les espoirs des hommes ?

Ce retour de l'auteur sur lui-même et sur les limites de sa compréhension, peut aider à définir plus exactement le sens des analyses qui vont être entreprises.

Ce serait en effet bien mal comprendre l'intention de l'analyse actionnaliste que de l'accuser de prendre comme point de départ l'effort créateur individuel et par conséquent de reconstruire l'édifice social [251] à partir de l'acte technique. Ce type d'analyse s'applique plus aisément aux sociétés industrielles avancées qu'à l'effort prométhéen des sociétés proto-industrielles. Il veut être en même temps une réaction contre les idéologies qui accompagnent toute phase d'essor rapide des techniques et de la production et selon lesquelles la vie sociale apparaît comme adaptation à des conditions nouvelles plus que comme un système d'action. Toujours demeure le risque de tomber dans le danger inverse des utopies humanistes, de l'appel aux besoins de l'homme, séparés de la pratique sociale, mais c'est contre cette tentation qu'ont été définis les principes de l'analyse actionnaliste.

La civilisation industrielle est technicienne, ce qui signifie au moins apparemment un double dépassement du travail : d'un côté, la technique s'interpose entre le producteur et le produit, impose une organisation collective de la production ; le contrôle du créateur sur ses œuvres ne peut plus être, dans la grande majorité des cas, individuel mais seulement collectif ; le sens même du travail n'est souvent plus identifiable au niveau de l'ouvrier, de l'employé, du chercheur de laboratoire ; ce n'est pas le travail de l'ouvrier à la chaîne que la société valorise, mais l'automobile, pas le calcul du physicien, mais le sputnik. De l'autre, la technique cesse de plus en plus d'être considérée comme un principe par soi dynamique : parce qu'elle est liée à une organisation collective, elle apparaît moins comme un *primum movens* que comme le résultat d'un système de décision, comme un produit politique. Chacun identifie la révolution industrielle à un ensemble de découvertes techniques. Nous savons bien que l'apparition et plus encore l'application de celles-ci - comme l'ont montré tous les historiens, Mantoux ou Nef en particulier (du premier : *La Révolution industrielle en Angleterre*, Paris, 1906, ou mieux, éd, anglaise, revue, 1928 ; du second surtout : *Industry and Go-*

vermont in France and England 1540-1640, Londres, 1940) - ont dépendu d'un ensemble de conditions historiques, et le plus immédiatement, d'une transformation du commerce, de l'agriculture et de l'organisation économique de l'Angleterre au XVIII^e siècle ; il n'en reste pas moins que la Révolution industrielle fut un événement, résultat de la conjonction historique particulière d'un ensemble de conditions favorables. Aujourd'hui, nous ne parlons que de politiques de développement. L'industrialisation de l'U.R.S.S., celle des pays encore sous-développés ne sont pas le résultat de l'apparition de techniques nouvelles et souvent même, en Chine par exemple, elle fait appel à des techniques primitives, mobilisant des millions de bras en même temps que des chevaux-vapeur ou des kilowatts, pour irriguer, produire des instruments simples de travail, lutter contre le sous-emploi et la famine.

D'un côté comme de l'autre s'affirme le caractère collectif du travail. [252] Dans les sociétés traditionnelles, la conscience constituante, pour collective qu'elle fût, était enracinée dans l'expérience individuelle. Dans la civilisation industrielle, l'individu ne participe pas directement et immédiatement à la conscience créatrice. N'est-ce pas le fait que traduisent sur un registre utopique tous ceux qui s'inquiètent d'une « robotisation », d'une déshumanisation de la civilisation industrielle et du pouvoir sans limite qu'elle confère à ceux qui possèdent le pouvoir d'utiliser les techniques de production et d'organisation ? Le travailleur semble menacé à la fois par les techniques qui l'utilisent et par les dirigeants qui utilisent ces techniques. Ces inquiétudes ne sont évoquées ici que parce qu'elles risquent de fausser gravement l'analyse : rien, dans l'analyse actionnaliste, n'impose de considérer le travail comme une activité individuelle : il est même évident qu'un certain souci *humaniste* détruit les fondements, que nous rappelions au début du chapitre II, de toute analyse sociologique, en la soumettant à des principes de départ extra-sociaux, à la fois à une image générale, morale, de l'homme et au rôle déterminant d'un facteur de l'évolution historique, qui serait la technique. Par une conséquence surprenante, mais non inattendue, la réduction du sujet historique à l'acteur concret, *psychologique*, au travailleur personnel, conduit à décrire la vie sociale comme la rencontre de forces matérielles, impersonnelles et d'exigences humaines, générales, absolues, ce qui ne peut conduire qu'à une philosophie de l'histoire, dont il importe peu qu'elle soit matérialiste ou spiritualiste, qu'elle en appelle à la dialectique de la nature ou qu'elle réclame un supplément d'âme.

Considérons le travail mécanisé, tel qu'il se rencontre non seulement dans les usines, mais dans un nombre croissant de bureaux. Nul ne niera l'importance d'une étude psychologique de l'homme au travail, étude de sa personnalité et des agressions qu'elle subit. Mais comment accepter que l'homme au travail soit identifié à l'individu au travail ? Non seulement la psychologie sociale a rappelé les droits de l'analyse fonctionnaliste, mais, et ceci est plus important encore ici, l'analyse actionnaliste doit considérer le producteur, c'est-à-dire l'homme, non pas comme appartenant à un groupe ou à une collectivité concrète, mais comme élément d'un système d'organisation, dont la fonction est la production de produits ou de messages. La signification du travail pour l'ouvrier ou l'employé ne dépend-elle pas aussi du rapport qui s'établit peut-être plus au niveau de la consommation que de la production, entre le producteur collectif et le produit collectif ?

C'est en ce sens que l'étude de la civilisation industrielle est un terrain d'élection pour la sociologie du travail. Celle-ci n'est pas seulement une observation des conséquences sociales du progrès technique, [253] formulation qui placerait la technique à la source de la vie sociale. Plus se développe la civilisation industrielle, plus l'organisation du travail - au sens le plus large - est collective et volontairement orientée, plus les problèmes de l'individu au travail sont subordonnés, d'abord à l'analyse du fonctionnement des groupes et des systèmes sociaux de travail et ensuite et surtout à l'étude du pouvoir, des mouvements sociaux, des formes de la vie morale, parce que le sujet historique est de plus en plus directement engagé dans des organisations collectives et dans des sociétés globales. Nous retrouvons ici les raisons de notre résistance à l'emploi de l'expression : la société industrielle. La collectivisation du sujet historique, le rapport de plus en plus médiatisé de l'homme et de ses oeuvres et donc de l'homme et de lui-même, en même temps qu'ils créent une situation de plus en plus commune à toutes les sociétés industrielles, constituent chacune d'elles comme un sujet collectif.

La réaction utopique qui identifie le sujet historique à l'individu, pour importante et pour dramatique qu'elle soit dans des sociétés où les idéologies prennent une extension et disposent d'un pouvoir formidable, se condamne non seulement à déformer toute l'analyse sociologique, mais surtout à recourir au naturalisme du mythe de l'apprenti sorcier et au moralisme réactionnaire d'un humanisme abstrait qui ne respectent ni l'un ni l'autre les conditions d'une analyse scientifique.

On peut maintenant comprendre plus clairement pourquoi nous parlons de civilisation industrielle et non de société industrielle. C. Lévi-Strauss a bien exprimé le sens de cette expression : « Quand, au lendemain de la révolution néolithique, les grandes cités-États du bassin méditerranéen et de l'Extrême-Orient ont imposé l'esclavage, elles ont construit un type de société où des écarts différentiels entre les hommes - certains dominants, d'autres dominés - pouvaient être utilisés pour produire de la culture, à un rythme jusqu'alors inconcevable et insoupçonné. Par rapport à cette formule, la révolution machiniste du XIX^e siècle représente moins une évolution orientée dans le même sens qu'une impure ébauche de solution différente : pour longtemps encore, fondée sur les mêmes abus et les mêmes injustices, tout en rendant possible le transfert à la culture de cette fonction dynamique que la révolution proto-industrielle avait assignée à la société. » (*Leçon inaugurale*, p. 44.)

Ces dernières lignes forment de manière exemplaire la nature de la civilisation industrielle et prolongent directement l'intuition des plus grands penseurs du XIX^e siècle, des saint-simoniens comme de Marx. Le progrès social cesse de reposer sur la violence, la conquête, la contradiction des classes. L'historicité, le développement deviennent des valeurs, des buts sociaux, d'une manière explicite. Les sociétés cessent [254] d'être historiques pour devenir historisantes ; elles ne sont pas dans l'histoire, elles font l'histoire.

Il est même tentant de dire, et nous avons déjà évoqué cette tentation, que l'analyse doit s'installer dans le système social lui-même et ne considérer l'action historique que comme une de ses fonctions ; mais cette erreur théorique et pratique doit être très nettement rejetée. Les buts d'un système social ne sont pas seulement une de ses fonctions ; leur privilège vient de ce que, cessant de n'apparaître qu'à travers les contradictions internes et externes des sociétés, ils deviennent directement principes d'analyse sociologique ; ils se formulent non en termes d'institutions techniques, économiques ou politiques, mais d'action. Si le gouvernement des hommes cède la place à l'administration des choses, il s'ensuit aussi, une fois écartées les utopies industrialistes, que les conflits entre les hommes se transcrivent directement en termes de tensions dialectiques entre l'homme et ses œuvres. Nous ne pouvons nous satisfaire aujourd'hui ni d'une vision proto-industrielle du progrès naissant des contradictions économiques ni d'une vision abondanciste selon laquelle le problème central qui se pose à une société moderne est celui de

son propre fonctionnement. En ce sens, l'expression : civilisation industrielle est elle-même insatisfaisante. Elle semble placer au centre de l'analyse un mode de production et d'organisation économique et sociale, alors précisément que la production devient de plus en plus clairement le résultat d'un processus politique complexe, donc d'une certaine mobilisation non des forces mais des volontés de production.

Une société industrielle apparaît de plus en plus comme la mise en forme des problèmes de l'action historique. Avant donc de rechercher les interactions entre ses domaines institutionnels, et pour pouvoir définir leurs correspondances, il faut considérer la société comme un sujet historique, considérer la problématique générale de son action et par là sa manière d'organiser un champ d'action. L'analyse synchronique, ce qu'on pourrait nommer l'étude des structures d'action historique, reprend le pas, dans ce type de sociétés, sur l'analyse diachronique. Notre ambition est de formuler les nouveaux principes d'analyse sociologique qu'impose l'apparition de ce nouveau type de sociétés, celui dans lequel, au cours des siècles à venir, entrera peu à peu l'ensemble de la planète et qui s'oppose aussi nettement aux sociétés historiques que celles-ci aux sociétés dites primitives. C'est au sociologue en effet qu'il appartient de comprendre ces sociétés, comme il appartient aux historiens et aux ethnologues de comprendre, les uns les sociétés historiques, les autres les sociétés primitives.

L'avantage de la notion de civilisation industrielle est de protéger contre la tendance naturelle à la confusion de l'analyse sociologique [255] et de l'étude d'ensembles historiques concrets. Aucune société nationale n'est entièrement une société industrielle. Ce terme désigne un certain type de système d'action historique, fondé sur une double exigence de développement et de démocratie, celle-ci étant définie comme un mode de contrôle social de celui-là, permettant le maximum de contrôle des producteurs sur les moyens et les résultats de leur travail. L'analyse ne part donc pas des conditions matérielles d'existence d'une société ; elle ne part pas davantage de ses institutions et de son « esprit ». Elle pose en commençant non pas un système de valeurs et de normes institutionnalisées, mais une thématique fondamentale de l'action historique, des principes de légitimation des institutions, des organisations, des modes de fonctionnement de la société. La civilisation industrielle est le champ privilégié de l'analyse actionnaliste parce qu'elle manifeste directement les orientations du sujet historique, alors que les

sociétés historiques, traditionnelles, ne les manifestent qu'indirectement à travers l'épaisseur des situations transmises, des garants métasociaux de l'ordre social, du pouvoir personnel de l'homme sur l'homme.

L'analyse actionnaliste des sociétés industrielles se heurte à de fortes résistances. D'un côté les sociétés en voie d'industrialisation ou du moins engagées dans une politique de développement sont encore par définition des sociétés pré-industrielles et qui ne peuvent donc s'orienter qu'indirectement, tel le don Rodrigue du *Soulier de Satin* de Claudel, vers les valeurs qui légitiment leur action. De l'autre les sociétés les plus industrialisées tendent à considérer le développement comme une situation, à se soucier de leur fonctionnement plus que de leur orientation, à parler d'efficience collective et de jouissance individuelle plus que de développement et de démocratie. Ces résistances sont légitimes. Les exigences du sujet historique ne peuvent jamais être identifiées à un mode institutionnel de fonctionnement des sociétés. Elles sont toujours au-delà de l'organisation sociale, elles constituent l'activité critique d'une société, le mouvement par lequel elle se remet en cause elle-même. Mais on ne saurait les confondre avec une doctrine sociale ou même avec un mouvement social concret. Elles se manifestent à travers tous les aspects de la vie sociale, considérés comme des systèmes d'action, comme des modes d'organisation dans un champ historique, qu'il s'agisse du travail, de l'organisation urbaine, des systèmes politiques, des communications de masse ou des systèmes d'éducation.

C'est pour éviter que l'analyse actionnaliste ne soit confondue avec une étude des « intentions » des acteurs individuels ou collectifs qu'on doit d'abord l'appliquer à l'étude du travail ouvrier, c'est-à-dire à ce qui apparaît au premier abord le plus comme une situation et non comme une politique.

[256]

**Troisième partie :
Naissance de la civilisation industrielle**

Chapitre IV

TRAVAIL INDUSTRIEL ET CONSCIENCE OUVRIÈRE

I. L'ÉVOLUTION DU TRAVAIL OUVRIER

A. LA RATIONALISATION

[Retour à la table des matières](#)

Il est naturel que l'observation de la civilisation industrielle commence par celle du travail et de ses transformations. Ce thème est d'autant plus recommandable qu'il doit illustrer nos observations précédentes et montrer comment l'analyse actionnaliste se tient éloignée aussi bien d'un déterminisme technologique que d'une interprétation idéaliste des conduites de travail.

Il ne s'agit pas en effet d'isoler le rapport de l'homme et de la machine et de considérer les problèmes sociaux du travail comme autant d'attributs d'une situation technologique et encore moins d'évaluer les conditions concrètes du travail par rapport à des besoins généraux de l'homme. La définition sociologique d'une situation de travail doit également se garder de recourir à des notions proprement historiques, étapes ou phases d'une évolution globale, comme si tous les aspects du travail évoluaient conjointement, formant entre eux un système de travail qu'on

puisse définir par sa place dans une évolution historique plus que par son sens par rapport au sujet.

Une situation de travail doit être définie comme un système d'action historique, c'est-à-dire comme un ensemble de médiations sociales entre le travailleur et les oeuvres du travail collectif. Ceci signifie que la situation objective de travail - sa nature et son niveau professionnel - et les rapports sociaux de travail, rapports de pouvoir et rapports d'autorité, doivent être analysés ensemble, à l'aide du même système conceptuel.

Cette démarche n'est pas naturelle. Il semble plus simple de considérer le travailleur dans une situation donnée et de décomposer celle-ci en un certain nombre d'éléments, techniques, économiques ou sociaux, [257] que la pratique sociale dissocie par elle-même. Mais les facilités d'une telle description sont trompeuses. Il vaut certes mieux reconnaître la pluralité des problèmes sociaux du travail plutôt que d'affirmer dogmatiquement qu'ils s'ordonnent tous autour de l'un d'eux et par exemple que l'état de développement du machinisme ou la nature de la propriété des entreprises détermine tous les aspects du travail. Mais il est plus utile de ne pas choisir entre deux solutions également mauvaises et de chercher un principe d'unité des analyses, non pas dans la situation de travail mais dans le travailleur.

Certains considèrent la personnalité de l'homme au travail, d'autres l'acteur social placé dans un système de statuts et de rôles. L'analyse actionnaliste choisit comme principe central d'analyse le producteur et veut rechercher les liens qui existent entre d'une part le rapport du travailleur aux exigences du sujet historique et d'autre part ses rapports avec les moyens sociaux par lesquels se réalise la création collective et qui peuvent aussi faire obstacle au contrôle du travailleur sur ses oeuvres. Plus concrètement il s'agit ici d'examiner rentrée du travail ouvrier dans la civilisation industrielle et le renversement de la situation subjectale qu'elle entraîne.

On peut nommer la civilisation industrielle *milieu technique*. Cette expression, employée par G. Friedmann, ne signifie évidemment pas qu'avant le développement de la grande industrie les hommes travaillent dans un milieu naturel, non marqué par leur intervention, mais plus simplement que les progrès de la mécanisation placent de plus en plus le travailleur dans un monde d'oeuvres techniques,

conçues, organisées, contrôlées par des systèmes sociaux de décision. À la limite, tout travail peut être conçu comme communication, pour la raison pratique que les éléments mis en relations sont stables et prévisibles.

L'ouvrier ne crée plus des « événements », des objets particuliers ; il intervient dans un processus de fabrication, définissable en termes généraux, composé de postes de travail ou de relais et non plus de personnes.

Si on se place au niveau de l'entreprise et non plus du travail ouvrier, c'est du progrès de la rationalisation qu'il faut parler. On peut commodément distinguer trois étapes dans ce progrès. D'abord la rationalisation pénètre au niveau de l'exécution du travail, grâce aux machines, à l'organisation du travail, développée par Taylor, et des ateliers, introduite surtout par Ford. Ensuite elle s'introduit dans l'administration des entreprises, devient une rationalisation sociale, s'appliquant aux relations entre les unités de production, individus, groupes, ateliers ou services. Enfin elle s'applique à la direction des entreprises, non pas [258] pour définir une politique rationnelle, délivrée des choix sociaux et donc des problèmes de pouvoir, mais pour établir, une fois posés certains objectifs, des systèmes de moyens rationnels. On peut parler ici de rationalisation de la gestion. Le traitement automatique de l'information et les méthodes de recherche opérationnelle manifestent ce nouveau et important progrès de la rationalisation.

Il est inévitable que cette évolution donne lieu d'abord à des interprétations fantaisistes. Pour certains, le travail d'exécution et même d'administration simple disparaît et nous entrons dans un monde de techniciens, d'où le travail routinier aura bientôt disparu grâce aux bienfaits de l'automation. En d'autres termes tout travailleur participera directement à l'œuvre de rationalisation et les problèmes sociaux du travail disparaîtront. Une entreprise ne sera plus qu'un technicien collectif, divisé suivant les exigences de la spécialisation professionnelle, mais dont chaque élément, étant directement porteur d'un modèle rationalisateur, ne pourra plus être soumis à des aliénations sociales. Ses seuls problèmes seront ceux qui naîtront de sa complexité, des défauts de cohérence de son organisation hiérarchique ou de la nécessaire adaptation à des changements de plus en plus fréquents.

Pour d'autres la rationalisation apparaît comme une machine infernale, échappant de plus en plus au contrôle des hommes, enlevant toute initiative à la majorité des travailleurs, disqualifiant non seulement les travaux ouvriers d'exécution

mais aussi les tâches routinières d'administration, de telle sorte que le fossé se creuse, toujours plus profond, entre le groupe des techniciens innovateurs et la masse des exécutants, soucieux de leur vie hors travail mais n'attendant de leur activité professionnelle qu'un salaire. Dans l'entreprise, ces opérateurs, ouvriers ou employés, ne peuvent plus être sensibles qu'à leur situation relative, à leur rang, de telle sorte que les problèmes sociaux qui seront les leurs n'auront plus aucune référence aux valeurs de la rationalisation.

Dans l'un et l'autre cas le fondement de notre analyse disparaît dans le premier parce que la création collective fait disparaître les problèmes du contrôle de la production ; dans le second parce que les problèmes de l'adaptation et de l'intégration sociale ne font plus intervenir aucune exigence de création.

On sait combien ces interprétations sont peu fondées. J. Bright (*Automation and Management*, Harvard University Press, Cambridge, 1958) et P. Naville (*L'Automation et le travail humain*, Paris, CN.R.S., 1961, et *Vers l'automatisme social ?* Paris, N.R.F., 1963) ont rappelé les enthousiastes de l'automation à l'observation des faits. Même si certaines de leurs conclusions peuvent être discutées, il est hors de doute que les [259] formes les plus modernes de production ne font pas disparaître le travail non qualifié d'exécution et élèvent la proportion des techniciens beaucoup plus faiblement qu'on ne le pensait avant leurs études.

Inversement, il est très risqué de prédire l'avènement d'une civilisation des loisirs, dans laquelle le travail n'occuperait plus pour la majorité des hommes qu'un rôle secondaire, ne serait plus qu'une source de revenus. D. Riesman a fort utilement réagi contre une interprétation excessive de certains thèmes qu'il avait lui-même développés.

Les systèmes de production modernes, bien loin de rendre périmés nos principes d'analyse, montrent leur utilité.

Plus la rationalisation se développe et s'élève vers les niveaux supérieurs de fonctionnement de l'entreprise, plus aussi l'ensemble des problèmes sociaux du travail apparaît comme la lutte pour le contrôle des instruments et des résultats du travail rationalisé. Le double mouvement de création et de contrôle, par quoi se définit le sujet historique, constitue de plus en plus directement le sens des rapports sociaux du travail. Ceci ne signifie pas que l'ensemble des problèmes sociaux du travail devienne justiciable d'une analyse actionnaliste, mais que les rap-

ports entre les modes d'approche de ces problèmes correspondent de plus en plus étroitement aux rapports entre les démarches théoriques de l'analyse sociologique.

Au départ de l'évolution du travail industriel, nous l'avons dit, les problèmes du métier et ceux du marché coexistent sans réellement s'unir. L'ouvrier est placé d'un côté dans un état de dépendance économique, de l'autre dans des situations professionnelles et culturelles qui apparaissent comme des appartenances à des groupes de statut en fait « transmis ». Cette autonomie relative des deux faces de la situation de travail interdit de séparer les problèmes du sujet historique de ceux de l'acteur social. la rationalisation, parce qu'elle renforce l'entreprise, parce qu'elle la constitue comme un système d'action historique et non plus comme un marché de travail et un lieu de fabrication, supprime l'autonomie relative des problèmes professionnels et des problèmes économiques et permet à l'analyse fonctionnaliste de se déployer en liaison et en opposition à la fois avec l'analyse actionnaliste.

On pourrait être tenté d'ajouter que les progrès de la rationalisation tendent à rapprocher ces deux modes d'analyse. Si une grande organisation rationalisée porte en elle la volonté de développement et si par conséquent l'effort des travailleurs pour contrôler leur travail peut se développer à l'intérieur d'elle, par exemple sous les formes variées du syndicalisme d'entreprise, pourquoi ne pas renoncer aux encombrantes notions de sujet historique et de double dialectique des organisations ; pourquoi ne pas s'exprimer plus simplement en termes de fonctionnement [260] des organisations, en insistant à la fois sur la conformité, requise par tout système social de ses membres, et sur les conflits qui opposent non seulement dirigeants et dirigés, mais diverses catégories entre elles ?

À cette objection nous avons déjà répondu en rappelant qu'une organisation n'est pas une société et qu'elle ne constitue qu'un ensemble particulier, médiation et obstacle à la fois pour le travailleur.

La contrepartie de ce rappel aux problèmes du pouvoir est l'attention qu'il faut porter à la relation de l'homme et de son travail. Parce qu'une organisation n'est qu'un système de moyens, elle n'épuise pas le sens de la situation professionnelle de travail, car le travailleur n'est pas seulement un membre de l'organisation. Parce qu'il travaille, il pose ses exigences de création et de contrôle. Notre analyse

des organisations ne peut se comprendre si l'on n'admet pas que les membres sont *dans* l'organisation, plus encore qu'ils ne sont *de* l'organisation. .

Ceci justifie une analyse du sens professionnel du travail qui ne se confond pas avec celle du rôle instrumental des participants. La relation de l'homme à son travail est le fondement de ses exigences à l'égard de la société, donc le principe à partir duquel il considère et juge l'entreprise et ses groupes de travail, au moins lorsqu'il se situe au niveau le plus élevé du sujet personnel, lorsque ses conduites ont une charge subjectale manifeste. Très concrètement, nous le verrons, les revendications des travailleurs se situent toujours en deçà ou au-delà de l'entreprise autant qu'à son niveau. Que l'on défende un métier ou une profession, un salaire ou une carrière, on n'agit pas seulement comme celui qui appartient à l'entreprise mais d'abord comme celui qui y travaille, qui se sert d'elle.

Encore faut-il décrire les transformations de ce principe d'extériorité, sur lequel se fonde notre analyse de la conscience ouvrière et ne pas l'identifier à sa forme ancienne, l'autonomie professionnelle des ouvriers de fabrication.

Nous nommerons la nouvelle situation professionnelle le *système technique de travail*, entendant par là une situation dont tous les éléments sont interdépendants et définis par un plan d'organisation. S'opposant à lui et le précédant, le *système professionnel de travail* est marqué par l'intervention directe de l'ouvrier à la fois sur des matériaux non entièrement définis par l'homme et selon des modalités qui l'utilisent directement comme source d'énergie, possédant des caractéristiques biologiques particulières. Le système professionnel de travail ne s'identifie pas au travail artisanal ou au travail qualifié traditionnel. Les manoeuvres du bâtiment ou des mines y participent autant que l'ouvrier professionnel. Inversement ouvriers qualifiés ou techniciens des [261] usines les plus modernes travaillent dans un système technique qui n'implique nullement une dévalorisation générale du travail ouvrier.

Le système professionnel de travail peut être défini par *l'autonomie professionnelle des ouvriers de fabrication*. La faible prévisibilité des conditions de production interdisant une détermination stable des méthodes de fabrication, l'ouvrier qualifié garde une grande marge d'initiative. Il adapte les matériaux, les machines, les méthodes de travail aux conditions particulières du travail à réaliser. Il est donc polyvalent ; il se définit moins par le type précis d'opérations qu'il est

capable de réaliser que par sa capacité de résoudre des problèmes d'un certain ordre, en n'utilisant chaque fois qu'une partie de ses compétences.

Cette autonomie ne signifie pas que cet ouvrier occupe toujours une forte position stratégique dans l'entreprise. Elle a comme contrepartie la séparation presque absolue de la fabrication et de la gestion, celle-ci restant en règle générale aux mains du patron et de ses représentants. La notion d'organisation n'a donc pas de place ici, puisqu'elle signifie avant tout la liaison de la gestion et de la fabrication et le plus souvent, en fait, l'invasion de l'autonomie professionnelle par les problèmes de gestion, invasion symbolisée par le rôle central que prend la notion de rendement.

Mais cette notion ne correspond qu'à la naissance du système technique de travail, au moment où le travail est à la fois exécution et communication. Dans un système technique pleinement constitué, où l'autonomie professionnelle a disparu, même sous la forme décomposée qui caractérise le passage d'un système à l'autre, s'établit une continuité de la hiérarchie professionnelle, la qualification ne pouvant être définie que par le niveau de participation à des systèmes de connaissance et d'organisation techniques. La frontière entre ouvriers et techniciens, manuels et non manuels s'estompe. Le problème de l'homogénéité croissante ou décroissante de la classe ouvrière présente bien d'autres aspects, mais il ne saurait être traité comme si les limites de cette classe restaient toujours aussi nettement tracées. C'est un aspect important de la transformation de la classe en groupe d'intérêts que cette continuité professionnelle qui s'établit dans le système technique. Au moment de la naissance du système technique, elle s'associe à une distance croissante entre ouvriers-techniciens et ouvriers spécialisés, liés encore au système professionnel de travail, exécutants et non organisateurs.

Dans le système professionnel, le principe de la qualification est propre au travail ouvrier ; dans le système technique, il est général, s'appliquant [262] à tous les niveaux de la hiérarchie industrielle qui tendent ainsi à constituer de plus en plus un *situs* (filière), d'un niveau à l'autre duquel on passe par promotion plus que par mobilité.

D'une manière analogue le passage au système technique de travail rapproche le travail des ouvriers de celui des employés. Si, dans le système professionnel, les premiers étaient enfermés dans la fabrication, les seconds avaient des tâches de gestion, qui les liaient de près à l'action patronale dont ils étaient les agents directs (cf. H. P. Bahrdt, *Industriebürokratie*, Stuttgart, Enke, 1958, et des témoignages littéraires comme ceux de Balzac et de Zola).

L'emprise de l'organisation rapproche ces deux catégories, venant d'horizons opposés, si bien qu'il est à la fois vrai et insuffisant de parler soit de prolétarisation professionnelle des employés, soit de transformation des ouvriers en employés. Ces affirmations ont le tort de postuler une permanence de la situation industrielle, dont l'absence est le fait fondamental sur lequel repose cette analyse.

Quelle est donc la forme que prend dans une entreprise hautement rationalisée le principe d'extériorité à l'entreprise, sur la permanence duquel nous avons insisté ? Plus le système technique de travail se développe et plus la revendication se formule au nom de ce qu'on peut nommer la *vie privée de travail*, dont les notions de *carrière* et de *profession* sont des expressions concrètes. Plus l'entreprise, plus le système de production sont intégrés, plus le travailleur cherche à maintenir l'unité et la continuité de sa personnalité professionnelle en face des exigences du système de rôles professionnels auquel il appartient. Lorsque le niveau technique et professionnel d'une entreprise est élevé, le technicien se considère de plus en plus comme un expert ; il se définit par ses connaissances plus que par son statut dans l'entreprise. L'exemple des organisations médicales et scientifiques est particulièrement net. Le médecin, le savant ne s'identifient pas seulement à leur laboratoire mais au moins autant à leur milieu professionnel et à leur carrière intellectuelle et administrative personnelle. À l'autre extrémité de la hiérarchie, cette extériorité prend la forme d'une défense de l'ancienneté acquise contre les risques de changement, de licenciement ou de mutation. Le système technique n'a pas besoin seulement des « hommes de l'organisation » ; il requiert un nombre croissant de cadres intellectuels, salariés mais indépendants, et il renforce la demande de tous pour des garanties extérieures à l'entreprise.

Est-il besoin de dire enfin que ni la notion de système de travail ni celle de phases de l'évolution, qui doit être introduite maintenant, [263] ne sont des no-

tions historiques, descriptives, chronologiques. Dans un même pays, une même industrie, une même entreprise, peuvent coexister des éléments du système professionnel et du système technique. Telle industrie da jamais connu le système professionnel de travail (les raffineries de pétrole par exemple) ; telle autre y demeure, même dans ses formes les plus avancées (comme la presque totalité du bâtiment et des travaux publics). Il ne faut pas confondre non plus l'analyse sociologique de l'évolution professionnelle et l'étude économique de l'emploi. Le nombre des ouvriers d'un certain type ne dépend pas seulement de l'évolution professionnelle : on peut à la fois dire que la proportion des ouvriers spécialisés tend à diminuer dans les formes les plus avancées de la production industrielle et constater l'augmentation globale du nombre de ces ouvriers, la décomposition du système professionnel dans certaines industries pouvant avoir des conséquences plus massives que le développement du système technique dans d'autres.

B. LES PHASES DE L'ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE

[Retour à la table des matières](#)

L'opposition des deux systèmes de travail ne constitue pas un cadre descriptif suffisant ; mais elle permet à la description de rester fidèle à son inspiration sociologique. Ceci la protège contre la tentation - souvent pratiquement justifiée, mais sociologiquement dangereuse - de réduire l'évolution professionnelle à des variations quantitatives, par exemple à l'augmentation ou à la diminution de la proportion des ouvriers qualifiés. Mais de tels faits à leur tour aident à comprendre le passage du système professionnel au système technique de travail. La ligne générale de l'évolution est claire et n'a pas à être démontrée ici : il est certain que les progrès de la mécanisation entraînent d'abord l'éclatement ou la disparition de nombreux métiers qualifiés et l'élévation de la proportion des ouvriers spécialisés et ensuite, par le regroupement des opérations, la complexité des appareillages et des machines et l'automatisation croissante de la fabrication, une augmentation du personnel qualifié, horaire et mensuel (cf. A. Touraine, *L'évolution du travail ouvrier aux Usines Renault*, Paris, C.N.R.S., 1955). Déjà, au milieu du siècle der-

nier, des observateurs comme Corbon (*De l'enseignement professionnel*, Paris, s.d.) reconnaissaient ces trois moments de l'évolution du travail ouvrier.

Mais cette description ne devient intéressante que si l'on définit le sens général de révolution au lieu de s'en tenir à l'idée simple de la succession de trois phases. En d'autres termes, cette succession ne [264] peut être comprise que comme passage du système professionnel au système technique de travail.

D'un point de vue strict, chacune des trois phases participe aux deux systèmes. La première, la phase A, est définie par la prédominance du travail professionnel et de l'habileté ouvrière dans une situation qui est déjà celle de l'industrie, donc de l'organisation collective du travail et non plus celle de l'artisanat ; la dernière, la phase C, est celle de l'automatisation, du regroupement des opérations grâce à des machines ou des appareils complexes, mais le travail d'exécution y demeure présent, alors que dans le système technique de travail pleinement réalisé, l'intervention de l'opérateur n'est plus qu'indirecte, l'homme n'étant plus ce *bouche-trou de l'automatisme*, selon l'expression de G. Friedmann, qu'il peut être encore dans la phase C. Enfin la phase B est celle du travail en grande série et des chaînes de production où l'ouvrier intervient encore directement, quoique d'une manière répétitive et parcellaire, et où en même temps l'organisation collective commande déjà l'exécution individuelle du travail. Ce moment de l'évolution est d'un intérêt particulier, parce que les très grandes usines où il s'observe le mieux ont frappé l'imagination, entraînant à considérer le travail à la chaîne comme une situation bien définie, directement étudiable.

Or, et c'est là une des conséquences pratiques les plus importantes de notre mode d'analyse, le travail de la phase B ne peut être considéré, dans tous ses aspects, que du double point de vue du système professionnel qui s'y décompose et du système technique qui s'y organise. Bien loin que le travail à la chaîne puisse éclairer l'ensemble d'une évolution dont il occupe la position centrale, il ne peut être compris dans ses caractéristiques propres que comme la rencontre de deux types contradictoires de situations de travail.

Le système professionnel, le système technique et les phases de l'évolution qui conduisent de l'un à l'autre ont été définis par référence au travail industriel et même plus particulièrement ouvrier. Cette limitation a, dans le cas présent, des raisons surtout pratiques, tenant à la nature de nos observations personnelles. Ce-

pendant, elle risque de fausser le raisonnement et de créer des confusions. Le système technique a été considéré dans les pages précédentes comme l'expression technique et professionnelle de la civilisation industrielle, afin de mieux mettre en évidence la transformation fondamentale du système professionnel en système technique. Mais celui-ci, défini par le primat de l'organisation sur l'exécution, ne peut être considéré comme la forme la plus avancée de l'évolution technique. Au primat de l'organisation succède logiquement celui de la gestion et du système de décision. Beaucoup de discussions qui se sont instaurées sur les conséquences professionnelles [265] de l'automatisation sont liées à l'amalgame qu'on établit trop souvent entre des réalités de travail en fait très différentes les unes des autres. L'automatisation des moyens de fabrication constitue ce que nous avons nommé la phase C, donc le dernier stade du passage au système technique de travail. Elle est bien encore une forme de transition, en ce qu'elle accentue le déclin du travail d'exécution proprement dit, comme l'ont souligné des auteurs déjà cités, Bright et Naville. Bien différente est l'automatisation de gestion. Celle-ci atteint davantage le travail des employés, des techniciens et des cadres. Elle crée un nouveau système de travail dont les conséquences professionnelles sont souvent négatives pour ces catégories mais sont pour l'essentiel positives au niveau de l'exécution qui emploie des effectifs réduits et qualifiés. On pourrait parler de *système programmé* de travail, afin de souligner la prééminence des problèmes de gestion.

On pourrait donc à juste titre nous reprocher d'avoir attribué au système technique, moment intermédiaire dans la transformation du travail, des traits qui ne caractérisent que le système programmé, et d'avoir cédé ainsi à certaines illusions des prophètes de l'automatisation. Le lecteur voudra bien se souvenir que notre description, dans ce chapitre, est trop rapide ; elle devrait en particulier considérer les phases de passage du système technique au système programmé, de la même manière qu'elle a considéré les phases qui conduisent du système professionnel au système technique. Mais cette concision excessive de l'exposé ne fausse pas le sens général de l'évolution qui est décrite. D'un système de travail à l'autre s'accroît l'emprise des niveaux supérieurs de fonctionnement des organisations sur les niveaux subalternes : d'abord l'organisation ou l'administration commande l'exécution, puis la gestion et la décision commandent l'administration.

L'évolution des formes de qualification, qu'il faut rappeler maintenant, sera donc présentée dans le cadre des phases du passage du système professionnel au système technique, bien que le point d'arrivée qui sera choisi nous conduise en fait déjà au-delà du système technique, au cœur du travail programmé.

C. LA QUALIFICATION

[Retour à la table des matières](#)

Considérée comme notion sociologique, la qualification ne peut être considérée comme un attribut individuel, mesurable à l'aide de tests professionnels, à partir du temps de formation nécessaire ou même - cas étonnant mais fréquent - à partir du salaire. L'analyse sociologique de [266] la qualification n'est pas de même nature que son analyse professionnelle. Celle-ci, qui peut être parfaitement suffisante dans la pratique, ne peut prétendre à être scientifique. Les discussions autour de l'évaluation des tâches - *job evaluation* - ont clairement montré que l'échelle construite à partir de divers critères - connaissances, expériences, responsabilité, parfois risques professionnels, etc. - n'ayant aucun sens statistique, ne se justifie que comme mise en forme d'un jugement collectif porté sur les divers postes de travail. Conclusion logique : la qualification étant un fait social, quand on lui donne l'apparence d'une variable technique, on ne peut que mettre en forme, d'une manière aussi commode qu'arbitraire, une évaluation sociale.

Il en va de même dans les systèmes plus traditionnels de qualification : le temps de formation lui-même, loin d'être un déterminant de la qualification, est souvent déterminé par elle, c'est-à-dire par la réputation d'un métier, la capacité de ceux qui le possèdent de défendre leurs privilèges ou le niveau de leur salaire, l'état du marché du travail qui a conduit par exemple à reconnaître la qualité d'ouvrier professionnel à des ouvriers du bâtiment ayant suivi un stage assez court dans un Centre de formation professionnelle pour adultes (F.P.A.). L'idée naïve d'une définition objective de la qualification s'écroule donc, et cède la place au dessein plus modeste de mise en forme de jugements sociaux qui traduisent eux-mêmes l'état de l'emploi, des salaires, des luttes sociales, de la politique nationale et professionnelle de la main-d'œuvre, dans une période donnée.

L'étude scientifique de la qualification ne peut chercher à se débarrasser du caractère évaluatif de cette notion ; elle doit au contraire en faire son objet principal. Tel est le point de départ naturel d'une analyse fonctionnaliste de la qualification ou plus exactement du statut professionnel. Il est indispensable, quand on a cherché à s'éloigner d'une analyse purement technique de la qualification, de passer par ce mode d'analyse, avant de suivre une démarche actionnaliste. Considérer la qualification comme une évaluation ne revient pas à la réduire à un jugement explicite, à une opinion exprimée ou même à, une situation dans un réseau de relations sociales, mais à la considérer comme un statut dans un système de statuts professionnels. Le cas le plus simple est celui où le statut professionnel se manifeste par des rôles sociaux directement déterminés par lui ; il est plus difficile d'évaluer une qualification purement professionnelle, celle d'un ouvrier isolé, que celle d'un ouvrier - ou d'un employé, ou d'un technicien - placé dans un position de commandement. Si deux ouvriers, l'un qualifié, l'autre manœuvre, exécutent ensemble un travail, la qualification du premier [267] se traduit clairement par son rôle de direction du travail collectif. On peut rattacher à cette idée la conception d'E. Jaques, définissant la qualification - surtout non ouvrière - par le *maximum time-span of responsibility* (*The Measurement of Responsibility*, Cambridge, Harvard University Press, 1956), c'est-à-dire par le délai maximum qui s'écoule pour chacun entre la prise de décision et le contrôle des résultats de celle-ci : ce temps est très bref pour un ouvrier non qualifié, il fabrique à la machine des pièces qui peuvent être immédiatement contrôlées, parfois même par lui-même ; il est très long pour un directeur général qui décide de déplacer son entreprise, décision dont les résultats ne peuvent être évalués qu'au bout d'une longue période et en tenant compte d'éléments multiples de décision. Pour recourir à une formulation plus théorique, reliée aux analyses du chapitre II, nous dirons que la notion de qualification se place à la charnière d'une analyse actionnaliste et d'une analyse fonctionnaliste : elle est de celles qui assurent le passage d'une situation historique de travail à un système de relations sociales, du travail à l'usine ou au bureau.

S'il est important de définir le contenu professionnel de la qualification dans les diverses phases de révolution du travail, ce n'est là que la partie la plus aisée et la moins sociologique de l'analyse. Il importe davantage de savoir dans quelles conditions la qualification professionnelle est aussi sociale, à quel moment s'éta-

blit une correspondance entre la possession d'attributs professionnels, par eux-mêmes non sociaux, et certains rôles sociaux, formels ou informels. Ceci doit éclairer l'expression : *système de travail*, qui a été employée et qui ne paraît justifiée que quand la situation historique de travail commande directement le système de relations sociales de l'entreprise.

Dans le système professionnel comme dans le système technique, le rôle professionnel est aussi un rôle social. Dans le premier, l'ouvrier qualifié est souvent responsable du travail d'aides, d'apprentis, de manœuvres (dans les mines, les verreries, les chantiers, les laminoirs, etc., de type traditionnel) ; de plus il accède à son rang au cours d'une carrière professionnelle qui lui fait parcourir, à mesure que s'accroît son expérience, les degrés de la hiérarchie ouvrière, au moins jusqu'au moment où, devenu âgé, il devient incapable d'assurer un rendement élevé et est rétrogradé. Dans le système technique, où l'atelier - comme le bureau - est un réseau de communications, le rôle professionnel est, d'une autre manière mais tout aussi nettement, un rôle social, puisqu'il consiste à recevoir et à émettre des messages et que [268] la qualification supérieure appartient à celui, ouvrier ou technicien, qui définit les règles sur lesquelles repose le réseau technique des communications.

En revanche, dans la phase B, ce que G. Friedmann a appelé la dichotomie du travail, considérée surtout comme la séparation taylorienne de la conception et de l'exécution, entraîne la séparation du rôle professionnel et du rôle social dans un travail entièrement hétéronome. La qualification se réduit alors à l'utilité pour l'entreprise, évaluée par elle. Mais cette notion, à laquelle on cherche à donner une forme objective, connaissances professionnelles ou rendement, est en fait contradictoire : elle mêle des restes de la qualification professionnelle et des éléments de qualification technique. Les techniques d'évaluation des tâches sont dominées par cette contradiction, mêlant qualification de l'homme et qualification du poste, connaissances et responsabilité. L'extrême désordre qui règne dans les classifications professionnelles des ateliers appartenant à la phase B et que l'évaluation des richesses rend supportable sans l'éliminer, traduit la nécessité de concevoir l'évolution professionnelle comme le passage, dans et par la contradiction, d'un système de travail à un autre, de sorte que la phase centrale, loin de ré-

véler le sens de toute révolution, est dominée par la rencontre de deux systèmes techniques, professionnels et sociaux.

Le passage, à travers les contradictions de la phase B, du système professionnel au système technique, de l'exécution à la communication pourrait être interprété comme celui de l'action individuelle à des systèmes de relations sociales, ce qui manifesterait à nouveau l'idée que l'analyse fonctionnaliste, mieux que l'analyse actionnaliste, permet une compréhension d'ensemble du travail dans la civilisation industrielle. N'est-il pas en effet contradictoire de placer au centre de l'analyse l'idée de projet personnel, alors que le travail se définit moins par les attributs personnels de celui qui l'exécute que par sa place dans un système de communications, c'est-à-dire de relations sociales.

Une meilleure connaissance de l'évolution professionnelle permet d'écartier cette objection. Le travail ne cesse d'être matière que pour devenir, en même temps que communication, profession. La *professionnalisation* est un concept qui est pris dans deux acceptions bien différentes. Elle désigne parfois la création d'un ensemble de règles et de garanties gérées par les professionnels eux-mêmes et qui organisent la carrière de travail. De même que les médecins ou les avocats se sont donné une organisation et une déontologie, et veulent contrôler les conditions d'exercice de leur profession, de même le syndicalisme [269] ouvrier cherche à contrôler les conditions d'emploi des travailleurs. Il s'agit là d'une tendance qui sera analysée au chapitre VII, et qui dérive de la professionnalisation technique du travail, mais en se situant sur un autre plan qu'elle. Celle-ci doit être définie comme la détermination du niveau professionnel, non plus par la fonction de commandement, mais par la compétence technique. L'importance croissante des cadres fonctionnels et leurs conflits avec les cadres linéaires, définis par leur commandement, manifeste, dans les entreprises industrielles, commerciales ou administratives rationalisées, cette évolution. L'expert, le spécialiste, même s'il ne dispose pas officiellement du pouvoir de décision, occupe une position de plus en plus importante. Ceci n'entre nullement en contradiction avec une définition du travail technique comme communication. La professionnalisation n'est pas une forme nouvelle de l'autonomie professionnelle : l'expert ne possède pas une marge de liberté assurée par l'absence ou l'imprécision des règles rationnelles et impersonnelles d'organisation. Son travail consiste au contraire à introduire et à préciser

ces règles, en s'appuyant sur des connaissances scientifiques et techniques. Les règles selon lesquelles est organisée la communication ne sont pas données une fois pour toutes et la communication ne relie pas des personnes humaines, mais des rôles professionnels.

Les experts sont des innovateurs et, en tant que tels, bouleversent le système établi des relations sociales : leur rôle est donc, on l'a vu, de débureaucratisation, c'est-à-dire de rationalisation. Un système de communications techniques fonde un système de relations humaines, mais entre toujours en conflit avec lui, rappelant le primat de l'action sur les relations sociales, la soumission de l'analyse fonctionnaliste à l'analyse actionnaliste et son autonomie par rapport à elle.

Le recours aux experts professionnels s'accroît à mesure qu'évolue le système technique de travail et qu'il évolue, vers un système de programmation. Plus l'autonomie du système de traitement des informations est grande, plus le technicien cesse d'être un organisateur pour devenir un expert, mettant en œuvre les modes de raisonnement qui sont reproduits par les calculatrices. Il n'est pas soumis aux caractéristiques de la matière, mais à la logique des opérations mathématiques. Son outillage mental agit sur des instruments qui sont directement créés par lui. C'est pourquoi son travail n'est pas d'organisation, mais de conception, en même temps que sa liberté d'initiative et d'adaptation à des situations empiriquement définies ne cesse de décroître. Il n'est à la limite qu'un mathématicien appliqué. Il se définit moins par son rôle dans un système de communications à la fois techniques et sociales que par sa capacité de faire fonctionner un système [270] de « machines à penser ». Ceci souligne l'ambiguïté de l'emploi par les sociologues du concept de communication. Une entreprise n'est avant tout un système de relations humaines que dans une étape intermédiaire de l'évolution technique. Plus on dépasse cette étape, plus les travailleurs entrent en relations entre eux en tant que spécialistes et qu'innovateurs. Ceci ne signifie pas que les problèmes de relations humaines disparaissent, mais seulement qu'ils constituent un niveau secondaire du fonctionnement de l'organisation. C'est pourquoi la qualification se définit moins alors en termes de rôle professionnel que de compétence scientifique et technique, ce qui montre une fois de plus que l'évolution professionnelle ne conduit pas au renforcement progressif de la notion d'organisation, mais au contraire la dépasse une fois qu'elle a franchi ses étapes intermédiaires.

D. LE SYSTÈME DE PRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Les observations précédentes conduisent naturellement à dépasser la notion dont elles sont parties, celle de système de travail. Son intérêt n'est pas pour autant remis en cause, mais on ne peut considérer les formes de l'organisation du travail comme un cadre suffisant d'analyse. Les progrès de la rationalisation ne transforment pas par eux-mêmes les grandes organisations en systèmes clos. L'apport professionnel des travailleurs, de quelque nature qu'il soit, n'est pas seulement un rôle professionnel définissable à l'intérieur du système de relations sociales. De même tout système d'organisation se trouve placé dans un certain régime de pouvoir économique et social. Autant il est vrai que la notion d'organisation se situe au-delà de la dichotomie archaïque du métier et du marché, autant on doit définir, dans les formes de production les plus avancées, le terme qui correspond sur le plan du régime économique à celui de profession sur le plan de l'apport professionnel des travailleurs. Plus précisément encore on peut distinguer des phases d'évolution du système de production correspondant aux étapes de l'évolution professionnelle et les englobant.

Lorsque la rationalisation pénètre au niveau de l'administration sans atteindre encore celui de la direction des entreprises, les dirigeants sont à la fois des organisateurs, des managers, selon le terme anglais devenu d'un usage international, et des entrepreneurs, ce que Berle et Means, dès 1933 (*The modern corporation and private property*, New York, Macmillan), avaient clairement exprimé en disant que la grande entreprise était devenue une institution politique. Elle est de plus en plus maîtresse de ses décisions, en particulier grâce à l'autofinancement, mais elle n'en reste pas moins une institution privée, cherchant à maximiser ses avantages propres, de puissance aussi bien que de profit

À un système de production fondé sur le métier et sur le marché en succède un autre, fondé sur le rôle professionnel et la politique d'entreprise. De même que,

dans le premier cas, le problème social le plus important était celui de la domination du marché sur le métier, dans ce deuxième système de production, existe un risque important de détermination des rôles professionnels en fonction des intérêts propres de l'entreprise. L'analyse désabusée de W. H. Whyte (*Organization man*, New York, Simon and Schuster, 1956, tr. fr., Plon, 1959) a insisté sur certaines conséquences de cette absorption des travailleurs, et en particulier des cadres, par leur entreprise.

Lorsque la rationalisation pénètre jusqu'à la gestion et aux méthodes de direction des entreprises, l'exigence de développement n'a plus besoin d'autre justification qu'elle-même. Elle constitue, avec la compétence technique, le fondement d'un nouveau système de production. Le prodigieux développement de la science et des techniques n'entraîne pas par lui-même l'apparition d'une politique scientifique, mais soumet de plus en plus l'activité économique à des objectifs de puissance, non plus privés mais publics. Les plus grands pays industriels, les États-Unis et l'Union soviétique, consacrent une part importante de leurs moyens de production à la recherche et aux fabrications spatiales et nucléaires. Ici ce n'est plus la rentabilité qui commande, mais un ensemble d'objectifs allant de la volonté de création à la volonté de puissance. Dans ce système de production, le danger le plus grand est le cercle vicieux de la recherche et du développement, dévorant une part de plus en plus importante de leurs produits. Mais il existe aussi le danger que les responsables d'organisations, comme nous n'avons déjà indiqué, identifient leur rationalité limitée à une rationalité absolue et considèrent que la généralisation des modèles rationalisateurs élimine par elle-même les problèmes du contrôle démocratique des moyens et des résultats du travail. L'existence de ce danger technocratique ne signifie cependant pas, il faut le souligner, que la fonction sociale des dirigeants d'organisation se réduise à la menace qu'ils peuvent faire planer sur la société. Ils sont aussi des rationalisateurs et, comme les entrepreneurs capitalistes du siècle passé, des destructeurs de modes archaïques de domination sociale. Eux aussi sont rationalistes et libéraux et on doit se garder de toute vision trop partielle de leurs conduites. Nous examinerons au chapitre VII les problèmes [272] que cette évolution des systèmes de production pose parallèlement au syndicalisme des salariés.

Cette évolution des systèmes de production transforme les problèmes sociaux de l'entreprise. À l'ancienne autonomie relative des problèmes professionnels et des problèmes économiques se substitue un système de liaisons plus complexe. D'une part le mode de gestion de l'entreprise commande de plus en plus directement ses modes d'administration et d'exécution, de sorte que l'autonomie des problèmes proprement professionnels ne cesse de décroître ; d'autre part les niveaux subalternes de fonctionnement - l'exécution et l'administration - disposent d'une autonomie croissante. Ces deux affirmations ne sont pas contradictoires mais complémentaires. Le monde du métier perd son autonomie dans la mesure où le contenu des postes se définit de plus en plus en termes de communication d'abord, de changement et d'innovation ensuite. En même temps, les risques d'aliénation techniciste du travailleur deviennent de plus en plus indépendants de son risque d'aliénation bureaucratique ou politique, comme on ra déjà dit.

Les modèles rationalisateurs se commandent de plus en plus directement, de haut en bas, du niveau de la direction à celui de l'exécution, mais une pathologie particulière se crée à chaque niveau, alors qu'au début de révolution retracée ici toutes les formes d'aliénation semblaient provenir d'une source unique, le régime de la propriété et les lois du marché capitaliste - ou de formes de domination sociale plus archaïques. Parallèlement, c'était seulement au niveau de l'exécution que se situait le principe de défense des ouvriers, leur métier. Deux mondes, celui du travail et celui de l'argent, semblaient donc s'affronter, alors que dans le système de production le plus avancé tous les problèmes du sujet historique se posent à chaque niveau de fonctionnement de l'entreprise.

Ceci se traduit en particulier par l'introduction progressive de techniques d'observation et de traitement des problèmes sociaux du travail, qui peuvent être utilisées, assurément, aussi bien dans que contre l'intérêt des travailleurs. L'étude psycho-physiologique du « facteur humain, a précédé l'apparition de la psychosociologie industrielle, et celle-ci commence seulement à voir apparaître au-dessus d'elle une sociologie des organisations plus soucieuse des problèmes de gestion et de direction que de ceux qui apparaissent au niveau de l'administration et de l'exécution. R. Bendix (*Work and authority in industry*, New York, Wiley, 1956) et M Crozier (*op. cit.*) en particulier ont retracé cette évolution générale aussi bien de la pratique industrielle que des études qui lui sont consacrées.

[273]

Les critiques faites à l'idée taylorienne de *one best way*, de la seule manière correcte de réaliser un travail, doivent être étendues aux illusions bureaucratiques et technocratiques. Mais dans chacun de ces cas elles ne doivent pas céder à un humanisme naïf. Les modèles rationalisateurs ne se confondent jamais avec le système de contrôle social auquel ils sont soumis. L'humanisation du travail ne peut signifier simplement l'adaptation du travail à l'homme. Le raisonnement qui a été présenté à propos des organisations possède une valeur générale : tout ensemble social particulier a des exigences d'intégration qu'on ne peut dissoudre pour des raisons sociales et qu'on ne peut en même temps jamais accepter comme complètement rationnelles. La discussion classique autour de l'organisation du travail, toujours nécessaire et toujours contestable, peut être aisément transcrite en des termes correspondant au niveau de l'administration et à celui de la direction des entreprises.

On peut donc dire que les problèmes de la rationalisation sont de plus en plus unifiés et ceux du contrôle social des modèles rationalisateurs de plus en plus fractionnés.

E. ORGANISATION ET COMMANDEMENT

[Retour à la table des matières](#)

Les distinctions établies entre divers systèmes de production et, d'une manière plus détaillée, entre les phases du passage d'un système centré sur l'exécution à celui qui est centré sur l'organisation, n'ont pas pour but principal de s'opposer à des affirmations trop générales sur les problèmes sociaux de l'entreprise et de rappeler à un nécessaire relativisme historique. Elles n'ont été examinées que pour mettre en garde contre une analyse exclusivement fonctionnaliste - on pourrait parfois dire psycho-sociale - de ces problèmes et pour tenter de montrer que l'analyse actionnaliste, sans jamais porter atteinte à une autre démarche sociologique, peut et doit s'appliquer à tous les aspects de la vie de travail.

Elle ne se confond évidemment pas avec l'histoire sociale du travail, dont la légitimité n'est pas davantage contestée. Elle se confond moins encore avec on ne

sait quel privilège accordé aux aspects professionnels et techniques du travail dans l'étude des conduites des salariés ou des dirigeants.

L'analyse du travail en termes de systèmes et de phases ne s'applique pas seulement aux aspects professionnels de la situation ouvrière. Volontairement, au lieu de la fonder directement sur une étude de [274] l'évolution technique, sur la succession de la décomposition des opérations élémentaires par l'éclatement des machines universelles et de leur recombinaison dans des machines automatiques de plus en plus complexes, nous l'avons considérée aussi directement que possible comme étude du moment central du passage des sociétés traditionnelles à la civilisation industrielle, du milieu naturel (c'est-à-dire partiellement naturel) au milieu technique. Il convient de considérer, dans la même perspective générale, les relations de travail, d'abord au niveau des organisations et, ensuite, dans le chapitre suivant, au niveau du pouvoir. Ceci doit conduire à préciser les rapports entre l'analyse générale proposée au chapitre IV et l'étude, de nature plus historique, qui vient d'être abordée à propos de l'évolution professionnelle.

C'est surtout l'impossibilité d'une analyse *en général* de la situation de travail qui doit être soulignée. Les formes d'organisation, les relations d'autorité, les caractères des groupes primaires dépendent du moment de révolution que l'on considère, mais, ici encore, on n'aboutirait qu'à un schématisme irritant si l'on réduisait l'analyse à un découpage descriptif : il serait paradoxal qu'une sociologie de l'action aboutisse à se soumettre à un cadre construit à partir des aspects techniques, professionnels, voire économiques, de la situation de travail, renonçant ainsi à son principe central qui est d'être d'abord une analyse de systèmes d'action historique. Les deux moments de cette réflexion critique, dirigés l'un contre une certaine psycho-sociologie, l'autre contre une classification purement descriptive des situations de travail, ne doivent pas être séparés.

a) Le premier problème est simple, en ce sens au moins qu'il relève directement de certains des principes déjà posés. Une analyse psychosociologique des relations de travail est naturellement fonctionnaliste et donc est à la fois dépendante de l'analyse actionnaliste et autonome par rapport à elle. L'erreur qui a souvent été commise fut de ne pas respecter cette distinction entre deux des moments

de l'analyse théorique, et de confondre situation historique - au sens de situation du sujet historique - et caractères d'un système de relations sociales. C'est cette confusion qui a conduit Mayo et ses successeurs à identifier l'entreprise à un système de relations sociales. Lorsque Arensberg (cf. son article « Plant sociology », in *Common frontiers in the social sciences*, Glencoe, 1957, p. 310-337), dans une réflexion critique sur la sociologie industrielle, rappelle que les effets d'un type de commandement ou de la structure du groupe de travail dépendent des rapports qui existent entre les buts des travailleurs et ceux de l'organisation [275] dans laquelle ils se trouvent placés, il rappelle, au moins indirectement, la nécessaire priorité de l'action, orientée par les exigences du sujet, sur la dynamique interne des systèmes de relations sociales. C'est seulement à partir du moment où est dépassée l'idéologie des premiers sociologues industriels qu'il devient possible à la fois d'étudier le sujet historique et d'analyser le fonctionnement des systèmes sociaux.

Il est inexact de dire qu'un *leadership* démocratique obtient toujours de meilleurs résultats qu'un *leadership* autoritaire ; il est exact en revanche qu'un *leadership* démocratique entraîne une meilleure intégration du groupe de travail, et surtout une plus haute évaluation du groupe par ses membres. Il est donc nécessaire de remplacer l'unité concrète et non analysable de la situation de travail par l'étagement de ses problèmes, qui impose le recours à plusieurs systèmes conceptuels.

b) L'analyse de la situation du sujet historique ne peut rendre compte du fonctionnement concret des relations de travail, mais elle définit les orientations générales qui les déterminent. Cette tâche est en fait double : d'un côté, elle part de l'analyse globale du système de production, des rapports de l'homme et de la matière, du travailleur et du maître ou du dirigeant ; de l'autre, elle considère la structure interne de l'organisation, celle-ci ne pouvant être réduite, comme on a voulu le montrer au chapitre IV, à un système de relations sociales.

La progressive constitution d'un milieu technique, liée à la rationalisation, à la fonctionnalisation du travail, entraîne une dépersonnalisation des relations d'autorité, associée à une collectivisation de l'influence des travailleurs sur la production. Dans une situation où existe une faible prévisibilité des conditions de production, s'élèvent nécessairement des contestations que l'encadrement peut d'au-

tant moins aisément trancher au nom de considérations objectives que l'autonomie professionnelle des ouvriers de fabrication fait d'eux les meilleurs juges des conditions concrètes d'exécution du travail. Le chef doit donc faire appel au pouvoir dont il est le représentant, rompant la discussion par un acte autoritaire. À partir du moment au contraire où la production est réglée par des principes généraux et stables, l'évaluation des conditions et des résultats du travail devient plus aisée. Le chef dispose d'une marge de jugement personnel de plus en plus réduite : il n'est qu'un intermédiaire et le conflit ne peut porter que sur la politique de l'entreprise, sans s'enraciner dans les aspects professionnels du travail. Le conflit, quand il existe, devient de plus en plus impersonnel, ce qui traduit l'évolution générale, maintes fois indiquée : plus la production s'organise, plus le sujet historique devient collectif, plus le [276] pouvoir se concentre et donc plus les conflits sociaux deviennent politiques.

Mais cette évolution signifie aussi que les travailleurs sont de plus en plus collectivement porteurs du sujet historique. Très concrètement, c'est par équipe, atelier, entreprise, secteur industriel, classe ouvrière nationale ou internationale que les ouvriers agissent sur la production et sur le pouvoir, exercent leur conscience de création et de contrôle. L'organisation des travailleurs dans des associations professionnelles, syndicats ou autres, s'appuie sur cette évolution qui donne aussi une importance croissante aux groupes de travail et à leur fonctionnement, à la nature des réseaux humains de communication.

Ces deux tendances, pour liées qu'elles soient, placent les cadres devant des problèmes différents et souvent opposés. La dépersonnalisation du commandement s'accompagne de l'importance croissante du rôle de leader, d'animateur d'un groupe ou d'un ensemble d'hommes, dévolu au cadre. Dans le système professionnel de travail la personnalisation du commandement s'accompagne d'une négociation avec une organisation informelle s'appuyant sur l'autonomie professionnelle des ouvriers de fabrication. Le contremaître, en particulier, mais souvent aussi le patron lui-même, participe à une culture ouvrière autonome et en même temps la combat au nom du pouvoir patronal : une faible distance culturelle s'associe à une grande distance sociale. La situation est inverse dans le système technique. La production pouvant être considérée d'abord comme un système de communications, l'impersonnalité du commandement s'unit normalement à l'observation et à la manipulation non pas des hommes mais des rôles de produc-

tion, c'est-à-dire de la communication elle-même. La contradiction n'éclate que dans la phase B : c'est alors qu'un cadre doit être un orienteur d'hommes, dans la mesure où persiste encore le système professionnel et donc certaines formes dégradées de l'autonomie ouvrière, et en même temps un organisateur, assurant le respect de règles impersonnelles. Taylor avait vu juste, bien que sa solution fut peu réaliste, en cherchant à faire éclater le contremaître traditionnel et à répartir ses tâches, techniques et sociales, entre un nombre élevé de cadres fonctionnels. Dans la pratique, on tend plutôt à maintenir le rôle d'un contremaître, surtout orienteur, en confiant à des cadres fonctionnels le maintien des règles impersonnelles de travail : organisation et commandement tendent à être séparés, non sans que subsistent les conflits, présents tout au long de l'échelle hiérarchique, entre linéaires et fonctionnels, entre commandement et organisation. Un tel conflit n'est pas soluble : on ne peut qu'apprendre à le gérer, à l'empêcher d'éclater sous une forme violente, car il transcrit, non des exigences humaines opposées, mais [277] la rencontre et la contradiction du système professionnel et du système technique de travail.

L'évolution du groupe de travail est liée à celle de l'organisation et du commandement. Dans chacun des deux systèmes de travail, on ra vu, les relations interpersonnelles sont en liaison directe avec l'organisation professionnelle. Mais dans le système professionnel, des relations se forment dans le cadre de l'autonomie ouvrière, alors que dans le système technique, elles peuvent et doivent être considérées comme un élément essentiel du système des communications socio-techniques. Dans le premier cas, on parlera d'équipe, dans le second de réseau. Dans l'équipe, la tâche collective définit un champ dans lequel les individus entrent en relations, non pas en fonction seulement de leur rôle professionnel, mais d'un nombre variable de leurs rôles sociaux : ils communiquent et s'évaluent comme personnes. Le caractère direct et fréquent de ces contacts permet aux membres d'une équipe de se connaître dans leur caractère, leurs goûts personnels, leur vie privée. Dans un réseau au contraire, les relations interpersonnelles sont indirectes et limitées par l'emploi de moyens indirects et codifiés de communication, mais inversement le rôle professionnel réel n'est plus définissable qu'en tenant compte des caractéristiques personnelles de chacun, ce qui explique l'apparition d'épreuves de personnalité dans les examens de sélection professionnelle.

Au centre du passage du système professionnel au système technique, la phase B ne connaît ni l'équipe ni le réseau, mais la série : les ouvriers placés au long d'une chaîne de fabrication ne constituent ni une équipe réelle, car ils ne possèdent pas d'autonomie professionnelle, ni un réseau, car ils ont en vue des tâches d'exécution directe plus que de communication. Aussi le groupe de travail devient-il une réalité, au sens le plus général, informelle, c'est-à-dire qui n'est pas prise en compte dans le système d'organisation du travail. Mais cette informalité n'est qu'un mélange de formes dégradées de l'ancienne équipe, de formes élémentaires de réseau et de relations purement interpersonnelles, dernier retranchement humain d'ouvriers qui se sentent étrangers à leur travail et à leur entreprise.

Cette observation est encore trop générale, dans la mesure où elle ne tient pas compte du type d'organisation du travail, c'est-à-dire de ses niveaux de participation, de revendication, d'initiative et d'intégration. Le problème est de savoir si des niveaux peu élevés de fonctionnement des organisations manifestent la permanence de certains éléments du système professionnel de travail et, au-delà, des sociétés traditionnelles, ou si l'écart par rapport au type le plus élevé d'organisation peut tenir à d'autres causes.

[278]

Dans quelles conditions l'état des relations d'autorité dépend-il directement du degré d'aliénation bureaucratique ou au contraire est-il soumis à l'état des autres types d'aliénations ? Le raisonnement précédemment utilisé est entièrement valable. Plus est fortement constitué le milieu technique, plus s'affirme le primat des problèmes politiques, de pouvoir. Plus l'organisation, par conséquent, fonctionne à un niveau élevé, moins est grande l'autonomie des relations d'autorité, qui ne sont qu'une transcription directe des relations de pouvoir. Ceci est aussi vrai lorsque existe une forte conscience de participation au pouvoir politique que lorsque apparaît une grande aliénation politique. Dans l'un et l'autre cas, les cadres ne sont que des relais de décisions du pouvoir dont ils sont les délégués, les commissaires ou les officiers. Les conflits au niveau des relations sociales sont évacués vers le haut.

À l'inverse, ils sont évacués vers le bas lorsque l'organisation fonctionne au niveau le plus bas, au nom du technicisme et du ritualisme. Dans un monde de

robots, le contremaître dispose d'aussi peu d'autonomie que dans un mouvement de spontanéité révolutionnaire.

Les relations sociales constituent donc un domaine plus autonome quand les organisations où elles se situent fonctionnent à un niveau intermédiaire et surtout au niveau 3. Le projet des membres est alors dirigé vers un groupe concret.

La recherche de bonnes relations humaines, lorsqu'elle s'isole de la lutte contre d'autres formes d'aliénation, aboutit ainsi à renforcer l'autonomie de l'organisation par rapport à la technique et au pouvoir, c'est-à-dire à développer l'aliénation bureaucratique, ce qui peut constituer la solution la plus satisfaisante. Pour ceux dont la participation et la revendication se situent à un niveau intermédiaire, pour tous les *hommes de l'organisation*.

L'établissement de relations et de négociations face à face dans une organisation est en principe la solution la plus rationnelle, soit lorsqu'une organisation s'identifie au sujet historique, s'estime en parfaite conformité avec les exigences des membres de la société, ce qui relève de l'illusion technocratique, soit lorsque l'organisation se trouve en fait empêchée de fonctionner au niveau le plus élevé, ce qui se produit en particulier lorsque les visées des travailleurs sur la société sont incohérentes, archaïques ou incapables de se manifester.

En résumé, les relations humaines constituent un domaine d'autant plus autonome que, dans un milieu technique fortement constitué, le niveau d'implication des membres et de direction des dirigeants des [279] organisations est plus nettement moyen ; cette autonomie est dysfonctionnelle en ce qu'elle a des conséquences bureaucratiques.

F. LA RÉMUNÉRATION

[Retour à la table des matières](#)

Les systèmes de rémunération sont des réalités plus concrètes, moins identifiables à des notions théoriques que les relations d'autorité. Il est donc utile de les évoquer pour indiquer, sur cet exemple important, un type de démarche intellectuelle qui peut en aider l'analyse.

L'évolution du travail fournit un premier cadre de référence. Dans le système professionnel de travail la rémunération correspond à l'exécution du travail, soit qu'elle prenne la forme d'un tarif accordant un taux horaire aux ouvriers possédant un certain métier ou une certaine qualification, soit qu'elle soit un salaire aux pièces, au sens strict de cette expression. Dans le système technique de travail, à l'inverse, elle porte sur la participation à une oeuvre collective et tend à indiquer le niveau technique du travailleur plus que sa production. Au centre du passage de l'un à l'autre, dans la phase B, la rémunération est surtout liée au rendement qui réunit l'exécution personnelle et la participation à une oeuvre collective d'une manière particulièrement nette quand le salaire est divisé en salaire de base et primes de production. Il n'est pas nécessaire d'entrer dans de plus grands détails et de suivre en particulier les formes intermédiaires qui correspondent mieux à la phase A qu'au système professionnel et à la phase C qu'à un système technique pleinement réalisé.

Mais la rémunération n'est pas la simple expression de la nature du travail : elle est inséparable des relations de pouvoir. Si l'on admet qu'en théorie l'opposition des classes sociales - patronat et classe ouvrière - est liée aux sociétés traditionnelles et donc encore au système professionnel de travail, alors que la civilisation industrielle remplace cette opposition par celle des dirigeants et des salariés, on doit penser que les systèmes de rémunération sont d'autant plus directement marqués par la volonté patronale qu'ils correspondent davantage au système professionnel de travail.

Ceci ne signifie en aucune manière que la détermination des salaires se réfère d'autant moins au *fonctionnement* général du système économique que l'évolution industrielle est moins avancée. C'est dans cette situation que la lutte autour des salaires est la plus directe, lutte pour le partage du produit du travail plus que conflit à l'intérieur d'un souci commun d'accroître la production et la productivité. Au contraire, [280] la politique sociale des salaires - gouvernementale, industrielle ou ouvrière - est, dans le système technique, étroitement liée à une politique économique. La situation intermédiaire, celle de la phase B, unit d'un côté la lutte ouverte contre l'exploitation patronale et de l'autre les conflits nés autour du contrôle d'un modèle rationalisateur. Dans ce cas, le combat porte à la fois sur l'essence de la rémunération, c'est-à-dire sur le pouvoir capitaliste, et sur l'organisation cohérente des rémunérations à l'intérieur de l'entreprise, souci qui est le corollaire de la politisation des salaires dans le système technique de travail. Cette double nature, le mélange incessant de revendication en termes de besoins sociaux des travailleurs et de revendication anticapitaliste, conduit à accroître l'importance du rôle stratégique des systèmes de rémunération, toute rationalisation interne d'un ensemble de rémunérations visant, du côté patronal, à écarter la revendication anticapitaliste et à affaiblir la pression syndicale, et toute politique syndicale des salaires appuyant son inspiration anticapitaliste sur une volonté d'accroître la rémunération immédiate des travailleurs.

Chacun des deux partenaires est donc amené à défendre des positions en apparence contradictoires. Le patronat défend à la fois son droit de détermination unilatérale des salaires et la nécessité d'un système stable et organisé correspondant à l'état du développement économique ; les syndicats combattent la situation salariale dans son ensemble au nom d'une rationalisation de la société et réclament des augmentations en profitant des conditions économiques ou professionnelles favorables. Pour eux aussi la stratégie devient l'objectif principal, capable de concilier dans la lutte ces orientations opposées. Ils veulent avant tout obtenir le pouvoir de négocier les salaires, tandis que paradoxalement le patronat cherche à éviter la négociation au nom d'une organisation interne des rémunérations, qui n'a de sens que dans une situation sociale où ne peut plus exister le pouvoir patronal.

Dans le système de production le plus avancé la revendication des salariés repose sur deux principes apparemment fort éloignés l'un de l'autre. Alors qu'au début de l'évolution du travail, défense professionnelle et défense économique

sont à la fois autonomes et très proches l'une de l'autre, à son point d'arrivée - provisoire - les salariés défendent d'un côté leur profession, la continuité de leur emploi et de leur carrière, et de l'autre une organisation de la vie économique qui les mette à l'abri des conséquences néfastes que peuvent entraîner les changements de plus en plus rapides du système de production. Ces deux orientations ont en commun de privilégier les problèmes de l'emploi sur ceux qui dépendent des formes de rémunération.

Encore faut-il ajouter que les systèmes de rémunération sont liés [281] d'autant plus nettement au niveau de fonctionnement des organisations qu'on se situe plus avant dans l'évolution du système de production. Ce qui nous ramène à des considérations analogues à celles qui ont été présentées dans les pages précédentes à propos de la situation professionnelle de travail et des relations humaines

L'aspect manipulatif des systèmes de rémunération est d'autant plus accentué que le niveau d'organisation est plus bas, ce principe général devant être corrigé par les remarques déjà présentées au chapitre IV, à propos des décalages entre le niveau d'implication des membres d'une organisation et la politique de ses dirigeants.

En résumé, plus on s'engage dans une civilisation industrielle avancée, dont le développement du système technique de travail est une caractéristique centrale, plus le système de rémunération s'intègre à une politique économique et sociale générale. Dans le système professionnel de travail, théoriquement associé au pouvoir capitaliste, le salaire apparaît au contraire comme déterminé par le conflit direct de l'autonomie ouvrière et de la recherche autoritaire du profit patronal. Le passage du système professionnel au système technique est marqué par une floraison de modes de rémunération qui ne sont ni de pures techniques de rationalisation, ni de simples avatars d'un conflit dont la nature traditionnelle ne serait pas profondément modifiée, mais des stratégies patronales et par contrecoup ouvrières, combinant contradictoirement le maintien de l'ancienne opposition directe du travail et du profit et la recherche de liens entre la rémunération et le développement de la production ou de la productivité. Si l'on se place à l'intérieur du modèle théorique de la civilisation industrielle, le système professionnel de travail, comme le fonctionnement des organisations à d'autres niveaux que le plus élevé

sont l'un et l'autre des facteurs de retard dans la politisation de la rémunération, mais il n'existe pas de correspondance directe entre ces facteurs, les organisations ne s'élevant pas toujours vers le niveau 4 à mesure que se constitue le système technique : d'autres causes que professionnelles, et qui tiennent aux orientations des acteurs, expliquent le maintien d'une organisation à un niveau bas de fonctionnement, alors même qu'est déjà installé le système technique de travail.

La rémunération comme l'organisation du travail ne sont donc ni des caractéristiques objectives de la situation de travail, ni des éléments d'une politique patronale unilatérale, mais des signes de l'évolution du sujet historique, liée à l'apparition de la civilisation industrielle et à la transformation des relations sociales de travail.

[282]

II. LA CONSCIENCE OUVRIÈRE

A. CONSCIENCE ET ATTITUDES OUVRIÈRES

[Retour à la table des matières](#)

De même que le passage du système professionnel au système technique de travail constitue le moment central de passage des sociétés traditionnelles à la civilisation industrielle, de même l'opposition de l'ancienne et de la nouvelle conscience ouvrière est située au cœur du grand retournement qui conduit de la conscience à la fois fière et soumise, et donc de la conscience constituante, à la conscience créatrice et à ses risques nouveaux d'aliénation.

L'expression de *conscience ouvrière* n'est pas habituellement employée. Elle n'est pas une notion descriptive : l'état de la conscience ouvrière n'est pas une manière globale de désigner ce que pensent les ouvriers, la *mentalité* ouvrière à un moment et dans des conditions données, correspondant à la situation dans laquelle est menée une enquête, ou sont recueillis des témoignages. Elle n'est pas non plus une manière indirecte de désigner la conscience de classe, comme si elle n'était qu'un mélange de celle-ci et de ce qui la dégrade : soumission aux formes de do-

mination sociale, apathie, recherche de satisfactions individuelles sans se référer à leurs conditions sociales, etc.

La conscience ouvrière est la manifestation du sujet historique qui ne peut être atteint qu'à travers elle et la conscience des maîtres ou des dirigeants. Principe d'analyse de données empiriques, elle n'est pas un jugement porté par les acteurs sur leur situation.

La distinction entre le projet, tel qu'il a été défini au chapitre consacré aux organisations, et la conscience ouvrière est plus simple et moins tranchée, car il s'agit ici de deux notions actionnalistes, mais intervenant à des niveaux différents de la réalité sociale. La notion de conscience ouvrière nous situe d'emblée au niveau sociétal qui, dans la civilisation industrielle, ne correspond à aucune collectivité particulière, si vaste soit-elle, et ne s'analyse que délivrée de toute expression organisationnelle.

Elle se définit toujours par une combinaison de trois éléments. D'abord une conscience de soi, un *principe d'identité* au nom duquel sont présentées des revendications et dont la forme change selon le système de travail considéré, défense du métier dans le système [283] professionnel, puis défense du rôle professionnel et enfin défense de la profession. Ensuite, une conscience de l'adversaire, *principe d'opposition* au patron exerçant un pouvoir à la fois économique et personnel, au chef d'entreprise ou au dirigeant. Enfin, une définition du champ du conflit social, un *principe de totalité*. À défaut de cette composante la revendication ne s'inscrit pas dans un système d'action historique, ne vise pas le système de production dans son ensemble, mais défend seulement des intérêts particuliers contre d'autres intérêts particuliers.

La conscience ouvrière est un mode de constitution d'un champ d'action historique. Elle ne se confond donc pas avec l'ensemble des attitudes au travail. La manière dont un individu évalue ses chances de vie, dont il définit son milieu et les barrières qui l'empêchent de pénétrer dans d'autres milieux, dont il se représente la stratification sociale, sont des domaines d'opinions et d'attitudes dans lesquels l'analyse actionnaliste peut et doit pénétrer mais qui relèvent aussi et d'abord d'autres modes d'analyse et surtout d'une démarche fonctionnaliste. (Nous nous per-

mettons de renvoyer ici à l'analyse détaillée de ces problèmes présentés dans notre livre : *La conscience ouvrière*, à paraître)

B. L'ANCIENNE CONSCIENCE OUVRIÈRE

[Retour à la table des matières](#)

L'ancienne conscience ouvrière est donc dominée par le double mouvement qui est celui de la conscience fière et de la conscience soumise, qui correspond lui-même à la double situation du travailleur, transformateur de la nature, créateur ou utilisateur des techniques, et soumis à l'aliénation naturelle, à la dépendance par rapport à des réalités naturelles, en lui et hors de lui. La conscience fière s'appuie sur l'autonomie professionnelle du travail ouvrier, la conscience soumise repose sur l'utilisation directe de l'homme comme source d'énergie, comme moteur, et sur la soumission de son travail aux lois naturelles qu'il rencontre sans les dominer par la connaissance scientifique et la reconstruction technique. Plus cette aliénation naturelle est grande et plus est forte la conscience constituante, par laquelle le travailleur reconnaît l'existence d'une classe supérieure qu'en même temps, au nom de sa conscience fière, il combat. Ce double mouvement s'applique à tous les aspects de la situation de travail, à la situation professionnelle, aux relations de travail, aux relations de classes, à la vie hors travail dans le milieu d'habitation et de loisirs.

D'une manière générale, il se traduit par la conscience ouvrière d'appartenance à des collectivités concrètes, à des communautés, terme qui [284] évoque la célèbre opposition établie sous des formes diverses par plusieurs sociologues du début du siècle, par Tönnies comme par Durkheim.

Loin d'être simple, cette appartenance est toujours contradictoire. Elle est à la fois conscience collective du rôle spécifique et fondamental des travailleurs et incapacité de le concevoir directement. Le travailleur défend son être plus que son action. Sur le plan professionnel, l'ancienne conscience ouvrière est conscience de qualités et d'attributs plus que de rôles sociaux. La défense de l'autonomie professionnelle est à la fois défense des droits du travail et vision limitée d'une société qui n'est pas conçue comme le produit du travail.

De même, l'expérience du groupe de travail est organisée autour de la communauté professionnelle, mais la richesse et la polyvalence des rapports interpersonnels, en même temps qu'elles renforcent la conscience d'être ouvrier, l'affaiblissent, car il s'agit moins de la conscience d'une fonction sociale que d'un groupe, apte à se défendre dans sa particularité concrète, voire même dans ses privilèges.

Le patron est combattu, comme celui qui est étranger au travail et qui vit du travail des autres, mais, nous l'avons plus longuement indiqué au chapitre III, la domination de classe est ressentie avant tout comme pouvoir personnel et cette personnalisation de la dépendance interdit son analyse en termes socio-économiques généraux. Elle manifeste la confusion de la conscience fière et d'une conscience constituante qui reconnaît l'existence d'un domaine étranger au travail, celui des décisions sociales, prises par ceux qui organisent le travail, qui *donnent* même aux ouvriers du travail. Le patron est à la fois le créateur et le profiteur, contradiction qui n'est surmontée que par la transposition de l'analyse sociale en termes psychologiques, par la distinction des bons et des mauvais patrons, ou du bon patron et de ses mauvais représentants.

Enfin, le quartier, la cité ou la ville ouvrière ne donnent force à la conscience et à la résistance ouvrières qu'en leur imposant des limites trop concrètes, faisant naître une conscience populaire plus qu'ouvrière, conscience d'un milieu très vaste qui se définit comme celui des travailleurs, mais aussi comme celui des pauvres ou des petits et dans lequel la situation professionnelle ou le rapport au capital n'interviennent que comme des éléments non isolables d'un ensemble plus complexe et plus concret.

Dans cette situation, l'absence de modèles rationalisateurs explicites empêche que le principe de totalité, présent dans toute forme de conscience ouvrière, prenne la forme d'une référence à la société considérée comme système de production. Aussi se retourne-t-il souvent, d'une manière utopique, vers une conception de l'ordre social et de la gestion [285] empruntée aux sociétés traditionnelles. Plus concrètement, l'action ouvrière est menée au nom d'une totalité concrète, le *peuple* ou la *nation*, et non au nom d'un modèle de fonctionnement du système économique et social. La société est conçue comme la collectivité des travailleurs dont les besoins sont en opposition avec la loi du profit privé qui commande au jeu des échanges.

C'est pourquoi l'ancienne conscience ouvrière apparaît dominée par l'opposition directe d'un principe d'identité et d'un principe d'opposition. Certaines catégories ouvrières, les ouvriers qualifiés du bâtiment ou les typographes par exemple, sont plus sensibles à la défense de leur métier ; d'autres, comme les mineurs ou les dockers, qui n'ont pas de véritable métier qualifié, se définissent plus naturellement par leur soumission au pouvoir patronal, manifesté soit par les exigences du rendement soit par l'instabilité de l'emploi.

Ni dans un cas ni dans l'autre ne se développe une véritable conscience de classe, bien que la combativité de ces catégories puisse être extrêmement forte.

C. LA CONSCIENCE DE CLASSE PROFESSIONNELLE

[Retour à la table des matières](#)

L'ancienne conscience ouvrière ne peut être nommée conscience de classe, car, conscience et défense de l'autonomie ouvrière en même temps qu'utopie révolutionnaire, elle est à la fois en deçà et au-delà d'une représentation de la société comme conflit de classes, elle manque de toute référence à un système économique et social concret, comme Marx l'a bien souligné dans sa critique des diverses écoles socialistes et communistes qui fleurissaient dans sa jeunesse en France, en Angleterre et même en Allemagne.

Mais historiquement elle se mêle le plus souvent à une autre forme de conscience ouvrière. La naissance de la civilisation industrielle, les bouleversements de la vie économique et sociale traditionnelle, la formation d'un capitalisme qui, au-delà des luttes qui opposent banquiers et entrepreneurs, dominant manifestement l'ensemble de la société, font éclater l'isolement de l'ancienne conscience ouvrière, suppriment la conscience constituante et font apparaître le conflit des maîtres et des travailleurs comme la définition même de la société.

L'apparition d'une société industrielle entraîne théoriquement le déclin de la notion de classe sociale, son remplacement par celle de groupes d'intérêts qui s'en

distingue en ce que les conflits où ceux-ci sont [286] engagés se situent à l'intérieur d'un modèle rationalisateur, dont l'existence introduit une vision d'ensemble, économique en même temps que sociale, de la société. L'utopie saint-simonienne, dès le début de l'industrialisation, anticipe sur son développement futur.

Mais ce mouvement simple par lequel la conscience de classe disparaît au nom même des transformations qui permettent son apparition, s'il est d'une extrême importance théorique, est bien loin de correspondre à la réalité historique, au moins dans les vieilles régions industrielles. La civilisation industrielle, en Europe occidentale surtout, n'est apparue d'abord que négativement, comme dissolution des particularismes et des autonomies, comme domination et généralisation du marché, ce qui constitue le moment historique de la pensée marxiste. Les formes de travail et de domination sociale restèrent longtemps et restent encore en partie traditionnelles, antérieures à la civilisation industrielle. Ainsi se définit une situation particulière, où le métier et le pouvoir personnel continuent à s'opposer comme dans les sociétés traditionnelles auxquelles est liée l'ancienne conscience ouvrière, mais où leur conflit prend un sens nouveau, du fait qu'il se situe dans une économie industrielle, dont Marx a senti, plus profondément que tout autre, le caractère révolutionnaire.

Dans cette situation, la conscience ouvrière est à la fois ancienne et nouvelle. Conscience de métier, donc conscience fière traditionnelle, elle s'oppose à la naissance de la civilisation industrielle ; elle se défend surtout contre la mécanisation et la perte de son autonomie professionnelle, sans être encore orientée vers un modèle rationalisateur ; mais cette action défensive est déjà interprétée en un sens nouveau, car la mécanisation apparaît l'œuvre d'un pouvoir industriel central et hostile. Entre le métier et la mécanisation s'interpose le capitalisme. De même l'opposition aux maîtres reste celle du travail contre l'argent, défense des droits ouvriers contre l'arbitraire patronal, de la production contre la spéculation, de la pauvreté contre la richesse. Mais cette opposition d'une classe contre une autre classe prend un sens nouveau du fait du développement industriel, de la création des fabriques et de la mécanisation du travail. Entre la classe ouvrière et la classe dominante s'interpose l'industrialisation.

Cette classe ouvrière s'oppose à une absence totale de contrôle sur ses conditions de travail et d'emploi. Mais cette opposition n'est pas menée au nom de la

nouvelle conscience créatrice ; elle est dirigée par la conscience fière traditionnelle.

Il faut parler de conscience de classe professionnelle lorsque le métier ouvrier n'est pas détruit par la rationalisation, en particulier, n'est pas soumis aux exigences du travail en grande série. Dans ces conditions, le [287] principe d'identité traditionnelle se maintient tandis que le principe d'opposition se transforme. La conscience de classe s'appuie fortement sur la conscience de soi et tend parfois à confondre son adversaire de classe et la société industrielle ; elle se dégrade dans une simple résistance professionnelle, mais la confiance des ouvriers dans une transformation des méthodes de production qui ne détruit pas leur métier les oriente vers l'avenir, ce qui restitue à la conscience de classe toute sa force.

D. LA CONSCIENCE DE CLASSE ÉCONOMIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Au contraire, les ouvriers soumis aux contraintes de l'organisation perçoivent d'abord la situation de travail comme un système d'exploitation économique, dominé par la déqualification et les « cadences infernales ». Ils ne peuvent plus s'appuyer sur leur autonomie professionnelle et se définissent par leur rôle dans un système d'organisation. Ici, la conscience de soi prend une forme moderne, tandis que la conscience d'opposition est, comme avant, dirigée avant tout contre le profit patronal, dont les techniques d'organisation apparaissent l'instrument. On parlera donc ici de conscience de classe économique.

Encore faut-il pour qu'elle se forme que les travailleurs possèdent un rôle technique qui leur donne un principe de revendication. L'ouvrier non qualifié ne peut posséder qu'une conscience de non-contrôle, revendication qui ne s'élève pas au niveau de la conscience de classe par absence de principe positif d'action. Cette catégorie ne peut donc s'engager que dans des actions hétéronomes, comme l'ont bien senti tous les critiques du syndicalisme de masse, en particulier M. Collinet (*Esprit du syndicalisme*, Éditions Ouvrières, 1951).

Aussi cette conscience de classe économique est-elle plus vive chez les travailleurs qualifiés, manuels ou non manuels, qui participent positivement à la connaissance technique.

La contradiction vient ici de ce que cette forme de conscience de classe ne représente qu'un élément, parfois central, parfois secondaire, d'une nouvelle conscience ouvrière. Plus le niveau technique d'un individu s'élève et plus il s'oppose au pouvoir de classe traditionnel, mais plus aussi il est fortement engagé dans la civilisation industrielle, sensible à la force créatrice du mouvement rationalisateur en même temps qu'aux divers groupes d'intérêts dont il fait partie.

Pour que s'impose cette conscience de classe, il faut que les aliénations nouvelles soient toutes fortes et que leur unité soit interprétée comme l'effet du pouvoir patronal. Mais ceci n'est possible que lorsque [288] le travailleur est tellement écrasé par son travail qu'il ne se réfère plus à la civilisation industrielle et perd ainsi tout principe de revendication active, autonome, et donc de conscience de classe. Le principe commun à ces deux analyses est que la conscience de classe, forme de la conscience ouvrière, ne peut apparaître que quand, aux aliénations subies, le travailleur oppose un principe revendicatif, quand l'absence de contrôle est ressentie comme telle au nom d'un rôle créateur, qu'il soit professionnel ou technique. On le verra plus loin : de la misère, de la prolétarianisation ne naît pas la conscience de classe, mais peut seulement naître une action de classe hétéronome.

En d'autres termes la conscience de classe se forme dans la mesure où l'ouvrier se sent à la fois inclus dans la civilisation industrielle, ce qui permet au principe de totalité de la conscience ouvrière de prendre la forme d'une référence au système de production dont la fonction de développement est reconnue, et lié à une situation dans son principe extérieure à la civilisation industrielle, qu'il s'agisse de la défense du métier ou de l'opposition au profit patronal.

Concrètement, le travail dans la grande industrie mécanisée, correspondant à la phase B de l'évolution technique et professionnelle, favorise le développement des deux versants, professionnel et économique, de la conscience de classe.

Lorsque la revendication ouvrière se situe dans une situation traditionnelle, elle peut s'appuyer sur une conscience de la classe ouvrière et de la classe capitaliste mais non sur une conscience de la société comme système de rapports sociaux de

travail ; lorsqu'elle se situe complètement dans la civilisation industrielle, elle est sensible à la pluralité des problèmes sociaux, des aliénations dans le travail, et perd la référence à la classe ouvrière ou à la classe dominante comme groupes sociaux réels. Elle ne devient pas pour autant une simple volonté de défense économique, mais ce n'est plus dans la notion de classe qu'elle trouve son principe d'orientation.

La notion de conscience de classe n'appartient pas à l'analyse théorique la plus générale ; elle n'appartient qu'aux sociétés industrielles en formation, ou coexistent l'industrialisation, principe de la civilisation industrielle, et le pouvoir de classe, soit seul, soit associé au métier ouvrier, l'un et l'autre manifestant le maintien de la société traditionnelle.

Le raisonnement, quoique plus ample, n'est pas différent ici de ce qu'il était dans l'analyse de l'évolution professionnelle : la phase B, [289] celle du travail en série, n'a pas d'existence théorique propre mais sa réalité pratique doit être comprise comme la rencontre et la contradiction du système professionnel et du système technique de travail.

E. LA NOUVELLE CONSCIENCE OUVRIÈRE

[Retour à la table des matières](#)

Considérée en général, la nouvelle conscience ouvrière est fondée, non sur le sentiment d'appartenance à des communautés concrètes, mais sur la compréhension de la société comme système d'action historique, opposant à ses membres divers types d'aliénation séparés les uns des autres par leurs causes, mais unis par leur signification, qui est toujours d'opposer un obstacle à la volonté de création et de contrôle des travailleurs.

Au lieu que le sort du travailleur apparaisse lié à celui de groupes concrets, il semble lié aux divers niveaux de fonctionnement de la société. La revendication est moins particulière et devient à la fois plus générale, c'est-à-dire plus politique, et plus personnelle, plus morale. La politisation de la nouvelle conscience ouvrière est son trait le plus frappant, ce qui peut étonner alors que, dans les pays occi-

dentaux au moins, de très nombreux observateurs insistent sur la dépolitisation de l'opinion publique. Ce second phénomène sera évoqué à propos du mouvement ouvrier, mais l'indifférence pour le fonctionnement des institutions politiques ne peut être confondue avec une absence de référence à la société globale. Ce type de référence devient de plus en plus central à mesure que s'organisent à la fois la fabrication et la production. Le système économique est considéré de plus en plus directement dans son unité, c'est-à-dire à la fois comme production et comme répartition.

Cette unité définit le lien de ces deux tendances apparemment opposées : la *politisation* et la *privatisation* des revendications. La défense de la vie privée, dans le travail et hors de lui, ne peut plus être l'attachement à une communauté et à un genre de vie traditionnels. La vie privée est d'abord la participation personnelle aux biens massivement produits par la civilisation industrielle.

Le niveau de consommation est une préoccupation constante des travailleurs comme de toutes les catégories sociales : aucune n'est indifférente à son salaire mais, comme on l'a déjà vu, il est inutile d'évaluer l'importance de cette préoccupation comparée à d'autres, car il ne s'agit pas pour les salariés de choisir entre plusieurs buts, mais de dépasser ou non la formulation individuelle de la revendication en une analyse sociale plus ou moins générale. Ce qui est nouveau n'est [290] donc pas un intérêt plus grand pour la consommation, mais la liaison plus étroite qui est établie entre le rôle de producteur et la situation de consommateur. C'est dans le système professionnel de travail qu'existe une autonomie des préoccupations économiques, contrepartie de l'autonomie des préoccupations professionnelles ; le passage au système technique de travail tend à les unir dans le souci d'une défense plus globale des travailleurs : le droit à un niveau de vie plus élevé se fonde désormais sur le développement économique. Par conséquent, l'insatisfaction économique est de plus en plus fonction, non d'un niveau de satisfaction de besoins supposés stables, mais du degré de liaison perçu entre le progrès de la production et l'amélioration des conditions de vie.

De nombreux enquêteurs (par exemple A. Girard, « Une enquête sur les besoins des familles », dans *Population*, octobre-décembre 1950, ou J. Dofny, C. Durand, J.-D. Reynaud et A. Touraine, *Attitudes des ouvriers de la sidérurgie à l'égard des changements techniques*, Paris, I.S.S.T. ronéo, 1957) ont été frappés de constater, entre 1950 et 1958, le pessimisme des ouvriers français qui affir-

maient, en contradiction avec tous les chiffres disponibles, que leur situation empirait. Ce paradoxe ne se résout-il pas aisément si l'on admet que dans cette période d'expansion économique les ouvriers français n'avaient pas le sentiment que ce progrès était géré dans l'intérêt de la collectivité nationale et en particulier des ouvriers eux-mêmes. Sentiment qui peut conduire jusqu'à la perte de légitimité sociale des institutions porteuses du pouvoir économique et social. Les enseignants peuvent constater que leur nombre augmente, que les crédits de l'Éducation nationale progressent rapidement et pourtant leur mécontentement est vif, du fait qu'ils sont convaincus que l'action de l'État, loin d'animer et d'accélérer le progrès dû au renouveau démographique et à l'élévation du taux de scolarité, ne fait que suivre, insuffisamment et avec retard, la situation sociale.

Si le niveau de vie des ouvriers français n'est pas sensiblement différent de celui des ouvriers de l'Allemagne fédérale, les premiers n'ont pas la confiance qu'ont au total les seconds dans le parallélisme, au moins partiel, du progrès économique et du progrès social. La montée des prix, dont la peur est avivée par la dure expérience des années d'inflation de l'après-guerre, est source d'insatisfaction profonde, au même titre que la crise du logement, non pas seulement parce qu'elles trahissent des difficultés redoutables et qui risquent de s'aggraver, mais surtout parce qu'elles manifestent l'incapacité de la société, c'est-à-dire de ses dirigeants, à lier étroitement le développement économique et le progrès du niveau et des conditions de vie.

La conscience ouvrière souffre surtout, dans un pays comme la France, [291] de l'absence d'un temps social global ; elle est déchirée entre un temps continu, celui du progrès technique et économique, et un temps discontinu, succession de périodes de dégradation de la situation ouvrière et de moments violents et brefs au cours desquels les travailleurs reconquièrent un pouvoir de décision économique et politique, que bientôt une coalition de forces adverses, opposées au progrès économique lui-même ou à sa liaison avec le progrès social, leur fait perdre.

Les travailleurs qui sont soumis à un ensemble écrasant d'aliénations peuvent se replier entièrement sur leurs préoccupations individuelles, acceptant un travail pénible ou monotone et une organisation autoritaire pour obtenir un salaire plus élevé. Mais entre l'existence d'un projet professionnel et social élaboré et l'absence de tout projet, la revendication économique, au sens qui vient d'être défini, traduit déjà la présence de la conscience créatrice. Celle-ci est le principe de résis-

tance à l'aliénation politique, bureaucratique ou techniciste, et dans certaines conditions, qui sont surtout celles des sociétés occidentales industrialisées et à niveau de vie relativement élevé, elle peut prendre la forme d'une revendication économique, appel à l'unité et au contrôle par la collectivité du système économique. Les hauts salaires ne représentent pas seulement des satisfactions individuelles mais la conscience de participer aux produits du travail collectif. Si les travailleurs s'estiment soumis à un ensemble complexe d'aliénations et si leur niveau de vie est bas, leur conscience ne peut que se dégrader entièrement. C'est alors qu'apparaissent les conduites de pur retrait social : débrouillardise individuelle et vol dans les entreprises, indifférence pour les revendications collectives, consommation ostentatoire ou emploi de stupéfiants.

À l'inverse, le souci du niveau de vie perd de son autonomie à mesure que s'atténuent les diverses aliénations, et d'abord la plus générale, l'aliénation politique ; la conscience créatrice s'incarne alors dans une conscience de participation à l'organisation de la société. Il ne disparaît assurément pas, mais se lie à l'espoir d'une récompense différée, dont la forme extrême est la confiance en la construction pénible et exaltante d'une société future à laquelle se sacrifie la génération présente.

De même, l'atténuation de l'aliénation bureaucratique fait perdre son indépendance à la revendication économique, en la rendant plus collective, en la liant à la défense d'un certain type de relations humaines. Plus nettement encore, l'absence d'aliénation technique, c'est-à-dire tout la possession d'un emploi technique, comportant des responsabilités, diminue sinon l'importance, du moins l'autonomie de la revendication [292] économique. Mais il est faux de dire qu'un travailleur, un chercheur dans un laboratoire scientifique par exemple, accepte un salaire moindre au profit d'un travail plus indépendant et plus créateur. Un tel choix peut lui être imposé par les circonstances, mais il le refuse dans son principe, car sa conscience ne sépare pas son projet professionnel de sa revendication économique : il veut être rémunéré en rapport avec ce qu'il estime être son utilité sociale.

La politisation de la conscience ouvrière l'amène à se rapprocher de l'analyse sociologique. Non seulement parce qu'elle devient plus attentive aux études économiques et sociales, mais surtout parce qu'elle s'organise plus clairement aux trois niveaux dont l'ensemble constitue l'analyse théorique. Elle s'unit en effet directement à une analyse actionnaliste de la situation historique de travail et, à ce

titre, devient plus soucieuse des rapports de ce niveau d'analyse avec le niveau fonctionnaliste. Plus le sujet historique devient collectif, plus le fonctionnement des organisations prend l'importance et plus aussi s'imposent les problèmes touchant à la situation relative des individus et des catégories dans les ensembles particuliers par lesquels ils participent au sujet historique. Les revendications des travailleurs portent ainsi de plus en plus sur la carrière de travail, sur la comparaison des carrières et des situations de catégories voisines. Mais on ne saurait considérer ces thèmes comme relevant uniquement d'une volonté d'améliorer les relations humaines dans le travail ; ils sont liés à la notion d'organisation. Au lieu que la situation relative de travail constitue un ordre de préoccupations séparé de la situation absolue de travail, au lieu que la pensée ouvrière juxtapose la revendication au nom des besoins et celle qui se fonde sur l'équité, une unité profonde s'établit, qui réunit la perspective fonctionnaliste à la perspective actionnaliste à travers la notion d'organisation et de système de gestion économique et sociale.

L'appel à la vie privée n'est pas seulement lié au développement de la consommation de masse. Il tire sa plus grande force de la séparation croissante des trois thèmes principaux de l'analyse subjectale. Dans les sociétés historiques et surtout dans les sociétés en voie de développement industriel le travail est le principe central d'organisation de la vie sociale. La situation professionnelle d'un individu définit son milieu, son genre de vie, ses comportements culturels. Plus on avance dans la civilisation industrielle, moins cette affirmation devient acceptable. Non seulement le travail occupe une proportion moins importante des heures de veille, tandis que la société de masse désagrège les communautés de voisinage et les collectivités professionnelles, mais surtout les rapports à autrui et l'expérience de l'existence humaine [293] prennent une indépendance plus grande par rapport à l'expérience du travail. Dans les sociétés traditionnelles l'ordre social et l'ordre naturel du monde s'interpénètrent ou se correspondent, ce qui crée un principe d'unité des diverses expériences du sujet. Lorsque la société apparaît comme un système d'action historique, défini par certaines formes de contrôle social d'un ensemble de modèles rationalisateurs, le domaine du travail devient aussi vaste que celui de la société, mais n'est plus qu'un domaine particulier de l'expérience humaine. Les relations interpersonnelles et collectives deviennent plus électives, ce qui se traduit par exemple par la profonde transformation des relations amou-

reuses et une saisie de l'existence humaine plus personnelle, une sensibilité plus générale aussi bien au plaisir qu'à la tragédie.

La nouvelle conscience ouvrière, on l'a déjà vu, correspond de moins en moins à une classe particulière, considérée comme un groupe ou un groupement social réel. On voit maintenant qu'elle tend à se rompre plus profondément encore et que les revendications dans le travail ne sont plus toujours des revendications de travail, mais prennent leurs racines dans d'autres types d'exigences humaines.

Cette importance croissante de la vie privée s'oppose directement à l'idée d'une société de masse, conçue comme une super-organisation. La revendication ne s'élève plus au nom d'un rôle professionnel et social dans une entreprise, même étendue par la planification aux dimensions d'une société. Elle n'exige pas seulement une participation plus grande, une intégration plus profonde ; elle maintient en face des modèles rationalisateurs et de leur pathologie sociale une exigence de contrôle qui ne se confond avec aucune politique sociale particulière et qui en appelle de plus en plus fortement à la personne, porteuse du sujet historique.

Cette évolution est d'autant plus nette qu'on se place plus directement dans des organisations fonctionnant au niveau le plus élevé.

On doit donc reprendre ici le problème posé au moment correspondant de l'étude de la situation de travail. Comment le niveau de fonctionnement des organisations modifie-t-il la conscience ouvrière, qui ne peut être présentée comme déterminée seulement par les aspects généraux, professionnels et sociaux, du travail ? Ici encore on dira d'abord que le modèle de la nouvelle conscience ouvrière ne peut se réaliser pleinement que dans une organisation fonctionnant au niveau le plus élevé et ensuite que, lorsque tel n'est pas le cas, on ne peut penser que la conscience ouvrière prenne des formes plus proches du modèle correspondant au système professionnel de travail.

Une organisation intégratrice - niveau 3 - tend à se définir elle-même comme système de relations sociales plus que comme organisation, [294] c'est-à-dire médiation du sujet historique. Dans cette situation, la conscience ouvrière se dégrade en attitudes, relevant d'une étude fonctionnaliste et de la pure psychologie sociale. Une organisation instrumentale - niveau 2 - se considère comme un champ où cherchent à se réaliser des projets personnels. La conscience ouvrière s'efface

alors devant la stratégie individuelle, ce qui est *a fortiori* vrai dans une organisation coercitive - niveau 1 -. À mesure donc que s'abaisse le niveau de fonctionnement des organisations, l'analyse actionnaliste se trouve masquée par l'analyse fonctionnaliste des systèmes sociaux, puis par l'analyse individualiste des besoins. Mais la perspective actionnaliste ne disparaît pas ; la conscience ouvrière s'éloigne seulement de sa forme réfléchie, transparente à elle-même. Son absence apparente n'est que l'opacité des aliénations qui pèsent sur elle et dont elle cherche à se dégager par une réaction utopique, individualiste, communautaire ou révolutionnaire, selon les cas.

Apparemment, le même raisonnement pourrait s'appliquer à l'ancienne conscience ouvrière dont les formes dépendent aussi de l'état des relations sociales de travail. Cependant il n'en est rien, car c'est seulement dans le système technique de travail, donc dans la civilisation industrielle, que la notion d'organisation prend un sens, dans une perspective actionnaliste. Dans le système professionnel de travail, l'état des relations humaines doit être analysé d'une part comme expression du pouvoir personnel du patron, ce qui détermine seulement le ton affectif et non l'orientation de la conscience ouvrière, et d'autre part comme fonctionnement d'un système de relations sociales, ce qui place d'emblée l'analyse dans une perspective fonctionnaliste, c'est-à-dire au niveau des attitudes et non pas de la conscience ouvrière. Bien entendu, dans le système technique de travail aussi, l'état des relations humaines et la nature du groupe de travail déterminent les attitudes ouvrières, mais il importe de souligner toujours très fortement à la fois la séparation des deux perspectives et le changement qu'introduit dans leurs rapports l'apparition des organisations rationalisées.

L'ancienne conscience ouvrière, la conscience de classe professionnelle, la conscience de classe sociale et la nouvelle conscience ouvrière représentent ainsi les étapes historiques d'une évolution qui correspond directement à celle de la situation de travail. Seules la première et la dernière représentent des systèmes cohérents, ce qui ne veut pas dire des réalités historiques plus importantes ou des mouvements plus actifs. Les deux versants de la conscience de classe correspondent aux [295] deux versants du passage du système professionnel au système

technique de travail et plus largement des sociétés traditionnelles à la civilisation industrielle.

F. MISÈRE ET RÉVOLUTION

[Retour à la table des matières](#)

Il reste à se demander s'il n'existe pas, au centre même de ce passage, au moins un moment théorique qui serait celui d'une conscience de classe pure et qui correspondrait à la situation des ouvriers non qualifiés travaillant dans le système technique de travail, dans les grandes usines mécanisées en particulier. N'est-ce pas dans ces *masses* ouvrières que le mouvement communiste trouve ses partisans les plus actifs ?

Cette dernière remarque était venue immédiatement à l'esprit du lecteur ; elle est cependant dangereuse, car l'objet de l'analyse présente n'est pas d'étudier des mouvements sociaux organisés, ce qui sera l'objet du chapitre VII, mais seulement la conscience ouvrière sur laquelle ils reposent, mais avec laquelle ils ne se confondent pas, car il est manifestement impossible de définir une conscience communiste, qui serait commune aux agriculteurs, aux ouvriers et aux intellectuels qui appuient ce parti, alors qu'il est possible de définir un mouvement et une politique communistes, ce qui introduit à un type différent d'analyse,

Revenant donc au plan de la conscience historique, on pourrait dire que les catégories ouvrières placées dans des entreprises et dans une économie fortement organisées et ne pouvant s'appuyer sur la défense de l'autonomie ouvrière, animées par la double revendication qui naît d'un travail déshumanisé et d'une situation de dépendance économique et sociale, doivent transformer la conscience de classe professionnelle en conscience de classe pure, car ils sont des prolétaires complets. Cette observation semble d'autant plus juste que la situation économique de ces travailleurs est plus mauvaise : la conscience de classe serait ainsi la réponse à la misère, à l'aliénation généralisée. Ceci engage un principe fondamental de l'analyse. Il est en effet contradictoire avec une analyse actionnaliste, qui est étude du sujet historique, de considérer une forme de conscience comme réponse à une situation, comme si la revendication devenait plus vive à mesure que les contraintes sont plus lourdes. L'idée de conscience constituante a été introduite

pour rendre compte du fait que l'esclave, le serf, l'ouvrier soumis à la plus extrême exploitation, n'ont pas eu de conscience absolument révolutionnaire.

Doit-on dire alors que la réunion d'un grand nombre d'ouvriers dans la même usine a créé les conditions matérielles d'organisation d'une action de classe, jusqu'alors impossible ? L'argument est d'une grande [296] faiblesse : il peut expliquer en partie les caractères d'un mouvement organisé, mais son sens se transforme dès qu'on veut l'utiliser pour une analyse de la conscience ouvrière. Cette concentration n'est qu'un aspect, plus visible que fondamental, de la concentration économique et du développement de l'industrie. Si on en reste à un niveau descriptif, il n'est pas exact que les plus grandes entreprises aient toujours été les foyers les plus actifs du mouvement ouvrier ; l'opinion inverse peut invoquer beaucoup d'exemples, en particulier dans les débuts du mouvement ouvrier, et les typographes, qui furent souvent les premiers ouvriers à s'organiser, ne sont presque jamais réunis dans de grandes entreprises. Cet argument *pratique* n'aborde que par un petit côté le problème beaucoup plus général de la naissance de la civilisation industrielle, qu'il simplifie outrancièrement

Cette remarque critique conduit à une observation plus importante : on ne peut comprendre un mouvement historique que comme la manifestation du sujet historique placé dans une situation donnée, analysable à partir de la signification du travail, qui est action, c'est-à-dire volonté de création et de contrôle. Une catégorie sociale définissable entièrement par la privation, par l'absence de principe revendicatif, c'est-à-dire dans le monde du travail, de conscience de création, ne peut être porteuse de mouvements historiques. Elle peut seulement être *malheureuse*, son insatisfaction prenant les formes les plus diverses, du nihilisme au retrait individuel ou, le plus souvent, à l'appui donné à des mouvements dont l'inspiration vient d'ailleurs. Le mouvement ouvrier n'est pas né de la misère, mécaniquement et, de même, la forte aliénation, politique, bureaucratique et techniciste, à laquelle sont soumis un nombre immense de travailleurs manuels dans la civilisation industrielle qui se constitue en notre siècle, ne conduit qu'à un anti-mouvement social, dont la virulence croît ou décroît selon que s'élève ou s'abaisse le niveau de vie des travailleurs, mais qui n'est jamais par lui-même révolutionnaire. Ce que l'on nommerait conscience de classe pure ne serait ainsi, dans une situation d'extrême misère, qu'une *désorganisation* extrême de la conscience historique, se traduisant par une désorganisation des systèmes de relations sociales et

de la personnalité, comme on peut le voir dans des asiles de vieillards, privés de tout lien avec le travail et la société considérée comme créatrice de travail collectif et dont l'horreur ne peut conduire à une conscience révolutionnaire, pas plus que celle, très analogue, des workhouses des débuts de l'industrialisation en Angleterre.

Incapables de donner naissance à la conscience de classe et à une action de classe autonome, une misère extrême, une prolétarianisation complète constituent cependant une situation révolutionnaire, mais celle-ci, [297] loin d'apparaître comme un mouvement social, ne peut être ici décrite qu'en termes fonctionnalistes : rupture ou décomposition d'une société. Pour que d'une telle situation naisse un mouvement révolutionnaire, il faut que des forces, extérieures aux catégories en situation révolutionnaire, interviennent une fraction de la bourgeoisie peut jouer ce rôle aussi bien que des chefs militaires ou un parti politique se considérant non comme l'expression mais comme l'avant-garde des travailleurs opprimés et aliénés. Conscience de classe et révolution sont donc des termes appartenant à des modes d'analyse différents et que seul un historicisme archaïque peut confondre. Il n'existe pas de conscience de classe sans un principe d'appartenance à une société, point d'appui des revendications, tandis que la révolution est la rupture d'une société à laquelle une partie de ses membres refusent toute légitimité, parce qu'ils s'en sentent totalement exclus.

La revendication n'est pas une réponse à une oppression, mais signe de la présence d'un principe de résistance à l'oppression ; la liberté n'est pas le refus de la dépendance, mais appel à ce qui nomme la dépendance, la privation, et qui doit être vécu de quelque manière par ceux qui s'en inspirent. Les ouvriers ne se seraient pas soulevés s'ils n'avaient pas participé, surtout par le travail qualifié, à la naissance de la civilisation industrielle, possédant ainsi le principe qui leur permettait de revendiquer comme leur la société qu'ils construisaient.

L'analyse de la conscience ouvrière n'est pas l'étude d'un niveau particulier de comportement, celui des opinions, matière première des mouvements organisés ; elle contraint à se souvenir que la situation de travail n'est pas définissable hors du sens que le sujet historique lui donne, hors du projet de création et de contrôle des travailleurs.

[298]

**Troisième partie :
Naissance de la civilisation industrielle**

Chapitre VI

LE SYSTÈME POLITIQUE

I. RATIONALISATION ET POLITIQUE

A. L'ÉTAT SOCIÉTAL

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse politique occupe, dans les sciences sociales, une position doublement fragile.

D'un côté, les relations politiques n'apparaissent que comme un domaine particulier d'application d'une étude fonctionnaliste de la décision et le langage de la politique rejoint, grâce à H. Lasswell ou à N. Leites, le vaste domaine où s'emploie l'analyse structuraliste ; de l'autre, ce qu'on nomme la science politique est une partie de la connaissance historique, décrivant et analysant des situations concrètes, le jeu et les règles du jeu des institutions politiques, et parfois même participant à l'action politique en justifiant des choix ou des préférences.

La théorie politique traduit, de son côté, le plus souvent, la politique des gouvernements ou les orientations personnelles de ses auteurs, donc l'opposition d'écoles qui ne sont, directement ou indirectement, que des rationalisations ou des idéologies correspondant soit à de grandes situations historiques soit à la position

particulière des intellectuels dans une société. Parce que l'action politique n'est pas seulement instrumentale, mais normative, *wertrational*, n'échappe-t-elle pas à l'analyse positive, pour ne relever que de la philosophie politique, fragment d'une philosophie de l'histoire ? C'est pourtant cette nature de l'action politique qui fait d'elle un champ privilégié d'application d'une méthode actionnaliste.

Mais l'objet de ce chapitre est plus limité, car il ne considère, comme le précédent, qu'une situation historique particulière, la civilisation industrielle. Dans cette situation, le pouvoir politique, au lieu d'être fondé sur un garant métasocial de l'ordre social, c'est-à-dire sur la conscience [299] constituante, apparaît lié à un modèle rationalisateur général et par conséquent à son complément, à la volonté de contrôle social de la production et du pouvoir.

Il existe donc sinon des traits communs aux divers régimes politiques existant dans la civilisation industrielle, du moins des problèmes communs, et, de la part de tous, l'appel aux mêmes valeurs. Dans tous les cas le pouvoir politique est intimement lié à l'organisation du développement économique ; dans tous les cas aussi sont mises en avant les valeurs démocratiques, c'est-à-dire de soumission de l'État à la société qu'il représente et qui le contrôle. Le pouvoir politique veut donc se confondre avec l'organisation collective du travail.

Le pouvoir tend à être *total*, c'est-à-dire à déterminer directement l'ensemble de l'organisation sociale. Le sujet historique n'étant plus écartelé entre les travailleurs et les classes dominantes, est engagé dans l'histoire sous forme d'un sujet collectif : ses aliénations, on l'a dit, et la lutte contre celles-ci, les idéologies et les utopies, se définissent comme des éléments de fonctionnement d'un système unifié dans son principe. C'est parce que le pouvoir est total que le risque le plus grand des sociétés industrielles est le *totalitarisme*, ce que savaient déjà tous les sociologues du milieu du XIX^e siècle, Tocqueville comme Comte et Marx. On ne peut séparer l'appel généralisé aux valeurs démocratiques de la tendance, latente ou manifeste, au totalitarisme : la démocratie propose non plus le pouvoir d'une minorité sur la masse, ni même le pouvoir du plus grand nombre, mais le triomphe de l'intérêt général.

Si l'on définit la démocratie en termes de nombre, on ne peut qu'aboutir à l'insurmontable contradiction de propositions également solides : elle peut être définie à la fois par la règle de la majorité et par le respect des minorités. Marx voyait beaucoup plus profond lorsqu'il ne concevait le pouvoir du prolétariat que comme un dépassement définitif du conflit des classes et l'avènement de la rationalité. On doit à la fois accepter ce point de départ et s'interroger, un siècle après son énoncé, sur les problèmes du pouvoir total dans la civilisation industrielle, sans se réfugier dans des bavardages à la Pangloss sur les beautés rationnelles et naturelles du pouvoir rationalisé dans une société sans classes dans la civilisation industrielle.

L'adoption d'un modèle rationalisateur et rappel à la démocratie ne sont que l'expression sociétale de la double exigence, de création et de contrôle, du sujet historique, et l'on pourrait reprendre ici le thème de départ de notre analyse des organisations : plus la rationalisation [300] est poussée, plus le risque totalitaire est grand, comme le niveau d'intégration des organisations s'élève en même temps que leur niveau d'initiative. Au lieu donc de considérer séparément des notions comme démocratie, rationalisation, totalitarisme, ce qui ne peut conduire qu'à une réflexion philosophique ou, plus exactement doctrinale, il est préférable d'analyser le système politique et son fonctionnement, comme nous l'avons fait pour les organisations. Ici encore on peut parler d'une double dialectique, celle de la création et du contrôle et celle des dirigeants et des dirigés. Mais avant de mener cette analyse et de marquer les différences de méthodes entre l'étude des organisations et celle du pouvoir une remarque préliminaire s'impose.

L'analyse actionnaliste du pouvoir politique dans la civilisation industrielle n'est pas une étude empirique du pouvoir et des régimes politiques dans le monde contemporain. Il est toujours tentant - parce que toujours en partie justifié - d'identifier un exemple concret à une combinaison particulière des variables de l'analyse. Mais ce procédé, dont les avantages didactiques sont évidents, comporte des inconvénients très graves. Pratiques d'abord, car c'est une affirmation bien risquée que de poser la cohérence totale d'un système politique concret, alors que celui-ci est souvent, dans les sociétés complexes ou en rapide évolution, la combinaison de sous-systèmes différents, voire contradictoires. Historiques ensuite, car on voit pénétrer dans la civilisation industrielle des sociétés industrielles évo-

luées, mais ayant conservé une structure de classes solide et donc un pouvoir capitaliste puissant, des sociétés s'industrialisant par des méthodes communistes et tirant après elles des secteurs pré ou proto-industriels, d'autres enfin qui s'industrialisent tout en maintenant ou en développant une économie capitaliste, juxtaposée à une économie traditionnelle, de subsistance ou d'échanges simples. Inconvénients théoriques enfin, car ce procédé tend à réintroduire l'idée de société industrielle que nous avons cherché à séparer nettement de celle de civilisation industrielle. Autant il semble justifié de recueillir de l'héritage saint-simonien et comtiste l'idée de la civilisation industrielle, c'est-à-dire ici du modèle rationalisateur, autant il semble impossible de partir d'un type industriel de sociétés, ce qui supposerait une détermination directe des caractères les plus généraux de ces sociétés par le modèle rationalisateur, alors qu'en fait on ne peut caractériser une société que par les relations qui s'y établissent entre création et contrôle, ce dernier mot introduisant les risques d'aliénation et la lutte contre eux, les rapports entre groupes d'intérêts et entre dirigeants et dirigés.

Notre intention n'est donc pas de dégager les traits généraux des [301] sociétés industrielles avancées, bien qu'une étude comparée du fonctionnement des systèmes politiques américain et soviétique soit d'un grand intérêt historique, mais de construire ce qu'on pourrait nommer un pré-modèle sociologique, capable à la fois d'orienter des recherches et de les contraindre à aller au-delà de la description, en direction de la création de modèles véritables, dont les lois de fonctionnement seraient formulées rigoureusement.

B. LA FORMATION DE L'ÉTAT SOCIÉTAL

[Retour à la table des matières](#)

Les remarques précédentes peuvent conduire, par excès de réaction contre une description empirique, à un formalisme dangereux. Puisqu'il n'existe pas de société qui ne comprenne des éléments soit de culture pré-industrielle soit d'économie capitaliste, si l'analyse veut se limiter à une situation théorique pure, elle ne peut s'appuyer sur aucune donnée d'expérience et ne peut donc espérer sortir du monde limpide et vide de la construction formelle, qui n'a rien de commun avec celui de l'analyse théorique.

Il convient donc de reconnaître, dans les sociétés concrètes, la formation de la civilisation industrielle. Cette démarche est d'autant plus nécessaire que celle-ci, n'étant pas une notion immédiatement empirique, mais un instrument d'analyse, ne peut être délimitée précisément dans le temps et dans l'espace. On a vu, en analysant un de ses aspects fondamentaux, la formation d'un système technique de travail, que le passage du système professionnel à celui-ci n'est ni simple ni brutal et que l'ensemble des phases A, B et C, et surtout la deuxième, ne peuvent se définir que par référence aux deux systèmes auxquels elles participent. L'industrialisation et la démocratisation sont également des processus qui se développent au sein des sociétés traditionnelles, lentement ou rapidement, par évolution progressive ou par crises brusques. De même que l'étude du travail industriel conduit à introduire l'idée de deux systèmes de travail, de même l'observation des formes de pouvoir amène à utiliser la notion de pouvoir total.

Cette observation porte le plus commodément sur les pays capitalistes fortement industrialisés, non pas seulement parce qu'ils ont été l'objet d'études très nombreuses, mais surtout parce que, dans ces pays, l'évolution, loin de s'accomplir d'une manière volontaire, est subie plus que dirigée. L'évolution du travail agit ici de manière à la fois visible et étudiable, c'est-à-dire que le sociologue ne rencontre pas les obstacles que lui oppose une société volontariste, soucieuse de faire respecter une certaine interprétation de l'évolution sociale.

[302]

Nous ne reprendrons pas dans le détail les observations depuis longtemps classiques sur la concentration du pouvoir économique, la séparation de la propriété et de la direction, les liens croissants du pouvoir économique et du pouvoir politique. Il ne semble pas non plus utile de discuter certaines affirmations qui ne reposent que sur des propositions fausses ou indémonstrables. Il est absurde de croire que le rôle des directeurs s'étend au point de leur assurer le monopole du pouvoir et de constituer un type général de société technocratique. On ne peut démontrer, par l'analyse des faits, que le pouvoir politique est réduit à l'état d'instrument du grand capitalisme ; on ne peut l'affirmer qu'en posant au départ ce que l'on veut démontrer, en décidant *a priori* par exemple que l'appui du grand capital - fait en lui-même bien établi - est le principe central d'explication de la conquête par les nazis du pouvoir en Allemagne. Simplification grossière qui in-

terdit toute explication d'ensemble, marxiste ou non marxiste, d'un processus global.

Il est plus raisonnable de distinguer deux niveaux d'analyse d'une part, on voit se constituer un jeu multilatéral du pouvoir, qui se caractérise par le renforcement de l'exécutif chargé de plus en plus directement des tâches de direction économique ; de l'autre, on peut se demander dans quelles conditions la classe capitaliste exerce un rôle prépondérant dans ce jeu. Notre analyse porte nécessairement surtout sur le premier type de problèmes. Le régime parlementaire classique, où les partis représentent ou certains intérêts économiques ou, plus souvent, certaines coalitions d'intérêts et où le gouvernement est exercé au profit soit d'une classe soit de la coalition permettant à cette classe d'obtenir le pouvoir, appartient désormais, dans les pays les plus avancés industriellement, au passé. Ceci ne signifie pas qu'aucune situation historique ait parfaitement répondu à ce modèle, même au temps de la lutte des orléanistes et des légitimistes ou de la grande bataille autour des Corn laws. L'idée d'un pouvoir politique instrument d'une classe sociale n'est acceptable que comme idée limite, au même titre, nous l'avons vu, que l'idée d'une conscience de classe pure. Mais cette inexactitude concrète n'enlève pas toute valeur d'analyse à cette affirmation. La révolution industrielle, en supprimant, au moins dans la conscience des travailleurs, les garants métasociaux de l'ordre social, tend à réduire l'État et le pouvoir à des masques de la lutte des classes, au moins à la limite, et pendant l'époque de la *misère*, c'est-à-dire de l'absence de contrôle sociétal sur les activités économiques. Mais, il faut y insister, il ne s'agit là que d'une situation théorique et non réelle, le rôle ancien de l'État se maintenant probablement [303] d'autant mieux que la fusion de l'aristocratie et de la bourgeoisie industrielle était plus poussée, comme en Angleterre, et le rôle nouveau de l'État, organisateur de la vie économique, apparaissant d'autant plus nettement que l'industrialisation se heurtait à la résistance de l'économie traditionnelle ou à des obstacles institutionnels, comme dans l'Allemagne bismarckienne ou même dans la France de Napoléon III. Il reste que le contrôle de la bourgeoisie capitaliste sur le pouvoir politique fut, dans les débuts de l'industrialisation, un élément fondamental de la vie politique, et surtout de l'action économique et sociale des gouvernements.

La montée des forces ouvrières, aspect central du processus de démocratisation, plus récemment l'introduction, comme forces plus ou moins autonomes dans la vie politique, des fonctionnaires puis des agriculteurs, autant que l'intervention croissante de l'État dans l'organisation économique et sociale de la nation, ont rompu la tendance au parallélisme des forces économiques et du pouvoir politique.

Si l'attention s'est longtemps portée surtout sur l'apparition des partis de masse, s'opposant aux partis de notables, il faut reconnaître que ce ne fut qu'une étape dans une évolution qui conduit vers le remplacement des partis *sociaux* par des coalitions politiques. Tel est le sens de la transformation et de la crise des partis social-démocrates, en Grande-Bretagne et en Allemagne comme en France ou en Italie. En Grande-Bretagne par exemple, le parti travailliste a cessé à la fois d'accroître ses effectifs et de rester étroitement lié aux syndicats, mais il ne peut conquérir le pouvoir qu'en attirant deux fois plus de votants qu'il n'a de membres, et ces votants non membres se recrutent dans des catégories sociales très diverses et espèrent faire pression à travers le parti travailliste pour la défense d'intérêts qui ne sont pas intrinsèquement inter-dépendants. En France, d'une manière plus visible encore, la vie politique est dominée par des coalitions, le plus souvent éphémères, ou par des partis sans base sociale définie et qui donnent forme à un mouvement d'opinion ou à la confiance en un homme.

La concentration de l'exécutif s'accompagne de la multiplication des groupes d'intérêts et des groupes de pression. L'organisation de la vie politique vise de plus en plus à assurer la communication, toujours indirecte et difficile, entre cette unité et cette multiplicité. Il arrive que les partis se dissolvent en de vastes coalitions sans grande homogénéité ou au contraire qu'ils se maintiennent sur leurs bases traditionnelles, [304] la communication entre le pouvoir et les groupes d'intérêts ou de pression passant en dehors d'eux.

Le renforcement de l'exécutif n'est possible que parce qu'un nombre croissant de problèmes importants sont de plus en plus considérés à partir d'un modèle rationalisateur, dont les impératifs débordent l'opposition des classes et des partis. Le développement de l'économie, celui de l'instruction élémentaire, secondaire, supérieure ou technique sont considérés moins dans la perspective du profit ou de

la justice et davantage dans celle de la croissance rationnelle. Démocratisation et rationalisation se lient de plus en plus étroitement.

Que ceci conduise à une dépolitisation de la vie politique, et donc au règne des rationalisateurs, est une interprétation naïve de ces transformations. Le modèle rationalisateur n'est pas un plan technico-économique, sorti, dans sa pureté indiscutable, des travaux d'un groupe d'experts. Parce que la volonté de création n'est pas séparable de la volonté de contrôle et qu'au niveau du pouvoir, comme à ceux de l'organisation et de l'emploi des techniques, les risques d'aliénation sont multiples, la rationalisation est un modèle et non un principe de gouvernement. Son rôle est d'autant plus central dans tous les systèmes politiques que ceux-ci appartiennent plus complètement à la civilisation industrielle.

Le capitalisme peut coexister avec cette situation nouvelle, et ses rapports avec un État, qui est de plus en plus indépendant de lui et souvent de plus en plus hostile, constituent un des domaines les plus complexes de l'analyse politique. Il est impossible de l'aborder dans un écrit théorique. Seules des études concrètes, qui n'existent pas toujours, peuvent considérer les relations du grand capitalisme allemand et du nazisme ou les relations des dirigeants politiques et militaires et des *corporate rich* aux États-Unis. Il semble seulement impossible de remplacer cette étude stratégique des rapports contradictoires du capitalisme et du pouvoir total par la définition d'une classe dirigeante unifiée, d'une Power elite cohérente, comme l'ont rappelé les critiques de R. Dahl à C. W. Mills (« A Critique of the ruling elite model », in *American Political Science Review*, juin 1958). Il est certainement plus fréquent d'assister à une désorganisation du pouvoir politique, à la juxtaposition d'une politique *économique* et d'une politique *nationale* ou *sociale* indépendantes ou contradictoires.

C'est dans cette situation extrême où le modèle rationalisateur est brisé en mille morceaux que, paradoxalement, le rôle des rationalisateurs est le plus visible. Moins ils ont de pouvoir et plus ils sont définissables comme les spécialistes de la rationalisation. Et il n'est [305] pas surprenant que ces *technocrates*, comme on les nomme parfois d'une manière alors très impropre, soient parmi les catégories sociales les plus convaincues du primat du politique, car le modèle rationalisateur n'a qu'un sens dérisoire quand il ne sort pas des bureaux d'études et il ne peut en

sortir que par la formation autour d'un plan de développement de forces sociales de contrôle, c'est-à-dire de forces politiques.

La formation, de l'État sociétal peut être aussi bien définie comme le dépérissement de l'État. L'affaiblissement progressif des garants métasociaux de l'ordre social, la disparition progressive du rôle de l'État comme despote éclairé dans les sociétés où les valeurs de développement et de démocratie sont plus diffusées, font que l'État cesse en principe d'être un acteur particulier pour devenir un ensemble de moyens d'action mis au service du développement ou de l'équilibre stagnant, de la démocratie ou de l'appropriation privée de la production, de ses moyens ou de ses résultats. Ces propositions ont aucune tendance utopique. Elles ne signifient nullement que, dans une société industrielle avancée, l'État s'efface de lui-même, devient une administration bienveillante ou un honnête courtier.

La volonté de création et la volonté de contrôle tendent à s'éloigner pratiquement toujours davantage l'une de l'autre, simplement parce qu'elles deviennent plus manifestes et plus globales. D'un côté s'affirme la force entraînant des modèles rationalisateurs, de l'autre la défense de la vie privée. Il peut donc se faire que l'État bascule d'un côté ou de l'autre, s'identifie à la croissance et donc à la puissance de la société, ou, à l'inverse, ne se définit que par son action au service du bien-être des citoyens. Mais une telle image est plus frappante qu'utile, car un État de ce type, purement productiviste ou purement « social » serait si faible qu'il ne pourrait constituer à lui seul l'essentiel du système politique.

Le renforcement de l'État ne peut venir que de ses efforts pour tenir son double principe de légitimité, pour intégrer ses fonctions économiques et sociales, au risque d'étouffer la nécessaire tension qui les sépare et les lie à la fois, s'identifiant ainsi à la société tout entière, au nom d'un principe unitaire fondé tantôt sur une volonté de développement, dont on affirme qu'elle entraîne avec elle le progrès social, tantôt sur la croyance en une société de masse, à la fois fille et mère de l'abondance. Il ne s'agit pas ici de ce qu'on a nommé l'aliénation politique, mais de l'identification de l'État sociétal à la totalité de la société, la transformation d'un système d'action historique en acteur social collectif et presque en personne justifiant son autorité par l'appel charismatique au développement démocratique.

C'est à ce type de problèmes que l'analyse actionnaliste se veut d'abord sensible. En effet, si le système d'action politique n'est plus qu'un système institutionnel, à la fois instrumental et intégrateur, son analyse ne peut plus se référer au sujet historique et les sociétés industrielles ne sont plus que des sociétés de masse, orientées par leurs propres citoyens porteurs d'un sujet historique qui, par définition, ne se confond jamais avec un système social. M. Duverger (*Introduction à la politique*, Paris, N.R.F., 1964) appelle socialisme cette tendance générale des sociétés industrielles à l'intégration du développement et du bien-être. Cette affirmation est acceptable si on ajoute aussitôt que le socialisme autoritaire, le *welfare state* ou l'*affluent society* sont également exposés, sous des formes très diverses, à cette dégradation des objectifs de l'action en modes de fonctionnement, à cette hyper-intégration sociale, à la formation de nouveaux types de sociétés closes et par là même inaptes à se définir comme sociétés en développement, autant qu'à maintenir en elles cette activité critique sur quoi se fonde toute démocratie.

C. SYSTÈME POLITIQUE ET ORGANISATION

[Retour à la table des matières](#)

La formation de l'État sociétal, transforme-t-elle la société en une super-organisation, s'étendant non seulement au domaine de la production, devenu une seule entreprise, où les décisions sont plus ou moins centralisées, mais aussi à l'ensemble de la vie sociale ?

Une première réponse semble évidente : une telle évolution ne se produit que si l'État est totalitaire, ne considère la société que comme un appareil de production ou impose à tous les citoyens une conception totale de la vie sociale. Surtout une organisation constitue une unité concrète définie par un modèle rationalisateur particulier. Elle possède donc une charge subjectale limitée. La société, dans la civilisation industrielle, est l'ensemble d'un système de création et de contrôle. Alors que dans une organisation le pouvoir des dirigeants est un pouvoir délégué, de telle sorte que la revendication peut en appeler au sujet historique contre ses délégués, dans la société politique toute possibilité d'appel est exclue. L'État est souverain. C'est dire qu'il est impossible à ce niveau d'isoler le modèle rationalisateur des aliénations et des forces de contrôle, alors qu'une organisation n'existe

que par la définition de sa fonction, c'est-à-dire d'un élément du modèle rationalisateur général (élément qui, bien entendu, est affecté par les aliénations politiques). Ceci ne crée pas une rupture entre l'organisation [307] et l'État sociétal, mais rappelle le primat de la rationalisation dans un cas, de la politique dans l'autre.

Il n'existe pas de différence de nature fondamentale entre la société politique et une organisation, ce qui a permis l'emploi de termes, comme celui de démocratie industrielle, qui transposent dans les organisations les problèmes du régime politique. Mais de l'une à l'autre existe une différence de niveau : l'une est un ensemble particulier, l'autre un ensemble sociétal. On peut donc s'inspirer ici des notions introduites dans l'étude des organisations, mais en leur donnant de nouvelles expressions. L'intérêt de cette procédure est de réagir contre la tendance naturelle à considérer d'abord la société politique comme un ensemble d'institutions et à isoler les problèmes du pouvoir. Ce point de vue ne manque pas de justifications. En particulier, l'État n'a pas seulement des fonctions sociales, il joue aussi un rôle essentiel dans les relations inter-sociales, qu'on nomme plus volontiers inter-nationales. Il est engagé dans une certaine stratégie à l'égard d'autres États, il décide de la paix et de la guerre, il signe des traités, conduit des négociations. Toutes ces activités constituent le domaine propre de la science politique, si l'on admet, avec R. Aron, l'irréductibilité des problèmes inter-sociaux aux problèmes sociaux. Ce n'est pas oublier l'importance de ces fonctions proprement politiques que de les négliger ici car, surtout dans une société industrielle, il est aussi impossible de proposer une analyse purement machiavélique de l'État que de se satisfaire de l'idée que l'État représente le bien commun. Il existe toujours un système d'action politique ; les institutions politiques se définissent toujours de quelque manière comme représentatives et jouent un rôle de médiation entre les contributions des citoyens et les rétributions qu'ils reçoivent.

L'État peut se présenter comme supérieur au jeu des intérêts particuliers et il ne se confond jamais avec eux. Il n'est même pas seulement un système d'arbitrage entre groupes et groupements en concurrence. Son unité manifeste celle d'un système d'action historique et donc d'une société. Mais cette unité signifie seulement que les efforts de contrôle social des citoyens sur leurs conditions sociales d'existence s'exercent en rapport avec un projet collectif de développement.

Ici encore, l'analyse actionnaliste ne s'oppose pas à l'emploi d'autres démarches de l'analyse sociologique ; elle revendique seulement le droit d'apporter sa contribution propre à l'étude du système politique. Elle pose l'existence d'une double dialectique de ce système. Les citoyens lui apportent une certaine participation, ont une certaine activité politique par laquelle ils contribuent à la création et au fonctionnement des institutions ; ils cherchent aussi à les contrôler, [308] en s'opposant à toutes les formes d'aliénation politique. Les dirigeants orientent la société vers son développement, mais ils ont aussi une fonction intégratrice ; car l'État national ne constitue lui-même qu'un ensemble particulier qui ne peut, sauf par une affirmation proprement idéologique, s'identifier au sujet historique. Ces expressions ne signifient pas que les institutions politiques soient un marché auquel les citoyens apportent des produits dont ils attendent un certain prix. Ce que les citoyens apportent au système politique est une volonté de création qui ne devient sociale que par le moyen des institutions politiques ; c'est donc un principe de légitimation. Leur revendication de même vise à établir l'État comme système légitime, démocratique, d'organisation sociale. Parallèlement, les dirigeants ne se définissent pas par une fonction instrumentale ou une fonction intégratrice, mais par leur rôle d'agents du développement, celui-ci étant une exigence du sujet historique, et d'intégrateurs, cherchant à renforcer un ensemble institutionnel particulier. Le système politique est un sous-système social dont l'analyse fonctionnaliste doit considérer le fonctionnement ; il est aussi un système de médiations et d'obstacles qui prend son sens par référence aux orientations du sujet historique et aux conditions d'existence d'un système d'action particulier.

Dans la vie politique aussi, la *participation* peut s'établir à quatre niveaux : l'apathie, la recherche d'un intérêt individuel, l'adhésion à l'organisation politique, la légitimation de l'action politique, c'est-à-dire la reconnaissance de la charge subjectale de l'organisation politique. Parallèlement, *l'initiative*, qui est ici l'action créatrice du pouvoir politique, peut être privée de tout dynamisme et être stagnante, encourager l'action individuelle, développer l'organisation économique ou, enfin, assurer le développement économique-social, qui est vision consciente de la signification subjectale de l'organisation économique. *L'intégration* peut être purement autoritaire, porter sur les individus, assurer le fonctionnement des institutions ou établir la représentativité du pouvoir. Enfin, la *revendication*, qui est da-

vantage ici la volonté de participer aux fruits du travail collectif, peut être absente, c'est-à-dire recouvrir un retrait politique total, réclamer des avantages individuels, demander l'élévation collective du niveau de vie ou exiger la consommation de masse, celle-ci étant directement conçue dans son lien avec la production de masse, ce qui suppose une conscience de l'ensemble des mécanismes économiques et sociaux.

À partir de ce point de départ, on peut considérer les conditions [309] d'équilibre et de déséquilibre de la vie politique. Si cette analyse n'est pas présentée ici, c'est d'abord parce que le lecteur peut aisément s'y exercer lui-même et ensuite parce qu'il faut tirer les conséquences d'une remarque faite à propos des organisations. Le lien établi entre l'organisation et le modèle rationalisateur oblige à ne considérer comme organisations pleinement réalisées que celles qui se situent au niveau le plus élevé. Cette observation, qui orientait seulement l'analyse des organisations, doit déterminer plus directement celle du pouvoir politique. Car sa nature propre, dans la civilisation industrielle, est de mettre directement face à face un modèle rationalisateur global et l'orientation démocratique. L'État sociétal est un système général d'organisation de la vie politique. Il est donc naturel, sans négliger le schéma d'analyse précédent, de considérer directement le caractère central de l'État sociétal, son pouvoir total ou, si l'on préfère ce mot plus dangereux, son absolutisme. Nous verrons que les résultats de cette analyse peuvent être à leur tour appliqués aux « organisations ; mais il n'ont pas alors la même importance, puisqu'une organisation est un ensemble particulier et non pas un système sociétal d'action.

D. L'ALIÉNATION POLITIQUE

[Retour à la table des matières](#)

La différence entre l'organisation et le système politique ne peut être mieux soulignée qu'en rappelant la distinction, déjà énoncée, entre l'aliénation bureaucratique et l'aliénation politique. D'un côté un ensemble particulier oublie que sa rationalité n'est définissable que par référence au sujet historique et se prend pour sa propre fin ; de l'autre la détermination des fins est privée de son sens subjectal,

l'État, l'intérêt général ou la volonté populaire sont transformés en des appareils qui ont plus de représentativité.

Cette aliénation politique ne peut être identifiée à une forme de gouvernement, la dictature. Elle ne se conçoit que dans la civilisation industrielle, c'est-à-dire comme fétichisation du modèle rationalisateur. La critique trotskyste a donné à l'autonomisation de l'appareil politique le nom de bureaucratisation. Mais, au moins pour la clarté du vocabulaire, de même que nous avons nommé organisation rationnelle ou fonctionnelle ce que M. Weber nommait bureaucratie, il semble préférable de ne pas nommer bureaucratie l'autonomisation des organes de gestion par rapport aux fins de l'organisation sociale. Un appareil n'est pas une bureaucratie, pour la raison fondamentale qu'il est l'expression directe de l'État social et de son pouvoir total. L'appareil, quand il déborde son rôle instrumental, devient source [310] de totalitarisme. L'aliénation politique de la civilisation industrielle est par nature totalitaire.

Il faut seulement ajouter ici ce qui a déjà été clairement indiqué au chapitre III : indépendant de l'aliénation politique et, en un sens, plus profond qu'elle, existe un autre type d'aliénation, la négation de la conscience créatrice, la privation du développement.

Le premier principe d'analyse de la vie politique est le rapport de ces deux types d'aliénation, également fondamentaux puisqu'ils menacent l'un et l'autre directement le sujet historique, l'un en détruisant sa volonté de création, l'autre en menaçant son exigence de contrôle.

Cette double menace qui pèse sur le citoyen dans la civilisation industrielle définit le problème auquel est consacrée cette analyse : sous quelle forme les systèmes politiques combinent-ils le primat de la rationalisation et le primat de la politique, la volonté de développement et l'exigence de démocratie, qui ne sont pas des orientations indépendantes l'une de l'autre, mais l'expression directe de la dialectique du sujet historique, mise à nu par la naissance de la civilisation industrielle ?

L'étude théorique de ce problème ne permet pas de décrire directement la nature et le fonctionnement des régimes politiques, mais elle constitue la première et nécessaire étape d'une analyse qui devrait ensuite considérer, plus que nous ne pouvons le faire ici, les décalages historiques et les formes de transition, soit d'une

économie industrielle capitaliste, soit d'une économie pré-industrielle, à la civilisation industrielle.

Notre étude considérera d'abord les éléments du système politique et leurs relations avant d'examiner le fonctionnement des régimes, ceux-ci étant définis par un certain état des relations entre les éléments fondamentaux du système politique.

II. LES ÉLÉMENTS DE L'ANALYSE POLITIQUE

A. LA DOUBLE DIALECTIQUE DU POUVOIR

[Retour à la table des matières](#)

Le thème de la double dialectique du système politique doit se garder contre une utopie démocratique que l'on risque souvent d'accepter plus ou moins implicitement comme point de départ de toute analyse politique : il n'est pas possible scientifiquement d'admettre que la volonté populaire ou l'opinion publique soient les seuls porteurs [311] du sujet historique, alors que les détenteurs du pouvoir politique ne pourraient créer que l'aliénation politique ou l'aliénation économique, privant le sujet historique de sa force de création ou de sa volonté de contrôle. Cette image utopique peut jouer un rôle politique déterminant, comme réponse aux conduites idéologiques des dirigeants, prompts à s'identifier au sujet historique. Mais si elle constitue un objet d'étude, elle ne peut être un instrument d'analyse. On doit considérer les détenteurs du pouvoir à la fois comme une médiation et un obstacle entre les citoyens et le sujet historique, c'est-à-dire les valeurs de développement et de démocratie, ce qui conduit à définir quatre dimensions fondamentales de tout système politique dans la civilisation industrielle.

Ces termes se distinguent de ceux qui viennent d'être présentés en ce qu'ils définissent des éléments du fonctionnement des institutions politiques et non plus des orientations des citoyens ou des dirigeants. Ils pourraient donc être considérés dans une perspective fonctionnaliste, mais il est clair qu'ils sont définis ici par référence directe à l'analyse actionnaliste. C'est pour marquer leur différence avec

la formulation précédente qu'on parle ici de double dialectique du pouvoir et non plus de système d'action politique.

La mobilisation (C) est l'expression de la volonté, manifestée par les citoyens, d'une création, d'un développement qui ne peut être que collectif. Il ne s'agit pas ici d'une notion psychologique immédiate, de l'acceptation du système politique dans son ensemble, de la satisfaction politique, mais de la constitution d'un sujet collectif, acteur historique du développement. Le terme est emprunté à G. Germani, dont l'intention est proche de celle de K. Deutsch et de S. M. Lipset. Mais alors que Germani entend par là une situation à la fois objective et subjective, l'entrée de catégories sociales, auparavant isolées, dans l'économie moderne et dans le jeu politique, grâce à l'industrialisation, la mobilité professionnelle et géographique, l'urbanisation et aussi la diffusion massive de l'information, nous entendons par mobilisation un phénomène de conscience, dont les causes sont d'une part celles qu'indique Germani et d'autre part toutes celles, rapidement évoquées à propos des organisations, qui commandent la constitution du sujet collectif, et qui s'interposent entre les phénomènes économiques et le fait sociologique que nous considérons ici.

Le progrès (A) est l'action de développement menée par les détenteurs du pouvoir. Les citoyens qui donnent leur adhésion à un système politique constituent un sujet collectif qui ne se définit pas comme [312] système de relations sociales, mais comme acteur historique, c'est-à-dire comme créateur de progrès économique. Celui-ci ne doit pas être entendu au sens étroit : il inclut ses conditions sociales, c'est-à-dire les aspects sociaux du modèle rationalisateur, ce que G. Friedmann, à propos de la société soviétique, a nommé pompage et brassage, c'est-à-dire la mobilité sociale considérée comme condition de l'efficacité et du progrès.

La démocratie (B) est le contrôle du pouvoir par le sujet collectif politique. Ce terme est pris ici en un sens limité. Il ne définit pas globalement le système politique, mais seulement une de ses dimensions. Il s'oppose donc directement à l'aliénation politique, qui est l'absence de contrôle social du pouvoir politique.

Mais on ne saurait ici identifier la démocratie à un type particulier d'institutions. L'essentiel est que les détenteurs du pouvoir soient appelés à leur fonction et puissent être privés de celle-ci par la manifestation libre de la volonté populaire, c'est-à-dire par des élections ou des choix qui peuvent prendre diverses formes.

La gratification (D), terme qui est pris ici dans son sens anglais, est la satisfaction recueillie par le citoyen. Celui-ci, qui manifeste par son adhésion sa volonté de création, exige aussi le contrôle des résultats de l'action collective, une rétribution correspondant à la contribution qu'il apporte. Ce terme se place donc au niveau de l'individu, mais il n'est pas définissable comme la satisfaction de certains besoins. Il n'a de sens que par rapport à l'action créatrice collective et au rapport qui s'établit entre l'action des dirigeants et l'attitude des citoyens. On ne peut donc dire que la gratification correspond au niveau de vie ; elle se définit davantage comme conscience du parallélisme et de la liaison entre le développement économique et l'amélioration de la vie personnelle, ce qui met en cause, au-delà du niveau de vie, la conscience d'un progrès du genre de vie, d'une *modernisation* de la consommation.

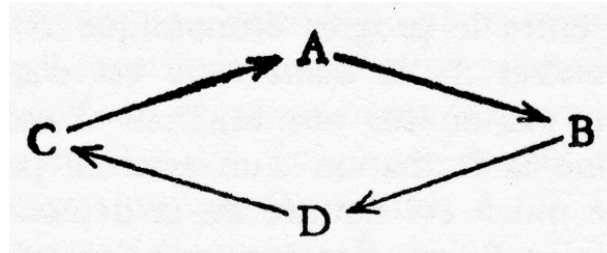
B. L'UNITÉ DU SYSTÈME POLITIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Ces quatre dimensions se définissent les unes par rapport aux autres. Il ne s'agit nullement de quatre conditions de bon fonctionnement d'un système politique, mais des composantes d'un processus. Ce principe d'unité est tellement important que nous ferons porter toute notre étude, non pas sur les éléments eux-mêmes mais sur leurs rapports. [313] La pathologie du système politique peut être analysée en termes de rupture du processus ou de déséquilibre, moins entre les éléments qu'entre leurs combinaisons.

L'ordre dans lequel ont été présentés les quatre éléments - le même que celui qui a été adopté dans l'étude des organisations - est logique, puisque le pouvoir politique est une médiation entre les contributions politiques et les rétributions sociales des citoyens.

Mais il s'agit d'un système circulaire, puisque la gratification relance la mobilisation, celle-ci étant nécessairement une attente médiatisée de celle-là. On peut donc présenter le système politique de la manière suivante :



L'unité du processus politique ne se maintient que dans la mesure où chacun de ses éléments se définit comme une médiation entre celui qui le précède et celui qui le suit et non comme une réalité indépendante. La forme la plus simple de dysfonctionnement du système politique est l'isolement d'un de ses éléments, ce qui fait peser sur ce système quatre menaces élémentaires.

1. *Le développement économique* et social peut être considéré non comme un élément du système politique mais comme la condition préalable d'un système politique et social de type nouveau. Il reçoit alors une priorité qui lui confère une légitimité par soi et non plus fiée à la mobilisation et à la démocratie. L'urgence du développement peut même conduire à mépriser ces deux éléments, dans l'idée que sa réalisation entraînerait nécessairement la formation du système politique dans son ensemble.

Ce problème est particulièrement grave dans les pays en développement, sur lesquels pèse le poids d'une forte conscience constituante qui, par nature, résiste à la mobilisation pour le progrès économique. D'où la tentation de mettre entre parenthèses l'adhésion populaire en même temps que le fonctionnement démocratique. Solution qui désorganise profondément le système politique, le détruit même en isolant le principe de la conscience créatrice, le développement. La faiblesse principale de ce despotisme du développement est de renforcer au maximum les obstacles qu'il rencontre, en donnant aux autres éléments une autonomie qui inverse leur signification : la conscience constituante, la volonté [314] d'une démocratie formelle et égalitaire, le désir de consommer immédiatement en refusant

toute gratification différée se coalisent contre un effort abstrait de développement, lancé par un groupe capitaliste, l'administration étatique ou une puissance étrangère.

L'incorporation du développement dans le système politique est d'autant plus aisée que le progrès économique est déjà avancé, que le décollage est réalisé et que la continuation du progrès apparaît plus directement liée à des conditions sociales, c'est-à-dire à la mobilisation et à la démocratie.

2. L'intégration du système politique dépend en deuxième lieu de la liaison qui s'établit entre le progrès économique et la gratification des citoyens. Le rôle concret de la *démocratie* est d'assurer cette liaison. Si elle ne se définit pas en ces termes, mais d'une manière formelle, elle s'isole et entraîne la formation d'un système politique déséquilibré. La définition étroite qui a été donnée de la démocratie n'est donc pas séparable de la situation de cet élément dans l'ensemble du processus.

3. Une société peut être tentée de considérer le développement non comme une action volontaire mais comme un donné, un mécanisme naturel ou automatique. Ceci isole la volonté de *gratification* : l'élévation du niveau de vie devient l'objet d'une revendication spécifique sans liaison avec des institutions démocratiques et sans effet sur la mobilisation. Cet isolement de la gratification peut aller jusqu'à sa destruction : l'élévation du niveau de vie peut n'être plus perçue comme gratification et même être niée si elle n'est plus perçue comme élément d'un processus global.

4. Enfin, la *mobilisation* peut être détachée du progrès économique comme de la volonté de gratification. Elle n'est plus alors que l'appel à une communauté nationale qui cherche naturellement à remplacer sa légitimation par le progrès en faisant appel à des mythes nationaux, ethniques ou religieux. Cette situation doit se rencontrer surtout dans les cas où le niveau de vie est bas et où le développement économique n'est pas l'objet d'une politique volontaire. On peut penser que ce cas, comme le premier, correspond surtout à des sociétés *en retard* ou, si l'on

préfère, sous-développées ou en développement. Inversement, le deuxième et le troisième cas doivent se présenter surtout dans des sociétés économiquement *en avance* et qui tendent à privilégier le contrôle par rapport à la création.

Ce premier type d'analyse, en insistant sur l'unité du processus politique et sur l'impossibilité de définir ses éléments sans tenir compte [315] de la place qu'ils y occupent conduit à pousser plus loin l'étude des rapports entre ces éléments et donc des problèmes de fonctionnement du système politique.

C. TROIS PROBLÈMES POLITIQUES

[Retour à la table des matières](#)

La relation circulaire établie entre les quatre éléments du système politique n'offre qu'une image très simple de son fonctionnement et n'épuise pas les implications de la double dialectique du pouvoir. Celle-ci conduit nécessairement à regrouper ces éléments deux par deux et à considérer les problèmes d'équilibre qui naissent des relations entre les deux termes ainsi constitués. Mais cette méthode se dépasse aussitôt elle-même, et aux deux regroupements imposés par l'opposition de la création et du contrôle, des dirigeants et des dirigés, s'en ajoute naturellement un autre, puisque les termes A, B, C et D peuvent se grouper de trois manières différentes : $A + B/C + D$; $A + C/B + D$; $A + D/B + C$.

1. La mobilisation et la gratification concernent le citoyen ; le progrès et la démocratie définissent l'État. On dira que, lorsque les deux premières ont une valeur positive, le système politique est *populaire* ; lorsque les deux derniers ont une valeur positive, il est *national*. Il existe donc, dans cette perspective, deux types possibles de déséquilibre, entre la mobilisation et la gratification ou entre le progrès et la démocratie d'une part, entre le caractère populaire et le caractère national du système politique d'autre part. Le second type de problèmes, qui concerne les rapports de l'État et du citoyen, peut être nommé *représentativité*. Dans la mesure où celle-ci n'est pas assurée, apparaît un dysfonctionnement dans la direction du système politique, dont la formation d'une élite dirigeante ou d'une classe politique peut être la conséquence. Il est préférable de ne pas s'engager immédiate-

ment dans l'étude de ces problèmes et de présenter d'abord l'ensemble des notions utiles à l'analyse, avant de considérer les types de systèmes politiques qu'elles permettent de définir.

2. La mobilisation ne pouvant être conçue que comme la constitution d'un sujet collectif, expression concrète de la conscience créatrice, cette dimension indique, au même titre que le progrès, considéré comme action du pouvoir politique au service du développement, la volonté de création. La démocratie comme la gratification sont des formes de l'exigence de contrôle du sujet historique sur ses œuvres. S'il existe [316] un déséquilibre entre création et contrôle, si l'un ou l'autre disparaît, la dialectique la plus fondamentale du sujet historique se trouve brisée et le système politique perd sa légitimité, ce qui doit entraîner un retrait qui peut prendre les formes les plus diverses, de l'apathie au soulèvement révolutionnaire. C'est l'*orientation* du système politique qui est ici mise en cause.

3. L'opposition de la démocratie et de la mobilisation d'une part, du progrès et de la gratification de l'autre, est celle des *moyens* et des *fins* politiques. La mobilisation n'existe que pour le progrès, et la démocratie est un système de contrôle destiné à assurer la liaison entre le progrès économique et la gratification des citoyens. Mobilisation et démocratie sont donc des facteurs de *participation* politique, tandis que le progrès et la gratification témoignent de l'*efficacité* du système politique. On peut appeler *intégration* l'équilibre de la participation et de l'efficacité. L'absence d'intégration entre les fins et les moyens du système politique entraîne un type particulier d'anomie, au sens où Merton emploie ce terme, et qu'on nommera l'anomie politique. Celle-ci définit un mauvais fonctionnement de l'*organisation* du système politique.

L'ensemble de ces notions est présenté schématiquement dans le tableau ci-contre, mais dans un ordre différent de celui qui vient d'être suivi, pour des raisons pratiques qui apparaîtront plus loin.

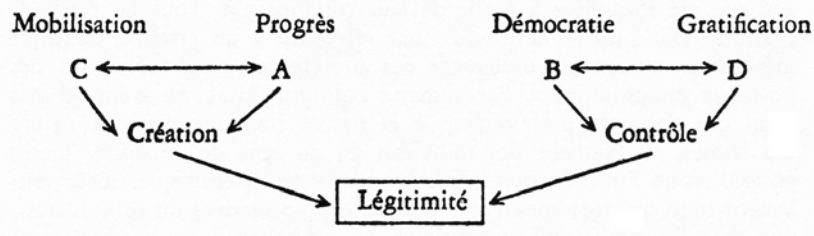
Telles sont les notions à partir desquelles peuvent être entreprises, d'abord une typologie des régimes politiques, ensuite une analyse du fonctionnement du système politique dans les divers régimes, enfin une étude des détenteurs du pouvoir politique.

III. LES RÉGIMES POLITIQUES

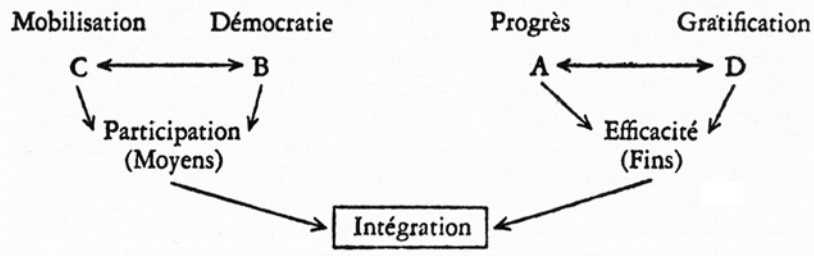
[Retour à la table des matières](#)

Il n'est pas inutile, avant de commencer cette étude, de rappeler qu'il ne s'agit pas ici d'une classification des régimes existants, mais d'une typologie des formes de l'État sociétal, expression politique de la civilisation industrielle. S'il est impossible de ne pas apercevoir des situations concrètes à travers les situations théoriques, c'est dans la mesure où le modèle de l'État sociétal, défini par sa double volonté de développement et de démocratie, s'impose plus ou moins à la grande majorité des nations. Mais soulignons que cette étude théorique ne [317] peut être considérée comme instrument suffisant d'analyse des régimes réels, qui ont tous, de quelque manière, à concilier soit une culture pré-industrielle soit une économie capitaliste avec la civilisation industrielle naissante et dont il est difficile de penser qu'ils correspondent entièrement à tel ou tel type théorique.

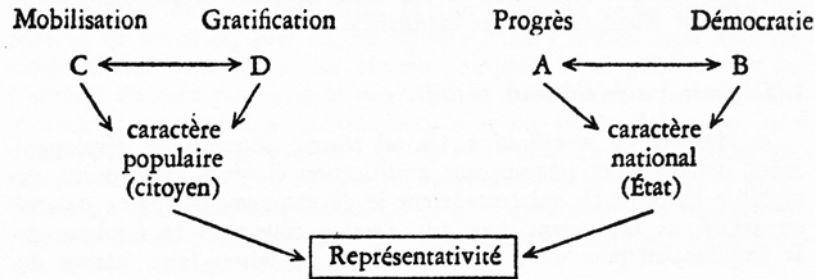
A. PROBLÈMES D'ORIENTATION DU SYSTÈME POLITIQUE.



B. PROBLÈMES D'ORGANISATION DU SYSTÈME POLITIQUE.



C. PROBLÈMES DE DIRECTION DU SYSTÈME POLITIQUE.



[318]

A. LES TYPES DE RÉGIMES

[Retour à la table des matières](#)

Il est naturel de reproduire, dans cette partie de l'exposé, la démarche adoptée dans la partie précédente, c'est-à-dire de définir d'abord les régimes politiques à partir de la valeur positive ou négative qu'y prennent les dimensions élémentaires du système politique, avant d'introduire, dans l'étude de leur fonctionnement, les notions plus élaborées qui ont été formulées à partir de leur combinaison. Tous les types de régimes politiques se définissent par référence à un système politique idéal. Ceci n'introduit nullement des préférences personnelles ou des postulats philosophiques. Par système politique idéal, on n'entend pas celui qui s'accorde parfaitement à la nature humaine ou à la nature des choses, au bonheur des individus ou au sens de l'histoire, toutes notions dont l'introduction corrompt l'analyse scientifique, mais seulement celui qui correspond aux orientations normatives du sujet historique dans la civilisation industrielle. La référence à un régime idéal n'est donc qu'une conséquence simple de la perspective actionnaliste adoptée ici ; elle n'a d'autre utilité que d'organiser l'analyse des situations théoriques. Il serait absurde de chercher une image concrète du système politique possédant à la fois une totale légitimité, une forte intégration et une parfaite représentativité et de classer les régimes selon leur degré d'éloignement de ce type parfait, comme s'il s'agissait de les ordonner, comme les enfants à l'école, du premier au dernier. Il

est tout aussi impossible, mais pour des raisons différentes, de décrire un régime politique sans mobilisation, sans progrès, sans démocratie et sans gratification. Il n'appartient en effet en rien à la civilisation industrielle et, si on voulait en trouver la présence dans le monde d'aujourd'hui, ce ne pourrait être que du côté des régimes dont toutes les orientations s'opposent à la civilisation industrielle et qui ne payent à celle-ci qu'un tribut purement verbal, régimes fondés sur une forte idéologie étatique recouvrant la résistance acharnée d'une domination de classe et d'une culture pré-industrielle.

1. Régimes à trois éléments positifs.

- *Absence de mobilisation*, Un tel régime, soucieux de développement, démocrate et assurant une gratification élevée à ses citoyens, ne mobilise pas ceux-ci, qui considèrent le développement comme *naturel* ou assuré, ne nécessitant donc pas d'action collective. La faiblesse de la mobilisation peut tenir à une idéologie du laisser faire, héritée du [319] capitalisme libéral. La volonté de contrôle des citoyens se borne donc à rechercher des gratifications, considérées comme les résultats d'un progrès économique géré démocratiquement. L'État est peu valorisé dans son rôle économique, et son rôle est davantage conçu comme celui d'un organe de distribution et de justice sociale. L'union d'une forte démocratie et de citoyens faiblement mobilisés réduit le champ d'intervention de l'État dans ce régime qu'on nommera *démocratie libérale-progressive*. La situation américaine se rapproche par bien des aspects de ce type, et la IV^e République française, au moins après la période de difficile réorganisation qui a suivi la guerre, est un cas où une très faible mobilisation des citoyens a coexisté avec un État démocratique et soucieux de développement. L'analyse de cette situation particulière imposerait aussitôt de prendre en considération les rapports de classes en France, ce qui n'est pas l'objet de ce chapitre, mais ce qui sera partiellement évoqué dans le chapitre suivant.

- *Absence de développement*. C'est aussi dans les démocraties occidentales, mais peut-être davantage en Grande-Bretagne, que se rencontrent des situations proches, au moins par certains aspects, de ce type. Il s'agit encore d'un régime

démocratique et assurant aux citoyens une gratification élevée. Mais ici le lien de la mobilisation et du développement, c'est-à-dire la conscience de création, se trouve atteint d'une autre manière. Le développement est lent, le taux de croissance de l'économie est faible, et la mobilisation des citoyens est donc détournée de son sens propre, devient une conscience d'appartenance plus qu'une conscience d'action. Le rôle de l'État dans la vie sociale est, ici encore, faible, tandis que l'esprit de *communauté* est développé. Nous parlerons dans ce cas de *démocratie du bien-être*.

- *Absence de démocratie*. C'est une situation bien différente de la précédente que celle où le souci du développement s'accompagne de la mobilisation des citoyens confiants dans le progrès parallèle de la production et de leurs conditions de vie. L'absence de démocratie, au sens où ce terme est pris ici, ne signifie donc à aucun degré que les citoyens n'adhèrent pas à leur régime politique. Cette adhésion est au contraire d'autant plus grande que l'œuvre de développement est plus efficace et entraîne une mobilité sociale et un effort d'éducation très développés, ce qui est le cas en Union soviétique. Le rôle de l'État est très développé, puisqu'en l'absence d'un contrôle démocratique, sa force repose sur la conscience populaire d'un développement à la fois économique et social, conscience que l'État se soucie de développer. Ce régime sera nommé *dictature populaire*.

[320]

- *Absence de gratification*, On peut concevoir enfin un régime soucieux d'un développement qui mobilise les citoyens et de nature démocratique, mais où les individus n'ont pas conscience ou ne jouissent pas d'une amélioration perceptible de leurs conditions d'existence. La mobilisation ne peut alors reposer que sur la confiance dans les effets à venir du développement ou, ce qui est en partie lié, sur une fierté nationale. C'est pourquoi ce régime sera nommé *démocratie nationale*, ce dernier terme indiquant un déséquilibre au détriment du caractère populaire du régime.

Dans tous ces cas, l'absence d'une des dimensions de l'État sociétal déséquilibre l'ensemble sans cependant l'exposer à une crise profonde, puisque la plus

grande partie des liaisons entre les éléments du système politique sont sauvegardées.

2. Régimes à deux éléments positifs.

Les notions qui ont été introduites montrent qu'il en va différemment lorsque deux des quatre éléments sont négatifs. Selon le cas, la légitimité, l'intégration ou la représentativité du système politique est directement menacée par le déséquilibre créé. Aussi les six cas qui entrent dans cette catégorie doivent-ils être groupés en trois types, selon que se manifeste une crise de légitimité, d'intégration ou de représentativité. Précisons aussitôt que ces crises ne signifient pas nécessairement un affaiblissement du régime, mais seulement que sa survie suppose des mesures propres à contrecarrer les difficultés qui naissent du problème qui se présente comme le plus important dans ces Sociétés nationales.

- Crise de représentativité.

- Le premier cas est celui où la mobilisation et la gratification coexistent avec une absence de progrès et de démocratie. Un tel régime est populaire et non national. L'État s'appuie sur une adhésion populaire qu'il encourage par une action distributive, poussée aussi loin qu'il est possible dans une situation de non-développement. Ce régime peut être nommé *dictature démagogique*. Il se distingue très profondément de la dictature populaire, du fait que la gratification des citoyens n'y est pas liée au progrès économique et que leur mobilisation est moins orientée vers le développement que vers la gratification directe qui prend la forme d'avantages sociaux, aussi spectaculaires que possible, plutôt que d'amélioration du niveau de vie.

- À l'inverse, on peut nommer *démocratie autoritaire* le régime qui ne repose que sur le développement et la démocratie, n'étant pas [321] soutenu par des citoyens qui ne se mobilisent pas pour lui et qui ne reçoivent que de faibles gratifications. Les dirigeants œuvrent pour le bien de l'État sans être soutenus par l'appui populaire. La démocratie qui s'y maintient, parce qu'elle ne s'appuie plus sur une adhésion populaire, est davantage une intention qu'un système d'institu-

tions. Les modernes Cincinnatus se trouvent ainsi soumis à une grave crise de représentativité, alors même qu'ils défendent, au moins en principe, les intérêts nationaux.

- *Crise d'intégration.*

- Les régimes qui fonctionnent démocratiquement en s'appuyant sur la mobilisation des citoyens, mais sans assurer ni un développement rapide de la nation ni la gratification des citoyens, privilégient les moyens au détriment des fins. Leur système démocratique tend à devenir formel, bien que la mobilisation des citoyens puisse la prendre pour valeur, plus morale que politique, en l'absence de développement économique. On parlera ici de *démocraties stagnantes*.

- À l'inverse, on peut nommer *despotisme de l'abondance* le régime qui privilégie les fins au détriment des moyens, qui ne s'appuie pas sur la mobilisation des citoyens dont il estime défendre les intérêts directement, par la réalisation du progrès économique et sans se soucier des contrôles démocratiques qu'il repousse au nom de son sens (le l'intérêt de tous et de chacun. Cette situation ne peut être confondue avec une dictature nationaliste, car ce n'est pas un mythe racial ou national qui l'anime (ce qui exclut cette dictature de notre schéma d'analyse et oblige à la considérer uniquement comme forme de décomposition d'une situation antérieure) mais une notion de l'intérêt général qui n'est pas séparée de l'amélioration des conditions de vie.

- *Crise de légitimité.*

- L'absence conjointe de démocratie et de gratification, le privilège accordé à la création au détriment du contrôle donne naissance à une *dictature nationale-populaire*, l'union de ces deux termes manifestant que l'action menée en faveur du développement s'appuie directement sur la mobilisation des citoyens. Celle-ci peut se satisfaire, surtout dans un pays à bas niveau de vie et habitué à identifier la démocratie à un jeu de règles formelles masquant le pouvoir de la bourgeoisie, de l'espoir d'une démocratie et d'une amélioration matérielle à venir, possibilités ouvertes par le développement économique appuyé sur l'adhésion populaire. La crise de légitimité signifie dans ce cas que le régime repose sur la confiance en l'avenir

plutôt que sur l'expérience du présent. [322] Ce cas est celui de mouvements révolutionnaires, inspirés directement ou indirectement de l'idéal socialiste.

- Aucune opposition n'est plus évidente que celle de ce régime et de la *démocratie distributive* qui semble, elle, très proche de ce que nous avons nommé démocratie du bien-être, mais qui s'en sépare en ce qu'elle ne s'appuie pas sur la mobilisation des citoyens. Si la IV^e République française n'a guère connu cet appui, du moins a-t-elle eu un sens du développement que la France d'entre les deux guerres n'a guère eu, ce qui rapproche celle-ci de la démocratie distributive. L'absence de développement et de mobilisation entraîne une crise de légitimité. Un niveau de vie relativement élevé, mais qui n'est pas interprété dans une perspective de progrès, et des institutions démocratiques ne suffisent pas à assurer la légitimité du pouvoir dans un pays où l'on aime dire en même temps et sans contradiction qu'il « fait bon vivre ».

3. Régimes à trois éléments négatifs.

Si l'on peut parler de tensions dans les régimes dont un seul élément est négatif et de crise lorsque deux éléments seulement sont positifs, on est tenté de considérer comme artificiels et théoriquement instables ceux qui se réduisent à une seule des dimensions distinguées. Puisque celles-ci ne se définissent que par leurs relations mutuelles, ce type de régimes n'a au sens strict aucun contenu. Ce sont des régimes *arbitraires*. C'est dire que l'analyse que nous esquissons ainsi apporte peu de chose à leur compréhension. Dans bien des cas, leur appartenance à la civilisation industrielle n'est que de façade. Cependant, on ne peut les exclure de ce tableau, puisqu'ils participent, ne serait-ce que d'une manière infime, au modèle général de l'État sociétal.

- *Présence de la mobilisation*. Ce cas est le plus intéressant, puisqu'un certain privilège a été reconnu, au nom des principes de l'analyse actionnaliste, à cette dimension. Cette mobilisation qui ne s'appuie ni sur la conscience du progrès ni sur la jouissance des libertés démocratiques ni sur une gratification immédiate,

devient sa propre fin, s'exalte elle-même. Aussi parlerons-nous ici de *nationalisme intégrateur*, car le nationalisme est l'alpha et l'oméga du système politique.

- *Présence du progrès*. Un régime politique qui mène une action de développement économique peut, à la différence des dictatures nationales-populaires, ne pas s'appuyer sur la mobilisation des citoyens, soit que les dirigeants ne s'en soucient pas, soit que cette adhésion populaire leur manque, bien qu'ils y fassent constamment référence. Un tel [323] régime, que nous nommerons *dictature productiviste* se soumet à une extrême tension puisque, quand il ne dégénère pas en une dictature simple, il doit projeter dans l'avenir toute sa raison d'être et affirmer donc un lien quasi mécanique entre le progrès de la production et la transformation des conditions de la vie politique. Il ne peut donc se satisfaire que d'une absence de réactions populaires, mais si celles-ci éclatent, ce qui est la seule manière de se manifester, c'est le plus souvent en reprenant à leur compte les objectifs de développement : effort pour recomposer le système politique mutilé, plutôt que lutte d'opposition. On peut penser que l'un des aspects de la révolution hongroise et de l'octobre polonais a été cet effort de reconstitution du système politique.

- *Présence de la démocratie*. *La démocratie ritualiste* appartient moins directement encore aux réalités politiques liées à la civilisation industrielle. Des institutions démocratiques ne s'appuyant pas sur l'adhésion des citoyens, sur le progrès économique et social et sur la gratification des individus ne peuvent indiquer qu'une démocratie limitée, censitaire, expression politique de la domination d'une bourgeoisie, elle-même faiblement engagée dans la création d'une société industrielle. G. Germani, évoquant ce type de situation, cite la Colombie comme l'un des pays d'Amérique latine où ce régime est resté le plus stable. On pourrait évoquer aussi le *pouvoir modérateur* du Brésil impérial et républicain jusqu'en 1930.

- *Présence de la gratification*. Il est difficile de définir un régime de pure distribution qu'on pourrait nommer *gaspillage despotique*, car on voit mal le sens que la gratification peut conserver, lorsque tous les éléments qui la précèdent et la commandent dans le processus politique ont disparu. Si l'on évoque ici les dictateurs des Caraïbes, Batista ou Trujillo, ce n'est que pour souligner à quel point il

s'agit de régimes parasites, dont l'action distributive ne peut être exercée qu'au profit d'une clientèle et au détriment direct de l'ensemble de la nation.

Il nous paraît commode de résumer ici cette typologie, en désignant la mobilisation par C, le progrès par A, la démocratie par B, la gratification par D.

A. RÉGIMES À TROIS ÉLÉMENTS POSITIFS,

- | | |
|--------------------|---------------------------------|
| 1) C – A + B + D + | démocratie libérale-progressive |
| 2) A – C + B + D + | démocratie du bien-être |
| 3) B – C + A + D + | dictature populaire |
| 4) D – C + A + B + | démocratie nationale |

[324]

B. RÉGIMES À DEUX ÉLÉMENTS POSITIFS

Crise de représentativité.

- | | |
|--------------------|------------------------|
| 5) C + D + A – B – | dictature démagogique |
| 6) C – D – A + B + | démocratie autoritaire |

Crise d'intégration.

- | | |
|--------------------|---------------------------|
| 7) C + B + A – D – | démocratie stagnante |
| 8) C – B – A + D + | despotisme de l'abondance |

Crise de légitimité.

- | | |
|---------------------|-------------------------------|
| 9) C + A + B – D – | dictature nationale-populaire |
| 10) C – A – B + D + | démocratie distributive |

C. RÉGIMES À UN ÉLÉMENT POSITIF.

- | | |
|---------------------|--------------------------|
| 11) C + A – B – D – | nationalisme intégrateur |
| 12) A + C – B – D – | dictature productiviste |
| 13) B + C – A – D – | démocratie ritualiste |
| 14) D + C – A – B – | gaspillage despotique |

Qu'on nous pardonne, après avoir parcouru ce tableau, d'avoir voulu l'éclairer parfois de quelques images concrètes. Nul mieux que nous ne sait à quel point ce concret est illusoire et, répétons-le, ce serait interpréter à contresens notre analyse que d'y voir une classification des régimes politiques actuels. Non seulement certains des pays qui attirent le plus l'attention du monde d'aujourd'hui n'y figurent pas, mais surtout il serait extraordinairement naïf de réduire un pays à une image d'Épinal. S'il est vrai que dans la même usine, voire le même atelier, se mêlent et se combinent des formes différentes de travail, combien plus évidente est la complexité des situations politiques concrètes. Mais de même qu'en distinguant des phases dans l'évolution du travail, on prépare l'analyse des entreprises industrielles ou administratives, de même une typologie des régimes politiques peut aider à comprendre le sens de révolution, les crises et les tensions d'une situation politique. Enfin, il faut une fois encore rappeler qu'il n'existe probablement aucune société nationale qui appartienne entièrement à la civilisation industrielle, et que le complément indispensable de la présente analyse serait l'étude des rencontres entre l'État sociétal et d'autres formes politiques, liées aux sociétés traditionnelles. S'il est impossible d'entreprendre cette étude ici, c'est parce qu'elle suppose une étude de ces sociétés traditionnelles, des sociétés capitalistes comme des sociétés pré-industrielles, ce qui déborde largement l'objet de notre réflexion, qui espère cependant fournir les principes élémentaires qui peuvent préparer un tel travail.

[325]

B. LES TENDANCES DU SYSTÈME POLITIQUE

[Retour à la table des matières](#)

La typologie qui vient d'être esquissée ne constitue pas le dernier stade d'une analyse ; tout au contraire, elle n'est qu'une première démarche, très simple et par conséquent très éloignée encore de la réalité concrète. Elle ne situe pas des types de sociétés globales, mais des types de régimes politiques et son utilité principale peut être définie, malgré les apparences, comme un effort pour détruire les classifications empiriques ou globales et préparer l'analyse actionnaliste de la vie politique. Si la typologie se veut le plus souvent descente des notions théoriques vers la description de situations concrètes, celle-ci a l'intention contraire, aider à s'éle-

ver vers l'étude des mécanismes du système politique. Concrètement, elle doit aider à dépasser l'opposition de deux points de vue aussi insuffisants l'un que l'autre : la classification empirique d'un côté, l'étude de notions générales, comme la démocratie, la dictature, le libéralisme, la participation politique de l'autre. Ce qui revient à dire que la valeur positive ou négative (et il ne s'agit que d'une simplification, nécessaire dans un exposé schématique) d'un des éléments du système politique n'a de sens que si on la considère dans ses relations structurelles avec les autres éléments à l'intérieur d'un régime particulier. Ceci est l'application directe du principe le plus général de cette analyse : aucun des quatre éléments du système politique ne peut se définir isolément ; il n'a de sens que dans ses relations avec les autres et par conséquent par référence à l'état global du système, ce qui manifeste clairement que celui-ci est un système d'action, dominé par une dialectique d'ensemble, qui est celle du sujet historique.

Aussi la meilleure méthode consisterait-elle à utiliser la typologie des régimes non pour définir des notions générales, mais pour analyser des traits de fonctionnement, le mode de saisie du pouvoir, de remplacement des dirigeants, de traitement de l'opposition, l'unification ou la séparation des champs d'intervention politique (politique extérieure, politique économique, politique sociale, éducation et propagande, etc.), les rapports entre pouvoir central et pouvoirs locaux, les moyens d'expression de l'opinion publique ou les manières d'influencer celle-ci et aussi les rapports entre les détenteurs du pouvoir politique et les dirigeants des organisations de toutes sortes. Il ne s'agit pas de répondre à l'un quelconque de ces problèmes en alignant chaque fois d'une manière monotone quatorze réponses correspondant aux types principaux qui viennent d'être distingués, mais, à l'inverse, de chercher à dégager certains principes de fonctionnement du système politique dans la civilisation industrielle, c'est-à-dire de l'action politique.

[326]

Il n'est pas indispensable, mais il est commode, au début du moins, de définir les problèmes considérés en termes d'éléments ou de combinaisons d'éléments du système politique. Prenons un exemple. La coexistence du développement et de la démocratie pose au système politique son problème le plus général. La relation de ces deux termes peut être ramenée à une identité simple : le progrès économique peut être confié à la spontanéité des acteurs ; ceux-ci, à l'inverse, peuvent être soumis à un pouvoir central qui évalue leurs actes par référence à une certaine

conception des conditions sociales du développement. Ces situations ne se ramènent pas à des types, déjà décrits, de régimes politiques. En termes plus clairs, elles conduisent l'analyse à se situer à un niveau intermédiaire entre celui des dimensions (A, B, C et D) et celui des problèmes généraux (légitimité, intégration, représentativité) de la vie politique. Nous nommerons ces situations des *tendances* politiques. Ce terme indique qu'il s'agit là d'un point de départ qui doit conduire à une analyse générale du système politique, par différenciation progressive. Pour revenir à l'exemple choisi, nous pouvons faire l'hypothèse que les deux formes de dégradation de la relation entre création et contrôle correspondent, l'une à la réunion de la démocratie et de l'absence de mobilisation (B + C -), l'autre à la réunion de la mobilisation et de l'absence de démocratie (B - C +). Il est aisé de généraliser cette méthode et de considérer six groupes de deux tendances politiques opposées, qui sont 1 : C + B - / C - B + ; 2 : C + A - / C - A + ; 3 : C + D - / C - D + ; 4 : A + B - / A - B + ; 5 : A + D - / A - D + ; 6 : B + D - / B - D +. Nous nous bornerons ici à définir rapidement la nature de ces tendances. Il est aisé de voir comment leur étude éclaire celle des régimes politiques en même temps qu'elle s'appuie sur elle.

1. La tendance qui vient d'être prise comme exemple peut être nommée : *participation libérale ou dirigée*. Le second cas, celui du dirigisme, qui correspond à la situation C + B -, mobilisation sans démocratie, indique un déséquilibre de la participation qui permet à l'État d'exercer un contrôle unilatéral sur elle.

Mais ce dirigisme change de sens selon que la médiation entre la mobilisation (C) et la démocratie (B), à savoir le progrès (A), est positive ou négative. S'il n'y a pas de développement, on assiste à une décomposition du système politique, c'est-à-dire à sa réduction à une tendance dirigiste, à mesure que disparaît aussi la gratification. On peut ainsi situer quatre des types de régimes qu'on a distingués, non pas globalement, mais selon leur commune tendance dirigiste : la dictature [327] populaire, la dictature nationale-populaire, la dictature démagogique et le nationalisme intégrateur. Regroupement qui ne peut avoir pour effet de constituer une *famille* de régimes, puisqu'il est clair que chacun d'eux se définit aussi par d'autres

tendances, mais qui permet de dégager un type de problèmes et d'analyser par exemple la dégradation d'une forme de régime ou la progression d'une autre.

Des observations parallèles peuvent être faites au sujet des régimes à participation spontanée.

2. La discordance entre mobilisation et progrès définit une *création expressive ou instrumentale* selon que la mobilisation se fait sans progrès ou le progrès sans mobilisation. Dans le premier cas, le rôle du sentiment de communauté, de l'exaltation collective est grand. Ce qui introduit à l'analyse comparée de cette orientation dans la démocratie du bien-être, la démocratie stagnante, la dictature démagogique et le nationalisme intégrateur, régimes assurément fort éloignés les uns des autres et qui cependant ont une tendance commune.

3. Le caractère populaire d'un régime est menacé par la discordance entre la mobilisation et la gratification, qui définit une tendance à la *confiance ou à la satisfaction*. Les régimes qui reposent sur la première plus que sur la seconde sont ceux où la mobilisation ne prend pas appui sur une conscience de gratification et donc s'appuie sur une forte conscience de la collectivité qui tend à se réduire au nationalisme à mesure que disparaissent le développement et la démocratie.

4. Quand l'union du progrès et de la démocratie se rompt, apparaît une tendance à l'*unité ou au pluralisme*. L'unité se dégrade en autocratie à mesure que disparaissent le développement et la gratification, à mesure que l'on passe de la dictature populaire à la dictature productiviste à travers la dictature nationale-populaire ou le despotisme de l'abondance.

5. L'efficacité étant définie par l'union du progrès et de la gratification, leur séparation définit une tendance *collectiviste ou individualiste*. Les régimes à tendance collectiviste ne sont donc qu'en partie les mêmes que les régimes à tendance dirigiste, puisque la dictature nationale, la dictature nationale-populaire, la démocratie autoritaire et la dictature productiviste entrent dans cette catégorie.

6. La tendance *au formalisme ou à l'utilitarisme* naît de la séparation des deux dimensions du contrôle. Le formalisme évolue vers le [328] ritualisme à mesure que disparaissent la mobilisation et le développement. La démocratie devient une simple façade, plus on s'éloigne de la démocratie nationale pour se rapprocher de la démocratie ritualiste en passant par la démocratie stagnante ou la démocratie autoritaire.

Ici encore, il est commode de résumer sous forme de tableau les observations précédentes.

A. SPONTANÉITÉ OU DIRIGISME

Libéralisme

C - B +

démocratie libérale-progressive
démocratie autoritaire
démocratie distributive
démocratie ritualiste

Dirigisme

C + B -

dictature populaire
dictature nationale-populaire
dictature démagogique
nationalisme intégrateur

B. EXPRESSIVITÉ OU INSTRUMENTALISME

Expressivité

C + A -

démocratie du bien-être
démocratie stagnante
dictature démagogique
nationalisme intégrateur

Instrumentalisme

C - B +

dictature libérale-populaire
despotisme de l'abondance
démocratie autoritaire
dictature productiviste

C. CONFIANCE OU SATISFACTION

Satisfaction

C - D +

démocratie libérale-progressive
despotisme de l'abondance
démocratie distributive
gaspillage despotique

Confiance

C + D -

démocratie nationale
dictature nationale-populaire
démocratie stagnante
nationalisme intégrateur

D. UNITÉ OU PLURALISME*Pluralisme***A - B +**

démocratie du bien-être
 démocratie stagnante
 démocratie distributive
 démocratie ritualiste

*Unité***A + B -**

dictature populaire
 dictature nationale-populaire
 despotisme de l'abondance
 dictature productiviste

[329]

E. COLLECTIVISME OU INDIVIDUALISME*Individualisme***A - D +**

démocratie du bien-être
 démocratie distributive
 dictature démagogique
 gaspillage despotique

*Collectivisme***A + D -**

démocratie nationale
 dictature nationale-populaire
 démocratie autoritaire
 dictature productiviste

F. FORMALISME OU UTILITARISME*Formalisme***B + D -**

démocratie nationale
 démocratie stagnante
 démocratie autoritaire
 démocratie ritualiste

*Utilitarisme***B - D +**

dictature populaire
 despotisme de l'abondance
 dictature démagogique
 gaspillage despotique

Ce tableau, combiné aux précédents, permet la préparation d'une analyse politique. L'exposé qui vient d'être fait est aride, parce qu'il n'offre qu'une mise en forme des situations. Il peut orienter au départ un grand nombre d'analyses ; ce serait tomber dans un formalisme desséchant de croire qu'il les commande ou qu'il les conclut.

À l'issue de cette phase préliminaire, il est seulement possible de regrouper tous les instruments proposés et de définir plus précisément chacun des types de régimes qui ont été distingués. Un seul exemple suffira à le montrer. La IV^e Ré-

publique française, dans la mesure d'une part où on la réduit à une image unique et d'autre part où on ne la considère qu'en tant qu'elle appartient à la civilisation industrielle, c'est-à-dire en faisant abstraction dans sa description des luttes de classes et des rapports entre culture pré-industrielle et économie capitaliste, deux types de problèmes de la plus évidente importance, peut être définie, nous l'avons dit, par l'absence de mobilisation associée au progrès, à la démocratie et à la gratification (C – A + B + D +). Cette situation globale se décompose de la manière suivante : ce régime est de tendance libérale (C – B +) et instrumentale (C – A +) ; repose sur la satisfaction (C – D +) plus que sur la confiance. En même temps il est national (A + B +), efficace (A + D +) et contrôlé (B + D +).

Si l'on considère son interprétation, le fait qu'il soit à la fois libéral et efficace indique que son *fonctionnement* est satisfaisant ; sa *légitimité*, relation entre son caractère instrumental et son caractère contrôlé, [330] est médiocre ; enfin sa *représentativité*, c'est-à-dire la relation entre une orientation vers la satisfaction et non vers la confiance et un caractère national plus que populaire, apparaît très faible. Il s'agit donc d'un régime qui fonctionne d'une manière satisfaisante, assure à la fois le développement et la démocratie, mais dont la légitimité est insuffisante et surtout où une rupture profonde sépare le citoyen du personnel politique. La crise de confiance s'inscrit sur une adhésion assez grande et une situation objectivement favorable. L'antiparlementarisme s'associe à un républicanisme constant et à des conditions de vie relativement satisfaisantes. La IV^e République n'est pas morte de son inefficience ou d'une opposition populaire, mais de l'absence de soutien populaire au personnel politique confronté à un problème ne menaçant pas directement l'existence matérielle des Français. La légitimité du régime a cédé aux conséquences de l'absence de popularité du personnel politique, sans pourtant disparaître.

Un tel tableau n'apporte rien de neuf, mais associé à ceux qui peuvent être présentés pour les autres régimes, il indique la direction dans laquelle peuvent être entreprises de véritables analyses. Il n'est pas indifférent par exemple de savoir dans quel cas le problème principal d'un régime est de représentativité, d'intégration ou de légitimité. L'analyse formelle qui a été entreprise permet aussi de s'interroger utilement sur les détenteurs du pouvoir dans les diverses situations

politiques, en fonction de l'état de leurs divers *éléments*, de leurs *tendances* et de leurs *problèmes*,

C NIVEAUX ET TYPES DE POUVOIR

[Retour à la table des matières](#)

L'étude de ce problème comme, on peut le penser, de la plupart des autres, doit, au moins dans sa première phase, considérer successivement les trois niveaux d'analyse qui ont été distingués : éléments, tendances et problèmes du régime politique.

1. Les dirigeants.

La double dialectique du pouvoir peut être transcrite directement en termes d'agents de l'action politique. On doit donc distinguer quatre grandes catégories de dirigeants, qui contrôlent ou influencent la mobilisation, le progrès, la démocratie et la gratification.

Nous les nommerons les *propagandistes*, qui agissent sur l'opinion ; les *économistes*, qui dirigent le développement économique et ses implications sociales ; les *politiciens*, qui dirigent les institutions politiques ; [331] les *syndicalistes* enfin, qui animent l'action ou la revendication qui ont pour but d'élever la gratification des citoyens. Ces catégories peuvent être séparées ou confondues, partiellement ou totalement. Il faut en effet distinguer deux modes de regroupement de ces catégories intégrée, unifiée ou que se forme une simple correspondance des catégories de départ, reliées entre elles par les règles d'un jeu qui assure à la fois leur autonomie et leur interdépendance. On se hâte souvent de parler de la formation d'une élite ou d'une classe dirigeante, alors qu'il ne se forme qu'un jeu unifié mais complexe du pouvoir. Inversement, G. Lavau a raison de marquer les limites de la critique de Dahl à Mills (cf. *Le Elites Politiche*, Bari, Laterza, 1961, p. 80-87) : rejeter l'idée d'une élite unifiée ne peut signifier *ipso facto* qu'on prouve l'inexistence d'un système unifié de pouvoir, d'un orchestre politique.

Cette remarque doit être présente à l'esprit lorsqu'on utilise la typologie des régimes politiques pour définir les relations entre catégories dirigeantes. Cette typologie ne peut indiquer que la séparation des catégories, sans indiquer la nature de la liaison de celles qui apparaissent unies. Dans la majorité des cas, il existe une correspondance directe entre la situation du régime politique et les rapports des catégories dirigeantes. Dans certains cas, elle est plus indirecte, ce qui introduit une incertitude plus grande dans les formulations qui sont proposées. Pour la clarté de la présentation, on symbolisera par C' les propagandistes, par A' les économistes, par B' les politiciens et par D' les syndicalistes.

Démocratie libérale-progressive (C – A + B + D +). Les propagandistes sont isolés d'un système dirigeant auquel les économistes, les Politiciens et les syndicalistes participent, Sans que cela signifie, assurément, qu'ils forment une élite dirigeante unifiée C'/A'B'D')

Démocratie du bien-être (A – B + C + D +). Non seulement les économistes sont relativement isolés, puisque le système politique ne considère pas le développement comme sa tâche fondamentale, mais cet isolement entraîne celui des syndicalistes, qui ont à mener une double lutte, économique et sociale, qui les empêche de s'identifier aussi bien aux politiciens qu'aux économistes. En revanche, propagandistes et politiciens sont étroitement liés, dans la mesure où les institutions politiques sont directement sensibles aux mouvements de l'opinion publique (C'B'/A'D').

Dictature populaire (B – A + C + D +). Il existe ici aussi un système de pouvoir très large et en fait, nous le verrons plus loin, beaucoup [332] plus unifié que dans la démocratie libérale-progressive. Le système unit politiciens, économistes et propagandistes, mais le régime changerait de nature s'il ne laissait pas une certaine autonomie à ceux que nous nommons syndicalistes, mais qui peuvent assurer des fonctions diverses (A'B'C'/D').

Démocratie nationale ($D - A + B + C +$). Ici, non seulement les syndicalistes sont autonomes, puisqu'ils luttent à contre-courant, mais encore les politiciens le sont, puisqu'ils acceptent une situation nécessairement intermédiaire entre le groupe des économistes et des propagandistes et celui des syndicalistes. S'ils se ralliaient au premier groupe, la démocratie ne serait plus qu'une façade ($C'A'/B'/D'$).

Dictature démagogique ($C + D + A - B -$). Les économistes restent isolés et souvent même écartés du pouvoir, tandis que les politiciens contrôlent la propagande et les syndicats ($A'/C'B'D'$).

Démocratie autoritaire ($C - D - A + B +$). Ce régime est dominé par la séparation de l'État et de l'opinion. Politiciens et économistes s'unissent pour un développement au moins relativement démocratique, tandis que syndicalistes et propagandistes se confondent et s'opposent à l'action du premier groupe. L'existence d'institutions démocratiques empêche les dirigeants de contrôler étroitement les syndicalistes. ($A' B'/C'D'$).

Démocratie stagnante ($C + B + A - D -$). Les économistes et les syndicalistes forment un ensemble conflictuel de défense du développement, tandis que les politiciens s'appuient sur les propagandistes qui mobilisent l'opinion en leur faveur ($C'B'/A'D'$).

Despotisme de l'abondance ($C - B - A + D +$). Les politiciens se lient aux économistes, tandis que les propagandistes, les leaders de l'opinion, restent en marge du pouvoir ou en opposition avec lui, ce qui entraîne l'autonomie des syndicalistes, eux aussi tenus à l'écart ($B'A'/C'/D'$).

Dictature nationale populaire ($C + A + B - D -$). Le pouvoir politique autoritaire, appuyé sur la mobilisation des citoyens, donc lié aux propagandistes et menant une action de développement, donc dominant les économistes, ne reconnaît

pas l'autonomie des syndicalistes, ce en quoi il se sépare de la dictature populaire (A'B'C'D').

[333]

Démocratie distributive (C – A – B + D +). L'isolement d'une part des économistes, d'autre part des propagandistes s'accompagne de l'union, de type social-démocrate, des politiciens et des syndicalistes (C'/A'/B'D').

Nationalisme intégrateur (C + A – B – D –). Le pouvoir politique est entièrement lié aux propagandistes qui excitent le nationalisme, ce qui interdit toute existence aux syndicalistes et limite l'action des économistes. Mais alors que dans la dictature nationale populaire l'unité des catégories dirigeantes s'opère autour des politiciens, elle s'opère ici autour des propagandistes (B'C'). Les syndicalistes sont alors des dirigeants réduits à l'impuissance ou à la clandestinité.

Dictature productiviste (A + B – C – D –). L'union des politiciens, et des économistes est étroite et possède le monopole du pouvoir, s'identifiant aussi aux propagandistes (A'B'C').

Démocratie ritualiste (B + A – C – D –). L'isolement des politiciens entraîne celui des économistes et par conséquent propagandistes et syndicalistes se trouvent également séparés les uns des autres. La décomposition du système de pouvoir est extrême (A'/B'/C'/D').

Gaspillage despotique (D + A – B – C –). Le gaspillage est organisé par le pouvoir, ce qui unit aux politiciens les syndicalistes qui forment leur clientèle et qui sont le plus souvent corrompus. Économistes et propagandistes dont que faire dans un tel régime (A'D').

2. *Les niveaux d'action politique.*

Ce tableau indique, sous une forme très simplifiée, les relations entre les dirigeants, mais il ne donne presque aucune indication sur la nature sociale des agents de la vie politique. Or ceux-ci peuvent être des individus menant une politique personnelle, des orienteurs de groupes de pression, des chefs de partis ou de mouvements d'opinion organisés. C'est ici que l'on peut recourir aux trois grands *problèmes* du système politique : problème de sa légitimité qui concerne son orientation, son action historique, analysable en termes de création et de contrôle ; problème de son intégration, qui concerne son organisation, analysable en termes de moyens et de fins ; problème de sa représentativité, qui concerne sa direction, analysable en termes de rapports entre l'État et les citoyens. Les acteurs de la vie politique ne sont pas de même nature selon que l'on considère [334] l'un ou l'autre de ces problèmes. *L'orientation* du système politique met en cause les groupes d'intérêts, qui sont l'équivalent dans la civilisation industrielle de ce que sont les classes dans les sociétés traditionnelles. Les notions de création et de contrôle permettent de définir les types d'aliénation qui menacent le sujet historique et donc le sens subjectal des groupes d'intérêts qui se constituent, comme des utopies ou des idéologies qui se forment. *L'organisation* du système politique, son anomie ou son intégration, engage moins des groupes d'intérêts que des institutions et donc des organisations dans lesquelles s'acquiert une certaine participation et s'obtient une certaine efficacité. Enfin les problèmes de *direction* sont importants dans la mesure où il existe un *leadership* politique, où ce pouvoir est toujours à quelque degré personnel.

Ainsi se trouvent définis trois niveaux d'action politique que l'on pourrait nommer : *l'opinion*, *l'organisation* et *l'action* politiques. Le personnel qui intervient à chacun de ces trois niveaux peut être le même comme il peut être autre que celui qui agit aux autres niveaux.

Un dirigeant politique dans une démocratie parlementaire est un politicien menant une carrière personnelle, mais il est en même temps souvent un dirigeant de l'opinion, comme journaliste et un dirigeant d'organisations politiques, syndicats ou autres. Dans ce cas, ces trois fonctions, qui peuvent imposer des exigences

contradictoires à celui qui les remplit, restent, au moins pour l'essentiel, distinctes. Dans d'autres régimes, le personnel politique est au contraire spécialisé, chargé de diriger un mouvement d'opinion, de siéger dans un parlement, un gouvernement ou un parti, mais mouvements d'opinion, institutions politiques et action personnelle sont étroitement liés.

Entre ces deux cas extrêmes, on peut concevoir au moins deux situations intermédiaires. Dans la première, le niveau de l'opinion et celui des institutions sont liés mais séparés de celui, plus politique au sens étroit du terme, de la direction politique. Ceci peut se produire dans des démocraties où le pouvoir exécutif est nettement séparé du pouvoir législatif, sous quelque forme constitutionnelle que ce soit. Dans la seconde, le même personnel gère les institutions et les organes de direction de la vie politique, tandis que les leaders de l'opinion, qui animent les groupes d'intérêts, restent à part.

La distinction de ces trois niveaux ne doit cependant pas être utilisée seulement pour considérer leur degré de fusion ou d'indépendance. Elle permet de comprendre aussi les caractéristiques des détenteurs du pouvoir. Le niveau fondamental de la vie politique est celui de ses orientations. C'est à ce niveau, nous l'avons dit, que se situent les [335] grands mouvements sociaux et que se forment les groupes d'intérêts. C'est aussi le niveau où le libre jeu des individus est le plus restreint. Pour reprendre une distinction classique, on parle volontiers à ce niveau de *délégués*, tenus par un mandat plus ou moins impératif, tandis qu'au niveau institutionnel, on parle de *représentants*, choisis sur un certain programme mais libres de leurs décisions particulières ; enfin, au niveau de la direction politique, c'est naturellement le terme de *dirigeants* qui s'emploie, indiquant la très grande liberté d'action de ce type d'hommes. Il s'ensuit que la *personnalisation* et l'*unification* du pouvoir politique sont deux notions qui apparaissent interchangeables et qui pourtant s'opposent. Car plus prévalent les problèmes d'orientation et plus les détenteurs du pouvoir sont les délégués d'un mouvement social, qui unifie l'action politique et, en principe, distribue le pouvoir entre les comités de salut public ou les soviets, tandis que plus les problèmes de direction politique prennent d'importance, plus le pouvoir se personnalise, mais moins aussi il s'unifie, pouvant se diversifier de la manière la plus contradictoire, selon les humeurs

d'un autocrate ou les influences qui s'exercent en profitant de son ignorance, de sa fatuité ou de sa prédilection pour un certain type de problèmes.

On peut poser que le modèle théorique de l'État sociétal, implique une hiérarchie dans laquelle les problèmes d'institutions dominent les problèmes de direction et où les problèmes d'orientation encadrent les deux autres, où les délégués du peuple commandent à ses représentants qui commandent aux dirigeants. La conséquence en est que les raisons qui bouleversent cette hiérarchie doivent être du même ordre que celles qui entraînent la formation de régimes dont tous les éléments ne sont pas positifs.

3. La concentration du pouvoir.

C'est donc à la notion de *tendances* des régimes politiques qu'il faut maintenant faire appel. La lecture du tableau qui en a été donné conduit à définir les conditions dans lesquelles un pouvoir unifié tend à se *concentrer*, processus qui peut, dans certains cas, conduire à un renversement de la situation et à une personnalisation progressant au détriment de l'unification. Le dirigisme, l'appel à la confiance et à l'unité, le collectivisme, l'utilitarisme et même l'instrumentalité sont des tendances qui jouent en faveur de la concentration du pouvoir. Or ces tendances se manifestent surtout dans les régimes qui s'assignent une tâche de développement et le plus souvent, mais pas toujours, dans des régimes non démocratiques.

[336]

Si la concentration du pouvoir apparaît aussi caractéristique des pays *en développement*, peut-on préciser les conditions dans lesquelles la concentration est liée à l'unification et celles au contraire qui facilitent la personnalisation du pouvoir concentré ? La concentration du pouvoir ne menace pas son lien avec le mouvement social qui le soutient, quand le progrès et la mobilisation coexistent dans la définition du régime politique, c'est-à-dire quand celui-ci est créateur. On peut donc penser que la concentration du pouvoir conduit à sa personnalisation lorsque mobilisation et progrès sont de signes opposés, la première présente et le second absent comme dans le nationalisme intégrateur ou la dictature démagogique, ou à

l'inverse la première absente et le second présent comme dans la dictature productiviste, la démocratie autoritaire et le despotisme de l'abondance.

Au contraire, le pouvoir reste à la fois concentré et unifié lorsque sont présents à la fois le progrès et la mobilisation, comme dans le cas de la dictature populaire et de la dictature nationale-populaire. C'est probablement dans cette situation intermédiaire, où personnalisation et unification du pouvoir s'unissent dans sa concentration, que la fusion ou l'étroite interdépendance des trois niveaux et aussi des quatre éléments de pouvoir est poussée le plus loin. Cette élite dirigeante unifiée ne peut être confondue avec une classe politique, expression qui peut être source de confusion, mais qui évoque en fait la séparation relative au sein de la société, d'une catégorie de dirigeants. L'élite dirigeante unifiée ne se constitue que lorsque existe une forte mobilisation des citoyens, tandis qu'on peut parler de *classe politique* dans le cas plus simple, où le régime politique n'est pas populaire, c'est-à-dire où les citoyens sont privés de mobilisation et de gratification, comme dans une démocratie autoritaire, une dictature productiviste ou une démocratie ritualiste, ou encore dans les cas où le régime insiste entièrement sur le contrôle aux dépens de la création, comme dans la démocratie productiviste et le nationalisme intégrateur, la dictature productiviste se trouvant aussi dans cette situation, et apparaissant ainsi comme un terrain d'élection pour la formation d'une classe politique.

On ne peut évoquer ces trois niveaux de l'action politique, liés aux trois grands problèmes du système politique, son orientation, son organisation et sa direction, sans évoquer la séparation des trois moments de l'analyse sociologique dans son ensemble et la distinction des démarches actionnaliste, fonctionnaliste et structuraliste. Plus se forme une élite dirigeante unifiée et plus son analyse doit être menée à la fois en termes d'action historique, de système de relations sociales et de « langage de la politique », alors que la séparation des niveaux d'action [337] politique permet de mener à chacun d'entre eux une analyse plus simple, c'est-à-dire ne relevant que d'une grande démarche théorique. Cependant une telle situation est à la limite contradictoire avec la notion même de civilisation industrielle et avec les caractères généraux de son système politique. Parce que l'État sociétal se définit à la fois par le développement et la démocratie, la création et le contrôle, la séparation des pouvoirs de l'État libéral ne peut y survivre. C'est pourquoi la politique qui correspond au modèle rationalisateur est passionnelle et

le rôle des individus n'est jamais plus grand que dans les démocraties de masse. Aux débuts de la sociologie industrielle, Mayo rappelait, contre les tenants de l'utilitarisme individualiste, le rôle des *sentiments*. L'étude des organisations a donné à cette intuition des formes plus élaborées, mais l'interdépendance des mouvements historiques, des organisations et des personnalités n'a cessé d'apparaître plus étroite et plus complexe. Il en va de même *a fortiori* dans le système politique, si l'on considère l'action politique comme un phénomène social total. Il n'est plus possible de rechercher derrière la richesse des événements les forces cachées ou les hommes masqués qui tirent les ficelles et font gesticuler les politiciens qui paradedent devant le public. L'analyse ne peut porter que sur le système de la vie politique, où les individus sont plus que des protagonistes, sont des personnalités, au sens psychologique du terme, en correspondance avec une situation historique et des rôles organisationnels, où les organisations, partis ou syndicats sont plus que des institutions ou des courroies de transmission, sont à la fois des sujets collectifs et des systèmes de relations sociales, où les mouvements historiques sont autre chose que les porteurs du sens de l'histoire, sont l'expression du sujet historique, principe des organisations, facteur d'orientation des personnalités. C'est pourquoi la plus grande menace qui pèse sur la civilisation industrielle est le totalitarisme, où l'histoire se confond avec un parti, qui s'identifie à un homme, un individu, dirigeant ou despote.

IV. CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

L'apparition de l'État sociétal dont les mécanismes viennent d'être indiqués entraîne nécessairement deux types de conséquences, contradictoires entre elles. La séparation, admise par les penseurs du XIX^e siècle, des libéraux et de Hegel jusqu'à Weber, entre la société civile et l'État, entre *society* et *polity*, disparaît. Il s'ensuit d'une part une politisation [338] croissante des mouvements d'opinion et des mouvements sociaux fondés sur la défense d'un groupe d'intérêts, comme on le verra au chapitre suivant en évoquant le mouvement ouvrier, mais d'autre part aussi une intervention plus forte et plus directe de l'État, considéré comme organisation, sur la vie sociale. Ces deux thèmes coexistent dans la pensée politique de

notre siècle, marquée à la fois par l'analyse de la démocratie de masse et par le renouveau de l'analyse machiavélienne, s'appuyant sur les inquiétudes déjà exprimées au siècle passé par Tocqueville et Burkhardt. On doit parler à la fois de la volonté organisatrice des mouvements sociaux et du primat du politique ou, plus concrètement encore, de la force contraignante et manipulatrice de l'État.

Celui-ci, porteur du sujet historique, est aussi un ensemble particulier et ceci d'autant plus nettement que la concurrence entre les États est plus forte. Il peut se faire que les besoins stratégiques de l'État le conduisent à briser les mouvements sociaux, comme il peut arriver que les mouvements sociaux absorbent l'État, comme dans le cas du Welfare State. Il peut enfin apparaître une situation de coexistence pacifique, de tolérance mutuelle entre le pouvoir politico-économique et les mouvements sociaux et, plus largement, entre l'État et la société, qui ne ramène nullement à la situation classique du capitalisme libéral, car la vie économique n'appartient plus au domaine de la société civile, mais à celui de l'État. Cette situation a d'autant plus de chances de se développer que l'État est dominé par des nécessités internationales et qu'il se montre en même temps capable de répondre aux exigences fondamentales du développement et du fonctionnement de l'économie.

Il serait donc faux de conclure unilatéralement que la naissance de la civilisation industrielle entraîne le dépérissement de l'État. Cette tendance est réelle, en ce sens que la séparation de la société civile et de l'État tend à disparaître ; mais cette évolution favorise aussi bien l'action machiavélienne de l'État que la démocratie sociale. Il semble même difficile de concevoir que l'un de ces deux traits de la civilisation industrielle puisse se développer indépendamment de l'autre.

[339]

**Troisième partie :
Naissance de la civilisation industrielle**

Chapitre VII

LE MOUVEMENT OUVRIER

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

1. Les historiens, les sociologues, les économistes eux-mêmes n'auraient pas consacré autant d'études au travail industriel, si n'avait pas existé, depuis les débuts de l'industrialisation et surtout depuis la fin du XIX^e siècle, un ensemble de mouvements sociaux, de défense professionnelle et économique certes, mais surtout de contestation sociale. Pour des générations, la question sociale fut la question ouvrière, c'est-à-dire la lutte du mouvement ouvrier contre la société capitaliste dans les pays industrialisés d'Occident, puis dans le monde entier, dans la mesure où celui-ci portait la marque du capitalisme et du colonialisme. Avant de remettre en cause une telle définition d'ensemble du mouvement ouvrier, comment ne pas s'arrêter un instant sur ce fait étrange : le mouvement ouvrier, dont l'importance a suscité tant d'observations et de commentaires, alors que le monde rural était l'objet d'études beaucoup moins nombreuses, apparaît aujourd'hui encore comme opaque à l'analyse sociologique. On ne s'en étonnerait pas si ce n'était que la conséquence d'un nécessaire dépeçage de la réalité sociale, si diverses dis-

ciplines scientifiques avaient repris en charge, chacune dans sa perspective propre, l'ensemble des phénomènes sociaux qu'on groupe pratiquement sous le nom de mouvement ouvrier. Mais tel n'est pas le cas. S'il est exact que la sociologie des relations sociales s'est intéressée à la revendication ouvrière, à la participation aux activités syndicales ou au fonctionnement interne des organisations syndicales et que l'économie sociale a très utilement replacé l'étude des relations industrielles dans le cadre plus vaste d'une théorie des salaires et de l'emploi il reste que la nature sociologique de ce mouvement social, de ces associations volontaires, da guère été considérée et que ce qu'on nomme par habitude les théories du mouvement ouvrier ne peuvent en général être considérées comme telles, n'étant pour l'essentiel que la transcription de pratiques sociales particulières.

[340]

2. L'historiographie du mouvement ouvrier a été longtemps, à quelques exceptions près, un des secteurs les plus vêtustes des études historiques. Lorsqu'elle ne se contente pas d'une description événementielle, faisant alterner l'analyse des congrès syndicaux avec le portrait des grands animateurs du mouvement ouvrier et replaçant l'ensemble dans un *cadre* technologique, économique et politique, elle cherche à s'identifier au mouvement qu'elle décrit : elle scrute avec anxiété les premiers efforts d'organisation ouvrière, avec admiration les grandes luttes, anciennes ou récentes, avec sympathie les conquêtes obtenues par la voie légale ou par la voie contractuelle. L'histoire du mouvement ouvrier ne cesse d'être chronique que pour devenir épopée, s'identifiant à l'action collective et n'employant d'autres instruments d'analyse que ceux que lui fournissent les acteurs eux-mêmes. Il faut alors choisir entre des histoires particulières, devenant aisément des *théories* particulières, identifiées au business unionism, au syndicalisme révolutionnaire, au mouvement communiste ou à la *paix industrielle*, et une histoire générale organisée autour des traits communs à tous les mouvements ouvriers, et qui devient de plus en plus vague à mesure que se diversifie le mouvement ouvrier, histoire de la lutte ouvrière, de la revendication ou de la réforme sociale, autant de termes qui ont le mérite et la faiblesse de désigner le sens d'un mouvement et de renoncer à le définir. Il reste, il est vrai, la possibilité d'*interpréter* le mouvement ouvrier, de le considérer comme l'instrument objectif et volontaire de création d'une société nouvelle que l'historien ou le sociologue se charge lui-même de dé-

finir. Une telle méthode da de sens que si le mouvement ouvrier apparaît commandé par la nécessaire évolution d'un système économique dont les lois de structure et d'évolution déterminent, sinon son histoire détaillée, du moins le sens de son action.

Pratiquement, ce point de vue n'apporte rien à la connaissance du mouvement ouvrier ou, du moins, son apport n'est pas différent de celui des théories qui rationalisent l'action volontaire de certains éléments du mouvement ouvrier. On peut penser que les Industrial Workers of the World attaquaient le principe même du capitalisme américain, tandis que l'American Federation of Labor ne se souciait que de tirer pour les ouvriers une partie des avantages résultant des conditions économiques et sociales du développement industriel aux États-Unis. Mais que les préférences de D. Guérin (*Où va le peuple américain ?* Paris, Julliard, tome I, 1950, 2^e partie) ne soient pas celles de S. Perlman (*op. cit.*) nous importe peu : qu'apprenons-nous, à travers ces controverses, sur la raison d'être du syndicalisme américain ?

Tant que l'analyse se réduit à interpréter la réalité sociale, ou [341] bien elle impose à celle-ci des principes d'analyse extra-sociaux, au nom desquels est unifié le mouvement ouvrier, qui ne peut plus alors être saisi comme mouvement, c'est-à-dire comme orientation normative et la sociologie est mise en congé, ou bien elle s'identifie aux intentions clairement exprimées de chaque mouvement social concret, renonçant ainsi à proposer des principes généraux d'explication. La seconde solution a l'avantage d'encourager les descriptions fidèles et l'inconvénient de leur enlever tout sens ; la première a l'avantage d'introduire un principe central d'explication et l'inconvénient de le choisir arbitrairement.

Cette dernière position a cependant le mérite d'éclairer l'étude conjoncturelle du mouvement ouvrier et serait suffisante si l'on pouvait admettre que le mouvement ouvrier n'est que la réponse à une situation entièrement subie. Dans ce cas, en effet, le sens de la réponse ne pourrait être connu que par celui de la situation qui la détermine. Qui cependant élèvera la voix pour défendre une telle position ? Qui nie que le mouvement ouvrier se définisse autant par ses buts que par sa résistance, son action présente recevant son sens de son projet d'avenir ? Mais alors nous avons besoin d'une analyse de ce projet en tant que tel, non pas assurément suspendu dans un vide social, mais rapporté à une problématique sociologique et non aux lois du capitalisme ou de l'industrialisation. Seule une sociologie de l'ac-

tion permet d'analyser un mouvement social en respectant le principe fondamental de toute analyse sociologique : n'expliquer le social que par lui-même.

L'évolution de la situation ouvrière impose aujourd'hui l'abandon aussi bien de la description épique que de l'interprétation objectiviste. Qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, une partie importante de l'action ouvrière n'est plus commandée par la négation de l'ordre social existant et la volonté de création d'un type entièrement nouveau de société globale. Rien n'est moins épique que la discussion d'une convention collective américaine, que l'action du syndicalisme allemand ou suédois ou même que les grèves des fonctionnaires français pour obtenir une parité de rémunération avec le secteur privé ou semi-public. Surtout, relativement rares sont aujourd'hui les systèmes de pouvoir dans lesquels le mouvement ouvrier ou les forces populaires ou un parti organisant celles-ci ne constituent pas un élément important du mécanisme de décision. L'accès du mouvement ouvrier au pouvoir peut être fort ou faible, direct ou indirect, mais dans tous les cas la situation économique est définie partiellement par l'action des forces sociales. Si le pouvoir politique et économique appartient à des partis ou à des dirigeants qui s'appuient sur le mouvement ouvrier ou se réclament de lui, la situation ouvrière peut encore moins être définie par référence exclusive à des déterminants économiques.

[342]

3. Cette réflexion critique n'est pas différente, dans son principe, de celle dont partent un grand nombre de travaux contemporains, parmi lesquels ceux qu'animent C. Kerr, J. Dunlop, F. Harbison et Ch. Myers occupent une place éminente. Les directeurs de la recherche interuniversitaire : *Industrialisation and labor* ont critiqué l'image traditionnelle du mouvement ouvrier, réponse au capitalisme et surtout à celui de l'Angleterre au cours de son industrialisation. Leur intention est de considérer l'ensemble des mouvements ouvriers et par conséquent de proposer un cadre d'analyse beaucoup plus vaste que celui des études antérieures. Pour eux, le mouvement ouvrier est une réponse à l'industrialisation, considérée dans toutes ses caractéristiques économiques et sociales (cf. *Industrialism and industrial man*, Cambridge, Harvard University Press, 1960). Analysant les formes d'action et d'organisation du mouvement ouvrier à partir de la situation du marché du travail,

de l'origine des investissements, de la vitesse du développement économique et du type de dirigeants qui oriente l'industrialisation, ils échappent aisément à une conception épique du mouvement ouvrier. On peut même considérer que leurs études s'approchent d'une analyse proprement sociologique, au moins indirectement. Il est en effet impossible de considérer ces variables économiques isolément, sans introduire aussitôt dans l'analyse des éléments sociologiques et surtout l'étude des relations de pouvoir. On observera par exemple que les royalties reçues par certains États de compagnies étrangères qui exploitent le pétrole qu'ils possèdent permettent des investissements importants sans restriction de la consommation. La réalité est cependant toute différente et le mouvement ouvrier est davantage déterminé par la nature de la classe dominante que par la quantité des investissements. Cet exemple extrême ne signifie nullement que, par exemple, l'importance des investissements européens aux États-Unis n'ait pas été un élément important d'une industrialisation *aisée*, mais il rappelle que les caractéristiques de la situation économique n'ont d'effet sur l'orientation du mouvement ouvrier que considérées à travers la situation de celui-ci dans la société. Une analyse d'ensemble doit évidemment déterminer le sens sociologique de ces faits économiques, mais ce sens ne peut être atteint que si l'on part de l'action ouvrière et de ses buts, avant de considérer les conditions qui déterminent les moyens par lesquels elle s'efforce de les atteindre. Le primat de l'analyse sociologique s'impose plus nettement encore si l'on souligne que certaines de ces variables économiques sont à leur tour affectées par l'action du mouvement ouvrier lui-même. Sturmthal a bien montré les effets néfastes de la politique économique des partis socialistes et des syndicats qui leur étaient plus ou moins liés dans l'Europe [343] des années 20. La C.G.T. péroniste a joué un rôle économique plus néfaste encore, tandis que d'autres mouvements ouvriers ont joué un rôle moteur important dans le développement économique de leur pays.

Aussi n'est-il pas étonnant que ces auteurs en viennent à privilégier dans leur analyse le type de « management » qui dirige l'industrialisation. Mais ou l'on se borne à proposer une typologie simple, utile, mais purement descriptive, ou l'on est amené à considérer les rapports de classes et les problèmes du pouvoir, ce qui permet, mais aussi impose, une théorie qui, si elle ne veut pas retomber dans la philosophie de l'histoire, est conduite à élaborer une problématique du sujet historique dont doit dériver une étude générale de l'industrialisation.

4. Il serait absurde de penser que l'effort pour constituer une analyse sociologique du mouvement ouvrier aboutit à diminuer l'importance des *facteurs* économiques et à augmenter celle des *facteurs* politiques et culturels de l'action ouvrière. Il s'agit d'un changement de perspective et non du déplacement de l'accent d'un aspect à l'autre de la situation ouvrière. Le mouvement ouvrier doit être conçu comme la manifestation de la conscience ouvrière ; son analyse doit donc s'appuyer sur les principes déjà proposés pour l'analyse de celle-ci.

Mais, autant que de raisonner en termes de facteurs, il serait faux d'identifier la conscience ouvrière à l'opinion ou aux intentions clairement exprimées par les ouvriers ou par leurs représentants. La notion de conscience ouvrière ne se situe pas au niveau de la description empirique ; elle ne traduit pas la psychologie des individus ou des groupes ; elle ne se confond pas avec cette réalité immédiatement donnée et obscurément définie : la mentalité ouvrière. Il doit être clair qu'elle se rapporte au sujet historique et non aux individus : principe d'analyse et non instrument de description. Il est donc inexact de construire une analyse à partir de la conscience ouvrière en faisant intervenir complémentirement la conjoncture économique, sociale et politique dans laquelle se trouve placée la classe ouvrière, et plus particulièrement, comme je l'ai fait moi-même (« Le syndicalisme de contrôle », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, 1960, XXVIII, p. 57-88) le degré d'accès au pouvoir du mouvement ouvrier. Un tel mode de raisonnement reste à mi-chemin : il a le mérite de rompre avec une analyse directement économique, puisqu'il transcrit déjà les situations économiques en rapports sociaux et surtout en rapports de pouvoir, en type ou en degré de contrôle ouvrier sur les conditions de travail, d'emploi et de rémunération ; mais il a le tort de placer encore la conscience ouvrière devant une situation, alors que celle-ci doit être entièrement analysée dans les [344] termes qui définissent la conscience ouvrière. Celle-ci n'est pas l'ensemble des attitudes des travailleurs, mais le sens de la situation du sujet historique. Que l'on se place dans une société de classes ou dans la civilisation industrielle - et la plupart des sociétés industrielles sont l'une et l'autre à la fois - l'analyse doit être menée d'abord au niveau du sujet historique et non à celui d'une classe ou d'un groupe d'intérêts particulier. L'analyse subjectale ne peut être que totale, considérant dans leur unité l'ensemble des forces dont le jeu constitue la seule expression concrète du sujet historique. Il est aussi insuffisant de considé-

rer le mouvement ouvrier comme la réponse à un certain mode d'industrialisation que comme un ensemble d'exigences définissables indépendamment de la situation où elles se manifestent.

I. PRINCIPES D'ANALYSE

A. TROIS PERSPECTIVES THÉORIQUES

[Retour à la table des matières](#)

Le mouvement ouvrier manifeste les exigences du sujet historique dans la civilisation industrielle : il est orienté vers le développement économique et la démocratie sociale, vers la création et vers le contrôle par les travailleurs de leur travail. À ce titre il joue un rôle politique et intervient dans la distribution et l'usage du pouvoir économique. En deuxième lieu, et dans la mesure où son influence est reconnue, il entre en contestation et en négociation avec les employeurs et leurs représentants pour améliorer la situation des travailleurs dans le cadre de situations données, des ressources économiques de l'entreprise, de son propre pouvoir de pression, de la force de résistance de l'adversaire, des attitudes de l'opinion publique, etc. Le syndicalisme est cet aspect du mouvement ouvrier qui se réfère non à des exigences générales mais aux possibilités offertes par une situation sociale particulière et à la recherche d'un équilibre mouvant entre des forces opposées. Enfin, le mouvement ouvrier s'appuie sur les revendications ouvrières et plus profondément encore sur le mécontentement ouvrier, c'est-à-dire sur une certaine expérience personnellement vécue de fatigue, de bas niveau de vie, d'insécurité d'emploi, de soumission à l'autoritarisme ou à l'arbitraire.

Ces trois aspects du mouvement ouvrier, mobilisation du mécontentement au nom de principes et de valeurs et par la lutte économique, sont interdépendants mais chacun d'eux relève d'un mode d'analyse [345] particulier. Le premier fait directement appel aux principes de l'analyse actionnaliste du sujet historique ; le deuxième s'inscrit dans une analyse fonctionnaliste sensible aux conflits et aux tensions qui résultent d'une différenciation de la qualification, de l'autorité et du

pouvoir économique ; le troisième ramène à l'analyse actionnaliste, mais fait intervenir la notion de personnalité plus que celle de sujet historique.

Le mouvement ouvrier apparaît ainsi comme le passage, à travers un système de relations industrielles, de l'individu au sujet historique et réciproquement.

Il est fréquent que ce système complexe soit déséquilibré, que l'un de ses éléments l'emporte nettement sur les autres ou soit décalé par rapport à eux, fréquent aussi que ces éléments soient partiellement ou totalement confondus, mais toutes les formes du mouvement ouvrier peuvent être représentées par une certaine forme de leur combinaison. L'analyse doit donc partir logiquement du mouvement ouvrier comme mouvement historique, puisqu'on ne peut définir l'insatisfaction avant d'avoir posé le sujet historique et puisque l'analyse fonctionnaliste n'intervient que dans la mesure où les exigences du sujet historique reçoivent une forme institutionnelle.

Ce n'est pas s'identifier au mouvement ouvrier mais découvrir son sens que le considérer comme révolutionnaire. Violentement ou non, clairement ou non, il rejette tous les garants métasociaux de l'ordre social ; il affirme et démontre la nature historique de la société. Ceci ne signifie pas que dans chaque négociation syndicale ou même dans chaque grève on puisse retrouver une inspiration révolutionnaire consciente, mais seulement que l'action syndicale s'inscrit dans le processus général de dépassement des rapports de classes et par conséquent contribue à faire apparaître un type de société où, en principe, se manifeste la conscience créatrice et son exigence de considérer toute réalité sociale comme le produit du travail, c'est-à-dire de l'action sociale.

1. L'analyse actionnaliste.

L'analyse actionnaliste du mouvement ouvrier se présente schématiquement sur trois plans qui se recoupent de manière variable suivant les situations historiques : il agit dans la civilisation industrielle, contre la classe dominante, avec l'appui de forces et de traditions pré-industrielles.

a) *En premier lieu*, le mouvement ouvrier est lié à la naissance de la civilisation industrielle. La conscience ouvrière qui le constitue est donc [346] dominée par la double volonté de *création*, c'est-à-dire de développement, de progrès matériel, et de *contrôle*, c'est-à-dire aussi de consommation. Plus se développe la civilisation industrielle et plus ces deux termes sont étroitement liés ; plus la revendication salariale s'appuie sur la conscience du développement économique et sur la référence au prix de la vie. La production de même apparaît de plus en plus comme un système collectif. Volonté de développement et souci de consommation s'unissent dans la saisie, pour la première fois, de la société comme travail, de la production et de la consommation comme deux aspects indissociables du développement économique-social.

Faut-il ici, pour définir la double orientation du mouvement ouvrier, évoquer l'opposition classique de la *revendication* et de la *gestion* ? Oui, si ces termes qui en appellent directement à la politique du mouvement ouvrier, sont analysés dans la perspective qui vient d'être indiquée. Mais l'action du mouvement ouvrier et l'ensemble des processus par lesquels se constitue la civilisation industrielle rendent en un sens caduque cette opposition trop simple. On y reviendra plus loin. Qu'il suffise ici de dire que la revendication devient de plus en plus *sociale*, c'est-à-dire qu'elle ne se fonde plus sur la volonté de l'individu de recevoir le prix de son travail, notion qui fut toujours théoriquement vague et qui devient pratiquement inconsistante, mais sur la nécessité sociale d'assurer une correspondance aussi directe que possible entre production de masse et consommation de masse, en donnant à la collectivité le pouvoir de régler leurs rapports, donc de choisir le montant et la nature des investissements et la part de chaque catégorie de travailleurs dans la répartition du revenu national consommable, de définir les meilleurs moyens d'utiliser les capacités de chaque individu, des groupes et des organisations, etc. Le mouvement ouvrier réclame un contrôle social de la production. Il n'accepte un système semi-libéral de gestion économique que lorsqu'il considère que ce système permet, dans les circonstances où il est appliqué, un fonctionnement relativement rationnel, un développement suffisant de l'économie, au moins sur le plan d'une industrie, d'une région ou d'une nation.

En même temps, le mouvement ouvrier, dont la visée n'est pas particulière mais générale, repose sur une base sociale particulière. Il représente la *base* des producteurs. Il les défend contre les risques d'aliénation, techniciste, bureaucra-

que ou politique. Mouvement social à la fois particulier et total, il se distingue aussi bien des groupes de pression, expression d'intérêts particuliers ne portant pas en eux l'exigence d'une organisation d'ensemble de la société globale, que des mouvements politiques, dans lesquels le principe d'appartenance et le champ d'action se situent l'un et l'autre au niveau sociétal.

[347]

C'est ici, dans ce second temps de l'analyse, que l'opposition de la gestion et de la revendication prend son sens. Le mouvement ouvrier manifeste le sujet historique, mais seulement à travers la défense de groupes d'intérêts particuliers. Plus son universalisme s'affirme et plus il se diversifie, mouvement qui n'est rien d'autre que le passage de la classe aux groupes d'intérêts. Plus se renforce l'appel au modèle rationalisateur et plus se multiplient les divisions et les contradictions du sujet historique considéré dans ses manifestations concrètes.

Ce double mouvement, de passage des intérêts de classe à l'organisation de la société et de pluralité croissante des sources d'aliénation et donc des groupes d'intérêts, constitue le principe central d'une étude actionnaliste du mouvement ouvrier, considéré comme élément constitutif de la civilisation industrielle.

b) *En deuxième lieu*, le mouvement ouvrier vit et lutte souvent dans une société de classes ; encore faut-il préciser la nature de celle-ci. Le syndicalisme, comme les autres formes de l'associationnisme ouvrier ou le socialisme, est né au cours de l'industrialisation des nations capitalistes. Sous cette forme au moins, il se situe dès le départ dans une situation intermédiaire entre les sociétés pré-industrielles et la civilisation industrielle. Déjà, au moment où il se forme, la révolution industrielle a renversé les garants métasociaux de l'ordre social et la bourgeoisie a attaqué le pouvoir de classe en supprimant une grande partie de ses sanctions institutionnelles. Mais ce dépérissement des classes sociales met en relief l'opposition des classes économiques. Le mouvement ouvrier naît de la disparition brutale de la conscience constituante et de la contradiction entre le déclin des classes sociales et la mise à nu de la domination économique, contradiction qu'en des termes différents mais analogues a soulignée T. H. Marshall dans son étude célèbre sur l'opposition de la citoyenneté et des classes (*Citizenship and social class*, Cambridge University Press, 1950). Face au capitalisme, la situation du

mouvement ouvrier est donc double : d'une part, il veut détruire totalement le pouvoir de classe, la domination de l'homme sur l'homme, l'autocratie du chef d'entreprise ; d'autre part, il mène une lutte économique, d'autant plus pure et d'autant plus directe qu'il a déjà réussi à diminuer le pouvoir social de la classe dominante. Les formes les plus avancées d'industrialisation capitaliste montrent le plus clairement l'affaiblissement du pouvoir de classe en même temps que le maintien de l'économie capitaliste et par conséquent l'importance d'une lutte purement économique du mouvement ouvrier. Il n'est jamais possible d'analyser l'action ouvrière en de tels termes, comme une simple lutte économique, fût-ce aux États-Unis pendant la période du capitalisme [348] le plus libéral, mais le syndicalisme occidental ne peut être compris si l'on ne considère pas ses liens avec le capitalisme industriel. Remarque apparemment évidente, mais il faut souligner que son sens ici est à l'opposé de celui qu'on lui donne d'ordinaire : le développement de l'économie industrielle est le plus souvent considéré comme la source à la fois du renforcement du pouvoir de classe et de l'opposition du mouvement ouvrier. Il nous semble au contraire que l'industrialisation et le pouvoir de classe sont deux réalités contradictoires : le capitalisme industriel, loin de constituer un type de société globale cohérent, est dominé par cette contradiction. Le deuxième principe d'analyse actionnaliste du mouvement ouvrier prend appui sur elle.

c) *En troisième lieu*, le mouvement ouvrier prend appui sur des situations pré ou proto-industrielles. Il ne s'agit pas ici de distinguer les mouvements ouvriers formés dans et contre le capitalisme industriel et ceux qui apparaissent dans les pays sous-développés. Ce point de vue sera adopté dans la deuxième partie de ce chapitre. Mais une analyse théorique doit considérer que la conscience ouvrière qui se manifeste dans le mouvement ouvrier est souvent, pour une large part, liée à l'ancienne conscience ouvrière dominée par l'opposition de la conscience fière et de la conscience constituante. Ouvriers qualifiés défendant leur autonomie professionnelle et s'appuyant sur elle pour réclamer une gestion ouvrière directe, ouvriers d'origine artisanale, plus attachés encore à leur rôle professionnel, masses ouvrières d'origine agricole apportant avec elles l'esprit de soumission et l'esprit de jacquerie, appartiennent tous, à des degrés très divers, à des sociétés étrangères à la civilisation industrielle, même si l'industrie y occupe déjà une place importante.

Si le mouvement ouvrier est orienté vers la civilisation industrielle, sa force sociale, telle qu'elle s'exprime dans l'action revendicative et les conflits ouverts, est souvent enracinée dans les sociétés traditionnelles. Ainsi le tableau devient plus complexe, car les trois cadres de référence historique se mêlent le plus souvent dans les situations concrètes.

Surtout, comment ne pas voir que ces trois plans correspondent d'une certaine manière aux trois niveaux du mouvement ouvrier : il prend appui sur les conflits d'une société traditionnelle, il lutte contre le capitalisme industriel et contribue à constituer la civilisation industrielle, ce qui entraîne des différences entre ses orientations, ses conduites et ses revendications. Le passage d'un plan à l'autre est aussi souvent mouvement du passé au présent et du présent à l'avenir. Le mouvement ouvrier n'est pas seulement situé à la naissance de la civilisation [349] industrielle ; il porte en lui-même les problèmes et les contradictions du passage d'un type de sociétés à un autre.

2. L'analyse fonctionnaliste.

L'analyse fonctionnaliste du mouvement ouvrier ne se confond nullement avec l'étude de l'action ouvrière contre le capitalisme industriel, mais celle-ci montre clairement ses principaux problèmes. Ce type d'analyse est nécessaire du simple fait que le mouvement ouvrier prend la forme d'associations particulières, syndicats, unions locales ou départementales, fédérations ou confédérations dont l'action est déterminée par celle de l'adversaire ou de tiers. Que la formation de la civilisation industrielle puisse être conçue comme un phénomène d'ensemble n'empêche pas les acteurs collectifs réels de se définir les uns par rapport aux autres d'une manière complexe. On peut admettre qu'à la limite, dans une civilisation industrielle entièrement réalisée, il n'existe plus de stratégie directoriale, gouvernementale ou ouvrière. Chaque conflit, chaque négociation se réduirait à l'opposition de groupes d'intérêts, devenant ainsi transparent à l'analyse actionnaliste. À l'inverse, dans une pure société de classes, l'analyse des relations industrielles n'a pas non plus de place, la classe dominante imposant son pouvoir à une classe ouvrière dont on pourrait seulement décrire la double conscience, fière et soumise, et analyser l'insatisfaction.

L'analyse fonctionnaliste ne peut exister que s'il existe un système de relations collectives de travail dont le syndicat est un des éléments, ce qui suppose à la fois un minimum d'accord entre les parties, ne serait-ce que sur les règles du jeu, de telle manière qu'à chaque rôle corresponde, au moins partiellement, de la part de l'autre acteur, une certaine attente de rôle, et une autonomie de conduite des acteurs, n'apparaissant pas comme des partenaires définis par une seule situation, celle de l'industrialisation ou celle du capitalisme.

Les relations industrielles contemporaines, parce qu'elles présentent à la fois un large degré de consensus entre les partenaires et une extrême autonomie de décision de chacun, offrent un terrain de choix à une analyse fonctionnaliste qui, cependant, dans les limites qui viennent d'être indiquées, s'applique à l'ensemble des situations du mouvement ouvrier. Considérée de ce point de vue, l'action syndicale apparaît toujours comme recherche d'un équilibre des forces en présence. Le syndicat pousse ses revendications en principe jusqu'au point où il lui semble que, compte tenu de ses propres forces, de la force, des intentions et des possibilités de l'adversaire, de l'intervention possible de l'État ou de l'opinion publique, il est possible de parvenir à un accord. [350] Même si les intentions dernières du syndicalisme sont la suppression de l'adversaire et la modification radicale du régime social, chaque action particulière est commandée par la recherche de la négociation et de la paix sociale. Lorsque le mouvement ouvrier n'accepte plus cette perspective, il devient purement révolutionnaire, c'est-à-dire qu'il change de nature, s'identifiant à un mouvement politique, visant à une transformation directe et totale du régime social. Mais il est abusif de parler encore de mouvement ouvrier en pareil cas, ou, si l'on tient à conserver ce terme dans une telle situation, il faut seulement admettre qu'alors le mouvement ouvrier relève de la seule analyse actionnaliste.

L'analyse fonctionnaliste ne se limite pas à un seul niveau de la réalité sociale, celui des relations entre l'employeur et ses salariés. Elle s'applique - nous l'avons indiqué au chapitre II - au niveau de l'acteur individuel comme à ceux des groupements ou des sociétés globales.

a) *L'acteur* est ici un acteur collectif. Ce n'est pas l'ouvrier, mais le syndicat. Que le patron ou le directeur soit souvent un individu ne modifie pas la nature

collective des relations de travail. L'action ouvrière dépend donc d'abord de la nature des acteurs collectifs en présence et de leur cohésion interne. Il faut prendre garde ici de ne pas confondre deux analyses apparemment voisines et en fait très différentes : d'une part celle du passage de l'insatisfaction individuelle à la revendication ou à l'action collective, qui est celle du sujet personnel ; d'autre part, celle de la nature de l'acteur collectif, qu'il faut évoquer maintenant. La disparité des situations économiques ou professionnelles des membres d'un syndicat, la coexistence d'ouvriers stables et d'autres en mobilité horizontale ou verticale affaiblissent la cohésion de l'acteur collectif. La Direction de son côté peut être plus ou moins unifiée, soit que l'on considère les individus qui la composent, soit que l'on considère plus abstraitement les éléments de son système de décision, par exemple sa volonté de défendre un certain pouvoir, son désir d'assurer une certaine production ou de conquérir des marchés qui s'ouvrent, son intention d'introduire certains changements techniques ou économiques dans l'entreprise, etc. L'absence totale de cohésion des acteurs collectifs peut ruiner toute possibilité de négociation, le comportement de chacun des partenaires n'étant plus prévisible à partir de celui de l'autre. Mais on ne peut conclure en général que la négociation est d'autant plus aisée que les partenaires sont plus cohésifs. Il est plus prudent de constater que la nature des acteurs en présence est un des éléments déterminants de leur stratégie.

b) *Les rapports de force* dépendent avant tout des conditions économiques. [351] Certaines déterminent directement les capacités d'organisation, de résistance et de succès de chacun des partenaires ; d'autres déterminent leur propension à négocier. La situation du marché du travail, l'élasticité de la demande du produit fabriqué, la tendance à la restriction ou à l'élargissement de son marché, peuvent, selon les cas, avantager l'un ou l'autre des partenaires (à titre d'exemple, on se reportera pour le premier point à l'étude de B. Mottez et A. Touraine dans le *Traité de Sociologie du Travail*, dirigé par G. Friedmann et P. Naville, Paris, Colin, 1962, t. II, p. 250-263).

Une organisation technique très développée comme une planification, publique ou privée, des investissements et de la production, développent en règle générale, sinon la propension à négocier directement, du moins la tendance à la prédétermination du fonctionnement de l'entreprise. La prévision suppose en effet la

garantie que le volume des salaires ou de l'emploi se conformeront à un calcul général. Il est évidemment possible que ce calcul soit établi unilatéralement par la Direction, le syndicat étant placé devant le fait accompli ; mais le syndicat, s'il veut et peut intervenir, discutera difficilement les effets des décisions prises alors qu'il peut essayer de participer à leur prédétermination (cf. les remarques de B. Trentin, dans « Les syndicats italiens et le progrès technique », *Sociologie du Travail*, 1962, n° 2, p. 105-122).

C'est à ce niveau que l'action ouvrière apparaît le plus directement comme une stratégie. Mais ce terme est ambigu. On doit distinguer une stratégie de la lutte sociale et une stratégie des relations industrielles. La première, telle qu'elle est étudiée par F. Sellier (*Stratégie de la lutte sociale*, Paris, Éd. Ouvrières, 1961), peut être considérée comme l'application de principes constants dans des situations économiques et politiques changeantes. Le conflit ouvert des deux principaux partenaires permet de parler de leur stratégie, au sens militaire, mais sans qu'on puisse en proposer une analyse sociologique. Le syndicat cherche à accélérer les hausses de salaires, le patronat à les freiner. Il se crée ainsi une situation étrange, bien définie par Sellier, où non seulement il n'existe pas à proprement parler de relations industrielles mais où les orientations à long terme du mouvement ouvrier perdent aussi toute importance pratique. Il n'est pas étonnant qu'ainsi privé de signification sociale le mouvement ouvrier s'affaiblisse et surtout ne mobilise plus une participation active et massive de ses adhérents ou de ceux qui votent pour ses représentants. Cette situation est à l'inverse de celle où se développent des stratégies sociales, c'est-à-dire fondées sur la recherche d'une négociation. C'est alors que le jeu des relations industrielles prend son autonomie par rapport aux orientations à long terme du mouvement ouvrier ou, plus exactement, que ces [352] orientations se modifient de manière à prévoir et à respecter une grande diversité de conflits et de négociations.

c) *Les conditions du développement industriel* agissent directement sur l'action syndicale. Le célèbre exemple des pays scandinaves, analysé par Galenson (par ex. dans *Comparative Labor Movements*, New York, Prentice Hall, 1952, p. 104-172), le démontre clairement. Si le *radicalisme* d'un mouvement ouvrier augmente à mesure que l'industrialisation, plus brusque ou plus tardive, ébranle plus violemment une société traditionnelle, ce n'est pas l'analyse actionnaliste qui

peut rendre compte de ce fait important, mais bien l'étude du système social et des conséquences des changements qu'il subit. Il apparaît même que l'affirmation qui vient d'être rappelée confond deux propositions, de nature pourtant bien différente. La violence de l'ébranlement explique en fait l'extrémisme du mouvement social qui se forme à cette occasion. Mais cet extrémisme peut n'être pas révolutionnaire, ne pas se diriger vers une transformation des conditions économiques de la production et de la société tout entière. Une brusque industrialisation, une forte *mobilisation* - au sens de G. Germani - des nouvelles masses ouvrières et urbaines peut conduire à une grande variété d'orientations. L'exemple plus limité du paysannat français contemporain témoigne du mélange d'intentions très diverses dans la même situation de crise de transformation économique. L'étude de ces orientations conduit, elle, à une analyse actionnaliste ? Une situation révolutionnaire apparaît souvent comme la conjonction d'un ébranlement de la société et d'un mouvement d'opposition sociale. Celui-ci, sans celui-là, ne deviendrait peut-être pas révolutionnaire ; celui-là, sans celui-ci, pourrait n'être qu'une crise, se dénouant peut-être par l'intervention réactionnaire des « forces d'ordre ».

L'étude du système social ne permet donc pas de définir les orientations d'un mouvement social, mais elle constitue un élément important d'une analyse fonctionnaliste de l'action ouvrière, intervenant à la fois directement et indirectement, dans la mesure où elle porte sur la force relative des partenaires en présence et tout autant sur leur cohésion.

La séparation de ces deux modes d'analyse n'est jamais plus nécessaire que lorsque l'on considère l'organisation plutôt que l'action syndicale. Lipset et ses collaborateurs, en montrant dans *Union Democracy* (Glencoe, Free Press, 1956) qu'un grand syndicat n'était pas nécessairement soumis à la *loi d'airain de l'oligarchie*, ont montré que le système de décision d'un syndicat doit être analysé en termes en grande partie indépendants de ceux qui définissent les orientations de l'action ouvrière, alors que la position de Michels impliquait un effet direct [353] de l'organisation du syndicat sur sa politique (cf. *Political parties*, tr. de l'édition allemande, 1912, en partic. la VI^e partie).

3. *L'insatisfaction ouvrière,*

Un syndicat, même minoritaire, anime des manifestations de masse. Que les inorganisés y participent en grand nombre, même s'ils sont hostiles ou indifférents à l'égard de la politique syndicale, manifeste la distance qui existe entre l'action collective organisée et l'insatisfaction des individus. L'autonomie de cette perspective d'analyse a deux fondements.

a) *La double hiérarchie des niveaux de participation.* Le sujet historique, dans la civilisation industrielle, ne se saisit plus indirectement, dans un système de projections culturelles, mais directement comme créateur, travailleur. Chaque individu est donc théoriquement orienté par des attentes, par un projet individuel qui ne doit être formulé que dans des termes qui définissent la conscience créatrice. Mais la création comme le contrôle ne peuvent être réalisés et saisis que collectivement. L'individu, au moment où se dissipent les garants métasociaux de l'ordre social et les constructions de la conscience constituante, ne se saisit pas directement comme créateur. Il est soumis, en dehors même des risques d'aliénation qui pèsent sur les travailleurs collectivement, à une nécessaire collectivisation. Alors que dans les sociétés pré-industrielles la projection du sujet historique permettait à chaque individu d'entrer avec lui en relations personnelles, par exemple dans la religion, dans la civilisation industrielle l'individu n'a plus aucun moyen d'appréhender directement le sujet historique, parce qu'il y participe au lieu d'être soumis à son image projetée dans un monde suprasocial. De là provient ce désenchantement psychologique qui correspond au désenchantement, au sens wébérien, de la société. La société n'apparaît inhumaine que parce qu'elle n'est plus qu'humaine, c'est-à-dire collective. L'individu semble condamné à ne se libérer des dieux que pour se perdre dans les collectivités. Le sens le plus profond de la revendication ouvrière est celui d'une lutte contre les conditions de la liberté, contre les contraintes de la création. Le désir de satisfaction n'est donc ni étranger aux orientations de la conscience créatrice ni sa simple transcription dans chaque individu. Il est à la fois le principe des mouvements sociaux visant la création et le contrôle et leur principal obstacle. L'individu est nécessairement utopique et la force de son uto-

pie explique la contradiction qui domine tous les mouvements sociaux manifestant les orientations fondamentales [354] de la conscience créatrice, et le mouvement ouvrier plus que tout autre.

L'individu ne se saisit comme créateur que collectivement ; groupes, organisations, mouvements sociaux, sociétés ont une *charge subjectale* d'autant plus grande qu'au-delà de leur propre intégration comme ensembles particuliers ils se saisissent comme éléments d'un sujet historique qui toujours les dépasse, d'une totalité qui n'est jamais concrète, d'un modèle rationalisateur qui n'est pas objectivement donné. Mais plus s'accroît cette charge subjectale et plus se distend la relation entre l'individu et le sujet historique, plus s'affaiblit la *charge personnelle* des membres d'une collectivité, groupe, organisation, mouvement social ou société globale.

Ce double mouvement commande l'analyse de la *participation* et définit ce qu'on peut nommer la *double hiérarchie des niveaux de participation*.

Les études sur la participation ouvrière à la gestion des entreprises distinguent nécessairement trois niveaux qui correspondent aux trois éléments de fonctionnement d'une entreprise, définie - nous l'avons indiqué précédemment - comme l'ensemble des moyens administratifs permettant de passer d'une intention économique à une exécution technique. La participation peut être recherchée ou réalisée au niveau de l'exécution, de l'administration ou de la décision. Or, on peut montrer, me semble-t-il, que ces niveaux se commandent de haut en bas (cf. par ex. A. Touraine, dans *Archives Internationales de Sociologie de la Coopération*, 1957, n° 2, p. 110-125).

Les ouvriers d'une entreprise, au moins considérés collectivement, ne participent activement à l'exécution du travail, ne présentent des suggestions, ne prennent d'initiative que s'ils se sentent assurés d'une certaine participation au niveau de l'administration, c'est-à-dire de l'organisation générale de l'entreprise, et plus encore au niveau du système de décision, c'est-à-dire de son pouvoir. Le niveau le plus conflictuel commande le moins conflictuel, tandis qu'échouent les efforts de la Direction pour obtenir une participation ouvrière plus active au niveau de l'atelier ou du poste de travail, sans accepter la remise en cause de son pouvoir autocratique. Les divers procédés par lesquels, au cours et au lendemain de la première et de la deuxième guerre mondiales, l'État s'est efforcé, dans plusieurs

pays occidentaux, d'établir une coopération entre les Directions et les syndicats pour le meilleur fonctionnement des entreprises, n'ont eu d'importance que parce que le mouvement ouvrier pensait posséder à ce moment-là un certain accès au pouvoir, ou du moins pensait pouvoir tirer avantage de ce pouvoir exercé par l'État pour limiter la toute-puissance patronale. Le [355] cas extrême est assurément celui de l'Allemagne occidentale où, dans les années qui suivirent l'écroulement du nazisme et l'occupation du pays par les puissances alliées, en l'absence et de syndicats ouvriers et d'organisations patronales bien constitués, et en partie au moins sous l'influence de l'Angleterre travailliste, puissance d'occupation de la Ruhr, directeurs d'entreprises et dirigeants syndicaux créèrent ou acceptèrent la cogestion (*Mitbestimmung*) des charbonnages et de la sidérurgie.

Mais, dans tous les cas, une fois la crise passée, le pouvoir patronal reconstitué, le rôle de l'État diminué ou devenu plus favorable au patronat, le mouvement ouvrier, voyant réduit ou supprimé son accès au pouvoir, s'est opposé à la coopération que le patronat, de son côté, cherchait à réduire pour restaurer ses privilèges. Les comités d'entreprise français sont redevenus souvent, lorsqu'ils ne disparaissaient pas, un lieu d'affrontement, une nouvelle tribune de la lutte des classes ; les syndicats britanniques ont étroitement limité le champ de la Joint Consultation, dont W. H. Scott (*Industrial Leadership and joint Consultation*, Liverpool University Press, 1952) a montré l'échec ; la cogestion allemande s'est éloignée de son origine, devenant d'une part un instrument de développement des services du personnel de l'entreprise et de l'autre un moyen pour le syndicat de maintenir un certain contrôle sur les conditions de travail et d'emploi des salariés. En Italie enfin, la C.G.I.L. a renoncé, après une première phase de soutien, à défendre les comités de gestion établis dans certaines grandes entreprises après la Libération.

Telle est la *hiérarchie descendante* des niveaux de participation : le niveau de pouvoir commande celui de l'administration, qui commande celui de l'exécution.

Mais à cette hiérarchie s'en oppose une autre, exactement inverse. La participation n'est pas une situation, mais un acte, une décision en dernière analyse individuelle. Or les niveaux les plus élevés de participation collective sont aussi ceux où la participation individuelle volontaire est la plus faible. Qu'il suffise ici d'évoquer l'inquiétude bien connue de toutes les organisations syndicales : plus augmente l'accès au pouvoir d'un mouvement ouvrier qui n'est plus réduit à l'explosion revendicative et plus aussi, du fait que cet accès est ouvert aux délégués ou

représentants des ouvriers et non à chacun d'entre eux, la participation ouvrière aux activités syndicales et simplement aux réunions décroît, menaçant non pas l'efficacité mais la démocratie syndicale. Si le thème central de S. Perlman, la volonté ouvrière de contrôle du travail personnel, ne peut pas être considéré comme le principe fondamental de la politique syndicale, il est certain qu'il mobilise plus que tout autre la volonté individuelle de participation. La *charge* [356] *personnelle* de la participation décroît à mesure qu'on s'élève de l'exécution à l'administration et de celle-ci à la décision et au pouvoir économique, dans l'entreprise et plus encore dans l'État.

La société yougoslave est ici d'un intérêt exceptionnel. Les travailleurs collectivement possèdent en principe le pouvoir de décision économique, mais la volonté - développée dans des conditions qui seront analysées à la fin de ce chapitre - d'établir une participation active des travailleurs au progrès de la production et de la productivité a conduit non pas seulement à décentraliser, à passer de la gestion administrative aux conseils ouvriers et de ceux-ci aux unités économiques, appelées aussi communautés de travail, mais à l'appel à des stimulants financiers de plus en plus directs qui, d'un côté au moins, sont indépendants des stimulants *socialistes*. Cet exemple montre à la fois que la hiérarchie descendante commande la hiérarchie ascendante des niveaux de participation et qu'elle entre en conflit avec elle.

La constatation de cette double hiérarchie permet de définir la nature de la perspective d'analyse indiquée par le terme d'insatisfaction.

L'individu se manifeste comme porteur du sujet historique et se rebelle en même temps contre une collectivisation de ses projets personnels. Il exige que sa situation de travail ait un sens pour lui, c'est-à-dire qu'elle satisfasse ses attentes personnelles. Exigence qui traduit celle du sujet historique tout en s'opposant à elle, S'il est certain que dans un système de travail rationalisé, où chaque poste se définit par ses inter-relations avec d'autres au moins autant que par son contenu propre, la conscience de création ne peut être que collective, il n'est pas moins clair que l'individu demande que son travail ait un sens immédiatement visible pour lui. La conciliation est possible et cependant malaisée dans les postes de niveau technique élevé - le chirurgien, le chimiste ou l'ingénieur exaltent le travail en équipe et s'efforcent de maintenir leur autonomie personnelle. Le conflit est plus violent dans les nombreux travaux parcellaires qui remplissent les usines et

les bureaux. La nécessaire critique des excès du taylorisme ne doit pas conduire à un optimisme superficiel : il n'est presque jamais aisé de concilier l'organisation collective du travail et la satisfaction psychologique du travailleur individuel, même lorsqu'on élimine le poids des contraintes technicistes.

Il en va de même au niveau de l'équipe de travail. L'image de l'équipe intégrée, servie par un contremaître démocratique, est bien confuse. On a déjà dit les conflits qui naissent de la double exigence d'intégration et de changement des équipes de travail et les conséquences souvent pathologiques d'une insistance exclusive - au nom [357] des sacro-saintes relations humaines - sur l'intégration. Cette critique s'inscrivait dans la perspective plus générale de la hiérarchie descendante des niveaux de participation et donc dans une analyse actionnaliste.

Il faut maintenant se tourner du côté de l'individu pour saisir les conflits qui naissent nécessairement de la double exigence d'une équipe intégrée et de bonnes relations personnelles entre les membres de l'équipe. L'intégration de l'équipe se justifiant par la volonté de constituer un acteur collectif, possédant une certaine charge subjectale, ne peut être confondue avec des relations interpersonnelles, c'est-à-dire naissant non pas des rôles sociaux mais des personnalités. Le besoin d'amitié ne se confond pas avec la volonté de coopération et souvent s'oppose à elle. Le premier est électif, la seconde est collective. L'extrême importance accordée aux relations interpersonnelles par des ouvriers en attitude de retrait, hostiles au travail qu'ils exécutent, aux chefs qui les commandent, à l'entreprise qui les emploie, n'est pas de même nature que la camaraderie professionnelle d'ouvriers qualifiés ou de techniciens conscients de participer à une œuvre collective. La notion de relations informelles, nous l'avons déjà dit, a le grand inconvénient de mêler des réalités sociologiques qui doivent être absolument distinguées. Enfin, au niveau le plus général, celui de l'entreprise et de la société, si le souci de consommation est la forme la plus globale d'une volonté de contrôle, il est aussi une forme de retrait sur la vie individuelle : gagner sa vie, c'est vouloir satisfaire ses besoins individuels, déterminés socialement certes, mais ressentis comme personnels.

b) *Aliénations et compensations*. Le rapport à l'individu n'est que le premier fondement d'une analyse de l'insatisfaction, car il repose sur la nature du sujet historique dans la civilisation industrielle et non sur les risques d'aliénation rencontrés par celui-ci. Or, probablement aucune situation de travail n'échappe entièrement à ces aliénations techniciste, bureaucratique ou politique.

D'autre part, dans la majorité des cas, le travail ouvrier est soumis, au moins partiellement, à un pouvoir de classe. L'individu se trouve ainsi, de diverses manières, séparé de son travail, dont le résultat est considéré ou lui apparaît comme chose et non comme produit. Le travail aliéné aliène le travailleur et le conduit à rechercher, consciemment et plus souvent inconsciemment, un équilibre dans une situation pas elle-même déséquilibrante. Les conduites de retrait, d'évasion, de compensation par lesquelles l'individu *prend son parti* des aliénations qu'il subit ne peuvent être identifiées à la conscience soumise ou constituante. Celle-ci, qui n'est pas une *notion psychologique*, rend compte [358] de la création de systèmes d'action historique fondés sur un système de projections culturelles. La personnalité aliénée en appelle indirectement au sujet historique, dans la mesure où elle se dégage des aliénations, mais elle est refus d'une création, retrait et non projection. Insatisfaite, elle est pourtant l'obstacle principal qui s'oppose à l'action syndicale ; apathique, elle est virtuellement révoltée mais résiste à l'action collective organisée.

Cette notion rejoint directement celle de misère ouvrière. Pas plus que la conscience de misère ne se développe en conscience de classe, la personnalité aliénée n'enrichit le mouvement ouvrier. La conscience d'un manque absolu est manque absolu de conscience et seule la psychologie de la personnalité peut définir les mécanismes par lesquels s'organise, autour de sa désorganisation fondamentale, la personnalité aliénée. Les observations sur la rêverie éveillée, sur la sur-consommation urbaine, sur le recours aux loisirs passifs, comme celles, moins psychologiques, qui portent sur le freinage, l'absentéisme ou la fluidité du personnel, viennent nourrir ce thème d'analyse.

Un mouvement ouvrier se définit toujours par la nature de la liaison qu'il établit entre une insatisfaction, une revendication qui le définit par rapport à un adversaire dans une situation donnée et une action qui le place dans un système d'ac-

tion historique. Une typologie des mouvements ouvriers, introduction nécessaire à l'étude de leur organisation et de leur fonctionnement, ne peut reposer que sur la nature des liens qui unissent ces trois éléments constitutifs. On doit d'abord déterminer dans quel ordre ils se présentent, non chronologiquement, mais dans la logique du mouvement lui-même, la conception léniniste accordant le rôle moteur à l'action « politique », une conception anarcho-syndicaliste au mécontentement, tandis que la revendication est l'élément central du syndicalisme américain traditionnel. Mais il faut décrire avec plus de détails Faction syndicale. Chacun de ses éléments, loin d'être définissable en lui-même, ne peut l'être que dans ses liens avec les autres, selon qu'il est orienté vers eux ou non.

Le mécontentement Peut être « disposé » à la revendication et à l'action politique, ou non. Ceci permet de définir d'une manière très précise l'action syndicale et par conséquent de formuler sur une base rationnelle des propositions à vérifier. Un exemple suffit à indiquer le type de formalisation auquel il est utile de recourir. Nommons 3 le mécontentement, 2 la revendication et 1 l'orientation politique. On écrira par exemple : 321-213-132, ce qui se lit de la manière suivante : un mécontentement orienté vers la revendication et l'organisation syndicales et ouvert aux implications politiques de cette revendication [359] prend une forme organisationnelle qui lui permet de participer à un système de relations industrielles. Cette action syndicale est fidèle au sens politique de son action et considère son intervention politique comme un moyen d'action au service de la base et un moyen de renforcer son organisation.

Ce schéma définit le syndicalisme le plus classique, de type britannique, assurant une communication circulaire en principe harmonieuse entre les trois éléments constitutifs de l'action ouvrière. On imagine aisément comment cette présentation, dans d'autres cas, permet de définir les problèmes, les difficultés, les obstacles rencontrés par le syndicalisme, et par conséquent d'asseoir solidement des hypothèses touchant par exemple la démocratie syndicale, les conditions de la participation des travailleurs à l'organisation et à l'action collectives, etc.

Mais on ne peut ici que présenter dans son principe un mode d'analyse auquel il faut souhaiter que des recherches approfondies soient consacrées.

B. DE LA REVENDICATION À L'ACTION

1. Le champ de l'analyse actionnaliste.

[Retour à la table des matières](#)

Si l'insatisfaction ouvrière, les relations industrielles, le mouvement ouvrier au sens étroit de ce terme, ne constituent pas des niveaux superposés d'élaboration et de formalisation de l'action ouvrière mais des modes d'analyse différents, comment définir l'unité du mouvement ouvrier, sa pratique même, c'est-à-dire le passage constant d'un plan à l'autre ? Les analyses précédentes permettent de comprendre les tensions, les conflits, plus généralement les transformations qu'entraîne nécessairement le passage de l'une des perspectives à l'autre. Il n'en reste pas moins que ce passage s'opère constamment et dans une continuité relative : il serait excessif de pousser la critique d'une image naïve de la représentativité syndicale jusqu'à nier qu'il existe une certaine correspondance entre l'insatisfaction, les relations industrielles et l'action ouvrière. Ce serait aboutir à une conclusion absurde, puisqu'en niant ainsi que le mouvement ouvrier soit un phénomène social total on supprimerait la possibilité de distinguer les trois modes d'analyse théorique qui viennent de lui être appliqués.

Mais il est évident que la difficulté n'est qu'apparente et provient surtout de la méthode d'exposition suivie : en effet si nous avons jusqu'ici défini l'étude des relations industrielles et de l'insatisfaction [360] ouvrière en considérant tous leurs niveaux d'application, nous n'avons présenté l'analyse actionnaliste qu'à son niveau le plus macro-social, celui du mouvement ouvrier considéré dans ses grandes orientations, qui découlent de la nature du sujet historique. Il est grand temps d'appliquer les principes posés dans les chapitres précédents et de définir la perspective actionnaliste au niveau de l'individu comme à celui des systèmes de relations sociales.

L'unité d'un mouvement social, considéré non pas seulement dans sa pratique mais dans sa nature sociologique, repose en effet sur l'unité de l'analyse actionna-

liste appliquée à divers niveaux de la réalité sociale. L'autonomie des perspectives d'analyse théorique n'est pas indépendance. Le passage de l'étude actionnaliste à l'étude fonctionnaliste est, nous le savons, dédoublement de l'analyse, l'autonomie de l'analyse menée en termes de systèmes de relations sociales s'accompagnant de la présence au niveau de ces systèmes, d'un mode particulier d'analyse actionnaliste.

Cependant, ces principes élémentaires doivent recevoir ici une application originale. Dans les sociétés traditionnelles, en effet, le passage de l'action à la culture est passage d'un principe dynamique d'analyse à un ensemble formalisé, système de projections culturelles auquel participe l'individu sans le choisir. Le mouvement ouvrier, qui a constitué jusqu'ici le mouvement social le plus caractéristique de la civilisation industrielle, ne peut être considéré qu'en sens inverse.

Le point de départ est ici l'individu, qui porte en lui, sous forme d'aspirations, de projets et d'attentes, les exigences du sujet historique, qui se constituent en un système d'objectifs à mesure que s'organise le mouvement et qu'il passe du niveau de l'individu à celui de la société globale. Au lieu que la formalisation se développe comme structuration inconsciente d'un système de projections culturelles, elle progresse, dans la civilisation industrielle, à partir des aspirations individuelles, à travers les conditions de l'action collective, pour triompher dans la politique. Le problème est ici celui de la formation du mouvement ouvrier. Mais cette démarche peut avoir deux sens, dont un seul doit être retenu ici. Le premier est psychologique : son étude est celle d'une prise de conscience, d'une révélation à l'individu du sens social de sa situation et de son action personnelles. La sociologie industrielle a souvent reproduit, sur un mode scientifique, ce mouvement, découvrant peu à peu au cœur d'une situation individuelle de travail et au-delà des réalités psychologiques individuelles du travail, le plan des réalités psychosociales, puis celui de l'organisation socioéconomique. Comme une pierre jetée dans l'eau fait naître autour du [361] point de chute des cercles de plus en plus éloignés de ce point, de même la vie de travail comme son étude conduisent de proche en proche à la découverte de toutes les implications sociales de cette situation individuelle. Le deuxième sens de cette démarche ne se comprend qu'à partir des principes employés ici. Il examine en effet les conditions sociologiques de remontée de l'individu au sujet historique et non ses processus psychologiques. C'est cette démarche qui va être analysée maintenant.

2. Du mécontentement à l'action historique.

L'insatisfaction n'est pas seulement un déséquilibre entre une attente et une expérience individuelles, elle est plus même qu'un jugement porté sur une situation collective, elle pose déjà les principes au nom desquels peut s'organiser la lutte ouvrière. En ce sens, elle se situe déjà dans une perspective actionnaliste. Elle est déjà disposition à l'action collective, base d'un mouvement social pour autant que d'une part elle en appelle à des principes sociaux, à un certain principe de totalité et que d'autre part elle s'oriente vers une organisation collective. J.-P. Sartre a analysé dans *La critique de la raison dialectique* la formation d'une action historique, la constitution d'un sujet collectif. Ceci constitue un vaste champ d'étude, où la littérature depuis longtemps a montré la voie à la recherche sociologique. De même que placé dans un conflit de devoirs le Cid « se déclare », de même un groupe de travailleurs devient, dans des conditions qu'on ne peut imaginer mais qu'il faut analyser directement, un personnage historique. On peut également faire appel à l'observation de la vie religieuse pour comprendre ce changement de sens des conduites. La conversion de saint Paul sur le chemin de Damas, modèle dont s'inspirent les églises et surtout les sectes chrétiennes, montre, plus encore que le passage d'une attitude à une autre, la montée brutale au niveau de conduites qui relève de l'analyse actionnaliste. Bien entendu, dans une société industrielle, cette montée est rarement décrite comme une illumination brusque et définitive ; la charge subjectale de l'action apparaît et disparaît, parce qu'elle n'est pas inspiration du Saint-Esprit, mais entrée dans un système d'action historique.

On peut avancer l'idée que cette charge apparaît surtout quand l'acteur est placé non pas dans un excès de misère mais au cœur d'un conflit, quand, soumis à des exigences contradictoires, il est condamné ou à s'enfoncer dans la contradiction ou à « inventer » sa situation au lieu de la subir. Celui qui s'identifie fortement à sa situation de travail, dont les relations interpersonnelles se situent surtout [362] dans la vie professionnelle, comme l'a noté Lipset, vit plus fortement la contradiction entre l'existence des groupes ouvriers et les pressions ou les contraintes du système de production. Dans les industries les plus primitives, dans les mines en particulier, se forme aisément l'image d'un héros ouvrier, travailleur

puissant, protecteur des faibles et capable d'entraîner son groupe dans une action collective ou de sacrifier sa vie pour le sauver, comme le grand Zapata des mineurs d'Alès ou le Gros-Jambon des mineurs américains. Encore cette image n'a-t-elle pas de valeur générale, et dans les industries rationalisées faut-il certainement chercher d'autres formes d'apparition du sujet collectif. C'est moins la défense de l'autonomie professionnelle et culturelle ouvrière que rappel au modèle rationalisateur qui peut mobiliser le groupe et le transformer en personnage historique.

La complexité de telles analyses provient surtout du fait que très rarement le mécontentement se trouve ainsi porté directement au niveau de l'action historique. Les héros ne peuvent être seulement des leaders charismatiques ; ils sont aussi et d'abord des organisateurs. Parce qu'ils mobilisent leurs camarades, ils sont amenés à devenir les stratèges de la revendication, des conflits et de la négociation. En dehors des grandes épopées, on doit dissocier le passage du mécontentement à la revendication et celui qui conduit de l'intervention syndicale à l'action du mouvement ouvrier, sans naturellement affirmer que le passage d'un élément de l'action à l'autre s'opère toujours simplement dans ce sens ascendant. Si les relations entre l'action syndicale et le mouvement ouvrier proprement dit méritent d'être évoquées, c'est surtout pour nous protéger d'une conception trop lyrique du mouvement social, considéré comme l'irruption dans l'histoire des courants profonds de la société.

Le syndicalisme, organisation de défense et d'attaque économique, luttant pour de meilleurs salaires, pour la sécurité de l'emploi, contre l'autocratie patronale, ne comporte pas nécessairement un sens historique créateur. Il peut être un simple élément d'un système de relations industrielles, organe de contestation plus que de transformation sociale. Le problème principal est ici le passage d'un principe d'opposition à un principe de totalité, passage d'autant plus aisé que les intérêts défendus par le syndicat peuvent être plus aisément identifiés à l'intérêt général. On a déjà dit que dans les situations archaïques cette identification se faisait par des notions comme celles de nation ou de peuple, tandis que dans les situations modernes elle s'opère grâce aux notions de rationalisation ou de développement. Les observations de S. Mallet, menées dans un établissement de la société Thomson-Houston (*La nouvelle classe ouvrière*, Paris, Éd. du Seuil, 1963) donnent [363] un excellent exemple de ce dépassement de la revendication classique

au nom des exigences du développement rationnel de la production, les techniciens s'opposant au comportement à leurs yeux irrationnel des dirigeants financiers.

La formation d'un mouvement social n'est pas un objet d'étude pour la seule sociologie actionnaliste. La psychologie sociale en particulier a apporté à la connaissance de ces processus une contribution capitale (l'œuvre de H. Cantril est ici la plus connue, cf. *The psychology of social movement*, New York, Wiley, 1941, et surtout M. Sherif et H. Cantril : *Psychology of ego involvements*, New York, Wiley, 1947). Elle rappelle surtout que l'action historique ne s'atteint pas seulement au niveau des doctrines, des événements ou des crises historiques, que la charge subjectale d'un acteur ou d'une conduite ne leur est pas imposée de l'extérieur, par les circonstances ou par des leaders. L'analyse actionnaliste se doit de considérer comme un de ses objets privilégiés de rechercher l'émergence du sens historique de l'action personnelle et la formation de systèmes d'action historique.

C. LES RELATIONS HISTORIQUES ENTRE LES TROIS PERSPECTIVES D'ANALYSE

[Retour à la table des matières](#)

Les trois perspectives distinguées ne correspondent en rien à trois niveaux de la réalité sociale ou à trois types de mouvement ouvrier. Une forme particulière du mouvement ouvrier, une action syndicale ne correspond pas directement - au moins en règle générale - à l'analyse théorique qui vient d'être présentée. Ceci ne signifie pas seulement que l'analyse est plus difficile que la description, vérité d'évidence, mais qu'il est nécessaire de prévoir les perturbations introduites dans le schéma d'analyse lui-même par les caractères particuliers d'une situation concrète. Afin de simplifier un exposé qui pourrait être complexe, on peut se limiter, à titre d'exemple, à un seul type de problèmes : que se passe-t-il lorsque le mouvement ouvrier privilégie, dans sa pratique, l'un des trois niveaux de l'analyse, lorsqu'il est avant tout l'expression d'un mécontentement ou surtout négociateur ou d'abord politique, c'est-à-dire orienté vers la double exigence de création et de contrôle qui définit le sujet historique dans la civilisation industrielle ?

Ces situations ne se définissent pas seulement en termes sociologiques, mais aussi et d'abord en termes sociaux. La mobilisation du mécontentement, les relations industrielles ou la politique syndicale constituent le centre pratique du mouvement ouvrier, selon que celui-ci [364] n'a pas accès au pouvoir, y a accès ou y est intégré. Mais ici encore cette notion doit être redéfinie. Le rapport au pouvoir d'un mouvement ouvrier défini par la double exigence de la conscience ouvrière dépend du rapport qui existe entre le modèle rationalisateur et l'action politique dans une société industrielle. Une société qui ne reconnaît pas de modèle rationalisateur, qui est dirigée par des intérêts privés, gouvernée par une classe dominante ou par la recherche d'un équilibre complexe entre une multiplicité de groupes d'intérêts et de groupes de pression, suscite un mouvement ouvrier avant tout oppositionnel, puisque son aspiration à la création d'un modèle rationalisateur détruisant la domination de classe est déçue. Si le modèle rationalisateur est présenté comme *objectif*, existant plus que créé, manifestation du dynamisme interne d'un système économique plus que de l'action des forces sociales, représenté par les entrepreneurs et les économistes plus que par les dirigeants de mouvements sociaux, le mouvement ouvrier ne peut être que *négociateur*, discutant sur les moyens les plus appropriés pour atteindre des fins que tous reconnaissent, acceptant au même titre que ses partenaires ou ses adversaires un champ de négociations, c'est-à-dire la validité des orientations fondamentales de la vie économique et sociale. Enfin, si le modèle rationalisateur est *volontaire*, est considéré comme l'œuvre des forces sociales progressives de la société, le mouvement ouvrier se définit par son rôle *politique* de création du modèle rationalisateur, ce qui ne va pas sans créer une situation ambiguë, puisque le mouvement ouvrier, au lieu de se définir par rapport à ce modèle rationalisateur, c'est-à-dire comme un des éléments du système politique dans lequel se brise et se réalise à la fois la rationalisation, peut s'identifier à elle, et devenir une arme au service de l'absolutisme étatique.

1. *Le syndicalisme d'opposition.*

Notre objet n'est pas ici d'analyser une situation historique du mouvement ouvrier, mais d'introduire à une telle analyse en considérant seulement les rapports qui s'établissent entre les trois perspectives d'analyse théorique lorsque l'une d'entre elles reçoit un privilège pratique.

Si le syndicalisme est dominé par la lutte contre le pouvoir de classe, sa force provient de la revendication des individus contre des formes directement perçues de dépendance personnelle et de soumission à l'arbitraire. Il apparaît donc comme l'expression d'une insatisfaction ouvrière qui s'exprime spontanément, à la base, par des conflits, des oppositions, une conscience d'intérêts opposés. Cette situation entraîne deux types de conséquences.

[365]

a) Les autres perspectives d'analyse théorique s'appauvrissent ou tendent à se réduire à leur expression au niveau de l'individu. Les relations industrielles disparaissent ou n'existent plus qu'informellement au niveau des individus ou des groupes primaires ; la politique ouvrière n'est plus qu'une transcription plus ou moins utopique de l'insatisfaction, de la révolte ouvrière. Concrètement, la force principale du syndicalisme réside dans l'action de ses militants d'atelier et non dans sa puissance de négociation ou dans sa participation au système de décisions politiques ou économiques.

L'anarchisme représente une forme extrême de l'opposition ouvrière, réponse à des formes de domination patronale très primitives. Son déclin comme force indépendante, à mesure que s'installe la civilisation industrielle, ne doit pas faire oublier la résurgence de cette source d'opposition dans les contre-mouvements syndicaux dont on verra plus loin le rôle dans le mouvement ouvrier des pays industrialisés.

b) Par contrecoup, les autres niveaux que celui de l'individu, privés de la perspective qui leur correspond le plus directement, prennent leur indépendance, se réifient en quelque sorte. Le niveau des relations collectives de travail se dégrade en stratégie purement économique, du type de celle que décrit F. Sellier. Quant à l'action ouvrière au niveau de la société globale, elle devient purement politique, ce qui se traduit par la dépendance politique du mouvement ouvrier à l'égard des forces politiques qui ne sont pas ou ne sont que partiellement son expression : partis social-démocrates dirigés en fait par des membres progressistes de la bourgeoisie ou par des intellectuels, coalitions plus larges encore.

Par ce double processus, le mouvement ouvrier se réduit et, en apparence au moins, s'unifie. Les trois perspectives d'analyse théorique semblent se confondre en ce qu'elles apparaissent toutes au même niveau de la réalité sociale. En fait, l'action ouvrière devient difficilement analysable du fait que plusieurs de ses aspects les plus importants échappent à l'analyse théorique. La pureté et la violence de l'opposition n'empêchent pas le syndicalisme d'être dépendant à l'égard des forces ou des situations qu'il ne contrôle pas et qui commandent une partie de son action.

2. Le syndicalisme d'intégration.

La même méthode peut être appliquée à l'étude du syndicalisme engagé dans une action de développement économique et de contrôle des conditions de travail et d'emploi.

[366]

a) Dans cette situation, il est clair que le développement économique et la démocratie sociale s'unissent ou du moins varient parallèlement. L'expression du mécontentement, l'organisation de la défense collective et l'action politique tendent alors à se confondre, puisque le syndicat cherche moins à mobiliser le mécontentement qu'à participer au bon fonctionnement de la société. Le mouvement ouvrier peut ainsi devenir un élément d'un système totalitaire ou, plus modérément, une organisation animée par un modèle rationalisateur, mais qui peut fonc-

tionner au niveau le plus bas aussi bien qu'au niveau le plus élevé, où seule est sauvegardée la double nature et donc la vitalité du mouvement ouvrier.

b) Par contrecoup, se développent ou au moins s'isolent des problèmes de relations sociales, relevant d'une analyse fonctionnaliste, au cœur même de l'action ouvrière : c'est dans une telle situation que prend toute son importance l'étude du syndicat ou du parti comme système de relations sociales et plus précisément comme appareil. L'insatisfaction ouvrière, de son côté, n'est que théoriquement absorbée par la revendication constructive et prend elle aussi son indépendance, donnant naissance soit à l'apathie, à l'absence de participation des membres du syndicat, soit à l'éclatement de grèves sauvages, soit même à l'apparition de contre-mouvements syndicaux qui constituent l'un des éléments des conseils ouvriers du type polonais. Comme dans le cas précédent, la réduction du mouvement ouvrier à une seule de ses dimensions théoriques brise son unité et transforme l'autonomie des autres perspectives en indépendance, entraînant une dégradation de l'action qui appelle à son tour une dégradation de l'analyse, réduite à constater des mouvements simples et sans perspective générale, conduites d'opposition, de retrait, de lutte pour le salaire ou contre l'organisation syndicale.

3. Le syndicalisme de négociation.

Le syndicalisme de négociation, enfin, semble se réduire aux relations industrielles dans lesquelles il est engagé. Peut-être parce qu'il ne remet pas en cause un système de pouvoir économique qui lui semble d'une efficacité raisonnable, il ne prend pas en charge les problèmes du développement économique ; parce que le syndicat est fort, que la Direction s'est dépersonnalisée, que le niveau de vie est élevé, la revendication ouvrière s'atténue, devient tension, pression et donc élément de la négociation plutôt que refus d'accord.

a) Dans cette situation, le mouvement ouvrier tend à réduire les problèmes [367] de l'action et ceux de la personnalité à leur signification stratégique dans un système de relations industrielles. C'est moins en termes de développement que

d'équilibre économique, de pouvoir de décision que de pouvoir de négociation, que sont saisies les orientations fondamentales du mouvement ouvrier. De même l'insatisfaction ouvrière n'est plus saisie qu'à travers l'examen des plaintes (*grievance procedure*) qui cherche à atteindre un certain équilibre des charges et des satisfactions plutôt qu'à transformer l'insatisfaction en mouvement social.

b) Par contrecoup réapparaît au niveau de la société globale une activité politique indépendante ou largement autonome par rapport au mouvement ouvrier, même si celui-ci constitue sa principale force électorale. Mouvement qui s'est clairement marqué au cours des années récentes dans plusieurs pays européens industrialisés, et a parfois été souligné par des discussions spectaculaires au sein des partis social-démocrates ou travaillistes.

Parallèlement, l'insatisfaction ouvrière, isolée, non reprise en charge comme revendication par un véritable mouvement social, devient retraits individuel, désir de fuite, ou conscience de la contradiction entre la situation de l'ouvrier dans l'usine et dans la consommation. Quelques études positives, de nombreux témoignages littéraires ou parasociologiques soulignent au moins l'importance de ce détournement de l'insatisfaction ouvrière privée de son élaboration revendicative traditionnelle.

4. La crise révolutionnaire.

De telles analyses ont pour but d'étudier l'orientation du mouvement ouvrier, à travers la variété de ses situations, lorsque se trouve privilégiée l'une de ses dimensions et, donc, fun de ses principes d'analyse. Il est évident qu'elles ne visent pas à définir des types concrets d'action syndicale et qu'un mouvement ouvrier, selon le moment précis ou le secteur industriel considérés, peut relever à la fois de plusieurs types de situations. C'est pour écarter l'idée fausse du privilège exclusif toujours accordé par la pratique à l'une ou l'autre perspective théorique qu'on doit évoquer une situation absolument opposée, celle où les trois orientations coexistent, mais unies, fondues dans un mouvement qui semble à première vue simple, parce que total, absolument révolutionnaire. Il est tentant de placer au centre de

l'analyse une telle situation de crise, toujours fascinante et où l'on croit voir se révéler, dans le feu de l'action, l'inspiration fondamentale du mouvement ouvrier. Mais il faut résister à cette fascination du moment révolutionnaire. Qu'il possède certains privilèges n'est pas douteux : il est vrai que se manifeste alors [368] le sujet historique comme volonté, comme créateur et non comme effet des situations sociales. Mais la force paroxystique d'un mouvement ne révèle pas sa vérité, sa nature sociologique. La crise révolutionnaire est à la fois mise à nu d'une action historique et soumission de l'analyse à la pression de l'action politique, chargée d'idéologies et d'utopies. Étrange situation de la sociologie qui n'observe commodément que des volcans éteints et qui reconnaît un privilège aux crises et aux bouleversements dont les agents ne la tolèrent pas. C'est l'étude historique plus que l'observation directe qui permet d'approcher ces situations de crise en sauvegardant la liberté de l'analyse.

De ce point de vue peu de moments de l'histoire ouvrière semblent d'une importance comparable à celle de la grande crise sociale, éclatée au lendemain de la première guerre mondiale et renforcée par la révolution soviétique. Époque où s'unissaient - dans les pays industrialisés de l'Occident au moins - l'action révolutionnaire d'un mouvement ouvrier vivant aussi son entrée réelle dans la civilisation industrielle, la création de systèmes nouveaux de relations industrielles et l'éclatement d'une insatisfaction ouvrière renforcée par l'ébranlement des valeurs sociales et culturelles jusqu'alors dominantes.

C'est dans une telle situation qu'il est tentant de considérer l'action ouvrière comme pur mouvement créé par la spontanéité des masses, manifestant et constituant à la fois le sens de l'histoire. Mais ce n'est pas contester le rôle révélateur de ces crises que de maintenir les droits d'une analyse qui n'est pas expression du sens vécu d'un mouvement, identification aux images créées par les acteurs, mais découverte du sens historique de l'action, au-delà de la représentation qu'elle se fait d'elle-même et souvent contre elle.

L'étude d'une crise, où se mêlent et semblent se confondre toutes les perspectives théoriques, a pour but principal de les distinguer et de définir leurs conflits afin de mieux comprendre ainsi l'unité pratique de la crise, c'est-à-dire son existence historique.

II. LES MOUVEMENTS OUVRIERS

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Une étude concrète des mouvements ouvriers ne peut être l'histoire d'une lutte dont les objectifs sont immuables et les péripéties aussi [369] multiples que les obstacles rencontrés par la volonté des ouvriers de rejeter toute exploitation et de fonder une démocratie sociale. Elle ne peut pas davantage se contenter d'une analyse générale de l'organisation et de l'action ouvrières, considérant les principes d'adaptation du mouvement ouvrier à des circonstances sociales. La revendication, l'action syndicale, la politique ouvrière manifestent un mouvement historique qui doit être compris comme expression de la conscience ouvrière. Encore faut-il souligner une fois de plus que cette dernière notion est aussi éloignée de celle de mentalité ouvrière que celle de classe l'est de celle de milieu social. Instrument d'analyse et non de description, la conscience ouvrière n'est pas l'état des opinions ouvrières en un moment et en un lieu donnés. Elle est le sens sociologique d'une situation sociale et par conséquent ne définit pas un ensemble d'intentions, mais la problématique d'une action. L'exigence de création et de contrôle, inscrite dans la définition même du travail, n'a de sens concret qu'affrontée à des aliénations qui lui donnent sa forme historique observable. Les obstacles, les adversaires du mouvement ouvrier ne doivent donc être définis que par référence directe au sujet historique dont ils constituent les contradictions internes. Affirmation qui serait dérisoire si on identifiait la conscience ouvrière à la mentalité ouvrière en supposant que les obstacles à l'action ouvrière n'existent que dans l'esprit des travailleurs eux-mêmes. La lutte ouvrière n'est ni un combat d'idées, ni l'affrontement de forces sociales opposées par leurs intérêts particuliers comme le sont l'acheteur et le vendeur dans une transaction sur un marché inorganisé. L'histoire du mouvement ouvrier est celle de la naissance de la civilisation industrielle, considérée non pas comme une situation technique ou économique définissable en termes propres, mais comme situation sociale, c'est-à-dire recevant son sens de la nature du sujet historique.

A. LES SOCIÉTÉS DE CAPITALISME INDUSTRIEL

[Retour à la table des matières](#)

C'est par elles, les premières entrées dans la civilisation industrielle, que l'analyse doit commencer. Mais il ne s'agit pas ici de donner à l'analyse un cadre descriptif simple. Même dans les pays les plus anciennement industrialisés, comme la Grande-Bretagne, le mouvement ouvrier ne se définit pas entièrement par rapport à la civilisation industrielle. Bien des aspects de l'ancienne conscience ouvrière, reposant sur l'autonomie professionnelle des ouvriers de fabrication, s'y rencontrent encore et relèvent d'un autre type d'analyse, celui des situations proto-industrielles. D'autre part, ces pays industrialisés sont aussi en règle générale ceux où se maintient, sous des formes et à des degrés variables, l'économie [370] capitaliste. Mais ici notre analyse ne peut écarter - du moins provisoirement - ce fait fondamental. Le capitalisme industriel a été défini comme une situation historique dans laquelle se maintiennent les classes économiques, tandis que le développement de la civilisation industrielle élimine plus ou moins, sous l'effet de l'action ouvrière et de la fonctionnalisation des entreprises, l'aliénation de classe.

Le mouvement ouvrier ne peut s'analyser qu'à partir de situations toujours complexes, définies comme la conjonction d'une lutte de défense économique, dirigée contre la direction capitaliste des entreprises et de l'économie, et d'une action pour la création et le contrôle, liée à la civilisation industrielle en formation. Considérant comme constante la lutte économique, une typologie sociologique doit reposer d'abord sur la reconnaissance des obstacles rencontrés par le mouvement ouvrier dans sa double exigence de développement économique et de contrôle social.

Les obstacles au développement tiennent au vieillissement ou à la faible croissance de l'économie capitaliste, quelles qu'en soient les causes. On peut de ce point de vue opposer les pays à faible développement comme la Grande-Bretagne ou la France pendant une grande partie de la première moitié du XX^e siècle et les pays à développement rapide, souvent plus tard venus à l'industrialisation, comme les États-Unis, l'Allemagne ou le Japon pendant une grande partie de leur histoire contemporaine.

Les obstacles au contrôle sont d'autant plus forts que demeurent davantage des restes sociaux et culturels des sociétés pré-industrielles. Le mouvement ouvrier conquiert un accès au pouvoir d'autant plus grand que la proportion des salariés est plus élevée dans la population active, que le rôle de l'État traditionnel ou des anciennes classes dominantes est plus limité dans le progrès de l'industrialisation. De ce point de vue, les États-Unis se séparent de la plupart des pays européens par la faiblesse de leurs structures sociales pré-industrielles, par l'absence chez eux de tradition féodale ou aristocratique, tandis qu'en France ou en Allemagne et au Japon, sous des formes très diverses, le pouvoir de classe du patronat est plus fortement enraciné et s'oppose à toute démocratisation sociale des entreprises.

On distinguera donc quatre types principaux de situations à l'intérieur du capitalisme industriel, selon que le mouvement ouvrier rencontre de forts obstacles à sa volonté de développement et à son exigence de contrôle, ou l'une des deux seulement, ou ne rencontre que de faibles obstacles à sa double orientation.

Cette formulation est commode, mais dangereuse aussi. Ne risque-t-elle [371] pas de ramener à un mode de raisonnement maintes fois condamné, plaçant un mouvement social *devant* une situation et définissant les formes concrètes qu'il prend par la seule nature des obstacles que rencontrent ses orientations générales.

Cet inconvénient apparaît plus clairement si on remarque que dans la situation la plus favorable, celle où les obstacles économiques aussi bien que sociaux sont faibles, le mouvement ouvrier, qui devrait manifester alors avec le plus de force ses orientations propres, risque souvent de devoir être défini comme purement pragmatique, réduit à la défense d'intérêts économiques immédiats, sans action sur un champ d'action historique qu'il accepte et qu'il ne cherche pas à transformer. Faut-il admettre sans réflexion préalable que plus la situation est favorable au syndicalisme, moins celui-ci est un mouvement social, ce qui conduirait à dire en fin de compte qu'un mouvement social n'est que l'expression des contradictions internes d'un système social, donc à renier l'orientation générale de notre analyse ?

Le mouvement ouvrier participe à la formation des sociétés industrielles. Il affirme d'autant plus fortement ses exigences de développement et de démocratie que le conflit est plus fort entre la société capitaliste et la civilisation industrielle.

L'action syndicale est donc dominée par deux principes opposés. D'un côté, plus la civilisation industrielle est développée, plus l'action syndicale s'oriente vers les problèmes « modernes » du contrôle social des modèles rationalisateurs. De l'autre, plus la société capitaliste est vigoureuse, moins le mouvement ouvrier la remet en cause et donc moins il est « moderne » en ce qu'il n'a pas à proposer un modèle volontaire de développement et de démocratie. On retrouve ici le thème des décalages historiques, déjà présenté. Le mouvement ouvrier ne passe pas des formes archaïques à des formes modernes à mesure qu'on l'observe dans des situations plus modernes. Dans des situations archaïques fortement marquées à la fois par la domination de classe et par des formes anciennes, étatiques et administratives, de direction de la vie économique et sociale, la netteté des orientations doctrinales du syndicalisme s'allie à des principes archaïques et surtout à une faible référence aux problèmes du développement économique. À l'inverse, dans une situation moderne, l'action ouvrière se situe bien par rapport aux problèmes du développement démocratique, mais le risque est grand que le syndicalisme perde sa force de mouvement social.

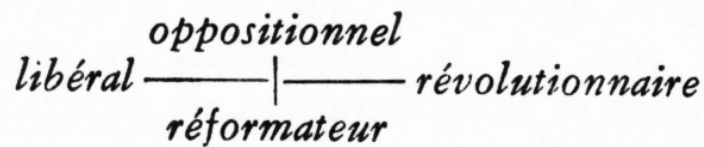
Ceci interdit de considérer les mouvements ouvriers des pays industriels encore fortement archaïques, la France ou l'Italie par exemple, comme eux-mêmes archaïques ; ils sont à la fois plus anciens et plus modernistes que le syndicalisme américain par exemple, délivré de la [372] recherche de la « *Gemeinschaft* », mais facilement oublieux de ses responsabilités sociales, prompt à n'être qu'un partenaire efficace dans un système de relations industrielles.

Il faudrait donc distinguer deux principes d'analyse des formes du syndicalisme occidental. D'un côté la nature de ses revendications dépend avant tout de la nature des obstacles qu'il rencontre. De l'autre la nature de sa politique dépend du mode de création, libéral ou volontariste, de la civilisation industrielle.

Cette distinction apparaît plus nettement encore si on situe le mouvement ouvrier par rapport au capitalisme et aux formes de passage du capitalisme industriel à une société industrielle. Lorsque le capitalisme résiste au développement de la civilisation industrielle, parce qu'il est fortement marqué par les traditions sociales et culturelles des sociétés de classes, le mouvement ouvrier tend à être directement révolutionnaire, pour renverser les barrières de classe. Cette orientation ne coïncide pas nécessairement avec une volonté délibérée de création d'une société industrielle. Le mouvement révolutionnaire, parce qu'il est lié à une société ar-

chaïque, est plus spontanément dirigé vers le passé ou vers le présent que vers l'avenir. Inversement, si le capitalisme industriel est faiblement associé à une société de classes, le mouvement ouvrier est plus volontiers agressif que révolutionnaire, mais ceci ne signifie pas non plus qu'il soit nécessairement « constructif ». Il ne l'est que s'il oppose à la société de classes un autre modèle d'organisation sociale, ce qui suppose à la fois le rejet de la société présente et la croyance en la capacité de transformation de celle-ci. Là où cette croyance n'existe pas, c'est que les bases d'une société industrielle n'existent pas encore.

En résumé, l'action syndicale se situe sur deux dimensions qu'on peut représenter ainsi :



Bien qu'il soit toujours inexact de définir globalement un Mouvement national, on peut, à titre de simple illustration, considérer le syndicalisme américain classique comme libéral-oppositionnel, la C.G.T. française comme oppositionnelle-révolutionnaire, les Trade-Unions britanniques comme libéraux-réformateurs et la C.G.I.L. italienne comme réformatrice-révolutionnaire.

La distinction de ces deux dimensions doit aider l'analyse, mais il serait dangereux d'employer directement la typologie qui en résulte. Il est plus utile de considérer les quatre types qui ont été distingués [373] plus haut et de s'interroger à propos de chacun d'eux sur les raisons qui peuvent l'orienter vers une attitude oppositionnelle, défensive ou au contraire vers une action réformatrice, construisant une civilisation industrielle. On pourrait aussi commodément privilégier dans l'analyse l'autre axe (si nous ne le faisons pas ici, c'est que nous l'avons fait dans l'article : « Management and the working class in Western Europe », in *A new Europe ?* Publié sous la direction de S. Graubard, Boston, Houghton Mifflin, 1964, p. 370-400). Il est en effet dangereux de définir un mouvement social par ses dimensions supposées ou reconnues élémentaires, alors qu'il est toujours trai-

tement d'un problème et non réponse à une situation. Le syndicalisme est orienté par une volonté de développement et de démocratie et son action dépend des contradictions dans lesquelles ces orientations se manifestent et cherchent à se réaliser. La distinction de deux axes d'analyse a pour but de rappeler qu'un mouvement ouvrier appartient à une société industrielle ou en voie d'industrialisation en même temps qu'il contribue à la former. Son utilité ne peut apparaître que si on la rappelle à propos de chaque cas particulier.

1. Type 1.

Il se définit par un fort développement économique et une faible résistance à la volonté ouvrière de supprimer le pouvoir de classe. La bourgeoisie industrielle ne s'appuie pas ici sur les anciennes classes dominantes et la société accorde peu d'importance à la situation transmise familialement, valorisant au contraire la réussite personnelle. Si les signes matériels de la réussite sont importants, c'est qu'il n'existe pas, comme l'a souligné Lipset, de signes reconnus de la situation de naissance. Dans ces conditions, l'action ouvrière est essentiellement une lutte économique, opposant les salariés aux employeurs, s'accompagnant d'une conscience de classe économique, qui presque toujours n'entraîne aucune conscience de classe sociale. La lutte pour le salaire est un effort constant pour faire bénéficier les salariés des progrès de la production, voire pour accélérer ces progrès par une pression sur les salaires, qui élimine les entreprises marginales ou les force à se moderniser. Mais cette action économique n'est pas séparable d'une lutte pour le contrôle syndical des conditions de travail et d'emploi. Les conventions collectives, le plus souvent d'entreprise aux États-Unis, reconnaissent au syndicat un pouvoir d'intervention considérable dans la vie de l'entreprise ; la *grievance procedure*, par ses stipulations détaillées, introduit le syndicat dans le fonctionnement même de l'usine.

Le syndicalisme américain, que l'on évoque naturellement à propos [374] de ce type, se définit en général par l'union étroite de ces trois termes : forte lutte économique, contrôle syndical indirect mais réel, absence de conscience de classe sociale. Les principes d'analyse utilisés ici permettent d'apercevoir clairement l'unité de ce système d'action ouvrière. Une étude détaillée, qui n'a pas sa place

ici, aurait à considérer, à raide des notions élaborées dans les pages précédentes, les modifications touchant l'ensemble du système lorsque l'un de ses principes se trouve modifié, lorsque surgissent des obstacles au contrôle syndical ou au développement économique. Dans le premier cas, qui se produit au moment des contre-attaques patronales, l'affaiblissement : du contrôle syndical entraîne une résurgence de l'opposition de classe. Dans le second, le mouvement syndical demande l'intervention économique de l'État. Dans les deux cas, l'autonomie de la lutte économique tend à disparaître.

En règle générale, ce syndicalisme de négociation n'est politisé que dans la mesure où il se préoccupe des conditions politiques favorables au succès des négociations. Le syndicalisme intervient comme un groupe de pression dans un jeu politique complexe et qui n'est pas organisé selon des classes sociales traditionnelles, dont la réalité sociologique est devenue faible.

L'organisation syndicale est commandée par les conditions de la négociation. Il s'agit d'un syndicalisme de masse mais peu concentré, les fédérations possédant une grande autonomie à l'égard de la confédération. Les dirigeants syndicaux forment un groupe dirigeant stable et puissant, stratèges dont la liberté d'action et donc les tendances bureaucratiques ou autoritaires sont d'autant plus grandes que la négociation l'emporte davantage à la fois sur la revendication et sur la politique ouvrières.

Ce syndicalisme s'engage difficilement dans une action proprement politique. À l'époque du *New Deal*, le pouvoir politique a aidé au développement du syndicalisme bien plus que le syndicalisme n'a joué un rôle politique décisif. Les syndicats agissent plus aisément dans le cadre de l'entreprise que dans celui du système politique et leur action à l'égard des grands problèmes économiques est généralement faible. Si leur intervention dans certains problèmes sociaux généraux, comme celui des relations raciales, de l'éducation et du fonctionnement des institutions, est plus active, au nom de l'hostilité des travailleurs aux discriminations de classe anciennes, elle reste dans l'ensemble limitée, mais ils saisissent leur société plus comme une société de masse que comme un système d'action historique et ils craignent toujours d'affaiblir leur pouvoir de négociation en prenant parti sur des problèmes à propos desquels leurs adhérents ont des positions variées.

[375]

2. Type II.

L'union d'un grand développement économique et d'un faible pouvoir syndical de contrôle définit une situation syndicale plus complexe. D'un côté en effet l'absence de contrôle syndical signifie le maintien d'un pouvoir de classe traditionnel, souvent appuyé sur des traditions préindustrielles, au Japon ou en Allemagne par exemple, et par conséquent fait subsister, même au cœur d'une grande industrie moderne, l'ancienne conscience ouvrière, tandis que le développement économique renforce une nouvelle conscience ouvrière, sensible à la rationalisation de la production et à l'organisation de la vie économique et sociale.

L'ancienne conscience ouvrière se manifeste sous deux formes également classiques : en premier lieu, la participation à des relations collectives de travail paternalistes ; en second lieu, des poussées de révolte. L'une et l'autre manifestation de l'ancienne conscience ouvrière sont intimement liées à une forte orientation vers la civilisation industrielle. La vigueur du développement entraîne un appel constant à un modèle rationalisateur général. L'originalité de ce type de situation syndicale provient de l'union de ces deux moments de la conscience ouvrière qui, l'un comme l'autre, s'opposent à la vision purement dichotomique de la société : la permanence de certains garants métasociaux de l'ordre social, sous la forme d'un patronat de droit divin ou d'un État absolutiste, contribue au même titre qu'une référence directe au modèle général de la civilisation industrielle à renforcer la référence à la société globale. L'évolution tend en général à renforcer la nouvelle conscience aux dépens de l'ancienne, à mesure qu'au capitalisme aristocratique ou étatique se substitue un capitalisme rationalisateur, dont en Allemagne W. Rathenau fut un des représentants les plus typiques. Il existe une certaine continuité dans le passage du paternalisme à la cogestion en Allemagne, une constante référence à l'industrie et à la société plutôt qu'aux classes et aux groupes d'intérêts. D'où l'importance attribuée, dans l'Allemagne de Weimar, à des notions comme celle de Communauté de travail, au lendemain de la défaite de 1918, de self-administration, introduite dans plusieurs grandes industries mais sans grands effets ; puis, à partir de 1925 surtout, celle de démocratie économique qui

se nuance et se réduit subtilement en se posant comme l'aboutissement d'une démocratisation de l'économie, qui insiste surtout sur le contrôle syndical des conditions de travail et d'emploi (cf. R. Goetz-Girey, *Les syndicats allemands après la guerre*, Paris, Domat-Montchrestien, 1935, en particulier p. 203-235).

On peut penser que lorsque se brise l'évolution vers la civilisation industrielle, l'appel à la société globale se manifeste plus directement [376] qu'ailleurs, animant un mouvement révolutionnaire, celui même dont Lénine attendait la victoire en Allemagne, celui aussi qui, d'une manière plus latente, domine les principales confédérations syndicales japonaises. Mais cet appel peut aussi préparer la voie au nationalisme et constituer, au cœur du mouvement ouvrier, le complice de sa propre destruction.

Ce type de situation syndicale se retrouve dans beaucoup de pays européens, en particulier dans les industries qui, comme le textile ou la sidérurgie, sont souvent dirigées, en France par exemple, par un capitalisme familial ou par un pouvoir très personnalisé. Dans cette situation, le mouvement syndical tend toujours à être fortement *politisé*. Mais la force du développement économique conduit à parler ici de *politisation sociale* plus que de politisation économique : pression sur l'État pour obtenir, soit en dehors du patronat soit contre lui, des lois et des protections sociales qui gardent souvent une double nature, s'inscrivant à la fois dans un système traditionnel de relations de travail et dans le modèle de la civilisation industrielle.

L'organisation syndicale est également commandée par l'importance de l'appel à la société globale. Le syndicalisme prend la forme de mouvements de masse, très concentrés et dont la bureaucratisation toujours menaçante n'est atténuée que par la diversité des orientations fondamentales, diversité qui conduit souvent à l'existence de plusieurs confédérations rivales comme dans l'Allemagne de Weimar et surtout dans le Japon, au début de son industrialisation, et après la reconstitution du syndicalisme, au lendemain de la dernière guerre.

3. Type III.

Formellement, il est à l'inverse du type précédent. Il apparaît lorsqu'un faible développement économique ne répond pas à la volonté de création d'une conscience ouvrière, dont en revanche la volonté de contrôle est satisfaite par un fort accès au pouvoir, rendu possible par la *maturité* de la société industrielle et la simple importance numérique des salariés de l'industrie et de leurs organisations. Ici la lutte économique, qui, dans le cas précédent, s'unissait étroitement à l'effort pour développer un contrôle social du travail sans intervenir dans la vie économique, se lie à l'interventionnisme économique. Mais cette situation est peut-être, du fait des fonctions assumées par le mouvement ouvrier, la plus complexe de toutes. L'action syndicale vise au développement économique, tout en cherchant constamment à développer sa force de contrôle, parfois même aux dépens du développement économique, appuyant un Welfare State qui peut être plus soucieux de justice [377] distributive que de progrès de la production, et tout en continuant aussi à mener une lutte proprement économique. Cette complexité entraîne une grande variété de situations particulières.

Celles-ci doivent être distinguées par le degré de fusion ou de séparation des diverses fonctions du mouvement ouvrier. S'il appartient à l'analyse historique de rechercher toutes les causes de cette organisation variable de ces fonctions, on peut au moins souligner le rôle important que jouent ici les contraintes extérieures de l'économie nationale. L'importance des échanges extérieurs, l'absence d'un marché étranger protégé ou garanti par des liens traditionnels contribuent à imposer une action proprement économique et à la séparer des préoccupations sociales. N'est-ce pas dans ces termes que certains économistes travaillistes comme T. Balogh justifient l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun ?

Si le mouvement ouvrier parvient à contribuer, au moins indirectement, à la relance du développement économique ou à la résorption d'une crise économique, la lutte économique retrouve une luge autonomie, mais dans le cadre d'un interventionnisme étatique, développé, en Suède par exemple, en collaboration avec l'organisation syndicale. Les trois fonctions du mouvement ouvrier sont alors

distinguées et, dans une certaine mesure au moins, coordonnées. Ainsi se forme un système où le syndicalisme participe aux responsabilités économiques, tout en continuant - dans les entreprises - une action revendicative qui déborde parfois largement les objectifs acceptés par la Confédération et où les entreprises gardent une liberté d'initiative économique tempérée par les interventions *techniques* des économistes de l'État.

À l'inverse, le maximum de confusion entre les trois fonctions peut se produire au profit d'une politique plus soucieuse de problèmes sociaux que de progrès économique. Entre ces deux types extrêmes, que la Suède et la Grande-Bretagne peuvent évoquer, existent un grand nombre de situations intermédiaires, celle de la Hollande par exemple où l'interventionnisme étatique dans les conventions collectives est plus développé qu'en Suède et où l'initiative économique des entreprises est plus grande que dans la Grande-Bretagne des nationalisations travaillistes.

La politisation du mouvement ouvrier est ici plus économique que sociale. Les syndicats ont obtenu et maintiennent dans les entreprises un fort pouvoir d'intervention. C'est au niveau de l'État et des centres de décision économique qu'ils cherchent à développer leur rôle, plus direct que celui d'un groupe de pression et cependant plus limité que celui qu'ils revendiquent, lorsque leur politisation est à la fois sociale et économique.

[378]

Cette situation commande et permet une *organisation* de masse fortement centralisée mais où apparaissent des tensions plus ou moins importantes entre les dirigeants, soucieux d'intervention économique, et les sections d'entreprise plus orientées vers la lutte économique.

La puissance syndicale et la situation économique ont souvent conduit à ce que O. Bauer nommait un équilibre des *forces de classes* et qui a contribué à maintenir une conception de l'action syndicale très en retard sur le développement de la civilisation industrielle, l'attachant à une lutte antipatronale directe, sans aucune considération des problèmes généraux de l'économie. Les mouvements ouvriers des grands pays européens, même quand ils proclamaient leurs buts de transformation sociale générale, que ce soit par confiance dans la force de l'économie capitaliste ou par espoir que la grande crise conduise directement à la révo-

lution sociale, n'ont pas su ou pas voulu diriger leur lutte vers le problème central, c'est-à-dire l'attachement néfaste de l'État à l'orthodoxie économique et monétaire. Très peu de social-démocrates étaient sensibles vers 1930 à la nécessité d'un interventionnisme économique auquel étaient plus favorables les syndicats, bien que, en Allemagne par exemple, les idées du groupe W.T.B. (Woytinski, Tarnow, Boade) aient eu peu d'échos. En France comme en Allemagne, c'était les syndicats plus que les socialistes qui proposaient une politique économique active, sans cependant que cette tendance puisse empêcher les heurts sociaux de diviser le pays sans le transformer dans sa vie économique et sans le préparer à résister au péril extérieur qui trouvait bien des concours dans les forces conservatrices. Le travaillisme anglais, déjà affaibli, réagit moins vigoureusement encore à la grande crise. Le mouvement ouvrier, porté par sa confiance dans la naissance du socialisme, soit dans le prolongement de l'économie capitaliste, soit sur ses ruines, est resté le plus souvent aveugle aux caractères de la civilisation industrielle et au rôle qu'il pouvait et devait y jouer.

4. Type IV.

Une situation où les deux exigences fondamentales, de développement et de contrôle, de la nouvelle conscience ouvrière se heurtent à de grands obstacles se trouve aux limites même de la civilisation industrielle. Elle n'y appartient que dans la mesure où ces obstacles n'apparaissent que dans une société industrielle déjà avancée. Le mouvement ouvrier unit alors sa lutte économique, son action contre le pouvoir de classe et son intervention pour le développement économique, union qui lui donne une orientation révolutionnaire. C'est ici que la notion de *lutte de classes* prend son sens réel. En même temps qu'elle définit un état [379] de la conscience ouvrière, elle correspond à un *type d'action du mouvement ouvrier*. Elle intervient lorsque la lutte ouvrière est nécessairement menée conjointement contre les obstacles économiques et les obstacles sociaux au développement d'une civilisation industrielle, pourtant déjà assez formée pour que domine la nouvelle conscience ouvrière, débarrassée du poids de la conscience constituante.

La politisation du mouvement ouvrier est alors totale, à la fois économique et sociale ; le syndicalisme se lie à un parti politique et ses dirigeants orientent l'action syndicale en fonction d'une stratégie politique plus que d'une action purement économique.

Le parti politique qui dirige la lutte ouvrière est alors un parti d'intégration, pour reprendre l'expression de S. M. Lipset qui oppose - dans *Political Man* - ce type de formation politique aux partis de représentation. Mais il est essentiel de souligner que la fonction d'un tel parti et l'orientation révolutionnaire qu'il donne au mouvement ouvrier ne s'expliquent pas seulement par la situation économique de la classe ouvrière, mais par son exclusion du pouvoir et même de la vie politique. Lipset a brillamment opposé à ce sujet la situation de la Prusse où les droits politiques étaient limités et où le mouvement ouvrier prit une orientation révolutionnaire et celle de l'Allemagne du Sud où les droits politiques étaient plus complets et où le mouvement ouvrier fut dominé par des idées socialistes non révolutionnaires. Plus généralement, c'est la situation sociale de la classe ouvrière, c'est-à-dire en fait l'importance des obstacles opposés à la double exigence de la conscience ouvrière qui commande son orientation révolutionnaire. Bien que notre analyse soit fort éloignée de celle de Lipset, qui se place dans la perspective que nous nommons fonctionnaliste, elle la rejoint dans cette affirmation fondamentale que le mouvement ouvrier ne peut être compris comme réponse à une situation économique et que les déterminants d'un mouvement social doivent être formulés en termes sociologiques.

Cette situation ne définit cependant qu'un cas extrême du type IV. Nous sommes ici à la frontière de l'ancienne conscience constituante. Le syndicalisme révolutionnaire de masse se situe souvent à cette frontière et en souffre ; animé par l'ancienne conscience ouvrière d'ouvriers de métier, il est aussi dirigé vers une action de classe qui se réfère à la civilisation industrielle, oscillant ainsi toujours entre un syndicalisme révolutionnaire et un syndicalisme de contrôle, double mouvement semblable à celui que nous avons décrit pour la conscience de classe, étudiée comme forme de la conscience ouvrière.

Inversement, les sociétés industrielles contemporaines dominées par ce type de situation syndicale, la France ou l'Italie par exemple, connaissent [380] des mouvements ouvriers complexes dominés par le caractère relatif et non absolu des

obstacles au développement économique et au contrôle social des conditions de travail et d'emploi.

L'opposition révolutionnaire se tempère dans une société industrielle relativement avancée et quand le mouvement ouvrier comme force organisée se trouve posséder une force de pression importante, sinon au niveau des entreprises du moins à celui de l'État, et donc des services publics et des industries nationalisées. Il est animé par une volonté d'action constructive et révolutionnaire à la fois (cf. R. Goetz-Girey, *La Pensée syndicale française*, Paris, Colin, 1948). En France ou en Italie, au lendemain de la guerre, le mouvement ouvrier possédait, en France surtout, un certain accès au pouvoir politique, tout en restant dans l'ensemble écarté du contrôle social du travail dans les entreprises, malgré l'existence de délégués, de comités d'entreprise, de commission interne. Le thème des réformes de structure, né au lendemain de la première guerre mondiale, au moment du grand ébranlement de l'économie capitaliste, mais en opposition avec une orientation proprement révolutionnaire, prit alors toute son importance, utilisant le pouvoir politique pour affaiblir la résistance patronale dans les entreprises et pour intervenir dans l'organisation économique.

La crise du syndicalisme dans ce type de pays (que B. Trentin a analysée pour l'Italie dans *Sociologie du Travail*, 1962, no 2, *op. cit.*) apparut avec la stabilisation et le développement de l'activité économique. Cette nouvelle situation entraîne un affaiblissement de l'accès du mouvement ouvrier au pouvoir politique, en même temps que l'apparition virtuelle d'un syndicalisme d'un autre type. Plus se renforce le développement économique, plus s'affaiblit la volonté d'intervention, voire de gestion ou de cogestion du mouvement ouvrier, et plus se développe un syndicalisme de contrôle orienté à la fois vers l'élimination de l'autocratie patronale dans l'entreprise et vers la volonté de participer à une planification démocratique, conçue comme ra fait G. Declercq dans son rapport au congrès de la C.F.T.C. en 1959.

La force des résistances, surtout patronales, à cette évolution, conduit souvent le syndicalisme, dans ses tendances les plus neuves et les plus dynamiques, à définir une politique intermédiaire, celle dont S. Mallet s'est fait l'interprète en France (dans *La nouvelle classe ouvrière*, Paris, 1963) et qui cherche à obtenir dans les grandes entreprises modernes un pouvoir d'intervention socio-économique, qui évoque à la fois la thèse gestionnaire d'inspiration révolutionnaire et le syndica-

lisme de contrôle. En Italie, le poids plus grand de la société pré ou proto-industrielle conduisit le mouvement ouvrier, ou du moins son organisation majoritaire, la C.G.I.L., à abandonner la politique des années 1945-1952 [381] et à prendre une nouvelle orientation, plus sensible au développement particulièrement rapide de l'industrie italienne et plus attachée encore au rôle d'intervention économique du mouvement ouvrier.

Le mouvement ouvrier français depuis la première guerre mondiale a été presque constamment dominé par ses efforts pour agir sur une société à laquelle il s'oppose, pour dépasser l'opposition du réformisme et de la révolution, pour donner une unité à une situation double, d'influence politique et de dépendance du pouvoir patronal.

Les termes de réforme et de révolution peuvent tromper. Il ne s'agit pas d'une tendance modérée s'opposant à une autre, extrémiste. On l'a dit, ce type IV est à la frontière entre un syndicalisme révolutionnaire animé par l'ancienne conscience ouvrière et ce que nous nommons le syndicalisme de contrôle qui inclut tous les types d'action syndicale qui se situent directement dans la civilisation industrielle. La tendance révolutionnaire est novatrice en ce qu'elle conçoit dans leur ensemble les problèmes de l'économie et de la société et veut créer un type nouveau de société industrielle, mais elle s'oppose à l'intervention de l'État bourgeois, et ne croit pas que la société socialiste puisse naître sans rupture totale avec tous les aspects de la société capitaliste, ce qui la lie à l'utopie - qui n'est : pas forcément irréaliste ou inefficace historiquement - de l'ancienne conscience ouvrière. La tendance réformiste au contraire perçoit davantage la nature originale du capitalisme industriel, est d'autant plus sensible aux problèmes complexes de la démocratie industrielle qu'elle compte sur l'intervention de l'État, qui ne peut être acquise que par la coalition des forces ouvrières avec d'autres forces politiques, plus modérées. Mais elle tend aussi le plus souvent à n'utiliser cette intervention que pour acquérir des avantages sociaux, des garanties de salaire, d'emploi, de conditions de travail, de représentation syndicale dans l'entreprise et dans l'État, rejoignant ainsi la social-démocratie dont l'action a été rappelée à propos du type III.

Chacun des grands moments de progrès et de succès du mouvement ouvrier, qu'il s'agisse de victoires politiques ou d'unité d'action dans les luttes économiques, naquit d'une conciliation de ces quatre tendances, sous des formes extrêmement variables, privilégiant l'une ou l'autre d'entre elles, mais surtout supposant

un éclatement du lien toujours instable unissant les deux faces du syndicalisme réformiste, comme les deux tendances du syndicalisme révolutionnaire. C'est en règle générale la possibilité et la nécessité d'une participation syndicale au pouvoir politique qui a assuré l'unité des tendances du syndicalisme.

Mais de tels mouvements ouvriers sont soumis à des tensions internes si fortes que leur scission et l'apparition de confédérations rivales occupent une grande partie de leur histoire. Ce fait spectaculaire ne [382] doit pas cependant laisser croire à une dichotomie simple. À l'époque actuelle surtout, aucun mouvement d'inspiration révolutionnaire ne renonce aux positions acquises et ne se soustrait entièrement aux exigences de la participation conflictuelle ; aucune organisation réformiste ne renonce à traiter l'ensemble des problèmes économiques de la nation. Le renouveau économique de la France entraîne les organisations rivales à se rapprocher en fait les unes des autres, sous peine de perdre leur influence et de pratiquer un type d'action syndicale qui se rapproche davantage du type II que des formes extrêmes du type IV.

Cependant l'analyse sociologique doit continuer à reposer sur le fait fondamental de la grande discordance existant à l'intérieur du capitalisme industriel français, et sur la dualité d'orientation qu'elle impose au mouvement syndical, qu'il soit uni ou divisé. L'important est donc de ne pas se contenter de distinguer des tendances mais de rechercher leur interaction, dont l'existence est imposée par l'unité du cadre historique concret dans lequel elles s'exercent.

5. La situation française.

La société française contemporaine est à la fois une société de classes et une société industrielle ; elle appartient à la fois aux sociétés traditionnelles et à la civilisation industrielle. Le premier de ces deux aspects est plus fort en France que dans la majorité des pays de l'Europe industrialisée. L'importance de la population agricole et des classes moyennes traditionnelles, comme la difficile liquidation du système colonial l'ont renforcé et ont affaibli par conséquent l'accès du mouvement ouvrier au pouvoir. C'est seulement lorsqu'une menace d'extrême droite rejette vers la gauche une partie des strates intermédiaires que se forme une coalition politique permettant l'arrivée au pouvoir de représentants ou d'alliés du mou-

vement ouvrier, dans des conditions très limitées à la fois quant à la durée du gouvernement et quant à sa liberté d'action. Ce retard social se définit par rapport à une industrialisation déjà évoluée, dont la concentration, voire la planification sont largement avancées, soit dans le cadre capitaliste, soit par intervention étatique.

Cette double nature de la société française conduit à distinguer du côté patronal comme du côté syndical deux tendances. On doit séparer un patronat *conservateur* d'un patronat qu'on nommera *productiviste*, un syndicalisme *révolutionnaire* d'un syndicalisme *réformiste*. Il peut être aisé mais il est dangereux de nommer concrètement ces quatre acteurs, car la C.G.T. n'est pas purement révolutionnaire et par sa force même se trouve être un élément important de ce qui en France se rapproche du syndicalisme de contrôle, et les grands dirigeants patronaux [383] sont souvent aussi attachés à la conservation d'un pouvoir de classe, les Jeunes Patrons poussant plus loin encore la complexité et la contradiction, défendant à la fois la rationalisation de l'entreprise et le pouvoir personnel de son chef. Il est donc préférable de s'en tenir à ces acteurs abstraits plutôt qu'à des organisations réelles, toujours complexes.

Le tableau suivant résume ces définitions simples :

	<i>Patronat</i>	<i>Syndicat</i>
Société de classes	conservateur	révolutionnaire
Civilisation industrielle	productiviste	réformiste

Ces quatre acteurs se correspondent apparemment deux à deux. Il existe une correspondance théorique entre le patronat conservateur et le syndicalisme révolutionnaire, comme S. Mallet l'a bien montré à propos des conflits sociaux de Fives-Lille-Cail. Il existe aussi une correspondance de principe entre le patronat productiviste et le syndicalisme réformiste, dont on trouve en général les signatures réunies au bas des accords d'entreprise.

Mais chacun des acteurs, agissant dans une situation double, intervient en fait dans la perspective où il n'accepte pas de se définir. Ce faisant, nous espérons le montrer, il entre en correspondance avec un partenaire qui n'est pas celui qui lui

correspond théoriquement. Le patronat conservateur défend l'autorité patronale dans l'entreprise, mais, comme la France n'est pas une pure société de classes, il doit négocier et préfère le faire, comme l'a rappelé F. Sellier, à un niveau plus général, souvent même sous la pression de Mat, ce qui lui donne comme partenaire logique le syndicalisme réformiste.

Le syndicalisme révolutionnaire de son côté s'attaque directement au patronat conservateur, mais, le combattant dans l'entreprise, il suscite à ce niveau le développement d'un patronat productiviste. Le premier accord Renault par exemple est, en partie au moins, une réponse aux conflits violents de Nantes et de Saint-Nazaire.

Si l'on considère maintenant les acteurs qui se définissent par rapport à la civilisation industrielle, on voit que leur action se trouve déviée, du fait qu'elle s'exerce dans une société de classes. Le syndicalisme réformiste ne peut mener son action en faveur du syndicalisme de contrôle que s'il conteste efficacement le pouvoir patronal de fait : les fédérations ouvrières de la C.F.T.C. ne se développent que lorsqu'elles témoignent d'une agressivité égale à celle de la C.G.T. et l'ensemble de cette Confédération a été transformée par cette exigence de l'action syndicale.

[384]

Le patronat productiviste de son côté se heurtant en fait à un syndicalisme en grande partie révolutionnaire, défend souvent brutalement les privilèges patronaux, rejoignant ainsi des positions conservatrices. Ainsi se trouve constituée l'unité d'un système complexe, que l'on peut schématiser de la manière suivante : conservateurs ➡ réformistes ➡ révolutionnaires ➡ productivistes ➡ conservateurs, etc.

Chacun des acteurs se définit donc par ses relations avec les trois autres, avec celui qui lui correspond directement, celui qui correspond aux conséquences non intentionnelles de son action, celui dont la réponse à ce second interlocuteur tend à le rapprocher.

Le syndicalisme révolutionnaire par exemple lutte directement contre le patronat conservateur, se trouve engagé dans une rivalité avec le patronat productiviste et se trouve ainsi amené à des actes en fait réformistes. Le syndicalisme réformiste, parallèlement, s'oppose clairement à un patronat productiviste, mais se

heurte au conservatisme patronal dans l'entreprise et doit donc adopter des modes d'action qui le rapprochent du syndicalisme révolutionnaire.

L'unité du système qui vient d'être analysé en termes abstraits, prend en fait une forme concrète, l'intervention de l'État. Parce que l'État représente le capitalisme industriel mais porte aussi la marque des conquêtes ouvrières, parce que surtout, dans une civilisation industrielle relativement avancée, le rôle du pouvoir sociétal, nous l'avons vu, ne se laisse plus analyser que très partiellement en termes de classes sociales, l'intervention de l'État explique qu'un patronat conservateur négocie et qu'un syndicalisme révolutionnaire participe à beaucoup d'organismes paritaires ou mixtes, au niveau de l'entreprise, de l'industrie ou des institutions centrales.

Il n'est donc pas suffisant pour analyser le système français de relations collectives de travail d'insister sur la tradition centralisatrice et étatique de la société française, puisque cette orientation intervient moins directement que comme médiation, créant des correspondances indirectes entre des partenaires qui se nient et se supposent sans cesse les uns les autres.

6. Le syndicalisme de contrôle.

Les types de mouvements ouvriers dans les pays de capitalisme industriel qui viennent d'être analysés ne constituent que des éléments d'analyses concrètes qui doivent, elles, considérer à la fois des situations globales, comme la situation française, et des processus d'évolution ou plutôt de transformation d'un mouvement ouvrier. Il est clair qu'un mouvement ouvrier national ne correspond à aucun moment à un type [385] simple, que tous les aspects de la vie économique, politique et sociale, autant que la diversité des industries et des régions, doivent être pris en considération, de même que la permanence de formes d'action et d'organisation héritées du passé. Mais l'analyse ne se développe solidement que si elle traduit chaque fait, chaque circonstance ou chaque événement dans les termes d'une problématique générale. C'est lorsque l'analyse ne s'élève pas au-delà de la description systématique que sont proposés des types concrets, dont la définition utilise un grand nombre de notions mal reliées les unes aux autres et qui ne sont le plus souvent vraies que dans la perspective personnelle, c'est-à-dire l'idéologie, de

l'observateur. Au moment d'introduire directement la notion plus générale applicable à l'étude de cet ensemble de mouvements ouvriers, il est nécessaire de souligner qu'elle n'est pas un cadre descriptif mais un instrument d'analyse, lui-même dérivé des principes généraux qui orientent toute cette étude.

Le *syndicalisme de contrôle* n'est pas un type général de politique syndicale ou ne l'est que dans la mesure où il définit une situation historique particulière, celle du capitalisme industriel, où la double orientation de la nouvelle conscience ouvrière, expression du sujet historique dans la civilisation industrielle, se trouve associée à une action économique dirigée contre un patronat capitaliste, dont le pouvoir de classe n'est plus reconnu et est détruit, à un degré et dans des conditions extrêmement variables, par la naissance de la civilisation industrielle dont le mouvement ouvrier constitue une composante importante. Cette définition souligne que le mouvement ouvrier ne se définit ni par la défense de valeurs : liberté, justice, égalité, démocratie - qui peuvent être les buts de son action mais qu'une analyse sociologique doit reformuler en termes d'action sociale, c'est-à-dire de lutte contre les aliénations - ni par l'opposition ou la réponse à un certain système économique. L'observation montre que cette opposition, bien que très fréquente, n'est pas générale, ce qui suffit à montrer les insuffisances d'une analyse qui se refuse à partir de la conscience ouvrière. L'insuffisance d'une telle approche provient surtout de ce qu'elle repose sur l'idée fautive de l'identité des classes économiques et des classes sociales. Le mouvement ouvrier est assurément dans tous les cas anti-capitaliste, si l'on entend par là qu'il s'oppose au pouvoir de classe et qu'il cherche à le détruire. Il ne naît qu'avec la révolution industrielle, c'est-à-dire avec la grande transformation du travail qui détruit les garants métasociaux de l'ordre social, œuvre de la conscience constituante. Aucun mouvement ouvrier ne renonce à la lutte qui le définit le plus profondément. La volonté du syndicalisme de contrôler les conditions [386] de travail et d'emploi des salariés est constante et S. Perlman a eu raison d'insister sur ce mouvement qui cependant peut conduire à une intervention dans l'État aussi bien que dans l'entreprise. C'est seulement au contraire lorsque l'économie capitaliste n'apparaît pas capable d'assurer le développement industriel que le mouvement ouvrier s'oppose à lui. Dans le cas contraire, il l'accepte, le tolère, sans cependant jamais l'approuver.

Que la propriété capitaliste ne soit pas en dernière analyse conciliable avec une civilisation industrielle pleinement développée, c'est-à-dire régie par un modèle rationalisateur se manifestant à travers les conflits et les tendances idéologiques ou utopiques des groupes d'intérêts, peut être admis, mais l'important est que ce mode d'organisation économique, loin de commander par son évolution propre l'histoire du mouvement ouvrier, dépend largement de l'orientation du mouvement ouvrier. Tous les pays capitalistes industriels se trouvent, à des degrés très variables, dans la situation qui a été nommée retard institutionnel. L'élimination du pouvoir de classe conduit le mouvement ouvrier à une attitude pragmatique à l'égard du capitalisme et par là même contribue à transformer celui-ci avant de vouloir sa disparition. Le passage d'une classe dominante à une autre s'expliquait dans le cadre de l'histoire de la conscience constituante, ce qui maintenait une certaine continuité dans cette évolution : la simple permanence d'une domination de classe. La naissance de la civilisation industrielle, parce qu'elle entraîne nécessairement la disparition de toutes les classes supérieures et leur remplacement par des élites dirigeantes - dont le pouvoir peut être aussi ou plus absolu - impose de rapporter directement toute l'histoire sociale aux exigences du sujet historique, passé de la conscience constituante à la volonté de développement et de démocratie. Il n'y a donc aucune contradiction à soutenir à la fois que la civilisation industrielle détruit la propriété capitaliste et que le mouvement ouvrier, comme élément de la civilisation industrielle, *n'est pas par définition anticapitaliste* : il ne l'est que sous condition, dans cette situation historique à la fois particulière et vaste qu'est le capitalisme industriel, défini comme nous l'avons fait et non pas comme l'union supposée essentielle d'un régime économique et d'une structure sociale.

Ce point de vue permet d'écarter de la même manière l'idée selon laquelle l'évolution industrielle comme le développement du mouvement ouvrier lui-même conduiraient de l'opposition à la participation, du conflit à l'intégration. De tels termes sont dangereux parce qu'ils ne se réfèrent pas à la conscience ouvrière, c'est-à-dire qu'ils ne reconnaissent pas l'action ouvrière comme mouvement social. Le rappel le plus élémentaire [387] des principes d'une analyse actionnaliste brise leur unité. L'extrême dépendance de la classe ouvrière aux débuts de l'industrialisation capitaliste n'impliquait pas nécessairement un isolement social. Le maintien à travers l'ancienne conscience ouvrière de certains aspects de la cons-

science constituante indique au contraire l'existence d'une unité culturelle, de systèmes de relations sociales reposant sur des garants métasociaux. Le développement de la civilisation industrielle détruit l'unité des cultures et des sociétés traditionnelles. L'action ouvrière devient tout entière revendicative en même temps qu'elle s'oriente plus nettement vers l'exigence de développement et de contrôle. La pluralité des sources d'aliénation en même temps que l'apparition d'une volonté absolue de désaliénation multiplie les conflits. Dans l'entreprise même, Y. Delamotte a parlé avec raison d'une *participation conflictuelle* qui définit la volonté de contrôle du mouvement ouvrier (« Conflit industriel et participation ouvrière », in *Sociologie du Travail*, 1959, n° 1, pp. 12-23).

Cette notion est directement liée aux caractères fondamentaux du syndicalisme de contrôle. La *participation* s'impose du fait de l'existence d'une civilisation industrielle qui légitime l'entreprise, interdit de la considérer uniquement comme un instrument au service d'intérêts privés. Les *conflits* sont multiples et se classent en trois types principaux. D'abord les conflits propres à la civilisation industrielle, c'est-à-dire la lutte ouvrière contre les aliénations techniciste, bureaucratique et politique ou totalitaire ; ensuite ceux qui opposent les travailleurs au patron, dans la mesure où celui-ci exerce encore un pouvoir de classe, ce qui n'implique pas nécessairement qu'il soit propriétaire de l'entreprise ; enfin ceux qui naissent de l'opposition d'intérêts entre salariés et employeurs. L'étude des conflits industriels ne peut reposer que sur cette classification et rechercher les systèmes de conflits qui se forment dans une situation particulière ; ce qui pourrait conduire à une étude des grèves, à condition de ne pas négliger l'analyse des conflits en termes de relations industrielles et d'insatisfaction individuelle ou collective.

On doit même ajouter que le progrès de la civilisation industrielle et de l'action ouvrière de développement et de contrôle fait surgir un nouveau type de conflits, entre les revendications, les relations industrielles et la politique du mouvement ouvrier.

Sous quelque forme que ce soit, l'image d'une société portant en elle son équilibre, sa paix et la logique des conduites sociales doit être énergiquement rejetée.

Il reste à définir plus précisément, dans ses déterminations historiques, la notion de contrôle. Le terme semble obscur puisqu'il est employé pour définir un

mouvement ouvrier dont on a constamment [388] souligné la double orientation vers le développement économique et le contrôle social du travail. S'il a été retenu, c'est parce que, on l'a dit en commençant, le mouvement ouvrier est un mouvement social à base spécifique et à buts généraux : c'est l'organisation des travailleurs pour la transformation de la société. Or ces deux termes ne se confondent jamais ; la société ne devient pas l'organisation des travailleurs. Le mouvement ouvrier devient un élément du système politique sans se confondre avec l'État social, même si les dirigeants de celui-ci proviennent de ses rangs. Le contrôle social du travail et de l'emploi devient donc la tâche propre du mouvement ouvrier. De plus, le syndicalisme de contrôle étant lié au capitalisme industriel, le pouvoir politico-économique auquel il cherche à accéder conserve toujours un caractère mixte, pouvoir de classe et direction du système économique-social. Il est donc naturel de définir le syndicalisme comme syndicalisme de contrôle, sans oublier que celui-ci ne se sépare pas de l'autre orientation du mouvement ouvrier, vers le développement économique.

Il n'existe pas de mouvement ouvrier qui ne possède pas - au moins en principe - ces deux fonctions. Mais leurs rapports sont variables. Ce qui a été nommé le type IV montre à la limite, c'est-à-dire aux limites mêmes de la civilisation industrielle, une union étroite, révolutionnaire, de la volonté de développement économique et de l'exigence de contrôle social. Elles se séparent dans d'autres types, mais se rapprochent d'autant plus que se constitue plus fortement une société industrielle, orientée par un modèle rationalisateur reconnu comme objectif de l'action sociale et politique. Mais même alors les deux fonctions du mouvement ouvrier ne se confondent pas ; elles se transforment seulement en directions divergentes d'un mouvement unifié et c'est alors que les tensions entre la gestion et la revendication au sein du mouvement ouvrier prennent toute leur importance, conduisant parfois à l'éclatement, temporaire ou durable, des organisations ouvrières.

Le syndicalisme de contrôle est donc l'expression de la nouvelle conscience ouvrière se développant dans un système social où subsistent les classes économiques, c'est-à-dire l'organisation capitaliste de la production, ce qui signifie que l'exigence de contrôle est à la fois une lutte contre les restes du pouvoir de classe et contre les aliénations propres à la civilisation industrielle. Ses formes changent selon les rapports qui s'établissent entre toutes ses aliénations. Le syndicalisme de

contrôle n'est donc pas un type particulier d'action syndicale face au capitalisme industriel, ni la définition générale d'une situation historique. Il serait inexact de classer les mouvements ouvriers nationaux selon leur proximité plus ou moins grande d'un modèle parfait de syndicalisme [389] de contrôle ; celui-ci n'est que l'expression d'une problématique commune à tous.

Il s'agit donc d'une notion d'un type très particulier. Ce n'est, nous l'avons dit, ni un cadre descriptif, ni une notion purement théorique. Elle définit une situation historique particulière, complexe, en des termes qui dérivent des principes généraux d'une analyse théorique. Elle n'est donc pas du même ordre que les notions de syndicalisme d'opposition, de négociation et d'intégration, introduites à la fin de la première partie de ce chapitre et qui étaient purement théoriques. C'est un type idéal.

Le syndicalisme de contrôle n'existe que par la coexistence de la nouvelle conscience ouvrière et d'un conflit économique avec l'employeur capitaliste. Il n'apparaît donc que dans la mesure où se produit, sous l'effet du modèle rationalisateur de la civilisation industrielle et du mouvement ouvrier lui-même, un décalage entre classe économique et classe sociale, où l'initiative des employeurs privés se maintient au moins partiellement, tandis que leur pouvoir social, leur autocratie, décline.

Il ne peut être compris que par la double nature de la situation où il agit. Il est toujours à la fois un *syndicalisme de marché* - Market Unionism, selon l'expression de D. Bell (*The End of Ideology*, Glencoe, Free Press, 1960, ch. XI) - et un *mouvement social*. Mais on ne saurait séparer simplement ces deux modes d'existence. C'est leur union qui explique le rapport particulier de ce syndicalisme avec la société globale, rapport qui n'est difficile à saisir que parce qu'on reste dominé par une analyse de type ancien, où les sociétés s'identifient à des régimes sociaux, entités globales qui commandent toute analyse particulière.

Le syndicalisme de contrôle défend un modèle rationalisateur, principe de la civilisation industrielle, mais ce modèle ne s'identifie jamais, dans le capitalisme industriel, à une action politique unifiée. Il ne se manifeste qu'à travers la lutte des groupes d'intérêts, aggravée par la persistance d'une direction capitaliste de l'économie qui résiste à la rationalisation économique en même temps qu'elle s'y

adapte. Le mouvement ouvrier est politique, parce qu'il vise à l'organisation d'ensemble de la vie économique et sociale ; il n'est pas politique en ce qu'il ne s'identifie pas au pouvoir politique et économique. Nous avons parlé à ce propos de *politisation apolitique* et cette expression a été d'avance commentée dans le chapitre précédent : c'est la formation de l'État sociétal, l'organisation des groupes d'intérêts en mode d'existence à la fois contradictoire et unifié du modèle rationalisateur, qui définit le rôle politique du mouvement ouvrier.

[390]

Le syndicalisme de contrôle est donc dans son principe à la fois instrument d'opposition, de négociation et d'intégration. Ses divers types tendent à privilégier l'un ou l'autre de ces aspects, le type I est surtout négociateur, le type IV organise l'opposition et la revendication ouvrières, le type III est plus intégrateur que les autres. Mais chacun de ces types concrets combine ces trois tendances, ce qui correspond à l'unité de cette situation historique qu'est le capitalisme industriel.

On comprend mieux ainsi pourquoi le syndicalisme de contrôle ne peut être défini par la conscience de classe. Celle-ci exprime la volonté ouvrière de détruire le pouvoir de classe et ne domine pas le syndicalisme de contrôle, du simple fait que celui-ci se trouve placé dans une situation où ce pouvoir est déjà atténué, limité, contrôlé. À côté de cette conscience de classe limitée existe une *conscience industrielle*, une volonté d'organiser et de développer l'économie. Enfin, le rôle de contestation économique du syndicat fait naître ce qu'il faut appeler une *conscience syndicale*, conscience d'appartenance non pas à un groupe d'intérêts, défini par référence à la civilisation industrielle, mais à un groupement de défense économique. Cette conscience syndicale, qui se développe dans l'action, ne se confond pas avec la conscience de classe. Elle est même d'autant plus apparente que la conscience de classe est plus faible, par exemple dans le type I où la lutte économique est au centre d'une activité syndicale qui n'a pas à se mobiliser pour le développement économique ou pour l'instauration d'un contrôle social du travail et de l'emploi. En France même, la conscience syndicale, liée à l'appartenance au syndicat, est plus vive dans les industries ou les secteurs d'emploi où le pouvoir syndical dans l'entreprise est plus grand et où les problèmes de développement éco-

nomique se posent de la manière la moins aiguë, dans la fonction publique et les services publics en particulier.

La conscience syndicale se nourrit du pouvoir syndical de contrôle et pourtant ne dépend pas directement de lui. Le développement de ce pouvoir syndical isole la lutte économique qui développe la conscience syndicale et celle-ci à son tour renforce le contrôle syndical en poussant à une professionnalisation du travail ouvrier (l'expression a été introduite par N. Foote, « Professionalization of Labor in Detroit », in *American Journal of Sociology*, janvier 1953, p. 371-380). L'analyse du syndicalisme de contrôle suit toujours la même voie : elle cherche à définir l'unité d'un système dont les trois éléments fondamentaux sont interdépendants, c'est-à-dire doivent d'abord être clairement distingués. La complexité qui en résulte peut décevoir ceux qui préfèrent réduire l'analyse d'un mouvement social à la connaissance [391] de ses intentions manifestes, de ses *principes d'action* ; elle est pourtant le seul moyen de comprendre la complexité d'une situation historique qui participe de la civilisation industrielle tout en lui échappant en partie. Tout serait plus simple si l'on se contentait d'opposer le capitalisme et le socialisme, mais en quoi cette dichotomie commode rend-elle compte des situations sociales et des mouvements sociaux dans les pays de capitalisme industriel ?

Les types de mouvements ouvriers qui viennent d'être distingués ont été définis surtout en termes de politique ouvrière, c'est-à-dire au niveau sociétal de l'analyse actionnaliste. On ne peut, par définition, en déduire des types de relations industrielles, puisque cette notion se place dans une autre perspective théorique. Mais ils se manifestent aussi au niveau de l'entreprise et plus généralement à tous les niveaux de l'action ouvrière. L'idée de double hiérarchie des niveaux de participation permet cette extension de l'analyse. Lorsque la double exigence de développement et de contrôle ne se heurte pas à des obstacles trop puissants, le mouvement ouvrier, se trouvant participer aux décisions ou se satisfaisant de celles qui sont prises, accepte ou plutôt prend l'initiative d'une participation au niveau de l'administration des entreprises et de l'exécution du travail. Tel est le sens des remarques de L. Cohen (cf. bibliographie) sur le rôle des syndicats américains - ou de certains d'entre eux - dans les entreprises. Lorsque seule la volonté de développement est satisfaite, le syndicat s'engage au niveau de l'administration des entreprises ; mais ne possédant pas de contrôle réel des conditions de travail et d'em-

ploi, il ne pousse pas sa participation jusqu'au niveau de l'exécution. Lorsque le syndicat s'oppose à la fois à une économie stagnante ou en crise et à un système de décision auquel il n'a pas accès, il refuse toute forme de participation. Le cas le plus complexe est celui du type III, puisqu'il est le seul où la hiérarchie descendante des niveaux de participation n'est pas respectée. Ceci entraîne une ambiguïté, déjà évoquée à propos de la Joint Consultation britannique. Les syndicats utilisent cette forme de contrôle social et pourtant s'en méfient, puisqu'elle se situe au niveau de l'administration des entreprises, alors qu'au niveau plus élevé et prioritaire du pouvoir, ils sont déçus, au moins dans leur volonté de développement économique.

À cette direction d'analyse s'en ajoute nécessairement une autre, partant de la hiérarchie ascendante des niveaux de participation. Plus la situation est conflictuelle, plus sont importants les deux types d'obstacles qui s'opposent aux exigences ouvrières, mais le mouvement ouvrier est en mesure d'employer la volonté personnelle de participation. [392] Il peut la détourner, la transformer en participation militante à l'action syndicale, mais en même temps le champ est libre pour des politiques sinon d'inspiration du moins d'initiative patronale. En France par exemple, dans le no man's land des relations collectives de travail, peuvent se développer des politiques d'intégration à l'entreprise ou de *relations humaines* avec plus de facilité qu'aux États-Unis ou même en Grande-Bretagne, où les exigences de la hiérarchie descendante des niveaux de participation se font sentir. Mais plus la situation du mouvement ouvrier est - à ses yeux - satisfaisante et plus le problème de la participation ouvrière se pose au syndicat et non plus à la Direction. On le verra beaucoup plus nettement à propos des situations où le mouvement ouvrier est un élément direct du pouvoir et où il fait volontairement appel à des stimulants et à des formes de participation très individualistes.

Il est aussi nécessaire que difficile de prolonger cette analyse du syndicalisme de contrôle. Puisque celui-ci correspond à une situation double, à un mélange variable d'économie capitaliste et de société industrielle, la question naît aussitôt : quelle est la place du syndicalisme dans une société post-capitaliste ? Cette question n'appelle peut-être aucune réponse directe, puisqu'il serait utopique d'imaginer une société industrielle pure et unique. Néanmoins, elle permet de s'interroger plus concrètement sur les tendances de révolution présente du mouvement ouvrier. Ce qu'on a nommé conscience syndicale est directement lié à l'existence de

pouvoirs économiques privés. Il est donc raisonnable d'envisager une séparation croissante de la conscience syndicale et de la conscience ouvrière, fondement du mouvement ouvrier proprement dit. Si les grandes entreprises doivent devenir toujours davantage la cellule essentielle d'une société industrielle d'origine capitaliste, si la combinaison de leurs rationalités limitées est considérée comme la meilleure expression pratique des modèles rationalisateurs, l'État se bornant à opérer certains arbitrages et à faciliter le développement de ces grandes unités, il semble inévitable que le mouvement ouvrier se réduise de plus en plus à la conscience syndicale et que les syndicats deviennent des organes de gestion des conflits et des tensions à l'intérieur des grandes entreprises, perdant de plus en plus leur rôle politique général. Au contraire, une société industrielle plus centralisée, plus volontariste, doit voir les syndicats participer de manière de plus en plus importante au jeu politique, c'est-à-dire au traitement des rapports entre le développement et la démocratie.

Dans l'un et l'autre cas, n'est-ce pas la fin du syndicalisme tel qu'il a été défini au cœur d'un siècle de développement capitaliste du monde occidental ?

[393]

S'il est vrai que le syndicalisme n'a pas été seulement une organisation antipatronale, il est au moins aussi vrai que son action s'est traditionnellement placée sur le terrain de son adversaire, c'est-à-dire dans l'entreprise capitaliste, même si elle recourait plus à la voie légale qu'à la voie contractuelle. La conscience de classe, principe le plus vigoureux de l'action ouvrière, a été liée, nous l'avons dit, à l'union d'une référence à la civilisation industrielle et à la défense du métier ouvrier contre le profit patronal. Plus généralement, la notion de classe a reçu son importance historique de la correspondance d'un acteur historique et d'un groupe social concret, correspondance plus visible en règle générale dans l'entreprise que dans tout autre cadre.

De même que la société capitaliste n'est qu'un ensemble historique concret, sans unité sociologique réelle, n'est qu'un mode de passage des sociétés de classes aux sociétés industrielles, de même il nous semble inévitable de conclure que le mouvement ouvrier, lié à cette société dont il fut et est le grand adversaire, ne peut conserver son rôle central dans la société quand celle-ci devient plus nettement une société industrielle. Peut-être ne faut-il pas considérer l'actuel déclin des

syndicats, la baisse du taux de syndicalisation dans de grands pays industriels comme les États-Unis ou l'Allemagne fédérale comme un fait irréversible, mais les raisons théoriques de croire au déclin du mouvement ouvrier sont plus importantes que toutes les raisons pratiques.

Ceci ne signifie nullement que les organisations syndicales soient acculées à une perte progressive d'importance et d'influence. On peut penser au contraire qu'elles constituent le moule dans lequel se couleront le plus aisément de nouveaux mouvements sociaux. Le sens de cette conclusion est autre ; c'est la dissociation, inévitable à nos yeux, de l'action dans l'entreprise, de défense des salariés contre un pouvoir économique privé et de l'action dans la société, opposée aux aliénations de tout ordre qui menacent toute société industrielle. Assurément, ces aliénations se manifestent dans l'entreprise, mais il s'agit toujours d'un autre type de problèmes. L'ouvrier ou l'employé est un salarié et ceci commande sa conscience syndicale et oriente son action contre son patron, de quelque nature qu'il soit, mais ce n'est pas la défense des salariés qui par elle seule a fait la grandeur du mouvement ouvrier, c'est l'union de cette défense avec la lutte contre une société de classes et pour une société industrielle. C'est la séparation de ces deux fonctions qui marque le déclin « historique » du mouvement ouvrier.

Le terme salariat n'est pas chargé de la même force révolutionnaire que ceux de prolétariat ou de classe ouvrière. En revanche, le mouvement étudiant en France montre la vigueur que peut avoir un mouvement social qui ne défend pas des salariés, mais des travailleurs, [394] contre la faiblesse à la fois des modèles rationalisateurs et des principes démocratiques dans l'Université.

C'est dans la mesure où les problèmes des salariés et ceux des travailleurs se séparent que le mouvement ouvrier perd son importance historique. Aujourd'hui déjà, le vocabulaire de ce mouvement et son nom même sont nettement archaïques. On ne peut indéfiniment inclure les employés, les techniciens, les fonctionnaires dans la classe ouvrière sans que peu à peu cette expression ne prenne le sens de « working class », de salariat, et cesse donc de se définir indépendamment des orientations de ce que nous avons nommé nous-même la conscience ouvrière - et qu'il faudrait déjà nommer conscience des travailleurs. Inversement, une analyse de l'emploi du mot socialisme montrerait aisément qu'il désigne de plus en plus la démocratie sociale et non plus d'abord la suppression de la propriété privée.

Cette conclusion s'oppose nettement à celles que de bons observateurs, en France S. Mallet ou A. Gorz (*Stratégie ouvrière et néo-capitalisme*, Paris, éd. du Seuil, 1964), ont proposées. Pour eux, pour le premier surtout, le nouveau syndicalisme d'entreprise animé par des ouvriers professionnels et des techniciens, fait revivre le thème central du syndicalisme, celui du pouvoir ouvrier. Cette nouvelle élite des travailleurs, au nom de la rationalité, veut dans l'entreprise, lieu présent des grandes décisions, s'emparer du pouvoir économique. Cette thèse s'appuie sur des faits peu nombreux et nullement démonstratifs. Que les techniciens prennent conscience d'eux-mêmes et soient sensibles à des thèmes saint-simoniens n'est pas une raison suffisante pour les considérer comme révolutionnaires. L'étude précise de O. Benoît et M. Maurice, menée dans une entreprise très moderne, de haut niveau technique, conclut avec beaucoup plus de justesse quand elle montre l'extrême sensibilité des techniciens aux problèmes internes de l'entreprise, problèmes d'échelles de qualification et de rémunération, de promotion et d'adaptation au changement, etc. (cf. *Les relations entre direction et salariés*, 2 vol. ronéo. Paris, I.S.S.T. 1959 et 1960). Que par ailleurs ces catégories soient plus sensibles aux problèmes du développement économique est certain et important, mais cette orientation politique ne rejoint des préoccupations proprement syndicales que quand le sort de l'entreprise est compromis. Ailleurs, dans le Pétrole par exemple, on n'aperçoit guère le ferment révolutionnaire tant annoncé.

L'entreprise n'est le foyer des luttes sociales que quand la société est peu engagée dans un développement volontaire et cette situation, qui est celle des États-Unis ou de l'Allemagne, n'est pas révolutionnaire. L'action syndicale ne devient politiquement importante que quand la [395] société discute d'un modèle national de développement et ce n'est plus alors l'entreprise qui constitue le lieu privilégié ou l'objectif principal de l'action des travailleurs.

B. INDUSTRIALISATION ET MOUVEMENTS SOCIAUX

1. La politisation de l'ancienne conscience ouvrière.

[Retour à la table des matières](#)

Tous les types de mouvements ouvriers décrits jusqu'ici appartiennent à des sociétés industrielles, sont liés à la conscience ouvrière déjà directement orientée vers le développement et la démocratie. Il était naturel de les présenter d'abord avec quelque détail puisqu'ils correspondent aux organisations syndicales les plus « classiques », celles qui jouent le rôle le plus indépendant dans les sociétés auxquelles elles appartiennent. Il faut maintenant remonter en arrière, et sans entrer directement dans l'étude des mouvements sociaux liés à l'industrialisation, définir au moins les principes de leur analyse.

L'étude de la conscience ouvrière, dont on a rappelé les conclusions principales, montre qu'avant la formation de la grande industrie rationalisée, la défense du métier d'une part, l'opposition à l'exploitation économique de l'autre, bien qu'elles puissent donner naissance à des actions vigoureuses, ne peuvent créer un mouvement social complet : il leur manque un principe de totalité, défini en termes directement sociaux. On ne peut en conclure que les forces ouvrières ne sont pas mobilisables dans de telles situations, mais seulement que leur mobilisation requiert l'appel à un principe de totalité autre que la civilisation industrielle. Nous savons déjà la forme que doit prendre ce principe : il est appel à une collectivité concrète, à un ensemble historique réel, il est, au sens le plus général, nationalisme. La défense des intérêts ouvriers ne donne naissance à un mouvement historique que si la revendication sociale est encadrée par des objectifs politiques.

Ce principe s'applique en particulier aux sociétés en voie de développement. Cependant, avant d'évoquer leurs problèmes, il faut considérer le cas important des groupes ouvriers, animés par l'ancienne conscience ouvrière, mais situés dans des sociétés déjà en plein développement industriel. Au lieu donc de considérer directement les situations les plus éloignées de celles qui viennent d'être décrites, il faut s'écarter progressivement de celles-ci.

Le cas des noyaux ouvriers qualifiés traditionnels, placés dans des systèmes de production très avancés, est proche de ceux qu'on a déjà considérés. Ces groupes résistent à la notion de société industrielle ; ils [396] ne définissent pas leur action comme un élément des luttes pour le contrôle social du développement économique, mais ils ne peuvent plus porter leur effort principal contre des garants métasociaux de l'ordre social, déjà très affaiblis, contre une dépendance politique faible ou inexistante dans des sociétés qui sont, à l'échelle du monde, privilégiées et même dominatrices. Ce déséquilibre entre la force de leur principe d'identité et la faiblesse de leur principe de totalité entraîne une exacerbation volontaire de leur conscience d'opposition au patronat. Celle-ci cherche naturellement à se fonder sur la lutte nécessaire contre les « ennemis du peuple ». Par cette expression se trouve réintroduit un principe de totalité de type ancien. Les ouvriers qualifiés sont sensibles à un nationalisme progressiste dirigé contre des minorités d'exploiteurs ou de traîtres, contre les deux cents familles ou contre les collaborateurs. Le déferlement du fascisme sur l'Europe a donné à ces thèmes une importance particulière. L'antifascisme est pour ces catégories le seul moyen de dépasser une action purement professionnelle et revendicative. L'influence en France du parti communiste parmi les ouvriers qualifiés traditionnels est le signe de cette situation très particulière, où la référence à la civilisation industrielle est proche, mais encore impossible, où l'appel au nationalisme et à l'indépendance est déjà lointain, mais encore entendu. La vigueur politique de ces ouvriers s'allie donc à un conservatisme social et culturel assez grand. Dans la mesure où l'économie capitaliste ne sombre pas dans une crise générale, où par conséquent les orientations politiques ne peuvent pas se traduire en mouvement révolutionnaire, un déséquilibre important apparaît entre d'un côté ce qui devient une idéologie politique et de l'autre une pratique sociale de plus en plus étroitement défensive. Alors que le syndicalisme de type IV par lui-même ne peut être que négatif et pessimiste, on voit souvent le nationalisme anticapitaliste lui donner force, en lui apportant le principe de totalité qui lui manque, mais ce principe est fragile à partir du moment au moins où l'expansion économique est reconnue en elle-même et dans ses conséquences sociales. En France, où cette reconnaissance a été gênée à la fois par un très faible accès des ouvriers au pouvoir et par l'inflation, le thème de la paupérisation, fortement enraciné dans la classe ouvrière, est un exemple extrême de maintien anachronique de l'ancienne conscience ouvrière.

Les ouvriers dont la situation se définit plus par la dépendance économique que par l'autonomie professionnelle ne se comportent pas d'une manière entièrement différente des précédents. Mais leur système de défense, déjà fondé sur l'appel à la force de résistance de collectivités concrètes, se trouve encore renforcé du fait que révolution économique [397] les menace plus directement que des ouvriers qualifiés, même très traditionnels, dont les connaissances professionnelles sont à la fois utiles et capables de s'adapter à des changements techniques. Ils sont donc contraints de mener des combats d'arrière-garde, qui peuvent être d'une grande importance historique et politique, mais qui ne peuvent pas former des mouvements sociaux orientés vers l'avenir et donc capables de jouer un rôle autonome dans la dynamique sociale d'une société industrielle.

2. L'isolement de l'ancienne conscience ouvrière.

Plus on s'éloigne des sociétés industrielles avancées, plus le poids de la société de classes devient lourd et plus aussi l'opposition ouvrière devient nationale. Ce mouvement de l'analyse est par certains côtés analogue à celui qu'elle a suivi en passant du type I au type IV, précédemment décrits, mais il existe entre les deux situations une différence fondamentale. Nous considérons maintenant l'ancienne conscience ouvrière et par conséquent les orientations du mouvement ouvrier, à mesure qu'on s'éloigne de la civilisation industrielle, au lieu de se rapprocher du thème de la révolution prolétarienne, s'en éloignent.

Plus concrètement, à mesure qu'on s'éloigne de la civilisation industrielle, il devient plus convenable de parler des mouvements *populaires* et non plus du mouvement ouvrier, celui-ci n'étant qu'une composante de ceux-là ou, parfois, un élément marginal de la dynamique sociale. Les mouvements républicains, populistes, socialistes du XIX^e siècle sont beaucoup plus importants que le mouvement proprement syndical. La vigueur de l'anarcho-syndicalisme ne doit pas faire, oublier les limites de sa pénétration. L'ancienne conscience ouvrière, privée d'un principe de totalité qu'elle ne peut apporter elle-même, est réduite à une attitude défensive, parfois d'inspiration révolutionnaire, souvent aussi de tendance corporatiste. L'importance des mouvements qui s'appuient sur des masses non qualifiées, souvent rapidement grossies par des apports ruraux, est plus considérable.

Le syndicalisme révolutionnaire est la conjonction de deux branches de l'ancienne conscience ouvrière, des noyaux ouvriers qualifiés et des masses en voie d'industrialisation, mais la force de la Triple-Alliance en Angleterre, du larkinisme en Irlande ou du mouvement de l'*ordine nuovo* en Italie fut liée à des situations de crise et ne doit pas être confondue avec la vigueur d'un mouvement historique. L'explosion du syndicalisme révolutionnaire peut être mieux expliquée par une analyse fonctionnaliste, sensible aux problèmes du changement social que par une sociologie actionnaliste du développement. Obligé à remplacer un principe de totalité absent par des [398] utopies ouvriéristes, par le mythe, au sens sorélien, de la grève générale, et par les principes abstraits puisés dans la Charte d'Amiens, le syndicalisme révolutionnaire n'a pu être qu'une « manifestation », une réaction violente à une crise de transformation sociale ; il n'a pas réussi à définir un système d'action historique, comme ont pu le faire le socialisme européen ou le nationalisme des pays en voie de développement. L'histoire sociale de ce type de sociétés est dominée soit par un syndicalisme d'opposition et de revendication, dont l'American Federation of Labor est un bon exemple, soit par des mouvements politiques, s'inspirant de diverses formes de l'idéal socialiste.

3. Les mouvements nationaux-populaires.

Ces remarques ne prétendent nullement rendre compte de l'ensemble des mouvements sociaux dans l'Europe en voie d'industrialisation au XIX^e siècle. Il est nécessaire de rappeler à tout instant que notre objet n'est pas d'analyser des situations historiques concrètes, mais d'isoler des thèmes de l'analyse sociologique. On pourrait donc rechercher en Europe aussi bien que dans d'autres parties du monde des exemples des mouvements sociaux qu'il faut maintenant définir. Ils se situent dans des sociétés en voie d'industrialisation et, plus précisément, selon l'excellente expression de G. Germani, de mobilisation. Les observations qui ont été faites dans un chapitre précédent sur la mobilité sociale collective doivent servir ici de point de départ. Arrachées à leur genre de vie, à leurs relations sociales, à leur culture traditionnelle, des masses de travailleurs se portent vers l'industrie et vers les villes. Le principe de totalité auquel se réfère leur action n'est pas encore la civilisation industrielle, mais n'est déjà plus une « essence » nationale

ou sociale. Il se trouve dans le mouvement, dans la mobilisation elle-même. Les masses qui participent à cette transformation de la société n'en appellent pas à la défense d'une culture traditionnelle qu'elles ont quittée, mais elles peuvent d'autant moins penser en termes de développement que leur mouvement est commandé par l'essor d'une société industrielle et urbaine dans laquelle elles entrent, mais à laquelle elles n'appartiennent pas encore. Leur nationalisme est la conscience de la formation d'une société nouvelle, d'une mobilité collective. Il s'oppose à la résistance de la société urbaine traditionnelle et de ses institutions politiques et juridiques.

Dans cette situation, principes d'identité, d'opposition et de totalité semblent se confondre dans la conscience de mobilité. Ce qui donne à ce type de mouvements à la fois une grande puissance et une faible capacité d'orientation et d'organisation autonomes. G. Germani les a [399] appelés des mouvements nationaux-populaires, excellente expression qui éclaire aussi bien le péronisme ou le gétulisme que le bonapartisme, mouvements par ailleurs très différents les uns des autres.

Ils sont plus soucieux d'intégration sociale que de développement économique ; des leaders charismatiques détournent aisément leur force à leur profit. On ne peut les considérer comme des mouvements ouvriers, car les élites ouvrières, souvent venues de pays plus avancés, ne s'y intègrent pas et souvent même s'y opposent au nom de la défense professionnelle et sociale qui constitue l'objectif principal de l'ancienne conscience ouvrière.

C'est seulement après une certaine consolidation de l'économie urbaine que les mouvements nationaux-populaires deviennent des mouvements populistes, dont les objectifs sont de plus en plus ouvriers, ce qui ramène aux cas précédents.

4. La révolte populaire.

Au début du mouvement d'industrialisation et de développement économique, les travailleurs sont soumis à un pouvoir économique et politique, national ou étranger, qui provoque des mouvements sociaux d'opposition à partir du moment où il est perçu comme un obstacle au développement national. Dans cette situa-

tion une référence directe à celui-ci n'est pas possible, au moins dans la masse des travailleurs. L'action est donc entreprise au nom d'une part de la récupération d'une identité sociale et culturelle et d'autre part de la lutte contre l'oppression exercée par une classe dominante ou par une puissance coloniale.

Ces deux branches de la révolte populaire sont à la fois liées et opposées. L'une est à la fois révolutionnaire et conservatrice, mouvement de paysans sans terre, par exemple, qui veulent reprendre, pour créer des cultures de subsistance, les terres employées pour fournir les marchés étrangers en produits alimentaires ou en matières premières ; l'autre est commandée par la lutte avec l'adversaire et peut entrer en conflit avec la première.

Ces mouvements, souvent révolutionnaires, doivent en même temps faire appel à un « intégrisme » national ou culturel et entrent ainsi en conflit avec les forces libérales ou progressistes, appuyées sur les ouvriers ou la classe moyenne salariée, plus sensibles déjà soit à des mouvements nationaux-populaires, soit à un populisme socialisant.

Mais, quelle que soit la distance qui sépare de tels mouvements du mouvement ouvrier des pays industrialisés, c'est sur l'unité des uns et des autres qu'il faut insister. Les sociétés sous-développées ne sont [400] déjà plus des sociétés traditionnelles ; elles se définissent par rapport à une civilisation et à une économie industrielles où elles occupent la place de « nations prolétaires », selon l'expression de P. Moussa (Paris, P.U.F., 1959).

Plus est accentuée la dépendance économique, plus on est éloigné de la croissance auto-alimentée (self-sustaining growth, selon l'expression de Rostow, *The stages of economic growth*, Cambridge University Press, 1960, tr. fr. 1962), plus la référence au développement devient nécessairement indirecte. À défaut de pouvoir être pour le développement, réalité encore lointaine et étrangère, on est contre ce qui est contre lui. Dans une société industrielle, la volonté de contrôle porte sur les moyens et les résultats du travail. Dans une société sous-développée, qui ne peut apparaître comme le produit du travail mais seulement à l'inverse comme le produit de l'exploitation du travail, la volonté de contrôle ne peut se manifester que par une volonté de retour à l'identité. La dialectique du sujet historique est renversée, mais c'est toujours elle qui constitue le principe central de l'analyse.

Ce renversement a des conséquences sur l'organisation des mouvements sociaux. Plus on s'éloigne des sociétés industrielles, plus la diversité des aliénations cède la place à l'unité de la dépendance, éclatante dans les pays colonisés. Ceci favorise la formation de mouvements de masse, fortement soudés autour d'un objectif ou d'un dirigeant. Mais la contrepartie de cet avantage est que de tels mouvements ne peuvent s'orienter par eux-mêmes. Ils ont besoin d'une avant-garde ou du moins d'un contact avec la civilisation industrielle. La diffusion de biens matériels et non matériels, produits et consommés en masse, favorise ce contact, mais d'une manière le plus souvent dangereuse, car ils créent l'illusion de posséder la civilisation industrielle plus qu'ils n'entraînent à créer une société industrielle. L'élite dirigeante a pour fonction de projeter vers un avenir lointain un mouvement orienté davantage vers le passé et vers le présent. Elle ne peut la remplir que si elle peut imposer un modèle de satisfaction différée. Mais les contraintes que celui-ci impose risquent toujours de briser l'élan de la révolte populaire. Aussi un mouvement populaire dans une société sous-développée est-il toujours placé devant le dilemme suivant : ou bien, au nom de sa force révolutionnaire, se fixer des objectifs lointains et sacrifier la génération présente, ce qui suppose des contraintes qui ne peuvent être acceptées que par le renforcement de l'identité nationale, par exemple par la création d'un national-communisme très intégrateur ; ou bien, passer seulement d'une étape à l'autre du développement, ce qui suppose que les mouvements sociaux à base populaire se déchargent [401] sur une bourgeoisie nationale du soin d'assurer le développement économique. Cette deuxième éventualité s'est en général réalisée dans les aires dominées par les grandes puissances capitalistes. On ne peut cependant aborder ici les problèmes très complexes que pose l'évolution des mouvements sociaux remontant peu à peu, à travers de nombreuses crises et contradictions, la série des étapes que nous avons indiquées (nous avons abordé leur analyse dans « Sociologie du développement », in *Sociologie du Travail*, avril-juin 1963, p. 156-174).

Le rôle toujours important des élites dirigeantes s'accompagne naturellement de la faiblesse des organisations volontaires. Autant le syndicalisme fondé sur l'ancienne conscience ouvrière, dans les pays industrialisés, apparaît d'abord comme un groupement de militants, souvent proche d'une secte, marqué par une forte participation des membres, la proximité de la base et des dirigeants et l'importance des discussions et des conflits doctrinaux, autant le syndicalisme des

pays sous-développés obtient de ses membres une participation faible, est dirigé par des chefs qui lui sont souvent étrangers et connaît plus souvent des divisions proprement politiques ou personnelles que des débats doctrinaux. Le mouvement social est traversé par une tension si forte entre le passé dont il s'arrache et l'avenir vers lequel il s'avance que l'action syndicale, dans le présent, perd de son importance. Un syndicat dans ces conditions est surtout un instrument. Instrument pour ses membres qui attendent de lui des services économiques, juridiques, médicaux, etc. (cf. par exemple l'analyse de J. Brandão Lopes dans *Mobilidade e Trabalho* publié sous la direction de B. Hutchinson, Rio de Janeiro, 1960) : instrument aussi au service des dirigeants politiques, soit sous une forme simple comme dans le cas de la Trinité où une organisation syndicale *appartient* à Sir John Bustamante, soit sous des formes plus complexes, qu'on observe aussi bien dans l'Argentine péroniste ou dans l'Égypte nassérienne que dans la Guinée de Sekou Touré ou l'Inde actuelle, où chaque confédération syndicale est directement liée à un parti politique. Très rares sont les cas où, comme dans la T.L.A. d'Ahmedabad, syndicat des ouvriers du textile qui fut animé par Gandhi, une forte organisation proprement syndicale se développe au sein d'un mouvement de revendication nationale.

L'exemple de l'Afrique francophone montre qu'une orientation syndicaliste de type européen se concilie difficilement avec les exigences du mouvement nationaliste. Les syndicats d'ouvriers ou même de fonctionnaires sont beaucoup trop faibles pour posséder, face à un patronat ou à une puissance coloniale beaucoup plus puissants qu'eux, une complète indépendance à l'égard des forces politiques. Mais cette raison matérielle n'est qu'un signe parmi d'autres de l'absence d'autonomie [402] de l'action syndicale au sein d'un mouvement social plus large.

Cette rapide présentation renforce la conclusion suggérée par l'examen du syndicalisme dans les pays industriels. L'action proprement syndicale ne prend toute son importance que dans une situation de capitalisme industriel, lorsque l'entreprise privée est un centre autonome de décisions. Dans une société en voie de développement, comme dans une société industrielle avancée, les mouvements sociaux agissent directement dans le cadre de la société nationale ou internationale, tendent donc à être des mouvements totaux, débordant largement la fonction directement syndicale de défense des salariés. La nature du mouvement social, que nous avons définie par l'union d'un principe d'identité, d'un principe d'opposition et d'un principe de totalité, implique un tel privilège accordé à

l'action politique. Dans les sociétés industrielles d'origine capitaliste et surtout dans la plus ancienne d'entre elles, la société britannique, les syndicats ont souvent créé leurs propres organes d'action politique et le sociologue ne peut ratifier la condamnation léniniste des Trade-Unions. Mais il est essentiel de rappeler que la défense des salariés contre leur employeur n'est qu'un élément du mouvement ouvrier. À le privilégier, comme y invite parfois la pratique des pays occidentaux, on risque d'appauvrir l'analyse et de ne plus comprendre les raisons de l'importance historique du mouvement ouvrier.

C. L'INDUSTRIALISATION SOCIALISTE

[Retour à la table des matières](#)

S'il est vrai que dans les pays capitalistes les plus industrialisés, les transformations sociales n'ont conduit ni à une dichotomie de plus en plus marquée des classes sociales ni au progrès d'un mouvement prolétarien révolutionnaire, c'est dans des sociétés peu industrialisées qu'un pouvoir politique soutenu par des forces populaires, ouvrières ou paysannes ou les deux à la fois, s'est emparé du pouvoir, par la force et le plus souvent à la suite d'une crise nationale ou internationale violente. Notre objet n'est pas de considérer la raison d'être de ce pouvoir, non plus que ses caractères politiques, mais seulement d'observer la situation du mouvement ouvrier dans ce type de régimes, observation difficile et souvent décevante, car le syndicalisme, dans de tels pays, ne semble plus correspondre à la définition générale qui en a été donnée en commençant : il ne s'agit plus en règle générale d'un mouvement à base spécifique et à buts généraux, mais d'un élément direct du système de pouvoir et, au mieux, d'une courroie de transmission. Mais cette difficulté même accorde un avantage pratique à une méthode d'analyse qui ne considère pas le mouvement ouvrier [403] comme une institution, étudiant d'abord ses décisions, ses formes d'organisation, ses méthodes d'action, mais comme un mouvement social, défini par rapport à la conscience ouvrière, à la double exigence de développement et de démocratie de la nouvelle conscience ouvrière et à la double orientation de défense des communautés concrètes et d'utopie révolutionnaire de l'ancienne conscience. De ce point de vue, l'industrialisation socialiste apparaît comme la situation historique où se construit une socié-

té industrielle au nom de forces sociales fortement enracinées dans une société pré-industrielle, où l'industrialisation n'est pas un processus d'ensemble où se mêlent des évolutions autonomes, mais une action volontaire, qui se trouve dans la nécessité d'établir un système organisé de rapports entre l'ancienne et la nouvelle conscience ouvrière, même si son idéologie politique récuse ces termes.

Il est possible d'opposer simplement les deux termes du problème, une opinion ouvrière dominée par l'ancienne conscience et donc par l'incapacité de définir une politique d'industrialisation, et une avant-garde composée d'intellectuels politisés ou de dirigeants sortis des rangs du mouvement ouvrier et possédant une volonté claire de développement économique et de création d'un nouveau type de société. Mais pour utile qu'elle soit, cette distinction, qui évoque certaines formules de Lénine, ne peut que préparer une analyse qui doit considérer l'interaction des termes posés.

Inversement, il est insuffisant de considérer comme un problème particulier posé à l'industrialisation socialiste celui des résistances traditionalistes et du choc que représente pour de grandes masses d'ouvriers d'origine agricole l'entrée dans la vie industrielle. Les brèves remarques introduites dans les pages précédentes ont rappelé que l'industrialisation n'entraîne pas seulement des difficultés d'adaptation individuelle, qu'elle est aussi une valeur positive pour les masses qu'elle mobilise et dont les mouvements sociaux sont profondément marqués par cette appartenance prospective à la civilisation industrielle.

On ne peut ni considérer l'opinion ouvrière et le pouvoir politique comme deux éléments distincts, ni le second comme l'expression de la première.

La rencontre de l'ancienne et de la nouvelle conscience ouvrière s'opère donc dans des conditions qui dépendent surtout de la nature du pouvoir *politique*, c'est-à-dire de la capacité qu'a celui-ci d'assurer le passage de l'une à l'autre, sans que la première, par sa résistance, menace la construction d'une société industrielle, sans non plus que cette construction mette en congé l'opinion ouvrière jusqu'au moment où les dirigeants l'estiment assez avancée pour que se développe spontanément une nouvelle conscience.

[404]

Cette nature du pouvoir politique doit être précisée à l'aide des termes qui définissent les deux moments de la conscience ouvrière. Le rapprochement des qua-

tre termes élémentaires de l'analyse : communauté et révolution, représentant les deux directions de l'ancienne conscience, développement et contrôle, représentant celles de la nouvelle conscience, montre que le pouvoir politique se définit précisément par le rapport qui s'établit entre deux d'entre eux : révolution et développement, ce qui rappelle la phrase célèbre de Lénine : « Le pouvoir des soviets, plus l'électrification. »

L'opinion ouvrière combine donc l'esprit de communauté et l'esprit de contrôle dans la mesure où le pouvoir politique peut unir son inspiration révolutionnaire et son but de développement économique.

Or, on l'a rappelé d'un mot, l'apparition d'un régime socialiste est souvent liée à une crise ouverte, qui se prolonge, même après le triomphe du parti révolutionnaire, en une lutte violente contre des ennemis intérieurs et extérieurs. Le triomphe de la Révolution d'Octobre importe moins ici que la longue guerre civile et la désorganisation politique, sociale et économique qui fut sa conséquence, à la suite de la guerre mondiale et du changement de régime.

Un tel pouvoir révolutionnaire, si actif qu'il soit, reste faible au regard des immenses conflits qui déchirent la société. C'est cette faiblesse du pouvoir qui accroît l'opposition de l'ancienne conscience ouvrière, développe l'esprit de communauté, l'appel à la gestion directe et provoque en retour l'intervention autoritaire du pouvoir central qui, forcé de choisir, sacrifie son inspiration révolutionnaire à la construction d'une société industrielle et met en vacances ou en prison l'opinion ouvrière.

La politique d'industrialisation conduit dans ces conditions, non pas à éliminer des motivations socialistes mais à établir un lien direct, à la fois individuel et communautaire, entre le travailleur et la société. D'un côté, la mobilité sociale est fortement développée, par le double moyen du pompage et du brassage (cf. G. Friedmann dans *Arguments* no 10, nov. 1958) ; de l'autre, un large usage est fait des stimulants financiers individuels dont l'efficacité s'explique à la fois par des raisons politiques - au nom de la hiérarchie descendante des niveaux de participation - et par la situation professionnelle d'une industrie en formation, pauvre en cadres et où la productivité du travail reste faible. À l'inverse de la démocratie directe, se développe un puissant système d'intégration sociale, reposant sur le principe de l'identité des intérêts des travailleurs et de leurs dirigeants, sur la coïn-

cidence du modèle rationalisateur et de l'organisation politique, dont il est difficile de savoir dans quelle mesure il est réaliste, mais qui correspond en [405] tout cas davantage à un modèle théorique de la société industrielle qu'à la dynamique d'une société en voie d'industrialisation.

La disproportion des États ne doit pas empêcher d'opposer à ce cas immense celui - beaucoup plus limité - de la Yougoslavie. Le fait essentiel, concernant ce pays, est l'achèvement complet de la lutte pour le pouvoir au moment où s'installe le régime socialiste. Pouvoir révolutionnaire et national, aux mains des chefs de la résistance intérieure ; pouvoir entièrement disponible pour l'industrialisation et qui, à partir de la rupture avec l'Union soviétique et avec l'ensemble du monde communiste, ne cesse de se diriger au nom de l'efficacité économique la plus immédiate. Cette solidité de son fondement révolutionnaire explique à la fois cet empirisme rationaliste et son accord avec un mouvement social dynamique.

C'est en effet l'absence de crise entre l'inspiration révolutionnaire et l'orientation industrialiste du pouvoir qui permet que l'esprit de communauté et l'esprit de contrôle, au lieu de s'opposer l'un à l'autre, s'unissent pour donner naissance à l'autogestion ouvrière. Cette analyse est indispensable pour rendre compte du paradoxe qui frappe d'abord l'observateur de la réalité yougoslave. Là seulement s'est développé, avec un réel dynamisme, un mouvement social original, d'autogestion ouvrière de la production. Et pourtant les conseils ouvriers, qui se posent comme les fils de la Commune de Paris et des soviets de 1917 et dont le nom évoque aussi la Pologne et la Hongrie de 1956, ne se sont pas développés - eux seuls - dans un climat révolutionnaire ; ils n'ont pas surgi en un moment ; ils ont été créés avant d'évoluer par leur mouvement propre, et la loi de 1950 qui les a d'abord organisés fut davantage dirigée contre le gaspillage bureaucratique que par une spontanéité révolutionnaire. De même, lorsqu'à partir de 1958, se développent les unités économiques, organisation autonome des travailleurs dans leur atelier ou leur équipe, bien que cette gestion directe n'ait pas été décidée, mais seulement encouragée, le sens économique de cette orientation est prédominant, comme en témoigne le fait que des deux expressions : unités économiques et communautés de travail, la première soit la plus couramment employée. Enfin ce rationalisme économique n'est-il pas prouvé par l'abandon de la collectivisation dans la campagne et la dissolution des *zadrugas* de type *kolkhozien*, chaque fois qu'elles n'étaient pas rentables ?

Il est naturel, au lieu de s'arrêter à cet apparent paradoxe et de parler de contradictions à l'intérieur d'un régime où la toute-puissance de la ligue des Communistes les rend difficilement pensables, de considérer que la nature de l'État est étroitement liée à la réussite des conseils ouvriers, que la stabilité nationale et révolutionnaire des dirigeants [406] et leur rationalisme économique expliquent le mouvement d'autogestion, c'est-à-dire l'alliance de l'esprit de communauté et de l'esprit de contrôle, le premier devenant *politique*, se référant à un modèle d'organisation de la société globale, le second devenant gestionnaire au cœur d'une économie socialisée. Cette fusion ne s'est pas opérée simplement et totalement. L'étude des enquêtes yougoslaves en ce domaine semble montrer l'existence, pendant la période classique des conseils ouvriers, c'est-à-dire jusqu'à la création des unités économiques, de deux types de conseils ouvriers, correspondant le plus souvent à deux types d'organisation industrielle et de main-d'œuvre. Dans les entreprises de niveau technique élevé, où se trouve donc un noyau d'ouvriers qualifiés, très politisés, l'esprit de gestion économique, le souci de l'efficacité, l'usage de stimulants financiers sont plus répandus ; dans les entreprises à faible niveau technique, où travaillent surtout des ouvriers de fraîche origine agricole, l'esprit d'égalité, le souci des problèmes sociaux l'emportent sur les préoccupations économiques, souvent laissées à l'initiative du directeur. Distinction qui rejoint celle que proposent les sociologues polonais étudiant la brève expérience des conseils ouvriers dans leur pays : ils opposent en effet le comportement d'ouvriers qualifiés et de techniciens, soucieux des intérêts économiques de la collectivité, mais enclins à des méthodes autoritaires et celui d'ouvriers d'origine agricole, sensibles à la démocratie sociale, mais indifférents aux problèmes économiques. On montrerait aisément, en faisant appel aux notions habituellement employées dans notre analyse, la double nature de chacun de ces deux types de conseils, l'union de l'ancienne revendication d'autonomie ouvrière et du nouvel esprit gestionnaire dans les premiers, celle de l'utopie révolutionnaire et de l'esprit revendicatif antigestionnaire dans les seconds.

La solidité de l'encadrement politique, révolutionnaire et industrialisateur, explique l'unification progressive des Conseils et la marche à ce qui est nommé la démocratie directe.

À ce moment, l'analyse ne peut plus que secondairement être menée dans les termes employés jusqu'ici. Le fonctionnement de la société et donc de l'autoges-

tion s'inscrit dans le cadre de la civilisation industrielle et impose donc l'appel direct à la double orientation, vers le développement et le contrôle, de la nouvelle conscience ouvrière. L'idée de démocratie directe n'apparaît alors que comme une utopie, au sens que nous donnons à ce terme et qui ne sous-estime pas sa force créatrice. Les discussions sur les unités économiques, le double mouvement de concentration des décisions économiques et techniques, inévitable dans une société industrialisée, et de décentralisation sociale, prouvent l'unité d'une analyse dont les termes peuvent s'étendre à l'ensemble [407] de la société yougoslave : les conseils ouvriers d'entreprise, les syndicats et la Ligue des Communistes apparaissent comme les forces unificatrices d'une société organisant son développement, tandis que les unités économiques ou mieux les communautés de travail, au même titre que les communes, manifestent la tendance au contrôle social qui s'unit à la tendance au développement, en s'opposant toujours à elle.

La société yougoslave apparaît ainsi comme un cas, pratiquement exceptionnel, mais d'une extrême importance théorique, d'industrialisation socialiste réalisée dans des conditions politiques qui ont permis la fusion de l'ancienne et de la nouvelle conscience ouvrière et le développement d'un mouvement ouvrier à la fois autonome et central dans une société socialiste.

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Aucun mouvement social dans les nations industrielles n'a suscité depuis un siècle des passions et des espoirs comparables à ceux qu'a fait naître le mouvement ouvrier. Cette puissance est pour l'essentiel liée à la doctrine marxiste. C'est par elle que l'action ouvrière est apparue à la fois comme lutte pour la liberté, la justice et le bonheur et comme instrument de la rationalité et du progrès social. Expression des contradictions internes du capitalisme et donc porteur actif du *sens de l'histoire* en même temps que force morale, revendication des droits absolus de

l'individu, de la classe ouvrière et de l'humanité tout entière se délivrant enfin de l'exploitation.

Les conditions particulières de l'industrialisation capitaliste en Europe, la lenteur de l'apparition sur ce continent de la démocratie de masse ont pu faire penser que les mouvements de libération n'étaient que la réponse aux contradictions économiques du capitalisme et que la force du mouvement ouvrier venait de ce qu'il était le fossoyeur de la bourgeoisie. Aujourd'hui, si on considère l'ensemble des expériences d'industrialisation : l'accès au pouvoir des travailleurs industriels dans les sociétés industrielles d'origine capitaliste, le régime soviétique, les nationalismes, révolutionnaires ou non, du tiers monde, comment ne pas définir d'abord les mouvements sociaux ouvriers comme des politiques ou des éléments de politiques d'industrialisation ? Mais à partir du moment où on définit des mouvements sociaux par leurs orientations propres, il faut renoncer à penser que la revendication de liberté [408] se forme le mieux au plus profond de la dépendance, la revendication de l'abondance au creux de la misère.

Ceux, individus, groupes, catégories, nations, qui supportent les plus fortes aliénations et surtout la plus forte aliénation de classe, tout en constituant la *base objective* d'un mouvement de transformation sociale, n'en forment pas la *base sociale*. Retrait individuel et pression de la conscience constituante rendent ces acteurs hétéronomes : la situation révolutionnaire conduit à l'action déterminante non des masses elles-mêmes, mais d'un parti, d'une force, d'un pouvoir révolutionnaire, dont le triomphe à la fois est seul capable de liquider la société traditionnelle et porte en lui des risques considérables d'aliénation politique ou même totalitaire. D'un côté, le mouvement social ne peut invoquer les irrémédiables contradictions et l'inévitable catastrophe d'une société de classes avec laquelle coexiste déjà une société industrielle ; de l'autre, il faut une belle assurance pour maintenir que la spontanéité des masses crée directement la justice et la liberté, délivrées de toute aliénation.

On a souvent commenté l'étonnant démenti donné par l'histoire à la prévision marxiste : la révolution anticapitaliste n'a éclaté que dans des pays peu engagés dans la civilisation industrielle, tandis que les vieux pays capitalistes évoluent

vers des régimes où le pouvoir capitaliste n'est plus qu'un élément d'un système complexe de pouvoir.

Ce fait massif ne peut être, pensons-nous, compris que si l'on accepte le principe fondamental de toute analyse sociologique : l'action sociale n'est pas le reflet d'une situation portant en elle sa logique naturelle ; elle doit être comprise en elle-même, comme cherchent à le faire les recherches structuralistes et fonctionnalistes, aussi bien que celles, auxquelles est consacré ce livre, de la sociologie actionnaliste.

Le mouvement ouvrier, quelque forme qu'il prenne, ne peut s'expliquer directement ni par la lutte des classes ni par les problèmes du changement social, mais par le double mouvement de chacune des deux grandes formes de la conscience ouvrière et par leur rencontre. Il n'est ni un mouvement d'opinion, porteur de valeurs universelles, de la justice ou de la liberté, ni un organe de défense économique ou politique, dont les buts généraux ne feraient que formuler idéologiquement les exigences stratégiques. Il est un mouvement social dont l'importance exceptionnelle dans toutes les sociétés industrielles provient de son lien direct avec leur fondement : le travail.

Il est possible que le mouvement ouvrier cesse, dans certaines situations, d'exister. Mais lorsqu'il n'est pas banni ou caricaturé par des régimes totalitaires qui reposent non sur la revendication ouvrière mais sur l'excitation nationaliste, il est prudent de rechercher toujours sa [409] double nature, de retrouver les principes d'une analyse actionnaliste derrière le business unionism et la conception des Teamsters américains, comme d'affirmer le conflit du développement économique et du contrôle social dans l'autogestion yougoslave.

Un mouvement ouvrier ne s'identifie pas à un type de société, pour laquelle il lutterait d'abord et qu'il réaliserait ensuite. Il ne peut être lié à un régime social, car il ne l'est qu'à la conscience ouvrière. Son rôle change avec révolution de celle-ci et les situations historiques particulières où elle se trouve. Il doit être compris par rapport à cette situation et non par référence à un modèle que chacun définit selon ses préférences et donc selon sa propre situation.

Il apparaît à beaucoup que le mouvement ouvrier s'éloigne de sa grandeur révolutionnaire, soit qu'il se lie trop étroitement au pouvoir politique, soit qu'il se réduise à n'être plus qu'un instrument de défense des intérêts matériels des salariés

qui font figure, à leur tour, à l'échelle du monde, de privilégiés. Si la fin du XIX^e siècle a vu la montée des forces ouvrières, si, de la Commune de Paris à la Révolution soviétique, le grand combat du monde a paru être celui des travailleurs contre la bourgeoisie capitaliste, notre siècle apparaît comme celui des empires et du totalitarisme et surtout comme celui où s'impose l'existence d'une civilisation industrielle.

De nouveaux problèmes surgissent ; de nouveaux mouvements sociaux se forment ou se formeront. On s'exposerait à ne pas les comprendre, à ne même pas les apercevoir, si on considérait le mouvement ouvrier de tradition européenne comme le centre immuable de tous les mouvements d'importance historique. En revanche, en cherchant à comprendre le mouvement ouvrier, non pas seulement comme réponse au capitalisme mais comme orientation collective, directe ou indirecte, vers le développement économique et vers la démocratie sociale, on se prépare aussi bien à comprendre les nationalismes qui se situent à une phase antérieure de révolution économique que les nouveaux mouvements qui définissent les systèmes d'action historique à venir.

L'importance historique du mouvement ouvrier n'a été si grande que parce qu'il fut le grand combat contre la misère et contre la dépendance, à un moment où s'atténuait déjà le mouvement des nationalités et avant que ne se forme le premier État socialiste, avant donc que le mouvement ouvrier ne devienne le gérant du pouvoir et de l'économie, avant aussi l'entrée en scène du tiers monde. Si le sociologue ou l'historien doivent retrouver le sujet historique derrière chaque acteur social et chaque personne, parce que ce sujet n'est pas plus un Esprit absolu qu'une loi de la nature, il est naturel que soient privilégiés, par [410] le spectateur ou plutôt par l'homme se découvrant à travers son histoire, les moments et les mouvements révolutionnaires, où, plus profonde que les intentions individuelles et les relations sociales, éclate la revendication de l'homme, plus que sa plainte, sa révolte et son espoir, son rappel à lui-même à travers des objets et des sociétés auxquels il cherche à redonner leur vraie nature : ses œuvres.

Que serait le sociologue s'il ne savait pas entendre ces appels, lancés en tant de langues et sur tant de modes, et y reconnaître toujours, non pas une nature humaine, mais une condition historique, la sienne, de sorte que l'analyse qu'il tente des sociétés et des hommes lointains ne soit que sa manière propre d'apprendre à lutter contre tous les obstacles à la création et à la liberté de tous, et d'abord de lui-même ?

[411]

**Troisième partie :
Naissance de la civilisation industrielle**

Chapitre VIII

LA CULTURE DE MASSE

INTRODUCTION : LE SUJET PERSONNEL

[Retour à la table des matières](#)

Qu'on ne s'étonne pas d'être introduit à l'étude de la culture de masse par quelques observations sur l'individu et sur la situation qu'il occupe dans une analyse de la civilisation industrielle.

Plus on s'éloigne de celle-ci et plus se renforce, avec la conscience constituante, la formalité d'un système de projections culturelles, expression renversée du sujet historique. L'individu n'occupe pas dans un tel type de sociétés un rôle central, en ce sens que l'individu, ne se saisissant pas comme sujet historique, ne manifestant pas sous forme de volonté personnelle la double exigence subjectale de création et de contrôle, se définit surtout par ses appartenances sociales qui manifestent elles-mêmes le système de projections culturelles. Bien entendu, dans toute situation historique, quelle qu'elle soit, l'analyse actionnaliste s'étend au niveau de l'individu et des groupes comme au niveau le plus macrosociologique, mais le sujet personnel se définit par sa conformité culturelle et sociale et non par sa conscience d'être le porteur et l'expression concrète du sujet historique.

Plus on s'approche de la civilisation industrielle et plus ce qu'on pourrait nommer l'initiative subjectale se rapproche de l'individu, ce que manifeste le progrès de l'individualisme, des droits de l'homme, des libertés personnelles. Il appartient aux historiens de montrer, en des termes qu'il est impossible de définir *a priori*, les formes ou les étapes théoriques de cette transformation, complémentaire de l'affaiblissement des garants métasociaux de l'ordre social.

Dans la civilisation industrielle, nous le savons, éclate, visible en particulier dans le mouvement ouvrier, une revendication totale, un rappel absolu du sujet historique à lui-même, c'est-à-dire à chaque individu. Non pas que chacun puisse s'identifier concrètement au sujet historique et à son action collective de développement économique et de [412] contrôle social, mais en ce sens que chaque individu exige d'être reconnu comme constitutif d'un sujet historique qui, n'étant plus projeté hors de la société, ne peut plus exister autrement que comme exigence personnelle. Nous le verrons dans un instant, cette revendication, cette volonté d'appropriation privée, ne porte pas seulement sur le travail et ses moyens collectifs ; elle porte plus violemment encore sur les résultats du travail, à partir du moment où apparaît la consommation de masse.

Le centre de l'analyse sociologique cesse donc d'être soit le système de projections culturelles, soit le système institutionnel, qui était à la fois l'image inversée du sujet historique et le principe de détermination des conduites individuelles ; il se situe désormais au niveau de l'individu lui-même.

Celui-ci est d'abord le point de départ concret des mouvements qui donnent forme au sujet historique., Le sujet personnel se définit par un projet qui, dans certaines conditions, permet la formation d'un sujet collectif participant à la dynamique générale d'un modèle macro-social à la fois rationalisateur et politique. C'est le mouvement de remontée du projet au mouvement social organisé qui constitue le caractère le plus original du fonctionnement des sociétés industrielles et, peut-on dire, leur dimension démocratique.

Mais nous savons aussi que l'individu ne coïncide pas avec le sujet historique, dont il ne crée et ne contrôle individuellement qu'une faible partie des œuvres. L'ouvrier à la chaîne, celui qui reçoit un bas salaire, celui qui est soumis à des contraintes politiques ou bureaucratiques, bref chacun d'entre nous, dans la mesure où il est à la fois un sujet parcellaire et un sujet aliéné, en appelle à rebours au

sujet historique en défendant son individualité contre des pressions extérieures. De même qu'un ensemble particulier, organisation ou communauté, tend, nous le savons, à sa propre intégration et, par là, trahit, en même temps qu'il le sert, le sujet historique, l'individu tend à son bonheur, qui est à la fois revendication personnelle et défense ou retrait individuel. Ce que le sujet personnel revendique par son projet et sa participation à des sujets collectifs et à des mouvements sociaux se lie à ce qu'il s'approprie par le ressentiment, le rêve, l'angoisse ou l'agressivité. Il en va de même pour un système social qui, comme organisation par exemple, participe au sujet historique, mais qui poursuit aussi une intégration défensive par des préjugés, des discriminations, des mythes protecteurs.

Dans une société archaïque, le sujet historique ne peut être atteint qu'à travers des systèmes d'œuvres et d'institutions et la méthode structuraliste est donc la voie d'accès la plus directe à sa connaissance. Au contraire, dans une société industrielle, le sujet historique s'atteint plus [413] directement à travers l'étude des systèmes d'action historique, des mouvements sociaux, des politiques sociales. Mais les sujets personnels comme les sujets collectifs ne vivent pas seulement leurs projets ; ils vivent aussi leur aliénation et ce sont les modes inconscients d'organisation de l'expérience vécue qui constituent l'objet principal d'une analyse structuraliste, dont beaucoup de recherches de la psychanalyse représentent l'expression au niveau de l'individu. C'est en ce sens que déjà, parlant du travail ouvrier, nous avons indiqué que l'étude de l'insatisfaction au travail et plus généralement de la personnalité du travailleur relèvent de la démarche structuraliste. Encore faut-il souligner une fois encore qu'aucune rupture ne doit être introduite entre les diverses démarches de l'analyse sociologique. La personnalité est d'abord un travail de l'individu sur lui-même, et c'est à partir de ce principe qu'on peut aborder l'étude des divers mécanismes d'organisation de la vie psychique, dont les effets constituent des ensembles justiciables d'une analyse structuraliste.

L'objet de ce livre a conduit à ne considérer que les projets personnels, mais il faut toujours se souvenir que plus on descend dans la hiérarchie des niveaux de projet - comme dans celle des niveaux de fonctionnement des organisations par exemple - plus il faudrait conjointement faire appel à la démarche structuraliste,

pour connaître la partie immergée dans l'inconscient des conduites personnelles et collectives.

Les démarches de l'analyse théorique, tout en gardant leur valeur propre, correspondent donc en même temps à divers types de conduites.

Cette constatation avait déjà été faite à propos du mouvement ouvrier ; elle s'impose d'une manière plus immédiate encore ici. C'est parce que l'individu est le héraut du sujet historique que ses projets et ses conduites peuvent ou s'élever à ce niveau, qui est celui de l'analyse actionnaliste, ou rester à un niveau plus bas, relevant d'abord d'une analyse fonctionnaliste, ou même s'enfermer dans un retrait qui requiert en premier lieu l'appel à l'analyse structuraliste. Il est aisé de généraliser cette remarque. L'analyse actionnaliste porte sur les vocations, les sujets collectifs, les mouvements sociaux, définit les aliénations surgies au sein du sujet historique ou d'ensembles particuliers et les luttes menées pour les supprimer. Il est clair que, toujours nécessaire, elle peut cependant s'appliquer à des réalités sociales d'importance très variable selon les situations considérées.

C'est la revendication fondamentale de l'individu dans la civilisation industrielle, sa volonté de s'identifier au sujet historique qui entraîne deux mouvements opposés et pourtant liés. D'un côté en effet l'individu [414] s'affirme sujet personnel par son projet, lorsque celui-ci est de niveau élevé et, à ce titre, il est dirigé, dans les organisations où il se trouve placé, par un double mouvement de participation et de revendication ; de l'autre, ce même individu, non plus cette fois consciemment et volontairement, mais semi-consciemment ou inconsciemment, s'approprie, par une grande variété de mécanismes psychologiques, ce qui lui échappe ou dont il est privé. Il ne faut pas se hâter trop d'opposer ici l'action réelle et la possession imaginaire. Celle-ci peut être au service du sujet personnel, dans la mesure par exemple où elle est acquise par des techniques industrielles, comme le cinéma. L'ubiquité de la caméra nous donne un sentiment de possession du monde par lequel nous oublions nos limitations individuelles et que nous éprouvons d'une manière analogue sous la voûte du planétarium. Ceci ne peut être confondu avec le renoncement agressif à ce dont nous sommes privés par l'aliénation économique, techniciste, bureaucratique ou politique. Nous protégeons alors notre conscience d'être sujets en transformant pathologiquement nos misères en richesses, notre exil en domination, nos humiliations en dédains, en jardin notre prison.

Cette distinction élémentaire ne pourrait être oubliée que si on considérait naïvement l'individu comme une pure et claire volonté de liberté, d'ascension sociale, de connaissance, freinée ou limitée par des obstacles placés par la société ou certaines forces sociales adverses entre ces intentions et leur réalisation. Mais est-il besoin de rappeler que l'aliénation n'est pas seulement une contrainte extérieure, mais une situation vécue, à laquelle la personnalité s'adapte en s'acceptant comme aliénée, en même temps qu'elle proteste contre l'aliénation ?

L'étude de l'individu reste donc une étude sociologique, en ce qu'elle considère, non les mécanismes de la personnalité, mais les réorganisations de l'expérience du sujet historique en une expérience individuelle où varient, d'un cas à l'autre, l'importance et la nature du sujet personnel ou de l'appropriation inconsciente.

Pour l'individu, les activités de loisir sont ambiguës, non pas au sens où la presse ou la télévision peuvent être la meilleure ou la pire des choses, sage constatation plus utile au moraliste qu'au sociologue, mais du fait qu'elles représentent un effort d'appropriation personnelle, par le geste ou par l'image, par l'action ou par le rêve, des œuvres de civilisation et donc du sujet historique lui-même, en même temps qu'une défense de la personnalité individuelle contre la division du travail et ses contraintes et contre des conditions concrètes d'appropriation qui sont fort éloignées de la situation où chacun recevrait selon ses besoins. C'est pourquoi nous définirons d'abord la culture de masse par référence au sujet personnel et, ensuite, après avoir indiqué les [415] diverses perspectives d'analyse théorique de ce phénomène social, nous considérerons les formes d'aliénation culturelle.

I. CULTURE DE MASSE ET SUJET PERSONNEL

[Retour à la table des matières](#)

Le développement plus ancien de la sociologie industrielle explique probablement que les études sur la culture de masse se soient naturellement orientées vers la connaissance de la consommation et des loisirs, c'est-à-dire vers la vie hors travail. Domaine aussi vaste qu'étrangement défini, puisque à la limite toutes les

activités - à la seule exception du travail -, du sport à la politique, de la vie familiale à la religion, du cinéma à l'éducation, peuvent y être englobées. Aussi nul ne s'en tient-il à une définition aussi extérieure. Un fait social sert toujours de point de départ à la réflexion sociologique en ce domaine : l'augmentation du temps libre pour l'individu. La diminution de la semaine de travail, la conquête des congés payés ont augmenté la durée du temps libre en même temps que les progrès de la production de masse, en dehors du domaine proprement industriel, permettaient de diversifier son utilisation en fournissant à un grand nombre des moyens de déplacement et d'information.

Constatation élémentaire - que la plupart des auteurs présentent d'une manière plus complète et plus nuancée - et qui nous place d'emblée en face d'un fait essentiel : la définition la plus intuitive et la plus vague des problèmes que nous voulons aborder naît de la rencontre de deux termes entièrement différents et par bien des aspects opposés : le loisir, c'est-à-dire le temps libre personnel et son utilisation, soulignons-le, par l'individu, et la culture ou la consommation de masse, c'est-à-dire le développement de techniques diverses visant à exploiter, selon des méthodes industrielles, le marché que crée un temps libre durant lequel l'individu peut dépenser une certaine partie de ses revenus. Il s'agit donc toujours d'étudier la consommation privée de biens produits en masse.

Si la simple juxtaposition de ces deux thèmes est insuffisante, elle indique du moins la direction à suivre. Car, en aucun cas, on ne saurait considérer les activités de loisir ou les techniques de diffusion et de consommation comme des notions directement utilisables dans l'analyse. Le cinéma n'est pas plus que le travail une notion sociologique ; réalité sociale, il peut être étudié dans plusieurs perspectives. J. Dumazedier a donc pleinement raison à la fois de souhaiter [416] une étude du loisir qui ne soit pas une simple collection d'études sur les activités particulières de loisir - des universités populaires à la pêche à la ligne - et de distinguer le temps libre du loisir, en définissant celui-ci comme un ensemble de conduites et non pas comme une situation (*Vers une civilisation du loisir ?* Paris, Ed. du Seuil, 1962).

Encore ne faudrait-il pas se laisser emporter trop loin dans ce sens et aborder une analyse sociologique à l'aide de notions qui ne le sont pas. La distinction que fait cet auteur entre diverses fonctions psychologiques du loisir -détassement, divertissement et développement, pour reprendre une de ses classifications - n'est

certainement pas inutile, mais il appartient aux psychologues de se demander quelle est la valeur de notions aussi générales. Le sociologue, lui, ne peut consentir à ne pas placer dès le départ l'homme en situation sociale et culturelle, ce qui relègue à une place nécessairement subordonnée toute typologie intuitive et qui ne repose pas sur une analyse sociale ou culturelle générale.

L'analyse sociologique doit également se garder de préoccupations moralistes. L'étude des loisirs et de la culture de masse, parce qu'elle est encore peu développée, est en effet un des domaines où la pensée présociologique se manifeste encore avec le plus de candeur : l'homme profite-t-il de son temps libre accru pour se rapprocher des grands chefs-d'œuvre de la pensée et de l'art ou au contraire l'élite des gens cultivés ne risque-t-elle pas d'être emportée par le flot des barbares ? Toutes questions qui ont peut-être un sens, mais qu'il faut d'abord entièrement écarter, car il n'est pas possible de raisonner utilement sur des propositions qui mêlent des réalités reconnues comme sociales et des principes affirmés comme absolus et donc métasociaux. Il n'y a pas de sociologie de l'absolu et la sociologie des loisirs da rien à gagner à se soumettre à une philosophie de la culture.

A. DÉSTRUCTURATION ET DÉSOCIALISATION DE LA CULTURE

[Retour à la table des matières](#)

La personnalisation du sujet historique et la désagrégation des systèmes de projections culturelles sont le propre de la civilisation industrielle. C'est pourquoi ce terme même a été employé : s'il n'existe en effet aucune raison de ne pas décrire la culture matérielle et non matérielle des sociétés industrielles de la même manière que celle de toute autre société, il est important de marquer une différence à laquelle tous sont sensibles. Les images employées par C. Lévi-Strauss, comparant les sociétés sans écriture à des horloges et les sociétés « historiques » (non pas celles qui possèdent une histoire, une évolution, car toutes en possèdent [417] une, plus ou moins mal connue, mais celles dont le développement, le progrès sont une catégorie fondamentale d'existence) à des machines à vapeur (cf. C. Charbonnier, *Entretiens avec C.I. Lévi-Strauss*, Paris, Plon-Julliard, 1961) indiquent bien le privilège de fait de l'analyse structuraliste dans l'étude des sociétés

sans écriture. C'est leur équilibre et en particulier les correspondances entre leurs divers systèmes d'échange qui doivent d'abord être compris. C'est au contraire la dynamique du sujet historique et d'abord la double dialectique des classes sociales ou des organisations et leurs transcriptions institutionnelles qui s'imposent par priorité à l'analyse de l'historien, plus sensible à l'évolution des sociétés qu'à la charpente des cultures.

Si la civilisation industrielle est le produit des sociétés prométhéennes, elle n'est pas seulement leur point d'aboutissement actuel ; elle représente un type social nouveau. G. Friedmann, introduisant les notions de *milieu technique* et de *civilisation technicienne*, ou R. Aron, parlant de la *société industrielle*, explicitent cette idée. La technique cesse d'être seulement une activité pour devenir une situation globale à partir du moment où elle introduit l'abondance. Les sociétés industrielles, au delà de leur effort d'industrialisation, d'accumulation ascétique et brutale, deviennent des milieux de consommation. Le phénomène est neuf, mais son extension rapide. Parce qu'il a d'abord été visible aux États-Unis, le langage courant le nomme souvent américanisation et il a éclaté plus brutalement dans certains pays en voie d'industrialisation, où la consommation de masse précède souvent la production de masse, avant de s'infiltrer dans les sociétés industrielles, plus puritaines, plus *inner-directed*, selon l'expression de D. Riesman, qui s'inquiètent de ce mouvement, en Europe occidentale surtout, et qui cherchent à le freiner ou à le retarder, par exemple en Union Soviétique.

Au lieu que le développement technique et économique apparaisse comme le moteur et l'expression de la dynamique des sociétés, de telle sorte que celles-ci puissent se définir sur une ligne d'évolution indiquée le plus nettement par l'analyse marxiste et dont la définition est l'objet principal des sociologies historiques du XIX^e siècle, nous apercevons aujourd'hui une coexistence de plusieurs types de sociétés industrielles qui impose de dissocier civilisation industrielle et sociétés industrielles. Il semble que le développement de la production soit un problème, technique, économique, social et culturel, posé aux sociétés qui s'y consacrent et qui en jouissent. Celles-ci se définissent moins par leur degré de développement que par leur manière de se développer.

Il faut reprendre ici la question posée au début de cette troisième [418] partie. Une sociologie de l'action, du travail, n'est-elle pas anachronique dans cette civilisation technicienne et dans la société de masse qui se forme autour d'elle ? Dans

la mesure même où s'est accru et où s'accroît sans cesse le contrôle social du développement économique, la sociologie peut renoncer à son historicisme ancien et s'installer dans un fonctionnalisme qui reconnaît ce que nous avons nommé le primat du politique, c'est-à-dire la soumission de l'évolution ou du progrès au pouvoir, au système de décision de la société. Plus le développement est volontaire, moins il apparaît comme un moteur et plus il doit être compris comme résultat. Si l'observation économique se sociologise, c'est-à-dire considère le rôle de l'éducation, de la résistance au changement, des groupes de pression dans le développement économique, ceci n'impose-t-il pas à la sociologie, si longtemps soumise à l'idée du déterminisme économique, de s'affirmer comme l'étude des systèmes sociaux, de leurs valeurs, de leur fonctionnement et de leur organisation, de leurs mécanismes de socialisation de l'individu ? Ce n'est certes pas un hasard si le fonctionnalisme sociologique moderne s'est développé surtout aux États-Unis, société industrielle avancée, société de l'abondance. De même, dans la vieille Europe longtemps ralentie dans son développement, l'analyse fonctionnaliste rencontre l'opposition de ceux qui continuent à affirmer la soumission de la société à la logique interne et implacable, favorable ou défavorable, du système économique.

Et pourtant, le lecteur le sait, cette orientation n'est pas la nôtre. Les fertiles progrès de l'analyse fonctionnaliste ne nous conduisent nullement à renoncer à une sociologie de l'action historique, dont certains pensent peut-être qu'elle ne correspond qu'à une situation passée, devenant ainsi chaque jour plus idéologique et moins scientifique. Au contraire, c'est la naissance de la civilisation industrielle, passage des sociétés de production aux sociétés industrielles proprement dites, qui permet l'apparition d'une analyse actionnaliste, parce qu'après avoir fait naître l'affirmation collective et révolutionnaire du sujet historique par lui-même, elle permet à chaque individu de revendiquer pour lui-même, individuellement, la totalité. Tel est le sens de la consommation de masse. La volonté de contrôle propre au sujet historique n'est plus seulement l'effort des sujets personnels et des sujets collectifs pour contrôler la production, c'est-à-dire pour participer, médiatement et parcellairement, à la gestion du système productif ; elle est volonté d'appropriation individuelle et directe des résultats du travail collectif. Raccourci plein de dangers, nous y reviendrons, mais dont le mouvement est saisissant. Nous n'avons plus seulement besoin d'être représentés dans le contrôle social et

technique de l'organisation et du pouvoir ; nous saisissons directement, par l'acte simple de consommer des [419] produits de la technique, notre puissance subjective. C'est pourquoi la consommation est à la fois l'utopie la plus forte de la civilisation industrielle et la revendication la plus profonde contre toutes les idéologies.

C'est dire que l'analyse actionnaliste rencontre la situation la plus favorable à son développement dans les sociétés industrielles, à condition de lutter à la fois contre les idéologies qui soumettent l'homme et sa connaissance aux impératifs volontaristes, irrationnalistes d'essence totalitaire des instruments du développement économique et contre les utopies de la consommation, sous leur forme individuelle ou collective que nous examinerons plus loin.

Loin donc d'être un déterminisme technologique ou économique et de reconnaître à la situation de travail un rôle de moteur des réalités sociales, la sociologie actionnaliste doit saisir le sujet historique concrètement, dans les personnes, les groupes et groupements, les sociétés. Et cette saisie ne serait qu'indirecte et partielle si le sujet personnel était séparé de la personnalité et du monde profond de l'inconscient auquel il ne s'oppose pas seulement mais auquel il s'unit pour s'approprier dans l'unité de l'individu la totalité du monde. La sociologie de l'action, au sens où nous n'entendons, ne cessera de s'étendre en une sociologie de la création, c'est-à-dire de l'initiative subjective.

Ce retour à l'individu, qu'impose la mort du grand Pan et la destruction des garants métasociaux de l'ordre social, définit le plus profondément la culture de masse. La désagrégation des systèmes de projections culturelles *déstructure* et *déformalise* la culture. Les valeurs culturelles perdent leur objectivité sacrée. L'homme se découvre vivre dans un milieu d'outils et de produits techniques, qui n'ont d'autre valeur culturelle que de renvoyer à celui qui les emploie et qui cherche à y trouver l'image de son pouvoir créateur. Reprenons ici l'admirable mot de Weber : le *désenchantement* du monde contraint l'homme à retourner à lui-même, non pas dans le cadre profond d'une vie intérieure, où il rechercherait, comme sur les murs d'une caverne, les ombres d'un monde surhumain et d'acteurs métasociaux, mais dans le mouvement créateur du sujet personnel. Le paysage perd son âme, les vieilles pierres ne parlent plus, le Paris de Balzac et de Zola ne vit plus de sa vie biologique et symbolique, humble et secrète à la fois. Dans les paysages neufs, dans les constructions qu'on ne sait plus nommer ni belles ni laides dans les quartiers de banlieue de Rome ou de Paris, l'homme est brutalement renvoyé à

lui-même, soit à l'horreur de sa solitude, soit à l'exaltation de son pouvoir créateur. L'objet s'impose, étranger parce que créé, sans que nous puissions nous perdre en lui, confiant à travers lui nos sentiments aux forces obscures naturelles, trop naturelles, qui les ont fait naître en nous. Le monde autour de nous se révèle [420] inhumain, parce que créé par l'homme, nous obligeant à ne lui donner que notre humanité. Que cette expérience ne soit pas constante importe peu ici, que ce monde déshumanisé puisse être antihumain par la faute des hommes, que ceux-ci ne reconnaissent pas la source de leur émotion et se perdent souvent dans des notions confuses, lorsque par exemple ils nomment fonctionnelle une architecture qui leur semble belle, tout cela doit être expliqué mais ne peut l'être qu'en reconnaissant les dégradations possibles et nombreuses de la saisie du sujet personnel. De même, si l'on considère faction de sujets collectifs, les abus de pouvoir, la pseudo-rationalité interne des stratégies, l'hétéronomie des individus doivent être d'abord rapportés, chaque fois qu'il est possible, à l'expérience créatrice du sujet collectif, c'est-à-dire à son affirmation créatrice. L'objectivité descriptive est toujours à la fois le mode d'analyse le plus proche de la réalité et celui qui trahit le plus profondément faction. On ne saurait considérer la reconnaissance par J.-P. Sartre des révolutions cubaine et algérienne comme une analyse politique concrète ; elle est même la plus incapable d'expliquer le cours des événements, mais elle saisit, au moment où elle devient histoire, la liberté. Les sages expliquent mieux le devenir et le plus souvent la dégradation de l'espoir ; ils échouent toujours à le saisir dans son existence créatrice.

Cette désorganisation des systèmes symboliques, qui atteint peut-être jusqu'au langage, comme l'a constaté Cl. Lévi-Strauss en regardant la peinture abstraite, s'accompagne d'une désocialisation de la culture. Tel est le sens le plus apparent de la culture de masse. La masse, en effet, n'est pas, comme la foule, une collectivité sociale lâche, elle n'est pas un Nous. J'entre dans la culture de masse dépouillé de mes rôles sociaux et de mes appartenances. L'isolement culturel, économique et écologique, d'une grande partie de la classe ouvrière, l'obligeait à vivre dans un univers social unifié, quoique non homogène, multipliant, à chaque circonstance de la vie, dans l'usine, dans le quartier, dans un café, les moyens d'auto-identification sociale. Le spectateur de cinéma ou le conducteur d'automobile n'appartient plus à aucun groupe social et souffre des passages incessants qu'il doit effectuer du monde ouvrier à la masse, à l'indifférenciation des vêtements,

des spectacles, des sports. (On voudra bien admettre que ceci n'implique en aucune manière qu'en fait toutes les catégories sociales consomment les mêmes biens dans les mêmes quantités, affirmation dont nous rappellerons, après tant d'autres, la fausseté.)

Les rôles culturels ont été les plus souvent, directement ou indirectement, liés aux rôles sociaux, soit qu'à l'intérieur d'une communauté les fêtes manifestent en même temps que les croyances, les activités [421] du groupe, soit que les formes d'évasion, le recours au rêve ou aux stupéfiants aient des caractères particuliers pour ceux qui appartenaient à une certaine catégorie sociale : une communauté se définissait par les masques et les costumes de ses carnivals autant que par ses formes de travail et de vie familiale. Il en va de moins en moins ainsi.

C'est pourquoi le jugement sur les expressions culturelles est de plus en plus imprécis : la notion de *goût* disparaît à mesure que se désocialise la culture, puisqu'elle manifeste l'existence d'un cadre social de référence. Si la culture moderne était entièrement culture de masse, peut-être le rire s'y figerait-il ; déjà il devient frôlement de l'angoisse, plus que bonne conscience protégeant le groupe contre les déviants.

Deux thèmes s'imposent donc, entièrement liés l'un à l'autre : plus le monde est reconnu comme univers produit, comme milieu technique, et plus l'individu s'atteint seul, privé de ses dieux et de ses fêtes, de ses systèmes symboliques collectifs et de ses appartenances sociales.

Le double mouvement de l'analyse et de la réalité, que nous indiquions en commençant, montre le double sens de cette *privatisation de la culture*. Déréliction de l'individu abandonné à des impulsions et à des phantasmes que ne disciplinent plus les intérêts sociaux et culturels traditionnels ; découverte de la création personnelle. Mais c'est d'abord à celle-ci qu'il faut être sensible, en reprenant les mots d'A. Breton dans *l'Amour fou* (cités par M. Nadeau, *Histoire du surréalisme*, Paris, Ed. du Seuil, 1945, p. 324) : « La suffisance parfaite qui tend à être celle de l'amour entre deux êtres ne rencontre plus à cette minute aucun obstacle. Le sociologue devra peut-être y prendre garde, lui qui, sous le ciel d'Europe se borne à promener un regard embué de la gueule fumeuse et grondante des fabriques à l'effroyable paix rétive des champs. Il n'a pas cessé d'y avoir lieu, peut-être est-il plus que jamais de saison de rappeler que cette suffisance est une des fins de

l'activité de l'homme ; que la spéculation économique et la spéculation psychologique, si ennemies l'une de l'autre qu'elles se montrent à notre époque, se rencontrent remarquablement pour tourner autour d'elle. Engels, dans *l'Origine de la famille* *, n'hésite pas à faire de l'amour sexuel individuel né de cette forme supérieure des rapports sexuels qu'est la monogamie le plus grand progrès moral accompli par l'homme dans les temps modernes... Cette vue sur ce que peut représenter de plus agitant la considération du devenir humain ne peut être corroborée plus nettement que par celle de Freud pour qui l'amour sexuel, tel même qu'il est déjà donné, « rompt les liens collectifs créés par la race, s'élève au-dessus des différences nationales et des hiérarchies sociales et, ce faisant, contribue dans une grande mesure au progrès de la culture, (les italiques sont de l'auteur).

[422]

Thème singulièrement plus vigoureux et plus dramatique que celui de l'évolution de la famille conjugale vers le « compagnonnage » (*companionship*). Car si cette notion décrit le même phénomène, celui de la personnalisation des activités culturelles, elle reste liée à une analyse extérieure de l'action : elle définit un type de relations sociales et de groupe et non pas une orientation culturelle, ce qui lui permet de ne saisir que du dehors et en termes vagues certaines transformations des relations amoureuses et conjugales. Or, leur personnalisation est liée à leur désocialisation, ce qui menace et affermit à la fois le couple. Il n'est pas ici suffisant de relier, ce qui est important, l'importance croissante du couple et l'élévation du taux de divorce ; il faut reconnaître le conflit permanent du couple et de la famille conjugale et plus généralement encore de l'amour et du groupe - c'est-à-dire du couple - de relations amoureuses.

Mais n'entrons pas trop vite dans les problèmes qui naissent de la coïncidence dans l'individu du sujet personnel et de la personnalité individuelle. Il convient d'abord de préciser le sens sociologique de l'émergence du sujet personnel. Si on utilise une fois de plus l'analyse de l'anomie élaborée par P. Merton, le sujet personnel apparaît comme innovateur, c'est-à-dire qu'il est à la fois attaché à des normes culturelles et peu soumis aux moyens reconnus par la société pour les atteindre. Ses conduites sont orientées et non réglées. De là peut-être la fragilité

* [Friedrich Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* (1884). Traduction française. Paris: Les Éditions sociales, 1952. Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

des expressions culturelles. La mode apparaît en partie au moins comme le degré minimum d'organisation des conduites culturelles, la valorisation du changement pour lui-même, c'est-à-dire un effort permanent de désocialisation, de désinstitutionnalisation des conduites culturelles.

Dans la danse, le vêtement, la peinture, les *manières* se succèdent à cadence accélérée, montrant ce que Cl. Lévi-Strauss a nommé, à propos de Picasso et de Stravinsky, une consommation boulimique de systèmes de signes qui ne parviennent pas à devenir langage, faute d'une assise collective. Mais, encore une fois, avant d'atteindre les faiblesses du sujet personnel, reconnaissons sa présence nue, l'entremêlement d'aventures personnelles qui ne communiquent pas entre elles et qui pourtant sont parentes, plus distantes l'une de l'autre par leur contenu et plus proches aussi par leur signification que jamais auparavant, qui résistent à la fusion et s'offrent à l'empathie. Le sujet personnel est jouissance des techniques, exercice physique et intellectuel de l'homme créateur jouant des produits créés par son action.

Les anciens interdits, les malédictions qui pesaient sur le corps se dissipent à mesure que celui-ci devient davantage un objet, un instrument que l'homme utilise et qu'il traite à distance. On retrouve alors le [423] double mouvement déjà décrit : d'un côté, le sport transforme le corps en technique recherchant la rationalité et la performance ; de l'autre, ce corps-objet, désocialisé, exorcisé, devient un moyen de connaissance et de saisie de soi, surtout par l'érotisme.

L'état le plus pur du loisir se trouve dans les vacances et celles-ci sont imaginées d'abord comme retrouvailles avec le corps. Aucune image de vacances n'est plus chargée affectivement que celle d'une plage sous le soleil : là le corps s'exerce à la course ou à la nage, là aussi il devient purement objet, bronzé, peint, décoré. Sa nudité, rejetant les tabous, unit, dans un climat d'érotisme à distance, la désymbolisation et la désocialisation du produit technique à la conscience immédiate de l'individualité.

Ces thèmes ne sont évoqués ici, trop brièvement - point de départ d'une sociologie moderne du corps qui se développera nécessairement - que pour aider à comprendre la méthode que doit suivre la sociologie culturelle de la civilisation moderne. Nous ne pourrions ici qu'évoquer avec prudence une certaine connaissance du cinéma, en suivant les études d'E. Morin (*Le cinéma et l'homme imagi-*

naire, Paris, Ed. de Minuit, 1956). Quelles que soient les réserves que peut susciter sa réflexion, dont la ligne n'est pas toujours fermement tracée, comment ne pas définir en accord avec elle les termes fondamentaux du problème auquel elle se consacre ? Le cinéma est à la fois document sur la réalité et support de l'imaginaire. Ses premiers publics se sont enthousiasmés pour le filmage d'une sortie d'usine ou de l'arrivée d'un train en gare ; ses premiers grands artisans l'ont lancé dans la voie du fantastique. C'est, faut-il préciser, l'*objectivité* de la caméra qui libère l'imaginaire. Nous avons défini la culture, dans les sociétés où règne la conscience constituante, comme un système de projections culturelles. Le cinéma, dit E. Morin, déclenche des mécanismes de projection et d'identification. Dans le rapprochement de ces deux emplois d'un même mot, projection, s'aperçoit le retournement de situation culturelle qui définit la civilisation industrielle : ce n'est plus le sujet historique qui se saisit en s'aliénant dans un système de projections culturelles, mais l'individu qui agit en se projetant sur les images et les personnages qui apparaissent sur l'écran.

L'*objectivité* de la caméra n'est pas une pure soumission à la réalité, bien au contraire. Son ubiquité nous exalte en nous révélant un pouvoir qui est celui de nos techniques : saisir la totalité, dominer l'espace et le temps, être ici et là, hier et demain. Mais cette appropriation du monde ne peut se faire pour chacun de nous, sujets personnels, que par l'imaginaire, c'est-à-dire à travers notre individualité et non pas à travers l'affirmation volontaire et limitée de notre qualité de sujet personnel. C'est en perdant le contrôle de nous-mêmes, dans l'obscurité [424] et la passivité, que nous recréons en nous une totalité voulue par notre part de lumière et remplie par notre part d'ombre. C'est en ce sens que nous restons réticents à l'égard d'un des thèmes majeurs d'E. Morin, thème dans lequel il se jette d'abord, puis dont il s'écarte avec une prudence croissante à mesure que s'avance son livre : pourquoi considérer le cinéma comme magique ou du moins comme analogue à la magie ? Le mouvement semble exactement inverse. Lorsque dominant la conscience constituante, et plus encore les formes de conscience antérieure que l'on a observées dans les peuples sans écriture, il faut, selon l'expression de Cl. Lévi-Strauss, introduire des paquets de signifié pur, non défini, pour compenser l'excédent de signifiant dans un univers sur lequel la connaissance humaine a peu de prises. Que le cinéma puisse procéder d'une manière analogue auprès des primitifs ou auprès des enfants, est probablement exact, mais le spectateur des socié-

tés industrielles, celui en fait auquel pensent surtout les études faites dans ces sociétés, n'est-il pas dans une situation radicalement différente, et le pouvoir de la caméra n'est-il pas la manifestation, voire l'anticipation, de son pouvoir d'observation et de connaissance positives ? Plus le public est évolué et plus le cinéma pénètre dans le mouvement de l'esprit, projette non plus les produits de l'imagination, mais la fonction imaginaire elle-même, à laquelle chacun donne un contenu individuel. La star, E. Morin l'a bien dit, est une présence impersonnelle avec laquelle chacun de nous entretient des rapports personnels.

Le cinéma contribue, avec bien d'autres techniques et d'autres modes de connaissance, à rendre présents, immédiats, le passé et le lointain. L'affirmation du sujet personnel est inséparable d'une *déshistoricisation* de la culture, qui marque nettement l'opposition des sociétés prométhéennes des débuts de l'industrialisation et de la civilisation industrielle, telle qu'elle se forme avec l'apparition de l'abondance et de la culture de masse. Nous constituons des musées réels ou imaginaires et la reproduction des œuvres d'art contribue à nous libérer de la référence étroite à la *tradition* culturelle dont nous sommes les descendants. De même l'étude des œuvres littéraires rompt avec l'historicisme du siècle précédent et veut, par différentes voies, saisir immédiatement l'œuvre dans son individualité. Et c'est dans le même courant que se place l'évolution de la sociologie elle-même, les critiques de G. Gurvitch contre l'historicisme et la philosophie de l'histoire et la définition de la sociologie comme connaissance de l'action sociale.

[425]

B. TRAVAIL ET CULTURE DE MASSE

[Retour à la table des matières](#)

Le cinéma nous conduit ainsi naturellement au deuxième moment de cette analyse. Le sujet personnel, dont la désymbolisation et la désocialisation de la culture permettent le surgissement, ne se manifeste que dans l'unité de l'individu qui le porte. S'il n'était qu'affirmation volontaire de création et de contrôle du travail collectif, il risquerait de se confondre avec la société et l'analyse de se perdre dans un sociologisme de type nouveau ; s'il se saisit en dehors de cet effort collectif, il n'est plus que consommation individuelle et donc disparaît dans l'incommu-

nicabilité de l'expérience personnelle. Au cœur de la civilisation industrielle éclate le conflit du travail collectif et de la vie privée, du travaillisme et de ce que G. Friedmann a justement nommé *l'hédonisme* contemporain. Le sujet personnel ne se définit concrètement que comme le sens de ce conflit. Si le contrôle des œuvres collectives suivait le même chemin que leur création, introduisant ses revendications à chacun des niveaux du travail, - son exécution, son administration, sa direction -, ce conflit n'existerait pas ; il ne prend naissance que lorsque la consommation de masse et plus largement le loisir permettent à l'individu de s'appropriier immédiatement et individuellement certains produits du travail collectif, soit comme acteur soit comme spectateur.

La vision la plus exaltante - et probablement la plus utopique - de la civilisation industrielle est celle qui unit les deux faces du sujet personnel, qui les unifie dans la revendication d'une liberté totale. Telle fut, très consciemment, la raison d'être du surréalisme, mouvement historique plus qu'école littéraire. Il rejette la culture métasociale et s'enferme dans le sujet personnel. Il rejette l'inspiration, l'appel au surnaturel dans l'art et s'enfonce, en brisant la croûte de la pensée rationnelle, dans les profondeurs de l'individu. Mais il ne s'identifie pas au contenu des rêves ; il découvre dans cette réalité psychologique des objets dont il se distancie en les fabriquant, saisissant ainsi le sujet dans sa puissance instrumentale. Du même mouvement, il combat les aliénations sociales de l'homme, militant pour une révolution totale. Mais l'union de ces deux combats est fragile. Le grand ébranlement social qui succéda à la fin de la guerre mondiale permit d'identifier la lutte sociale à la lutte contre la bourgeoisie décadente, sans que soit saisie la nature nouvelle de la civilisation industrielle et des aliénations qu'elle porte en elle. Très vite la tension apparut entre les exigences de la révolution et celles de la libération personnelle. Avant tout autre, P. Naville, en publiant la *Révolution et les intellectuels* en 1926, plaça le [426] surréalisme devant cette contradiction et se sépara du groupe en choisissant de donner la priorité à la révolution sociale, à la transformation de l'infrastructure économique.

Si le surréalisme en la personne d'A. Breton n'a jamais accepté cet éclatement, la réalité de celui-ci manifeste, au-delà de la nature du sujet personnel, ses tensions internes.

Parce que les chapitres précédents ont considéré les problèmes du sujet historique, il faut rappeler surtout ici que le travail, non pas dans ses aliénations, mais dans sa réalité créatrice, est aussi source d'une aliénation nouvelle, aliénation *par* le travail et non dans le travail, proclamée d'abord dans les anathèmes de Rimbaud. Cette aliénation n'est rien d'autre que la conséquence inévitable de la personnalisation du sujet historique et donc du conflit de la personne et des instruments sociaux du travail. La division et la parcellarisation du travail ne laissent plus au sujet personnel que les *miettes* de l'action historique, alors même qu'il s'affirme comme porteur de la totalité du sujet. Si les lendemains doivent chanter, il faut aussi que dès aujourd'hui quelqu'un les chante et le chant profond ne naît que de l'expérience présente.

Ce conflit de l'individu et de l'histoire, de la création collective et de la possession personnelle n'est pas seulement un thème héroïque ; il doit fonder toute analyse de l'innovation culturelle. Trop souvent on admet qu'une participation plus grande au travail collectif entraîne l'adoption de conduites culturelles progressives. On affirme comme une vérité d'évidence que l'entrée des femmes à tous les échelons de la vie professionnelle entraîne une modernisation de leurs attitudes sociales et culturelles. Cette idée, qui semble acceptable si l'on considère le passage des femmes d'un milieu pré-industriel à des activités industrielles - au sens le plus large du terme - est-elle aussi vraie lorsqu'on se place dans la civilisation industrielle, c'est-à-dire lorsque apparaît une possibilité d'appropriation immédiate, hors travail, des produits du travail ? Il conviendrait au moins de remplacer des affirmations trop générales par des études positives et d'être plus sensible aux conflits possibles entre deux formes de participation, toutes deux partielles et porteuses de risques opposés de dégradation, car les sociétés les plus industrielles montrent à la fois la volonté des femmes d'exercer des professions qualifiées et leur désir d'appropriation immédiate par la consommation, double effort pour s'affirmer et se libérer dans le travail et hors de lui.

Si le sujet historique est menacé par son identification aux collectivités [427] de travail, il ne l'est pas moins par l'immédiateté de la consommation individuelle et l'abandon du sujet personnel au profit de la personnalité individuelle, acceptée comme un donné. Les *mass-media*, et surtout le cinéma, qui ont diffusé des types de conduites aussi nouveaux sociologiquement que ceux que présente B. Bardot,

ont aussi contribué à répandre une sexualité sans objet, à l'opposé de cet amour sexuel individuel dont parlait A. Breton, et qui se limite souvent au fétichisme. L'érotisme cesse ainsi d'être une technique de connaissance pour devenir la manifestation de formes dégradées de l'activité sexuelle. À ce point de dépérissement du sujet personnel, le sociologue doit s'effacer devant le psychologue de la personnalité dont l'étude peut faire largement abstraction des situations sociales et culturelles.

Que le sujet personnel s'affirme dans son rôle créateur, ou qu'il se perde soit dans les collectivités de travail soit dans la personnalité individuelle, un caractère général des activités culturelles de la civilisation industrielle, pour autant du moins qu'elles relèvent de l'analyse actionnaliste, semble être leur *sérieux*. Cette idée peut surprendre, puisque les thèmes du loisir et de l'*amusement (fun)* sont parmi ceux qui reviennent le plus naturellement à propos de la culture de masse. Nous les rencontrerons ; mais ils seraient difficiles à interpréter si n'était pas d'abord introduite, dès maintenant, c'est-à-dire à propos du lien fondamental de la culture de masse et du sujet personnel, l'idée du sérieux, du pathétique même, des conduites culturelles.

Huizinga, dont les jugements de valeur importent peu ici, a bien décrit la disparition progressive du sens du jeu depuis le début du XVIII^e siècle (*Homo ludens*, Londres, Kegan Paul, 1949, ch. XII). Le rôle culturel du jeu fut d'autant plus grand, selon lui, que la culture était plus dépendante de valeurs religieuses ou aristocratiques, car le jeu est l'imitation d'un modèle que l'enfant trouve chez les adultes et la société dans un monde dominé par des garants métasociaux. Moins la culture est représentation, imitation, recherche de valeurs absolues, et plus elle est créatrice, plus elle est sérieuse et organisée. Si l'on définit avec Piaget le jeu par la rupture de l'équilibre normal entre l'assimilation et l'adaptation au profit de la première, on voit à la fois que le sens du jeu se perd dans les sociétés prométhéennes et réapparaît dans la civilisation industrielle, mais entièrement lié au sérieux de la production. N'est-ce pas en effet le sérieux du jeu qui définit le sport et la recherche acharnée et gratuite de la performance ; n'est-ce pas aussi le pathétique ou la cruauté du jeu qu'enseignent aussi bien Lafcadio que beaucoup de personnages de films contemporains. La moralité hédoniste de l'amusement (*fun morality*) dont M. Wolfenstein suit l'apparition en analysant des manuels [428] pour

l'éducation des jeunes enfants (in *Mass Leisure*, pp. 86-95) est, au-delà de la recherche de l'agrément, au-delà d'une rupture avec l'idée traditionnelle de la lutte nécessaire contre les *mauvais instincts*, la volonté sérieuse et organisée d'assurer le développement de la personnalité, et en particulier dans les relations sexuelles : les respectables bourgeois, clients officiels de la maison Tellier, sont de moins en moins acceptés par ceux qui vivent dans la culture de masse contemporaine, comme le note N. Foote (dans le même livre). À ce double jeu se substitue la complexité du jeu sérieux de la *good-bad girl* - décrit par N. Wolfenstein et N. Leites -. Si dans le travail lui-même s'introduisent des aspects de jeu ou de sport - performances, records - le jeu lui-même devient travail et technique. L'interdépendance du jeu et du sérieux n'est qu'un aspect de la double orientation du sujet personnel, de sa volonté de création et d'appropriation.

En résumé, le développement de la civilisation industrielle introduit directement le sujet historique dans le champ de l'analyse sociologique. Il ne se manifeste plus à travers la conscience constituante et les systèmes de projections culturelles ; il quitte le monde des dieux pour entrer dans celui des hommes. Mais il n'y entre pas le plus souvent à découvert. Il ne se manifeste, tel le dieu claudélien, qu'à travers ce qui est le plus éloigné de lui. Le sujet personnel n'est que la volonté d'existence socio-historique de l'individu, enfoncé en même temps dans la gestion psychologique de ses aliénations.

Ce rappel à l'unité de l'analyse sociologique, dont la connaissance du sujet historique n'est qu'un des pôles, commande le mouvement général de cette étude. Dans la mesure où le sujet personnel manifeste directement le sujet historique, sa formation ne peut apparaître comme la position arbitraire d'objectifs ou de valeurs, mais comme une assomption et un dépassement toujours menacés, toujours imparfaits, de l'inconscient personnel et social, comme une prise de conscience de l'action, comme un passage du monde subi au monde créé, comme l'apprentissage de la liberté. Si le mouvement se brise, la vie sociale perd, en partie ou totalement, son *sens* : les formes de l'action sociale ne sont plus orientées vers des fins, mais vers leur seul équilibre interne ; l'individu cesse d'être porteur du sujet personnel ; la recherche du bonheur n'est plus qu'abandon au plaisir ; les œuvres du travail ne sont plus qu'une mécanique inhumaine, chargée de menaces et d'absurdité.

La culture de masse n'est symbolique que pour autant qu'elle maintient la tension entre le sujet et l'expérience individuelle. Si celle-ci perd son principe d'orientation, la société n'est plus qu'une tour de Babel ; si celui-là se présente comme un fait et non comme un principe [429] d'orientation des conduites personnelles, sa réification peut en faire un instrument d'oppression totalitaire ou un avatar des produits de l'ancienne conscience constituante.

II. LOISIRS ET SOCIÉTÉ DE MASSE

[Retour à la table des matières](#)

L'objet propre d'une analyse actionnaliste de la culture de masse est de considérer les formes que prend, dans le monde de la consommation industrialisée, la double exigence de création et de contrôle du sujet historique. Mais, même sans aborder directement ici le domaine propre des autres démarches de l'analyse sociologique, il faut indiquer au moins ses caractères généraux. La culture de masse n'est pas séparable de la *société de masse*, notion fonctionnaliste par excellence et thème constant, depuis Tocqueville, Comte et Durkheim, de la pensée sociologique. D'autre part, la personnalisation du sujet historique dans la civilisation industrielle donne une importance croissante aux problèmes déjà évoqués, de l'appropriation imaginaire de la culture de masse par l'individu. Ce thème relève d'abord d'une psychologie de la personnalité sensible à des problèmes analogues à ceux que rencontre l'étude du « facteur humain » dans l'industrie. Il appartient donc à une démarche structuraliste, dans la mesure où il considère l'organisation inconsciente d'une expérience personnelle. Notre objet ne sera pas de l'aborder directement, mais seulement de signaler, en se plaçant dans une perspective actionnaliste, les éléments simples qui se combinent selon des principes que seule une analyse structuraliste de la personnalité peut définir.

L'objet principal de ces observations est de rappeler, comme on l'a fait d'une manière plus générale au chapitre II, la nécessaire séparation en même temps que la complémentarité des diverses démarches de l'analyse sociologique, trop souvent confondues dans la pratique.

A. TRAVAIL ET LOISIRS

[Retour à la table des matières](#)

Nul thème n'est plus ancien dans l'étude de la civilisation industrielle. Le règne de la misère semblait soumettre entièrement l'analyse sociale du travail à une analyse économique : aussi est-ce hors du travail, dans la vie ouvrière que les enquêtes sociales ont recherché d'abord un objet d'étude qui leur soit propre. La désorganisation familiale, la prostitution, l'alcoolisme ont d'autant plus attiré l'attention que les honnêtes gens, [430] faiblement émus par les longues heures de travail et les bas salaires, se sentaient menacés par la violence, le désordre, le danger que représentaient les zones urbaines où s'entassaient les ouvriers des fabriques. L'évolution du travail, l'apparition des contraintes technicistes et bureaucratiques qui ne sont pas une simple expression de l'exploitation capitaliste, en même temps que l'accroissement du temps libre des salariés, ont conduit beaucoup plus récemment à établir des liens directs entre le travail et les conduites de loisir, non plus en les expliquant tous deux par l'action des mêmes *facteurs* sociaux, mais en les reliant directement dans l'unité de la personnalité ouvrière. Autant il est peu utile de dire que l'homme au travail et hors travail vit dans la même société, autant il l'est de rappeler avec G. Friedmann qu'au travail et hors travail l'ouvrier « est un seul et même homme » (*Le travail en miettes*, p. 181). Principe simple et fondamental, adoption d'une perspective anthropologique, complètement autonome par rapport à l'étude du sujet historique et qui pourtant, nous le savons déjà, entre sans cesse en relations avec elle. Parce que le terme loisir évoque le temps libre, c'est-à-dire de libre choix, il semble raisonnable qu'il désigne l'approche anthropologique des problèmes que l'analyse du sujet historique nomme *culture de masse* et que la sociologie de la conscience collective et du système social nomme *société de masse*.

L'individu cherche à s'approprier, par une consommation réelle ou imaginaire, la culture de masse. Mais la civilisation industrielle n'est pas un pur monde de produits techniques ; l'homme y intervient toujours, dans le travail et hors du travail, comme être naturel, orienté par les contradictions de la nature humaine. Ne considérons ici que sa situation de travail.

Soumis à certaines aliénations, il ne lutte pas seulement pour reprendre le contrôle de son travail ; il cherche aussi un équilibre entre son travail et lui-même. Il recherche à la fois une *adaptation* qui lui permette de redonner un sens « naturel » à son travail et des *compensations* grâce auxquelles il s'affirme comme conscience et non comme simple rouage de la mécanique sociale.

En même temps son activité naturelle, limitée ou contrainte par le travail mécanisé ou rationalisé, se décharge en *agressivité*, tandis qu'il se dégage de la dépersonnalisation de la civilisation technicienne par le *retrait*.

Ce double mouvement provient du caractère artificiel du monde produit par le travail. Face à la nature, l'homme cherche à la fois à être en harmonie avec elle et à se séparer d'elle. Face à des produits techniques, il n'est pas possible d'établir un tel système de correspondance. C'est simultanément par l'acceptation et par le refus du monde technique [431] que l'homme s'affirme comme être naturel ; c'est à la fois par une attitude défensive contre sa propre réification et par la recherche d'activités créatrices compensatoires qu'il marque sa distance à l'égard de la « nature des choses ». Ceci permet de proposer une typologie simple des conduites de loisir, qui ne vise pas à être générale mais seulement à définir le sens existentiel ou anthropologique de ces conduites.

Le meilleur exemple de *retrait adapté* est cette *accoutumance* dont G. Friedmann a souligné le sens psychologique, qui n'est assurément pas celui d'une adaptation normale, mais celui d'un renoncement nourri d'insatisfaction et de déception : l'ouvrier ou l'ouvrière se refuse à changer d'entreprise, de poste de travail, de gestes, conduite psychologiquement plus inquiétante encore que l'instabilité de celui qui manifeste ainsi sa résistance à des conditions de travail contraignantes pour sa personnalité. Le *retrait compensateur* se manifeste dans la recherche, en dehors du travail, d'activités satisfaisant des besoins personnels que l'activité professionnelle réprime. Les dangers que comporte un emploi trop systématique de cette notion ne doivent pas faire oublier sa valeur, affirmée par d'innombrables témoignages, par la recherche fréquente de *dadas*, comme le bricolage ou la culture d'un jardin, qui visent à rétablir un équilibre psychologique menacé par les exigences du travail parcellaire. E. Larrabée (in *Mass Leisure*, p. 268-274) a insisté sur la transformation des *dadas*. Plus la société est fondée sur le travail, plus les *dadas* perdent leur caractère de gratuité et d'étrangeté ; la collection de papillons a moins d'adeptes et le bricolage, exercé dans un esprit de quasi-apprentissage ou

para-professionnel, en recrute un nombre croissant, ce qui souligne la liaison du travail et du loisir, le caractère à la fois rétracté et compensateur de ces simulations professionnelles. *L'adaptation agressive* se manifeste par un goût de la violence qui cherche à se satisfaire dans les comics, dans les spectacles de catch, de boxe ou de cinéma où elle abonde, et aussi par une consommation destructrice dont le personnage de Douassot (dans *La Gana*) donne un bon exemple, ouvrier qui lacère à coups de rasoir le complet neuf et coûteux qu'il vient d'acheter. Enfin, l'agressivité compensatrice est bien définie par le mot de G. Navel, cité par G. Friedmann « il y a une tristesse ouvrière dont on ne guérit que par la politique », à condition d'étendre le sens de ce dernier mot et d'y inclure toutes les formes de revendication contre l'organisation sociale.

Ce ne sont là que des catégories qui peuvent organiser la description, mais l'objet de l'analyse ne peut être ici d'établir une typologie abstraite des comportements. Elle doit tendre à saisir dans son unité, dans sa situation, une personnalité individuelle ; c'est-à-dire à dégager des systèmes [432] d'interrelations entre ses éléments et les processus par lesquels ils s'organisent en des ensembles. Tâche qui ne peut être menée qu'en collaboration étroite avec la psychologie de la personnalité, et qui reste d'autant plus fidèle à sa signification sociologique qu'elle parvient davantage à formaliser les relations qu'elle établit.

S'il est naturel de privilégier dans une telle perspective théorique l'expérience sociale la plus individuelle et la plus immédiate, celle du travail et plus précisément encore du poste de travail, il est nécessaire aussi de se souvenir que l'analyse anthropologique, comme les deux autres, s'applique aussi bien au *niveau des collectivités* et de la société qu'à celui de l'individu.

La désocialisation de la culture, telle qu'elle a été définie, si elle conduit à l'affirmation du sujet personnel, entraîne aussi l'isolement de l'individu. Ce thème est presque aussi ancien que celui des rapports du travail et du loisir, P. H. Chombart de Lauwe et A. Pizzorno entre autres lui ont donné une forme moderne. L'évolution urbaine détruit les communautés de voisinage, la netteté et l'autonomie des quartiers, surtout lorsque prolifèrent les grands ensembles d'habitation où se trouvent désorganisées les relations sociales traditionnelles. À ce niveau, comme au précédent, les conduites personnelles sont à la fois de retrait et d'agressivité et elles cherchent à la fois à s'adapter à la situation et à la compenser.

Ce sont ces quatre orientations simples qu'il est important d'unir par des relations précises.

L'importance du *retrait adapté* est montrée par la recherche de l'intimité, de la cellule close. Le développement de la télévision a donné à la radio le rôle principal dans la création de cet intimisme auquel beaucoup de magazines féminins apportent l'appui de leur courrier du cœur. Opposé en apparence, le *retrait compensateur* suscite la formation de groupes primaires, qui peuvent devenir criminels, mais qui visent d'abord à établir de fortes relations de loyauté personnelle, étrangères à l'impersonnalité de la civilisation mécanique. L'*adaptation agressive* enferme l'individu dans un isolement social qu'il subit, dans une anomie qui peut le conduire à des conduites psycho-pathologiques. Enfin, l'*agressivité compensatrice* ne se manifeste-t-elle pas dans la recherche de la foule, du spectacle ou du meeting de masse, dans l'attrait pour l'homme isolé des troupeaux de rhinocéros dont E. Ionesco annonce la prolifération ?

C'est en réalité à tous les niveaux de relations sociales que ces éléments d'analyse doivent être utilisés, car ils s'appliquent aussi bien aux relations inter-individuelles qu'aux conduites de groupe ou à la participation à des collectivités plus larges. En particulier, les relations [433] sexuelles ne peuvent être analysées seulement dans la perspective, déjà évoquée, du sujet personnel : dans la mesure où elles sont aussi une expérience existentielle, elles entrent dans un système d'analyse où doivent se combiner l'intimité close, la passion hors la loi, l'impuissance amoureuse et la sexualisation de certains spectacles de masse.

Enfin, au *niveau sociétal*, la personnalité individuelle cherche à la fois son équilibre dans un retrait collectif, dans un spiritualisme défensif, se satisfaisant à bon compte de prêches qui se bornent à répéter inlassablement les mêmes affirmations tautologiques, vides de tout dogme et de toute analyse, et dans une agressivité dont K. Horney a tenté l'analyse dans *The neurotic personality of our time*, New York et Londres (1932, tr. fr., Paris, L'Arche, 1953).

B. LA SOCIÉTÉ DE MASSE

[Retour à la table des matières](#)

La civilisation industrielle atteint son plein développement avec l'abondance, c'est-à-dire lorsque la situation des individus dans la société ne se trouve plus seulement définie par leur *participation* au travail collectif, leur rôle de producteur, le type et la gravité des aliénations qu'il comporte, mais aussi bien par leur *intégration* à la consommation de masse. La société apparaît ainsi dominée par l'opposition entre un principe inégalitaire à qui la hiérarchie des connaissances et du pouvoir donne des formes institutionnelles évidentes pour tous, et un principe égalitaire, qui est celui de l'appropriation privée, de plus en plus généralisée, de certains biens de consommation. S'il est indispensable de se protéger contre certaines illusions et de rappeler que la consommation est inégalitaire et liée au revenu, il l'est davantage encore de reconnaître la nouveauté d'un phénomène de grande envergure : la diffusion massive de biens matériels et non matériels. Que riches et pauvres aient des consommations différentes, ce qui est évident, n'empêche pas que ces différences coexistent avec la déstratification de certains types de consommation, ceux justement qui sont le plus liés à la culture de masse, à la production massive de biens de consommation comme au développement d'idées égalitaires liées à l'action des forces sociales caractéristiques des sociétés industrielles, et en particulier du mouvement ouvrier sous ses formes aussi bien syndicales que politiques. D. Riesman souligne la nouveauté de cette situation en parlant de *société post-industrielle* : ceci ne peut signifier que la production industrialisée perd de son importance dans les sociétés les plus riches ; il est clair au contraire que les modèles d'organisation mis au point dans l'industrie [434] se répandent dans les activités commerciales, administratives, militaires, scientifiques - mais que le rôle d'un individu dans la production cesse d'être le seul instrument d'explication de ses conduites. G. Friedmann (« Enseignement et culture de masse », dans *Communications*, I, 1962, p. 5-25) a bien souligné l'union des deux thèmes : l'homme-d'après-le-travail et la civilisation industrielle. C'est en ce sens qu'il serait possible de parler d'une *culture industrielle*. L'unité que les sociétés pré-industrielles possédaient du fait de l'existence d'un système de projections culturelles avait disparu pendant les débuts de l'industrialisation et la société pou-

vait, aux yeux d'une conception théorique, apparaître à la limite comme le simple lieu d'un conflit, des contradictions du système social de production, de telle sorte que l'explication sociologique croyait pouvoir procéder en localisant chaque type de conduites sociales dans une classe dont il ne constituait qu'un des attributs. La consommation de masse, instrument d'intégration sociale, impose à nouveau l'étude de la société globale et de la culture de cette société. C'est pourquoi l'analyse fonctionnaliste assure une tâche particulièrement importante en étudiant la *société de masse*, notion qui correspond à sa perspective propre.

Mais cette analyse du fonctionnement des sociétés industrielles ne peut privilégier la consommation sur la production. Sa problématique la plus élémentaire doit mettre en relation les deux aspects de la société de masse, *participation* et *intégration*, les deux mouvements par lesquels l'acteur social contribue à la production collective et reçoit un accès à certaines valeurs sociales, matérielles ou non, élaborées le plus souvent par des émetteurs centraux.

C'est ce double mouvement qui doit être suivi aussi bien aux niveaux de l'individu et de la *culture* qu'à celui des systèmes sociaux ; mais c'est naturellement par celui-ci, privilégié pour l'analyse fonctionnaliste, que l'examen doit commencer. C'est ici en effet que l'intégration et la participation prennent leur forme la plus aisément identifiable : l'égalité et la stratification sociale.

La tendance *égalitaire* n'est pas seulement un fait provenant à la fois de l'abaissement du prix de certains biens produits en grande quantité et du gonflement, aux États-Unis en particulier, des strates moyennes de revenu ; elle influence les acteurs au-delà même de leurs possibilités matérielles. De nombreux ménages déséquilibrent gravement leur budget moins pour posséder certains biens matériellement utiles que pour « faire comme tout le monde ». La possession d'une automobile en particulier est au moins autant symbolique que matériellement utile, et nous rappellerons plus loin que cette tendance peut conduire jusqu'à l'auto-destruction du loisir, les individus devenant prisonniers de loisirs [435] sans cesse croissants et stimulés encore par la publicité commerciale.

Cet égalitarisme appelle le renforcement de la *stratification* sociale. La destruction des différences qualitatives entre les genres de vie traditionnels entraîne le renforcement de différences quantitatives entre les niveaux de vie, comme l'ont souligné beaucoup de sociologues américains et en particulier S. M. Lipset. Moins

la situation personnelle de classe est nette, et plus se développent les signes extérieurs de la richesse, faute desquels l'individu souffrirait de ne pouvoir être situé socialement par les autres. L'existence d'un ensemble commun de valeurs sociales conduit à définir la situation sociale des individus et des catégories sociales par leur distance par rapport à ces valeurs, conception qui est propre à l'analyse fonctionnaliste, depuis Durkheim et Halbwachs.

Ainsi la notion de stratification est à la fois indépendante de celle de classe et opposée à elle. Si l'on garde à celle-ci le sens que nous lui avons donné, l'opposition est nette, car l'existence des classes est liée à l'existence de la conscience constituante et leur conflit n'éclate ouvertement que lorsque disparaissent déjà les garants métasociaux de l'ordre social, dans les sociétés nées de la révolution industrielle, tandis que la stratification sociale prend une importance plus grande à partir du moment où se constitue la civilisation industrielle, dont la culture de masse est un élément fondamental. Que la plupart des sociétés industrielles avancées soient encore des sociétés de classes et déjà des sociétés stratifiées complique l'analyse sociologique, mais ne doit pas en obscurcir le principe. Si l'on préfère étendre le terme de classe à ce que nous nommons groupes d'intérêts, il faut dire que les notions de classe et de strate sont indépendantes, puisque l'une définit la situation dans la production des valeurs, et l'autre dans la consommation des normes. Il semble de toute manière aussi indispensable de recourir à l'idée de stratification sociale que de ne pas la considérer comme un instrument général et suffisant d'analyse des inégalités sociales.

De nombreuses études ont montré que les strates les plus élevées - qu'elles soient définies par des critères objectifs, comme le revenu, l'éducation ou le pouvoir, ou qu'elles soient définies par l'opinion publique - participent davantage aux activités les plus chargées symboliquement de valeurs culturelles, et surtout à celles qui s'exercent dans des collectivités restreintes.

Cependant, souvent, la tendance à la stratification doit se défendre contre le progrès de l'égalitarisme en s'appliquant au mode de consommation plus qu'à la consommation elle-même. La diffusion du golf dans les pays anglo-saxons s'accompagne du maintien des barrières sociales qui assurent l'homogénéité sociale

de certains clubs. La [436] *ségrégation* se développe à mesure que s'affaiblit la discrimination, dans ce domaine comme dans celui des relations raciales.

Les strates sociales tendent ainsi à se constituer en milieux sociaux réels, surtout dans les communautés de taille relativement restreinte et où le niveau social de chacun est assez bien connu de tous. Ce serait cependant créer d'inutiles confusions que d'appeler classes ces milieux sociaux. L'importance de cette stratification apparaît le plus nettement dans le cas des individus en mobilité. M. Crozier (cf. par exemple dans *Esprit*, juin 1959, p. 934-954) a montré que des employées choisissaient leur journal, les spectacles où elles vont, les acteurs qu'elles préfèrent en rapport avec leur conscience et leur volonté d'appartenance sociale, résultat qui corrobore ceux d'autres études portant sur la socialisation anticipée ou rétrospective.

Plus généralement, la société de masse entraîne l'hétéronomie culturelle généralisée (*other-directed*) analysée par D. Riesman. C'est parce qu'un groupe social ne produit plus ses valeurs culturelles, mais se définit par sa participation à des valeurs générales, que ses membres ne peuvent plus être guidés par des principes intériorisés et se soumettent au jugement d'autrui, qui devient leur seul moyen de se juger eux-mêmes.

L'étude des *mass-media* ne se confond pas avec celle de la société de masse. L'un des résultats les plus constants des recherches qui leur ont été consacrées est que leur action, loin de bouleverser sans résistance les opinions, les attitudes et les conduites, est d'autant plus faible qu'elle atteint des normes ou des orientations qui concernent plus directement l'individu et qui sont plus nettement dominantes dans les groupes primaires auxquels ils appartiennent. Janowitz et Schulze (« Tendances de la recherche dans le domaine des communications de masse » in *Communications*, I, 1962, p. 16-37) ont montré le caractère superficiel et doctrinaire des craintes émises par certains intellectuels sur les effets dévastateurs des *mass-media*. De là l'intérêt exceptionnel d'une connaissance sérieuse de leurs effets : elle permet de saisir concrètement non la culture de masse mais les liens, dans la société de masse, entre appartenances, rôles, systèmes de valeurs, etc., en particulier entre les effets de la situation de travail - qui ne peuvent être réduits à la stratification sociale - et l'influence de valeurs culturelles de masse. Le nom de

P. Lazarsfeld est plus que tout autre attaché au progrès de cette sociologie qui rejette une conception simpliste de la société de masse et en étudie l'organisation sociale.

Puisque nous quittons le niveau des systèmes sociaux pour entrer dans celui des individus, l'opposition de la participation et de l'intégration [437] doit prendre une nouvelle forme, celle de l'opposition et des rapports entre *rôles de production et rôles de consommation*.

Beaucoup de conduites dépendent en effet de l'équilibre ou du déséquilibre qui s'établit entre ces rôles. Si le rôle de production est plus élevé que l'autre, en d'autres termes si le niveau de participation est - ou est considéré comme - plus élevé que le niveau d'intégration, se développe une volonté d'action éminemment politique puisqu'elle vise à transformer le régime de distribution, en agissant sur les instruments centraux du pouvoir. Ceci entraîne une dévalorisation de la culture de masse, chez les fonctionnaires ou les intellectuels français par exemple, qui porte moins en fait contre cette culture que contre son assimilation à un système institutionnel de différenciation sociale qui paraît injuste. À l'inverse, si le rôle de consommation est plus développé que l'autre, ce qui est le cas, dans une société industrielle, des catégories dont le travail participe peu au modèle rationalisateur de la production mais dont le revenu est souvent relativement élevé - les commerçants par exemple - on assiste à une sur-intégration à la société de masse, qui se traduit par une consommation élevée, en particulier de *mass-media*. C'est en ce sens peut-être que l'opinion tend plus ou moins confusément à identifier la culture et la société de masse à ces catégories sociales qu'on réunit sous le nom impropre de *petite bourgeoisie* et qui participent d'autant plus activement à la consommation de masse qu'elles n'appartiennent qu'à des groupes d'intérêt mal définis et sont donc inaptés à se constituer une sub-culture autonome.

Si l'on considère enfin le niveau sociétal de l'analyse, on peut distinguer avec P. Lazarsfeld et R. Merton (in *Mass Culture*, p. 437-473) deux fonctions principales des moyens massifs de diffusion des valeurs culturelles, l'attribution et la légitimation du statut d'un côté, le maintien des normes sociales, en particulier par la publicité donnée aux actes déviants, d'autre part. Ces deux fonctions correspon-

dent directement au double mouvement d'intégration égalitaire et de participation inégalitaire par lequel nous avons défini la société de masse.

La plupart des types de conduites culturelles qui s'observent dans la civilisation industrielle peuvent et doivent donc très naturellement être interprétés dans plusieurs perspectives différentes. Ici, comme toujours, la réalité concrète - l'événement - ne porte pas en elle directement son propre principe d'explication. Beaucoup d'obscurités et de discussions viennent de ce que la même notion peut être utilisée différemment par divers auteurs, s'ils se placent dans des perspectives théoriques différentes. Nous l'avons déjà dit au chapitre II ; un exemple peut le rappeler [438] utilement. La culture de masse apparaît à beaucoup comme créatrice de *passivité*. Lazarsfeld et Merton font état de recherches sur la radio qui tendent à montrer qu'elle ne parvient pas à élever le niveau de consommation de ses auditeurs. Si elle le tente, elle perd son public. Ceux qui écoutent de la bonne musique en écoutaient ou en écoutent déjà ailleurs et n'y ont pas été convertis par la radio. Mais cette passivité de l'auditeur tient à un caractère plus général des *mass-media* : ceux-ci sont faiblement capables de transformer des schémas de comportement. La publicité réussit d'autant plus aisément que les modifications qu'elle cherche à introduire - quitter une marque pour une autre, un produit pour un autre ayant la même fonction - sont d'importance mineure. La propagande idéologique qui cherche à transformer des attitudes profondes ne remporte pas le même succès, sauf si elle dispose d'un monopole, éliminant la présentation d'autres idées ou croyances et surtout si elle est prolongée par un travail constant « d'agit-prop », dans des groupes où, selon renseignement des lewiniens, s'opèrent plus aisément les changements psycho-sociaux. La passivité apparaît dans cette perspective comme la résistance de l'individu à une propagande - au sens le plus général du terme - qui l'enveloppe sans le pénétrer. L'*activité* peut donc apparaître ici comme une conduite d'intégration ou de participation qui rend l'individu plus sensible à l'action des *mass-media* et des valeurs qu'ils véhiculent au lieu de renforcer son autonomie de jugement.

Activité et passivité ont un tout autre sens pour l'étude anthropologique de la personnalité. Les conduites que nous avons nommées d'adaptation, rétractées ou agressives, peuvent être nommées passives, les conduites de compensation, actives.

Mais ces deux sens de l'activité et de la passivité s'opposent à celui que donne à ces mots l'analyse du sujet historique, comme nous le verrons mieux dans un instant, car la recherche active de compensations, effort pour rétablir l'équilibre de la personnalité menacé par le travail, peut être nommée passive en ce qu'elle s'oppose au mouvement créateur du sujet personnel, enferme l'individu dans la marginalité et l'isolement culturels au lieu de le conduire à se saisir lui-même par la domination des produits de la culture de masse.

Ces changements normaux de sens montrent seulement la nécessité d'éliminer de l'analyse sociologique les notions de psychologie intuitive. Celles-ci sont plus dangereuses encore que nous ne venons de le dire, car à travers elles * cherche sans cesse à se réintroduire une pensée foncièrement antisociologique. La description *psychologique* des conduites sociales n'est souvent qu'un raccourci pour revenir à une vision moraliste chargée d'absolu, dont l'intérêt social est souvent grand et l'intérêt [439] sociologique toujours nul, car on ne peut fonder une sociologie du loisir sur l'idée et l'espoir que le loisir est liberté, c'est-à-dire possibilité d'atteindre des valeurs culturelles universelles et de cultiver un humanisme qu'on se garde de définir. Si l'étude des systèmes sociaux et des expressions symboliques se débarrasse assez aisément de ces soucis aussi respectables qu'inopportuns, l'analyse actionnaliste, étude des orientations de l'action, est toujours menacée par des formes de pensée dites philosophiques et qui sont fort étrangères à la philosophie vivante : philosophie de l'histoire, idéologies morales, vues sur la nature de l'homme et sur son devenir. La meilleure protection pratique contre de tels errements - du point de vue du sociologue - est la construction, parfois lassante, de systèmes complexes de relations, donc d'hypothèses et d'analyses concrètes, entre les éléments d'une théorie aussi diversifiée que possible, permettant de traiter séparément des problèmes particuliers sans avoir à faire intervenir directement dans l'explication les principes théoriques généraux qui ont servi à définir les termes du problème.

* [Tel quel dans le livre. JMT.]

III. LES ALIÉNATIONS CULTURELLES

[Retour à la table des matières](#)

Les aliénations sociales privent l'homme du contrôle de son travail. Dans une société de masse, cette privation ne signifie plus une exclusion de la vie sociale ; elle n'empêche pas une appropriation, par la consommation matérielle et imaginaire, des biens qui constituent la culture de masse. Mais de même qu'un contrôle du pouvoir par des organismes qui représentent le travailleur ne représente pour celui-ci qu'une participation très indirecte, et très éloignée de l'expérience quotidienne, à la détermination de ses conditions de travail, de même une participation par la consommation peut être, si elle s'accompagne de fortes aliénations sociales, dépourvue de presque toute charge subjectale. L'aliénation sociale n'entraîne donc pas directement une privation de la culture de masse mais détermine une double orientation, d'un côté le retrait culturel, de l'autre la pure consommation de masse, dont la séparation marque l'éclatement du sujet personnel.

Mais ceci ne peut constituer que la moitié de l'analyse : ceux qui exercent une action aliénante sont victimes eux aussi d'une aliénation culturelle, car leur conduite identifie le sujet historique aux moyens sociaux de réalisation de son action, la technique, l'organisation, le pouvoir, ce qui crée un déséquilibre inverse du précédent. L'individu en [440] retrait ne se retire pas seulement dans son individualité ou dans des conduites culturelles traditionnelles, il est aussi prisonnier d'une société de masse à laquelle il s'identifie, renonçant ainsi à se saisir comme sujet personnel et substituant à celui-ci un absolu mythique, une *vie intérieure* coupée de l'action sociale.

C'est ce double éclatement qu'il faut décrire en reprenant certaines des observations formulées précédemment.

A. LA COLLECTIVISATION DE LA CULTURE

[Retour à la table des matières](#)

Technicistes, bureaucrates et dirigeants totalitaires présentent des traits communs : tous tendent à identifier les instruments de l'action sociale au sujet historique lui-même. Ces individus ne subissent pas une aliénation *dans* le travail, mais par le travail. Les mythes qu'ils créent sont le prolongement de leur idéologie de groupes d'intérêts, mais n'apparaissent qu'avec la civilisation industrielle, car dans les sociétés prométhéennes des débuts de l'industrialisation leurs idéologies ne trouvent pas encore à exercer un rôle de contrainte à l'encontre du sujet personnel, encore caché.

Le technicisme se présentait comme une fausse interprétation du modèle rationalisateur, mais cette idéologie ne pénétrait pas dans le domaine culturel, n'était pas encore une image de l'homme et s'accommodait aisément de la fidélité à une culture de classe ou traditionnelle. Le développement de la civilisation industrielle conduit au contraire à ne plus parler seulement du travail et de l'homme au travail en termes techniques, mais à définir aussi en termes techniques la *nature humaine*, personnifier la technique et à définir d'une manière techniciste les valeurs culturelles personnelles. L'efficacité devient, au-delà d'un impératif social brutal, une règle de vie. L'homme est appelé à obtenir le meilleur rendement de lui-même, à élever sa capacité d'activité, à atteindre des records dans le bon emploi de son corps, de son temps, de ses amis, de sa mémoire, de son intelligence, de son repos. La culture devient entièrement pratique, remplaçant son rôle intégrateur par l'égoïsme de la productivité individuelle et le service de la personnalité par l'exaltation de l'efficacité. Ce technicisme culturel, forme la plus basse de l'identification du sujet historique à ses œuvres, laisse disponible, si l'on peut dire, un important *supplément d'âme* qui flotte autour de lui et dont l'existence constitue le propre d'une *pensée mythique*.

C'est dire que celle-ci s'affaiblit à mesure que le sujet historique s'identifie à un niveau plus élevé de ses moyens d'action ; en d'autres [441] termes, plus l'idéologie des catégories dirigeantes devient totale et totalitaire, moins une pen-

sée mythique a de place et plus se développe une collectivisation de la culture, *laïque* et *politisée*. Ce sont ici les produits de l'activité collective qui reçoivent une valeur symbolique dans la mesure où ils permettent à la collectivité sociale d'y reconnaître sa puissance et plus encore sa mission subjectale. Une découverte scientifique, au même titre qu'un exploit militaire ou un record de production industrielle, témoigne non pas seulement de l'efficacité d'une société de masse, mais de sa grandeur comme sujet collectif de l'histoire et les collectivités nationales les plus opposées les unes aux autres ne souffrent pas dans leur bonne conscience de proclamer simultanément et pour des raisons souvent semblables des versions presque identiques du « Gott mit uns ». Le sujet personnel se trouve alors vidé de toute existence au profit des collectivités. L'individu ne s'affirme plus que par son identification à la société de masse, ce qui contribue, sauf cas limite, à entretenir des valeurs *privées* traditionnelles, un conservatisme culturel, une absence de créativité qui rendent la participation à la société de masse à la fois totale et superficielle.

À la fois mythique et politisée, telle apparaît la *culture bureaucratique*, celle des hommes de l'organisation. Il ne faut pas s'identifier avec la réalité beaucoup plus générale dont on a déjà parlé et sur laquelle on reviendra : la stratification de la consommation de masse qui entraîne, du fait de sa liaison avec l'effet intégrateur de celle-ci, une tendance au conformisme et à l'imitation des strates supérieures. La culture bureaucratique est propre à ceux qui s'identifient à une organisation. H. Wilensky (Travail, carrières, intégration sociale, in *Revue internationale des Sciences sociales*, 1960, n° 4, p. 599-607) a remarquablement défini cette catégorie par la possession d'une carrière², ce qui était déjà le thème central de la réflexion d'A. Pizzorno, (Accumulation, loisirs et rapports de classes, *Esprit*, juin 1959, p. 1000-1014), ce qui limite son extension, puisqu'on ne saurait sans abus de langage parler de carrière pour la plus grande partie des ouvriers et même de la plupart des petits salariés. Le bureaucrate, dit Wilensky, est « actif, centré sur le groupe, conformiste et fluctuant » ; son conformisme hétéro-dirigé le pousse à [442] adopter les valeurs de son groupe par opportunisme, ce qui lui donne « un

² Wilensky définit la carrière en ces termes : « une hiérarchie de tâches en rapport les unes avec les autres, rangées par ordre de prestige croissant et successivement confiées à une même personne dans un ordre prévisible. Cette hiérarchie a le caractère d'une institution (elle est reconnue par la société et sanctionnée dans le cadre d'une unité sociale) et doit présenter une certaine stabilité (elle s'applique à plusieurs générations de travailleurs) » (art. cit., p. 599).

type d'existence pseudo-communautaire, qui n'est pas orienté par des valeurs stables ». Cette description, dont le livre de W. H. Whyte jr, *Organization Man* (*op. cit.*, 1956, tr. fr. 1959), donne une version plus développée, indique la fonction du sujet personnel et de la culture de masse au niveau de l'organisation de travail. Le premier se trouve réduit à ses rôles sociaux dans l'organisation ; l'individu ne s'éprouve que par le jugement porté sur lui par les autres et qui se manifeste par sa réussite professionnelle, par sa carrière. La seconde se confond avec l'impersonnalité fonctionnelle de l'organisation. Participation et intégration se confondent donc, puisque les fins culturelles sont confondues avec les moyens institutionnels destinés à les atteindre. Wilensky atteint donc le fond du problème lorsqu'il parle de *pseudo-appartenance*, car cette double réduction du sujet personnel et des valeurs culturelles à l'organisation n'est pas une identification complète. Elle laisse subsister au moins l'illusion d'une vie privée d'une part et de la culture de masse d'autre part. Elle utilise, elle ne détruit pas la créativité personnelle, et la carrière, au moins à son niveau supérieur, peut être aidée par un individualisme dont l'anti-conformisme témoigne de la sécurité d'appartenir à l'élite dirigeante. Au bas de l'échelle, le bureaucrate se rapproche du techniciste et de sa culture mythique en haut, il s'identifie au dirigeant et à sa culture politisée.

A. Pizzorno a rapproché la possession d'une carrière de l'accumulation privée de capital qui définit la bourgeoisie. Cette idée pénétrante conduit à rapprocher ces aliénations culturelles des catégories dirigeantes dans la civilisation industrielle de celles qui atteignent la bourgeoisie capitaliste. Encore le rapprochement doit-il être opéré avec prudence, car les termes de culture de masse et de civilisation industrielle ne s'appliquent pas aux sociétés industrielles en tant qu'elles sont des sociétés de classes. Dans celles-ci, la bourgeoisie ne crée qu'une culture de classe dont le vide éclate dès qu'on en a retiré les restes des cultures traditionnelles et les prodromes de la culture de masse. Le film de J. Grémillon sur la peinture officielle en France à la fin du XIX^e siècle est une bonne analyse de cette culture strictement bourgeoise.

Mais dans la situation de capitalisme industriel la bourgeoisie participe à la civilisation industrielle en même temps qu'elle entre en contradiction avec elle. Ses conduites culturelles montrent à la fois un degré élevé de participation et un refus absolu d'intégration. C'est probablement ce qui explique la tendance que nous avons déjà notée des strates supérieures, définies par un niveau de consom-

mation et de participation, à se constituer en milieux sociaux réels, par des mesures [443] de ségrégation leur permettant de se différencier, sinon par le contenu du moins par les cadres sociaux de la consommation.

Dans la mesure où les dirigeants administratifs sont liés à la bourgeoisie - et qui est extrêmement variable selon les catégories professionnelles et les sociétés que l'on considère - leur culture bureaucratique tend à se transformer en système symbolique d'un niveau social et donc à prendre une signification de classe qui se marque en particulier par l'imitation des conduites culturelles des classes dominantes, mais pré-industrielles.

B. RETRAIT CULTUREL ET CULTURE SAUVAGE

[Retour à la table des matières](#)

Ceux qui subissent les aliénations les plus fortes, les ouvriers ou les employés soumis à la triple pression de systèmes de décision, d'organisation et d'exécution sur lesquels ils n'exercent aucun contrôle, ni individuel ni collectif, ne peuvent individuellement avoir conscience qu'ils participent au travail du sujet historique. Seule l'action collective, donc la création volontaire de sujets collectifs, nous le verrons, peut leur redonner une conscience de créativité. Dans la pratique, la majorité de ces travailleurs dépendants apparaît en *retrait* par rapport à la culture de masse. La pêche, la chasse, le jardinage d'une part, les relations familiales et amicales restreintes d'autre part occupent une grande partie des loisirs, qui ne représentent eux-mêmes qu'une part réduite du temps libre, la simple récupération physique, la recherche d'activités compensatrices du travail et les travaux domestiques destinés à éviter des dépenses importantes occupant, comme J. Dumazedier l'a maintes fois rappelé, la plus grande partie du temps hors travail. Ces petits salariés, qui constituent la masse de la population urbaine, ne sont donc pas les plus grands consommateurs de la culture de masse. La faiblesse de leur revenu est en relation avec les caractères de leur consommation, leur budget restant dominé par les dépenses de simple subsistance, mais cette situation économique n'est qu'un élément indirect et partiel d'explication : c'est d'abord leur isolement et leur dépendance dans le travail qui peut expliquer leur retrait, comme le montrent les différences de comportement entre ouvriers et employés, ceux-ci étant davantage

engagés dans la continuité d'une organisation professionnelle et donc participant plus à la culture de masse.

Mais ce retrait sur des valeurs culturelles traditionnelles n'entraîne que dans des cas extrêmes un isolement culturel complet. Il entraîne plus souvent une participation superficielle à la culture de masse, une extrême soumission aux *mass-media*, le développement de la *consommation* [444] *audio-visuelle*, qui n'implique aucune appartenance à des groupes réels ou à des activités organisées. En France, par exemple, c'est une catégorie professionnelle très isolée matériellement et culturellement - mais possédant un niveau relativement élevé de salaire -, les mineurs, qui fournit une des proportions les plus élevées de téléspectateurs. Il ne faut pas y voir le signe d'un haut degré d'intégration culturelle, mais au contraire le type de participation qui s'associe le mieux à une situation de retrait et de *sous-privilège* culturel. On peut donc dire que les catégories les plus exposées aux *mass-media* sont aussi celles qui résistent le mieux à leur influence ; conclusion qui prolonge simplement les analyses de Lazarsfeld et Merton.

C'est ce public qui subit le plus les loisirs commercialisés, n'exerçant sur les producteurs aucun contrôle, direct ou indirect, sinon dans la mesure où il les force, par son retrait, à diffuser des modèles culturels traditionnels. Il est trop simple de dénoncer unilatéralement les fabricants de magazines et de films qui déversent sur le public des romances d'un irréalisme et d'un conformisme écœurants. Leur action ne provient pas d'une volonté cynique d'asservissement, mais d'une totale rupture entre un public sans attente et des producteurs sans contrôle.

Ce *retrait culturel* peut prendre des formes moins inertes ; il peut se présenter comme la défense de sub-cultures traditionnelles. Les mouvements d'éducation populaire n'ont pas à lutter seulement contre l'immobilisme des loisirs commerciaux, mais aussi contre l'ambiguïté d'une culture ouvrière ou paysanne, créatrice dans la mesure où elle appuie un mouvement de revendication culturelle, mais qui peut constituer aussi un obstacle à la participation active à la culture de masse.

La résistance du retrait est d'autant plus forte qu'est moins poussée la désocialisation de la culture, c'est-à-dire que subsistent des groupes primaires et secondaires qui sont plus que des catégories sociales, qui constituent des milieux socio-culturels réels, groupes de voisinage, quartiers, noyaux ouvriers traditionnels dont P. H. Chombart de Lauwe et ses collaborateurs ont montré, dès leurs

premières études sur l'agglomération parisienne, la réalité et la force de résistance.

C'est l'éclatement de ces groupes et de ces quartiers, en particulier dans les grandes villes et surtout dans les grands ensembles d'habitation où se brisent les systèmes traditionnels de relations sociales, qui ouvre la voie à la participation anémique, à ce qu'on pourrait nommer, par rapprochement avec les grèves sauvages, la culture sauvage. Partout où la pression de la culture de masse s'exerce sur des individus à la fois peu impliqués dans une production qui ne satisfait pas leur double exigence de création et de contrôle et privés de défenses sociales traditionnelles [445] - famille dissociée, rupture des relations de voisinage, transplantation dans un nouveau milieu urbain - l'appel au sujet personnel se fait entendre sous une forme sauvage, angoissée et dégradée, confondue avec l'extériorisation des déséquilibres de la personnalité.

La jeunesse est la catégorie sociale où se développe le plus massivement cette culture sauvage. L'évolution du travail et de l'emploi l'explique en partie. L'entrée plus tardive dans la vie professionnelle, la disparition des formes traditionnelles d'apprentissage, plaçant le jeune ouvrier dans la dépendance d'un ouvrier adulte exerçant sur lui une autorité de type paternel, la possibilité pour beaucoup de jeunes travailleurs non qualifiés d'obtenir presque immédiatement - au moins à partir de dix-huit ans - un salaire égal ou supérieur à celui d'hommes mûrs atteignant plus difficilement un rendement élevé, affaiblissent la socialisation par le travail, créant une disponibilité sociale et culturelle qui se traduit en même temps que par une faible implication sociale par une sur-consommation individuelle. La psychologie de l'adolescent se prolonge au-delà de ses limites d'âge anciennes grâce à ce non-engagement social et professionnel ; ainsi se constitue un milieu nouveau, qui n'est plus défini par l'apprentissage de la vie de travail et des activités adultes, mais par sa situation propre. Les teen-agers constituent un public particulier, souvent la majorité des spectateurs de film, qui possède sa presse, ses idoles, ses lieux de réunion et ses principes d'organisation sociale, déjà analysés par les sociologues de Chicago et ensuite par W.F. Whyte dans son livre remarquable : *Street Corner Society* (Cambridge, Harvard University Press, 1943).

Ceux qui participent à cette culture sauvage sont en retrait social et culturel, comme le manifeste l'importance pour eux des relations sociales primaires et parfois des activités criminelles, mais leur agressivité signifie aussi une volonté d'intégration culturelle privée de tout canal de participation sociale ; ils sont devant la société plus qu'en elle et leur opposition est moins un rejet qu'un sentiment d'exclusion ou d'étrangeté. Leur sauvagerie est l'extrême opposé de ce que certains nomment barbarie et qui est la confiscation par le pouvoir totalitaire du sujet historique.

Il n'est donc suffisant de considérer ces acteurs ni d'un point de vue purement psychologique, ni d'un point de vue fonctionnaliste, comme des individus anomiques. C'est pourquoi nous avons employé l'expression, qui peut surprendre, de participation anomique ; elle souligne la nécessité de ne pas limiter l'analyse au seul point de vue du fonctionnement du système social et de considérer les problèmes actionnalistes de la culture de masse.

[446]

L'étude des organisations et du mouvement ouvriers ainsi qu'une grande partie du présent chapitre ont mis en lumière les aliénations et les conflits naissant d'une absence de contrôle exercé par les travailleurs sur la production à laquelle ils participent. Ici, nous rencontrons une situation inverse. La consommation de masse offre une certaine forme de contrôle individuel sur le travail collectif, mais ceux dont nous parlons ne participent pas ou bien peu à ce travail. Leur action est commandée par un décalage entre rôles de production et rôles de consommation, au profit non des premiers, mais des seconds. La fureur de vivre, l'agressivité contre la société ne proviennent pas d'une marginalité sociale ou d'une privation de biens produits et valorisés par la société, mais d'une surabondance de ces biens et, pourrait-on dire, d'une intégration sociale excessive, en tout cas sans rapport avec la participation réelle à l'effort créateur de la société. L'analyse fonctionnaliste a justement montré l'affaiblissement des milieux de socialisation de cette jeunesse, son absence d'encadrement social et elle a recommandé avec beaucoup d'efficacité la formalisation des bandes et des groupes informels. Mais à cette progressive incorporation à la vie sociale, on peut ajouter et opposer d'une part la nécessité d'une éducation au sens général du terme, c'est-à-dire d'une acquisition progressive des rôles adultes et d'abord d'une préparation au travail, et d'autre part, lorsque celle-ci fait défaut, la logique d'une participation *par en haut*, c'est-

à-dire l'idée que l'équilibre avec la consommation de masse doit être recherché d'abord par une participation au niveau le plus élevé du travail collectif, à son système de décision, au pouvoir. Il est logique de penser que c'est la participation politique plus que le retour à un travail qualifié qui peut rétablir l'équilibre perdu entre la participation à la production collective et la consommation individuelle.

Il n'existe entre les deux raisonnements aucune contradiction. Il est rationnel à la fois de réintégrer ces marginaux dans le système social à partir des groupes restreints qu'ils forment et de les réintroduire dans l'action sociale en commençant par les aspects les plus globaux de celle-ci. Les deux méthodes s'opposent également à ce qu'on cherche à faire rentrer chaque individu *dans le rang*, à le séparer de ses *mauvais camarades* et à lui redonner un travail stable et intéressant - mesures dont l'utilité préventive est aussi grande que l'inefficacité curative. Mais elles se séparent en ce qu'elles considèrent simplement des aspects différents d'une situation sociale et donc s'inscrivent dans des perspectives distinctes d'analyse sociologique.

[447]

C. L'INTÉGRATION CONFORMISTE

[Retour à la table des matières](#)

Ce mouvement de remontée peut s'analyser comme le passage d'une expérience existentielle, pathologique dans la mesure où elle est isolée, à un système plus complexe d'orientations, où entre d'abord la conscience collective puis, à un niveau plus élevé, le sujet historique. Une étude plus approfondie devrait analyser ces systèmes d'action ; on se bornera ici à suivre l'émergence d'une orientation vers la société de masse, étape essentielle dans le passage de la participation sauvage à l'action créatrice du sujet personnel.

Le niveau le plus bas de cette incorporation est la consommation autodestructrice. Ce thème ne peut être introduit sans précaution. Ce n'est pas uniquement pour acquérir davantage de machines ou de « gadgets » que tant d'hommes souhaitent faire des heures supplémentaires ou se livrent, en dehors de leur activité normale, au travail noir. C'est souvent et d'abord pour subsister ; c'est aussi pour

conquérir une certaine sécurité. H. Swados (« Less work, less leisure », in *Mass leisure*, p. 353-363) a pu l'observer aux États-Unis. Les ouvriers des usines de caoutchouc d'Akron, dont l'horaire de travail a été ramené à 36 heures (6 X 6) exercent en grand nombre un second métier ; pour 15 à 20% d'entre eux, il s'agit d'un travail à temps plein, pour environ 40 % d'un travail à temps partiel, ces proportions étant plus élevées pour les hommes de 35 à 50 ans. Selon Swados, ce n'est pas seulement l'attrait de la consommation renforcé par la publicité commerciale qui explique ce comportement, dont on peut s'étonner chez des ouvriers dont le salaire est relativement élevé. La peur du chômage, particulièrement vive chez les hommes assez âgés pour se souvenir de la grande crise, expliquerait cette volonté d'acheter - en particulier une maison - pendant que les circonstances économiques sont favorables. Cette rage d'achats, conduisant à la suppression du loisir, à la désorganisation de la vie personnelle (le taux de divorce est particulièrement élevé à Akron) serait une réaction de défense, une volonté non de jouissance immédiate mais d'épargne, de protection contre la crise toujours menaçante et contre un sous-emploi que cette conduite renforce paradoxalement, parce que, s'il n'y avait pas de doubles emplois dans cette ville, tous, et en particulier les travailleurs nouveaux venus de la Virginie de l'Ouest, y trouveraient du travail et dans des conditions plus satisfaisantes, car ceux qui prennent un second travail acceptent des conditions d'emploi et de rémunération très inférieures aux normes syndicales.

D. Riesman (« Leisure and work in post-industrial society », in *Mass [448] leisure*, p. 363-385) a abordé plus directement ce thème inquiétant. Nous avons perdu les traditions pré-industrielles ; nous perdons maintenant les traditions industrielles qui organisaient la culture autour du travail. Il conclut que nous ne pouvons « rendre le loisir plus créateur, individuellement et socialement, si le travail n'est pas, lui aussi, créateur ».

La culture de masse, à défaut de prendre son sens par référence au sujet personnel, se dégrade en signes d'appartenance à la société de masse. Le conformisme culturel n'aboutit pas à créer des sujets collectifs, mais au contraire à empêcher leur formation et la naissance d'une responsabilité culturelle collective. L'individu ne se saisit que comme consommateur et le sujet historique se confond pour lui avec la collectivité et donc avec ceux qui ont la plus grande part à ses produits, les plus riches. Il est exact de dire que les *mass-media* répandent dans les strates socio-économiques inférieures des modèles de consommation propres aux strates

supérieures, de sorte que l'intégration culturelle se déforme en imitation des catégories privilégiées, mais on ne peut identifier celles-ci à la bourgeoisie, c'est-à-dire à une classe sociale définie par son rôle dans la production. La société de masse diffuse des thèmes de luxe qui sont acceptés, imités dans un esprit qui ne s'oppose pas à la revendication dans le travail. Il ne s'agit pas ici de singer la bourgeoisie en s'identifiant à elle, mais de réduire la volonté égalitaire d'intégration culturelle à l'imitation de ceux qui possèdent le niveau de consommation le plus élevé.

Les revendications de contrôle sur les conditions de travail s'allient aisément à des formes dégradées d'intégration culturelle. La réification de la culture de masse, le conformisme de la consommation sont l'expression d'une revendication culturelle obscurcie par la dépendance sociale, une revanche contre les aliénations sociales en même temps qu'un nouveau type d'aliénation. Ce que Riesman nomme les conduites altéro-dirigées (*other-directed*) visent à paraître plus même qu'à posséder. Un dessin du *New York Herald Tribune* les illustre bien en montrant un homme devant sa maison et guidant de l'extérieur sa femme plaçant un vase de fleurs devant une fenêtre, de manière à ce qu'il soit bien vu des voisins.

Il est moins aisé de montrer ce qui, dans cette société de masse, est appel au sujet personnel. Mais comment refuser non seulement aux *mass-media* mais à des consommations pour l'apparence - mode, soins de beauté - un rôle d'éducation passive ? Que la coiffure ou l'habillement : de la femme soient des indices visibles de la situation économique de l'homme n'empêche pas que le souci de paraître soit aussi pour la femme un moyen d'affirmation personnelle, qui peut se limiter à la conquête d'un prestige personnel, mais celui-ci n'est-il pas déjà [449] individualisation ? La mode n'est-elle pas à la fois soumission à des règles collectives, autoritairement : imposées, et invention personnelle ? Les règles sociales élèvent au-dessus de l'individualisme sauvage et la personnalisation en appelle, au-delà de ces règles, au sujet personnel.

La société de masse n'est peut-être entièrement séparée de la culture de masse que dans le cas, défini par H. Wilensky, de ceux qui, engagés dans le travail organisé et rationalisé, ne peuvent s'élever à la position dirigeante des bureaucrates et qui cherchent, hors du travail, à obtenir une promotion sociale qui remplace une impossible promotion professionnelle. Ils cherchent dans les associations volontaires des responsabilités leur conférant du prestige ; ils deviennent les défenseurs

les plus intransigeants du conformisme social. Mais cette situation est fragile : ou leurs efforts réussissent et ils entrent dans la catégorie des dirigeants bureaucratiques, ou ils échouent et dans la plupart des cas ils retombent dans le retrait culturel.

D. LA REVENDICATION CULTURELLE

[Retour à la table des matières](#)

Ils se situent à l'opposé de ceux qui, étrangers au retrait culturel, dépassent la culture sauvage et la société de masse pour se saisir comme sujets personnels. C'est ici que la notion actionnaliste de la culture de masse doit conduire directement l'analyse. Car dans la civilisation industrielle la créativité et l'innovation culturelle ne sont pas réservées - beaucoup l'ont remarqué - aux strates les plus élevées, aux dirigeants, à ceux qui exercent le plus large contrôle sur leur travail. Rarement les milieux de création ont été plus marginaux socialement. Bien des modes, a-t-on observé aux États-Unis, sont lancées par la bohème, et la France est un exemple privilégié de ce rôle innovateur de groupes et de milieux *scandaleux*. Il y a plus qu'une boutade dans ce mot d'un jeune personnage de film appelant banlieue les Champs-Élysées. Les intellectuels, les artistes ne vivent plus guère dans l'ombre des riches et des puissants. Mais on ne gagnerait rien à substituer ce thème au précédent. Leur rapprochement montre au contraire l'opposition des deux conditions qui doivent s'unir pour qu'apparaisse la créativité culturelle. D'un côté, la forte implication dans l'action collective du sujet historique ; de l'autre, l'appel au sujet personnel, dont la culture sauvage est la forme la plus dégradée mais qui porte encore ce principe de revendication culturelle. Ceux qui constituent les milieux créateurs, et surtout ce qu'on peut nommer le public créateur, sont nécessairement à la fois fortement engagés dans la société et violemment [450] dégagés d'elle. Concrètement, ceci se marque par un déséquilibre entre le projet individuel et les conditions sociales de travail où il se trouve situé. Les *militants culturels*, ceux que chaque enquête en milieu ouvrier ou employé fait apparaître en nombre restreint, mais avec un relief extraordinaire, sont à la fois ceux qui possèdent une formation personnelle plus élevée que la majorité de ceux qui occupent un emploi analogue, qui ne sont pas engagés dans une carrière profession-

nelle, pour des raisons à la fois objectives - un ouvrier qualifié dans une industrie de niveau technique élevé ne peut devenir agent technique, faute de connaissances professionnelles qu'on ne peut acquérir sur le tas - et personnelles, d'opposition en particulier à une aliénation bureaucratique à laquelle ils ne veulent pas participer, et qui ne trouvent pas à satisfaire leur revendication par la lutte sociale. Une marginalité sociale est associée à une forte implication professionnelle et donne naissance ainsi à la revendication culturelle, qui définit l'unité de la culture de masse et du sujet personnel. On peut, pour ces raisons, se demander si l'augmentation de la mobilité sociale et de l'adhésion aux valeurs de la société et aux institutions qui les représentent n'est pas de nature à diminuer le nombre et la vigueur de ces militants culturels, bref si la sclérose d'une société ne favorise pas sa créativité culturelle, en donnant à ces militants leur force revendicative.

Il serait souhaitable que soient étudiés les caractères de ceux qui prennent parti pour certaines innovations culturelles : le contrôle des naissances, les méthodes nouvelles d'éducation, la réforme des prisons ou des hôpitaux psychiatriques, etc. L'indispensable analyse de la personnalité de ces individus, la connaissance fonctionnaliste de leur situation dans le système social ne peut dispenser d'une analyse actionnaliste de leur revendication culturelle.

Parmi les militants culturels, les *intellectuels* occupent une place sans commune mesure avec leur importance numérique dans la population. N'est-ce pas que, dans une société fondée sur la technique et sur la connaissance, leur implication dans l'action du sujet historique est particulièrement grande en même temps que la faible organisation de leurs activités et le déséquilibre fréquent entre le prestige de leur fonction et le niveau de leur revenu renforce leur résistance à la société de masse, surtout quand le modèle rationalisateur de leur société est peu volontariste et ne leur confie pas la fonction d'intégration sociale que leur donnent les sociétés socialement planifiées ?

[451]

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Le mouvement qu'on vient d'accompagner, celui du sujet personnel s'affirmant à la fois contre l'emprise des groupes et des strates et contre l'individualisme anémique, n'est-il pas semblable à celui du sujet personnel s'élevant au sein d'une organisation au-dessus du retrait individuel comme au-dessus de tous les niveaux d'intégration pour s'affirmer comme revendication du sujet historique ? À quelque niveau qu'on atteigne dans la civilisation industrielle le sujet historique - à celui de l'individu, à celui des ensembles particuliers, à celui de la société - sa nature apparaît la même et partout se retrouvent les mêmes principes d'analyse.

- D'abord, le double mouvement du sujet historique : créateur collectif, il est aussi sujet personnel. Société en acte, il est présent aussi dans la revendication et la création individuelles. Le thème de la culture de masse n'est pas séparable de celui de la privatisation. Les sociétés industrielles sont dominées par la tension entre des « entreprises » de plus en plus vastes et le sujet personnel.

Ensuite, à quelque niveau qu'on considère soit le sujet personnel soit la société en acte, toujours se retrouve la dialectique fondamentale du sujet historique, c'est-à-dire celle du travail : union et contradiction de la création et du contrôle. Toujours s'oppose l'objectivation, la création des œuvres et le rappel, à travers elles, à l'homme créateur.

C'est par la culture de masse que se constitue vraiment la civilisation industrielle, c'est par elle que le milieu technique devient le plus concrètement un milieu social et que la production et la consommation en se liant achèvent d'unir l'activité économique à l'ensemble de la vie sociale. Il n'y a donc aucun paradoxe à dire que c'est au moment de la marée descendante du travail productif, découvrant des étendues toujours plus vastes de loisir, que l'étude de l'action sociale doit devenir clairement sociologie du travail. Car celle-ci n'affirme pas que le travail est la fonction ou la préoccupation la plus importante de l'homme, mais

seulement que l'action sociale, dans ses orientations comme dans ses systèmes de relations ou de symboles, doit être comprise à partir du travail, acte historique par excellence, négateur de tout absolu, de tout principe métasocial, c'est-à-dire des ennemis constants de l'analyse sociologique.

L'industrialisation avait déjà ébranlé les garants métasociaux de l'ordre [452] social, mais en elle l'homme ne se saisissait que dans son effort, voire dans les mécanismes économiques incontrôlés et négateurs de l'action sociale. Le développement de la civilisation industrielle permet à l'homme, au sujet personnel, de se saisir à la fois comme le départ de l'action sociale et comme son arrivée.

C'est cette unité de la civilisation industrielle, celle qui réunit le sujet personnel à la culture de masse, succédant aux dislocations des sociétés en voie d'industrialisation qui lui donne sa grandeur dramatique, marquée par les éclatements révolutionnaires comme par la barbarie totalitaire, et qui rend à un degré inconnu jusqu'alors chaque homme témoin et acteur de la totalité.

[453]

SOCIOLOGIE DE L'ACTION

CONCLUSION

I. L'ACTION

[Retour à la table des matières](#)

Il n'existe d'action sociale qu'orientée vers des valeurs, insérée dans des formes sociales et des champs de décision et utilisant des modes d'expression symboliques. L'analyse scientifique s'applique plus aisément aux structures de la communication ou de la personnalité qu'au fonctionnement des systèmes sociaux et surtout qu'aux orientations de l'action. L'analyse structurale des psychanalystes et des linguistes s'est développée depuis plusieurs décennies ; l'exploration théorique et méthodique des systèmes sociaux, qu'il s'agisse de groupes restreints, d'organisations ou de sociétés globales, commencée par Durkheim et son école, s'est développée surtout grâce à la sociologie américaine contemporaine. La sociologie européenne, depuis ses grands fondateurs, Comte et Marx en particulier, a considéré surtout le sens historique de l'action sociale et de ses orientations. Mais cette étude des mouvements historiques, la première formée, est aussi la dernière à prendre une forme scientifique. Elle est restée le plus longtemps prisonnière de conceptions doctrinales, directement influencées par l'expérience vécue, la situation sociale des observateurs, mêlée aussi à des philosophies de l'histoire dont l'influence intellectuelle fut d'autant plus grande qu'elle s'unissait à l'action pratique d'un mouvement social organisé.

Les doctrines sociales, préhistoire de la sociologie de l'action, ont cherché à définir le sens de l'action sociale. Leur grand mérite est d'avoir défini en termes

historiques et non pas métasociaux l'action sociale. Nées avec le bouleversement économique et social de l'industrialisation européenne, elles ont désigné le travail et la production comme le principe central de l'analyse sociale. Mais peut-être parce que la révolution industrielle était subie et non contrôlée, parce que l'essor de la production, les crises économiques et la misère ouvrière apparaissaient [454] comme autant de situations à la fois imposées et porteuses de sens en elles-mêmes, ces doctrines ont cherché à définir une logique et un sens de l'histoire indépendants de la conscience qu'en ont les hommes, se condamnant ainsi à juxtaposer ou à mêler un déterminisme historique strict et un volontarisme de l'action, une histoire naturelle des sociétés et une philosophie de la liberté.

Par la suite, des esprits moins vigoureux ont laissé se séparer deux ordres de réalités que les précurseurs avaient tenté d'unir : d'un côté, on a cherché dans les phases de l'histoire économique et de la lutte des classes un moyen de localiser tous les faits sociaux, démarche acceptable si on ne lui attribue pas un pouvoir d'explication qu'elle ne possède pas ; démarche insuffisante aussi, car aveugle à l'unité des sociétés globales et des cultures. D'un autre côté, on a mis en avant les représentations, les orientations sociales et culturelles caractéristiques d'une société, jusqu'à constituer des entités nommées sociétés, cultures ou civilisations, qui dont par principe aucune valeur explicative et qui renoncent par avance à comprendre la dynamique des sociétés et la raison d'être de leur organisation. Ces difficultés opposées et complémentaires ne peuvent être surmontées que si l'on renonce à opposer la situation sociale et sa signification pour l'acteur. Une réflexion sur la notion de travail nous paraît capable d'assurer ce progrès, car le travail est à la fois situation et action. On ne peut parler de travail s'il n'y a pas création d'oeuvres objectivement observables résistant au travailleur comme le métal à l'ouvrier ou comme l'entreprise à l'organisateur, et si inversement l'objet créé n'est pas reconnu ou du moins revendiqué comme œuvre. Les orientations normatives de l'action historique sont directement commandées par la situation de travail, c'est-à-dire par la volonté de création et de contrôle du travailleur dans un milieu technique, ou par son aliénation naturelle et sa conscience constituante équilibrées par sa conscience fière dans un milieu faiblement marqué par le travail, largement naturel.

Mais cette affirmation serait ridicule si on lui donnait un sens immédiatement descriptif, si on la présentait comme un état de l'opinion. Les exigences que com-

porte le fait général du travail ne sont pas exprimées par tous les individus ; elles définissent la conscience ouvrière ou, plus théoriquement et plus généralement, le sujet historique. Celui-ci n'est pas plus une réalité empiriquement observable que n'importe quelle notion sociologique ou même scientifique, pas plus que le mana, une attitude collective ou le super-ego. Il n'est pas l'Esprit de l'Histoire ou l'incarnation d'une forme quelconque d'absolu. On ne peut introduire le fait évident du travail sans le définir aussitôt comme principe de la problématique du sujet historique. Aucune forme d'organisation [455] sociale ou d'action culturelle ne peut être comprise - au moins dans ses orientations normatives - hors d'une référence directe au sujet historique. En particulier, les conflits de pouvoir, conflits de classes dans les sociétés historiques pré-industrielles, aliénations technicistes, bureaucratiques ou politiques dans la civilisation industrielle, doivent être expliqués à partir du travail, non comme situation donnée, mais comme action sociale.

Dès que l'on manque à ce principe, on succombe à des contradictions qu'on ne peut surmonter que comme le firent les précurseurs de la sociologie, en recourant à une philosophie de l'histoire réconciliant l'action historique et les valeurs humaines et aboutissant toujours à l'utopie d'une société naturelle, débarrassée de ses conflits historiques.

Entièrement opposée à l'historicisme et au naturalisme sociologiques du XIX^e siècle, la méthode actionnaliste n'en est pas moins historique. Non pas en ce sens primitif qu'elle rappellerait l'utilité de connaître les antécédents de la situation étudiée, mais du fait que l'action est définie comme travail, c'est-à-dire comme relation changeante avec le monde non humain, comme construction progressive - qui n'exclut pas les retours en arrière - d'un milieu technique. Ses principes théoriques visent à expliquer l'homme en situation historique. À peine a-t-elle introduit le principe de l'analyse subjectale qu'elle oppose la conscience constituante à la conscience créatrice, la double dialectique des classes sociales à la double dialectique des organisations, les sociétés traditionnelles aux sociétés industrielles, les systèmes de projections culturelles à la privatisation du sujet historique. Sociologie du travail, elle n'est pas concevable hors de l'histoire ; sociologie de l'action, elle n'est jamais étude du devenir mais de la raison d'être de ce qu'on nommait autrefois les institutions, terme dont le mérite était de définir toutes les règles de la vie sociale comme des créations humaines, comme des systèmes de significa-

tions données à la situation de travail, au rapport élémentaire de l'homme et de la nature. La nature historique du sujet en fait à la fois un principe général d'analyse et le moyen d'éliminer tout recours à des notions métasociales. '

La sociologie de l'action historique, au sens donné ici à cette expression, permet l'élimination de toute référence à un absolu, quel qu'il soit, ce qui est la condition première de toute analyse positive.

Placer le travail au cœur d'une analyse actionnaliste n'implique aucun jugement sur l'importance du travail dans la vie et les préoccupations de l'homme. Le dernier chapitre de ce livre, consacré à la culture de masse, a insisté sur l'importance croissante des activités hors travail, [456] de la consommation de masse comme porteuse des exigences du sujet personnel. C'est le plus souvent au moment du décollage de l'industrialisation que les sociétés se conçoivent comme prométhéennes et exaltent le travail productif. Mais s'il est aisé de concevoir des sociétés modernes valorisant peu le travail, il n'est pas possible de définir le sens historique d'une conduite autrement que par référence au travail, principe même de la nature historique de l'homme. Ceci même ne signifie pas que l'on doive considérer l'homme avant tout comme *homo faber*.

La sociologie du travail, considérée comme étude du sujet historique, ne s'identifie pas à l'ensemble de l'analyse actionnaliste. Nous l'avons indiqué nettement en distinguant à l'intérieur de celle-ci trois thèmes principaux. Mais c'est bien la notion de travail ou, si l'on préfère de création, qui constitue le principe central de toute sociologie de l'action. La contradiction de la nature et de la culture en l'homme n'est concevable et étudiable que dans la mesure où l'homme est effectivement engagé dans une praxis créatrice d'œuvres matérielles et non matérielles. De même, le rapport à autrui n'est pas séparable de l'action collective, du travail social. C'est pourquoi ce livre consacré surtout à la sociologie du travail se présente aussi et d'abord comme un plaidoyer pour une sociologie actionnaliste, considérée non seulement comme étude des thèmes de l'action, mais aussi comme rappel de la dépendance des formes, des champs de décision et des expressions symboliques de l'action par rapport à ses orientations normatives.

La sociologie actionnaliste à son tour da aucune prétention à s'identifier à la totalité de l'analyse sociologique. Même si l'on suppose qu'un jour ses résultats puissent former un ensemble de propositions vérifiées et reliées les unes aux autres, on ne peut en conclure qu'elle apportera une connaissance suffisante de la réalité sociale, des événements historiques, des comportements sociaux concrets, individuels ou collectifs. Elle ne constitue qu'une des démarches de l'analyse sociologique et ses progrès ne peuvent d'aucune manière marquer un recul des analyses fonctionnalistes ou structuralistes. La combinaison de ces trois perspectives théoriques ne pourrait elle-même prétendre épuiser la réalité sociale que si l'événement disparaissait de celle-ci, si se constituait une société humaine unifiée et organisée, ce qui n'est pas impensable, mais reste fort éloigné des réalités que le sociologue observe et cherche à expliquer. Les perspectives théoriques ne correspondent pas à des niveaux différents de la réalité sociale, comme si les sociétés globales et les grands mouvements sociaux relevaient de l'analyse actionnaliste, tandis que les groupes, les systèmes sociaux partiels, les organisations imposeraient une étude fonctionnaliste et que l'individu ne pourrait [457] être saisi que par une étude structuraliste. Déjà les deux dernières perspectives ont démontré leur capacité de s'appliquer à tous les niveaux de la réalité sociale. L'analyse actionnaliste est aussi justement ambitieuse qu'elles : étude des cultures ou des mouvements sociaux, elle est aussi, nous n'avons montré, étude des organisations dans la civilisation industrielle ou des sujets collectifs et, de la même manière, des sujets personnels.

Elle est aussi entièrement opposée à la sociologie historique et à la philosophie de l'histoire qu'à une conception métasociale du sujet. Elle n'est que la recherche des systèmes d'action historique, comme l'analyse fonctionnaliste est l'étude des systèmes de relations sociales et l'analyse structuraliste est l'étude des systèmes d'expressions symboliques. Toutes trois se lient, non pas seulement par leur complémentarité, mais par leur commune nature de méthodes scientifiques particulières à l'intérieur d'une science générale de l'action sociale.

Il n'est pas interdit de penser que cette science puisse se définir d'une manière plus vaste encore. D'un côté, elle peut englober ces sciences humaines et non sociales, psychologie dite sociale et psychologie de la vie mentale qui se forment l'une au niveau de la sociologie fonctionnaliste, l'autre à celui de la sociologie structuraliste, mais indépendantes d'elles. La psychologie sociale est indépendan-

te de la sociologie des relations sociales, mais ne peut être définie que par référence à l'autonomie de celle-ci vis-à-vis de l'analyse actionnaliste. De l'autre, la connaissance philosophique, comme appréhension directe du sujet, de sa connaissance et de son existence, n'est pas étrangère à la sociologie. Si l'analyse actionnaliste pose les principes d'explication des orientations normatives de l'action, la philosophie, au moins actuellement, a sur elle l'avantage de rapporter directement le sujet à lui-même, comme donneur de signification, comme créateur de son existence, de son art et de ses idées. Mais cette parenté n'implique à aucun degré la dépendance de l'analyse sociologique à l'égard de la philosophie.

Leur lien est surtout historique, car la sociologie scientifique ne s'est pas formée par hasard ou comme le résultat d'un patient travail d'accumulation et d'explication de ses *démarches*. Elle est située historiquement, comme n'importe quel autre type de connaissance, mais située comme science et non comme doctrine : elle s'est formée seulement avec la naissance de la civilisation industrielle, c'est-à-dire d'un milieu technique et après une phase préliminaire - longue en Europe occidentale et qui ne se reproduit pas telle quelle partout ailleurs - durant laquelle le développement industriel s'est effectué sans contrôle social, dans une anarchie qui empêchait de saisir l'action sociale en paraissant [458] la subordonner au devenir objectif des systèmes économiques. Mais la sociologie qui se forme dans ces conditions particulières - et qui peuvent disparaître dans une société entièrement totalitaire - n'en possède pas moins des caractères absolument scientifiques, dont le premier, le plus fondamental, est, rappelons-le, d'éliminer toute référence, explicite ou implicite, à des absolus métasociaux.

II. LA CIVILISATION INDUSTRIELLE

[Retour à la table des matières](#)

La révolution industrielle ne marque pas une rupture historique totale. G. Friedmann l'a rappelé en soulignant le caractère toujours relatif de l'opposition entre le milieu naturel et le milieu technique. Mais elle représente un tel changement qualitatif qu'il est permis de la considérer comme la naissance de la civilisation industrielle.

Avec celle-ci disparaît l'aliénation naturelle et donc la conscience constituante et les garants métasociaux de l'ordre social qu'elle créait. C'est en ce sens que l'événement est révolutionnaire : l'exigence de création et de contrôle du sujet historique devient une réalité concrète, le principe de mouvements sociaux qui rejettent la traditionnelle domination de classe. L'analyse historique de l'industrialisation européenne n'est pas épuisée par cette idée : il appartient à la sociologie fonctionnaliste de définir les effets de la rupture des systèmes sociaux traditionnels, les conditions de ce changement social, mais C'est la disparition de la conscience constituante qui définit le sens des mouvements sociaux qui ont accompagné la création de la grande industrie.

La civilisation industrielle ne définit pas directement une période historique, mais seulement un modèle sociétal. Si l'on considère seulement l'industrialisation occidentale, deux faits principaux rappellent que le développement de la civilisation industrielle coexiste encore dans une large mesure avec le maintien de situations sociales traditionnelles.

a) Le travail ouvrier reste longtemps et dans beaucoup de secteurs professionnel et non technique, laissant au compagnon ou au manoeuvre une large autonomie professionnelle. Or le métier se définit par une relation directe de l'homme avec la matière ou l'outil, que celui-ci soit manuel ou mécanisé. C'est seulement ce que nous avons nommé la seconde révolution industrielle, expression empruntée à G. Friedmann mais interprétée d'une manière différente, qui marque le triomphe du système technique sur le système professionnel de travail, [459] la soumission de l'exécution individuelle ou par petits groupes à l'organisation collective, la formation d'un véritable milieu technique. L'opposition de l'ancienne et de la nouvelle conscience ouvrière a ce sens précis.

b) La disparition des garants métasociaux de l'ordre social n'entraîne pas directement la suppression des rapports de classes. Elle rend seulement possible la formation, pour la première fois dans l'histoire, d'un mouvement social révolutionnaire et donc la définition de la classe supérieure comme telle, en termes purement sociaux. Ce qui peut faire dire que l'existence de classes en conflit directement affrontées est le propre d'une économie industrielle. Affirmation exacte

puisque dans les sociétés traditionnelles le rôle économique des classes n'est pas séparable des fondements politiques ou religieux de leur pouvoir, mais dangereuse aussi puisque l'existence des classes renvoie à celle de la conscience constituante, de telle sorte qu'il est essentiel de reconnaître que l'existence de classes sociales est contradictoire avec celle de la civilisation industrielle.

Ces deux observations conduisent à définir des sociétés en voie d'industrialisation. Dans d'autres régions que l'Occident industriel, le mode d'apparition de la civilisation industrielle peut être extrêmement différent : les classes dominantes peuvent disparaître alors même que l'industrialisation n'en est qu'à ses débuts ou n'est même pas commencée ; inversement des classes dominantes de type plus ancien peuvent se maintenir longtemps dans une société industrielle, voire participer activement à son développement. Chacune de ces situations mérite une analyse particulière, d'un côté historique et de l'autre relevant d'une sociologie actionnaliste.

L'important est de reconnaître la nature contradictoire des sociétés qui participent à la civilisation industrielle et qui sont en même temps traditionnelles. De même que le travail des O.S. à la chaîne participe à la fois du système professionnel et du système technique de travail, de même le chef d'entreprise est souvent à la fois un capitaliste et un directeur.

De plus, aucune société nationale ne peut se définir globalement par un certain degré de formation de la civilisation industrielle, ce qui multiplie les conflits de valeurs, de rôles sociaux, de systèmes de socialisation, de formes de personnalité.

La formation de la civilisation industrielle, au-delà des crises des sociétés en voie d'industrialisation, permet et impose le développement de la sociologie. Si les sociétés traditionnelles possédaient certains principes [460] d'unité, fondés sur les garants métasociaux de l'ordre social acceptés par ces sociétés, cette unité disparaît avec l'invasion de l'industrie. Parce que les classes - au moins dans les pays de capitalisme industriel - s'affrontent directement, chaque conduite sociale peut à la limite apparaître comme définie par sa signification de classe. Plus s'impose le modèle rationalisateur propre à toute société industrielle, plus au contraire se reconstitue une unité sociale qui se marque à la fois dans les orientations normatives de la société et dans son organisation sociale, plus précisément dans

l'État, quelles qu'en soient les formes, que le système de pouvoir soit monolithique ou qu'il résulte de compromis sans cesse changeants entre groupes d'intérêts. Le système économique cesse d'apparaître comme le moteur de la société, du fait même qu'il est lui-même orienté ou déterminé par le système politique. Parfois même il n'existe aucune solution de continuité entre un pouvoir politique, chargé d'un sens métasocial et le nouvel État, organe social de domination d'une société industrielle.

Modèle d'analyse, la civilisation industrielle n'est nullement une formation sociale harmonieuse, sans conflits et sans histoire.

Il en serait peut-être ainsi si on ne considérait que sa fonction créatrice. Celle-ci est en effet orientée par des modèles rationalisateurs, par le souci de la production et de la croissance rationnelle, par le développement d'une autorité rationnelle-légale se substituant au charisme et à la tradition. Mais le modèle rationalisateur est orientation normative, et non pas institution, plan. Les forces sociales se réfèrent dans leur action à un système de valeurs commun : on ne voit plus - dans cette situation théorique - s'opposer des groupes défendant des intérêts directement opposés et sans communication, mais tous essaient de s'approprier le modèle rationalisateur. Les dirigeants tendent à l'identifier aux instruments sociaux de sa réalisation : techniques de production, organisation administrative, plans économiques ; les dirigés se rebellent contre ces aliénations de type nouveau et contre les idéologies qui les expriment : ils opposent une volonté de participation directe, immédiate, personnelle ou collective, à l'action rationalisante et aux produits du travail collectif : orientations utopiques qui prennent des formes différentes selon les types d'aliénation auxquels elles répondent.

Parce que les valeurs sociales ne sont plus projetées en un ensemble de garants métasociaux de l'ordre social, il est possible, pour la première fois, qu'apparaisse dans la civilisation industrielle une aliénation totale, un régime totalitaire unissant le technicisme, la bureaucratisation et l'aliénation politique. Si le grand fait social du XIX^e siècle européen fut la misère, le XX^e siècle a été plus profondément ébranlé par [461] le totalitarisme que par les conflits économiques. On ne peut séparer l'apparition du modèle rationalisateur du primat du politique : ce sont les deux aspects fondamentaux, création et contrôle, du sujet historique.

Le mouvement ouvrier, formé comme résistance à la misère et au pouvoir économique des propriétaires industriels, éprouve de grandes difficultés à reconnaître des changements sociaux qui bouleversent ses fonctions. Cette résistance est d'autant plus grande qu'aucun mouvement ouvrier ne peut se borner à la revendication et à l'opposition. Ses formes syndicales autant que politiques deviennent un des éléments les plus importants du système de pouvoir, de l'État sociétal. Mais cette intégration du mouvement ouvrier à un système - conflictuel - de décision ne signifie pas par elle-même une participation plus grande des travailleurs - ouvriers, employés, techniciens même - au contrôle de leurs conditions de travail. Cette contradiction entraîne à l'intérieur des organisations ouvrières des tensions qui peuvent aller jusqu'au conflit ouvert. Leur importance démontre combien il est devenu impossible d'identifier la condition ouvrière à la soumission du prolétariat aux propriétaires et le mouvement ouvrier à la lutte contre le capitalisme. La pluralité des sources d'aliénation aussi bien que le progrès du contrôle social des activités économiques font éclater le lien, affirmé par les sociologues des sociétés occidentales en voie d'industrialisation, entre la conscience ouvrière et les lois naturelles de l'économie capitaliste. Rien n'indique mieux la nécessité d'une analyse actionnaliste que le débordement par les attitudes et les luttes ouvrières de l'ancien déterminisme économique. Les mouvements sociaux ne peuvent plus apparaître comme la transcription sociale des contradictions d'un régime économique ; ils sont animés par la revendication multiple du sujet historique contre toutes les aliénations sociales.

L'importance dominante du développement économique et de son contrôle social dans les sociétés industrielles peut laisser penser que le sujet historique s'y identifie avec une société, nationale ou régionale, formant une unité politique ou économique. Le développement de la planification, la formation de systèmes de décision politique complexes et d'un État sociétal fort expliquent le progrès des idéologies nationales et nationalistes, l'identification du modèle rationalisateur et de toutes les valeurs du sujet historique avec tel ou tel type de société industrielle, si bien que la diffusion de la civilisation industrielle s'accompagne d'un cloisonnement de plus en plus marqué entre des sociétés industrielles constituant chacune un ensemble économique, politique et social intégré et qualitativement différent

des autres. Cette tendance est [462] chargée de risques d'aliénation. Le thème, aussi largement diffusé, de la culture de masse, permet de définir ces risques.

Le travail considéré dans son organisation technique, administrative ou politique, manifeste l'action du sujet historique : les produits de l'activité technique sont valorisés en tant que tels, du simple fait qu'ils représentent la volonté collective de création et de progrès. Mais la disparition de la conscience constituante et le triomphe de la conscience créatrice n'ont pas de sens si l'on ne saisit pas celle-ci dans l'individu lui-même ou mieux dans le sujet personnel. Tel est le sens de l'aspiration démocratique présente à travers toute la civilisation industrielle. Les droits du citoyen sont fondés sur les droits de l'homme, de la personne humaine ; le développement de la production, le contrôle social de l'organisation économique se jugent en dernière analyse par référence à l'individu, à sa satisfaction de voir réalisée sa double exigence de création et de contrôle. Plus s'organise la civilisation industrielle et plus l'individu revendique sa liberté, en même temps qu'il veut participer davantage à l'œuvre collective. Là est la contradiction la plus profonde de ce type de sociétés. Certaines peuvent privilégier la participation communautaire et d'autres l'autonomie de l'individu ; aucune n'échappe aux tensions qui naissent de la nécessaire coexistence des deux impératifs. Aussi la culture de masse est-elle toujours menacée par deux types de dangers : d'un côté le conformisme, qui naît de l'identification de l'activité culturelle à la participation à des collectivités sociales ; de l'autre, l'isolement individualiste, rappel au sujet personnel, mais abstrait, isolé de l'organisation sociale, et donc incapable de communiquer, privé de langage et inventant désespérément des signes que personne ne peut déchiffrer. D'un côté la barbarie, de l'autre la sauvagerie.

Cette union des thèmes, apparemment opposés, de la culture de masse et du sujet personnel, s'étend à tous les aspects de la civilisation industrielle, au travail comme aux loisirs, à la vie familiale comme à la vie politique. Aussi la sociologie de l'action suit-elle, dans les sociétés industrielles, deux méthodes complémentaires. L'une consiste à rattacher des conduites sociales particulières à la situation, à la structure d'un système d'action historique -l'individu est ainsi replacé dans des organisations, des groupes d'intérêts, des mouvements sociaux, une société globale. L'autre étudie les conditions dans lesquelles se forme dans l'individu le sujet personnel, dans le groupe un sujet collectif, au niveau sociétal des mouvements

sociaux et donc, en combinant ces niveaux l'analyse, étudie le mouvement qui conduit du projet individuel au mouvement social.

[463]

C'est surtout dans les sociétés industrielles que cette étude de l'émergence du sujet constitue l'aspect actionnaliste d'une sociologie morale.

Plus la civilisation industrielle se dégagera des sociétés en voie d'industrialisation, plus les problèmes moraux s'imposeront partout comme les plus importants, les plus dramatiques, plus la culture de masse apparaîtra liée au développement, non pas harmonieux mais antagonique, de la vie privée. Peut-être le primat du politique exprime-t-il surtout le difficile enfantement de la civilisation industrielle ; le primat de la vie morale doit correspondre à l'âge adulte de celle-ci. La lente évolution des mœurs et surtout l'extrême difficulté qu'elle éprouve à s'exprimer, à prendre conscience d'elle-même conduira nécessairement à une ère de révolution morale, analogue à la révolution économique du XIX^e siècle et aux révolutions politiques du nôtre. Déjà, semble-t-il, se transforme le rôle des intellectuels, précurseurs de tous les grands mouvements historiques. Hérauts de la révolution sociale, puis combattants des luttes politiques, ils font entendre maintenant leur voix, à travers les régimes sociaux les plus divers, pour revendiquer les droits les plus personnels, pour défendre au-delà des formes politiques puis économiques de la démocratie ses formes morales, la liberté non pas seulement de produire et de contrôler sa production, mais de choisir son chemin propre vers la consommation des objets techniques et vers la saisie de soi comme sujet personnel. Ainsi, le développement de la sociologie actionnaliste nous semble lié à celui de la civilisation industrielle et son principal rôle pratique consiste à faire prendre conscience aux sociétés où elle se manifeste de leurs caractéristiques propres. L'analyse sociologique ne peut renoncer à cette tâche : définir des situations historiques, bien qu'elle n'ait nullement la prétention de se substituer à l'analyse historique. Cette tâche est à la fois théorique et pratique. Trop souvent, les sociétés contemporaines sont décrites à l'aide de notions plus utiles au siècle passé qu'au nôtre ; trop souvent les forces sociales, organisées ou non, définissent leurs buts d'action en des termes périmés. Chaque fois qu'un tel retard apparaît, il ne manque pas d'utopies ou de constructions hâtives pour le combler : abondance, technocratie, masse, autant de mots qui désignent chacun un aspect important de la civilisation industrielle, mais en lui donnant une importance tellement excessi-

ve que l'ensemble du tableau qui s'organise autour d'un principe trop simple d'analyse devient entièrement faux.

L'important est, non pas de rechercher le maître mot de la civilisation industrielle, mais de montrer qu'elle constitue un ensemble cohérent dont les éléments peuvent et doivent être étudiés systématiquement en eux-mêmes et dans leurs interrelations.

[464]

De même que le travail à la chaîne et plus généralement ce que nous avons nommé la phase B de l'évolution du travail ne peut constituer l'objet principal d'une analyse des transformations professionnelles dans l'industrie, parce qu'il ne constitue qu'une forme de transition entre le système professionnel et le système technique de travail, de même le capitalisme industriel, loin de constituer l'objet central d'une analyse des sociétés industrielles modernes, n'apparaît que comme une réalité historique reposant sur l'union de deux réalités sociologiques contradictoires, les sociétés de classes, liées à la conscience constituante, et la civilisation industrielle, liée à sa disparition. La civilisation industrielle constitue, au même titre que les sociétés primitives ou les sociétés de classes ou « historiques », un type historique d'une importance fondamentale et dont un des caractères est de permettre et de requérir une sociologie scientifique de l'action.

La formation de celle-ci et surtout de la sociologie du travail, c'est-à-dire de l'action historique, crée des possibilités de prévision qui définissent en même temps la responsabilité sociale du sociologue. Car définir les orientations de l'action, les exigences du sujet historique implique une acceptation directe non pas de jugements de valeurs particuliers, appliqués à des situations historiques concrètes, mais de la nécessité de nommer la liberté et l'aliénation. De tels jugements, essentiels pour le sociologue, ne peuvent jamais, soulignons-le, être pris pour une analyse historique ou être considérés comme une mise à jour du « sens de l'histoire », expression dangereuse du fait qu'elle confond l'analyse sociologique et l'analyse historique. Mais ils sont indispensables pour fonder toute action historique. La démarche actionnaliste n'est pas ici plus aventureuse que la sociologie fonctionnaliste quand elle parle d'équilibre, d'intégration, ou de déviance ; mais elle a besoin souvent de plus de courage et court souvent un plus grand risque d'outrepasser ses moyens et ses droits. Le refus de toute intervention n'est

nullement la conséquence de l'objectivité scientifique ; il ne tient qu'à une rupture de fait entre les sociologues et leur société, rupture qui provient pour beaucoup du retard des cadres conceptuels dans lesquels une société définit et traite ses problèmes.

Aucune forme de connaissance scientifique ne peut renoncer à prévoir et à agir.

Que le mathématicien ne soit pas ingénieur, soit ; mais le premier ne conteste pas la légitimité du second. Le sociologue qui, au nom de la pureté et du désintéressement de sa science, nierait l'utilité de ses résultats pour l'action se réfugierait dans le monde de la facilité où les hypothèses n'ont pas à être vérifiées. Que la prédiction soit sous [465] une certaine forme impossible dans les sciences sociales, du simple fait que l'événement y garde son autonomie, n'exclut nullement que des hypothèses puissent être formulées, dont une analyse ultérieure montrera pour quelles raisons elles n'ont pas entièrement correspondu à la réalité, aidant ainsi à placer la prévision à l'intérieur de constructions théoriques, de modèles abstraits, et non de la réalité sociale immédiate.

Assurément, l'application prend des formes extrêmement différentes selon le type d'études sociologiques qu'on considère. Plus on s'approche d'une perspective actionnaliste et plus l'analyse traite du sens de situations historiques, ce qui exclut une intervention technique. Le développement des sciences sociales du travail a consisté à mettre à jour des implications de plus en plus collectives de la situation et des conduites de travail : contre le technicisme et au-delà des observations sur le *facteur humain*, l'école de Harvard a insisté sur la psychosociologie de l'entreprise, et ses critiques ont justement rappelé que l'ouvrier se définissait aussi par la situation professionnelle, les groupes d'intérêts, les structures sociales où le placent son travail et ses activités hors travail. Mais cet élargissement de la connaissance ne signifie pas que le sociologue soit condamné à la non-intervention. Son action est seulement d'autant plus politique qu'il considère plus directement l'action historique ; son rôle est celui de l'éducateur et du critique qui aide une société ou des mouvements sociaux à prendre conscience du sens réel de leurs actes, qui révèle le caractère idéologique ou utopique d'idées ou de programmes et qui défend sous toutes ses formes la liberté, en acceptant, comme citoyen, des contraintes, mais les dénonçant toujours en tant que sociologue. La responsabilité sociale du sociologue n'est pas un vain mot : les sociétés totalitaires

lui refusent l'existence ou tentent de le pervertir. Parce qu'il étudie l'action du sujet historique, il est solidaire de tous ses risques.

III. NOUVEAUX PROBLÈMES, NOUVEAUX MOUVEMENTS SOCIAUX

[Retour à la table des matières](#)

La diversité des sociétés industrielles correspond à celle des réponses qui peuvent être apportées à un ensemble de problèmes qui caractérise la civilisation industrielle, quelles que soient ses formes sociales. L'intérêt que portent naturellement les sociétés industrielles d'origine capitaliste au mouvement ouvrier ou les sociétés communistes aux problèmes [466] du pouvoir politique ne doit pas empêcher de considérer directement ces problèmes sociaux comme les plus caractéristiques de la civilisation industrielle.

Toute société industrielle se définit d'abord par un mode de contrôle social du développement économique, ce qui correspond au double mouvement - création et contrôle ou, si on préfère, au niveau sociétal, développement et démocratie - du sujet historique. Mais si on considère l'action d'un individu, d'un groupe ou d'un groupement particulier, ces deux thèmes sont nécessairement remplacés par trois, car ce n'est qu'au niveau théorique du sujet historique que la totalité se définit comme la dialectique de la création et du contrôle. Pour tout acteur historique concret, la totalité se définit au-delà du double mouvement de ses orientations propres. Les mouvements sociaux qui luttent contre des aliénations dans des situations bien définies ne sont pas, sauf dans certains moments paroxystiques, des mouvements totaux. Du point de vue donc de l'observateur, toute action se réfère comme celle du mouvement ouvrier que nous avons déjà analysée à un principe d'identité, c'est-à-dire de défense d'intérêts particuliers légitimés, à un principe d'opposition, dirigé contre une source d'aliénation, et à un principe de totalité, définissant un système d'action historique et dont l'expression la plus élevée est la notion de société ou même de civilisation industrielle.

Ces trois principes doivent rester liés les uns aux autres en même temps que distincts. Ceci définit deux grands types de pathologie sociale : la confusion et la séparation des éléments d'un système d'action historique.

a) La forme la plus grave du premier type de dégénérescence de l'action historique est le totalitarisme, l'identification du mouvement revendicatif, de l'appareil politique et d'une société particulière. Dans ce cas, l'action historique se confond avec un système social, la participation et l'intégration se substituent à la création et au contrôle et le sujet historique se réifie. Ceci ne signifie pas qu'une société totalitaire ne puisse pas posséder une certaine charge subjectale, mais cette charge est d'autant plus faible qu'il s'agit d'une société plus développée et par conséquent que ses méthodes totalitaires peuvent moins s'expliquer par la rupture entre une avant-garde industrialisatrice et d'inspiration démocratique et une population encore fortement enracinée dans une société et une culture pré-industrielles.

On ne peut donc évoquer ici l'exemple du nazisme, qui n'est pas une expression pathologique du sujet historique, mais un refus total de ses principes, un système à proprement parler monstrueux, puisqu'il [467] organise une société et intervient dans l'histoire en refusant toute référence au sujet, ce qui oblige à le considérer comme un phénomène de crise, de décomposition ou d'aliénation, suivant des modalités trop complexes pour pouvoir être décrites ici.

En deçà du totalitarisme existent des formes plus limitées de confusion des éléments de l'action historique.

La confusion de l'identité et de la totalité, de nature utopique, conduit à identifier l'individu au sujet personnel ou le groupe au sujet collectif. L'acteur ne se dépasse plus lui-même dans l'action, ce qui entraîne un conservatisme du bien-être qui peut être préjudiciable au développement économique. La confusion de l'opposition et de la totalité tend à l'inverse à développer des revendications totales, en même temps qu'à faire oublier l'unité de tout système d'action historique. La revendication devient alors morale plus que sociale et ce moralisme antisocial se teinte volontiers de préoccupations eschatologiques, auxquelles la crainte d'une catastrophe atomique confère aisément une expression moderne. Enfin, la confusion des principes d'identité et d'opposition aboutit à exclure toute référence réelle

à un principe de totalité. La société n'apparaît que comme le conflit toujours ouvert, mais institutionnalisé des dirigeants et des dirigés.

b) L'isolement de chacun des principes constitutifs d'une société industrielle crée des problèmes sociaux plus simples à définir, puisqu'ils ne privilégient qu'une seule des dimensions de l'action historique. Puisque ces principes s'identifient chacun au sujet historique, ceux qui les défendent ne se réfèrent plus par définition à une pluralité d'acteurs. Ils n'en appellent donc plus à un principe d'identité ou d'opposition, mais directement, utopiquement ou idéologiquement, aux thèmes fondamentaux du sujet historique, la création et le contrôle.

La menace la plus visible provient de la *technocratie*. Ce mot ne peut être pris au sens élémentaire de la doctrine suivant laquelle les techniciens doivent nécessairement s'emparer du pouvoir. la technique n'est qu'un moyen d'action, les modèles rationalisateurs ne constituent pas une pratique d'action (dans le cas contraire, il ne pourrait exister qu'un type unique de société industrielle) et nul n'a jamais expliqué comment les techniciens pourraient supprimer tout le système politique d'une société. Il n'indique pas davantage l'idée que les directeurs des grandes entreprises détiennent ou détiendront le pouvoir. Ici encore, rien ne montre que, dans l'interdépendance évidente des décisions économiques et politiques, ceux qui prennent une partie importante des premières puissent imposer leur volonté à ceux qui prennent les secondes, dont les effets sur la vie économique sont le plus souvent décisifs.

[468]

L'idée de technocratie devient beaucoup plus utile si on la définit parallèlement à celle de capitalisme. La séparation de la valeur d'usage et de la valeur d'échange - ces termes n'étant repris ici que pour leur rôle évocateur - a comme correspondant, dans les sociétés industrielles avancées, une séparation croissante de la valeur d'usage et de la *valeur de développement*. Une grande nation industrielle consacre une partie croissante de son revenu à des investissements dans la science et la puissance, dans la production spatiale et nucléaire en particulier, et, vue à l'échelle du monde, aucune contradiction n'est plus flagrante que celle de l'équipement scientifico-militaire des pays riches et de la faim du tiers monde.

Les technocrates sont donc ceux qui réduisent un système d'action historique à ses objectifs de développement. Ils affirment que la démocratie est fille de l'abondance et des grandes organisations dont la complexité impose une direction libérale et multiplie pour tous les groupes les possibilités d'influence. La technocratie n'est pas toujours autoritaire et il serait aussi faux de la présenter comme un mal absolu que de décrire les industriels qui ont bâti l'économie capitaliste comme de purs spéculateurs, amis de la jouissance égoïste.

Il existe une technocratie libérale d'autant plus forte qu'elle constitue une élite montante conduite par sa lutte contre les dirigeants encore orientés vers la recherche du profit privé à professer un saint-simonisme dont les aspects réformistes ou « gauchistes » sont aussi réels que les tendances « activistes » ou antidémocratiques.

À la technocratie, qui isole l'objectif du développement, correspond le *retrait* individuel, sensible seulement à la volonté de contrôle qui se dégrade en affirmation d'une identité tautologique. Riesman a insisté sur ce thème et les nombreuses recherches actuelles qui portent, aux États-Unis en particulier, sur les stupéfiants, lui font écho. Ce n'est plus ici la société qui s'affirme comme puissance créatrice, mais l'individu qui part dans une recherche désespérée de lui-même, et qui ne peut aboutir, puisque l'individu ne sait plus se définir par sa fonction. La désocialisation des activités culturelles, que nous avons évoquée, conduit dans tous les domaines, et en particulier dans celui de la vie sexuelle, au développement de cette tendance.

Enfin, un principe de totalité qui s'isole, se dégrade, on l'a dit, en société de masse. Mais c'est sur une des conséquences les plus visibles de cette dégradation qu'il faut insister. Une pure société de masse, oublieuse de son action historique, dans laquelle les individus et les groupes ne se définissent que différenciellement, par leur possession [469] ou leur privation plus ou moins grande de certains biens sociaux, est nécessairement exposée à la ségrégation. L'égalitarisme de principe et les encouragements donnés à la mobilité sociale individuelle renforcent cette tendance des individus à se grouper avec leurs semblables, non plus en communautés véritables, mais en catégories de statut. Les sociétés industrielles éliminent pro-

gressivement de leur sein la discrimination mais la remplacent de plus en plus par la ségrégation, lorsque leur système d'action historique se dégrade en simple conscience de la différenciation et de la stratification sociales.

Les mouvements sociaux ne peuvent se définir concrètement que comme des efforts pour lutter contre la confusion ou contre la séparation des éléments constitutifs d'une société industrielle. C'est à travers cette action critique qu'ils sont orientés vers le sujet historique. Il est déjà possible de mettre à jour les thèmes autour desquels peuvent s'organiser ces mouvements, mais plus difficile de les étudier directement, pour des raisons qui varient selon les sociétés considérées. Dans celles qui sont soumises à la dictature, les conditions concrètes de formation de mouvements sociaux sont en général absentes ; dans les nations « libérales » le caractère peu volontaire du développement industriel gêne pour d'autres raisons leur formation.

Plus généralement la partie industrialisée du monde est aujourd'hui dans une phase de croissance et de mutation si rapide que les mouvements sociaux y sont presque nécessairement en retard sur les nouvelles formes de production et d'organisation. Le décalage qu'a connu l'Europe entre les débuts de l'industrialisation et la formation du mouvement ouvrier sera peut-être réduit par l'accélération même des transformations économiques et sociales. Mais il y a de nos jours plus d'idées et plus de pratiques nouvelles du côté des dirigeants que du côté des dirigés. C'est un des buts de ce livre d'aider à réfléchir au moins à ce grand problème : quel type de mouvements sociaux jouerait-il dans la civilisation industrielle le rôle que le mouvement ouvrier a joué pendant le plein développement de l'économie capitaliste et le nationalisme au début de l'industrialisation ?

IV. LA RECHERCHE SOCIOLOGIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Des prévisions globales portant sur l'apparition, le développement ou le déclin de types généraux d'action sociale n'ont cependant qu'une valeur limitée : elles désignent des objectifs de recherche plus qu'elles [470] ne proposent une méthode et des hypothèses. La tentation est particulièrement grande pour la sociologie ac-

tionnaliste de renoncer à son inspiration et de céder aux attraits d'un naturalisme sociologique qui prend deux formes également dangereuses. Parfois, il isole un aspect ou un domaine de l'action sociale et en suit les transformations ; à d'autres moments, il indique le mouvement d'ensemble de la société globale.

La première démarche n'est acceptable que pour autant que le thème choisi est analysable dans une perspective structuraliste. Elle peut alors réagir utilement contre l'étroitesse d'une analyse purement synchronique, menacée par la tautologie. L'étude structuraliste du changement et des transformations protège contre l'affirmation souvent paralysante qu'un fait social s'inscrit dans un ensemble et ne s'explique que par lui, principe qui n'est fondamental que dans une perspective fonctionnaliste. La sociologie de l'action historique, c'est-à-dire du travail, ne peut dans son domaine se satisfaire d'aucune de ces deux positions extrêmes. L'évolution des formes de production, des conflits de classes ou de pouvoir, du mouvement ouvrier, de la famille ou de la vie morale ne peut se comprendre ni par un principe purement interne de transformations, ni comme déterminée par le changement global de la société. Toute forme de l'action sociale doit être considérée par rapport à la problématique du sujet historique.

La seconde démarche n'est acceptable que pour autant que le thème choisi relève directement d'une analyse actionnaliste, ce qui s'oppose à la tendance commune à subordonner l'étude d'un type d'action sociale à une situation sociale, que celle-ci soit définie en termes de régime économique ou de vision du monde.

De cette double critique se dégage le principe le plus simple de toute recherche sociologique : elle est condamnée à l'échec, c'est-à-dire à la pure description, si elle utilise *directement* les faits sociaux, tels qu'ils apparaissent à l'observateur. La volonté d'études concrètes n'est justifiée que si elle s'accompagne d'un dépassement des faits concrets, si elle accepte la nécessité de transformer ceux-ci en faits scientifiques. Dans l'état actuel de la sociologie, cette transformation s'opère par deux voies. D'un côté par l'emploi de techniques dont le trait commun est de ne considérer le fait social que comme un indicateur d'un fait sociologique non immédiatement apparent ; de l'autre, par les constructions théoriques, dont les principes se traduisent en méthodes de raisonnement et celles-ci en hypothèses. La recherche est scientifique dans la mesure où sont assurées la continuité et l'unité de ces deux modes d'élaboration. Si les diverses perspectives théoriques doivent présenter de grandes différences dans leurs modes d'analyse, elles doivent

toutes [471] répondre à trois exigences, assurer la liaison entre les trois niveaux d'une démonstration : la vérification technique, l'isolement d'hypothèses limitées, ce que R. Merton nomme théories intermédiaires (*middle-range*), l'insertion des résultats dans un système théorique général. Peut-être l'analyse structurale a-t-elle avantage à partir du premier niveau, l'analyse fonctionnaliste du deuxième et l'analyse actionnaliste du troisième. Mais ce sont là des propositions trop générales et qui ne doivent surtout pas masquer la nécessité pour tous de répondre à l'ensemble des exigences de l'analyse.

La première tâche d'une sociologie de l'action est de refuser méthodiquement emploi de toute notion directement empruntée à la réalité sociale, et surtout à l'interprétation donnée par les individus ou les collectivités de leur action. Nous avons essayé de le montrer sur un cas : celui des formes du travail ouvrier. L'observation livre des classifications professionnelles, à partir desquelles il n'est pas trop malaisé de remonter à des formes et des niveaux de qualification. Mais celles-ci ne peuvent être utilisées comme notions sociologiques que si on les situe par rapport aux systèmes de travail, c'est-à-dire par rapport au travail considéré comme principe de Faction sociale. De même l'écologie, même considérée dans les formes que lui a données l'école de Chicago, vise à remplacer un type géographique d'habitat par une situation sociale, un type de relations de voisinage ou un degré de centralité ou de marginalité sociale. Le niveau du salaire, la taille d'une entreprise, la doctrine d'un syndicat, le contenu d'un film ne constituent que des données d'observation qui ne peuvent intervenir sans transformations Préalables dans l'analyse sociologique. Cette rupture avec la réalité concrète, commune à toutes les méthodes scientifiques, est d'autant plus importante en sociologie que celle-ci s'est plus longtemps définie comme connaissance de la *réalité sociale*, alors qu'elle ne peut être qu'étude de l'*action sociale*, ce qui impose la décomposition de la réalité en une pluralité de champs d'analyse, dont la combinaison même n'épuise pas une réalité qui impose aussi une analyse événementielle.

Presque aussi primordiale est la nécessité d'établir entre les phénomènes ainsi élaborés des relations qui possèdent un sens, c'est-à-dire dont les termes soient exprimés dans un langage, dans une perspective d'analyse communs. Quelle qu'en soit l'utilité pratique, on ne peut se contenter de propositions mettant en corrélation une situation objective, professionnelle ou économique, avec certaines

conduites sociales. Il est intéressant de savoir qu'existe une liaison entre les taudis et la délinquance juvénile ou la qualification et l'appartenance syndicale, mais ces résultats ne prennent un sens qu'à partir du moment où variable indépendante [472] et variable dépendante prennent place dans un ensemble, permettant de définir le sens d'une action.

Une recherche bien conduite n'essaie pas de découvrir parmi la masse des variables indépendantes qui s'offrent sans peine à un esprit imaginaire celles qui sont en liaison significative avec la variable traitée ; elle construit des hypothèses, elle propose un sens aux phénomènes observés et accepte de se terminer par la réussite ou par l'échec, en se refusant les consolations qu'apportent : un certain nombre de corrélations apparues ici ou là au sein de la masse des faits traités. Ceci conduit naturellement à donner comme but à une recherche concrète la mise à jour de systèmes de fonctionnement et dans le cas le plus favorable de véritables structures. L'histoire de la sociologie industrielle est de ce point de vue exemplaire. Si les recherches menées à la Western Electric par F. Roethlisberger sous la direction d'E. Mayo sont devenues classiques, ce n'est pas seulement par l'importance de leurs résultats propres, c'est surtout parce que leur point de départ a été la rencontre pratique de ce principe de recherche. La même remarque vaut pour les études dirigées à la Glacier Metal Company par E. Jaques (*The changing culture of a factory*, Londres, Tavistock publications, 1951). Dans les deux cas, le sociologue fut prié d'étudier les effets d'un changement précis introduit dans la situation de travail - conditions matérielles ou systèmes de rémunération - sur le comportement ouvrier ; dans les deux cas, la première conclusion des recherches fut de rejeter le problème proposé, de remplacer une étude du type stimulus-réponse par l'analyse du fonctionnement d'un système social. Démarche aussi familière aux psychologues qu'aux économistes, mais dont le caractère indispensable est loin d'être généralement admis par les sociologues et davantage encore par ceux qui donnent aux industriels des conseils qu'ils veulent croire fondés sur des connaissances sociologiques.

La méthode scientifique en sociologie, quelles que soient les formes particulières qu'elle adopte, s'oppose à la sociologie systématique organisant par généralisation et typologisation le donné directement observable. Les catégories qui sont formées de cette manière ont une valeur sociologique faible, du fait qu'elles com-

portent un minimum d'exigences internes ; elles ne reposent pas sur des relations directement mises à jour par l'analyse méthodique et ne s'appuient pas non plus sur une théorie, si l'on veut bien entendre par ce mot, non un système de catégories, mais un ensemble intégré de principes d'analyse. Assurément, la création de catégories représente un progrès par rapport à la description sans ordre de phénomènes sociaux, mais il est [473] clair que la catégorisation n'est qu'une mise en forme d'une certaine vision personnelle, d'une doctrine. Plus simplement, une notion, en sociologie comme ailleurs, n'est utile que dans la mesure où elle permet de construire des hypothèses et d'expliquer des faits.

La méthode typologique n'est utile que dans les disciplines du concret, histoire ou géographie, mais celles-ci savent qu'elle ne vise qu'à construire des ensembles ou, si l'on préfère, des types idéaux, sans que cette construction veuille être systématique. Si nous avons eu souvent recours à une présentation typologique, c'est dans un esprit tout différent. Les types de mouvements ouvriers, d'aliénations culturelles ou de régimes politiques ne sont qu'une mise en forme des principes de l'analyse : cette typologie est le passage du principe théorique à l'hypothèse de recherche. Elle n'a par elle-même aucune valeur explicative et si le type n'aidait pas à la définition d'un problème, il serait un obstacle plutôt qu'un appui au développement de la recherche.

L'actionnalisme en sociologie n'est pas une doctrine mais une théorie. Il est presque certain que tout énoncé général de ses principes comporte non seulement des erreurs, mais des affirmations de caractère non sociologique, à la fois parce qu'à défaut de pouvoir présenter une analyse complète on introduit des déséquilibres et on se laisse guider par des intuitions, des expériences et même de ces évidences derrière lesquelles se cachent les idées et les intérêts d'une collectivité et parce qu'un sociologue, dont la réflexion se place dans une certaine perspective, a tendance à privilégier celle-ci au profit d'autres, comme le fait aussi la sociologie fonctionnaliste dont le caractère parfois *utopiste* que lui reproche R » Dahrendorf provient moins de ses principes que de son extension à des problèmes qui ne relèvent pas d'elle.

Mais ces lacunes et ces erreurs ne doivent pas faire douter de l'intention d'une recherche qui vise, en définissant certains principes d'analyse de l'action histori-

que, à compléter la construction d'une sociologie scientifique. L'exemple privilégié des problèmes du travail peut être encore une fois invoqué.

La sociologie du travail n'est pas un domaine particulier de la sociologie : elle s'oppose en cela à la sociologie industrielle qui se définit par l'objet de ses études et qui recourt à toutes les perspectives théoriques, à la sociologie de la personnalité comme à celle des relations sociales ou à l'étude de l'action historique. Depuis plus de dix ans, les prétentions de l'analyse fonctionnaliste à analyser l'ensemble des réalités de l'entreprise, conçue comme un système social, se sont révélées excessives : le travail critique des chercheurs d'Ann Arbor a joué un grand rôle dans cette crise salutaire. Aujourd'hui, la sociologie [474] des organisations, telle qu'elle s'est formée surtout aux États-Unis, donne une interprétation fonctionnaliste plus rigoureuse de certains aspects du travail ; sociologues et psychiatres explorent les problèmes encore mal connus de la personnalité ouvrière ; d'autres sociologues considèrent le travail comme situation et action historique. La sociologie du travail se développe à côté de la psychosociologie des entreprises et de la psychologie du travail. Ces expressions ne désignent que l'application à un domaine particulier d'une perspective générale d'analyse. L'essentiel de ce livre a été consacré aux problèmes du travail et surtout du travail ouvrier. Il aurait pu en être autrement. On aurait pu considérer d'abord parmi les thèmes de l'analyse actionnaliste, le rapport à autrui, la sociabilité où l'expérience existentielle ; on aurait pu aussi se placer plus souvent au niveau de l'individu qu'à celui des ensembles particuliers ou de la société.

Nos choix n'ont eu d'autres raisons que pratiques, le prudent désir de rester dans le domaine où se sont situés jusqu'ici nos travaux et nos réflexions. Le bon ethnologue, a rappelé CI. Lévi-Strauss, doit être à la fois soucieux de principes généraux d'analyse et bon connaisseur d'un domaine limité de l'ethnographie. C'est pourquoi, malgré ses limites, ce livre doit être jugé d'abord comme un essai de formulation et d'application d'une méthode actionnaliste. Si cet essai convainc quelques-uns, il sera possible d'étendre le champ des recherches, de construire non pas un système mais une théorie, capable de passer dans les domaines les plus variés, des principes aux hypothèses et de celles-ci aux explications. Une méthode d'analyse sociologique ne peut être enfermée d'aucune manière dans un champ limité. Aucun domaine de la vie sociale, aucune région du monde, aucune période historique ne doivent être négligés. Les limites d'une recherche personnelle ne

peuvent être imputées aux limitations d'une méthode qui se veut à la fois particulière et universelle.

L'intention de ce livre fut aussi de dégager des principes d'analyse sociologique capables d'expliquer la civilisation industrielle qui se constitue dans la diversité des sociétés industrielles. Ces principes sont assurément déformés par les conditions sociales dont l'apparition a suscité leur élaboration, mais notre espoir est qu'ils marquent un progrès dans l'effort, qui ne sera jamais achevé, de connaître scientifiquement l'action sociale.

[475]

SOCIOLOGIE DE L'ACTION

ORIENTATION

BIBLIOGRAPHIQUE

[Retour à la table des matières](#)

[477]

CHAPITRE PREMIER

Raymond Aron, *La sociologie allemande contemporaine*, Paris, Alcan, 1936, 176 p.

- *La philosophie critique de l'histoire*, Paris, Vrin, 1938, 324 p.

- *Introduction à la philosophie de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1938, 353 p.

- *Dimensions de la conscience historique*, Paris, Plon, 1961, 337 p., chap. I et II.

Bernheim donne un bon exemple de la « théorie des facteurs » dans *Lehrbuch der historischen Methode and der Geschichtsphilosophie*, p. 633-685.

Henri Berr, *La synthèse en histoire*, Paris, Alcan, 1911, XVI-272 p.

- *L'histoire traditionnelle et la synthèse historique*, Paris, Alcan, 1921, X-146 p.

Jean-Yves Calvez, *La pensée de Karl Marx*, Paris, éd. du Seuil, 1956, 659 p.

Benedetto Croce, « Étude relative à la théorie de l'histoire en Italie durant les quinze dernières années », *R. de synthèse historique*, t. III, 1902, p. 263 en particulier.

Georges Gurvitch, *La vocation actuelle de la sociologie*, Paris, Presses universitaires de France, 1950, 607 p., chap. I et X en particulier.

Jean Hyppolite, *Introduction à la philosophie de l'Histoire de Hegel*, Paris, M. Rivière, 1948, 98 p.

- *Études sur Marx et Hegel*, Paris, M. Rivière, 1955, 204 p., 3^e partie en particulier.

Karl Lamprecht, « La méthode historique en Allemagne », *Revue de synthèse historique*, t. I, 1900, p. 24-25 en particulier.

Henri Lefebvre, « La notion de totalité dans les sciences sociales », *Cahiers internationaux de sociologie*, XVIII, 1955, p. 55-77.

Karl Marx. On ne citera ici que les recueils les plus utiles et les plus directement accessibles des écrits sociologiques de Marx. Le meilleur est [478] celui de T. B. Bottomore et M. Rubel, *Karl Marx, Selected writings in sociology and social philosophy*, Londres, Penguin, 1955, 272 p. On peut utiliser aussi :

- *Karl Marx. Pages choisies. Pour une éthique socialiste*, M. Rivière, 1948, 379 p.

- *Études philosophiques de K. Marx et F. Engels*, Paris, éd. sociales, 1947, 156 p.

- *Morceaux choisis de K. Marx*, Paris, Gallimard, 1934, introd. de Henri Lefebvre et Norbert Guterman, 456 p.

Jean-Paul Sartre, *Critique de la raison dialectique*, Paris, Gallimard, 1960, 756 p., précédé de *Questions de méthode*.

François Simiand, « Méthode historique et science sociale », *Revue de synthèse historique*, t. IV, 1903, p. 5-6, 14-19 en particulier.

Max Weber, *Wirtschaft and Gesellschaft*, Tübingen, 1922, 724 p. ; 1^{re} partie, « *Soziologische Kategorienlehre* », traduit en anglais par T. Parsons : *The theory of social and economic organization*, Glencoe (III), The free press, 1947, 436 p.

- « *Die Protestantische Ethik und der « Geist » des Kapitalismus* », 1905, publié dans le t. I des *Gesammelte Aufsätze zur Religionissoziologie*, Tübingen, Mohr, 1920, tr. fr., Paris, Plon, 1964, 321 p.

The methodology of the social sciences, recueil de textes datant de 1904, 1905 et 1917, traduits et publiés par E. Shils et H. Finch, Glencoe, The free press, 1949, 188 p.

- *From Max Weber. Essays in sociology*, recueil de textes traduits et publiés par H. Gerth et C. W. Mills, Londres, The international library of sociology and social reconstruction, Kegan Paul, Trench, Trubner & C^o, 1947, 490 p.

Parmi les analyses de la pensée wébérienne :

Talcott Parsons, *The structure of social action*, Glencoe, The free press, 1937, 817 p., p. 500-694.

Raymond Aron, *La sociologie allemande contemporaine*, op. cit., p. 97-153.

Reinhardt Bendix, *Max Weber : an intellectual portrait*, Garden City (N. Y.), Doubleday, 1960, 433 p.

CHAPITRE II

Raymond Aron, *La société industrielle et la guerre*, Paris, Plon, 1959, 162 p.

- *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962, 790 p.

Roger Bastide (sous la direction de), *Sens et usages du terme structure dans les sciences humaines et sociales*, La Haye, Mouton, 1962, 165 p.

[479]

Fernand Braudel, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, Colin, 1949, 1160 p.

Parmi les commentaires favorables : Lucien Febvre, « Un livre qui grandit », in *Revue historique*, avril-juin 1950 ; et parmi les plus réticents : Bernard Bailyn, « Braudel's geohistory, a reconsideration », in *Journal of economic history*, été 1951, p. 277-282.

- « Histoire et Sociologie », in *Traité de Sociologie* (sous la direction de G. Gurvitch), Paris, P.U.F., 1958, t. I, p. 83-98.

Kingsley Davis, « The myth of functional analysis as a special method in sociology and anthropology », *American sociological review*, XXIV, 1959, p. 757-773.

Émile Durkheim, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, Alcan, 1895, 13^e édition, P.U.F., 1956, 149 p. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Gilles Granger, « Événement et structure dans les sciences de l'homme », *Cahiers de l'Institut de science économique appliquée*, M 6, déc. 1959, p. 149-186.

- *Pensée formelle et sciences de l'homme*, Paris, Aubier, 1960, 226 p.

Georges Gurvitch, « Contrôle social », in *La sociologie au XX^e siècle*, sous la direction de G. Gurvitch et W. Moore, Paris, P.U.F., 1947, t. 1, p. 271-301,

- *La vocation actuelle de la sociologie, op. cit.*

- « Le concept de structure sociale » *Cahiers internationaux de sociologie*, XIX, 1955, p. 3-44.

- « La crise de l'explication en sociologie », *Cahiers internationaux de sociologie*, XXI, 1956, p. 3-19.

- *Traité de sociologie* (sous la direction de), 2 vol., Paris, P.U.F., 1958 et 1960, 514 et 466 p. Deuxième section : *Problèmes de sociologie générale*, par G. Gurvitch, t. 1, p. 155-251.

Claude Lévi-Strauss, Introduction à l'œuvre de Marcel Mauss, in M. Mauss, *Sociologie et anthropologie*, Paris, P.U.F., 1950, p. IX-LII.

- *Anthropologie structurale*, Paris, Plon, 1958, 450 p.

- « La structure et la forme », *Cahiers de l'I.S.E.A.*, M 7, mars 1960, p. 3-36.

- *Leçon inaugurale*, Paris, Collège de France, 1959, 47 p.

- *La pensée sauvage*, Paris, Plon, 1962, 395 p.

- *Le cru et la cuit*, Paris, Plon, 1964 (Introduction).

James G. March, Herbert A. Simon, H. Guetzow, *Organizations*, New York, J. Wiley, 1958, tr. fr., Paris, Dunod, 1964, 244 p.

Eton Mayo, *The social problems of an industrial civilization*, Cambridge, Harvard University Press, 1945, éd. anglaise, Londres (International library of sociology and social reconstruction), 1949, 148 p.

[480]

Robert K. Merton, *Social theory and social structure*, Glencoe (Ill.), The free press, 1957 (nouvelle édition), 645 p., I^{er} et 2^e parties en particulier.

S. F. Nadel, *The theory of social structure*, Londres, Cohen and West Ltd., 1957, XVI + 159 p.

Talcott Parsons et Edward E. Shils (sous la direction de), *Toward a general theory of action*, Cambridge, Harvard University Press, 1952, 506 p.

Talcott Parsons, *The social system*, Glencoe (Ill.), The free press, 1951, 575 p.

- « General theories in sociology », in *Sociology to-day*, New York, Basic Books, 1959, XXXIV+ 623 p., publié sous la direction de R. Merton.

Talcott Parsons, Kaspar Naegle, Jesse Pitts, Edward E. Shils (sous la direction de), *Theories of society*, Glencoe (Ill.), The free press, 1961, 2 vol. 1479 p.

Les conceptions de T. Parsons ont été discutées en particulier par Max Black (sous la direction de), *The social theories of Talcott Parsons*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1961, 363 p., et par François Bourricaud dans son introduction (p. 1-104) à *Éléments pour une sociologie de l'action*, Paris, Plon, 1955, 339 p., tr. partielle de *Essays in sociological theory pure and applied*, Glencoe (Ill.), The free press, 1949, 366 p.

François Perroux, *Leçon inaugurale*, Collège de France, Paris, 1955.

A.R. Radcliffe-Brown, *Structure and fonction in primitive society*, Londres et Glencoe (Ill.), The free press, 1952. [Version française du livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Paul Ricœur, « Structuralisme et herméneutique », *Esprit*, novembre 1963, p. 596-627.

Lucien Sebag, *Marxisme et structuralisme*, Paris, Payot, 1964, 231 p.

CHAPITRE III

Raymond Aron, *Dix-huit leçons sur la société industrielle*, Paris, N.R.F., 1962, 375 p.

- *La lutte de classes*, Paris, N.R.F., 1964, 377 p.

Bernard Barber, *Social stratification*, New York, Harcourt, Brace, 1957, 540 p.

Reinhard Bendix et Seymour M. Lipset (sous la direction de), *Class, status and power*, Glencoe (Ill.), The free press, 1953, 723 p.

Richard Centers, *The psychology of social class*, Princeton University Press, 1959, 244 p.

Ralf Dahrendorf, *Soziale Klassen and Klassenkonflikt in der industriellen Gesellschaft*, Stuttgart, F. Enke, 1957, 270 p. (tr. anglaise révisée par l'auteur).

[481]

Georges Friedmann, *Où va travail humain ?*, Paris, Gallimard, 1950, 2^e éd., 1963, 450 p.

Morris Ginsberg, « Class consciousness », in *Encyclopaedia of the social sciences*, New York, 1950-1935, t. III, p. 536.

Maurice Halbwachs, *La classe ouvrière et les niveaux de vie*, Paris, Alcan, 1913. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Paul K. Hatt, « Occupation and social stratification », *American journal of sociology*, 1950, p. 533-543.

Claude Lefort, « L'aliénation comme concept sociologique », *Cahiers internationaux de sociologie*, XVIII, 1955, p. 35-54.

Claude Lévi-Strauss, *Entretiens avec Claude Lévi-Strauss*, par Georges Charbonnier, Paris, Plon-Julliard, 1961, 161 p.

Georges Lukacs, *Geschichte und Klassenbewusstsein*, Berlin, 1923, tr. fr., Paris, éd. de Minuit, 1960, 381 p.

Karl Mannheim, *Ideologie und utopia*, Bonn, 1929, trad. anglaise comportant deux chapitres complémentaires, Londres et New York, Harcourt, Brace et Routledge and Kegan Paul, 1952, 318 p. (cité sur l'éd. angl.). [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#) en version française. JMT.]

Stanislas Ossowski, *Class structure in the social consciousness*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1963 (tr. du polonais), 202 p.

Talott Parsons, « *An analytical approach to the theory of social stratification* », in *Essays in sociological theory pure and applied*, Glencoe (Ill.), The free press, 1949, nouv. éd. 1954, 366 p., chap. XIX.

Leonard Reissman, *Class in American society*, Glencoe (M.), The free press, 1959, tr. fr., Paris, P.U.F., 398 p.

Joseph Schumpeter, *Capitalism, Socialism and Democracy*, New York, Harper, 1942, tr. fr., Paris, Payot, 1951, 462 p. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#) en version française. JMT.]

- *Social classes in an ethnically homogeneous environment*, New York, 1951, nouv. éd. Méridian Books, 1955, 68 p. (traduit de l'allemand).

Lloyd Warner, *American life : dream and reality*, Chicago, University of Chicago Press, 1953, 267 p.

Lloyd Warner, M. Meeker, Kenneth Eells, *Social class in America*, Chicago, Science research associates, 1949, repr. Harper and Bros, 1960, 237 p.

CHAPITRE IV

L'orientation de ce chapitre étant différente de ce qu'on nomme en général théorie des organisations, on ne trouvera mentionnés ici que les ouvrages qui ont un rapport direct avec notre exposé.

Chester Barnard, *The fonctions of the executive*, Cambridge, Harvard University Press, 1938, 334 p.

[482]

Peter Blau, *The dynamics of bureaucracy*, Chicago, The University of Chicago Press, 1955, 269 p.

Michel Crozier, *Le phénomène bureaucratique*, Paris, éd. du Seuil, 1964, 416 p.

Georges Friedmann, *Problèmes humains du machinisme industriel*, Paris, Gallimard, 1946, 387 p.

Alvin W. Gouldner, *Patterns of industrial bureaucracy*, Glencoe (Ill.), The free press et Londres, Routledge and Kegan Paul, 1954, 282 p. (éd. angl.).

James G. March, Herbert A. Simon, *Organizations*, *op. cit.*

Robert K. Merton, *Social Theory and social structure*, *op. cit.*, chap. VI et VII.

Daniel Mothé, *Journal d'un ouvrier*, Paris, éd. de Minuit, 1959, 176 p.

Fritz S. Roethlisberger et William J. Dickson, *Management and the worker*, Cambridge, Harvard University Press, 1939, 615 p.

Philip Selznick, « Foundations of the theory of organization », *American sociological review*, 1948, p. 25-35.

Max Weber, *Wirtschaft und Gesellschaft*, *op. cit.*, 3^e partie, chap. VI.

CHAPITRE V

Hans P. Bahrdt, *Industriebürokratie*, Stuttgart, F. Enke, 1958, 146 p.

Reinhard Bendix, *Work and authority in industry*, New York, Wiley, 1956, 466 p.

Robert Blauner, « Work satisfaction and industrial trends in modern society », in *Labor and Trade-unionism* (dirigé par S. M. Lipset et W. Galenson), New York, Wiley, 1960, p. 339-360.

Jacques Dofny, Claude Durand, Jean-Daniel Reynaud, Alain Touraine, *Attitudes des ouvriers de la sidérurgie à l'égard des changements techniques*, Paris, ronéo., Institut des Sciences sociales du Travail, 1957, 289 p.

Nelson Foote, « The professionalization of Labor in Detroit », *American journal of Sociology*, janv. 1953, p. 371-380.

Georges Friedmann, *Problèmes humains du machinisme industriel*, *op. cit.*

Daniel Katz, N. Maccoby, G. Gurin, L. Floor, *Productivity, supervision and morale among railroad workers*, Ann Arbor, 1951, 64 p. (L'un des rapports de l'équipe du Michigan qui ont critiqué la notion de moral.)

David Lockwood, *The blackcoated worker*, Londres, Allen and Unwin, 1958, 224 p.

Burkart Lutz, Alfred Willener, *Niveau de mécanisation et mode de rémunération*, Luxembourg, C.E.C.A., 1960, 149 p.

[483]

Nancy C. Morse, *Satisfaction in the white collar jobs*, Ann Arbor, University of Michigan, 1953, 235 p.

Bernard Mottez, *L'évolution des systèmes de rémunération. Essai sur les pratiques et les idéologies patronales*, thèse non publiée, Paris, à paraître en 1965.

Heinrich Popitz, Hans P. Bahrdt, E. A. Jüres, H. Kesting, *Das Gesellschaftsbild des Arbeiters*, Tübingen, Mohr, 1957, 290 p.

Alain Touraine, *L'évolution du travail ouvrier aux usines Renault*, Paris, C.N.R.S., 1955, 202 p.

Charles R. Walker, Robert Guest, *The man on the assembly line*, Cambridge, Harvard University Press, 1952, 180 p.

Charles R. Walker, *Modern technology and civilization*, New York, Mc Graw Hill, 1962 (recueil de textes commentés), 469 p.

CHAPITRE VI

G.A. Almond, « Comparative political system », *The journal of politics*, XVIII, 1956, reprod. dans *Political behavior* (dirigé par H. Eulau, S. Eldersveld, M. Janowitz), Glencoe (Ill.), The free press, 1956, p. 34-42. Cet article est cité comme exemple de l'analyse fonctionnaliste et du privilège qu'elle accorde à l'intégration du système politique.

Raymond Aron, « Social structure and the ruling class », *British journal of sociology*, mars 1950, p. 1-16 et juin 1950, p. 126-143. -

- « Classe sociale, classe politique, classe dirigeante », *Archives européennes de sociologie*, n° 2, 1960, p. 260-281.

Tom B. Bottomore, *Elites and society*, Londres, Watts, 1964, 154 p.

Deadalus, « A new Europe », *Journal of the American academy of arts and sciences*, n° spécial, Winter, 1964, p. 43-224 en particulier (publié en livre, Boston, Houghton Mifflin, sous la direction de S. Graubard, 1964.

Robert A. Dahl, *A preface to democratic theory*, Chicago, The University of Chicago Press, 1956, 155 p.

Karl W. Deutsch, *Nationalism and social communication*, New York, Wiley, 1953, XII-292 p. (introduit, au ch. II, le concept de mobilisation).

Maurice Duverger, « Sociologie des régimes politiques », in *Traité de Sociologie* (sous la direction de G. Gurvitch), *op. cit.*, t. II p. 3-21.

- *Introduction à la politique*, Paris, N.R.F., 1964, 382 p.

Gino Germani, *Politica e massa*, Belo Horizonte, R.B.E.P., 1960 (trad. en portugais d'articles écrits en espagnol), 189 p.

[484]

Stanley Hoffmann, « Paradoxes de la communauté politique française », in *À la recherche de la France*, éd. du Seuil, 1963 (tr. fr. de *In search of France* par S. Hoffmann, C. Kindleberger, L. Wylie, J. R. Pitts, J.-B. Duroselle et P. Goguel, Cambridge, Harvard University Press, 1963), p. 15-138, Le thème du « stalemate » de la politique française est également indiqué dans l'article de G. Almond, cf. *supra*.

Harold D. Lasswell, *Politics : who gets what, when, how*, New York, Mac Graw Hill, 1936, reproduit dans *The political writings of Harold D. Lasswell*, Glencoe, Fress press, p. 287-461. Cf. en part. le chapitre I.

Georges Lavau, *Partis politiques et réalités sociales*, Paris, Colin, 1953, 169 p.

Seymour M. Lipset, *Political man*, New York, Doubleday, 1960 (tr. fr., Paris, éd. du Seuil, 1963, 459 p.), chap. I et III en particulier.

C. Wright Mills, *The power elite*, New York, Oxford University Press, 1956, 423, chap. VII, X, XII en particulier. Cf. les commentaires de Daniel Bell dans *The end of ideology*, Glencoe (III.), The free press, 1960, 416 p., chap. III.

Franz Neumann, *Behemoth*, New York, 1942, et Londres, v. Gollencz, 1943, 428 p. Un des premiers livres s'opposant à l'image « monocratique » de l'État totalitaire et insistant sur la dissolution du système politique et de l'État légitime dans ce type de régime (C. Friedrich, A. Inkeles, H. Arendt et d'autres ont plus récemment développé le même thème).

Quarto congresso mondiale di sociologia, *Le elites politiche*, Bari, Laterza, 1961, p. 3-108 en particulier.

CHAPITRE VII

Vito Ahtik, « Participation socio-politique des ouvriers d'industrie yougoslaves », *Sociologie du Travail*, janv.-mars 1963, p. 1-23.

Daniel Bell, *The end of ideology, op. cit.*, ch. XI et XVI et épilogue en particulier.

Theodore Caplow, *The sociology of work*, Minneapolis, University of Minnesota press, 1954, 330 p., chap. VIII : « Le syndicat comme association professionnelle ».

Lawrence Cohen, *Workers and decision-making in production*, Columbia university, New York, 1956 (thèse non publiée).

Michel Collinet, *Esprit du syndicalisme*, Paris, éd. Ouvrières, 1951, 229 p.

Yves Delamotte, « Conflit industriel et participation ouvrière », *Sociologie du travail*, n° 1, 1959, p. 12-23.

Walter Galenson (sous la dir. de), *Comparative Labor movements*, Englewood, [485] N. J., 1952, 599 p. (Grande-Bretagne, Scandinavie, Australie, Allemagne, France, Italie, U.R.S.S.).

- *Labor and economic development*, New York, S. Willey, 1959, 304 p.

- Et Seymour M. Lipset (sous la dir. de), *Labor and trade-unionism*, New York, Wiley, 1960, 379 p., en particulier sections VI, VIII et IX.

Robert Goetz-Girey, *La pensée syndicale française. Militants et théoriciens*, Paris, Colin, 1948.

- *La syndicats ouvriers allemands après la guerre*, Paris, Domat-Montchrestien, 1935, 314 p.

Léo Hamon (sous la dir. de), *Les nouveaux comportements politiques de la classe ouvrière*, Paris, P.U.F., 1962, 252 p., en partie, compte rendu des 2^e et 4^e séances de ce colloque tenu à Dijon en 1961.

Clark Kerr, John Dunlop, Frederick Harbison, Charles Myers, *Industrialism and industrial man*, Cambridge, Harvard University Press, 1960, 331 p., en parti-

culier la 1^{re} partie, « Étude des rapports entre les formes de l'industrialisation et du mouvement ouvrier ».

Arthur Kornhauser, Robert Dubin, Arthur Ross (sous la dir. de), *Industrial conflict*, New York, Mac Graw Hill, 1954, 551 p., en particulier la partie 2c : « Influences économiques et sociales », p. 186-265.

V.I. Lénine. On se référera en particulier aux écrits suivants :

- *Ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre les social-démocrates*, 1894, reproduit dans *Oeuvres complètes*, Moscou, Éditions en langues étrangères, 1954, p. 89-169.

- *Que faire ?* 1902, cf. même édition, t. I, p. 197-408.

- *L'État et la Révolution*, 1917, même édition, t. II, p. 187-308.

Seymour M. Lipset, « Trade-union and social structure », *Industrial Relations*, octobre 1961, p. 90-110 (d'abord publié en français dans *Sociologie du Travail*, 1961, n^{os} 2 et 3).

Seymour M. Lipset, Martin Trow, James Coleman, *Union democracy*, Glencoe (Ill.), The free press, 1956, 455 p.

Serge Mallet, *La nouvelle classe ouvrière*, Paris, éd. du Seuil, 1963, 261 p.

Franco Momigliano (sous la dir. de), *Lavoratori e sindacati di fronte alle trasformazioni del processo produttivo*, Milan, Feltrinelli, 2 vol., 1962, 730 et 461 p., vol. I en particulier.

Selig Perlman, *A theory of the labor movement*, New York Kelley, 1928, repr. 1949, 321 p. La théorie de Perlman a été discutée en particulier par Ph. Taft, dans *Interpreting the Labor Movement*, IRRA, Madison, 1952, 207 p. ; par A. Sturmtal, dans *Industrial and labor relations review*, juillet 1951, p. 483-496 ; par G. Gulick et H. Bert, dans *Industrial and labor relations review*, juillet 1953 et par Mark Perlman, *Labor union theories in America*, Evanston, Row, Peterson, XV + 313 p.

Jean-Daniel Reynaud, *Les syndicats en France*, Paris, Colin, 1963, 289 p.

[486]

William H. Scott, *Industrial leadership and joint consultation*, Liverpool, Liverpool University Press, 1952, 207 p.

François Sellier, *Stratégie de la lutte sociale*, Paris, éd. Ouvrières, 1961, 351 p., en particulier 1^{re}, 2^e et 5^e parties.

Sociologie du Travail, « Ouvriers et syndicats d'Amérique latine », numéro spécial 1961, n° 4, en particulier les articles de G. Germani et F. H Cardoso.

- N° 2, 1962 : articles de B. Trentin, A. Ross, M. Chaumont, R. Dahrendorf.

Adolf Sturmfal (sous la dir. de), *Contemporary collective bargaining in seven countries*, Ithaca, Cornell University Press, 1957, 382 p.

The tragedy of european labor, 1918-1939, New York, Columbia University Press, 1943, repr. 1951, 389 p.

CHAPITRE VIII

Daniel Bell, « Les formes de l'expérience culturelle », in *Communications*, 2, 1962, p. 1-22.

Paul Chombart de Lauwe et autres, *Famille et habitation*, t. II, *Un essai d'observation expérimentale*, Paris, C.N.R.S., 1960, 364 p., cf. surtout chap. I et IX.

Joffre Dumazedier, *Vers une civilisation du loisir ?* Paris, éd. du Seuil, 1962, 320 p. (chap. III et IV de la 1^{re} partie).

Esprit, Le loisir, numéro spécial, juin 1959, en particulier les articles d'A. Pizzorno : « Accumulation, loisirs et rapports de classe », p. 1000-1016, et de M. Crozier : « Employés et petits fonctionnaires parisiens », p. 934-954.

Georges Friedmann, *Le travail en miettes*, Paris, Gallimard, 1956, 347 p., chap. VII, p. 180-208.

- « Le loisir et la civilisation technicienne », *Revue Internationale de sciences sociales*, XII, 1960.

John K. Galbraith, *The affluent society*, Boston, Houghton Mifflin, 1958, 368 p., en particulier chap. X, XI et XXIV.

J. Huizinga, *Homo ludens*, Londres, Kegan Paul, 1949, 220 p.

Morris Janowitz et Robert Schultze, « Tendances de la recherche dans le domaine des communications de masse », in *Communications*, I, 1961, p. 16-37 (avec une bonne bibliographie).

Eric Larrabee et Ralf Meyersohn (sous la dir. de), *Mass leisure*, Glencoe (Ill.), The free press, 1958, 429 p., en particulier les articles cités dans le texte et surtout ceux de D. Riesman et de M. Wolfenstein.

[487]

Henri Lefebvre. *Critique de la vie quotidienne*, Paris, L'Arche, 1961, 360 p., t. II, chap. I.

Nathan Leites et Martha Wolfenstein, *Movies, a psychological study*, Glencoe (Ill.), The free press, 1950, 316 p.

Nicole de Maupeou-Leplâtre, *Le cheminement professionnel des jeunes ouvriers*, 2^e partie : « Les projets et les aspirations », Paris, Institut des sciences sociales du travail, ronéo., 1963.

C. Wright Mills, *White collar*, New York, Oxford University Press, 1951, 378 p., chap. XI et XII.

Edgar Morin, *Le cinéma ou l'homme imaginaire*, Paris, éd. de Minuit, 1956, 250 p.

- *L'esprit du temps*, Paris, Grasset, 1962, 277 p.

Alessandro Pizzorno, *Comunità e razionalizzazione*, Turin, G. Einaudi, 1960, 431 p.

David Riesman, avec Nathan Glazer et R. Denney, *The lonely crowd*, New Haven, Yale University Press, 1950, 315 p., tr. fr., Paris, Arthaud, 1964, 383 p. (1^{re} partie : le caractère).

Alexis de Tocqueville, *La démocratie en Amérique*, Paris, 1835-1840, en particulier livre D, 2^e et 3^e parties.

André Varagnac, *Civilisations traditionnelles et genres de vie*, Paris, Albin Michel, 1948, 404 p.

William F. Whyte, *Street corner society*, Cambridge, Harvard University Press, 1943, 284 p.

William H. Whyte Jr, *The organization man*, New York, Simon and Schuster, 1956, 429 p., tr. fr., Plon, 1959.

SUPPLÉMENT

Les idées exposées dans ce livre ont parfois été exprimées dans des écrits antérieurs de l'auteur ; plus fréquemment elles manifestent rétrospectivement les intentions, souvent obscurément perçues, qui animaient ces travaux plus limités. C'est pourquoi on rappellera ici certains d'entre eux, non cités dans la bibliographie qui précède.

« Classe sociale et statut socio-économique », *Cahiers internationaux de sociologie*, XI, 1951, p. 155-176.

« Ambiguïté de la sociologie industrielle américaine », *Cahiers internationaux de sociologie*, XII, 1952, p. 131-146.

« Le statut social comme champ d'action », *Transactions of the second world Congress of sociology*, 1953, t. II, p. 353-357.

[488]

« Le traitement de la société globale dans la sociologie américaine contemporaine », *Cahiers internationaux de sociologie*, XVI, 1954, p. 126-145.

« La qualification du travail. Histoire d'une notion », *Journal de Psychologie*, janvier-mars 1955, p. 97-112.

« L'évolution de la conscience ouvrière et l'idée socialiste », *Esprit*, mai 1956, p. 692-705.

« Qualification, salaire et homogénéité du groupe ouvrier », *Revue économique*, septembre 1957, p. 841-850.

« La participation des travailleurs à l'exploitation des entreprises », *Archives internationales de sociologie de la coopération*, 1957, n° 2, p. 110-125.

« *Situation du mouvement ouvrier* », *Arguments*, n° 12-13, 1958, p. 6-14.

« *Travail, loisirs et société* », *Esprit*, juin 1959, p. 979-999.

« *Entreprise et bureaucratie* », *Sociologie du Travail*, octobre-décembre, 1959, p. 59-71.

« *Contribution à la sociologie du mouvement ouvrier : le syndicalisme de contrôle* », *Cahiers internationaux de sociologie*, XXVIII, 1960, p. 57-88.

(Avec O. Ragazzi), *Ouvriers d'origine agricole*, Paris, éd. du Seuil, 1961, 127 p.

(Sous la direction de l'auteur), *Histoire générale de travail*, t. IV : La civilisation industrielle, Paris, Nouvelle Librairie de France, 1961, 366 p.

« *L'evoluzione dei partiti di massa e la trasformazione delle elites politiche* », in *Le elites politiche*, Bari, Laterza, 1961, p. 100-108 et discussion, p. 158-165.

Dans le Traité de sociologie du travail, dirigé par G. Friedmann et P. Naville, Paris, Colin, 1961 :

- « *L'organisation professionnelle de l'entreprise* », t. I, p. 387-427.

- « *Pouvoir et décision dans l'entreprise* », t. II, p. 3-41.

- (Avec B. Mottez), « *Classe ouvrière et société globale* », t. II, p. 235-281.

« *Industrialisation et conscience ouvrière à Sao Paulo* », *Sociologie du Travail*, octobre-décembre 1961, p. 77-95.

« *Situation ouvrière et types de démocratie économique* », *Revue de l'Institut de sociologie*, Bruxelles, 1961, n° 1-2, p. 31-42.

« *Travail et organisations* », *Archives européennes de sociologie*, 1962, n° 1, p. 1-20.

« *Psycho-sociologie de l'entreprise et sociologie du travail* », *Revue du Travail*, Bruxelles, novembre 1962, p. 1-26.

« *Sociologie du développement* », *Sociologie du Travail*, avril-juin 1963, p. 156-174.

« Management and the working class in Western Europe », *Daedalus*, Winter, 1964, p. 304-334.

« Pour une sociologie actionnaliste », *Archives européennes de sociologie*, 1964, n° 1, p. 1-24.

[489]

SOCIOLOGIE DE L'ACTION

INDEX

[Retour à la table des matières](#)

[491]

SOCIOLOGIE DE L'ACTION

INDEX DES MATIÈRES

[Retour à la table des matières](#)

- Action, 7, 9, 41, 51-54, 55, 76, 78, 91, 110-111, 115, 173-175, 178, 418, 453-458, 473-474.
- Actionnalisme, 11, 17, 56-57, 70, 88, 89, 91-92, 95-98, 100, 111-115, 119-127, 140, 149, 165, 180, 197, 211, 257, 306-308, 345-349, 359-361, 413, 451-456, 470, 473.
- Aliénation, 41, 49, 50, 122, 145-148, 151-156, 163, 173, 178, 183-185, 202, 237, 278, 289, 291, 309-310, 346, 357-359, 408, 413, 425-426, 439-449.
- Amour, 68, 108, 421.
- Anomie, 109, 444-445.
- Anthropologie, 8, 66-69, 70, 73, 101, 114.
- Appareil, 184, 202, 309, 366.
- Attentes, 239, 244.
- Attitudes, 203, 231, 233, 237, 241, 244, 294.
- Automation, 258-259, 264, 265.
- Autorité, 61, 62, 74, 79, 163, 192, 209, 221-222, 275, 278.
- Barbarie, 162.
- Bureaucratie, 107, 145, 166, 183, 202, 205-207, 209-210, 291, 309, 441.
- Bureaucratisation, 184, 279.
- Cadres, 215-216, 241-242, 262, 269, 276.
- Capitalisme, 36-37, 85, 122, 147, 152-153, 175-177, 285-286, 302, 304, 347-348, 369-373, 378, 386, 392-394, 407-408, 459, 464.
- Carrière, 262, 280, 292, 441-443.
- Changement 63, 74, 75, 80, 96, 99, 290, 472.
- Charge subjectale, 137, 144, 150, 170, 187, 190, 202-204, 209, 354, 361.
- Cinéma, 414, 423-424.
- Civilisation industrielle, 106, 139, 143-145, 182, 224, 250-255, 288, 294, 301, 386, 457, 458-465, 474.

- Classe politique, 336.
 Classe sociale, 36, 47-48, 79, 129-132, 133-137, 140, 151-160, 163, 172, 176, 179, 181, 186, 200, 202, 217, 220, 253, 288, 293, 347-348, 357, 382-384, 408, 459.
 Commandement, 62, 208-210, 221, 230, 273-279.
 Compensation, 357-359, 430-433.
 Concentration du pouvoir, 302-303, 335-337.
 Conflit, 63, 75, 78, 94, 137, 147, 155, 157, 164, 208, 212, 215, 236, 275, 276, 351, 354, 387, 460.
 [492]
 Conscience de classe, 201, 282, 285-291, 295-297, 302, 373, 390, 393.
 Conscience constituante, 128-133, 136, 138-139, 151, 177, 219, 298, 313, 424.
 Conscience créatrice, 200, 202, 219.
 Conscience ouvrière, 282-297, 344, 395-398, 402-403.
 Conscience syndicale, 390, 393.
 Conseils ouvriers, 356, 405-407.
 Consommation, 76, 78, 158-159, 235, 289, 346, 415, 418, 437, 446-447.
 Contre-projet, 239-242.
 Contrôle, 13, 42, 74, 93, 123, 142, 157, 293, 299, 305, 307, 315, 346, 369-373, 384-395, 400, 461, 466.
 Création, 77, 123, 142, 299, 305, 315, 346.
 Culture de masse, 414-450, 451, 462.
 Décalage, 175-177, 200, 216.
 Décision, 58, 60, 82-86, 87, 184.
 Démocratie, 61, 69, 143, 169, 199, 221, 299, 312, 314, 319-323, 406, 462.
 Déséquilibre, 207-223.
 Déshistoricisation, 424.
 Développement, 69, 143, 148, 158, 167, 185, 191, 255, 271, 310, 313, 319, 336, 352, 369-373, 401, 461.
 Diachronie, 98.
 Dictature, 166, 309, 319, 320.
 Direction des entreprises, 197-199, 212-218, 220, 240-241, 350.
 Dirigeants, 146, 153, 168, 172, 174, 181, 187, 191, 192-194, 204, 208, 212-214, 217, 232, 270-271, 308, 330-335.
 Élités, 330-331, 336, 400-401.
 Employés, 160, 262.
 Équilibre, 64-65, 97, 113, 180, 207-223, 309, 349, 367.
 État, 34, 139, 160, 298-308, 337-338, 354-355, 384.
 Événement, 23-25, 29-30, 34, 40, 99, 101-102, 104, 110, 136, 211, 456.
 Existence, 57, 65-71, 87, 111, 142, 292.
 Facteurs historiques, 11, 28, 30, 35, 42-43, 123, 135, 343.
 Fonction, 76, 81, 186, 243, 284, 416.
 Fonctionnalisation, 36, 182, 275.
 Fonctionnalisme, 32, 38, 58, 62-65, 70, 72-82, 96, 125, 140, 149, 157, 181-183, 211, 223, 232, 243, 266, 274, 297-298, 345, 349-353, 418, 446, 456-457, 473.
 Fonctionnement, 14, 64, 74, 183-186, 207, 211, 275, 279, 293, 300, 312, 315, 329, 366, 472.
 Formalisme, 69, 111, 198, 328.
 Freinage, 195, 213-214.
 Garants méta-sociaux, 41, 129, 131, 138, 151, 176, 298, 305, 375, 451, 459-460.
 Gratification, 312, 314, 320, 323.

- Groupe d'intérêts, 153, 155, 159, 161, 285, 303, 349.
- Groupe de travail, 75, 83, 235, 242, 277, 284, 356-357.
- Guerre, 94, 103-104, 135.
- Hérésie, 203.
[493]
- Hétéronomie, 236, 244, 408, 436.
- Histoire : 8, 21-27, 30-33, 37, 50, 58, 99-105, 114, 124, 126, 211, 254, 340, 455.
- Historicisme, 21-22, 26-27, 424, 455.
- Historicité, 38, 69, 86, 92, 131, 253-254.
- Identité, 161-164, 178, 282.
- Idéologie, 87, 89, 107-108, 134, 140, 151, 164-173, 185, 187, 193, 213, 227, 251-253, 298.
- Implication, 149, 196-197, 212-218, 239.
- Informel, 192, 194, 225, 276, 357.
- Initiative, 187, 191-192, 308.
- Innovation, 169, 214, 269.
- Institution, 41, 85, 93, 127, 137, 144, 150, 455.
- Institutionnalisation, 75, 87, 99, 123, 125, 149, 160.
- Instrumentalité, 76, 78, 199, 205, 210, 327.
- Intégration, 69, 74, 76, 187, 192, 194, 199, 201, 205, 214, 217, 227, 293, 308, 321, 365-366, 433-434, 446-449.
- Intellectuels, 140-141, 166, 174, 178, 450, 463.
- Interaction, 60-61, 76-77, 89.
- Inter-social, 103-105, 307.
- Légitimité, 61-62, 127, 147, 169, 186, 196-197, 305, 308, 316, 320, 329, 333.
- Loisirs, 414-415, 429-433.
- Lutte de classes, 127, 137-138, 378, 379, 408.
- Maîtrise, 225-226, 241-242, 276.
- Médiation, 46, 178, 187, 201, 294.
- Milieu technique, 39, 132, 136, 138, 142, 145, 176, 257, 275, 417, 451.
- Misère, 13, 41-42, 48, 295-297, 302, 357, 409.
- Mobilisation, 311, 314, 318, 322, 352, 398.
- Mobilité, 80, 180, 189, 234, 398.
- Modèle rationalisateur, 181-186, 190, 201, 272, 284, 293, 299, 304, 309, 460.
- Mouvement ouvrier, 48, 124, 161, 162, 174, 296, 339-410, 461.
- Mouvement social (ou historique), 14, 86, 125, 148, 150, 161-162, 164-180, 196, 243, 339, 360, 389, 395, 401, 469.
- Nationalisme, 396.
- National-populaire, 398-399.
- Naturalisme, 10, 44-49, 50, 59, 126, 455.
- Négociation, 349-351, 362, 366, 367, 374.
- Niveau, 149-150, 183, 186, 189, 200, 233, 236-237, 239, 245, 259, 272, 277, 281, 293, 308, 354, 360.
- Norme, 66, 80, 85, 109, 121, 149, 224.
- Opinion, 231, 297, 334, 403.
- Opposition, 161-164, 178, 282, 362, 365.
- Organisation, 145, 181-245, 259, 261, 270, 276, 281, 287, 294, 306-309, 316, 334, 352, 474.
- Orientation, 316, 334.

- Participation, 61, 69, 83, 187-191, 232, 240, 308, 316, 326, 353-357, 387, 391, 433-434.
- [494]
- Partis, 179, 187, 302-303, 379.
- Personnalisation, 335.
- Personnalité, 66, 80, 109, 219, 226,, 262, 357-358, 419, 422, 426, 430-431, 438.
- Phase, 263-265, 274, 301.
- Phénomène social total, 105-111, 173.
- Philosophie de l'histoire, 7, 9, 28 29, 56, 58, 105, 252, 424, 457.
- Politique, 13, 148, 160, 166, 202, 205, 280-281, 298-338, 357, 363-364, 374, 388, 463.
- Politisation, 281, 292, 376-377, 389, 395-397.
- Populisme, 397-402.
- Pouvoir, 94, 205, 270, 279, 299, 310-315, 330-337, 342-344, 364, 394.
- Pragmatisme, 107, 386.
- Praxis, 38, 45-47, 52, 56, 59, 65, 90, 93, 95, 108, 456.
- Privatisation, 219, 289, 292, 421.
- Professionnalisation, 169, 262, 268, 269, 390.
- Progrès, 311-312, 322.
- Projection, 50, 151, 360, 411, 416, 423.
- Projet, 52, 72, 123, 148-149, 189, 190, 201, 228, 231-242, 268, 282, 291, 414.
- Prolétariat, 41-42, 44, 47-48, 295, 297, 461.
- Propagande, 330-333.
- Qualification, 261, 265-270.
- Rationalisation, 36, 73, 144, 182, 185, 205-207, 256-263, 270.
- Régime politique, 316-330.
- Relations humaines, 74, 83, 184-185, 190, 193, 201, 269-270, 278, 292, 357, 392.
- Rémunération, 279-281.
- Représentativité, 199, 315, 320, 330, 359.
- Ressentiment, 236.
- Retrait, 155, 189, 219, 231-232, 234, 237-238, 240-241, 296, 408, 430-432, 443-447, 468.
- Revendication, 61, 129, 133, 150, 173-175, 177, 187, 194-196, 201, 203, 223, 260, 280, 288, 293, 295, 308, 344-349, 357, 363, 366, 449.
- Révolte, 169, 175, 195, 399.
- Révolution, 94, 108, 155, 171, 174, 295-297, 350, 367-368, 376, 379, 380-384, 409, 425.
- Révolution industrielle, 12, 40-42, 139, 251, 302, 458.
- Sacré, 130, 138, 140, 419.
- Satisfaction (et insatisfaction), 69, 83, 229-230, 236-237, 240-244, 290, 327, 350, 353-359.
- Satisfaction différée, 195, 250.
- Sauvage, 443-447, 462.
- Secte, 107, 203.
- Ségrégation, 436, 469.
- Sociabilité, 11, 57, 60-62, 74, 81, 111, 292.
- Socialisme, 176, 218, 306, 356, 402-407.
- Sociétal, 298-308, 337-338.
- Société, 22, 52-53, 80, 121-122, 454, 461.
- Société industrielle, 12, 17, 43, 45, 69, 143-144, 153, 158, 253-254, 285, 300, 417.
- Société de masse, 144, 159, 305-306, 429, 433-439, 448, 468.
- Sociologie historique, 137-141.
- [495]
- Spontanéité, 328.

- Stratégie, 104, 209, 235, 244, 280, 351, 362, 365.
- Stratification, 79, 156-160, 435.
- Structuralisme, 58, 88, 90, 98, 101, 111-112, 125, 298, 412, 456-457, 470.
- Structure, 69, 86-89, 98, 101, 105, 111-112, 135, 419, 472.
- Subjectal, 61, 112, 120, 126, 140, 181, 344, 411.
- Sujet collectif, 230, 242-245, 311, 361-363.
- Sujet historique, 33, 38, 59, 91-92, 106, 113, 119, 123, 126-127, 134, 137, 141, 149, 164, 168, 170, 173-174, 178, 185, 187, 224-225, 228-229, 239, 245, 276, 281, 356, 412, 451.
- Sujet personnel, 148-150, 228-239, 350, 411-425, 428, 462.
- Surréalisme, 421, 425-426.
- Symboles, 8, 9, 70, 81, 86-89, 97, 98, 102, 105, 107, 112, 420, 422.
- Syndicalisme, 142-143, 175, 201, 260, 280, 331, 349-353, 364-367, 373-395, 400-402.
- Système d'action historique, 86-87, 102, 105, 148, 158, 255-256, 259, 293, 307.
- Système de production (ou de travail), 260-261, 264, 267-273, 276.
- Système social, 14, 60, 64-65, 77-78, 81, 87, 97, 111, 121, 157, 181, 223-228, 254, 275, 352.
- Technocratie, 186, 201, 206, 214, 217, 233, 271, 305, 467-468.
- Totalitarisme, 13, 146, 166-167, 172, 299, 310, 366, 461, 466.
- Totalité, 51, 161-164, 170, 178, 282, 362, 452.
- Travail, 10, 37-40, 50, 56-57, 60, 87, 97, 104, 119-120, 121, 130, 132, 250, 252-253, 292, 418, 425-426, 429-433, 454-456, 462, 471.
- Type idéal, 31-32, 34-35, 36.
- Typologie, 58-59, 108-109, 472-473.
- Unification du pouvoir, 335.
- Utilitarisme, 85, 198, 328.
- Utopie, 31, 41, 87, 107-108, 164, 173, 175, 185, 194, 251, 253, 284, 311, 406, 419, 425, 473.
- Violence, 98, 104, 135, 253.
- Vocation, 231-232, 235, 239, 240-241, 243.

[497]

SOCIOLOGIE DE L'ACTION

INDEX DES AUTEURS CITÉS

[Retour à la table des matières](#)

- Ahtik, 484.
 Almond, 483, 484.
 Andrieux, 175.
 Atendt, 484.
 Arensberg, 274.
 Argyris, 226.
 Aron, 18, 29, 35, 49, 103, 104, 105,
 244, 307, 417, 477, 478, 480,
 483.
 Aymard, 130.
- Bahrtdt, 262, 482, 483.
 Bailyn, 479.
 Bales, 75.
 Balogh, 377.
 Balzac, 201, 262, 419.
 Barber, 480.
 Barnard, 192, 481.
 Baxthes, 87.
 Bassoul, 189.
 Bastide, 68, 86, 131, 478.
 Baudelaire, 108.
 Bauer, 378.
 Bell, 179, 389, 482, 486.
 Bendix, 79, 272, 478, 480, 482.
 Benoît, 394.
 Berle (et Means), 270.
 Bernard, 189.
 Bernheim, 23, 477.
 Berr, 23, 477.
 Black, 480.
 Blau, 182, 482.
- Blauner, 229-230, 482.
 Boade, 378.
 Bottomore, 478, 483.
 Bourricaud, 78, 214, 480.
 Brandao Lopes, 401.
 Braudel, 102-103, 479.
 Brecht, 124.
 Breton, 421, 426, 427.
 Bright, 258, 265.
 Burckhardt, 337.
- Calvez, 47, 49, 477.
 Cantril, 363.
 Caplow, 484.
 Cardoso, 486.
 Centers, 480.
 Charbonnier, 417.
 Chaumont, 486.
 Chinoy, 230.
 Chombart de Lauwe, 432, 444, 486.
 Clark, 142.
 Claudel, 255.
 Cohen, 391, 484.
 Coleman, 485.
 Collinet, 287, 484.
 Comte, 51, 152, 299, 300, 429, 453.
 Corbon, 263.
 Cournot, 143.
 Croce, 26, 477.
 Crozier, 79, 205-206, 210-211, 221,
 272, 436, 482, 486.

[498]

- Dahl, 304, 331, 483.
 Dahrendorf, 78, 163, 173, 473, 480, 486.
 Darwin, 49.
 Davis, 82, 163, 477.
 Declercq, 380.
 Delamotte, 387, 482.
 Denis, 193.
 Denney, 487.
 Desroche, 168.
 Deutsch, 311, 481.
 Dickson, 482.
 Dilthey, 29.
 Dofny, 290, 480.
 Douassot, 431.
 Dubin, 485.
 Dumazedier, 415, 443, 486.
 Dunlop, 342, 485.
 Durand, 290, 482.
 Durkheim, 8, 38, 61, 74, 78, 80, 82, 232, 284, 429, 435, 453, 479.
 Duverger, 306, 483.
- Engels, 421.
 Eucken, 72.
 Eysenck, 133-134.
- Faye, 87.
 Fayol, 210.
 Febvre, 102, 477.
 Feuerbach, 45, 46.
 Fischer, 64.
 Floor, 480.
 Foote, 390, 428, 482.
 Ford, 146, 257.
 Freud, 68, 73, 81, 421.
 Friedmann, 18, 64, 144, 166, 168, 226, 257, 264, 268, 312, 351, 404, 417, 425, 430, 431, 434, 458, 481, 482, 486, 488.
 Friedrich, 484.
 Fustel de Coulanges, 24.
- Galbraith, 486.
- Galenson, 229, 352, 482, 484, 485.
 Germani, 180, 311, 323, 352, 398-399, 483, 486.
 Gerth, 478.
 Ginsberg, 173, 481.
 Girard, 290.
 Glazer, 487.
 Goethe, 36.
 Goetz-Girey, 375, 380, 485.
 Goldmann, 50.
 Gorz, 394.
 Gouldner, 182, 482.
 Granger, 26, 59, 113, 479.
 Graubard, 373, 483.
 Grémillon, 442.
 Gross, 63.
 Guérin, 340.
 Guest, 230, 483.
 Gulick, 485.
 Gurin, 482.
 Gurvitch, 9, 14, 52, 59, 61, 73, 79, 82, 93, 94, 203, 424, 477, 479.
 Guterman, 478.
- Halbwachs, 149, 159, 232, 435, 481.
 Hamon, 485.
 Harbison, 342, 485.
 Hatt, 481.
 Hegel, 46, 48, 49, 337.
 Hempel, 63.
 Hoffmann, 483.
 Homans, 243.
 Horney, 433.
 Huizinga, 427, 486.
 Hutchinson, 401.
 Hyman, 80.
 Hyppolite, 49, 477.
- Inkeles, 484.
 [499]
 Ionesco, 432.
- Janowitz, 436, 486.
 Jaques, 267, 472.
 Jüres, 483.

- Kahn, 183.
 Katz, 183, 482.
 Keller, 80.
 Kerr, 64, 342, 485.
 Kesting, 483.
 Komarowski, 64.
 Kornhauser, 133, 485.
- Lacombe, 23.
 Lamprecht, 27, 477.
 Larrabee, 431, 486.
 Lasswell, 298, 484.
 Lavau, 331, 484.
 Lazarsfeld, 18, 436, 437, 438, 444.
 Lefebvre, 51, 477, 478, 487.
 Lefort, 50, 126, 481.
 Leites, 298, 428, 487.
 Lénine, 174, 179, 376, 403, 404, 485.
 Lévi-strauss, 18, 67, 69, 70, 98, 101, 106, 113, 131, 132, 253, 416, 420, 422, 424, 474, 479, 481.
 Lewin, 73, 226, 242.
 Lhomme, 72.
 Lignon, 17 5.
 Linton, 79.
 Lipset, 79, 80, 133, 220, 229, 311, 352, 362, 373, 379, 435, 480, 482, 484, 485.
 Lockwood, 482.
 Lukacs, 50, 179, 481.
 Lutz, 482.
- Machiavel, 35, 338.
 Maccoby, 183, 482.
 Mallet, 362, 380, 383, 394, 485.
 Malinowski, 63.
 Mannheim, 164-166, 481.
 Mantoux, 2 5 1.
 March, 83-84, 479, 482.
 Marshall, 347.
 Marx, 10, 45-49, 51, 104, 128, 141, 143, 152, 156, 163, 173, 253, 285, 286, 299, 408, 453, 477-478.
- Maupeou-Leplâtre (de), 487.
 Maurice, 394.
 Mauss, 479.
 Mayo, 64, 96, 166, 185, 191, 192, 193, 226, 234, 242, 274, 337, 474, 479.
 Meister, 168.
 Merton, 63, 80, 82, 109, 182, 183, 316, 422, 437, 438, 444, 471, 480, 482.
 Meyershon, 486.
 Michelet, 27.
 Michels, 146, 187, 352.
 Mills, 304, 331, 478, 484, 487.
 Momigliano, 485.
 Moore, 93, 163.
 Montaigne, 65.
 Morin, 423-424, 487.
 Morse, 183, 483.
 Mosca, 146.
 Mothé, 175, 190, 482.
 Mottez, 351, 483, 488.
 Moussa, 400.
 Myers, 342, 485.
- Nadeau, 421.
 Nadel, 480.
 Naegele, 480.
 Navel, 168, 175, 431.
 Naville, 258, 265, 351, 425, 488.
 [500]
 Nef, 251.
 Neumann, 484.
- Ossowski, 481.
- Pareto, 79.
 Parsons, 9, 32, 33, 34, 36, 37, 38, 66, 75-82, 111, 151, 478, 480, 481.
 Perlman (M), 485.
 Perlman (S.), 174, 340, 355, 386, 485.
 Perroux, 72, 86, 480.
 Piaget, 427.
 Picasso, 422.
 Pitts, 79, 81.
 Pizzorno, 432, 441, 486, 487.

- Plekhanov, 28.
 Popitz, 483.
 Propp, 69.
- Radcliffe-Brown, 63, 69, 480.
 Ragazzi, 234, 488.
 Ranke, 24.
 Rathenau, 375.
 Reissman, 481.
 Reynaud, 18, 290, 482, 485.
 Ricœur, 88, loi, 480.
 Riesman, 195, 250, 259, 417, 433, 436,
 447, 448, 468, 486, 487.
 Rimbaud, 426.
 Rœthlisberger, 195, 214, 230, 472,
 480.
 Ross (A.), 485, 486.
 Ross, 93.
 Rostow, 400.
 Rubel, 46, 478.
- Saint-Simon, 152, 253, 300.
 Sartre, 22, 50, 52-53, 96, 122, 124,
 127, 128, 171, 361, 420, 478.
- Saussure (de), 98.
 Schelting (von), 36.
 Schultze, 436, 486.
 Schumpeter, 151, 152, 481.
 Scott, 355, 486.
 Sebag, 480.
 Seignobos, 23.
 Selznick, 482.
 Sellier, 104, 351, 365, 383, 486.
 Sheppard, 64.
 Sherif, 363.
 Shils, 77, 81, 82, 478, 480.
 Simiand, 29, 478.
 Simon, 83-84, 479, 482.
 Smith, 84.
- Spencer, 82.
 Spengler, 105.
 Stouffer, 133.
 Strawinsky, 422.
 Sturmthal, 147, 342, 485, 486.
 Sullivan, 81.
 Swados, 447.
- Taft, 485.
 Tarnow, 378.
 Taylor, 146, 166, 183, 193, 210, 257,
 273, 276.
 Tocqueville, 299, 338, 429, 487.
 Tönnies, 82, 284.
 Toynbee, 105.
 Trentin, 351, 380, 486.
 Trow, 485.
- Varagnac, 487.
 Vidal de la Blache, 102.
- Walker, 230, 483.
 Warner, 159, 481.
 Weber, 8, 23, 29, 30-37, 38, 40, 47, 60,
 78, 85, 128, 135, 139, 146, 151,
 160, 165, 170, 182, [501] 183,
 190, 198, 199, 205, 209, 210,
 309, 337, 35,3, 419, 478, 482.
 Weil (S.), 175.
 Whyte (W. F.), 214, 230, 445, 487.
 Whyte (W. H. jr), 271, 442, 487.
 Wilenski, 441, 449.
- Willener, 482.
 Wilson, 193.
 Wolfenstein, 427, 428, 486, 487.
 Woytinski, 378.
- Zavalloni, 80.
 Zola, 201, 262, 419.

FIN